


WID-LC
DC
276
.L17
x
1902
Lt.1
ΒΑΔΙΖΕ ΤΗΝ ΕΥΘΕΙΑΝ
Pandeli Ralli.
1888.
GIFT OF
WILLIAM KING RICHARDSON
H
E LIBRARY
Digitized by Google


HONORE ET AMORE
EX LIBRIS
WILLIAM KING RICHARDSON

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1894.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

Histoire de la Seconde République française. Deux vol. in-8°. Prix . . . . 16 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2829.

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

PIERRE DE LA GORCE

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE
GRAND PRIX GOBERT

TOME PREMIER

SEPTIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1902

PRÉFACE

Le règne de Napoléon III n'a été jugé jusqu'ici que par la faveur ou par la haine. Il a subi deux fois l'épreuve du mensonge : mensonge de l'adulation dans les jours de puissance, mensonge de la calomnie dans les jours d'infortune. A ce règne à la fois brillant et néfaste, superficiel et tragique, je voudrais appliquer les règles accoutumées de la critique qui établit les faits d'après les témoignages et remet de la sorte à leur vraie place les hommes et les événements. Cette équité me sera, je l'espère, facile, étant étranger, par origine ou souvenir, aux courtisans aussi bien qu'aux adversaires : *Mihi a spe, metu, partibus reipublicæ animus liber est.*

Cette époque paraîtra bien rapprochée pour l'histoire. Ce qui semble objection a été pour moi encouragement. Il y a l'histoire immédiate qu'on sait parce qu'on vit au milieu d'elle et par elle. Il y a l'histoire ancienne qu'on apprend. Entre les deux, il y a l'histoire presque contemporaine qu'on recueille par bribes, fragments ou légendes, et qu'on dédaigne d'étudier, se flattant de la connaître. C'est celle qu'en fait on ignore le plus, et ce n'est pas toujours celle qu'il importe le moins de pénétrer.

Je ne me dissimule pas la difficulté principale de l'œuvre que j'entreprends, à savoir l'absence de documents complets

qui portent partout la lumière. Je me suis efforcé de combler cette lacune en ajoutant à l'étude des sources françaises une recherche minutieuse des sources étrangères. Puis d'importantes communications privées m'ont permis d'éclairer quelques points demeurés obscurs. Si l'heure présente n'est point encore celle de l'histoire définitive, du moins elle se prête déjà, j'en ai la confiance, à une relation consciencieuse, achevée en un grand nombre de ses détails et, en ses traits généraux, fidèle.

Cette lumière complète, l'aurons-nous d'ailleurs jamais, en ce qui concerne le second Empire? Il est à craindre que l'avenir nous ménage plus de déceptions que d'heureuses découvertes. D'abord, Napoléon III a été souvent son propre ministre, s'est caché de ses amis presque autant que de ses ennemis, en sorte qu'en maintes circonstances, la correspondance de ses agents officiels ne donnerait que l'envers de ses desseins. En outre, comme les œuvres étaient douteuses ou avaient lamentablement échoué, on s'est parfois appliqué, par désespoir de justification ou par crainte de responsabilité, non à en conserver les vestiges, mais bien plutôt à les faire disparaître. Puis, c'est dans la vieillesse que les hommes publics, déchargés du soin des affaires, rassemblent leurs papiers, coordonnent leurs souvenirs et, mus par un légitime souci de leur pays et de leur renommée, préparent les éléments de l'histoire générale et de leur propre vie; or, parmi les serviteurs de Napoléon III, il en est peu qui aient connu ces suprêmes loisirs; beaucoup sont morts jeunes et avant leur prince; les autres ne lui ont guère survécu; tous ou presque tous ont aujourd'hui disparu. Ceux mêmes à qui le temps n'a point manqué étaient hommes d'action et de coups de main bien plus qu'hommes de plume; chassés du pouvoir par une violence égale à celle qui les y avait portés,

ils se consumèrent à entretenir l'irritante image de ce qui jadis les avait éblouis; leur disgrâce avait été trop brusque et entourée de trop d'amertume pour leur inspirer autre chose qu'une sorte de défense agressive, bien passionnée pour n'être pas suspecte; rarement on les vit, à l'exemple des anciens parlementaires, s'élever à cet état d'apaisement qui leur eût permis de retracer avec sang-froid, avec mesure, avec utilité pour leur maître et pour eux-mêmes, les vicissitudes de leur destin.

A défaut de ces documents vraiment politiques, nous avons déjà bon nombre de relations qui, souvent sous le voile de l'anonyme ou du pseudonyme, prétendent nous rendre l'*histoire intime du second Empire*. Nos contemporains se sont plu à ces récits, les uns par désir de raviver leurs propres souvenirs, les autres par cette curiosité malveillante qui est le premier mouvement des sots. Je ferai peu d'emprunts à ces publications où l'attaque manque de pudeur et où l'apologie elle-même manque parfois de gravité. Est-il d'ailleurs bien urgent de s'appesantir outre mesure sur les mœurs de la société impériale, et surtout avons-nous qualité pour les flétrir? Corrompue, elle le fut sans doute, et je le crois volontiers; mais, lorsque nous aurons proclamé en termes véhéments cette corruption, je me demande quelle expression pourra peindre les temps qui ont suivi. La chronique touche par certains côtés à l'histoire, mais ne doit point s'y substituer; et le mot de Voltaire est plus que jamais bon à rappeler: *Tout ce qui s'est fait ne mérite pas d'être dit.*

Un personnage domine toute cette histoire, l'homme mystérieux qui, pendant dix-huit ans, incarna en lui toute la vie nationale. Son sort fut inouï. Alors qu'au début de sa carrière, il déjouait avec une dextérité égale les complots démagogiques et les intrigues parlementaires, il était de mode de

railler son incapacité. Plus tard, son trône ayant été établi par la violence et consacré par le suffrage populaire, tant de bonheur éblouit non seulement les âmes vulgaires qui s'enchaînent au succès, mais aussi les esprits élevés qui osent discuter les arrêts de la fortune. Enfin les revers vinrent et tellement poignants que toute réprobation se perd dans une immense pitié. Il arriva donc que les jugements de l'opinion ne placèrent jamais le Prince à son vrai niveau. Au milieu de tant de vicissitudes, il est pourtant possible de ressaisir la trame de cette étrange existence. Dans les aventures de sa jeunesse, Napoléon s'était fait conspirateur; puis dans les longs loisirs de sa captivité, il s'était engourdi dans le rêve. Cette double tendance le pénétra si bien qu'elle absorba tout le reste. Rêveur et conspirateur, il le fut sur le trône et toujours; rêveur extraordinaire avec un pouvoir absolu pour réaliser ses rêves; conspirateur plus extraordinaire encore qui, ayant en main toutes les ressources de la puissance officielle, préféra aux négociations ouvertes les menées souterraines, à la diplomatie accréditée les agents secrets, aux conseils les conciliabules, à la publicité le mystère, et cela en vrai *dilettante* qui, après avoir pratiqué les ténèbres par nécessité, s'y complaît par habitude ou par goût et prend plaisir à brouiller ses traces au point de s'égarer lui-même. Tout en lui fut contraste. On le vit conduire des intrigues compliquées comme s'il eût étudié Machiavel, puis caresser des utopies humanitaires comme s'il eût voulu copier Don Quichotte. Il poussa, et (chose singulière) dans les mêmes entreprises, le calcul jusqu'à la duplicité et le désintéressement jusqu'à la duperie. Ses rêves, à la fois ambitieux et débiles, ne furent ni d'un esprit médiocre ni d'un esprit sain; ce qui lui fit le plus d'horreur, ce fut la routine; plutôt que de cheminer dans l'ornière, il eût préféré côtoyer

l'abîme, il le côtoya en effet, et si bien qu'il finit par y tomber en y précipitant son pays. Il fit beaucoup de fautes, mais d'une façon triomphante et avec des airs de profondeur qui éblouirent ses amis et déconcertèrent quelque temps ses ennemis. Même quand ses actes furent contradictoires ou misérables, son langage fut toujours d'une haute envergure qui dépassait fort le commun des hommes. Suivant la tradition napoléonienne, il affecta le dédain de la théorie, de l'*idéologie*, et se montra pourtant théoricien plus que personne; de toutes ces théories la plus fameuse fut celle des nationalités, et dans cette voie, il poussa l'esprit de chimères jusqu'au plus criminel aveuglement. Après avoir proclamé maintes fois son dédain pour les hommes de parole, il se livra à eux sur la fin de son règne au point de s'asservir à leur joug. Il eut de nobles échappées, des aspirations généreuses, mais avec une perpétuelle confusion de ce qui fait de l'effet et de ce qui est vraiment grand. Ne pouvant être tout à fait homme d'État, il fut du moins le plus parfait des machinistes; avec un art consommé, il aménagea son théâtre pour amuser, surprendre, éblouir son peuple et l'Europe. Tout cela dura jusqu'à ce que, l'artifice se découvrant, la toile fut déchirée, les feux de la rampe éteints et les acteurs mis en pièces. D'un mot on peut résumer le prince : avec des qualités non vulgaires, il eut tout ce qui fait les souverains funestes, à savoir les hautes visées, sans le bon sens qui sait les ramener à leurs proportions pratiques et sans la prévoyante sagesse qui seule peut les réaliser.

Et cependant, quelque rigoureux que soit ce jugement, il se dégage de cette vie une impression plus mélancolique qu'irritée. Sévère pour le monarque, l'avenir ne manquera pas de rappeler ce qui atténue ses fautes. Un groupe bruyant se rencontra pour acclamer ses œuvres les plus suspectes et

l'affermir en ses plus fatales erreurs. Les meilleurs serviteurs du pays étant à l'écart, il ne trouva que peu de lumières dans son entourage immédiat et demeura isolé au milieu de courtisans plus empressés à se desservir mutuellement qu'à soutenir le maître commun. Ceux qui, au dehors, lui furent le plus néfastes se présentèrent à lui sous la traîtreuse apparence d'alliés, presque d'associés; ces ennemis, déguisés en complices, s'appelaient Cavour ou Bismarck et étaient les plus retors de leur temps et peut-être de tous les temps. Par une compensation stérile, hélas! pour le pays, mais équitable à rappeler, l'homme racheta par ses qualités personnelles quelques-uns des égarements du souverain. En face des fléaux publics et au milieu des conspirations, il déploya un courage simple et calme qui conquit même ses adversaires. Il fut généreux et jusqu'à la profusion. Quelles que fussent les rigueurs de la politique, son penchant le porta presque toujours vers la clémence. Sa constante bonté lui valut quelques affections durables qui l'honorèrent et s'honorèrent elles-mêmes par une fidélité plus forte que la disgrâce. Il eut le louable désir de la paix civile et l'ambition de rétablir la liberté qu'il avait jadis abattue. Par-dessus tout, il aima le peuple, non pas spécialement le sien (car il était plus humanitaire que patriote), mais tous les peuples, c'est-à-dire les pauvres, les faibles, les déshérités. A la nouvelle de sa mort, l'un de ses adversaires disait : « Je l'ai combattu, mais je n'ai pu me résigner à le haïr. » Ce mot peint bien, je crois, la pensée commune; et par une singulière indulgence, faite de compassion, faite aussi de gratitude pour une ancienne prospérité, la nation, qui a tant souffert des erreurs de son souverain, se contente de ne pas le regretter.

Tel m'apparaît, sous ces traits multiples et complexes, le

prince dont je voudrais retracer le règne. Les deux premiers volumes que je publie aujourd'hui nous conduiront à travers les temps paisibles et ce qu'on a appelé les *années heureuses*. Bientôt, je l'espère, sera complétée cette tâche dont le puissant attrait m'attire et dont l'étendue m'effraye. Et maintenant, j'en ai dit assez pour expliquer mon dessein. Quant aux leçons qui naissent de la longue histoire du second Empire, elles sont trop nombreuses pour qu'il soit permis d'y toucher ici, et elles se dérouleront au fur et à mesure des événements. En terminant, je demande humblement à Dieu de daigner faire que ces leçons, ces graves et lamentables leçons, ressortent dans la suite du récit avec assez de clarté pour que le récit même ne soit point inutile. C'est la plus haute faveur que j'ose solliciter de sa bonté.

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

LIVRE PREMIER

LA DICTATURE

SOMMAIRE : I. — LE COUP D'ÉTAT. — Louis-Napoléon Bonaparte et l'Assemblée législative. — Le 2 décembre. — Agitation à Paris. — Émeutes provinciales. — Mesures extraordinaires de répression. — Adhésion à la politique du Prince et caractère de ces adhésions. — Plébiscite du 20 décembre. — Comment le vote doit être interprété. — Discours de Louis-Napoléon à la commission consultative.

II. — LES PROSCRITS. — Soucis de la dictature. — Le plus urgent est de régler le sort des vaincus du coup d'État. — Les Représentants arrêtés : décret du 9 janvier 1852 : trois catégories. — Nombre immense de prisonniers à Paris et dans les départements. — Leur nombre embarrasse le gouvernement lui-même. — Paris : mesures adoptées. — Départements : création des *Commissions mixtes :* fonctionnement de ces Commissions : leurs décisions. — Missions extraordinaires du général Canrobert, de M. Quentin-Bauchart, du colonel Espinasse. — Rapport de M Espinasse et prétendue impopularité de la clémence. — Nombreuses grâces collectives accordées par Louis-Napoléon en 1852, et en 1853.

III. — LA CONSTITUTION. — Comment elle est empruntée à l'époque consulaire. — Le pouvoir exécutif : extraordinaire étendue de ses attributions. — Le Corps législatif : son rôle : de quelle façon il est subordonné au Conseil d'État. — Le Sénat : nature de ses fonctions : il ne participe directement ni au pouvoir exécutif, ni au pouvoir législatif, ni au pouvoir judiciaire : hautes et nombreuses attributions dont il est revêtu. — Sera-t-il jaloux de les exercer ou les laissera-t-il tomber en désuétude? — Caractère général

Nouvelles habitudes sociales. — Goût des entreprises et des affaires financières. — Solennités de l'Institut. — M. Guizot et M. de Montalembert. — Événements littéraires. — Distractions artistiques. — La liberté de la conversation. — Les sphères officielles. — Faveurs et décorations. — Explosion de fêtes. — Règlement minutieux des costumes. — Splendeurs et puérilités. — Omnipotence des fonctionnaires. — Les préfets. — Les journaux à Paris et en province. — Projets attribués au gouvernement et démentis du *Moniteur*. Louis-Napoléon peut tout oser.

I

Élu au mois de décembre 1848 président de la République française, Louis-Napoléon nourrissait depuis longtemps le dessein d'accroître son autorité, d'en prolonger la durée et, s'il se pouvait, d'en transformer le titre même. Dans sa lutte avec l'Assemblée nationale, il fut bientôt visible que l'avantage définitif lui resterait. Son nom, symbole de gloire, d'ordre et de révolution, était à lui seul une force que nulle autre ne balançait. Tandis que les représentants, obligés de parler toujours, fatiguaient l'opinion qui se lasse de tout, même de l'éloquence, le prince n'élevait la voix qu'à ses heures et, au lieu d'user son prestige, le ménageait soigneusement. Les députés, divers d'origine et de sentiments, étaient obligés à des concessions mutuelles qui retardaient ou affaiblissaient leurs résolutions : appuyé uniquement sur quelques amis aussi obscurs que dévoués, le président pouvait aller jusqu'au bout de ses entreprises sans les plier au gré d'aucune exigence, sans avoir à craindre aucune indiscrétion; il tirait ainsi une force de son isolement même. Chef du pouvoir exécutif, et, par suite, dispensateur de toutes les grâces officielles, Louis-Napoléon s'était préparé à loisir, dans la hiérarchie militaire et civile, quelques créatures prêtes à tout, pourvu que la récompense fût grande; et à cet égard on savait que le maître ne serait ni parcimonieux ni ingrat. Aux termes de la Constitution, l'autorité exécutive et l'autorité législative devaient être renouvelées en même temps, en mai 1852 : or, c'était une croyance assez générale que l'heure

de cette double élection simultanée serait critique pour la cause de l'ordre et propice aux artisans de troubles : aussitôt les familiers de l'Élysée, se répandant partout, se mirent à répéter qu'il y aurait un moyen bien aisé de prévenir la crise, ce serait de modifier l'article constitutionnel qui rendait le président non rééligible et de le perpétuer dans ses fonctions; leur langage fut entendu avec faveur, surtout dans le monde des affaires, en sorte qu'une partie de la bourgeoisie, sous l'empire de la peur, se fit l'alliée du prince. Ainsi garanti du côté des classes moyennes, Louis-Napoléon avait pris ses sûretés vis-à-vis du peuple; et ici son habileté se colora de quelque impudence. Il avait jadis présenté à l'Assemblée une loi que celle-ci avait adoptée, que lui-même avait promulguée le 31 mai 1850 et qui, par des exigences extraordinaires de domicile, avait altéré le suffrage universel. Cette loi, il lui plut bientôt de la désavouer comme s'il ne l'avait jamais proposée; non seulement il la désavoua, mais il signala à l'impopularité du pays ceux qui l'avaient votée; bien plus, il en demanda le rappel en termes si méprisants que l'on oublia presque que cette œuvre était la sienne et qu'à une époque récente encore, il y avait vu une garantie de salut; l'opinion s'accrédita donc dans les masses que le suffrage universel avait dans l'hôte de l'Élysée un défenseur et dans le Parlement un ennemi.

Un moment, le prince espéra que l'Assemblée, en revisant le pacte fondamental, permettrait le renouvellement ou, comme on disait alors, la *prorogation* de ses pouvoirs. Il ne lui aurait pas déplu qu'on adaptât la Constitution à ses vues, ce qui lui eût épargné l'embarras et le danger de la violer. Cette attente ayant été déçue, rien ne le retarda plus, et, dès la fin de l'été de 1851, tous ses efforts se tournèrent vers le grand dessein qui couronnerait sa fortune ou la ruinerait pour jamais.

Le secret était la condition nécessaire de la réussite. L'entreprise, d'ailleurs, était si périlleuse qu'elle ne devait attirer que les esprits aventureux, ayant peu à perdre, ou les amis fidèles n'ayant rien à refuser. Beaucoup reçurent de demi-confidences ou se vantèrent plus tard d'avoir su l'événement. Cinq personnes seules, croyons-nous, connurent d'avance l'heure

précise et le mode d'exécution du coup d'État. Ce fut d'abord le général Saint-Arnaud, déjà ministre de la guerre, soldat de mince scrupule et de rare énergie, habitué aux libres expéditions de l'Afrique et ne voyant dans la dispersion du Parlement et la conquête du pouvoir qu'une *razzia* plus bruyante, plus fructueuse que toutes les autres. Ce fut ensuite M. de Morny, futur ministre de l'Intérieur, personnage plus connu jusque-là dans les salons ou à la Bourse que dans la politique, doué cependant d'une rare finesse, résolu avec calme, inflexible avec bonne grâce, indifférent aux moyens, mais modéré par nature autant que par éducation, n'ayant ni l'application aux affaires, ni la persévérance dans les desseins, ni l'éloquence, ces grands dons de l'homme d'État, mais très propre à une entreprise passagère qui exigerait du sang-froid, du bon sens et de la décision. Ce fut aussi M. de Maupas, préfet de police, fonctionnaire très jeune encore que le prince avait remarqué, et qui, séduit lui-même par une carrière inespérée, s'était donné à une cause où le gain se mesurerait à l'enjeu. M. Mocquard, secrétaire de Louis-Napoléon, et M. de Persigny, ami des mauvais jours, complétèrent la liste des confidents intimes de l'Élysée. Le général Magnan, commandant en chef de l'armée de Paris, avait promis son concours; mais soit scrupule, soit désir de tempérer sa responsabilité future, il avait demandé qu'on ne le prévînt qu'à l'heure où il devrait marcher.

Le 2 décembre était l'anniversaire du couronnement de Napoléon et celui de la bataille d'Austerlitz. Cette date fatidique fut choisie. Ce jour-là les Parisiens, en se rendant à leur travail ou à leurs affaires, aperçurent sur toutes les murailles de larges affiches blanches qui se détachaient à peine dans la brume mal éclaircie du matin. Des groupes se formèrent, peu nombreux, puis plus pressés. On lut les proclamations; on les lut d'abord avec indifférence, puis avec étonnement, comme si on ne les eût pas bien comprises. Elles annonçaient que l'Assemblée était dissoute, que le suffrage universel était rétabli, que l'état de siège était en vigueur; elles rappelaient avec affectation que les principes de 1789 demeuraient « la base de notre droit

public » ; elles ajoutaient que le dernier mot appartiendrait à la nation qui serait consultée par la voie d'un plébiscite. Les premiers passants, sortis de chez eux à cette heure matinale, étaient des ouvriers, de petits employés, gens d'ordinaire peu éclairés. Ils ne surent, à la première impression, s'ils avaient sujet de se réjouir ou de s'attrister. L'ambiguïté du langage autorisait cette incertitude. Les assurances libérales et les mesures répressives étaient dosées à parts égales de façon à déconcerter le premier jugement. Cet acte de dictature était, à certains égards, rédigé comme une charte d'affranchissement. On empruntait à la liberté ses propres formules afin de la détruire plus sûrement.

Nous avons raconté ailleurs (1) tous les détails de cette entreprise fameuse; acte sauveur, disent les apologistes; crime odieux, répondent les victimes; aventure habilement conduite, ajoutent les indifférents ou les sceptiques. Tout avait été combiné pour prévenir les résistances ou les dompter. Seize représentants, appartenant à l'armée ou signalés pour leur ardente hostilité, avaient été avant l'aube appréhendés chez eux; parmi eux étaient les généraux Cavaignac, Lamoricière, Changarnier, Bedeau, Le Flô, le lieutenant-colonel Charras, M. Thiers. L'Assemblée nationale dissoute, ayant essayé de se réunir d'abord au Palais-Bourbon, puis à la mairie du Xe arrondissement, fut dispersée : 218 députés furent écroués soit au Mont-Valérien ou à Vincennes, soit à Mazas où ils retrouvèrent leurs collègues arrêtés dans la nuit. La haute Cour, juge en matière de haute trahison, se rassembla; elle prépara même un arrêt d'information; sur ces entrefaites, la force publique survenant lui enjoignit de se séparer, et elle obéit avec une résignation satisfaite; car elle eût été fort embarrassée de poursuivre sa mission et surtout de l'achever. — Le Parlement brisé, la justice paralysée, il restait au prince à conjurer les soulèvements populaires : de ce côté aussi, sa bonne fortune le servit non moins que sa prévoyance. Le premier jour, la curiosité fut plus grande que la colère. A lire certains passages des procla-

(1) *Histoire de la seconde République française*, t. II, liv. XX et XXI.

mations, on eût dit que l'idée démocratique gagnerait tout ce que la liberté parlementaire allait perdre; le rétablissement du suffrage universel semblait à cet égard un gage non équivoque. En outre, l'Assemblée était impopulaire. Dans les faubourgs, on se rappelait les terribles proscriptions de juin 1848, et le souvenir de si récentes douleurs détournait de nouvelles séditions. Les masses sont d'ailleurs aisément attirées par les coups de la violence heureuse, et l'acte du président plaisait comme une partie bien jouée, poussée hardiment jusqu'au bout. Enfin les plus ardents étaient eux-mêmes troublés : car la vigilance du prince avait déconcerté toutes les anciennes pratiques révolutionnaires. La force publique gardait les imprimeries où l'on avait coutume de composer les appels aux armes; elle occupait les clochers où l'on sonnait d'habitude le tocsin; plus de petits postes isolés faciles à surprendre; plus de dépôts de munitions abandonnés comme à souhait pour le plus grand profit des émeutiers. Aussi loin que le regard se portât, il ne rencontrait aucun encouragement, pas même un garde national à désarmer. — Le second jour seulement, la résistance s'affirma. Le matin, quelques représentants républicains se réunirent au faubourg Saint-Antoine, édifièrent une barricade et essayèrent de la défendre; là mourut Baudin, Baudin que la démocratie oublia d'abord, et plus tard honora comme un martyr. Le soir, un engagement assez vif eut lieu rue Beaubourg. — Le troisième jour, comme l'agitation dégénérait en émeute, l'autorité militaire laissa les rassemblements hostiles grossir, puis, concentrant elle-même ses régiments, cerna les forces républicaines et les anéantit d'un seul effort. La répression fut énergique, impitoyable même; car le sang continua à couler alors que le combat avait cessé. Elle eut du moins pour résultat de décourager toute tentative nouvelle. Le 5 décembre, la paix était rétablie dans Paris, et les passions, désormais contenues, ne se révélaient plus que par la tristesse muette des visages, seule improbation qui ne fût pas interdite.

A l'heure même où Louis-Napoléon triomphait dans la capitale, le télégraphe annonçait qu'à la nouvelle du coup d'État, plusieurs départements s'étaient soulevés. Nous avons décrit

dans un précédent ouvrage (1) ces émeutes provinciales si curieuses à étudier en détail. Dans les départements du Lot-et-Garonne, du Gers, de l'Allier, du Jura, l'agitation, bien que sérieuse, ne s'étendit guère et se calma assez vite. Il en fut autrement dans la Nièvre et dans l'Hérault, où les malheureuses villes de Clamecy et de Bédarieux tombèrent aux mains d'indignes scélérats qui, sous prétexte de défendre la légalité, commirent d'horribles meurtres. Il en fut autrement surtout dans la région du Sud-Est. Là, les sociétés secrètes avaient multiplié leurs affiliations : vignerons, laboureurs, bûcherons, artisans, employés, tous avaient été enrôlés, payaient leur cotisation mensuelle, avaient des chefs reconnus, prêtaient une oreille attentive aux discours de quelques meneurs qui, dans un langage mystérieux, les conviaient à un soulèvement prochain ou leur montraient une abondante proie. Pauvres gens ignorants et crédules, la plupart ne se doutaient guère qu'il y eût une constitution, ni surtout qu'elle fût en péril d'être violée. Leur ennemi, c'était le gendarme, le percepteur, l'employé de la régie, le propriétaire, parfois aussi, quoique plus rarement, le prêtre, en un mot, tous ceux qui leur imposaient le joug des lois, excitaient leur envie ou combattaient leurs passions. Toute leur politique se résumait en des convoitises. Ces convoitises ne franchissaient guère les limites de leur étroit horizon. Celui-ci voulait agrandir sa vigne, celui-là couper librement du bois dans la forêt voisine ; l'un aspirait à venger impunément quelque vieille injure, l'autre à occuper par violence la place modeste, mais enviée, d'un rival détesté. Le socialisme, que les agents de Louis-Napoléon ne cessaient de dénoncer et qui n'existait guère dans les autres régions, avait pris droit de cité dans ces provinces lointaines. Le bruit courait que l'année 1852 serait l'année bénie, l'année où tous les rêves se réaliseraient. Le coup d'État brisant toutes ces espérances, le soulèvement fut général. Dans la Drôme, les contingents de nombreux villages marchèrent sur la petite ville de Crest et soutinrent même le premier choc de la troupe. Dans le Var, quatre ou

(1) *Histoire de la seconde République française,* t. II, liv. XXI.

cinq mille paysans ou bûcherons, rassemblés à Vidauban, s'avancèrent jusqu'à quelques lieues de Draguignan, occupèrent Salernes, puis Aups où l'armée les joignit et les dispersa. Dans les Basses-Alpes, l'insuffisance des garnisons permit à la résistance de se propager, et la difficulté des communications retarda la répression. Une sorte de gouvernement provisoire s'installa à Digne, rendit des arrêtés, affecta les formes d'une autorité régulière. Si le succès fut éclatant, il fut passager et surtout chèrement payé. Des régiments, appelés en hâte d'Avignon et de Marseille, remontèrent la vallée de la Durance, reprirent possession du chef-lieu, multiplièrent les rigueurs, et mirent en fuite presque sans combat les bandes des paysans et des montagnards; bandes indisciplinées qu'on ne sait de quel nom appeler. Insurgés, ils ne l'étaient pas; car, à ne considérer que la logique des choses, ils se levaient pour la légalité; défenseurs de l'ordre, ils l'étaient moins encore; car leur triomphe eût été le renversement de toutes les lois et en particulier de cette constitution dont on les proclamait les champions.

Malgré ces avantages remportés à Paris et dans les départements, Louis-Napoléon ne crut pas son succès tellement assuré qu'il ne voulût le consolider par des mesures extraordinaires de vigilance et de sévérité. Dès le lendemain du coup d'État, des instructions avaient prescrit aux préfets de remplacer immédiatement tous les fonctionnaires malveillants ou douteux, de dissoudre les conseils municipaux hostiles, de ne tolérer aucune discussion sur les événements accomplis, de se faire remettre en épreuves les articles des journaux qu'on autoriserait à paraître. A Paris, de nombreuses perquisitions furent faites dans les cafés, les hôtels garnis, les maisons suspectes, pour saisir les dépôts d'armes, les munitions, les écrits dangereux. Les arrestations s'étendirent non seulement aux Représentants Montagnards, aux hommes politiques, aux journalistes, mais à tous ceux que le moindre soupçon désignait. Les prisons remplies, on dirigea les détenus sur les forts, qui bientôt regorgèrent de monde. Un décret, rendu le 8 décembre, marqua surtout la volonté de réduire les résistances et, comme on disait alors, de terrifier les factieux : aux termes de ce

décret devenu fameux, tout individu qui avait fait partie des sociétés secrètes ou était en rupture de ban, pourrait, par mesure de sûreté générale, être transféré à Cayenne ou en Algérie : des circulaires invitèrent les préfets à se servir sans hésitation de cette arme terrible. En outre, l'état de siège, déjà proclamé à Paris, fut appliqué à tous les départements où des troubles avaient éclaté et, par surcroît de prévoyance, à quelques-uns de ceux qui étaient restés paisibles. Les commandants militaires usèrent largement de leurs attributions dictatoriales. Ici des garnisaires furent placés chez les parents des insurgés absents; là, des poursuites furent édictées contre ceux qui auraient donné asile aux proscrits fugitifs; ailleurs, sous forme d'arrêtés sommaires, de véritables confiscations furent prononcées. « Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent », telle était, d'un bout de la France à l'autre, la devise des auteurs du coup d'État. Les méchants tremblaient, à coup sûr : parmi les bons, quelques-uns n'étaient eux-mêmes pas tout à fait rassurés et se prenaient à craindre qu'on ne les confondît avec les méchants.

Durant la crise, Louis-Napoléon avait pu mesurer les oscillations de sa fortune, suivant la défiance ou l'empressement de ses amis. Le jour du coup d'État, les approbations avaient été rares, embarrassées, réservées. Le succès était incertain. A ne voir que les premières apparences, on eût dit une brusque et audacieuse aventure aussi bien qu'un dessein longuement médité. Les Représentants les plus attachés au Président éprouvaient quelque pudeur à saluer le maître qui venait d'emprisonner leur collègues et de les chasser eux-mêmes. Certains personnages offrirent leur appui, le retirèrent, puis l'offrirent encore suivant que les bruits de résistance s'accréditaient ou s'affaiblissaient. La journée se passa sans qu'on parvînt à former un ministère. On ne connut que le lendemain dans la soirée la composition du cabinet. Les deux principaux départements, l'intérieur et la guerre, étaient déjà confiés à M. de Morny et au général Saint-Arnaud : MM. Turgot, Rouher, Fould, Magne, Ducos, Lefèvre-Duruflé, Fortoul se partagèrent les portefeuilles des affaires étrangères, de la

justice, des finances, des travaux publics, de la marine, du commerce et de l'instruction publique. Louis-Napoléon ayant nommé une *Commission consultative*, plusieurs des élus protestèrent contre une désignation qui leur semblait une injure, et le gouvernement, pour voiler l'affront, dut empêcher qu'on publiât les refus. Les jours suivants, les nouvelles étant favorables, le courant des adhésions grossit. Les plus avisés jugèrent que les bénéfices à réaliser dépassaient les dangers à courir. Ils se dirigèrent vers l'Élysée, d'abord un peu honteusement et comme en se cachant. Ils s'en approchèrent avec appréhension et convoitise, ainsi qu'on approche d'un édifice riche en butin, mais longtemps exposé à l'incendie, sûr à peine depuis quelques heures et où des flammèches volent encore. Peu à peu, le désir de prendre date étouffa les scrupules et apaisa les craintes. On ne se hasardait point encore à faire l'apologie publique du coup d'État, mais déjà on s'apprêtait à en profiter. On n'injuriait point encore les parlementaires proscrits, mais déjà on se disposait à leur survivre, même à leur succéder. Ce n'était pas l'adulation, ni surtout l'enthousiasme, c'était une sorte de soumission calculée, les uns se livrant tout à fait, les autres trouvant plus habile de ne se donner que par degrés. Tout respect humain s'évanouit, lorsque plusieurs représentants, naguère arrêtés et bientôt rendus à la liberté, se présentèrent au prince et réclamèrent leur part de gain dans la victoire remportée contre eux-mêmes. Les indifférents estimèrent qu'ils seraient mal venus à montrer plus de colère que n'en montraient les victimes. L'empressement s'accrut quand, la pacification étant complète, on ne put douter qu'un nouveau règne se préparait. Il fallait se hâter de saluer ce règne futur, si on voulait que l'adhésion conservât quelque prix et gardât les apparences du dévouement.

Louis-Napoléon avait à cœur qu'à l'amnistie du succès se joignît celle du suffrage populaire. Il se persuadait de bonne foi que les œuvres de violence deviennent légitimes quand le vote des masses les a ratifiées, et il ne devait pas peu contribuer à introduire dans le droit public ces nouvelles maximes. Dans sa proclamation du 2 décembre, il avait annoncé que le

peuple serait appelé à ratifier solennellement son entreprise ou à la désavouer. Un premier décret avait décidé que le vote aurait lieu sur des registres ouverts. Ce mode de votation ayant soulevé de vives critiques, un nouveau décret établit le scrutin secret. Le plébiscite fut fixé au 20 décembre. — Le résultat en était trop prévu pour que la curiosité se trouvât fortement excitée. La plupart des chefs républicains étaient en prison ou en exil ; les autres étaient trop surveillés pour se permettre d'autre témérité que celle de leur suffrage personnel. Les comités légitimistes conseillaient l'abstention. Le clergé était favorable. La bourgeoisie, un peu humiliée, mais au fond satisfaite, se réjouissait d'avoir échappé aux sombres perspectives de 1852, et, quoique l'abri qu'on lui offrait ne fût pas celui où ses préférences l'auraient portée, elle se souciait peu de courir de nouveaux hasards. Les excès des socialistes dans le Centre et dans le Midi avaient ravivé l'impression d'un grand danger social, prévu par Louis-Napoléon et conjuré par lui. Quant aux rigueurs extrêmes de la répression, elles étaient mal connues ou jugées naturelles. Le coup d'État étant résolu, disait-on, il fallait au moins qu'on le réussît. Le gouvernement avait enfin à son service l'armée et les masses rurales, ces deux grands soutiens de sa politique, et toute opposition se perdait dans cet immense courant. — On ne tarda pas à connaître le verdict. Les termes même du plébiscite étaient ceux-ci : *Le peuple veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution sur les bases proposées par sa proclamation du 2 décembre*. Le dépouillement général donna 7,439,216 suffrages affirmatifs et 640,737 suffrages négatifs. — Dans les régions officielles, ce fut comme un mot d'ordre de vanter la grandeur de l'adhésion. Je m'étonnerais plutôt du nombre des votes contraires. Louis-Napoléon ayant tout détruit, hormis lui-même, il fallait opter pour lui, à peine de se livrer au néant. Sur l'océan de la politique, son vaisseau flottait seul, en sorte qu'on était réduit ou à s'y embarquer avec lui au gré de sa fortune, ou à poursuivre à la nage, à travers tous les périls, une côte incertaine et encore invisible. Il y a lieu

d'être surpris que plus de 600,000 citoyens, les uns par haine du prince, souci obstiné de la légalité ou prescience de l'avenir, les autres par goût de l'inconnu ou espoir de troubles, aient osé embrasser un parti si téméraire. Les faits étant accomplis, la liberté morale du vote n'existait plus. On était tenu non de justifier l'entreprise, mais de l'absoudre. C'est ce qui explique le nombre des suffrages favorables; c'est aussi ce qui ôte à ces mêmes suffrages une portion de leur prix.

A la Commission consultative avait été confié l'examen des dossiers électoraux. Le 31 décembre, à huit heures et demie du soir, elle se rendit à l'Élysée et remit solennellement au prince une copie de son procès-verbal. En termes un peu emphatiques, M. Baroche, président de la Commission, célébra le coup d'État, loua l'imposante manifestation du suffrage universel qui avait, disait-il, consacré l'œuvre du 2 décembre, flétrit surtout avec insistance les criminels attentats qui avaient souillé certains départements. Louis-Napoléon répondit par un de ces discours émus et élevés où il excellait et auxquels, par malheur, ses actes ne répondaient point toujours. Il confessa qu'il était sorti de la légalité, mais, ajouta-t-il aussitôt, pour rentrer dans le droit. « Je comprends, continua-t-il, toute la grandeur de ma mission nouvelle, je ne m'abuse pas sur ses graves difficultés. Mais, avec un cœur droit, avec le concours de tous les hommes de bien qui, ainsi que vous, m'éclaireront de leurs lumières et me soutiendront de leur patriotisme, avec le dévouement éprouvé de notre vaillante armée, enfin avec cette protection que demain je prierai solennellement le ciel de m'accorder encore, j'espère me rendre digne de la confiance que le peuple continue de mettre en moi. J'espère assurer les destinées de la France en fondant des institutions qui répondent à la fois et aux instincts démocratiques de la nation, et à ce désir exprimé universellement d'avoir désormais un pouvoir fort et respecté. »

Quelles seraient les destinées de ce « pouvoir fort et respecté » ? Nul ne le savait encore. Ce qu'on savait à merveille, c'est que l'année 1851 qui finissait marquait aussi la fin de la *seconde République française*. La dictature temporaire que la

nation avait conférée au prince ne pouvait être que la préface d'un règne déjà pressenti et presque annoncé. Le 1er janvier 1852 commence à proprement parler l'*histoire du Second Empire*.

II

« Je comprends toutes les difficultés de ma mission nouvelle », avait dit Louis-Napoléon en recevant la Commission consultative. Ces paroles étaient l'expression non d'une modestie affectée, mais d'un sentiment sincère. L'acte du président, destiné, assurait-on, à affermir la société pour l'avenir, l'avait un peu ébranlée dans le présent. Il fallait pourvoir à des nécessités extraordinaires, user de la dictature sans en épuiser complètement les attributions, intimider par fermeté les ennemis irréconciliables, rallier par modération les indifférents ou les indécis. Il fallait remplacer par une Constitution nouvelle celle qu'on avait abolie. Il fallait enfin, par une série de transitions habiles, préparer le pays à un gouvernement très différent de l'ancien et où l'autorité, quoique très forte, s'exercerait cependant sous une forme légale et régulière. Comme on le voit, la tâche était redoutable à force d'être étendue.

De tous ces soucis du pouvoir absolu, le plus urgent était de régler le sort des victimes des derniers événements, et c'est de ce côté que se tourna d'abord l'attention du prince.

Parmi ces victimes, les plus notables par le rang et l'influence étaient les anciens Représentants du peuple.

A vrai dire, les 218 députés, arrêtés le 2 décembre à la mairie du Xe arrondissement et répartis entre Mazas, le Mont-Valérien et Vincennes, avaient été presque tous rendus bien vite à la liberté. C'étaient des royalistes ou des républicains parlementaires, gens plus disposés à redouter les émeutes qu'à les provoquer. Leur mandat étant interrompu par violence, ils avaient tenu à honneur de le continuer jusqu'au bout, et de ne

céder qu'à la contrainte. Même il ne leur avait pas déplu que leur captivité écartât d'eux tout soupçon de complicité dans l'attentat. Mais là se limitait leur hostilité. Le calme rétabli, il n'y avait aucune raison pour user de rigueurs envers ces habituels défenseurs de l'ordre, et après quelques jours, les geôliers leur ouvrirent courtoisement les portes. Quelques-uns, parmi les plus irrités, jugèrent que leur martyre ne s'était pas assez prolongé, refusèrent un élargissement qui ressemblait à une grâce, et firent si bien que la force publique, employée une première fois pour les faire entrer en prison, dut être requise de nouveau pour les en faire sortir. La plupart, trouvant excessive cette mise en scène, regagnèrent silencieusement leur domicile et, leur devoir légal accompli, reprirent leurs affaires ou leur profession, avec un sentiment de tristesse, tempéré de sécurité. Plusieurs épièrent le moment de se rallier. Il en est, croyons-nous, jusqu'à deux qui ne firent qu'un saut de leur prison à l'Élysée.

En dehors de ces adversaires peu redoutables, Louis-Napoléon avait dans l'ancienne Représentation nationale de plus dangereux ennemis. C'étaient les généraux d'Afrique, Changarnier, Cavaignac, Lamoricière, Bedeau, appréhendés chez eux, ainsi que Charras, dans la nuit du coup d'État, et plus tard tranférés de Mazas à Ham, afin que toute évasion fût impossible et tout complot déjoué. C'étaient en outre les Représentants Montagnards, les uns arrêtés pendant l'émeute, les autres encore en liberté mais fuyant d'asile en asile et recherchés par la police. C'étaient enfin quelques orléanistes dont on redoutait le crédit, l'activité remuante ou l'hostilité passionnée. Un décret du 9 janvier, procédant par catégories et échelonnant les peines comme eût fait un tribunal, fixa le châtiment de ces vaincus de la politique. Cinq anciens Représentants, « les *sieurs* Marc Dufraisse, Greppo, Mathé, Richardet, Miot, convaincus, disait le préambule du décret, d'avoir pris part aux insurrections récentes », furent désignés pour la transportation à Cayenne. Hâtons-nous d'ajouter que, pour les quatre premiers, la transportation fut commuée en exil ; seul M. Miot fut déporté, non à la Guyane, mais en Algérie. Les « chefs du

parti socialiste » formèrent une seconde liste de proscrits. Ils étaient au nombre de 66, tous anciens députés de la Montagne; les plus marquants étaient Victor Hugo, Schœlcher, Esquiros, Madier-Montjau, Bancel, Charras. « Leur séjour en France étant de nature à fomenter la guerre civile, ils étaient expulsés du territoire de la République et des colonies par mesure de sûreté générale. » Un avertissement aussi comminatoire que dédaigneux les informait du sort qui les attendait s'ils osaient revenir dans leur patrie. « Dans le cas où l'un des *individus* ci-dessus désignés rentrerait sur l'un des territoires interdits, il pourra être déporté. » « Les hommes qui s'étaient fait remarquer par leur hostilité violente contre le gouvernement » étaient rangés dans une troisième et dernière catégorie. Ils étaient non déportés, non expulsés, mais, disait le décret, « momentanément éloignés ». Ce traitement plus débonnaire, quoique assez dur encore, s'appliquait à dix-huit représentants, parmi lesquels les généraux Changarnier, Lamoricière, Bedeau, Le Flô, M. Thiers, M. de Rémusat, M. Émile de Girardin, M. Edgar Quinet. On remarquera que le nom du général Cavaignac ne se trouvait sur aucune de ces listes. Depuis quelques jours déjà, il avait été mis en liberté, avait quitté Ham et était rentré à Paris. Le prince s'était laissé toucher par des circonstances privées qui auraient rendu pour le général l'exil plus amer. Peut-être aussi répugnait-il à Louis-Napoléon de frapper d'ostracisme l'illustre personnage qui l'avait précédé au pouvoir et avait rendu à la cause de l'ordre des services non encore oubliés.

En réglant le sort des anciens membres de l'Assemblée législative, le Président n'avait accompli que la moindre partie de sa tâche. A Paris, tout avait contribué à accroître le nombre des détenus. Pendant la nuit du coup d'État, la police avait mis en lieu sûr une centaine d'hommes depuis longtemps signalés comme constructeurs de barricades, chefs de sociétés secrètes, agents ordinaires de troubles. Pendant les trois journées de crise, les sergents de ville ou les soldats avaient aussitôt appréhendé tous ceux qui haranguaient les groupes, collaient des affiches, colportaient des munitions, excitaient en quelque

manière à la résistance. Quant aux combattants pris les armes à la main, les uns avaient été fusillés sur place, les autres étaient allés grossir le chiffre des prisonniers. D'après les statistiques, probablement atténuées, de la préfecture de police, les arrestations s'élevaient, le soir du 4 décembre, à 2,133 (1). La lutte ayant cessé, les visites domiciliaires et les dénonciations amenèrent de nouvelles rigueurs. Les plus suspects tentèrent de s'enfuir, d'atteindre la Belgique, de gagner avec de faux passeports l'Angleterre. Mais la plupart ne purent se dérober aux coups qui les menaçaient. On peut affirmer sans crainte de se tromper que les arrestations furent aussi nombreuses après la lutte que pendant la crise, ce qui fournit, pour Paris seulement, un chiffre total minimum de plus de quatre mille détenus.

Ce qui se passait dans la capitale ne donne qu'une faible idée de ce qu'on voyait dans les départements où les émeutes socialistes avaient éclaté. La sédition étant comprimée, beaucoup d'hommes d'ordre affolés poussèrent à la rigueur bien plus qu'à la clémence. Ailleurs les autorités se plurent à grossir le péril afin de grandir du même coup le mérite de la victoire. Dans l'Allier, le Gers, la Drôme, des arrestations furent opérées en masse dans certaines communes. A Clamecy, la sévérité de la répression fut proportionnée à la grandeur des crimes. Il en fut de même dans l'Hérault, où la ville de Bédarrieux, désolée par d'horribles excès, fut en partie dépeuplée par les réactions qui suivirent. C'est surtout dans le Var et les Basses-Alpes que le nombre des prisonniers dépassa toutes les prévisions. Après la défaite de l'armée socialiste, la plupart des chefs parvinrent à atteindre le comté de Nice ou, par les défilés des montagnes, remontèrent jusqu'aux frontières de Savoie; mais les paysans, en regagnant leurs villages, tombèrent dans les colonnes mobiles, furent enveloppés par bandes et emmenés jusqu'à Toulon, où les casernes et les casemates des forts furent bientôt trop petites pour les contenir tous. Les rapports du ministre de la police ont évalué à plus

(1) M. de Maupas, *Mémoires*, t Ier, p. 518.

de 26,000 (1) le nombre des individus détenus ou poursuivis après le 2 décembre. En déduisant les arrestations effectuées à Paris, on arrive, pour la province, à un chiffre total de plus de 22,000 personnes placées à des titres divers sous le coup des rigueurs administratives.

Le succès lui-même a parfois ses embarras. Ce n'était pas un mince souci que de statuer sur tant d'existences. Ces obscurs adversaires du coup d'État étaient très différents par leur origine ou par leurs mobiles. Les uns (et c'était le petit nombre) s'étaient levés pour défendre la Constitution; ceux-là seuls méritaient le nom de *victimes* qui fut plus tard étendu à tous. Les autres, au contraire, n'étaient que des repris de justice ou des artisans habituels de troubles, gens dont la disgrâce, toute légalité mise à part, constituait pour la société un véritable bénéfice. Déconcertée par des situations si diverses, effrayée par le nombre des décisions à prendre, l'autorité ne put se garder de quelque confusion dans ses sévérités même. A Paris, les dossiers, d'ailleurs très sommaires, des détenus semblent avoir, dans les premiers jours, passé de main en main comme au gré du hasard. Ils furent tantôt retenus par les commissaires de police, tantôt remis à des juges d'instruction civils; souvent aussi ils furent confiés à des commissaires militaires. Après un court examen, de nombreux ordres d'élargissement furent rendus, soit que les charges fussent nulles ou peu graves, soit que quelque intercession puissante fît prévaloir la clémence. Quant à ceux contre qui les accusations étaient assez précises pour constituer un fait légalement punissable, ils furent renvoyés devant les tribunaux correctionnels en cas de délit et, en cas de crime, devant les conseils de guerre. Ce triage fait, il resta dans les forts de Bicêtre et d'Ivry un nombre très considérable de prisonniers qu'on ne pouvait traduire devant aucune juridiction et qui étaient presque tous signalés comme récidivistes ou dangereux démagogues. A la suite d'un nouvel examen, beaucoup furent expulsés du territoire et quel-

(1) 26,642. Rapport du ministre de la police. (*Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 215-217.)



ques mises en liberté furent encore prononcées. Vis-à-vis des plus compromis l'autorité s'arma du terrible décret du 8 décembre qui permettait de déporter, par mesure de sûreté générale, les individus déjà condamnés pour sociétés secrètes ou en état de rupture de ban. C'est ainsi que, dans la nuit du 9 au 10 janvier, 480 prisonniers furent extraits des forts, traversèrent Paris, furent dirigés sur la gare de l'Ouest, puis sur le Havre. Là on les embarqua sur la frégate *le Canada* qui les conduisit à Brest; à Brest on les transborda sur le *Duguesclin*. Ces malheureux, ainsi ballottés de navire en navire, s'attendaient tous à être déportés à Cayenne, et, si peu dignes d'intérêt que fussent la plupart d'entre eux, cette sorte de transportation en masse paraissait rigoureuse à l'excès. A l'heure où on ne l'espérait plus, un ordre vint de Paris qui prescrivait de surseoir au départ. Les uns furent exilés, les autres dirigés sur l'Algérie; quelques-uns seulement furent désignés pour la Guyane.

Telles furent, mais pour Paris seulement, les mesures de répression, mesures un peu capricieuses et qui ne témoignaient pas de vues bien arrêtées. En province, le nombre bien plus considérable des détenus obligea à réglementer l'arbitraire même. Après quelques tâtonnements, un système fut adopté qui, tout en laissant au pouvoir sa latitude discrétionnaire, substituait à la confusion l'uniformité. On veut parler ici de la création des *Commissions mixtes*.

L'origine en est assez curieuse. En ce temps-là, toutes les autorités rivalisaient de zèle pour sauver, comme on disait, la société en péril. Cette émulation inspira dans les divers ministères des instructions conçues dans le même esprit et convergeant vers le même but. Le 29 décembre, le garde des sceaux interrogea les procureurs généraux sur l'état des procédures engagées dans leur ressort et sur les mesures de sûreté générale applicables à chaque inculpé. Le ministre de la guerre prescrivit de son côté aux commissions militaires de lui adresser, par listes séparées, les noms de ceux qui devraient être transportés, traduits devant les conseils de guerre ou mis en liberté. Dans le même temps, le ministre de l'intérieur recommandait aux préfets de diviser en trois catégories les individus réputés

dangereux, de ranger dans la première ceux qui avaient pris part aux derniers soulèvements, dans la seconde les chefs du socialisme, dans la troisième les hommes simplement hostiles. Recevant au fond de leurs provinces les instructions presque simultanées de leurs ministres respectifs, les fonctionnaires s'ingénièrent de leur mieux à s'y conformer. Quelques-uns, parmi les plus empressés à se faire valoir, agirent isolément, espérant ainsi dépasser ou devancer leurs collègues. La plupart, au contraire, mirent en commun leurs informations, échangèrent leurs vues et s'habituèrent à agir de concert. Tandis que cette entente s'établissait de fait en beaucoup d'endroits, on songeait à Paris à l'imposer officiellement. Ce fut l'objet d'une circulaire du 3 février, délibérée entre les ministres de l'intérieur, de la justice et de la guerre, et signée de chacun d'eux. Cette circulaire créait au chef-lieu de chaque département, sauf à Paris, « une sorte de *tribunal mixte* », composé de trois personnes : le général, le préfet et le procureur de la République. La Commission, ainsi formée, devrait se réunir à la préfecture, compulser tous les documents rassemblés par les soins des parquets, de l'administration civile, de l'autorité militaire, et après examen statuer sur le sort de chaque inculpé. La décision (je n'ose dire l'arrêt) serait transcrite sur un registre spécial avec les motifs à l'appui et signée des trois membres qui y auraient pris part. Toutes les autorités administratives, judiciaires ou militaires, chargées jusque-là d'informer sur les derniers événements, se trouvaient dessaisies au profit de la nouvelle juridiction. Cette juridiction redoutable ne connaîtrait pas de limites. Le renvoi devant les conseils de guerre, la transportation à Cayenne ou en Algérie, l'expulsion de France, l'éloignement momentané du territoire, l'internement dans une localité déterminée, le renvoi en police correctionnelle, la mise sous la surveillance de la police, la mise en liberté pure et simple, telles seraient les mesures qu'elle pourrait appliquer. Dans l'accomplissement de cette œuvre immense, la célérité était recommandée presque autant que la fermeté et la justice. C'est le 3 février que les ministres contresignaient leurs instructions; et ils exprimaient le désir, ils intimaient presque l'ordre

que le sort de tous les inculpés fût fixé pour la fin du mois.

Les ministres voulaient qu'on allât vite. Ils furent obéis. Les Commissions se réunirent aussitôt. On aurait en vain cherché dans ce triumvirat quelques-unes des formes des tribunaux ordinaires. Les séances se tinrent à huis clos, dans l'une des salles de la préfecture. Aucune intervention de témoins, aucune défense, aucune production de pièces justificatives ou de mémoires, aucun règlement, aucune procédure, aucun droit d'appel. Les seuls éléments de conviction, ce furent les renseignements des autorités locales, souvent inspirés par la peur ou la rancune, les relevés des sommiers judiciaires, les notes consignées sur les registres d'écrou. La grandeur de l'arbitraire n'eut d'égale que la grandeur de la peine. Suivant le résultat de cette secrète et sommaire délibération, les portes de la prison pouvaient s'ouvrir pour la liberté, ou, au contraire, pour la transportation à Cayenne, châtiment presque aussi redouté que la mort. La seule garantie sérieuse qui subsistât, c'était l'intégrité des commissaires, honorables pour la plupart, et incapables de commettre sciemment une iniquité. Cette garantie, suprême ressource des accusés, fut elle-même parfois incomplète. Il arriva que plusieurs de ces fonctionnaires avaient été personnellement mêlés aux luttes du coup d'État et, malgré leur honnête désir d'être impartiaux, demeuraient des ennemis presque autant que des juges. Il arriva aussi que les généraux déléguèrent leurs pouvoirs à leurs officiers, les préfets à leurs conseillers de préfecture, les procureurs à leurs substituts; et à un degré moins élevé de la hiérarchie, on put craindre que l'expérience ou les lumières fussent moindres. « C'est une sorte de *tribunal mixte* », disait la circulaire ministérielle qui avait créé ces commissions. A vrai dire, ces juridictions extraordinaires n'avaient avec les tribunaux qu'une seule ressemblance, c'est que parmi les trois commissaires siégeait un magistrat. Cette immixtion de la magistrature fut dans le moment peu remarquée, mais plus tard, l'Empire étant tombé, fut rappelée avec une acrimonie violente. Cette tardive flétrissure, pour excessive qu'elle fût, n'était pas tout à fait imméritée. Peut-être y a-t-il des heures où des nécessités sociales supérieures

obligent à restreindre les garanties protectrices de la loi; en ces heures, grâce à Dieu, fort rares, il importe que le pouvoir ne choisisse pour l'exécution de ses desseins que des instruments qu'il puisse briser ou faire disparaître après la crise. Surtout il doit se garder de prendre, pour interprètes de ses sévérités extralégales, ceux-là mêmes qui sont les garants permanents de la loi, ceux-là mêmes qui en étaient hier les gardiens, qui le redeviendront demain, et qui, à ce titre, doivent pousser jusqu'à la superstition le strict respect du droit.

Les rapports du ministère de la police permettent de résumer, au moins en partie, les opérations des commissions mixtes. 2,804 individus furent condamnés à l'internement sur un point déterminé du territoire; 1,545 furent éloignés ou expulsés de France; 9,530 furent désignés pour la transportation en Algérie, 239 pour la transportation à Cayenne. Les autres furent renvoyés devant les juridictions diverses ou rendus à la liberté avec ou sans surveillance (1). Cet immense travail fut terminé, non pour la fin de février, comme le gouvernement l'eût voulu, mais dès le milieu du mois suivant. Au fur et à mesure des décisions prises, l'exécution suivait. Les internés reçurent des passeports pour le lieu de leur résidence obligée. Les expulsés furent dirigés vers la frontière. Pendant tous le mois de mars, les habitants d'Alger et de Bône virent aborder dans leur port les convois de transportés. Le *Labrador* arriva le premier, chargé de 298 proscrits appartenant pour la plupart aux départements des Basses-Alpes, du Var et de l'Hérault. Puis, ce fut la frégate *l'Asmodée,* sur laquelle avaient été embarqués les condamnés des Pyrénées-Orientales. 300 insurgés, originaires en grande partie du département de la Nièvre, prirent passage sur le *Berthollet.* Le *Christophe Colomb,* le *Mogador,* le *Grondeur,* l'*Éclaireur,* le *Requin,* partis de Brest, de Cette et de Marseille, se succédèrent ensuite à de courts intervalles et, avant la fin d'avril, avaient déposé sur la côte d'Afrique près de 1,200 proscrits (2). Pendant ce temps, l'administration de la

(1) Rapport du ministre de la police. (*Papiers des Tuileries*, t. II, p. 215-217.)

(2) *Moniteur*, 22 mars 1852; *la Patrie, passim.* — SCHOELCHER, *le Gouvernement du 2 décembre,* p. 142-145.

marine préparait les départs pour Cayenne. Les frégates *la Forte, l'Érigone, le Duguesclin, la Fortune* appareillèrent, la première à la fin d'avril, la seconde à la fin de mai, les deux autres un peu plus tard, et débarquèrent 170 condamnés politiques sur les rives redoutées de la Guyane (1).

Cette large part faite à la rigueur, le gouvernement jugea qu'il était bon d'arrêter les répressions et même de les tempérer par la pitié. Le 27 mars, un décret mit fin aux pouvoirs extraordinaires des commissions mixtes. En outre, l'état de siège fut levé partout. Enfin, trois commissaires furent envoyés dans les départements les plus troublés avec la mission d'adoucir les décisions trop sévères et d'exercer la clémence au nom du chef de l'État. C'était le général Canrobert qui visita les départements du Centre, le colonel Espinasse qui parcourut la région du Sud-Ouest et des Pyrénées, le conseiller d'État Quentin-Bauchart qui se dirigea vers le Sud-Est. Parmi les convois de transportés, plusieurs n'étaient pas encore arrivés au port d'embarquement : les instructions ministérielles leur prescrivirent de s'arrêter, et ce sursis réveilla les espérances des prisonniers. A la suite de la nouvelle enquête, 3,441 grâces ou commutations de peines furent prononcées. Ces mesures de faveur furent très inégalement réparties. Tandis que M. Quentin-Bauchart, dans les départements de la Drôme, des Basses-Alpes, du Var, des Bouches-du-Rhône, trouva l'opinion favorable à l'indulgence et revisa en grand nombre les sentences des commissions mixtes, le général Canrobert n'accorda que 727 libérations et le colonel Espinasse 300. Celui-ci, dans un rapport au président de la République, s'appliqua même à signaler l'impopularité de la clémence. Il insistait sur les ramifications des sociétés secrètes qui, dans l'Hérault, avaient affilié plus de 60,000 personnes. « Dans beaucoup de départements, ajoutait-« il, les commissions mixtes n'ont péché que par excès d'indul-« gence. Puissent-elles ne pas se repentir d'avoir laissé échapper « une occasion unique de désorganiser l'anarchie! Les grâces

(1) M. l'amiral Rigault de Genouilly, *Rapport sur la transportation à la Guyane française*, 1867, p 11 et 12.

« individuelles que vous avez accordées, continuait-il, ont « produit le plus mauvais effet... De tous les services que vous « avez rendus à la société, le plus apprécié est de l'avoir débar- « rassée d'une partie des éléments qui menaçaient de la dis- « soudre (1). »

Ce langage, dans sa brutalité, reflétait non le sentiment général, mais celui de quelques hommes affolés par la crise récente ou jaloux d'étaler leur zèle. Louis-Napoléon ne s'y trompa point et, dans les temps qui suivirent, se plut à gracier par des décrets collectifs presque tous ceux qui consentaient à faire acte de soumission. Mais beaucoup répugnaient à une adhésion qu'ils jugeaient contraire à leur dignité ou qui leur semblait une abjuration de leur foi politique. Peu à peu le temps, la misère, le regret de la famille ou de la patrie devaient désarmer ces scrupules et abattre ces fiertés. Au commencement de 1853, le nombre des proscrits, malgré toutes les mesures de clémence, dépassait le chiffre de 6,000 (2), et il demeurait encore à la Guyane 150 transportés politiques (3).

III

La dictature n'était que temporaire. Le plébiscite du 20 décembre avait confié à Louis-Napoléon le mandat de promulguer une Constitution. Tandis que l'œuvre de répression se poursuivait à Paris et dans les départements, on préparait dans les conseils du prince la nouvelle loi fondamentale.

Ce que serait cette Constitution, on le savait à peu près d'avance. Le régime parlementaire était alors discrédité : les Chartes de 1814 et de 1830 qui l'avaient établi et acclimaté

(1) Rapport du colonel Espinasse. (*Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 174 et suiv.)

(2) 6,153. Rapport du ministre de la police. (*Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 215-217.)

(3) Rapport du gouverneur de la Guyane, 18 mai 1853. (*Moniteur*, 17 juin 1853.)

semblaient inefficaces à garantir la paix publique, uniquement favorables aux hommes de parole, peu propices aux grands desseins : on les accusait surtout d'être d'origine étrangère, d'importation anglaise, comme on disait avec une ironie méprisante; et ce dernier argument paraissait tout à fait victorieux. La Constitution de 1848 était encore plus dédaignée : le prince ne se rappelait pas sans amertume dans quelles indignes entraves elle avait essayé de le lier : les républicains ne lui pardonnaient pas davantage son impuissance à les défendre. Quant aux Constitutions de l'époque révolutionnaire, personne ne songeait à les ressusciter. Ces solutions écartées, une seule demeurait possible, le retour au régime qui, au commencement de ce siècle, avait, sous le nom de consulat décennal, puis de consulat à vie, dégradé peu à peu la République et l'avait enfin absorbée dans l'Empire.

L'incertitude était d'autant moins grande que déjà, dans sa proclamation du 2 décembre, Louis-Napoléon avait annoncé le retour au « système créé par le premier Consul », à savoir « un chef responsable nommé pour dix ans; des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul; un conseil d'État, formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et les soutenant devant le Corps législatif; un Corps législatif nommé par le suffrage universel, discutant et votant les lois; une seconde assemblée formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur gardien du pacte fondamental et des libertés publiques ». Le calme rétabli, les jurisconsultes du règne nouveau, M. Rouher, M. Troplong, M. Meynard s'enfermèrent à huis clos, et se mirent à discuter dans ses détails le programme tracé par le prince. Il ne paraît pas que ce travail ait été poussé très activement : car, le 11 janvier, aucun article n'avait encore été fixé dans un texte définitif. Louis-Napoléon ayant insisté pour qu'on se pressât, M. Rouher acheva, dit-on, en vingt-quatre heures, la rédaction tout entière. C'est le sort des Constitutions, dans notre siècle, d'être écrites à la hâte : la seule qui ait été longuement préparée est celle de 1848, et il est piquant d'ajouter que c'est aussi celle qui a le moins duré. Le 14 janvier, la Constitution nouvelle fut signée

par le président de la République, et, le lendemain, elle parut dans le *Moniteur*.

Le chef du pouvoir exécutif avait fait lui-même la Constitution : naturellement il s'y était taillé une large place. Selon la volonté nationale exprimée par le plébiscite, Louis-Napoléon se conférait à lui-même, pour dix ans, la présidence de la République. Les plus puissants des monarques auraient envié l'étendue de ses attributions. Il avait le commandement des forces de terre et de mer, était l'arbitre de la guerre et de la paix, concluait les traités d'alliance et de commerce, nommait à tous les emplois, édictait les règlements et décrets nécessaires pour l'exécution des lois. La justice se rendait en son nom, et le droit de grâce reposait entre ses mains. Il avait la faculté de déclarer l'état de siège, sauf à en référer au Sénat. Tous les fonctionnaires devaient lui jurer fidélité. Les ministres ne dépendaient que de lui seul, n'étaient unis entre eux par aucun lien de solidarité, étaient complètement soustraits au contrôle parlementaire. Seul, le président de la République avait l'initiative des lois. Il n'avait pas seulement le droit exclusif de les proposer, il était appelé à les sanctionner et à les promulguer. Il assemblait, ajournait, prorogeait, dissolvait à son gré la représentation nationale. Il pouvait même pendant quelque temps s'en passer tout à fait ; car, en cas de dissolution, il avait un délai de six mois pour convoquer une nouvelle Législature. Le seul contrepoids de cette immense autorité, c'était la responsabilité personnelle et permanente du chef de l'État. « Le président de la République est responsable devant le peuple français », disait solennellement l'article 5. Cette garantie elle-même n'était guère qu'un vain mot. Entre le peuple et le souverain, où trouverait-on l'arbitre? La haute Cour de justice eût seule été compétente : mais, aux termes de l'article 54, elle ne pouvait être saisie qu'en vertu d'un décret du président de la République. Pour que l'action en responsabilité pût être efficace, il fallait donc imaginer que Louis-Napoléon convoquerait ses propres juges et descendrait de lui-même sur la sellette des accusés.

Cette puissance était trop étendue, trop absorbante surtout

pour permettre à aucune autre de se développer sous son ombre. Il y avait cependant, comme on l'a dit, un pouvoir délibérant, et voici de quelle manière il était organisé.

Les souvenirs de l'époque impériale étant remis en honneur, la Chambre des députés reprenait l'ancien nom de *Corps législatif*. Le Corps législatif devait être nommé par le suffrage universel et, sauf dissolution, pour une période de six années. Le scrutin de liste était aboli. Chaque groupe de trente-cinq mille électeurs formait une circonscription et était appelé à choisir un représentant ; ce qui réduisait à 260 environ le nombre des législateurs. Le gouvernement se réservait le droit de découper, de modifier, de morceler à son gré les circonscriptions, en sorte qu'aucun lien permanent n'existerait entre l'électeur et l'élu. Avant d'entrer en fonction, chaque député était astreint au serment. — La procédure parlementaire, telle qu'elle fut réglée dès lors, et complétée plus tard par les décrets postérieurs, abondait en complications subtiles. Aux termes de la Constitution, les projets de loi que le président de la République, armé seul du droit d'initiative, jugeait bon de présenter, devaient d'abord être élaborés dans les bureaux du ministère compétent, puis soumis au conseil d'État, qui, après une étude approfondie, en arrêtait la rédaction. Alors seulement ils étaient transmis au Corps législatif, et un décret désignait, parmi les conseillers d'État, les orateurs du gouvernement délégués pour soutenir la discussion. Les propositions une fois mises à l'ordre du jour, les députés, réunis dans leurs bureaux, nommaient une Commission de sept membres chargée de l'examen et du rapport. C'est auprès de cette Commission, et auprès d'elle seule, que les membres du Corps législatif pouvaient exercer leur droit d'amendement : encore étaient-ils tenus de se hâter, car ils n'étaient plus recevables à user de cette faculté lorsque le rapport avait été déposé en séance. La commission, saisie de ces amendements, avait tout pouvoir pour les rejeter. Que si elle les adoptait, la rédaction nouvelle était renvoyée au conseil d'État. Ici apparaissait le rôle prépondérant de ce conseil, non plus seulement collaborateur de l'autorité exécutive, mais investi d'une sorte de con-

trôle sur la représentation nationale. Le conseil d'État acceptait-il la modification proposée? cette modification se substituait au texte primitif et se fondait avec lui. La repoussait-il, au contraire? alors l'amendement, privé de son estampille, était réputé non avenu et ne pouvait sous aucun prétexte être reproduit. Les députés qui l'avaient présenté n'avaient plus qu'une seule ressource, celle de se lever dans la discussion publique, non pour le présenter de nouveau, mais pour demander le rejet de l'article qui leur avait paru incomplet ou dangereux. Le débat une fois ouvert, aucun moyen terme n'existait entre l'acceptation et le refus pur et simple. Le calcul du pouvoir exécutif était facile à pénétrer. Il s'était flatté non sans raison qu'un rejet total effrayerait ceux qu'un amendement aurait ralliés, et que la grandeur de l'opposition paralyserait l'opposition elle-même. — Tout d'ailleurs avait été savamment combiné pour maintenir le Corps législatif dans son rôle modeste et pour prévenir ou rendre vain tout essai d'émancipation. C'était au président de la République qu'appartenait la nomination du président et des vice-présidents. La discussion de l'*Adresse,* naguère occasion de tant de tournois oratoires, était supprimée : les *Messages* du chef de l'État ne devaient être, en effet, l'occasion d'aucun débat, ni d'aucun vote. Les ministres ne pouvaient être députés ni paraître au Palais-Bourbon; ils n'avaient d'autres attributions que celles de leur département spécial; ils n'avaient aucune existence collective : ce qu'on appelle, sous les régimes libres, le *cabinet* n'existait pas. Par suite, on supprimait le droit d'interpellation et, du même coup, les crises ministérielles. Dans la discussion des lois, seuls débats autorisés, les Représentants n'auraient devant eux que les conseillers d'État, personnages fort importants sans doute, car ils étaient, au dire de Louis-Napoléon, « les hommes les plus distingués du pays (1) », mais n'ayant ni la volonté ni le pouvoir de suivre sur le terrain de la politique les députés assez téméraires pour s'y engager. L'éloquence ou, comme on disait alors, « l'ostentation oratoire » était surtout traitée en ennemie.

(1) Proclamation du 2 décembre.

Toutes les précautions étaient prises pour qu'elle se révélât rarement et, si on ne pouvait l'éviter, pour qu'elle ne se répandît point au dehors. L'article 42 de la Constitution s'exprimait ainsi : « Le compte rendu des séances par les journaux... ne consistera que dans la publication du procès-verbal dressé par le président du Corps législatif. » Vraiment, on ne pouvait avec plus de sollicitude garder les représentants contre les tentations de la popularité bruyante. C'était, du reste, pour leur plus grand bien qu'on agissait de la sorte, et, dans sa proclamation du 14 janvier, Louis-Napoléon ne négligeait pas de le faire remarquer. Si les députés étaient peu nombreux, disait-il, les délibérations n'en seraient que plus calmes. Une sage publication officielle empêcherait que « les comptes rendus ne fussent livrés à l'esprit de parti des journaux ». On ne verrait plus « ces amendements introduits à l'improviste qui dérangent souvent toute l'économie d'un système ». On ne souffrirait plus de « cette initiative parlementaire qui avait été la source de si graves abus ». « La Chambre n'étant plus en présence des ministres, le temps ne se perdra plus en vaines interpellations, en accusations frivoles... Ainsi donc, poursuivait le prince de plus en plus charmé, les délibérations du Corps législatif seront indépendantes, mais les causes d'agitation stérile auront été supprimées. Les mandataires de la nation feront mûrement des choses sérieuses. »

En dehors du Corps législatif, une autre assemblée était établie sous le nom de *Sénat*. De toutes les institutions créées par Louis-Napoléon, celle-là était à coup sûr la plus originale. Les cardinaux, les maréchaux, les amiraux étaient sénateurs de droit; les autres devaient être choisis par le chef de l'État et pris « parmi les hommes qui se recommandaient par l'illustration du nom ou la fortune, par leur talent ou par l'éclat de leurs services (1) ». Ces éminentes fonctions étaient en principe gratuites; toutefois, par une exception qui devint bientôt la règle, une dotation maximum de 30,000 francs pouvait y être attachée. Le nombre des sénateurs était limité au chiffre de 150; ce qui

(1) Proclamation du 14 janvier.

enlevait au Pouvoir la faculté de changer à son gré la majorité et de noyer les éléments hostiles dans des éléments nouveaux et plus complaisants. Les sénateurs puisaient dans le titre et la durée de leur charge une autre garantie d'indépendance; ils étaient à la fois inamovibles et à vie. C'était au président de la République qu'il appartenait de convoquer ou de proroger le Sénat; là s'arrêtait son droit, et il ne lui était loisible ni de le supprimer ni de le dissoudre. Ces hauts personnages tenaient du chef de l'État leurs fonctions; mais une fois nommés, ils lui échappaient... à moins que la gratitude ne les retînt dans l'obéissance, que la lassitude de l'âge ne leur ôtât toute velléité d'indépendance, ou qu'ils considérassent leur dignité comme une retraite. Quelles étaient, aux termes de la Constitution, les attributions des nouveaux sénateurs? Ils n'étaient point, comme les pairs de la monarchie ou les sénateurs de nos jours, investis de la puissance législative et chargés de reviser ou de tempérer les décisions de la Chambre basse. Ils ne ressemblaient point davantage au sénat américain, dépositaire des portions les plus élevées de la puissance exécutive. Ils ne touchaient pas non plus à l'administration de la justice, et le président de la République répudiait même cette pensée avec une extrême énergie: « La défaveur, disait-il avec beaucoup de sagesse, atteint toujours les corps politiques lorsqu'ils se transforment en tribunaux criminels. » La Haute Cour, sous le régime nouveau, se composerait uniquement de juges recrutés dans les conseils généraux et de magistrats choisis dans la Cour de cassation. Quoiqu'il ne participât directement à aucun des trois pouvoirs législatif, exécutif ou judiciaire, le Sénat n'avait pas moins des attributions considérables, immenses même, à la condition qu'il les voulût remplir. Il dominait toutes choses sans se mêler activement à rien. Tout ce qui restait des libertés publiques était remis à sa vigilance. On lui confiait le dépôt de toutes nos franchises, même des principes de 1789. Il était proclamé « le gardien du pacte fondamental » ; à ce titre, toutes les lois devaient lui être soumises, non pour qu'il les discutât au fond, mais pour qu'il s'opposât à leur promulgation si elles étaient contraires à la Constitution, si elles étaient de nature à compromettre la

défense du territoire, si elles portaient atteinte à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité civile et politique des citoyens, au droit de propriété, à l'inamovibilité judiciaire. Le Sénat avait pour mission non seulement de veiller sur la Constitution, mais d'en interpréter les articles obscurs ou douteux, de régler ce qu'elle ne prévoyait pas, de proposer même qu'elle fût modifiée : sans doute les sénatus-consultes qui toucheraient à ces graves matières ne deviendraient définitifs que par la sanction du président de la République qui garderait ainsi le dernier mot : mais la faculté seule de soulever de tels problèmes constituait déjà un pouvoir redoutable. La haute Assemblée jouissait encore d'autres prérogatives. C'est à elle que venaient aboutir toutes les pétitions des citoyens. Il n'était pas jusqu'à l'initiative parlementaire, strictement refusée au Corps législatif, qui ne lui appartînt dans une certaine mesure : « Le Sénat, disait l'article 30, peut, dans un rapport au Président de la République, poser les bases de projets de loi d'un grand intérêt national. » Enfin, en cas de dissolution du Corps législatif et jusqu'à une nouvelle convocation, le Sénat devait, sur la proposition du chef de l'État, prendre toutes les mesures d'urgence nécessaires.

Comme on le voit, ces attributions, prises dans leur ensemble, étaient à la fois vagues et étendues. Elles étaient multiples et compliquées sans que presque aucune d'elles fût d'un accomplissement obligatoire. C'étaient des pouvoirs pour ainsi dire facultatifs, qui, suivant l'inertie ou l'activité des tempéraments, demeureraient à l'état de lettre morte ou autoriseraient une immixtion permanente dans les affaires publiques. Que la haute Assemblée se composât uniquement d'hommes âgés, accoutumés à la soumission, plus disposés à s'enfermer dans leur dignité lucrative qu'à troubler par de vains soucis la paix de leur vieillesse, et on pouvait être assuré que ce grand corps, bien que le premier par le rang, passerait presque inaperçu dans le mouvement général de la politique. Tout autre serait son rôle si le choix du prince s'étendait à quelques personnages plus jeunes, plus actifs, moins résignés à l'obscurité, ne croyant pas leur carrière finie ; dans ce cas, il était aisé de prédire que

le Sénat briserait bien vite le huis clos où l'on essayait d'enfermer ses délibérations et, selon l'occurrence, deviendrait, pour le futur Empire, une aide efficace ou un réel embarras. Comment le président de la République, si vigilant à se garder vis-à-vis du Corps législatif, s'était-il, vis-à-vis de la haute Chambre, relâché de son habituelle défiance? Peut-être, dans la précipitation des choses, ne mesurait-il pas toute la portée possible de l'instrument qu'il créait. Peut-être s'était-il rassuré par le souvenir du Sénat impérial, servile au point de fatiguer Napoléon lui-même. Peut-être aussi le prince ne répugnait-il pas à jeter les germes d'une sorte de liberté oligarchique qui se développerait peu à peu dans une atmosphère tempérée, presque secrète, loin des bruits de la foule et des agitations passionnées!

Telle était, dans ses lignes principales, la Constitution de 1852 — avec son pouvoir exécutif tellement puissant qu'il absorbait tout le reste; — avec son Corps législatif, amoindri au point de s'effacer devant le Conseil d'État; — avec son Sénat revêtu d'attributions imposantes, mais qui, peut-être, demeureraient inexercées.

Dans sa proclamation du 14 janvier comme dans celle du 2 décembre, Louis-Napoléon marquait la source où il avait puisé. « Je n'ai pas eu, disait-il, la prétention si commune de « nos jours de substituer une théorie personnelle à l'expé- « rience des siècles... J'ai cru logique de préférer les doctrines « du génie aux doctrines spécieuses d'hommes à idées abstraites. « En un mot, je me suis dit: Puisque la France ne marche « depuis cinquante ans qu'en vertu de l'organisation adminis- « trative militaire, judiciaire, religieuse, financière du Consulat « et de l'Empire, pourquoi n'adopterions-nous pas aussi les « institutions politiques de cette époque? Créées par la même « pensée, elles doivent porter en elles le même caractère de « nationalité et d'utilité pratique. On peut l'affirmer, poursui- « vait le prince, la charpente de notre édifice social est l'œuvre « de l'Empereur, et elle a résisté à sa chute et à trois révolu- « tions. Pourquoi, avec la même origine, les institutions poli- « tiques n'auraient-elles pas les mêmes chances de durée? »

Ce langage ne trahissait-il pas quelque optimisme et surtout quelque illusion? Dans les institutions fameuses de l'an VIII, il convient de faire deux parts : la part des institutions administratives et judiciaires qui, sauf un accroissement de centralisation, sont empruntées presque tout entières à l'ancien régime et sont bien, elles, le produit « de l'expérience des siècles » ; la part des institutions politiques, nées, non du temps et du naturel développement des faits, mais des longues méditations de Sieyès, et mises ensuite par Bonaparte au juste point de ses ambitions. Par un assez piquant contraste, il se trouvait que Louis-Napoléon, si dédaigneux des idées abstraites, calquait çà et là, sur quelques points, les conceptions d'un des théoriciens les plus spécieux qui furent jamais. Qu'on le voulût ou non, la Constitution de 1852, inspirée par celle de l'an VIII, gardait la marque, visible encore, quoique fort effacée, de l'esprit puissant, mais tendu et obscur, de Sieyès. Ce n'était pas la brutale simplicité du despotisme ; ce n'était pas non plus la naturelle harmonie des vraies institutions représentatives. C'était un mécanisme compliqué, curieux plus encore qu'habile, ingénieux plus que résistant, et que le moindre écart pourrait altérer, fausser ou briser. C'était un édifice artificiel et composite, fait de matériaux juxtaposés plutôt que fondus, paraissant plus solide qu'il n'était et ne pouvant durer qu'à la condition de se transformer beaucoup. En dépit de toutes les affirmations contraires, on sentait partout le laborieux effort de la théorie, presque nulle part la salutaire influence de l'expérience et de la tradition. Quoi de plus subtil que l'idée de ce Sénat qui ne devait examiner aucune loi, qui devait cependant, pour remplir sa mission conservatrice et constitutionnelle, les contrôler toutes et les marquer pour ainsi dire de son poinçon? Quoi de plus arbitraire que le rôle de ces députés soumettant leurs amendements au Conseil d'État comme un écolier soumet son travail à son maître, puis, les amendements non acceptés, redevenant tout à coup souverains et recouvrant toute leur liberté pour rejeter ce qu'ils n'ont pu corriger? Quoi de plus bizarre et de plus inattendu que les attributions du Conseil d'État lui-même, n'ayant aucune autorité pour légiférer, transformé

cependant en juge du pouvoir législatif et ne reprenant son rôle subordonné que le jour où s'ouvrent les discussions publiques du Palais-Bourbon? Deux pensées semblent avoir dirigé les auteurs de la Constitution : d'un côté le respect du suffrage universel, de l'autre le dédain des formes parlementaires. Élus du suffrage universel, les députés avaient toute latitude pour repousser les lois : plus favorisés que leurs devanciers de l'époque consulaire, ils pouvaient même motiver leurs votes. Mais voulaient-ils introduire des propositions nouvelles, interpeller les ministres, amender les projets? on leur objectait que c'étaient là des usages abolis. Les membres du Corps législatif étaient paralysés s'ils voulaient agir, tout-puissants s'il leur suffisait d'entraver : ainsi le voulait la fausse logique de la Constitution. Le cadre de la politique étant agrandi, on avait substitué à la responsabilité des ministres la responsabilité personnelle du chef de l'État; mais par là même on supprimait l'une et l'autre, les ministres s'abritant derrière le prince et le prince s'élevant à des hauteurs qui défiaient l'accusation. Partout se révélait une recherche plus subtile qu'heureuse pour créer ou restaurer un système qui ne fût pas le despotisme, qui ne fût pas surtout la liberté anglaise, qui ne parût dépouiller le Parlement qu'au profit de la démocratie elle-même et qui, en transportant des Chambres au peuple le droit de souveraineté, eût l'air non de diminuer les franchises publiques, mais de les élargir et d'étendre à tous ce qui n'avait été jusque-là que le patrimoine de quelques-uns. Œuvre singulière, je le répète, que celle de cette Constitution, œuvre non indigne d'études et, à certains égards, fortement conçue, mais manquant surtout de cette simplicité pratique qu'elle se flattait d'avoir ; œuvre pleine de recherches et de détours, vague, obscure en beaucoup de points, et destinée à devenir plus obscure encore lorsque les sénatus-consultes, sous prétexte de l'interpréter, auraient accumulé autour d'elle les incertitudes et les contradictions.

Si imparfaite que fût la Constitution du 14 janvier, elle n'organisait pas, comme certains l'ont prétendu, le pouvoir absolu pur et simple. Malgré bien des gênes, et en dépit d'humiliantes défiances, le Corps législatif conservait, en fin de compte, le

vote des lois et de l'impôt, c'est-à-dire l'essentiel de ses attributions; et il y avait lieu de prévoir que, ce droit étant consacré, tous les autres seraient tôt ou tard restaurés ou reconquis. Le Sénat, le conseil d'État semblaient les instruments d'un régime fortement autoritaire, mais néanmoins tempéré. Louis-Napoléon lui-même, bon par nature, libéral à ses heures, trop rêveur pour se complaire longtemps dans les soucis multiples du gouvernement absolu, trop peu instruit pour y pourvoir, n'avait ni les qualités ni les défauts qui font les autocrates. Il lui avait plu de promulguer une Constitution qui affirmât ses prérogatives, qui se prêtât même à un changement de régime et où l'Empire pût désormais entrer sans effraction. Ce grand succès lui suffisait, et le despotisme lui apparaissait comme une nécessité passagère, non comme la condition permanente de son règne futur. Dans sa proclamation du 14 janvier, il laissait entendre que son œuvre pourrait être modifiée suivant les besoins des temps ou le vœu public. « Une Constitution « est l'œuvre du temps, disait-il en répétant les paroles de « Napoléon Ier; on ne saurait laisser une trop large voie aux « améliorations. La présente Constitution, continuait le prince, « n'a fixé que ce qu'il était impossible de laisser incertain. Elle « n'a pas enfermé dans un cercle infranchissable les destinées « d'un grand peuple ; elle a laissé aux changements une assez « large voie pour qu'il y ait, dans les grandes crises, d'autres « moyens de salut que l'expédient désastreux des révolu- « tions. »

Ainsi parlait Louis-Napoléon, avec une modération méritoire en une fortune si haute. La liberté ressemblait un peu à ces anciens Représentants de l'Assemblée législative qu'un décret récent avait *momentanément éloignés*. Elle aussi, elle était exilée, mais pour un temps. Ceux-là mêmes qui la proscrivaient lui laissaient l'espoir qu'elle renaîtrait quelque jour. Quant au pays, avide de repos et de silence, il la voyait alors partir sans tristesse : plus tard ses regrets s'éveilleraient, peu à peu ils grandiraient; puis ils se transformeraient en désirs, et en désirs si vifs qu'il ne serait au pouvoir de personne d'y rester sourd ou d'y résister.

IV

La Constitution du 14 janvier ne devait être en vigueur que le jour où les grands Corps de l'État entreraient en fonction. La promulgation du pacte fondamental ne mettait donc point un terme immédiat à l'autorité discrétionnaire de Louis-Napoléon. La dictature ne cesserait qu'avec la réunion du Sénat, non encore nommé, et du Corps législatif, non encore élu. Jusque-là le président de la République conservait la faculté de rendre des décrets ayant force de loi. Il importe d'énumérer ici les mesures principales qui marquèrent cette période transitoire. L'énumération en est longue : car le prince déploya à cette époque de sa carrière une activité que jamais il n'avait montrée et que jamais plus tard il ne retrouva.

Les premières de ces mesures eurent pour but de compléter la victoire du 2 décembre et d'empêcher que les débris du parti républicain ou socialiste pussent se rejoindre ou se reformer. A Paris, à Lyon, dans quelques-uns des départements de l'Est et du Midi, subsistaient encore quelques-unes des corporations ouvrières créées en 1848 : des arrêtés prescrivirent la liquidation immédiate de ces associations, organisées dans un but politique bien plus que de prévoyance ou d'économie. Comme on craignait que les ennemis du gouvernement, traqués partout ailleurs, ne se réunissent dans les cafés ou cabarets et n'y reconstituassent leurs cadres, un décret conféra aux préfets le droit d'autoriser ou de fermer à leur gré ces sortes d'établissements et punit de peines sévères toute contravention. Dans les départements, un assez grand nombre d'officiers ministériels, notaires, avoués, huissiers, greffiers même, s'étaient montrés contraires à la politique du prince et, sans être assez compromis pour qu'on les frappât, étaient trop hostiles pour qu'on leur conservât l'influence qu'ils tenaient de leurs fonctions : ils furent mis en demeure de céder à bref délai leurs offices, et le

plus souvent, s'en défirent à vil prix : quant à ceux qui avaient été condamnés par les commissions mixtes, ils furent destitués, et les tribunaux fixèrent l'indemnité qui leur était due. Des maîtres de poste, des libraires, signalés pour leurs tendances socialistes, furent privés de leur brevet. Les gardes nationales étant suspectes, un décret décida qu'elles seraient partout dissoutes; en beaucoup d'endroits elles ne furent pas rétablies; là où elles furent reconstituées, on n'y fit entrer que des hommes sûrs et dévoués à la cause de l'ordre. Il arrivait que des brochures hostiles, imprimées surtout en Belgique et en Angleterre, s'introduisaient clandestinement en France : des circulaires prescrivirent aux préfets d'en prévenir la diffusion, soit par des saisies pratiquées à la poste, soit par des visites domiciliaires. Le désir de centraliser la surveillance et peut-être aussi de copier le premier Empire amena le rétablissement du ministère de la police, qui fut confié à M. de Maupas : de ce ministère dépendirent des inspecteurs généraux, hauts fonctionnaires chargés de parcourir les provinces et « de féconder, disait-on, la victoire de l'ordre sur l'anarchie (1) » : un peu plus tard, la création des commissaires de police cantonaux fortifia encore l'action répressive. Un décret, complétant l'œuvre déjà commencée par l'assemblée législative, soumit à un régime spécial l'agglomération lyonnaise et lui enleva toute autonomie communale. Cédant à un besoin de réaction de plus en plus vif, le gouvernement ne se lassait pas de poursuivre le régime de 1848 jusque dans ses derniers vestiges; et, dans cet ordre d'idées, son ardeur était telle qu'elle semblait presque puérile. Un jour, il prescrivait que la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité,* disparût de toutes les corniches où on ne l'avait pas encore grattée : un autre jour, il ordonnait que, toutes affaires cessantes, on abattît les arbres de la liberté qui avaient échappé aux précédentes exécutions : à quelque temps de là, un décret supprima définitivement les clubs que tout le monde croyait supprimés depuis longtemps et que nul, même parmi les plus téméraires, ne se fût hasardé à ressusciter.

(1) Circulaire du 14 février 1852. (*Moniteur,* 15 février 1852.)

Arrivé à ce point de sa tâche, il semble que Louis-Napoléon se soit fatigué, non d'exercer des sévérités, mais de les diriger contre les mêmes ennemis. Jaloux d'équilibrer ses rigueurs, il se retourna brusquement contre les monarchistes. Voici quelle mesure inattendue cette nouvelle préoccupation inspira.

C'était un principe de notre ancien droit public que les biens personnels des rois, à leur avènement au trône, faisaient de plein droit retour à l'État. A l'époque de la révolution de Juillet, Louis-Philippe possédait deux sortes de biens : des biens apanagés constitués en 1661 par Louis XIV au profit de son frère Philippe d'Orléans; des biens ordinaires recueillis par héritage ou acquis à titre onéreux. Lorsque le Roi eut accepté la couronne le 9 août 1830, ses propriétés apanagères furent dévolues au trésor public et se confondirent avec lui. Quant à son patrimoine personnel transmis par succession ou par contrat, le nouveau monarque avait eu la prudence d'en disposer; par une donation datée du 7 août, il l'avait transporté sur la tête de ses enfants, sous réserve d'usufruit à son profit. Il était donc arrivé que la famille d'Orléans, en perdant la royauté, n'avait pas perdu son ancienne opulence. C'est ce que Louis-Napoléon jugea tout à fait inique et, en vertu de sa toute-puissance, entreprit de réformer.

Le public, en ouvrant le *Moniteur* du 23 janvier put y lire deux décrets étranges, même en un temps fécond en étrangetés. Le premier de ces décrets, fondé sur des considérations d'ordre public, décidait d'une façon générale que « les princes d'Orléans, leurs épouses et leurs descendants, ne pourraient posséder en France aucuns biens meubles et immeubles et seraient tenus de vendre dans le délai d'un an ceux qui leur appartenaient. » Le second décret, d'une hardiesse beaucoup plus téméraire, s'appliquait uniquement aux biens qui avaient été compris dans la donation du 7 août. Quant à ceux-là, les princes n'auraient pas l'embarras de les aliéner : Louis-Napoléon, agissant à la manière d'un tribunal, proclamait gravement l'antique règle de la dévolution, jugeait que ce principe fondamental avait été méconnu par l'acte du 7 août, affirmait que cet acte avait été conclu en fraude des droits de l'État, annulait

en conséquence la donation et déclarait que les biens meubles et immeubles qui y étaient compris feraient retour au domaine public. Les considérants étaient d'une subtilité toute byzantine, avec une vague saveur de brigandage. On se gardait bien, disait-on, de porter atteinte à la propriété des princes : on se bornait à rétablir les règles éludées et à rendre au Trésor ce qui lui avait été soustrait. Il s'agissait, non d'une confiscation, mais d'une restitution. Pour mieux se rassurer, on ajoutait que « même les droits de l'État revendiqués, il resterait à la famille d'Orléans plus de 100 millions pour soutenir son rang à l'étranger ». Ainsi parlait le défenseur de la propriété, l'ennemi du socialisme. Le décret se terminait en une explosion de générosité magnifique. Les richesses des princes exilés retomberaient comme une pluie bienfaisante sur le pays tout entier. Dix millions seraient consacrés aux Sociétés de secours mutuels, dix millions à l'amélioration des logements ouvriers, dix millions aux institutions de Crédit foncier. L'Église elle-même aurait sa part, moindre cependant que celle du Crédit foncier : cinq millions seraient versés à la caisse des retraites pour les desservants infirmes. Le surplus viendrait accroître la dotation de la Légion d'honneur, qu'on ne s'attendait guère à voir en cette aventure. Vraiment on ne pouvait faire du bien d'autrui un usage qui le purifiât mieux. Ainsi faisaient les rois de la première race quand ils consacraient aux églises ou distribuaient à leurs leudes ce qu'ils avaient pris sur les grands chemins.

La loi, l'équité, la logique, le bon sens, tout condamnait la théorie des juristes officiels. L'ancienne règle de la dévolution, naturelle en une société où le droit royal passait pour inamissible, était forcément devenue caduque le jour où le dogme de l'hérédité monarchique avait lui-même été violé. Cette vieille maxime eût-elle subsisté, Louis-Philippe avait pu à bon droit, avant d'accepter la couronne et dans la pleine liberté de sa condition privée, prendre les mesures que lui suggéraient sa sollicitude paternelle et le sentiment de l'instabilité des trônes. La loi du 2 mars 1832, en réglant la liste civile, avait d'ailleurs stipulé dans son article 22 « que le Roi conserverait la pro-

priété des biens qui lui appartenaient avant son avènement au trône (1) ». Des aliénations, des baux, des contrats de mariage, avaient été passés sur la foi de la donation du 7 août. En 1848, M. Jules Favre ayant proposé que le domaine privé du Roi fût déclaré propriété de l'État, l'Assemblée constituante avait écarté le projet sans que nul osât le soutenir. Il y avait plus : le 4 février 1850, M. Fould, alors ministre des finances et organe du président de la République, avait demandé à la Législative que le séquestre mis sur les biens de Louis-Philippe en vue de liquider la liste civile fût levé le plus tôt possible et que le monarque déchu rentrât dans la libre disposition de ses revenus : ainsi Louis-Napoléon avait implicitement reconnu lui-même en 1850 le droit que, deux ans plus tard, il lui plaisait de dénier.

Sous quelle influence le président de la République avait-il pris cette extraordinaire décision? Bien des noms ont été prononcés, mais sans absolue certitude (2). D'après les informations les plus dignes de foi, M. de Persigny, personnage intègre, mais de jugement peu sûr et d'extrême ténacité, fut le principal inspirateur du projet. Comme le prince hésitait, des hommes de robe se rencontrèrent qui le rassurèrent sur la légalité de la mesure. Louis Bonaparte n'aimait pas les orléanistes, il avait conservé un amer souvenir de leur hostilité dédaigneuse sur les bancs de la Législative, il les croyait plus puissants qu'ils n'étaient réellement, il jugeait politique de les intimider par un acte d'énergie. C'est ainsi que les décrets avaient été signés. Ils ne l'avaient pas été sans que le prince eût pu lire sur le visage de ses meilleurs amis les signes de leur désapprobation. Les plus hardis ne ménagèrent ni les avis, ni les objections. Parmi les ministres, quatre tinrent à marquer publiquement leur désaveu. Ils donnèrent leur démission, non, à la vérité, sans esprit de retour et de retour prochain. Ce furent M. de Morny, peu sensible à l'illégalité, mais trop homme du monde pour s'associer à un acte de vilenie; M. Rouher,

(1) *Bulletin des lois*, 1832, 1er semest., p. 96.

(2) V. *Les décrets du 22 janvier*, par M. Reverchon. (*Correspondant*, 25 novembre 1871, p. 685.)

esprit un peu flottant, mais jurisconsulte expérimenté et de sens droit; M. Fould, qui, dans les récents débats de l'Assemblée, s'était implicitement prononcé pour la validité de la donation; M. Magne, enfin, lié par les débuts de sa carrière à la monarchie de Juillet. MM. de Persigny, Abbatucci, Bineau, recueillirent les portefeuilles de l'intérieur, de la justice, des finances, qui se trouvaient ainsi vacants. Quant au portefeuille des travaux publics dont M. Magne était le titulaire, il fut attribué à M. Lefèvre-Duruflé, déjà ministre du commerce, et ce dernier ministère fut rattaché provisoirement à celui de l'intérieur.

Si les familiers de l'Élysée éprouvaient eux-mêmes quelque déplaisir, quel ne devait pas être ailleurs le sentiment général! L'étonnement fut extrême, et, dans les classes éclairées, la réprobation fut universelle. Certes, les répressions du coup d'État ne s'étaient pas accomplies sans que bien des intérêts fussent lésés et bien des lois méconnues. Mais on se persuadait volontiers que le salut social excusait ces rigueurs, et l'on jugeait que la plupart des victimes méritaient peu de pitié. Ici l'arbitraire ne se voilait sous aucune raison d'ordre public. Hier les républicains avaient été proscrits : voici que les monarchistes étaient frappés à leur tour. Tel était le caprice d'aujourd'hui : quel serait le caprice de demain? Dans le silence obligé de la presse, les salons élevèrent la voix. Ce fut une manifestation restreinte, mais ardente jusqu'à la passion : ce fut un bruit assourdissant de propos dédaigneux ou irrités, une véritable explosion de persiflage et surtout d'épigrammes. « C'est le premier vol de l'aigle », dit M. Dupin, et le mot fit fortune. Depuis le coup d'État, beaucoup demeuraient hésitants : les décrets du 22 janvier provoquèrent un soudain mouvement de recul, et, décidément, la mode fut à l'abstention. De hauts personnages, qui déjà s'étaient ralliés, s'éloignèrent. MM. de Montalembert, de Mérode, d'autres encore se retirèrent de la Commission consultative. La réflexion accentua, loin de les atténuer, la colère et le mépris. Les considérants des décrets en accroissaient l'odieux par des impertinences de légistes et des calomnies voulues Le président était bien venu à ressusciter l'an-

tique règle de la dévolution : Serait-ce ses dettes qui feraient retour à la couronne le jour où il lui plairait d'être empereur? L'irritation réveillant les souvenirs, les pensées se reportèrent vers le vieux roi mort sur la terre étrangère : lui, du moins, n'avait proscrit personne, avait régné pendant dix-huit ans avec le seul secours des lois, avait préféré la clémence aux rigueurs, avait étendu ses bienfaits à tous, même à Louis Bonaparte. En vain, le gouvernement essaya-t-il d'expliquer sa conduite ou de la défendre! Ses apologies gagées ne trompèrent ni ne convertirent personne. En revanche, les exécuteurs testamentaires de Louis-Philippe protestèrent solennellement et rétablirent dans son évidente simplicité le droit méconnu. A leurs protestations se joignirent bientôt celles des fils du Roi : le pays lut avec émotion ces lettres datées de l'exil; il se reporta par un élan de sympathie très vif vers ces princes si vite oubliés, et dans une impression passagère, hélas! autant que tardive, mesura la grandeur des biens que son imprévoyance avait laissé perdre ou dédaignés.

Louis-Napoléon avait été lui-même surpris de ce blâme si général. Tout contribua à ce que son échec moral fût complet. Le 12 avril, les agents du fisc ayant pris possession, avec le concours de la force publique, des domaines de Neuilly et de Monceau, les propriétaires spoliés se pourvurent devant la justice. Malgré le déclinatoire de l'administration, le tribunal de la Seine, sur les plaidoiries de Paillet et de Berryer, retint la cause à sa barre et se proclama compétent pour apprécier la donation du 7 août. Le gouvernement prit alors un arrêté de conflit, seul moyen d'échapper à une décision trop prévue. Notre génération connaît cette procédure : c'est celle que l'on employa naguère quand les congrégations religieuses furent chassées de leurs demeures : car tous les arbitraires se copient. Ici, il se trouva que l'arbitraire, condamné par la justice ordinaire, ne triompha qu'avec peine devant la justice administrative elle-même. Les résistances qui s'étaient rencontrées dans le ministère et dans la magistrature se retrouvèrent dans le conseil d'État. M. Reverchon, maître des requêtes, appelé aux fonctions de ministère public, ne dissimula pas sa

résolution de conclure contre le décret, résista à toutes les instances, en particulier à celles de M. Baroche, puis dut remettre le dossier à un collègue plus docile et fut révoqué peu après. Le rapporteur qui était M. Cornudet, fonctionnaire de rare savoir et de haute intégrité, combattit avec énergie la théorie officielle et paya, lui aussi, d'une disgrâce, au moins passagère, sa noble indépendance. Quand vint l'heure du vote, une minorité de huit voix sur dix-sept votants (1) se prononça contre les prétentions gouvernementales, tant était impolitique la mesure et flagrante l'illégalité (2).

Poursuivons l'examen des *décrets-lois* qui marquèrent cette période fameuse. Louis-Napoléon s'était appliqué à désarmer les républicains et à abattre les socialistes; puis, par un acte isolé, mais éclatant, il avait frappé l'une des monarchies déchues. Ces objets remplis, il songea à réglementer la presse. Non qu'elle fût redoutable ou même gênante : le coup d'État du 2 décembre l'avait brisée comme tout le reste. Mais il importait de transformer cette dépendance transitoire en un état

(1) M. Reverchon, *Les décrets du 22 janvier*. (*Correspondant*, 25 novembre 1871, p. 701.)

(2) Sur l'heure, Louis-Napoléon se montra fort irrité de la résistance du Conseil d'État : « Je respecte, répéta-t-il à plusieurs reprises, l'indépendance des magistrats, et jamais je n'essayerai de peser sur eux ou de leur dicter leurs sentences. Mais les conseillers d'État sont, non des magistrats, mais des hommes politiques chez qui je ne dois point rencontrer de résistance. » De leur côté, les conseillers d'État se montrèrent à la fois blessés dans leur honneur et inquiets pour leur avenir. L'un d'eux, qui devint plus tard ministre et se recommandait par sa science financière et sa droiture plus encore que par la fermeté de son caractère, écrivait à M. Cornudet : « Il me paraît impossible que d'ici à peu de temps nous ne vous ayons pas suivi ou que vous ne soyez pas revenu au milieu de nous. » — Ajoutons, pour être juste, que bientôt Napoléon, ramené à des appréciations plus équitables, s'appliqua à effacer la trace de ces incidents. Recevant M. Cornudet en novembre 1852, il lui exprima le regret courtois d'avoir dû le frapper : « Il y a, dit-il, des heures où la politique domine tout : mais je sais vos services et je serai heureux de vous donner des preuves de mon estime. » En mars 1853, il le réintégra dans ses fonctions. Dans la suite du règne, les conseillers qui s'étaient signalés par leur indépendance eurent part aussi bien que les autres aux faveurs impériales. Deux d'entre eux, M. Marchand et M. Cornudet, furent plus tard par le même décret nommés présidents de section.

permanent. Le décret du 17 février 1852 n'eut d'autre but que de pourvoir à ce dessein.

Je voudrais analyser, sans trop de fatigue pour le lecteur, cette œuvre compliquée qui rééditait toutes les sévérités anciennes et y ajoutait quelques rigueurs supplémentaires, tout à fait ingénieuses et originales. La presse, en ses jours de puissance, avait insolemment abusé de sa liberté; son châtiment dépassait ses écarts mêmes : en 1848, elle avait été traitée en souveraine; en 1852, toutes choses étant renversées, elle était traitée en ennemie. Toute création de journal politique ou d'économie sociale était subordonnée à l'autorisation *préalable* du gouvernement. Tout changement de gérant, de rédacteur en chef, de propriétaire ou d'administrateur devait être également soumis à la ratification officielle. Puis il fallait verser un cautionnement qui était élevé de 24,000 à 50,000 fr. pour Paris et Lyon et qui, pour les autres départements, était fixé à 25,000 ou à 15,000 francs, suivant l'importance du lieu de publication. A la condition du cautionnement, s'ajoutaient d'autres exigences fiscales. La loi du 16 juin 1850 avait soumis les journaux à un droit de timbre de 0 fr. 05, mais les avait affranchis du droit de poste qui était de 0 fr. 04 : le décret du 17 février rétablissait les frais de poste, mais sans préjudice des droits de timbre, qui étaient en outre élevés de 0 fr. 05 à 0 fr. 06. Jusque-là, bien que les entraves fussent grandes, aucune innovation extraordinaire n'apparaissait. L'autorisation préalable avait été exigée sous le premier Empire, rétablie par les lois de 1817 et de 1822, et dans ses ordonnances du 27 juillet 1830, Charles X avait projeté de la faire revivre : quant au cautionnement et au timbre, ils avaient toujours été perçus suivant des taux divers et n'avaient été complètement supprimés que pendant la courte période de 1848. Mais voici où commençait l'innovation. Le journal, par le fait même de sa publication et de sa mise en vente, tombait sous le coup d'un régime spécial, vexatoire non moins qu'arbitraire, et qui semble emprunté aux punitions des casernes ou aux pénitences graduées des pensionnats. Le ministre de l'intérieur à Paris, les préfets dans les départements, lorsqu'un

article leur paraissait excessif, dangereux ou seulement désagréable, avaient le droit de frapper d'un *avertissement* la feuille téméraire ou inconsidérée. Un premier et même un second avertissement n'entraînaient aucun dommage : c'étaient de simples rappels à la circonspection. Mais si le journal, deux fois averti, persistait à s'émanciper, les foudres ministérielles pouvaient l'atteindre sous la forme d'un arrêté le suspendant pour deux mois. Le gouvernement consentait à prévenir deux fois avant de punir : c'était d'ailleurs de sa part pure concession : car il était parfaitement libre de ne pas prévenir du tout et de suspendre ou supprimer à son gré, sans avis préalable et par mesure de sûreté générale, toute gazette qui déplairait. Seulement, dans ce cas extrême, une décision ministérielle ne suffisait pas : il fallait que le président de la République prît la peine de signer un décret, et par surcroît de garantie, le fît insérer au *Bulletin des lois*. — Ainsi se résumaient les pouvoirs de l'autorité gouvernementale, ministérielle ou préfectorale. Hâtons-nous d'ajouter que les rigueurs administratives s'exerçaient sans aucun préjudice des rigueurs judiciaires. Les unes et les autres se complétaient au contraire et se cumulaient de la façon la plus opportune. Quiconque était surtout suspect de mauvais esprit, avait failli par pensées presque autant que par paroles, par omission plus que par action, avait commis un péché plus encore qu'un délit, relevait du ministère ou de la préfecture. Quand l'inculpation pouvait se traduire en un fait précis, la justice intervenait et prenait à son compte le coupable. A cet égard, la vigilance du gérant et du rédacteur en chef ne pouvait être trop en éveil : car le nombre des choses à éviter était infini. A tous les délits anciens, le décret ajoutait quelques contraventions nouvelles. C'était une contravention de faire connaître les séances législatives autrement que par la publication du procès-verbal officiel. C'en était une de parler des séances du Sénat, à moins qu'on ne se bornât à la reproduction pure et simple des articles du *Moniteur*. C'en était une encore de ne pas publier aussitôt tous les documents, avis ou renseignements qu'il plaisait à l'autorité administrative de faire insérer. C'en était une enfin d'annoncer ou de reproduire, même

de bonne foi et sous forme dubitative, de fausses nouvelles. Tout avait été soigneusement prévu pour que la poursuite, au lieu d'être comme au temps passé une fructueuse réclame, aboutît à une condamnation certaine. La juridiction du jury avait été définitivement supprimée. Les tribunaux correctionnels étaient seuls compétents. Comme s'ils n'avaient pas été assez sûrs, un décret, rendu beaucoup plus tard, enleva aux doyens des compagnies judiciaires la fixation du roulement entre les diverses chambres et transféra ce droit aux chefs des tribunaux sous la réserve de l'approbation ministérielle : de la sorte, il arriva que les magistrats les plus zélés ou les plus ambitieux devinrent les arbitres presque exclusifs des procès politiques. Ajoutons que le compte rendu des affaires de presse était interdit : les journalistes, frappés d'amende ou d'emprisonnement, n'avaient donc pas même la consolation de se louer eux-mêmes et de maudire bien haut leurs juges. Ils étaient réduits à les maudire très bas : encore le plus sage était-il de ne pas les maudire du tout; car le journal condamné était ressaisi par l'administration, toute prête à infliger un supplément de peine : « Après une condamnation prononcée pour contravention ou délit de presse, disait l'article 32 du décret, le gouvernement a la faculté, pendant les deux mois qui suivront, de prononcer soit la suspension temporaire, soit la suppression du journal. »

Telle était la nouvelle législation sur la presse. Nous retrouvons tous, dans les souvenirs de notre enfance, certains héros des contes de fées astreints à parcourir toute une série d'épreuves avant de rompre le sort malfaisant jeté sur leur berceau. Quiconque, sous le régime de 1852, voulait fonder un journal, ressemblait à ces victimes disgrâciées d'une destinée contraire. Il fallait, d'abord, pour naître, en obtenir la permission. La permission obtenue, il fallait réunir les fonds du cautionnement. Le cautionnement déposé, il fallait verser au trésor, sous la double forme du timbre et des droits de poste, dix centimes par numéro, puis se rattraper sur le reste, et cela sans les annonces judiciaires, distribuées par le préfet et privilège exclusif des gazettes complaisantes. Quand on avait réalisé ces miracles d'économie, il fallait y joindre des mira-

cles de prudence, faire assez d'opposition pour piquer le lecteur et pas assez pour encourir les sévérités officielles, annoncer beaucoup de nouvelles et surtout pas une fausse, parler peu du Corps législatif et pas du tout du Sénat, respecter toutes sortes de choses, la Constitution, le chef de l'État, le suffrage universel, les principes de 1789, évoquer des espérances et des regrets juste assez haut pour que les abonnés entendissent et pour que le préfet ou le ministre n'entendît point, toucher à tout et ne rien froisser, avec cela demeurer toujours intéressant, porter les chaînes allégrement et sans qu'on en entendît le bruit, affecter même une allure libre et dégagée. Et quand on aurait, à force de dextérité, évité tous ces écueils, quand on aurait louvoyé savamment entre les sévérités administratives et les rigueurs judiciaires, le seul bénéfice serait non d'avoir gagné quelque chose, mais de n'avoir pas tout perdu, non d'avoir atteint la prospérité, mais d'avoir acquis le droit de ne pas mourir!

Et cependant tous ne moururent pas; quelques-uns même prospérèrent. Le dur régime de 1852 devait produire un résultat fort inattendu, quoique assez logique. Sous de telles exigences politiques et fiscales, les faibles (et c'était l'immense majorité), les faibles succombèrent ou végétèrent au point de ne plus compter. Les forts au contraire s'aguerrirent, recueillirent la clientèle de ceux qui étaient tombés, grandirent au point d'éluder la loi et, avec le temps, de la braver. Il arriva ainsi que certains organes de publicité (et ce ne furent pas toujours les meilleurs) gagnèrent tout ce que la puissance collective de la presse perdit. Funeste au journalisme en général, le décret de 1852 laissa subsister cinq ou six journaux qui furent d'autant plus écoutés qu'ils parlaient presque seuls. Les entraves à la liberté d'écrire découragèrent les plumes novices; les habiles se piquèrent au jeu, s'ingénièrent en mille détours pour masquer la critique sous un voile transparent et poussèrent les raffinements de l'allusion à un point inconnu jusque-là. Après quelques années de compression absolue, la vérité reprit une portion de ses droits. On la dit, non avec brutalité, mais avec impertinence. L'art y gagna; quant au pouvoir, les traits qui

l'atteignirent furent d'abord légers et timides, puis lancés d'une main plus assurée, et aiguisés au point d'ouvrir non de graves, mais d'irritantes blessures. Ce ne fut pas l'entière liberté, ce fut bien moins encore l'entière servitude. L'Empire eut peu d'adversaires, mais des adversaires assez puissants pour qu'on hésitât à les frapper; le péril, pour lui, fut déplacé plutôt que supprimé, et il vit revivre sous une autre forme, affaibli sans doute, mais non réduit, l'adversaire qu'il avait cru terrasser.

Plus Louis-Napoléon approchait du terme de sa dictature, plus son ardeur législative croissait. Il ne lui suffisait pas d'abattre ses ennemis, républicains ou royalistes, et de réglementer sévèrement la presse. Il importait encore d'éviter que l'esprit d'opposition ne se réfugiât dans certains corps, n'y grandît silencieusement et ne se réveillât plus tard comme une menace ou du moins comme un embarras. De cette prévoyance naquirent plusieurs graves mesures. Les membres de l'Université jouissaient, en vertu des Constitutions impériales et de la loi récente du 15 mars 1850, d'une sorte d'inamovibilité; le ministre les censurait, les réprimandait, les suspendait même, mais ils ne pouvaient être exclus de la corporation que par un jugement du Conseil supérieur. Cette franchise parut dangereuse et propre à entretenir, surtout dans les chaires du haut enseignement, les tendances frondeuses. Un décret supprima les anciennes garanties et concentra entre les mains du pouvoir seul le droit de nomination et de révocation. En outre, les membres du Conseil supérieur, jusque-là élus par les grands corps sociaux dont ils étaient les délégués, durent désormais être choisis par le chef de l'État (1). En même temps que l'Université, la magistrature attira la vigilance du gouvernement; ce n'était pas qu'on la redoutât; on la savait en général plus favorable qu'hostile; mais on craignait que des juges trop vieux manquassent de fermeté ou ne pussent dépouiller, même au gré de leurs désirs, le souvenir des époques libérales où ils avaient vécu. Un décret fixa l'époque de la retraite à soixante-dix ans pour les juges des

(1) Décret du 9 mars 1852. (*Bulletin des lois*, 1852, 1er semest., p. 1041.)

tribunaux de première instance ou d'appel, et à soixante-quinze ans pour ceux de la Cour de cassation (1). La mesure en elle-même méritait l'approbation; car, en l'absence de toute limite d'âge, des hommes frappés de caducité avaient été parfois maintenus sur leurs siéges. Si sage qu'elle fût, elle n'était pas tellement urgente qu'on ne pût attendre la réunion du Corps législatif, et elle révélait par sa date même la pensée qui l'avait inspirée. Cette pensée, c'était d'introduire en masse dans les compagnies judiciaires des magistrats jeunes, liés au pouvoir par la gratitude, animés surtout de cet esprit autoritaire et répressif qui semblait alors la première des qualités. — Grâce à ces décrets successifs, grâce aux révocations peu nombreuses, mais immédiates, qui avaient suivi le coup d'État, le gouvernement fut assuré non seulement contre la malveillance, mais contre la tiédeur de ses agents. L'obligation du serment, imposée par la Constitution aux fonctionnaires de toute catégorie et étendue aux mandataires électifs de la nation, acheva bientôt de plier à la même discipline tous ceux qui touchaient aux affaires publiques. Chaque serviteur de l'État eut d'ailleurs dans le préfet de son département un contrôleur vigilant de ses actes et de sa conduite. C'est de cette époque que datent surtout le crédit et l'importance de ces fonctionnaires. Tout contribua alors à grandir leur rôle. La création des commissions mixtes les avait investis du redoutable pouvoir de juger. Les instructions ministérielles les invitèrent à ramener de plus en plus dans leurs mains les multiples services qui dépendaient d'eux. Leurs traitements furent augmentés. On ne se contenta pas d'accroître leurs émoluments, on élargit le cercle de leurs attributions. Des circulaires et des arrêtés leur conférèrent la faculté soit de nommer les commissions hospitalières, soit de désigner les agents secondaires des ponts et chaussées. Enfin un décret du 25 mars consacra leur omnipotence en leur remettant une foule de décisions qui avaient appartenu jusque-là au pouvoir central. Désormais les employés inférieurs des services départementaux n'attendirent plus que d'eux leur faveur ou leur disgrâce. Par une étrange

(1) Décret du 1er mars 1852. (*Bulletin des lois*, 1852, 1er semest., p. 437.)

erreur ou un singulier euphémisme, ce décret fut désigné sous le nom de *décret de décentralisation*. La vérité, c'est que cette décentralisation toute nouvelle n'ôtait rien au pouvoir central, ne concédait rien aux conseils élus. Ce que l'autorité ministérielle abandonnait, l'autorité préfectorale le reprenait aussitôt. Il n'y avait qu'un déplacement de rouages, une substitution de la bureaucratie départementale à la bureaucratie parisienne, plus soigneuse et mieux recrutée. Le décret ne vaudrait que ce que vaudraient les préfets et surtout leurs bureaux.

Toutes les dictatures ont la même ambition, celle d'être non seulement répressives, mais encore et surtout initiatrices. Elles se piquent de faire vite et grand, et opposent volontiers leur résolution hardie aux décevantes lenteurs du régime parlementaire. Louis-Napoléon, esprit théorique et plein de projets, devait échapper moins que tout autre à cette tentation commune. Le coup d'État à peine accompli, les publicistes officieux laissèrent entrevoir une ère nouvelle où tous les problèmes économiques modernes, mal compris ou péniblement étudiés par les assemblées, recevraient une prompte et définitive solution. Cette sollicitude inspira une série de mesures, les unes un peu hâtives ou gâtées par un excès d'arbitraire, les autres sagement conçues et réalisant un vrai progrès. — Notre pays s'était laissé devancer par les nations voisines pour la construction des chemins de fer. Le gouvernement s'appliqua à donner à ces grandes entreprises une impulsion décisive. Le chemin de fer de Lyon, objet de tant de discussions parlementaires, fut concédé à l'industrie privée. On décida la construction de nouvelles lignes qui compléteraient le réseau du Nord. On résolut d'achever le chemin de Strasbourg et de le prolonger au nord vers Wissembourg, au sud vers Bâle. En outre, d'importantes concessions furent autorisées dans les départements de l'Est. — Une autre invention qui complétait celle des chemins de fer attira l'attention du prince, et de nombreuses lignes télégraphiques furent établies. — Depuis longtemps, les économistes se préoccupaient de mettre à la portée des agriculteurs, dans des conditions qui n'auraient rien d'usuraire, les fonds indispensables à l'amélio-

ration de leurs domaines ; un décret du 28 février posa les bases des établissements de *Crédit foncier*. — D'autres décrets moins importants réglementèrent certaines institutions philanthropiques et populaires, telles que les *Monts-de-piété* et les *Sociétés de secours mutuels*. — C'est à cette époque enfin que remontent les premiers travaux qui avaient pour but l'embellissement de Paris. — Déjà dans ces actes se manifestait l'esprit du règne futur avec son goût pour les entreprises éclatantes, son zèle à développer la richesse publique, ses efforts pour améliorer le sort des masses, son désir très sincère de faire le bien, à la condition toutefois qu'il le fît seul et que la gratitude n'en remontât qu'à lui.

Le public voyait passer avec une curiosité moitié indifférente, moitié narquoise cette interminable série de décrets. Parfois quelque inquiétude se mêlait à la surprise. On se demandait où s'arrêterait cette ardeur qui se portait à la fois de tous côtés. Cette crainte n'était pas sans fondement. Quelques jours avant la réunion des députés, deux décrets parurent qui révélaient chez Louis-Nopoléon la volonté de pousser plus loin qu'aucun monarque ses empiétements dans le domaine législatif.

Le premier avait pour objet la conversion des rentes. Le 5 pour 100 dépassant le cours de 103 francs, Louis-Napoléon, de sa propre autorité, décréta, le 14 mars, que les rentiers seraient mis en demeure d'opter entre le remboursement de leur créance au pair ou un titre d'une valeur nominale égale portant intérêt à 4 1/2 pour 100. En prévision de cet événement, le ministre des finances qui était alors M. Bineau s'était efforcé de provoquer une hausse importante sur les actions de chemins de fer et les valeurs analogues, afin que les capitalistes, ne trouvant pas de remploi plus fructueux sur le marché, acceptassent les nouveaux titres à 4 1/2 pour 100 (1). Nonobstant cette précaution, on ne réussit qu'à demi à éviter une crise. Le 16 mars, le 5 pour 100 recula de trois francs ; le 17, il était à 100 fr. 10 ; le 18 et le 19, il descendit au-dessous du pair.

(1) *M. Bineau*, par M. DE LA GUÉRONNIÈRE, p. 95.

Un instant, on put redouter que, la baisse s'accentuant, les demandes de remboursement ne devinssent générales. Dans cette conjoncture embarrassante, le ministre se hâta de faire appel aux banquiers et de passer avec eux divers traités par lesquels ceux-ci s'engageaient à acheter des rentes pour une somme maximum de 140 millions (1). C'est ainsi que les cours vigoureusement soutenus se relevèrent et que l'opération, un peu hâtive et téméraire, de Louis-Napoléon, put être menée à bonne fin. — Le second décret qui marqua les derniers jours de la dictature touchait de plus près encore aux attributions essentielles du Parlement : car il avait pour objet de régler le budget de 1852, préparé, mais non voté encore au moment du coup d'État. Le président reprenait le travail de la Législative, avec de larges modifications toutefois et surtout de grandes aggravations. Tandis que le budget des dépenses, élaboré dans l'Assemblée, se chiffrait par 1 milliard 447,091,096 francs, le premier budget du pouvoir personnel s'élevait à 1 milliard 513,898,846 francs (2) : et cette importante différence aurait montré à elle seule que plus s'éloignerait l'ère des sages régimes libres, plus s'éloignerait aussi l'ère des gouvernements à bon marché. On ne connut pas sur l'heure cette considérable augmentation de charges. Néanmoins l'opinion, je le répète, s'alarmait un peu. L'autorité discrétionnaire remise à Louis-Napoléon lui avait été conférée en vue du salut public, non pour qu'il légiférât sur toutes matières, au gré de ses caprices, de ses théories ou de ses rêves. A quoi bon le Corps législatif si, en arrivant au Palais-Bourbon, il trouvait sa besogne faite et son mandat rempli ? Ainsi pensaient les esprits éclairés qui n'étaient aveuglés ni par l'affection, ni par la rancune. Heureusement cette dictature, dont le prince avait tant usé, touchait à son terme. C'est le 29 mars que devaient se réunir à Paris les nouveaux députés.

(1) *Rapport présenté par M. de Chasseloup-Laubat au Corps législatif, au nom de la Commission du budget de* 1853.

(2) *Rapport de M. de Chasseloup-Laubat.*

V

Dès le commencement de janvier 1852, M. de Morny, alors ministre de l'intérieur, s'était préoccupé des élections prochaines. Soit souvenir des anciens temps de liberté, soit naturelle courtoise, il s'était appliqué à voiler plutôt qu'à démasquer l'action gouvernementale. En invitant les préfets à lui désigner les candidats les plus dignes du patronage officiel, il leur recommandait de porter surtout leur attention « sur les hommes entourés de l'estime publique, plus soucieux des intérêts du pays que des luttes des partis, sympathiques aux souffrances des classes laborieuses, et s'étant acquis par un bienfaisant usage de leur fortune une influence et une considération méritées (1) ». Le 20 janvier, une nouvelle circulaire parut qui s'inspirait des mêmes vues. « Je désire vous faire con- « naître, disait M. de Morny à ses agents, la pensée du chef de « l'État... Quand un homme a fait sa fortune par le travail, « l'industrie ou l'agriculture, a amélioré le sort de ses ouvriers, « a fait un noble usage de son bien, il est préférable à ce qu'on « est convenu d'appeler un *homme politique :* car il apportera « à la confection des lois un esprit pratique, et secondera le « gouvernement dans son œuvre de pacification et de réédi- « fication. » Avec une adresse hardie, le ministre, au moment même où il s'apprêtait à mettre en œuvre les ressources de la candidature officielle, proclamait l'impuissance de la pression administrative : « Avec le suffrage universel, il n'y a qu'un ressort, ressort immense qu'aucune main ne peut comprimer ni détourner, c'est l'opinion publique. » La circulaire se terminait par de belles et nobles paroles qui reflétaient les meilleures tendances du pouvoir nouveau.

(1) Circulaire 8 janvier 1852.

Faites bien comprendre à tous les fonctionnaires qu'ils doivent s'occuper avec soin des intérêts de tous, et que celui qu'il faut accueillir avec le plus d'empressement et de bonté, c'est le plus humble et le plus faible. La meilleure des politiques, c'est celle de la bienveillance pour les personnes, de la facilité pour les intérêts ; que la bureaucratie ne se croie pas créée pour l'objection, l'entrave et la lenteur, tandis qu'elle ne l'est que pour l'expédition et la régularisation. Si j'attache autant d'importance à ces détails, c'est que j'ai été à même de remarquer que les agents inférieurs croient souvent grossir leur importance par des difficultés et des embarras. Ils ne savent pas ce qu'ils recueillent de malédictions et d'impopularité au gouvernement central ; cet esprit administratif doit être inflexiblement modifié, cela dépend de vous ; entrez fermement dans cette voie. Soyez sûr qu'alors, au lieu de voir dans le gouvernement et dans l'administration locale des ennemis, le peuple n'y verra qu'un appui et un secours. Et quand vous viendrez ensuite, au nom de ce gouvernement loyal et paternel, recommander un candidat au choix des électeurs, ils écouteront votre voix et suivront votre conseil.

On ne pouvait mieux dire, en un langage plus politique ni plus élevé. Deux jours plus tard, le décret sur les biens de la famille d'Orléans ayant été rendu, M. de Morny se retira et fut remplacé par M. de Persigny, qui mit à affirmer l'action officielle autant de soin que son prédécesseur à la déguiser ou à l'adoucir.

Dans les élections qui se préparent, disait le nouveau ministre, le peuple français a un rôle important à remplir. Mais ici quel ne serait pas son embarras sans l'intervention du gouvernement ! Comment 8 millions d'électeurs pourraient-ils s'entendre pour distinguer, entre tant de candidats remarquables à tant de titres divers, et sur tant de points à la fois, deux cent soixante et un députés animés du même esprit, dévoués aux mêmes intérêts, et disposés également à compléter la victoire populaire du 20 décembre ? Il importe donc que le gouvernement éclaire à ce sujet les électeurs. Comme c'est évidemment la volonté du peuple d'achever ce qu'il a commencé, il faut que le peuple soit mis en mesure de discerner quels sont les amis et quels sont les ennemis du gouvernement qu'il vient de fonder. En conséquence, Monsieur le préfet, prenez des mesures pour faire connaître aux électeurs de chaque circonscription de votre département, par l'intermédiaire des divers agents de

l'administration, par toutes les voies que vous jugerez convenables, selon l'esprit des localités, et, au besoin, par des proclamations affichées dans les communes, celui des candidats que le gouvernement de Louis-Napoléon juge le plus propre à l'aider dans son œuvre réparatrice.

L'ordre était trop précis, trop brutal même, pour qu'aucun préfet pût s'y dérober. L'administration découpa à son gré les circonscriptions électorales, noyant les cantons douteux dans les cantons les plus sûrs. Dans chaque département les candidats officiels furent désignés. Puis la presse gouvernementale, qui seule avait la parole, s'efforça de marquer le sens des élections futures. A entendre les organes complaisants, les électeurs devaient se féliciter, non se plaindre que les préfets voulussent bien diriger leur choix. « En votant pour les amis de Louis-Napoléon, ils auraient une seconde fois l'occasion de voter pour le prince lui-même. » Ainsi parlait le *Constitutionnel* (1), et cette thèse originale, qui transformait le vote prochain en un plébiscite supplémentaire, parut tellement ingénieuse qu'elle fut partout reproduite. — Ce n'était pas que les candidatures hostiles ou indépendantes fussent prohibées « Toutes les candidatures doivent se produire sans opposition, sans contrainte, « écrivait le 11 février M. de Persigny. Le prince président, « ajoutait-il, se croirait atteint dans l'honneur de son gouvernement, si la moindre entrave était mise à la liberté des votes. » La réalité démentit bien vite ces bienveillantes assurances. Les hommes assez téméraires ou assez ardents pour briguer la députation en dehors des attaches officielles, avaient à franchir une série d'obstacles qui ne s'aplanissaient que pour laisser voir d'autres épreuves. Il fallait d'abord s'assurer d'une imprimerie, et la chose n'était point aisée, les imprimeurs étant assujettis à l'obligation d'un brevet révocable. Les bulletins et circulaires fabriqués, le recrutement des distributeurs offrait une nouvelle difficulté : nul ne se souciait de se compromettre, l'état de siège n'était pas levé, les commissions mixtes siégeaient encore; ceux qui se sentaient suspects n'aspiraient qu'à

(1) 1er février 1852.

se faire oublier. Les porteurs une fois trouvés, la distribution elle-même n'était point certaine : dans les campagnes, beaucoup de maires, enchérissant sur les instructions préfectorales, l'interdisaient de leur propre autorité. En désespoir de cause, quelques amis fidèles se faisaient distributeurs volontaires : il arrivait alors que, par une interprétation abusive des lois sur le colportage, ces amis eux-mêmes étaient poursuivis. Dans l'impuissance de la presse, on ne pouvait ni réfuter une fausse nouvelle, ni discuter une profession de foi. Lorsque les journaux avaient publié en tête de leurs colonnes les noms des candidats indépendants, ils avaient épuisé leur droit, et toute hardiesse plus grande eût été périlleuse. Quant aux réunions publiques ou privées, nul n'y songeait. — Ce régime rigoureux était, aux yeux des officieux, trop débonnaire encore. La *Patrie* mettait gravement en doute que notre pays pût supporter « la dose de liberté que la Constitution nouvelle lui avait laissée ». Elle ajoutait que, si les résultats n'étaient pas satisfaisants, « tout serait à recommencer ». Ainsi poussé par ses amis, le gouvernement prenait ses mesures pour que l'épreuve fût décisive et le succès sans mélange. Les arrestations parurent surtout un moyen excellent pour intimider les résistances. Les uns furent arrêtés pour manœuvre électorale ; les autres pour distributions d'imprimés ; d'autres pour propagande trop bruyante dans les lieux publics : dans la Dordogne, on arrêta l'un des candidats qui avait publié, disait-on, « une profession de foi exaltée et anarchique ».

De pareilles sévérités n'encourageaient guère les ambitions. Les républicains étaient écrasés. Les orléanistes se montraient peu disposés à courir, avec des chances si contraires, les hasards du scrutin. Les légitimistes, très puissants dans certains départements de l'Ouest et du Midi, auraient pu tenter la fortune avec un meilleur succès : M. de Falloux, quoiqu'il ne fût pas candidat, y poussait ses amis. « Dans toute carrière où la France est intéressée, où sa destinée est en jeu, nous ne devons être, écrivait-il, ni absents, ni surpassés (1). » Cet appel fut peu écouté. Beaucoup auraient répété volontiers ce que Berryer, vers la

(1) *Union de l'Ouest*, 24 janvier 1852.

même époque, écrivait à ses amis de Marseille : « Qu'irais-je faire dans ce Corps législatif, privé de toute espèce de vitalité et dans lequel je ne retrouverais même plus cette indépendance et cette liberté que les révolutions de 1830 et de 1848 ne nous avaient point enlevées ? » Parmi les rares royalistes qui affrontèrent la lutte, plusieurs furent découragés par l'hostilité du clergé qui s'ajoutait à celle de l'administration, et, comme M. de Sauvaire-Barthélemy à Marseille, se retirèrent avant le vote. Le plus souvent, le candidat officiel demeura seul. Malgré le triomphe presque certain, malgré l'agréable perspective d'une élection sans frais et sans embarras, ce titre lui-même fut moins brigué qu'on pourrait le penser. Cette Chambre, subordonnée à tout le reste, n'avait rien qui attirât. Le prince lui-même avait proclamé que le Sénat serait composé des *hommes les plus illustres* et le conseil d'État des *hommes les plus distingués*. De quoi se composerait donc le Corps législatif, si tous les hommes « illustres ou distingués » avaient été pourvus ailleurs ? Tous les personnages de quelque importance affectaient d'avoir accepté le patronage officiel, non de l'avoir recherché. Il semble que ce sentiment un peu dédaigneux ait préoccupé le gouvernement lui-même. On avait voulu un Corps législatif modeste, on finit par redouter que vraiment il le fût trop. La période électorale était déjà ouverte, et M. de Persigny, obsédé de cette crainte, recherchait encore, parmi ses collègues de l'Assemblée dissoute, quelques hommes qui voudraient accepter une candidature et donneraient du même coup un peu de prestige à cette Chambre qui menaçait décidément d'en manquer tout à fait. Ses ouvertures étaient accueillies d'ordinaire avec une politesse ironique. « Ah ! Monsieur le ministre, lui répondit un jour M. Armand de Melun, l'un des membres les plus honorés de la Législative, ah ! Monsieur le ministre, dans la dernière Assemblée, j'ai tout fait pour remplir mon devoir, et vous m'avez fait emprisonner ; dans une nouvelle Chambre, je ferais de même, et vous seriez peut-être tenté de me faire pendre : souffrez que je garde ma liberté (1). »

(1) M. Armand de Melun, *Correspondance inédite.*

Cette repartie peint bien l'esprit qui régnait alors dans les cercles politiques. Ce n'était pas plus le concours que l'hostilité ouverte, mais une indifférence moitié railleuse, moitié attristée. Ce qui restait de vie publique était trop mince pour qu'on s'en souciât, et dans ce Corps législatif, organisé d'avance pour la soumission, beaucoup ne voulaient s'asseoir ni comme amis, ni comme ennemis.

Les élections eurent lieu le 29 février. Le plus sérieux danger que les préfets eurent à redouter, ce fut l'abstention. Certaines candidatures exotiques, imposées par le gouvernement, rencontrèrent aussi quelque résistance : telle fut celle de M. Billault, originaire de la Loire-Inférieure et transplanté tout à coup dans l'Ariège. Ainsi qu'on le prévoyait, les noms des candidats officiels sortirent presque tous victorieux des urnes. Parmi les candidats combattus, cinq seulement triomphèrent : trois légitimistes de l'Ouest, M. Durfort de Civrac, M. Bouhier de l'Écluse, M. de Kerdrel ; deux républicains, le général Cavaignac et M. Hénon, nommés le premier à Paris et le second à Lyon. Le scrutin de ballottage donna au parti républicain un nouveau représentant, ce fut M. Carnot, envoyé à la Chambre par la quatrième circonscription de la Seine. A ces noms, il faut ajouter celui du marquis de Calvières, légitimiste de l'Hérault, non combattu par l'administration, mais revendiquant hautement ses croyances royalistes, et celui de M. Pierre Legrand, républicain un peu indécis, élu sans concurrent par la ville de Lille. Huit députés hostiles, 253 députés dévoués ou ralliés, tel était le bilan des élections.

Déjà Louis-Napoléon avait réglé la composition du Sénat et celle du conseil d'État. Dès le 26 janvier, 72 sénateurs avaient été choisis. C'étaient d'anciens ministres du Président, d'anciens membres de l'Assemblée législative, d'anciens pairs de France, d'anciens parlementaires laissés jusque-là au second rang, des généraux, en outre quelques magistrats, et, parmi eux, M. Troplong. La liste primitive contenait plusieurs noms considérables, entre autres ceux de M. de Montalembert, de M. de Mérode, du duc d'Albuféra. A la suite des mesures prises contre la famille d'Orléans, ces éminents personnages, sans se

séparer encore du régime nouveau, répugnèrent à se solidariser avec lui. Il avait donc fallu modifier le décret et se rabattre sur d'autres candidats moins scrupuleux ou plus obscurs. Aux 72 membres nommés par le président, s'ajoutèrent les quatre cardinaux et les huit maréchaux ou amiraux qui faisaient partie de droit de la haute Assemblée : on arriva ainsi à un chiffre total de 84 sénateurs. On n'atteignit que plus tard le nombre maximum de 150 fixé par la Constitution. — Quant à la liste des conseillers d'État, elle avait paru le 25 janvier. M. Baroche, qui avait joué un rôle important dans les anciennes Assemblées, avait été appelé à la présidence de ce grand corps. Parmi les présidents de section, on remarquait M. Rouher et M. Magne, sortis du ministère après les décrets du 22 janvier, et revenant aux honneurs après quelques jours de volontaire disgrâce. Les conseillers d'État, au nombre de 34, avaient été choisis avec un soin que justifiait l'importance de leurs fonctions : on les avait recrutés uniquement parmi les députés de l'ancienne Assemblée législative, les membres de l'ancien conseil, les anciens ministres eux-mêmes. Ainsi furent organisés les pouvoirs publics établis par la Constitution. Il ne restait plus au prince qu'à abdiquer la dictature et à faire fonctionner le mécanisme que sa volonté, toute-puissante alors, avait créé.

VI

Au temps de la monarchie constitutionnelle, le roi se rendait lui-même au Palais-Bourbon pour y ouvrir les travaux législatifs. En Angleterre, la reine ne se piquait pas d'une moindre déférence, et c'est dans l'enceinte de Westminster qu'elle prononçait le discours de la couronne. Le président de la République n'y mit pas tant de façons. Il se considérait comme le premier élu du peuple, et tous les autres représentants de la nation n'exerçaient à ses yeux qu'un mandat subordonné. Il convoqua aux Tuileries les sénateurs et les députés, et c'est

dans la salle des Maréchaux qu'il inaugura, le 29 mars, la première session de la législature.

A voir l'aspect général, on eût dit un lit de justice ou une réunion de notables bien plus qu'une Assemblée politique. Un fauteuil garni de riches draperies et dressé comme un trône avait été préparé pour le chef de l'État : un fauteuil moins élevé était destiné au roi Jérôme, qui, par un choix plus dynastique que parlementaire, venait d'être nommé président du Sénat. A droite et à gauche de Louis-Napoléon, on avait disposé les sièges des ministres et les pliants des conseillers d'État. Au bas de l'estrade étaient entassés sur de simples banquettes les sénateurs et les députés. Les historiographes officieux remarquèrent avec tristesse que les membres du Corps législatif avaient pour la plupart négligé de revêtir leur costume or et argent et étaient venus en simple frac. En revanche, les diplomates dans tout l'appareil de gala, les généraux chamarrés de décorations, les magistrats parés de l'hermine, les femmes en riche toilette groupées dans la galerie supérieure les consolèrent amplement de cette regrettable lacune. Au milieu de la pompe officielle des fonctionnaires et du luxe des courtisans, le Parlement était un peu oublié. L'objet de la cérémonie semblait être bien plus l'inauguration d'un nouveau règne que celle d'une nouvelle Assemblée. Les regards se tournaient avec avidité vers les ministres, les aides de camp, les dignitaires de la cour future, et les seuls que la curiosité publique dédaignât, c'étaient les députés.

A une heure, le prince fit son entrée et prit aussitôt la parole. Son langage, souvent élevé et d'un vif relief, fut ce jour-là plus terne qu'à l'ordinaire. Avec une assurance d'affirmation qui ne persuada personne, il déclara que, pendant l'année précédente, il avait songé plusieurs fois « à abandonner le pouvoir ». Il loua, comme on s'y attendait, la récente entreprise du 2 décembre et se posa en restaurateur du suffrage universel. « Depuis trop longtemps, continua-t-il, la société ressemblait « à une pyramide qu'on aurait retournée et voulu faire reposer « sur son sommet : je l'ai replacée sur sa base. » L'auditoire applaudit à outrance cette hardie métaphore. Louis-Napo-

léon insista sur le calme du pays, sur l'accroissement de la richesse générale. Il convint que les libertés publiques avaient subi d'importantes diminutions, mais ajouta que, dans l'avenir, la Constitution pourrait être étendue, consolidée, améliorée. Cependant l'attention demeurait en suspens. Le prince soulèverait-il le voile et annoncerait-il l'Empire que tout le monde pressentait? Au milieu du silence universel, Louis-Napoléon aborda ce sujet brûlant, mais avec une ambiguïté calculée, en homme qui ne veut point encore publier ses desseins. Après avoir rappelé qu'à plusieurs reprises, il aurait pu rétablir la monarchie à son profit, il poursuivait en ces termes : « Je n'accepterais de modification à l'état présent des choses « que si j'y étais contraint par une nécessité évidente. D'où « peut-elle naître? Uniquement de la conduite des partis. S'ils « se résignent, rien ne sera changé; mais si par leurs sourdes « menées ils cherchaient à saper les bases de mon gouverne- « ment; si, dans leur aveuglement, ils niaient la légitimité du « résultat de l'élection populaire; si enfin ils venaient sans « cesse par leurs attaques mettre en question l'avenir du pays, « alors, mais seulement alors, il pourrait être raisonnable de « demander au peuple, au nom du repos de la France, un nou- « veau titre qui fixât irrévocablement sur ma tête le pouvoir « dont il m'a revêtu. » Comme si ce langage eût rendu ses ambitions trop transparentes, le prince se reprenait aussitôt. « Ne nous préoccupons pas, disait-il, de difficultés qui n'ont sans doute rien de probable. Conservons la République : elle ne menace personne, elle peut rassurer tout le monde. » Ce certificat de vie accordé à la République ressemblait fort au billet de Ninon à La Châtre, et, tout bien considéré, nul ne s'y pouvait méprendre. On espérait pourtant des déclarations plus catégoriques, et l'attente fut un peu déçue. C'est sous cette impression que la séance fut levée.

Le 16 janvier 1851, dans l'un des grands débats de l'ancienne Assemblée, Berryer avait annoncé le jour où le palais de la représentation nationale ne serait plus habité que par des législateurs muets, et les prévoyants accents d'une voix si puissante avaient profondément remué les âmes. Plusieurs des élus de

1852 se rappelèrent sans doute cette prophétique prévision lorsque, le 30 mars, ils franchirent le seuil du Palais-Bourbon, fermé depuis le 2 décembre. La vaste enceinte construite en 1848 avait été démolie. L'ancienne salle du temps de Louis-Philippe avait été aménagée à la hâte pour ses nouveaux hôtes. La tribune avait été abattue. Le nombre des places réservées au public avait été diminué de moitié. Au pied du bureau du président avait été installé le banc des conseillers d'État, si supérieurs aux députés par le rang et l'influence. Tout avait été disposé pour que l'éloquence fût mal à l'aise, pour que la publicité fût restreinte, pour que l'apparence fût celle d'un vaste conseil général, bien plus que d'une Assemblée politique. Cette sollicitude eût été plus habile si elle eût été moins visible. A défaut de l'esprit de liberté, les nouveaux législateurs avaient déjà l'esprit de corps, et leur vanité se sentit un peu froissée de tant de précautions prises pour bien marquer leur rôle désormais subalterne.

Cette mauvaise humeur, presque insensible, devint plus apparente quand le président, qui était M. Billault, prit place au fauteuil. Pour diriger les débats du Corps législatif, Louis-Napoléon avait songé d'abord à M. de Morny, et aucune désignation ne pouvait être plus judicieuse. Mais ce haut personnage s'était séparé du prince à l'occasion des décrets du 22 janvier. Ses goûts d'artiste, de dilettante, de spéculateur s'accommodaient mal avec la sujétion des grandes charges publiques. On lui reprochait sa participation dans des affaires financières douteuses. L'éclat de ses services et de sa faveur lui avait fait beaucoup d'envieux. A défaut de M. de Morny, le chef de l'État s'était rejeté sur M. Billault. Ici le choix avait été moins heureux. Ancien membre du tiers parti libéral sous Louis-Philippe, M. Billault était mal venu à renier les traditions constitutionnelles : esprit plus brillant que sûr, on l'avait vu, en 1848, s'aventurer jusqu'aux confins du socialisme et se faire le champion du droit au travail. Il avait plus de talent que d'autorité, et sa personne éveillait alors plus de curiosité qu'elle n'inspirait de sérieuse estime. L'impression fut pénible quand on entendit un homme qui avait grandi uniquement par la

parole faire, en termes d'une sécheresse hautaine, le procès du régime parlementaire; et ceux-là mêmes qui se résignaient le plus à une tâche modeste furent affligés d'une si manifeste palinodie.

Les Assemblées ont toutes, à leur début, de grandes ardeurs de travail, beau feu qui s'amortit peu à peu jusqu'à ce qu'il s'éteigne tout à fait. Mais Louis-Napoléon avait si bien usé de la dictature qu'il ne restait rien à faire. Pendant les premiers temps, une seule loi, d'importance secondaire, relative à la refonte des monnaies de cuivre, put être soumise au Corps législatif. Ce n'est qu'à partir du mois de mai qu'un ordre du jour fut adopté et que les séances se succédèrent à des intervalles à peu près réguliers. Alors seulement on put apprécier les dispositions exactes de la Chambre et pressentir quelles personnalités s'y révéleraient.

Ce Corps législatif n'était pas l'assemblée servile que les républicains, dans leurs pamphlets datés de l'exil, se plaisaient à décrire. D'un autre côté, il ne ressemblait à aucune des anciennes Chambres. Sa composition et son esprit se ressentaient surtout des circonstances où il avait été élu. Les anciens chefs parlementaires en avaient été écartés ou avaient dédaigné d'y entrer. Les fonctionnaires en avaient été exclus. Parmi les personnages ralliés à la politique du prince, les plus éminents avaient été appelés au Sénat, les plus laborieux au Conseil d'État. Ces éliminations successives avaient amené le gouvernement à proposer au choix des électeurs des hommes nouveaux, propriétaires, agriculteurs, industriels, gens plus rompus aux affaires privées ou locales qu'accoutumés à la politique, le plus souvent très honorables, dévoués au président et bien plus encore à la cause de l'ordre, très désireux de ne pas déplaire, plus indépendants néanmoins que ne l'imaginait le public et que ne le croyait le pouvoir lui-même. En arrivant au Palais-Bourbon, les nouveaux élus avaient éprouvé un véritable embarras. Ils savaient quelles avaient été les attributions ou les prérogatives de leurs devanciers; ils savaient aussi que leur rôle serait beaucoup plus effacé. Mais quelle serait l'exacte mesure de ces restrictions? Ils l'ignoraient, et nul ne l'eût pu

dire tout à fait. Dans le doute, ils n'avaient pas tardé à imiter leurs prédécesseurs. On les avait vus, assiégeant les bureaux ministériels et y réclamant le privilège d'être reçus hors tour. Les ministres n'assistant pas aux séances, il leur était impossible de les aborder familièrement comme autrefois pour leur recommander les affaires de leur province ou les intérêts de leurs protégés; et cette dérogation aux anciens usages leur avait fort déplu. Les conseillers d'État, très courtois, mais un peu solennels, assis en grand costume au dernier banc de l'hémicycle, n'avaient mandat pour répondre ni à leurs questions ni à leurs plaintes, et un silence si absolu les déconcertait. Indécis sur leurs droits, égarés dans les obscurités d'une Constitution subtile et non encore interprétée, à la fois intimidés et légèrement froissés, ils dérivèrent presque sans le savoir vers les traditions des régimes précédents. Les familiers de l'Élysée leur reprochèrent avec quelque dureté leur fidélité inconsciente aux coutumes abolies, et ils ressentirent de ce reproche un dépit réel, quoique dissimulé. Ils étaient au fond très faciles à diriger, mais à la condition qu'on les respectât, qu'on les flattât, que surtout on eût l'art de leur persuader à tous qu'ils étaient l'objet d'une considération particulière. Cette tactique fut bien comprise plus tard, mais, à ce début du règne, on n'avait pas l'expérience qu'on acquit depuis. Ces nouveaux membres du Corps législatif avaient peu de goût pour la liberté, mais en revanche un vif sentiment de leur dignité personnelle. Volontiers ils se limitaient eux-mêmes; ils n'aimaient pas qu'on les limitât. Ils avouaient de bonne grâce leur position subordonnée; il ne fallait pas qu'on se hasardât à y insister. Beaucoup avaient l'indépendance de la fortune et laissaient entrevoir où s'arrêteraient leurs complaisances. D'autres, et en assez grand nombre, ralliés plutôt que tout à fait conquis, appartenaient à de vieilles races; ils en avaient l'urbanité, et, grâce à eux, l'enceinte législative offrit en général l'aspect calme d'un salon de bonne compagnie. Les vieilles libertés parlementaires éveillaient un fond d'envie qui se voilait sous les apparences du dédain. A vrai dire, les organes du gouvernement ne négligeaient rien pour adoucir les regrets; ils décriaient les anciennes

institutions qui étaient, disaient-ils, d'origine anglaise, et en parlant de la sorte, ils rencontraient quelque faveur; ils ajoutaient que l'influence serait désormais aux «hommes pratiques», et, tout le monde se flattant d'être pratique, ce langage avait plein succès; ils raillaient enfin les vains étalages de l'ostentation oratoire et achevaient de charmer par là tous ceux qui, en fait d'éloquence, avaient surtout connu celle des autres. Tel apparaissait, dès ses premières séances, le Corps législatif. C'était un corps fort amoindri, mais beaucoup plus qu'une commission consultative. C'était une Chambre très dévouée, mais non pliée encore aux exigences récentes, se débattant un peu dans ses entraves et sujette à des accès non de révolte, mais d'émancipation; c'était un instrument docile, très docile même, mais à la condition qu'on le maniât avec art et qu'on n'en abusât pas trop.

Nous trouvons déjà dans cette Chambre plusieurs des noms qui marqueront dans l'histoire législative du second Empire. MM. Carnot, Cavaignac, Hénon ayant été déclarés démissionnaires pour refus de serment, le parti républicain n'avait plus d'autre représentant que M. Pierre Legrand, personnage d'ordinaire silencieux, plus disposé à voiler ses convictions qu'à les affirmer. MM. de Kerdrel, Bouhier de l'Écluse, de Durfort, de Calvières, formaient le petit groupe légitimiste; ils eurent bientôt comme alliés quelques-uns de leurs collègues, royalistes de cœur, à demi ralliés par raison, ayant subi plutôt que sollicité le patronage officiel; tels étaient le marquis de Mortemart, le duc d'Uzès, M. Bucher de Chauvigné. Le reste du Corps législatif était acquis sinon à la personne, au moins à la politique générale de Louis-Napoléon. Mais que de degrés dans les dévouements! que de différences dans les sentiments intimes des âmes! Quelques physionomies se détachent avec un vif relief sur l'ensemble un peu terne de la salle. Voici, dans un coin de l'enceinte, les vieux grognards, militaires ou civils, qui regardent la liberté comme une ennemie personnelle, considèrent le Palais-Bourbon comme un établissement insalubre, se révoltent à la seule pensée d'un discours, proclament victorieusement la mort du régime parlementaire et, dans leur vigi-

lance jalouse, s'obstinent chaque jour à l'enterrer. Non loin d'eux apparaissent deux journalistes qui ont assisté le prince au début de sa fortune, aiment à rappeler leurs services et voudraient que le maître s'en souvînt également; l'un, jouisseur, égoïste, fin sous une épaisse apparence, semble déjà se repentir un peu de son dévouement, c'est le docteur Véron; l'autre, vigoureux, érudit, violent, véritable apôtre de l'absolutisme, aimant la bataille pour la bataille, attire déjà par ses paradoxes téméraires l'attention de ses collègues et les regards des tribunes, c'est M. Granier de Cassagnac. Louis-Napoléon a d'autres clients fidèles dispersés un peu partout dans la salle; ce sont ceux qui, dans les anciennes assemblées, n'ont pu forcer la renommée. De tous les bienfaits du 2 décembre, celui qui les a charmés le plus, c'est la disgrâce des chefs parlementaires; cette chute leur plaît comme une revanche de leur médiocrité; ils savent un gré infini au prince d'avoir proscrit ces grandes existences qui ont si longtemps projeté leur ombre sur eux-mêmes; surtout ils ne se tiennent pas d'aise en lisant les nouveaux procès-verbaux qui recouvrent sous un même badigeon blafard l'éloquence ou la platitude, la science ou l'ignorance. C'est à eux sans doute que pensait Tocqueville quand, du fond de sa retraite clairvoyante et découragée, il écrivait ces lignes : « Le régime actuel est le paradis des envieux (1). » Grâce à Dieu, ces jalouses rancunes se laissent deviner plutôt qu'elles ne dominent, et la plupart obéissent à des inspirations meilleures. Ici sont rassemblés (et en grand nombre) des députés étrangers aux anciennes luttes, ayant pris à la lettre les déclarations conciliantes de Louis-Napoléon, peu disposés à élargir la sphère où la Constitution les enferme, mais éloignés de tout faux zèle et prêts à de modestes et utiles travaux. Là siègent les financiers, les économistes, les hommes d'affaires, M. Gouin, M. Louvet, M. Lequien, gens qui se consolent aisément de la liberté amoindrie, mais ne veulent livrer au hasard ou au caprice aucun des éléments de la fortune nationale. Plus loin apparaît enfin un groupe, assez nombreux alors, destiné à

(1) Tocqueville, *Nouvelle Correspondance*, p. 356.

diminuer dans les années suivantes, mais à grossir ensuite au point de déborder partout; c'est le groupe, non des libéraux (le mot serait excessif), mais des *indépendants*. Dans cette fraction de la Chambre, on ne se hasarde point à braver la défaveur générale au point d'entreprendre l'apologie du régime parlementaire ; on se contente de louer le régime *représentatif*, mot plus adouci et qui offusque moins; on proclame la nécessité d'un sérieux contrôle budgétaire; on insinue que les franchises publiques, maintenant réduites, pourront être étendues plus tard, et on empêche par là l'arbitraire de prescrire contre la liberté. Ainsi parlent, ainsi pensent surtout M. de Chasseloup-Laubat, M. de Flavigny, M. Henri de Mortemart, M. le duc d'Albuféra, le marquis d'Andelarre, M. Anatole Lemercier, M. Ancel, M. de Talhouët, orateurs ou hommes d'État de demi-teinte, incapables de pousser l'opposition au delà d'un persiflage poli, promoteurs bien prématurés de l'Empire libéral. — Du milieu de ce groupe, mais ne se confondant pas avec lui, se détache le seul personnage vraiment illustre de l'Assemblée. De tous côtés on se le montre, il est facile à reconnaître à sa longue redingote boutonnée comme celle d'un prêtre, à ses longs cheveux qui commencent à blanchir et qu'il rejette constamment en arrière, à son beau regard mêlé de douceur, d'ironie et de fierté. A vrai dire, il éveille la curiosité plus encore que la faveur, car il représente surtout la puissance démodée de l'éloquence. Lui cependant, dans cette enceinte où la tribune a été renversée, d'où la foule a été bannie, où, faute de pouvoir supprimer la discussion, on s'est appliqué à l'assourdir, il semble oppressé comme si l'air eût manqué à sa poitrine ou comme si sa voix n'eût point été mise au diapason des temps nouveaux. Ce personnage éminent entre tous, c'est Montalembert. Seul des anciens chefs parlementaires, il a publiquement adhéré au coup d'État, non par des mobiles intéressés indignes de sa grande âme, mais par un vif sentiment du péril social, par crainte surtout que Louis-Napoléon, répudié par les catholiques, ne les combattît à son tour et ne cherchât ailleurs ses auxiliaires. Déjà sa résolution commence à lui peser. Son œil pénétrant a sondé les vices du nouveau régime. Dans ce

Corps législatif, il sent que son éloquence, privée de la publicité de la presse, ne s'étendra pas au delà d'un auditoire prévenu plutôt que favorable, poli plutôt que sympathique; il comprend que les jours radieux et triomphants de sa jeunesse n'auront point de lendemain, qu'il demeurera impuissant soit pour éclairer le pouvoir, soit pour le combattre; que, dans cette nouvelle et plus modeste phase de sa carrière, il sera méconnu ou mal soutenu par ses meilleurs amis. De là une disposition attristée, inquiète, qui déjà se lit sur sa physionomie et que plus tard ses discours refléteront, parfois jusqu'à l'injustice ou l'amertume.

L'examen du budget de 1853 fournit une occasion au Corps législatif, non pour manifester son hostilité, mais pour affrmer son indépendance.

Suivant une ancienne et très sage habitude, les députés avaient fait entrer dans la commission budgétaire les plus expérimentés de leurs collègues, M. Gouin, M. Louvet, M. de Chasseloup-Laubat, M. de Montalembert, M. de Flavigny, d'autres encore, probes autant qu'éclairés. Ici apparurent aussitôt les vices de la Constitution. Après étude du projet élaboré dans le Conseil d'État, les commissaires y apportèrent de nombreuses retouches. Le Conseil d'État, appelé suivant la loi constitutionnelle à statuer sur les amendements, montra de son côté une ardeur extrême à maintenir l'intégrité de son travail; à peine accepta-t-il un amendement sur dix; ce fut, comme le dit plus tard M. de Montalembert, un *véritable massacre des Innocents* Dans la commission, la perplexité fut extrême. La Constitution interdisait qu'aucun amendement fût reproduit en séance publique. On n'avait donc d'autre alternative que d'accepter en bloc le projet du Conseil d'État ou de proposer le rejet, également en bloc, des chapitres jugés excessifs ou inutiles. Adopter la première solution, c'était s'approprier une œuvre qu'on estimait défectueuse; se rallier à la seconde, c'était entraver des services publics indispensables. Entre ces deux inconvénients, la commission s'avisa d'un biais. Elle se décida, sauf sur quelques points, à accepter la loi budgétaire, telle que le Conseil d'État l'avait arrêtée; mais pour décharger sa responsabilité,

elle confia à son rapporteur, M. de Chasseloup-Laubat, le soin de traduire ses répugnances et ses regrets.

M. de Chasseloup se garda bien de manquer à cette tâche. Avec un art extrême, il insinua la critique sans y appuyer. « Notre mission, disait-il en commençant, n'était point sans « quelques difficultés, et par le peu de temps qui nous était « donné et par la complication des rapports entre le gouverne- « ment et la commission. » Partant de là, M. de Chasseloup expliquait, avec beaucoup d'aménité d'ailleurs, tous les embarras de la commission, obligée de se mettre en communication, non plus comme autrefois avec les ministres, mais avec les conseillers d'État qui, au lieu de répondre aussitôt, devaient d'abord se renseigner dans les bureaux ministériels. De là des retards, des inexactitudes, un travail double sans profit pour personne. Le rapporteur se consolait en exprimant modestement l'espoir que la Constitution serait améliorée. A ce préambule succédait l'examen de l'état financier. M. de Chasseloup exposait que, malgré le bénéfice de la conversion, le budget de 1853 présentait un excédent de dépense de 42 millions sur celui de 1852. « Je ne parle pas, ajoutait-il avec une malice bien dissi- « mulée, du budget décrété par le président qui s'élève à « 1,513 millions, mais de celui qui avait été préparé par l'As- « semblée législative et qui était fixé à 1,447 millions seule- « ment. » Le rapporteur établissait le montant du déficit qui était de 40 millions, signalait l'élévation de la dette flottante qui dépassait 750 millions, chiffre jugé en ce temps-là considérable. De ces généralités, il descendait aux détails, relevait, mais en passant, certaines irrégularités dans la conversion des rentes, trouvait un peu excessives les dépenses secrètes, critiquait les crédits demandés pour les travaux du Louvre, blâmait avec beaucoup de douceur les gros traitements de certains fonctionnaires. « Ne pourrait-on pas, ajoutait-il avec un léger persiflage, ne pas dépasser ce qui se faisait sous la monarchie ? » Ainsi s'exprimait M. de Chasseloup-Laubat en un langage toujours raffiné et courtois. Ce rapport n'était pas un acte d'opposition ; il révélait toutefois, chez les membres les plus autorisés du Corps législatif, la volonté d'exer-

cer sans restrictions ni complaisance leur contrôle financier.

Quand tout le monde se tait, on peut faire beaucoup de bruit sans parler très haut. Dans l'entourage du prince, cette légère dissonance, au milieu de l'universelle soumission, excita la surprise, presque la colère. Dans les critiques de la commission budgétaire, les courtisans signalèrent une Fronde renaissante; ils dénoncèrent les députés indépendants comme autant de champions cachés de l'orléanisme et de la légitimité. Ils eurent un plus juste sujet de s'étonner lorsque, le 22 juin, la discussion publique s'ouvrit.

On vit alors un spectacle qu'on croyait interdit pour longtemps. Ce que M. de Chasseloup avait exposé avec l'insinuante douceur d'un ami, M. de Kerdrel le répéta avec la netteté d'un adversaire qui n'a rien à ménager. Il blâma hardiment l'omnipotence du Conseil d'État, transformé en arbitre des amendements des députés. « Je serais tenté, ajouta-t-il, de retourner le mot de Sieyès, et de dire : En matière de budget, le Conseil d'État est tout. Que devrait-il être? rien. » Il dénonça avec beaucoup de force le cercle fatal où la Constitution enfermait les députés, ne leur laissant d'autre alternative qu'une adhésion impossible ou une opposition plus impossible encore. « Les hommes qui ont fait le plus facilement leur deuil du régime parlementaire, dit-il en terminant, veulent du moins un régime représentatif sérieux. » Le débat s'échauffait. « J'aime mieux une opposition qui se déclare qu'une opposition qui se dissimule », s'écriait avec vivacité M. Devinck, faisant allusion au rapport sur le budget des dépenses. En quelques mots courtois et hautains, M. de Chasseloup fit justice de ce reproche et mit autant de soin à affirmer son indépendance qu'à répudier toute hostilité. On était bien près de ces séances parlementaires qui, selon les officieux, ne devaient jamais revivre. On s'y crut tout à fait ramené quand Montalembert demanda la parole. La curiosité dominant tout le reste, un grand silence se fit. Le véritable orateur n'a pas besoin de tribune, ou plutôt il transforme bien vite en tribune la place d'où il se lève. Montalembert le montra bien ce jour-là. Jamais sa pensée ne fut plus prévoyante ni sa parole plus alerte. Jamais non plus son éloquence ne

s'imprégna de plus d'ironie, d'amertume même; car, à travers les courtoises atténuations du langage, on sentait toutes les tristesses, tous les dépits, toutes les inquiétudes d'un ami désabusé.

Il commença par rendre hommage, comme il le savait faire, à ce régime constitutionnel qui avait valu au pays trente-trois années de paix, de prospérité, de liberté. Après avoir ainsi soulagé sa pensée, il s'appliqua à marquer les précautions excessives, presque injurieuses, prises contre le pouvoir législatif. « Notre règlement, dit-il, nous a été imposé; nous n'avons « été admis ni à le discuter ni à le voter; nous avons été pri« vés du droit d'élire non seulment le président et les secré« taires de la Chambre, mais les présidents et les secré« taires des bureaux. On a interdit à la presse non seulement les « comptes rendus partiaux et passionnés, mais les plus simples « réflexions, les simples mentions de ce qui se passe au Corps « législatif : vraiment on dirait que la réunion de 250 honnêtes « gens comme nous a quelque chose de factieux... Nous avons « tout accepté, continuait Montalembert..., nous nous disions : « Attendons le budget : c'est pour le voter, pour le discuter, « pour le contrôler que nous existons... Or, le budget est arrivé, « et tout s'est trouvé impossible, c'est là le mot de la situa« tion. On vous condamne à voter le budget tout entier ou à « le rejeter; on vous pose cette alternative, tout ou rien. « Eh bien, cette alternative, toujours funeste et dangereuse « en politique, me paraît absurde et révoltante en matière de « finances. »

L'orateur continuait, s'attachant à évoquer non l'esprit de liberté trop endormi pour qu'on pût l'éveiller, mais l'esprit de corps toujours très susceptible comme l'est la vanité elle-même. « Ne croyez pas, messieurs, disait-il avec une humilité « ironique, que j'aie rêvé pour le Corps législatif une condition « puissante et brillante; je sais très bien, et je le disais tout à « l'heure, quel est le sort modeste qui nous est réservé par la « Constitution! Nous ne sommes pas des illustrations; elles sont « ou elles seront toutes au Sénat, aux termes de la proclamation « du 2 décembre. Nous ne sommes pas des capacités hors

« ligne; elles sont toutes au Conseil d'État, toujours selon la « proclamation du 2 décembre. Que sommes-nous donc? Mon « Dieu! nous sommes une poignée d'honnêtes gens qu'on a fait « venir du fond de leur province, pour prêter leur concours au « gouvernement en le contrôlant... Je rêvais donc pour le Corps « législatif une existence modeste et utile comme celle d'un « grand conseil général de département, sans prétentions ora« toires, sans prétentions politiques, qui ne s'occupât pas le « moins du monde de faire ou de défaire des ministres... « Sommes-nous cela? non. Nous sommes une espèce de conseil « général, mais un conseil général à la merci du conseil de pré« fecture que voilà. » Et l'orateur montrait de la main le banc où siégeaient, tout étourdis d'une attaque si chaude, les conseillers d'État.

« Je sais bien ce qu'on me dira, ajoutait Montalembert : on « me dira : Mais vous voulez recommencer l'opposition; vous « voulez ébranler ce jeune gouvernement qui vient de naître. « Ah! messieurs, je déclare qu'on n'excite jamais ma compas« sion quand on me parle de la jeunesse et de l'enfance d'un « gouvernement. En France, c'est précisément quand un gou« vernement vient de naître qu'il est fort, qu'il est invincible, « nous en savons tous quelque chose. Ce qu'il y a de singulier « dans notre histoire, c'est que nous voyons les gouvernements « s'affaiblir en vieillissant. Dans leurs premières années, au « contraire, ils n'ont rien à craindre; c'est le moment pour « l'homme indépendant et sincère de leur adresser des avertis« sements et des reproches que, plus tard peut-être, au mo« ment du danger, au moment des menaces, au moment des « trahisons, il sera tenté de retenir dans le silence de son « cœur... Or je regarde comme un mal sérieux l'anéantissement « de tout contrôle et l'abaissement du seul corps électif qui « existe dans le gouvernement français. Je suis convaincu qu'il « en surgira tôt ou tard de graves difficultés pour le pays et « pour le gouvernement lui-même, et que l'opinion publique, « dont on se croit sûr, se sentira frappée un jour du contraste « entre les deux assemblées qu'elle a sous les yeux : une assem« blée élective, gratuite, qui demande des économies, et une

« assemblée amovible et payée, qui les refuse. Il y a là un mal, « un danger pour le gouvernement : c'est pourquoi je le si- « gnale et le repousse. »

Montalembert, en terminant, tenait à écarter toute pensée d'hostilité, et il le faisait en rappelant avec hauteur ses anciens services. « Il n'y a pas, disait-il, de gouvernement auquel j'aie « fait la guerre dans le cours de ma carrière, il y en a un que « j'ai défendu. Et lequel? c'est celui du chef du pouvoir actuel, « c'est l'autorité qui se personnifiait en lui. Je l'ai défendu quand « il y avait plus de mérite à le faire qu'il n'y en aurait à enre- « gistrer complaisamment aujourd'hui ses moindres volontés. « Je l'ai défendu au prix de mes plus chères amitiés et des « meilleures alliances de ma vie politique, je l'ai défendu dans « une enceinte voisine, au milieu des hurlements de la gauche, « des défections et des dérisions de la droite. Je le défendais « alors contre l'ingratitude et l'injustice des partis; je voudrais « le défendre aujourd'hui contre les dangers de la toute-puis- « sance, contre les enivrements de la victoire, contre les « éblouissements de la dictature, contre ses propres entraîne- « ments, contre ceux de ses conseillers imprudents ou de ses « adulateurs, s'il en a. Je voudrais vous défendre vous-mêmes, « messieurs, contre le plus grand danger des corps politiques, « contre le découragement et l'abandon de soi. Aujourd'hui, je « le sens, je le prévois, vous ne me suivrez pas dans mon abs- « tention; vous me laisserez seul, mais, tôt ou tard, il en sera « autrement. Vous possédez non seulement les germes d'indé- « pendance qu'a tout honnête homme dans la conscience, mais « vous possédez, dans votre organisation même, les conditions « de toute indépendance, la gratuité et l'élection. Ces condi- « tions vous amèneront un jour sur le terrain de la résistance « à des institutions faussées, à des prétentions abusives. Je ne « vous demande qu'une grâce : ne me sachez pas mauvais gré « de vous y avoir devancés ! »

A l'occasion du budget, on prévoyait une discussion d'affaires : nul n'aurait deviné un débat si agrandi. Parmi les commissaires du gouvernement, le désarroi était extrême, et, quand il fallut répondre à un si redoutable champion, quelque

hésitation se produisit. Par un rapprochement piquant, il s'était trouvé qu'aucun des traits de Montalembert n'avait été perdu. Pendant le discours de M. de Kerdrel, la porte d'une des tribunes s'était entr'ouverte et avait livré passage au président de la République. Louis-Napoléon avait donc reçu en pleine poitrine toutes les flèches qu'il avait plu à ses douteux amis de lui décocher. Le châtiment ne se fit pas attendre. Comme la séance tirait à sa fin, un Message du ministre d'État fut déposé sur le bureau du président. Dans cette lettre, le ministre protestait contre l'esprit et les procédés de la commission budgétaire.

La commission, disait-il, a déclaré persister, malgré l'avis défavorable du conseil d'État, dans plusieurs des amendements qu'elle avait proposés. C'est méconnaître les dispositions formelles de l'article 40 de la constitution et de l'article 51 du décret du 22 mars dernier. Aux termes de ces articles, les amendements présentés par les membres du Corps législatif doivent être considérés comme non avenus lorsque le conseil d'État s'est prononcé contre l'adoption. Il n'est donc point permis de les reproduire, et le Corps législatif n'a plus que le droit de rejeter le chapitre tout entier auquel ces amendements se rapportent, s'il pense que ce rejet puisse avoir lieu sans entraver les services publics. — Le prince président de la République est convaincu que le Corps législatif, qui a déjà donné tant de preuves de son dévouement au pays, ne s'engagera pas dans une voie qui le conduirait à la violation de notre pacte fondamental.

Cette sèche et dure leçon de droit constitutionnel ramena les débats à des proportions plus modestes. Néanmoins les commissaires du budget tinrent à remplir jusqu'au bout leur tâche de contrôleurs consciencieux. Les fonds secrets, les crédits pour les travaux du Louvre et pour les grosses réparations des édifices publics, la création récente des inspecteurs de police donnèrent lieu à des observations où la critique, quoique modérée, n'abdiqua aucun de ses droits. A la vivacité de certaines répliques, à l'animation de certains incidents, on put deviner que l'impression de la séance du 22 juin, quoique fort atténuée, subsistait encore. On entendit le duc d'Uzès blâmer avec une extrême liberté l'institution du ministère de la police. M. de Flavigny, en des termes fermes et précis,

réserva formellement les prérogatives de la Chambre en matière de traités de commerce. Aux violentes attaques de quelques-uns de ses collègues M. de Chasseloup répondit par des paroles amères. A propos du budget de la guerre, M. de Kerdrel signala l'avancement accordé au général Espinasse en dépit des règlements militaires. Le commissaire du gouvernement ayant objecté les services rendus au 2 décembre et ayant ajouté que les lois ordinaires cessaient d'être applicables en cas d'action d'éclat : « J'ignorais, répliqua avec ironie M. de Kerdrel, que le général Espinasse eût fait le 2 décembre une action d'éclat. » Il y eut plus. Le 25 juin, le Corps législatif, par 75 voix contre 59, accorda à M. de Montalembert l'autorisation d'imprimer le discours qu'il avait prononcé trois jours auparavant. A la hardiesse de ce discours Montalembert ajouta une nouvelle témérité. Dans la discussion du budget des recettes, il se leva de son banc et, brisant le cadre de l'ordre du jour, protesta contre les décrets sur les biens de la maison d'Orléans. Entre Louis-Napoléon et le grand orateur catholique, ce n'était pas encore tout à fait la rupture, c'était déjà l'entière séparation.

Les lois de finances une fois votées, tout l'intérêt était épuisé : on expédia à la hâte quelques lois d'affaires; puis, le 28 juin, l'Assemblée se sépara.

Contre toute attente, cette première session avait fini presque bruyamment. Fallait-il voir dans ces manifestations un simple souvenir à demi inconscient des anciennes libertés? Était-ce, au contraire, la préface de l'Empire libéral, préface d'un livre qui ne se commencerait que dix ans plus tard? Dans l'un comme dans l'autre jugement se trouverait quelque part de vérité. — Au milieu des arcanes compliquées de la Constitution de 1852, la vue ne plongeait que confusément : on ne savait avec exactitude ni ce qui était permis, ni ce qui était défendu. Dans cette indécision, on s'était rattaché comme d'instinct à certaines traditions de la jurisprudence parlementaire et on les avait ainsi relevées de leur désuétude : de là une éphémère et étrange résurrection des vieilles franchises abolies. — En même temps qu'ils subissaient, sans bien s'en

rendre compte, les influences du passé, les *indépendants*, comme on les appela alors, avaient les yeux fixés sur l'avenir. Ils souhaitaient, ils espéraient même que la liberté, après avoir payé les fautes commises en son nom, reparaîtrait de nouveau, et, par la naturelle évolution des choses, reconquerrait peu à peu la faveur. Leur attente immédiate fut trompée ; car, dans les années suivantes, les entraves se resserrèrent, loin de s'élargir : mais leur espoir lointain devait se réaliser. Un jour viendra (jour alors bien éloigné) où le foyer libéral, étouffé après le 2 décembre, se ravivera : ce seront d'abord quelques petites étincelles à peine visibles et ne jetant que de pâles clartés au milieu de l'âtre refroidi ; bientôt les lueurs deviendront plus éclatantes ; puis, la flamme reparaîtra, comme elle s'échappe parfois d'un brandon qui a été enseveli toute la nuit sous les cendres. A cette lumière inattendue, les indépendants, depuis longtemps oublieux de leur passager effort, s'étonneront et se réjouiront. Au milieu d'eux, ils reconnaîtront le plus inespéré comme le plus puissant des alliés, Napoléon, Napoléon, soufflant lui-même pour ranimer le foyer que jadis il a presque éteint.

VII

Hâtons-nous de le dire, ces essais prématurés d'émancipation n'apparaissaient alors au plus grand nombre que comme d'importunes réminiscences. Tardivement livrées à la publicité, honteusement reléguées dans un coin du journal, reproduites non par la sténographie qui rend la parole vivante et sensible, mais à l'aide d'un compte rendu banal, les discussions du Corps législatif passaient inaperçues. Les anciens parlementaires dédaignaient fort ces vains simulacres. Quant aux néophytes de l'absolutisme, ils jugeaient que c'était trop encore ! Une sorte de scepticisme avait envahi les âmes. « Je vais à droite, tu vas à gauche, disait avec une ironie mélancolique le *Journal des*

Débats; si nous faisions le tour du monde, nous finirions par nous rencontrer (1). » « *Novus rerum nascitur ordo* », s'écriait M. Dupin résigné jusqu'à la satisfaction. « On voit que le latin dans les mots brave l'honnêteté, » lui répondait vivement M. de Falloux. M. de Falloux lui-même n'était pas tellement indigné que sa colère troublât son sang-froid. « Donnez de bons conseils à votre prince, disait-il en ce temps-là à M. de Persigny, et, puisqu'il assume sur lui la charge de faire seul le bonheur du pays, au moins qu'il le fasse (2). » Autant par lassitude que par crainte des nouvelles rigueurs, les partis avaient désarmé. Parmi les légitimistes, quelques-uns persistaient à honorer Louis-Napoléon comme on ferait d'un fidèle intendant qui prépare les voies au maître absent, et cette illusion paraîtrait incroyable si les témoignages écrits n'en subsistaient : la plupart ne poussaient pas si loin la naïveté, et, avec un mélange de sécurité et de regret, regagnaient les paisibles retraites rurales d'où ils étaient sortis : ambition ou pauvreté, plusieurs s'étaient ralliés, d'autres épiaient, en dissimulant leur impatience, un prétexte honorable qui voilât la soumission. — Dans le parti libéral dominait un sentiment presque pareil, moitié dépit, moitié résignation. « Je vais m'arranger un *gourbi* où je puisse me pelotonner à mon aise », écrivait vers ce temps-là un des généraux d'Afrique. Se replier en soi-même et s'y créer un inviolable asile, se cantonner dans ses affaires privées, se concentrer dans l'égoïste et reposant plaisir de l'étude, s'endormir ou du moins s'assoupir dans la monotonie d'une volontaire retraite, telle était l'ordinaire préoccupation. En prévision d'une longue disgrâce, chacun organisait sa vie et, à défaut d'activité ambitieuse, voulait une surabondance de paix : ainsi font les voyageurs de nos chemins de fer quand, à l'entrée d'une longue nuit, ils combinent leur installation pour que rien n'en trouble la somnolence. Et ce n'étaient pas seulement les libéraux qui pensaient de la sorte, mais un grand nombre de républicains, ceux-là du moins qui, dans la dernière crise, avaient

(1) *Journal des Débats*, 1er janvier 1852.
(2) M. de Falloux, *Mémoires*, t. II, p. 146.

su se garder des extrêmes résolutions. Avec une tristesse découragée, ils constataient la mort de la République, et, bien décidés à n'être pas complices, voulaient du moins n'être pas trop victimes. — Dans les masses régnait le même penchant à abdiquer : toutefois, suivant les milieux sociaux, ce sentiment affectait des formes très diverses. Les bourgeois se soumettaient, meurtris et rassurés tout ensemble. Les ouvriers, eux aussi, avaient plié, dès la première heure, moitié par crainte, moitié par fatigue de tant de révoltes inutiles. Indécis, désorientés par quelques-unes des apparences du coup d'État, ils flottaient entre le soupçon et la confiance, et parfois la confiance semblait l'emporter. C'est que l'abondance du travail, l'augmentation des salaires, promettaient une prospérité matérielle jusque-là inconnue; et cette séduisante perspective apaisait les répugnances. Une théorie spécieuse tendait, d'ailleurs, à prévaloir, c'est que le despotisme démocratique conduirait, plus sûrement que la liberté, à l'émancipation des travailleurs. Dans les ateliers, cette théorie nouvelle ne manquait point d'avocats, avocats sincères ou gagés : ainsi pensait, dans les premiers jours, Proudhon lui-même. « C'est sous le régime du sabre, écrivait-il, que commencera tout de bon le travail révolutionnaire (1). » Au fond, la soumission du bourgeois était contrainte, celle de l'ouvrier pleine de réticences et de secrètes rébellions. Où l'obéissance était joyeuse, empressée, sans réserves, c'était dans les campagnes. Les paysans étaient bien, comme on l'a dit, l'*armée civile* du président. Au milieu de l'universelle résignation, eux seuls semblaient complètement satisfaits, soit que le nom de Napoléon leur tînt lieu de tout le reste, soit qu'ils pressentissent déjà un prochain et extraordinaire accroissement de bien-être et de profits. A ce gouvernement nouveau, ils ne reprochaient qu'une chose, c'était qu'on les consultât trop souvent. A cette époque encore naïve du suffrage universel, ils ne comprenaient guère que, ayant voté pour le prince, ils dussent encore voter pour les députés, et il leur semblait qu'en acclamant le vainqueur du 2 décembre, ils

(1) Lettre du 1er janvier 1852. (*Le Temps,* 12 avril 1870.)

'étaient une fois pour toutes et pour toujours donnés à lui.

De ces dispositions intimes naissaient des habitudes nouvelles. La société continuait à se mouvoir, mais en dehors de ce qui l'avait le plus passionnée jusque-là. L'activité, détournée des affaires publiques, se porta, suivant les besoins, les fantaisies, les aptitudes, sur mille objets divers. Les chemins de fer, les compagnies industrielles, les entreprises de navigation, les sociétés de crédit foncier ou mobilier héritèrent de l'intérêt qu'avait éveillé la politique. Quelques-uns étaient guidés par une curiosité intelligente : la plupart ne songeaient qu'à spéculer sur les émissions récentes. On s'entretenait déjà, quoique vaguement encore, de gigantesques travaux qui seraient accomplis dans Paris et deviendraient pour les gens avisés une source inépuisable de bénéfices. C'est aussi vers cette époque qu'on se mit à parler des immenses gisements aurifères de l'Australie, et l'imagination publique, en quête d'émotion, s'alimenta quelque temps de ces fabuleux récits. — Ceux que la fortune ne tentait point demandaient aux arts et aux lettres la distraction de leurs longs loisirs. Les séances de l'Institut, qui n'avaient jamais été délaissées, reprirent une extrême faveur. Dédaigneux d'un Corps législatif diminué, les parlementaires se trouvaient à leur aise au Palais-Mazarin : ces solennités académiques avec leurs allusions discrètes, leurs émotions tempérées, leurs approbations contenues, leur représentaient comme une image polie et adoucie de leurs anciennes luttes, juste assez pour raviver leurs souvenirs, pas assez pour troubler leur repos. Au mois de janvier 1852 eut lieu la première de ces fêtes moitié politiques, moitié littéraires, auxquelles le parti libéral trouva plus tard tant d'attraits. M. Guizot reçut à l'Académie française M. de Montalembert. La censure, par une prétention inouïe depuis 1811, avait imaginé de remanier les discours, et il avait fallu l'intervention de Louis-Napoléon pour apaiser ces exigences : on savait cette mesquine querelle, et la curiosité n'en était que plus vivement excitée. Dans le silence général, ce fut merveille d'entendre les libres paroles de ces deux illustres personnages, l'un apaisé par une longue retraite et spectateur imposant des choses; l'autre encore enfiévré des affaires

publiques, ami du pouvoir nouveau, mais ami déjà repentant. Mis en goût par ce début, les parlementaires, les *hommes des anciens partis,* comme on devait les appeler bientôt, songèrent à confisquer l'Institut à leur profit et à y élever une petite tribune, à défaut de la grande maintenant brisée. — Le Palais de justice avait aussi ses solennités. A certaines audiences, les salles du tribunal ou de la cour se remplissaient d'une foule inaccoutumée où se coudoyaient toutes les illustrations des derniers règnes : tel fut le jour où les princes d'Orléans vinrent protester, par les grandes voix de Paillet et de Berryer, contre la confiscation de leur patrimoine. — Il arrivait aussi parfois que les anciens serviteurs des régimes déchus, attaqués par la presse officieuse, devaient défendre contre la malveillance ou la calomnie l'honneur de leur carrière. Ils sortaient alors de leur retraite, protestaient, avaient peine à faire insérer leur protestation, puis, ayant pourvu à leur dignité, rentraient dans leur monotone quiétude. — Dans le grand chômage de la politique, l'ordre habituel des préoccupations fut interverti, et ce qui n'était qu'un amusement devint le sujet de tous les entretiens. Comme le maréchal Soult venait de mourir, on se mit à parler beaucoup, non de l'illustre guerrier, mais de sa collection artistique, et les merveilleux tableaux espagnols de sa galerie défrayèrent les conversations de plusieurs jours. La place de la Bourse, envahie dans la journée par les spéculateurs, l'était le soir par une longue file de carrosses qui s'arrêtaient devant le théâtre du Vaudeville : c'est qu'on y jouait alors la *Dame aux camélias,* et cette réhabilitation, brillante autant que téméraire, de la courtisane éveillait chez les uns la sympathie, chez les autres la colère, chez presque tous l'émotion. En cette année 1852, une Américaine, Mme Beecher-Stowe, partageait avec M. Alexandre Dumas fils le sceptre de la mode, et les infortunes de l'*Oncle Tom* faisaient couler presque autant de larmes que la mort de *Marguerite Gautier.* Vers le même temps, un prêtre, d'un esprit plus ardent que sûr, publiait, sous le titre étrange de *Ver rongeur,* un véritable réquisitoire contre l'étude des auteurs païens, et cette question, dans certains milieux, était discutée avec presque autant d'ardeur que naguère la poli-

tique elle-même. — La politique, pour être proscrite, ne l'était pas tellement qu'elle ne retrouvât de loin en loin sa place. Elle la retrouvait non dans les journaux, mais dans les pamphlets manuscrits qu'on se passait curieusement, dans les bons mots ou les quatrains qui circulaient de salon en salon. Toute autre liberté étant abolie ou diminuée, la liberté de la conversation subsistait. On en usait, on en usait non seulement toutes portes closes, mais parfois même dans les lieux publics. La police alors sévissait ou protestait : un jour il arriva qu'un avis fut affiché à la Comédie-Française pour modérer l'intempérance de langage des habitués du foyer.

Pendant ce temps, dans le monde officiel, tout était faveurs, fêtes, divertissements. A nulle époque, on ne multiplia davantage les feux d'artifice, les revues, les spectacles gratuits. Les maires et les délégués des départements ayant été appelés à Paris pour la proclamation du plébiscite, des banquets leur furent offerts aux Tuileries, à l'Hôtel de ville, un peu partout. Au mois de mai, des aigles ayant été distribuées aux régiments, cette cérémonie devint le signal d'une véritable explosion de réjouissances. Les portes des Tuileries s'ouvrirent pour un grand bal où près de cinq mille personnes défilèrent sous les yeux du président. Puis ce fut au tour de l'armée de décorer l'École militaire et d'offrir à Louis-Napoléon une fête dont on vanta longtemps l'éclat. Ministres, hauts fonctionnaires, généraux, tous luttaient de richesses, de décorations et de broderies : au milieu des uniformes, se détachaient les burnous blancs des chefs arabes, venus du fond de l'Algérie pour saluer le nouveau maître et qui contemplaient, avec la dignité impassible de l'Oriental, ces splendeurs inaccoutumées. Les historiographes du règne futur ne laissaient ignorer au public aucun détail de ces somptuosités. Ils admiraient les « aigles d'or aux ailes déployées » qui ornaient certains salons officiels, et semblaient une invitation ou un présage. Ils décrivaient la belle ordonnance des festins. Ils comptaient « les maîtres d'hôtel qui, au nombre de trois cents, faisaient le service des Tuileries dans une tenue correcte et sévère tout ensemble ». Ainsi parlait la *Patrie*. « On a remis en vigueur, ajoutait gra-

vement l'organe officieux, le cérémonial de l'époque impériale. » Quelquefois un zèle irréfléchi ou les nécessités d'une composition hâtive inspiraient des phrases étranges que les mécontents s'empressaient de recueillir et de colporter. « On placera, disait le *Constitutionnel* en annonçant l'une des fêtes des Tuileries, on placera les danseuses en galerie sous les yeux du président qui les contemplera de la tribune (1). » Cette époque fut bien, pour les costumiers officiels, une époque bénie, et, depuis le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, nulle pareille aubaine ne leur était échue. De vrai, on n'avait rien négligé pour que la tenue fût parfaite, et on peut suivre dans les colonnes mêmes du *Moniteur* les traces de ces préoccupations. Dès le 12 février, un décret avait réglé le costume des sénateurs et des conseillers d'État, non sans lacunes toutefois, car des décrets postérieurs durent préciser des détails oubliés et déterminer surtout « les broderies des poches et des entourages des poches ». Après les sénateurs, ce fut le tour de la garde nationale à cheval, puis des préfets, sous-préfets, maires, agents des forêts, enfin du Corps législatif. Les costumes des professeurs paraissent avoir causé quelque souci, à en juger du moins par les circulaires qui recommandaient aux membres de l'Université « des habits convenables et des manières dignes ». Le plus difficile avait été d'habiller la magistrature : dès le 19 février, la question avait été mise à l'étude : deux mois plus tard, le 17 avril, l'accord ne pouvant sans doute se faire, une commission composée de quatre premiers présidents et de quatre procureurs généraux avait été nommée pour trancher ce grave différend. Tant de sollicitude fut couronnée d'un plein succès. Au mois de mai, au moment de la fête des aigles, tout était réglé, et les fonctionnaires ainsi parés avaient pu banqueter et entrer en danse. Parmi eux, plusieurs avaient assisté à d'autres cérémonies, à d'autres banquets, aux banquets réformistes, peut-être à ceux de 1848. Ce n'étaient ni les moins rogues, ni les moins serviles.

Ces fonctionnaires du nouveau régime n'étaient pas seule-

(1) *Le Constitutionnel*, 2 mai 1852.

ment les mieux costumés du monde; leur sort, en bien d'autres manières, était digne d'envie. D'abord, ils servaient un maître généreux, généreux au point d'enfreindre les règlements ou de les oublier. Pendant les temps qui suivirent le 2 décembre, ce fut une suite non interrompue de grâces et de promotions. L'armée d'abord (et c'était justice) réclama sa part. L'administration civile sollicita ensuite la sienne. On récompensa les dévouements anciens, puis les dévouements nouveaux ; et tel fut le pêle-mêle des faveurs que plusieurs s'étonnèrent des distinctions qui les venaient chercher. Les fonctions publiques n'étaient pas seulement avantageuses, elles étaient aisées à remplir, en face des masses rurales soumises jusqu'à l'empressement et des masses ouvrières à demi satisfaites ou sévèrement contenues. Alors commença à se dessiner un type original que nous retrouverons plus tard, celui des *préfets du Second Empire,* personnages actifs, faisant souvent le bien, mais enclins à suspecter tout bien qui ne venait pas d'eux, généreux d'ordinaire des finances publiques comme des leurs, tour à tour faciles jusqu'à la jovialité ou gourmés jusqu'à l'impertinence, ayant pour principal souci de manier le suffrage universel, le maniant bien, mais le maniant trop et sacrifiant parfois l'avenir au présent.

Dans l'universel effacement, on devait savoir gré au pouvoir non seulement du bien très réel qu'il faisait, mais du mal qu'il ne faisait pas : car il eût pu, suivant son caprice, commettre toutes les fautes ou consommer toutes les iniquités. Qui eût osé ou pu réclamer? Les gazettes, à la première page, s'évertuaient à rajeunir quelque thèse économique ou littéraire, elles reproduisaient ensuite en caractères espacés les nominations ou les promotions du *Moniteur;* à la seconde page, les plus hardis se hasardaient à analyser les nouvelles étrangères; la troisième page était remplie par les faits divers; à la quatrième s'étalaient les annonces de portraits ou de bustes de Louis-Napoléon; puis venaient enfin les tableaux de la Bourse qui mordaient de plus en plus sur le reste. Ce sort si précaire de la presse parisienne faisait encore envie à la presse départementale. Sur 53 avertissements donnés aux journaux depuis le mois de février

jusqu'au 18 août 1852, 48 atteignirent les journalistes de province (1). Celui-ci était averti pour avoir déploré la perte des annonces judiciaires ou pour avoir mal parlé du suffrage universel ; celui-là, pour « avoir témoigné à l'administration une hostilité mal déguisée » ou pour « s'être joué de l'opinion publique ». Tel autre ayant discuté un premier avertissement, en recevait immédiatement un second. Toutes les mesures gouvernementales devaient être l'objet d'une égale déférence, même celles qui ne touchaient que de loin à la politique : l'un était averti pour avoir critiqué le récent décret sur les boissons, l'autre pour avoir blâmé le décret sur les sucres. Aux avertissements se joignaient les *Communiqués,* tellement nombreux qu'on ne les comptait plus. Dans certains départements, toutes les autorités, prises d'émulation, imaginèrent d'imposer, suivant le caprice du moment, leurs rectifications ou leurs comptes rendus ; communiqués des chefs de parquet, des maires, des directeurs d'administration, des commissaires de police pleuvaient à l'envi sur les malheureux journalistes : l'abus fut poussé à tel point que plusieurs préfets durent modérer l'ardeur de leurs subordonnés et revendiquer pour eux seuls un privilège qu'il ne leur plaisait pas de partager.

Cette autorité, exercée avec une fortune si propice, n'avait guère qu'un embarras qui naissait de son omnipotence même. Dans le grand silence d'une forêt ou d'une campagne déserte, il arrive parfois que le moindre bruit émeut : on prête l'oreille et, l'imagination aidant, on cède à un involontaire frissonnement. Notre pays, en 1852, était sujet à des impressions pareilles. Dans le grand silence de la vie publique circulaient par intervalles de vagues rumeurs, nées on ne sait où, propagées on ne sait comment, et qui provoquaient de soudaines et nerveuses appréhensions. Comme Louis-Napoléon avait le pouvoir de tout faire, on ne doutait guère que son initiative ne s'étendît à tout. Jamais les fausses nouvelles ne trouvèrent si facile créance que sous ce régime qui s'était flatté de les réprimer si bien.

(1) Voir le *Journal des Débats,* 24 août 1852. — V. aussi Laferrière, *Régime de la Presse,* p. 299-302.



Quand la police allait à la source, elle ne trouvait rien, tout au plus quelque misérable correspondance venue de l'exil, ou quelque propos inconsidéré d'un personnage sans crédit. Il n'en fallait pas davantage pour défrayer tous les entretiens, ameuter tous les salons, ralentir même le cours des affaires. Un jour, on annonçait que de nouvelles listes de bannissement se préparaient : un autre jour, on affirmait que l'inamovibilité judiciaire allait être supprimée; d'autres fois, des bruits de guerre couraient et prenaient tout à coup une singulière consistance. Puis, on prêtait au gouvernement d'autres projets, celui de supprimer la propriété des offices ministériels, de concentrer dans ses mains les assurances, de créer tout un système d'impôts somptuaires. Le *Moniteur* et, à sa suite, les journaux officieux s'évertuaient à publier les démentis. Ils ne convainquaient qu'à demi les esprits crédules ou prévenus. Les rumeurs ne s'apaisaient que pour renaître sous une autre forme, et il fallait que des notes et des communiqués plus précis vinssent derechef rassurer l'opinion.

Cette disposition pouvait, à la longue, devenir périlleuse. Dans le présent, elle constituait un désagrément plutôt qu'un danger. A ne voir que l'ensemble des choses, tout, au milieu de cette année 1852, tout secondait les ambitions du prince. Ses amis s'enhardissaient avec le succès. Ses ennemis impuissants renonçaient à lui barrer le chemin et se contentaient de ne pas le lui frayer. Les incidents de la session législative, ramenés à leurs proportions réelles, n'avaient rien qui pût inquiéter. Louis-Napoléon pouvait tout oser. Quelques-uns s'étonnaient même qu'il fût si peu empressé à pousser jusqu'au bout sa fortune. Ce fut son habileté de laisser se produire ces étonnements, de paraître même les ignorer, de se prêter à la dernière transformation, mais sans la hâter. Il allait recueillir le fruit de cette patience avisée, et l'heure était venue de donner au nouveau régime son vrai nom.

LIVRE II

LE RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE

Sommaire : I. — Triste fin de la République de 1848. — Prudence et audace de Louis-Napoléon. — Par quelle voie un peu détournée il marche à l'accomplissement de ses desseins. — « Il faut en finir. »

II. — Voyage du prince président. — Virile confiance de Louis-Napoléon. — Mesures de prudence prises par ses amis. — Bourges. — Le Nivernais. — Discours de Lyon. — Le Dauphiné. — La vallée du Rhône. — Marseille. — L'Hérault. — Les dernières craintes des amis du prince se dissipent. — Toulouse. — Suite d'ovations. — Expressions naïves ou excessives de l'enthousiasme général. — Discours de Bordeaux. — Magnifique programme. — « L'Empire, c'est la paix. » — Retour à Paris.

III. — Avis du *Moniteur*. — Convocation du Sénat. — Rapport de M. Troplong. — Vote du sénatus-consulte rétablissant l'Empire, sauf ratification par le peuple. — L'opinion publique. — Le gouvernement, l'administration, le clergé. — Manifestes révolutionnaires. — Protestations du comte de Chambord. — Plébiscite. — Supputation des voix. — Les grands corps de l'État vont à Saint-Cloud et saluent le prince du nom d'Empereur. — Réponse de Napoléon III.

IV. — Inauguration de l'Empire, actes de bienfaisance, grâces, faveurs. — Projet de sénatus-consulte diminuant les attributions du Corps législatif. — Léger mécontentement au Sénat. — Rapport de M. Troplong. — Vote. — Reconnaissance du nouvel Empire par les puissances. — États secondaires. — Dispositions de l'Angleterre et comment elle reconnait Napoléon III. — L'Autriche. — La Prusse et répugnances de Frédéric-Guillaume IV. — Mauvaise humeur du czar Nicolas. — Tous les États de l'Europe se décident à reconnaître l'Empereur.

V. — La famille de l'Empereur. — Le roi Jérôme. — Le prince Napoléon. — Le pays a une grande confiance dans l'Empereur, aucune dans les membres de sa famille. — Vœu en faveur du mariage du souverain. — Pourparlers divers. — Mlle Eugénie de Montijo. — Napoléon III annonce son mariage. — Impressions diverses. — Curiosité extrême. — Cérémonies aux Tuileries et à Notre-Dame.

VI. — L'Empire installé et consolidé. — Les principaux serviteurs du règne. —

Les charges de cour. — Mélange de frivolités et de préoccupations sérieuses. — État général au printemps de 1853. — De tous les biens, celui qui semble le plus assuré est celui de la paix. — Comment l'événement devait démentir cette prévision.

I

La République de 1848 finit si tristement que, malgré ses fautes et ses folies, elle éveille la pitié, presque la sympathie Elle mourut deux fois. Au 2 décembre, elle reçut une décisive atteinte; puis, au lieu de lui porter le coup de grâce, on la laissa s'éteindre lentement, comme si on eût dédaigné d'abréger son agonie : on lui rendit même quelques ironiques hommages plus cruels que l'insulte : bien plus, ceux qui l'avaient frappée masquèrent encore sous son nom la préparation de leurs derniers desseins.

Pendant cette année 1852, on peut à peine percevoir les derniers battements de ce pauvre corps qui finit. En revanche, il est aisé de suivre la marche ascendante du prince. Une prudente audace le dirige. Ses aspirations impériales n'apparaissent que par degrés, et sa constante préoccupation est de s'arrêter à mi-chemin de ses témérités. Au jour des solennités publiques, il reçoit aux Tuileries les grands corps de l'État et y paraît dans l'éclat des fêtes; mais il ne s'y installe pas tout à fait et regagne avec affectation l'Élysée, cette demeure moins superbe des pouvoirs subordonnés. Il fait graver son effigie sur les monnaies, mais y laisse subsister le nom et les emblèmes de la République. Il rétablit l'aigle sur les drapeaux. Il demande à l'Église de prier pour lui comme jadis pour les rois, *Domine, salvum fac Ludovicum Napoleonem;* il veut que les actes exécutoires de la justice soient délivrés en son nom. Puis, comme si cette conduite eût été trop transparente, le voici qui se ravise. « Conservons la République, dit-il, le 29 mars, à l'ouverture du Corps législatif; elle ne menace personne et peut rassurer tout le monde. » Non, vraiment, la République ne menaçait plus

personne, mais les républicains eussent été bien naïfs de se rassurer. Six jours plus tard, à la cérémonie d'installation de la magistrature, Louis-Napoléon rappelle avec une insistance calculée la manifestation nationale « qui a proclamé l'hérédité du pouvoir dans sa famille et l'a désigné comme l'héritier de l'Empire ». Dans le même temps, le jurisconsulte futur du règne, M. Troplong, sous prétexte d'étudier la transmission du pouvoir impérial à Rome, publie une véritable apologie de l'Empire démocratique (1). Ce n'est pas tout. Les délégués des régiments arrivent à Paris pour recevoir leurs nouveaux drapeaux, et, de toute l'énergie de leur poitrine, acclament le moderne César. Cette fois, disent les gens les mieux informés, l'Empire va sortir de l'une des revues du Champ de Mars. Eh bien! non, et le *Moniteur* dément en termes presque scandalisés cette rumeur accréditée. Ainsi s'avançait Louis-Napoléon, prudent et presque cauteleux : sans doute il marchait à l'Empire, mais à travers mille détours, et brouillait lui-même les empreintes qu'il avait marquées.

Une de ses habiletés fut de rechercher et de raviver tous les souvenirs de Napoléon Ier. Qui eût osé blâmer cette sollicitude patriotique ou cette piété de famille? En exaltant le premier Empire, on popularisait l'Empire nouveau. Le Code civil reprit son ancien nom de *Code Napoléon*. Un décret décida que le 15 août serait désormais jour de fête nationale. Une commission fut nommée pour réunir et publier les œuvres de l'Empereur. Tous les vieux soldats des armées impériales furent recherchés et, plus que jamais, comblés. Enfin, le 5 mai, jour où était mort l'exilé de Sainte-Hélène, un service funèbre, annoncé avec éclat, rassembla à Notre-Dame non seulement tous les fonctionnaires de la hiérarchie civile et militaire, mais tous ceux qui voulaient prendre date et affirmer leur dévouement. Chose étrange! la République, morte en fait, mais officiellement vivante, avait eu, elle aussi, la veille, son anniversaire. C'était le 4 mai 1848 que l'Assemblée constituante s'était réunie, et un décret qu'on avait oublié d'abroger prescrivait

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 avril et 9 mai 1852.

de célébrer cette date. On avait donc vu ce jour-là, dans la nef déserte de la vieille basilique, le prêtre monter à l'autel et remercier Dieu pour la République fondée : fête solitaire et dérisoire qui ressemblait moins à une action de grâces qu'à la prière des agonisants !

L'agonie ne pouvait se prolonger toujours, et, comme disaient les familiers plus impatients que le maître, il fallait en finir. Louis-Napoléon, sans se hâter encore, marcha d'un pas un peu plus décidé vers son but. Déjà il s'était fait attribuer par le Sénat une liste civile de douze millions, et, entre toutes les imitations monarchiques, celle-là avait été la plus appréciée, non du Président, fort simple pour lui-même, mais de l'entourage qui vivait de ses largesses. Certaines rigueurs vis-à-vis des journaux mirent à nu les pensées dissimulées jusque-là. M. de Girardin ayant combattu dans la *Presse* l'idée de la proclamation de l'Empire, un avertissement lui fut infligé. Dans les départements, les préfets enchérirent sur la pensée du prince, et leur susceptibilité impérialiste se montra plus vive encore. Sur ces entrefaites, de vagues rapports de police signalèrent quelques retours offensifs des factions socialistes : c'était une société secrète qui tenait ses conciliabules près de la barrière de Fontainebleau ; c'étaient des grèves ou des tentatives de grèves à Saint-Quentin, à Angoulême, à la Flèche : des placards insurrectionnels avaient été affichés au Mans : à Lille et à Metz des cris séditieux avaient été proférés : dans une excursion aux environs de Vichy, le général Saint-Arnaud avait été insulté. L'occasion parut belle pour évoquer le péril social et reprendre le rôle de sauveur. Des pétitions commencèrent à circuler qui demandaient l'Empire : elles furent propagées dans les Charentes, ce berceau du bonapartisme, puis dans la Meuse. Quelques-unes étaient conçues en des termes étranges : l'une d'elles demandait la stabilité du pouvoir pour assurer « la liberté politique ». Le mois de juillet étant arrivé, des élections départementales eurent lieu. Elles se firent au milieu d'une torpeur et d'une lassitude qui permettaient de tout entreprendre. Cependant cette indifférence même disait assez que la nation, si disposée qu'elle fût à parler, ne parlerait que si on

l'y poussait un peu. Les conseils généraux ayant été réunis en session, neuf demandèrent le rétablissement de l'Empire, quarante-neuf, moins explicites, se bornèrent à exprimer le vœu que le pouvoir fût consolidé et perpétué, vingt-sept se contentèrent de signer des adresses de félicitation. C'était beaucoup : peut-être n'était-ce pas tout à fait l'unanimité qu'on avait espérée. Il fallait frapper un coup décisif et, après une si longue temporisation, sortir enfin du provisoire. Pour atteindre ce but, pour provoquer cette consultation nationale attendue, un grand et solennel voyage fut décidé.

II

Quand, en 1850, Louis-Napoléon avait voulu, en se montrant à la nation, affermir sa fortune déjà grandissante, ce n'était pas vers les départements les plus calmes, mais vers les régions les plus travaillées par le socialisme qu'il avait porté ses pas. Le succès avait justifié sa virile audace. En 1852, la même confiance hardie inspira ses desseins. Son itinéraire devait le conduire tout d'abord au milieu de ces provinces du Centre, si agitées après le coup d'État; il descendrait ensuite la turbulente vallée du Rhône, et visiterait les grandes cités de Lyon et de Marseille; puis il inclinerait vers le Sud-Ouest, séjournerait dans le département de l'Hérault, asile des passions démagogiques mal éteintes, ferait une longue étape à Toulouse, une plus longue à Bordeaux. Ce n'est qu'après ces épreuves successives à travers des contrées douteuses qu'il recevrait au retour les hommages des fidèles Charentes ou recueillerait les douces acclamations des paisibles paysans tourangeaux.

Malgré les chances favorables, les conseillers du prince, au moment d'un acte si décisif, ne pouvaient se défendre de quelque trouble. « Mon voyage, disait Louis-Napoléon à ses familiers, est une interrogation. » A cette interrogation il importait que la réponse fût assez nette pour rendre l'Empire

non seulement aisé, mais nécessaire. Le premier département où l'auguste voyageur s'arrêterait était celui du Cher. M. de Persigny, ministre de l'intérieur, manda le préfet, et, sous une forme précise et brutale suivant les uns (1), plus dissimulée suivant le autres (2), il lui donna pour instruction de faire crier : *Vive l'Empereur!* La première impulsion une fois donnée, on jugeait que tout le reste suivrait. Entre gens qui aspiraient au même but, les instructions étaient d'ailleurs superflues. Parmi tous les préfets, qu'on les stimulât ou non, la même émulation régnait. Partout les municipalités étaient convoquées, partout des trains de plaisir étaient organisés, partout les vieux soldats de l'Empire s'apprêtaient à se ranger autour du neveu de Napoléon et à donner le signal des acclamations. Il fallait surtout éviter que des fâcheux vinssent troubler la fête. Dans le Gard et dans plusieurs autres départements, quelques démocrates, signalés par la police, furent avec une opportune discrétion mis par avance sous les verrous. A l'étranger, les autorités limitrophes se prêtèrent elles-mêmes complaisamment à ce que la manifestation fût conduite à souhait. Comme on craignait que les proscrits, réfugiés dans le comté de Nice, ne franchissent la frontière et, se hasardant jusqu'à Marseille, ne se mêlassent au cortège présidentiel, l'intendant de la province les fit prudemment interner. Au milieu de ces préoccupations, le Président, aussi calme que ses amis l'étaient peu, ne se départait pas de son attitude réservée, presque modeste ; une note insérée au *Moniteur* engagea même les municipalités à s'abstenir de magnificences trop coûteuses et à consacrer aux pauvres ou aux œuvres charitables la meilleure partie de leurs dépenses.

Le départ était fixé au 14 septembre. La première halte était Bourges. Le prince fit, à la tombée du jour, son entrée dans la ville déjà illuminée. Dans la population civile, l'accueil fut favorable plutôt qu'enthousiaste. Mais le lendemain, une revue ayant eu lieu, le général de Noue, lié à M. de Maupas par une

(1) M. de Maupas, *Mémoires*, t. Ier, p. 608.
(2) Granier de Cassagnac, *Souvenirs du second Empire*, t. II, p. 146-147

ancienne amitié, se retourna vers ses troupes et poussa le cri de *Vive l'Empereur!* qui fut aussitôt répété (1). A Nevers, les mariniers de l'Yonne, les bûcherons et les flotteurs de Clamecy accoururent en foule; c'est dans ces régions que s'étaient recrutés les plus farouches des socialistes; les acclamations furent cependant chaleureuses, les uns voulant rentrer en grâce, les autres protester contre les récents excès. Louis-Napoléon traversa Moulins, puis La Palisse, autre ville signalée dans les derniers troubles. Il gagna Roanne où la population se montra sympathique; ce qui ne l'empêcha pas d'élire quinze jours plus tard un conseil municipal si hostile qu'il fallut aussitôt le dissoudre. Le 18, le président était à Saint-Étienne; le 19, à Lyon.

La grande cité avait déployé toutes ses pompes pour recevoir son hôte : bals, revues, feux d'artifice, exposition régionale, rien ne manqua de ce qui pouvait attirer ou retenir les foules. Si séduisant que fût le spectacle, l'attention était ailleurs. Une statue de l'Empereur devait être inaugurée; on savait qu'à cette occasion le prince prononcerait un discours, et on attendait anxieusement ses paroles. Avec une intention visible, Louis-Napoléon insista sur le titre légitime de l'Empereur « élu trois « fois par le peuple, sacré par le chef de la religion, reconnu « par toutes les puissances continentales de l'Europe ». « L'Em« pereur, ajouta-t-il, fut le médiateur entre deux siècles enne« mis; il tua l'ancien régime en rétablissant tout ce que ce « régime avait de bon; il tua l'esprit révolutionnaire en faisant « triompher partout les bienfaits de la Révolution... Aussi, dès « que le peuple s'est vu libre de son choix, il a jeté les yeux sur « l'héritier de Napoléon, et, par la même raison, depuis Paris « jusqu'à Lyon, sur tous les points de mon passage, s'est élevé « le cri de *Vive l'Empereur!* » L'auditoire était suspendu aux lèvres de l'orateur. Sans doute, un programme définitif allait suivre. La curiosité ne fut qu'à demi satisfaite. Louis-Napoléon ménageait ses évolutions comme un romancier ménage ses péripéties, et jamais il n'épuisait l'intérêt d'un seul coup. Il posa la question sans la résoudre encore tout à fait. « Le cri de *Vive*

(1) M. DE MAUPAS, *Mémoires*, t. Ier, p. 611.

« *l'Empereur !* continua-t-il, est un souvenir qui touche mon « cœur bien plus qu'un espoir qui flatte mon orgueil. Nous « sortons à peine de ces moments de crise où les notions du « bien et du mal étant confondues, les meilleurs esprits se sont « pervertis. La prudence et le patriotisme exigent que, dans de « semblables moments, la nation se recueille avant de fixer ses « destinées; et il est encore pour moi difficile de savoir sous « quel nom je puis rendre les plus grands services. Si le titre « modeste de Président pouvait faciliter la mission qui m'est « confiée, et devant laquelle je n'ai pas reculé, ce n'est pas « moi qui, par intérêt personnel, désirerais changer ce titre « contre celui d'Empereur. »

Ce n'était pas sans appréhension que les serviteurs du prince le voyaient s'engager dans les contrées du Midi. Ces appréhensions dictèrent des précautions extrêmes. Dans les départements riverains du Rhône, il avait été procédé, comme on l'a dit, à d'assez nombreuses arrestations. La police reçut en outre des instructions d'une sévérité rigoureuse. En certains endroits, l'administration voulut imposer l'enthousiasme, craignant qu'il ne manquât. Un arrêté du maire de Valence obligeait les propriétaires et les locataires de maisons à arborer leur drapeau et à illuminer : « Les contraventions à ces dispositions, ajoutait l'excellent magistrat, seront légalement constatées (1). » L'attitude des populations démentit bien vite ces prévisions défiantes. Grenoble, Valence, le Dauphiné tout entier accueillirent Louis-Napoléon comme en 1815 ils avaient accueilli l'Empereur lui-même. A partir de Valence, le président descendit le Rhône en bateau à vapeur : les contingents des villages se pressaient sur les rives pour l'entrevoir; au sommet des collines, les ruines des châteaux forts s'étaient elles-mêmes parées de mâts et de banderoles; sur le vieux pont du Saint-Esprit, orné et comme rajeuni, des arcs de triomphe avaient été dressés. A l'arrivée à Avignon, la foule massée sur les remparts, groupée sur la forteresse de Villeneuve, entassée sur l'antique pont Saint-Bénezet, prolongea longtemps ses vivats; et, le lende-

(1) *Journal des Débats*, 27 septembre 1852

main à Arles, dans la vaste enceinte des Arènes, les acclamations se renouvelèrent avec tout l'entrain méridional.

La même faveur entoura Louis-Napoléon à son entrée à Marseille. Une circonstance toute récente rendit la réception plus chaleureuse. La veille, on avait saisi dans cette ville, dans une maison du grand chemin d'Aix, une machine infernale. Ce complot dévoilé si à propos que les plus malveillants le crurent organisé à dessein, raviva le sentiment du péril social et rapprocha du Président ceux mêmes qui volontiers se seraient abstenus. Aux hommages des corps constitués vinrent se joindre d'autres félicitations. Louis-Napoléon reçut le légat du Pape, l'envoyé du roi de Naples, et aussi une députation de chefs arabes arrivés tout exprès d'Algérie. En vérité, on n'eût pas fait plus pour un souverain. Souverain! désormais le Président l'était bien, il le sentait, et les cris *Vive l'Empereur!* de plus en plus empressés, ne lui permettaient pas de l'ignorer Sous l'impression de cette fortune inespérée, il semble que son masque impassible se soit amolli et fondu, que son âme ait fait effort pour s'élever au niveau de ses devoirs et de ses honneurs. N'y a-t-il pas comme une action de grâces à la Providence dans ces belles et chrétiennes paroles qu'il prononçait en inaugurant, près du port de la Joliette, les travaux de la nouvelle cathédrale :

Partout, disait-il, je m'efforce de soutenir et de propager les idées religieuses, les plus sublimes de toutes, puisqu'elles guident dans la fortune et consolent dans l'adversité. Mon gouvernement, je le dis avec orgueil, est peut-être le seul qui ait soutenu la religion pour elle-même; il la soutient non comme instrument politique, non pour plaire à un parti, mais uniquement par conviction, et par amour du bien qu'elle inspire comme des vérités qu'elle enseigne. Lorsque vous irez dans ce temple appeler la protection du ciel sur les têtes qui vous sont chères, sur les entreprises que vous avez commencées, rappelez-vous celui qui a posé la première pierre de cet édifice, et croyez que, s'identifiant à l'avenir de cette grande cité, il entre par la pensée dans vos prières et dans vos espérances.

Les amis de Louis-Napoléon ressentaient encore une crainte. On allait traverser le département de l'Hérault, Béziers, Bédarieux, toutes ces villes fameuses dans les dernières luttes civiles

A Montpellier, dans un bal populaire, quelques cris *Vive l'amnistie!* se mêlèrent au cri *Vive l'Empereur!* « L'amnistie, repartit le prince avec une fermeté bienveillante et émue, est dans mon cœur autant que sur vos lèvres : tâchez de vous en rendre dignes par votre sagesse. » En dépit des passions non tout à fait apaisées, partout l'accueil fut bon; en beaucoup d'endroits, il fut chaleureux. « L'Hérault a fait son sacre comme les autres départements », écrivait le général Saint-Arnaud qui accompagnait le Président. Mû par un reste de défiance, il se reprend pourtant. « C'est égal, je veille; dans ces régions méridionales, derrière l'enthousiasme, on peut trouver le fanatisme. » La vigilance devenait inutile, et le général le sentit bientôt lui-même. « La présence du prince, disait-il trois jours plus tard, fait comme le soleil, elle fond la glace (1). » Dès ce moment, en effet, le voyage ne fut plus qu'un long triomphe. A chaque étape, les acclamations devenaient plus bruyantes. Les arcs de triomphe se multipliaient, et il n'était si humble bourgade qui ne voulût avoir le sien. Sur tous les mâts, le long de toutes les banderoles, sur le fronton de tous les édifices, on lisait des inscriptions qui, toutes, répétaient les mêmes vœux. « *Ave, Cesar Imperator! Ave, Ludovice Imperator, protector Franciæ! Fiat imperium! Vox populi, vox Dei!* » Le français n'était pas moins expressif que le latin. « A *Napoléon, sauveur de la propriété!* » « A *Napoléon Empereur!* » « *Quel bonheur que le* 2 *décembre!* » disait une autre inscription plus naïve que les autres. A voir l'immense concours des populations soulevées, on eût dit une de ces gigantesques farandoles qui se développent parfois dans les fêtes de ces contrées. Grisés par l'enthousiasme qu'ils avaient excité, certains préfets perdaient toute mesure et versaient dans la plus extraordinaire adulation : « Soyez le bienvenu dans ce pays où Charlemagne et saint Louis ont régné. » Ainsi s'exprimait le préfet de la Haute-Garonne en recevant le prince à Toulouse. Les prêtres, les évêques n'étaient guère moins enthousiastes que l'armée, les fonctionnaires ou les paysans. Ils comptaient beaucoup sur le nouveau souverain; celui-

(1) *Correspondance du maréchal de Saint-Arnaud,* t. II, p. 390 et 391.

ci prêtait l'oreille à chacune de leurs requêtes; il écoutait avec une attention encourageante les prélats qui, comme M. de Bonnechose à Carcassonne, lui insinuaient quelques modifications des lois civiles ou des articles organiques (1). A ces marques de sa bonne volonté il joignait les témoignages de sa munificence, dons aux églises ou aux presbytères, promesses de crédits pour la restauration ou l'achèvement des cathédrales. Quelques-uns étaient tellement ravis de ces générosités qu'ils en montraient un éblouissement un peu naïf. Tel était le vénérable cardinal Donnet, qui, dans une lettre à son clergé, détaillait, avec une pieuse prolixité, le nombre et la valeur des présents; c'étaient, disait-il, douze fauteuils en tapisserie de Beauvais qui « n'étaient pas estimés à moins de trente mille francs »; c'étaient en outre cinq mille francs pour la réparation d'un calvaire et d'un clocher; à cela s'ajoutaient encore deux « riches tableaux » dont le respectable archevêque négligeait de faire connaître le prix.

Maître de lui au milieu de l'entraînement général, Louis-Napoléon se préparait au discours solennel qui fixerait enfin la destinée du pays et la sienne.

Il le prononça le 9 octobre à Bordeaux, à l'issue d'un banquet qui lui était offert par la Chambre de commerce. Contre sa coutume, il alla droit au but.

Je le dis avec une franchise aussi éloignée de l'orgueil que d'une fausse modestie, jamais peuple n'a témoigné d'une manière plus directe, plus spontanée, plus unanime, la volonté de s'affranchir des préoccupations de l'avenir, en consolidant dans la même main un pouvoir qui lui est sympathique. C'est qu'il connaît, à cette heure, et les trompeuses espérances dont on le berçait et les dangers dont il était menacé. Il sait qu'en 1852 la société courait à sa perte. Il me sait gré d'avoir sauvé le vaisseau en arborant seulement le drapeau de France. Désabusé d'absurdes théories, le peuple a acquis la conviction que les réformateurs prétendus n'étaient que des rêveurs, car il y avait toujours inconséquence, disproportion entre leurs moyens et les résultats promis... Pour faire le bien du pays, il n'est pas besoin d'appliquer de nouveaux systèmes, mais de don-

(1) Voir Mgr Besson, *Vie du cardinal de Bonnechose*, t. Ier, p. 310.

ner, avant tout, confiance dans le présent, sécurité dans l'avenir. Voilà pourquoi la France semble vouloir revenir à l'Empire.

Le grand mot était enfin prononcé. Avec une insinuante habileté, Louis-Napoléon devançait aussitôt la principale objection.

Il est une crainte à laquelle je dois répondre. Par esprit de défiance, certaines personnes se disent : L'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis : *L'Empire, c'est la paix.* C'est la paix, car la France la désire, et, lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille. La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais non la guerre. Est-ce que les princes qui s'honoraient justement d'être les petits-fils de Louis XIV ont recommencé ses luttes? La guerre ne se fait pas par plaisir, elle se fait par nécessité; et, à ces époques de transition où partout, à côté de tant d'éléments de prospérité, germent tant de causes de mort, on peut dire avec vérité : Malheur à celui qui, le premier, donnerait en Europe le signal d'une collision dont les conséquences seraient incalculables!

A ce langage d'une si pacifique fierté, les acclamations éclatèrent et se prolongèrent longtemps. L'enthousiasme se colora d'émotion quand le prince, continuant, traça en un superbe langage le programme de son gouvernement futur, plan grandiose d'un édifice qui, hélas! ne se construisit jamais.

J'en conviens, j'ai, comme l'Empereur, bien des conquêtes à faire. Je veux, comme lui, conquérir à la conciliation les partis dissidents et ramener dans le courant du grand fleuve populaire les dérivations hostiles qui vont se perdre sans profit pour personne.

Je veux conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyance, connaît à peine les préceptes du Christ; qui, au sein de la terre la plus fertile du monde, peut à peine jouir de ses produits de première nécessité.

Nous avons d'immenses territoires incultes à défricher, des routes à ouvrir, des ports à creuser, des rivières à rendre navigables, des canaux à terminer, notre réseau de chemins de fer à compléter. Nous avons, en face de Marseille, un vaste royaume à assimiler à la France. Nous avons tous nos grands ports de l'Ouest à rapprocher

du continent américain par la rapidité de ces communications qui nous manquent encore. Nous avons partout enfin des ruines à relever, des faux dieux à abattre, des vérités à faire triompher.

Voilà comment je comprendrais l'Empire, si l'Empire doit se rétablir. Telles sont les conquêtes que je médite, et vous tous qui m'entourez, qui voulez, comme moi, le bien de notre nation, vous êtes mes soldats.

On ne pouvait mieux dire, et tout l'intérêt du voyage était désormais épuisé. Le 10 octobre, le télégraphe apporta à Paris la harangue présidentielle, le *discours de Bordeaux*, comme on l'appela aussitôt. Il se produisit alors une émotion, non artificielle ou provoquée, mais sincère et profonde, tant ce langage, par toutes ses apparences, semblait digne, conciliant et loyal! Plusieurs, même parmi les plus malveillants, se reprochèrent leur hostilité comme une injustice et se demandèrent, dans l'anxiété de leur conscience, s'il convenait de bouder davantage un règne qui s'annonçait sous de tels auspices. Quant à la République, qui donc, en ces nouvelles conjonctures, y pouvait songer encore? Tout au plus lui accordait-on une dernière mention dédaigneuse et pleine de persiflage. « Nous constatons « froidement son décès, disaient les plus libéraux; ce n'est pas « sa mort qui nous attriste, c'est sa vie qui nous a affligés. » Pendant ce temps, l'autorité publique, secondée par le zèle privé, préparait au président, pour son retour, une réception digne de lui. Ce retour était proche. Louis-Napoléon visitait rapidement Angoulême, Rochefort, la Rochelle, Tours; il faisait une dernière halte à Amboise, et, pour frapper l'opinion par un nouvel acte éclatant, il y annonçait à Abd-el-Kader prisonnier sa mise en liberté. Le 16 octobre, à deux heures de l'après-midi, il arriva à Paris.

Il y fut accueilli au milieu de toutes les pompes officielles. Tous les corps constitués s'étaient portés jusqu'à la gare d'Orléans pour le saluer. Les grondements du canon se mêlaient aux sonneries des cloches : les accents des musiques militaires alternaient avec les harmonies des cantates. Sur la place de la Bastille, le président du conseil municipal, M. Delangle, le complimenta. « La voix du peuple, lui dit-il, demande que

votre pouvoir s'affermisse afin que la stabilité du présent soit la garantie de l'avenir. » Le préfet de la Seine exprima le même vœu. Sur la longue ligne des boulevards, les théâtres, les édifices publics, quelques magasins eux-mêmes s'étaient décorés d'arcs de triomphe. Sur l'un d'eux on lisait ces vers de Virgile :

Dii patrii indigetes...
Hunc saltem everso juvenem succurrere sæclo
Ne prohibete.

Mieux encore que les vers du poète, les cris répétés dans la foule donnaient à la fête sa véritable signification. C'est dans cet appareil que Louis-Napoléon fut porté jusqu'au palais des Tuileries. Puis le soir, rassasié d'hommages, avide de recueillement et de repos, il se déroba à ces ovations et gagna le château de Saint-Cloud.

III

Le lendemain de cette journée fameuse, le *Moniteur* contenait l'avis suivant : « La manifestation éclatante qui se produit dans toute la France en faveur du rétablissement de l'Empire impose au président le devoir de consulter le Sénat. »

La haute Assemblée se réunit le 4 novembre. Tout avait été combiné pour abréger la procédure, et, afin d'éviter tout retard ou toute maladresse, les rôles avaient été distribués d'avance. Dès le début de la session extraordinaire, dix sénateurs, parmi les plus considérables, déposèrent un projet qui modifiait la Constitution et absorbait décidément la République dans l'Empire. Le projet fut transmis au gouvernement par le ministre d'État et reporté par lui au Luxembourg une demi-heure plus tard. « Le gouvernement, déclara le ministre, ne s'oppose pas à la prise en considération (1). » Sur cette réponse prévue, la

(1) *Procès-verbaux du Sénat*, 1852, t. II, p. 20-22.

commission fut nommée. M. Troplong, choisi comme rapporteur, ne se fit pas attendre. Son travail était ébauché déjà, sinon tout à fait achevé. Le 6 novembre, il le lut au Sénat.

C'était une œuvre longue, savante, décorée d'un style pompeux, avec des aperçus qui visaient à la profondeur. On insistait d'abord, comme il était juste, « sur l'immense pétition de tout « un peuple accouru sur les pas de son libérateur, sur ce plébis- « cite anticipé sorti du cœur de millions d'agriculteurs et d'ou- « vriers, d'industriels et commerçants..... » « Après les grands « ébranlements politiques, continuait le rapporteur, il arrive « toujours que les peuples se jettent avec joie dans les bras de « l'homme fort que leur envoie la Providence. C'est la fatigue « des guerres civiles qui fit la monarchie du vainqueur d'Actium. « C'est l'horreur des excès révolutionnaires autant que la gloire « de Marengo qui éleva le trône impérial. Au milieu des dan- « gers de la patrie, cet homme fort s'est rencontré au 10 dé- « cembre 1848, au 2 décembre 1851, et la France lui a confié « son drapeau prêt à périr. » Après cette courte théorie du césarisme, M. Troplong offrait aux républicains des consolations que ceux-ci vraiment n'attendaient guère. « La monar- « chie impériale, disait-il, a tous les avantages de la République « sans en avoir les dangers. Les autres régimes monarchiques « ont été accusés d'avoir placé le trône trop loin du peuple..... « mais l'Empire, plus fort que la République sur le terrain « démocratique, a été le gouvernement le plus énergiquement « soutenu et le plus vivement regretté par le peuple. C'est le « peuple surtout qui l'a retrouvé dans sa mémoire pour l'oppo- « ser aux rêves des idéologues et aux expériences des pertur- « bateurs. » Tout à fait satisfait de son argument, M. Troplong le ressaisissait avec une complaisance de plus en plus marquée. « Voilà pourquoi, poursuivait-il, la monarchie napoléonienne « a absorbé une première fois et doit absorber une seconde fois « la République. La République est virtuellement dans l'Em- « pire à cause du caractère contractuel de l'institution et de « la délégation expresse du pouvoir par le peuple. » A cette subtile apologie le rapporteur ajoutait de longs développements sur « l'idolâtrie de l'égalité », sur « les rêves des incorrigibles

novateurs », sur la démocratie grecque et surtout la romaine. Il se décidait enfin à conclure. Sa conclusion, c'était l'adoption d'un sénatus-consulte qui rétablirait la dignité impériale au profit de Louis-Napoléon Bonaparte et de sa descendance. Le sénatus-consulte n'aurait pourtant son plein effet qu'après ratification par le suffrage universel (1).

Le rapport terminé, le scrutin s'ouvrit aussitôt. Sur 87 sénateurs, 86 votèrent la proposition. Un seul s'abstint, M. Vieillard, ancien précepteur du prince. Peut-être des répugnances invétérées lui défendirent-elles de concourir à un retour monarchique : peut-être aussi, connaissant bien son ancien élève, avait-il deviné chez lui ces dangereuses échappées de l'esprit, ces entêtements mêlés d'indécision qui devaient en faire, malgré de grandes qualités, un souverain si funeste.

Si abrégés que fussent ces délais, les courtisans les trouvaient encore trop longs. Tous les corps de l'État, luttant de zèle et de louangeuse emphase, multipliaient leurs adresses. *L'Empire, c'est la paix*, avait dit le président à Bordeaux : le mot avait fait fortune et était répété partout. Les journaux officieux ne tarissaient pas en détails sur les membres de la famille Bonaparte dispersés depuis longtemps à l'étranger et, à part le roi Jérôme et son fils, tout à fait inconnus en France. Cependant la nation était convoquée dans ses comices pour les 20 et 21 novembre, et pour l'honneur du nouveau règne, il fallait que le succès fût sans ombre. Plus que jamais le *Moniteur* s'évertuait à combattre les rumeurs de toute sorte qui continuaient à courir sans qu'on en sût bien l'origine. Tantôt il démentait le bruit de nouveaux impôts, tantôt il s'ingéniait à rassurer les officiers ministériels toujours un peu inquiets sur la propriété de leurs charges. Il rappelait en outre les peines sévères qui atteignaient la propagation des nouvelles fausses, même publiées de bonne foi. Quant aux préfets, chacun d'eux voulait que son département fût le premier. Les uns, par l'espoir de grâces tellement larges qu'elles ressembleraient à une amnistie, s'appliquaient à rallier même les familles des

(1) *Procès-verbaux du Sénat*, 1852, t. II, p. 27 et suiv.

proscrits. Les autres, spéculant sur le nom de Napoléon, s'efforçaient d'exciter la fibre patriotique. D'autres, comme le préfet de la Haute-Garonne, annonçaient déjà que les résultats des votes seraient gravés sur le bronze et le marbre. Tous combattaient l'abstention, seul danger à redouter. Aux efforts des préfets se joignaient, en beaucoup d'endroits, ceux des évêques, et on éprouve quelque confusion à lire aujourd'hui les lettres pastorales de ces graves personnages. Les Livres Saints ne leur fournissaient pas d'expression assez forte pour louer « l'homme de la droite de Dieu, l'instrument des bontés de la Providence (1) ». Ils se déclaraient pleinement rassurés sur l'avenir. Suivant l'un d'eux, les paroles de Louis-Napoléon « étaient peut-être les plus belles qui fussent jamais sorties de la bouche d'un prince chrétien (2) ». Quelques-uns cependant se montraient plus réservés dans leurs pronostics ou moins fougueux dans leurs admirations : tel était Mgr Dupanloup, qui publiait en ce temps-là même un mandement prévoyant sur la *Liberté de l'Église*.

En France, l'état de l'opinion et la rigueur des lois ne permettaient guère à la minorité républicaine ou royaliste de s'affirmer. A l'étranger, les réfugiés révolutionnaires et socialistes, protégés par la liberté de l'exil, dénoncèrent de loin, en termes d'une violence inouïe, l'épreuve suprême où la République allait succomber. Le *Comité révolutionnaire* de Londres adjurait tous les démocrates « de se tenir prêts à tout et à tout « instant, de conspirer avec courage et prudence, de ne pas se « laisser surprendre comme au 2 décembre ». « Soyez toujours « prêts à vous lever et à frapper, disaient les délégués de la « Société *la Révolution*. Devant un tyran et un assassin, c'est le « seul devoir à remplir. » Quant aux proscrits réfugiés à Jersey, Victor Hugo avait en une seule phrase résumé leurs ressentiments : « Tout citoyen digne de ce nom n'a qu'une « chose à faire, charger son fusil et attendre. » — Tandis que les vaincus du coup d'État exhalaient ainsi leur rage impuis-

(1) Lettre pastorale de Mgr l'évêque de Saint-Flour.
(2) Lettre de Mgr l'évêque de Nancy.

sante, M. le comte de Chambord, dans un manifeste bien différent, proclamait le droit monarchique et rappelait à l'antique fidélité les légitimistes un peu éblouis par la fortune du nouvel Empire. Le langage de l'auguste exilé était ferme, sans colère et (chose assez rare chez les royalistes) sans illusions. « J'ignore, disait-il avec une émotion un peu découragée, s'il « me sera donné de revoir jamais mon pays, mais je suis bien « sûr qu'il n'aura pas à me reprocher une parole, une démar- « che, qui puisse porter atteinte à sa prospérité et à son « repos... » Avec une sévérité qui parut alors excessive, il condamna le régime nouveau. « Ne vous livrez pas à des illusions « qui tôt ou tard vous seraient funestes. Le nouvel Empire « qu'on vous propose ne saurait être la monarchie tempérée « et durable... On se trompe et on vous trompe; le génie et la « gloire de Napoléon n'ont pu fonder rien de stable; son nom « et son souvenir y suffiraient bien moins encore. On ne rétablit « pas la sécurité en ébranlant le principe sur lequel repose le « trône. » La fin du manifeste était empreinte d'une sereine et grandiose tristesse : « Quels que soient sur vous et sur moi les « desseins de Dieu, resté chef de l'antique race de vos rois, « héritier de cette longue suite de monarques qui, durant tant « de siècles, ont incessamment accru et fait respecter la puis- « sance et la fortune de la Francc, je me dois à moi-méme, je « dois à ma famille et à ma patrie de protester hautement « contre des combinaisons mensongères et pleines de dangers. « Je maintiens donc mon droit, qui est le plus sûr garant des « vôtres, et, prenant Dieu à témoin, je déclare à la France et « au monde que, fidèle aux lois du royaume et aux traditions « de mes aïeux, je conserverai religieusement jusqu'à mon « dernier soupir le dépôt de la monarchie héréditaire dont la « Providence m'a confié la garde, et qui est l'unique port de « salut où, après tant d'orages, cette France, objet de tout « notre amour, pourra retrouver enfin le repos et le bonheur. » — Ainsi parlait M. le comte de Chambord. Le *Moniteur,* avec une impartialité dédaigneuse, avait reproduit les proclamations des chefs socialistes. Il jugea bon de reproduire aussi, en l'accompagnant de quelques regrets courtois, le manifeste de

Frohsdorf. On aurait dit que, dans la conscience de sa force, le gouvernement voulût placer lui-même sous les yeux du pays toutes les pièces du procès qui allait se juger. Cette générosité n'était d'ailleurs pas telle qu'il fût prudent d'y compter tout à fait. Ces documents qu'il publiait, Louis-Napoléon se gardait bien de les laisser propager. La proclamation du comte de Chambord ayant été répandue dans quelques départements de l'Ouest, des perquisitions furent ordonnées, les exemplaires furent saisis et les distributeurs arrêtés.

On atteignit ainsi la date du 21 novembre. Le Corps législatif avait été convoqué pour le 25 afin de procéder au recensement des votes. Il se réunit, non sans quelques incidents. Deux députés légitimistes, M. de Kerdrel et M. de Calvières, résignèrent leur mandat, ne voulant pas s'associer à la fondation de l'Empire. M. Bucher de Chauvigné demanda pour le même motif à ne pas prendre part aux travaux de la session. M. Bouhier de l'Écluse, royaliste lui aussi, se contenta de déposer la protestation isolée d'un électeur de la Moselle (1). Dans le souci du grand événement qui absorbait toutes les pensées, ces manifestations passèrent inaperçues. Le 1er décembre, le Corps législatif proclama le résultat du scrutin. Les suffrages affirmatifs étaient au nombre de 7,824,189; les suffrages négatifs étaient de 253,145. Les abstentions s'élevaient au chiffre considérable de 2,062,798. Elles avaient été surtout nombreuses dans certaines régions telles que la Vendée, le Maine-et-Loire et surtout le Morbihan, très attachés à l'opinion royaliste (2). Il en était de même dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, la Gironde, départements populeux où le parti républicain avait conservé une partie de son influence (3). Somme toute, le résultat était plus favorable encore que celui du plébiscite qui avait suivi le coup d'État. Depuis

(1) Il donna aussi sa démission, mais un peu plus tard, à l'ouverture de la session de 1853.

(2) Les abstentions furent de 38 0/0 dans le Maine-et-Loire, de 40 0/0 dans la Vendée, de 42 0/0 dans le Morbihan

(3) Les abstentions furent de 29 0/0 dans le Rhône, de 32 0/0 dans la Gironde, et dans les Bouches-du-Rhône atteignirent 47 0/0.

le mois de décembre 1851, les partis hostiles avaient perdu près de quatre cent mille voix : Louis-Napoléon, au contraire, avait gagné un nombre de suffrages presque égal, soit que le succès eût été contagieux, soit que les déclarations sages et mesurées du prince eussent déterminé de nouvelles adhésions.

Il ne restait plus qu'à déposer aux pieds du souverain l'hommage de la nation et à le saluer du titre d'Empereur. Le 1er décembre, à la tombée de la nuit, le recensement étant achevé, les sénateurs, les députés, les conseillers d'État, tous en carrosse de gala et précédés de porte-torches à cheval, se rendirent à Saint-Cloud. M. Mesnard, vice-président du Sénat, complimenta le nouveau monarque et le fit avec une simplicité grave et digne. Comme il arrive aux libéraux qui ont cessé de l'être, M. Billault, président du Corps législatif, ne sut pas garder la même mesure et versa dans l'adulation. « La France se livre à vous tout entière », dit-il à l'Empereur; et même en un temps où l'excessive louange était commune, cette humilité déplut. Napoléon III (car on doit désormais lui donner ce nom qu'il portera dans l'histoire) laissa percer dans sa réponse cette émotion communicative qu'inspire l'extrême bonheur comme l'extrême adversité. Il affirma avec un peu de complaisance pour lui-même que son règne n'avait pas pour origine, comme tant d'autres, la violence et la ruse. Il parla de sa reconnaissance envers la nation. Avec une modestie qui toucha, il fit appel « aux hommes indépendants qui l'aideraient de leurs « conseils et ramèneraient son autorité dans de justes limites si « elle pouvait s'en écarter jamais ». Il rendit habilement un double hommage aux dynasties ses devancières, et au suffrage universel d'où dérivait son autorité. « Non seulement je recon« nais les gouvernements qui m'ont précédé, mais j'hérite en « quelque sorte de ce qu'ils ont fait de bien ou de mal... Mon « règne ne date pas de 1815, il date de ce moment même où « vous venez de me faire connaître les volontés de la nation. » La harangue impériale se terminait par les plus nobles paroles : « Aidez-moi, messieurs, disait le souverain, à asseoir un gou« vernement stable qui ait pour base la religion, la probité, la « justice, l'amour des classes souffrantes. »

L'Empire était officiellement rétabli. La cérémonie achevée, sénateurs, députés, conseillers d'État regagnèrent Paris, roulant dans leurs pensées toute sorte de projets ambitieux, et s'étonnant de la fortune du prince comme de la leur propre. Ce n'était pas que, pour un grand nombre, tant de prospérité ne laissât place à bien des retours. Beaucoup avaient, au cours de leur longue carrière, vu bien des fêtes pareilles, et, à Saint-Cloud comme aux Tuileries, avaient renouvelé à trois dynasties successives les mêmes promesses de perpétuité. Ceux-là sentaient plus de souvenirs se réveiller dans leur mémoire que d'espérances naître dans leur cœur, et, devant le spectacle de ce jour, ils inclinaient suivant leur nature à la mélancolie ou au scepticisme. Plusieurs, sans doute, tandis que leur voiture cheminait dans la nuit brumeuse, essayèrent de tirer l'horoscope du règne et calculèrent, dans la solitude de leurs pensées, la durée de ses splendeurs et l'heure probable de sa chute. Soin inutile! Qui donc, même parmi les moins confiants, eût pu imaginer dans le lointain avenir autre chose qu'une disgrâce soudaine, qu'un exil imprévu, comme au 29 juillet 1830, comme au 24 février 1848? Qui donc eût pu soutenir un seul instant, si elle lui était apparue, la vision, même affaiblie ou partielle, de ce qui, dix-huit ans plus tard, presque jour pour jour, deviendrait une réalité : ce palais de Saint-Cloud aujourd'hui éclairé des dernières lueurs de la fête qui s'achève, et alors tout illuminé de l'incendie qui le consume : ce pont de la Seine que le somptueux cortège de 1852 traverse au milieu de quelques curieux paisibles, et alors poste avancé contre l'ennemi : ce bois de Boulogne qu'on commence à orner pour les décorations de la paix, et alors animé de tous les bruits de la guerre : ce Paris où l'on va rentrer, dont on aperçoit, le long du fleuve et sur les collines, les scintillantes lumières, ce Paris alors enveloppé d'ombres et se débattant sans espoir dans le cercle qui l'étreint. Qui n'eût pas secoué ce rêve comme un cauchemar de la fièvre et n'eût pas jugé impie et insensé de l'entretenir ou d'y croire? Dieu, Dieu seul tenait en ses mains le fil de ce règne, l'un des plus extraordinaires qui furent jamais, et ce fil était invisible à tous les yeux, même

à ceux que la rancune ou la haine rendait le plus perspicaces.

Futuri temporis exitum
Caliginosa nocte premit Deus.

IV

Le 2 décembre, Napoléon III fit son entrée dans Paris. Superstition ou calcul, désir de frapper les masses ou défi pour ses adversaires, il avait choisi la date du coup d'État pour l'inauguration de sa dignité suprême. Les jours suivants furent consacrés à ces soins multiples qui accompagnent tout nouveau règne. Fidèle à la coutume des anciens rois et plus encore aux inspirations de son excellent cœur, l'Empereur porta d'abord sa pensée vers les malheureux, et ses premières visites furent pour l'Hôtel-Dieu et le Val-de-Grâce. Des amnisties furent accordées pour la plupart des délits spéciaux. Parmi les criminels de droit commun, beaucoup obtinrent la remise ou l'adoucissement de leur peine. Les condamnés politiques de 1848 et 1849 étaient pour la plupart détenus à Belle-Ile, et, depuis longtemps, le public ne songeait plus à eux : la clémence impériale moins oublieuse s'étendit à plusieurs de ces infortunés, plus égarés que coupables. Un jour notamment, le *Moniteur* prit la peine d'annoncer la mise en liberté de Sobrier : mais qu'était-ce que Sobrier? qui se souvenait encore de lui? Les émeutiers de 1848 n'étaient-ils pas comme les acteurs démodés d'une pièce depuis longtemps sifflée? D'autres vaincus de la politique préoccupaient davantage l'opinion sans la passionner beaucoup : on se demandait quel serait le sort des exilés du coup d'État. Le *Moniteur* du 9 décembre se chargea de répondre à cette pensée. Il annonça que tous les bannis, sauf de rares exceptions, seraient autorisés à rentrer en France. Une condition était toutefois imposée, la reconnaissance du gouvernement établi, et cette restriction, quoique

fort logique, devait, pour un grand nombre, rendre le retour impossible ou malaisé. Dans l'indulgence générale, la Presse elle-même eut sa part : tous les avertissements prononcés jusque-là furent annulés : les journalistes respirèrent, mais pas pour longtemps; car l'administration ne déchira l'ancien carnet des pénitences que pour en commencer aussitôt un nouveau.

Généreux envers ses adversaires, Napoléon III fut, au lendemain de l'Empire comme au lendemain du coup d'État, prodigue envers ses amis. Les généraux Saint-Arnaud et Magnan, noms fameux depuis le 2 décembre, furent créés maréchaux de France; le général Castellane, chef énergique de l'armée de Lyon, fut élevé à la même dignité. Les cadres de la deuxième section de l'état-major général, supprimés en 1848, furent rétablis. Quant aux promotions de généraux et de colonels, on ne les compta plus. Dans l'ordre civil, les faveurs ne furent guère moindres. M. de Morny fut fait grand-croix de la Légion d'honneur, M. Walewski grand officier. L'organisation des charges de cour allait fournir une occasion nouvelle pour satisfaire les convoitises ou récompenser les dévouements. Il plut enfin au souverain d'assurer aux sénateurs des émoluments égaux à leur rang. Aux termes de la Constitution du 14 janvier, ces hautes fonctions étaient en principe gratuites : le chef de l'État ne pouvait que par exception y attacher une indemnité pécuniaire. Cette exception s'étant bientôt généralisée, les membres de la haute assemblée avaient reçu les uns 15,000, les autres 20,000, quelques-uns 30,000 francs. L'Empereur jugea bon de régler cette situation incertaine et d'assurer à tous le traitement des plus favorisés. Ce n'était au surplus qu'un retour de bon procédé ou, si l'on veut, un échange de dotation mutuelle. Le Sénat, non moins large pour le souverain que le souverain ne l'était pour lui, venait, par un sénatus-consulte du 12 décembre, d'élever de douze à vingt-cinq millions la liste civile impériale.

L'Empereur demanda au Sénat un autre acte de complaisance, et celui-là plus regrettable. L'indépendance du Corps législatif pendant la dernière session lui avait laissé un souvenir pénible et presque amer. Il avait encore dans l'oreille les

acerbes paroles de M. de Montalembert. Les critiques plus déguisées de M. de Chasseloup-Laubat l'avaient elles-mêmes froissé à tel point, que celui-ci, s'étant présenté peu après au conseil général dans la Charente, avait été combattu par l'administration. Dans les régions officielles, on redoutait que, sous couleur de discussions budgétaires, on ne revînt comme au temps jadis à la politique. Une fois sur le trône, le nouveau souverain eut à cœur de punir ces modestes essais d'émancipation. Les réformes constitutionnelles appartenant à la haute Chambre, un projet de sénatus-consulte, rédigé dans cet esprit, fut, le 6 décembre, porté au Luxembourg.

Ce projet diminuait en trois matières considérables les attributions déjà si restreintes du pouvoir législatif. C'était d'abord en matière de traité de commerce que l'Empereur avait voulu fixer son droit, et il le fixait d'une façon tout à fait léonine. « Le président de la République est chef de l'État; il fait les « traités de paix, d'alliance et de commerce. » Ainsi s'était exprimé l'article 6 de la Constitution. Nonobstant ces termes généraux, une opinion fort accréditée estimait que toute modification de tarifs devrait être soumise au contrôle de la Chambre : au cours de la dernière session, M. de Flavigny avait hautement revendiqué cette prérogative, et ses paroles avaient été accueillies avec une visible faveur. Il importait d'écarter cette interprétation et de consacrer l'omnipotence souveraine. « Les traités de commerce faits en vertu de l'article 6 de la « Constitution ont force de loi, disait le projet de sénatus-con- « sulte, pour les modifications de tarif qui y sont stipulées. » — Sur un second point, l'Empereur ne manifestait pas une moins ferme volonté de s'affranchir de toute entrave. Toutes sortes de desseins, souvent grandioses et généreux, mais souvent aussi chimériques ou coûteux à l'excès, hantaient son esprit : il lui aurait déplu qu'une Assemblée, mesquinement économe ou de courtes vues, vînt arrêter l'essor de ses pensées ou soufflât sur ses rêves. Aux termes de l'article 4 du projet, « tous les travaux « d'utilité publique et toutes les entreprises d'intérêt général « seraient autorisés et ordonnés par décret de l'Empereur ». Donc le souverain pourrait tout entreprendre, pourrait com-

promettre à son gré les finances publiques. Sans doute le vote des crédits serait réservé au Corps législatif qui aurait ainsi le dernier mot : mais, les entreprises une fois engagées, qui pourrait se refuser à régulariser la dépense? — Une importante réforme en matière budgétaire achevait d'émanciper le chef de l'État et de lui donner, comme on dit, les coudées franches. En 1831, il avait été soigneusement stipulé que le budget serait voté par chapitre, et il avait été ajouté que les sommes affectées à chaque chapitre ne pourraient être reportées à des chapitres différents. Sous la monarchie de Juillet, certains députés avaient parfois porté jusqu'à l'excès le scrupule de la spécialité des crédits. Un si petit train de gouvernement ne pouvait convenir à un Bonaparte, et il semblait urgent d'épargner à l'Empereur une sujétion indigne de lui. Après avoir établi que le budget des dépenses serait présenté au Corps législatif avec ses subdivisions administratives par chapitre et par article, le projet gouvernemental continuait en ces termes : « Le budget... « est voté par ministère. La répartition par chapitres du crédit « accordé pour chaque ministère est réglé par décret de l'Em« pereur rendu en conseil d'État. » Ce n'est pas tout. « Des décrets spéciaux pourraient autoriser des virements d'un chapitre à un autre. » Ainsi le voulait l'article 12 du projet. Et, comme si cette prérogative eût intéressé le salut de l'État au point de faire oublier les règles ordinaires, la nouvelle législation aurait un effet rétroactif et s'appliquerait au budget, déjà voté, de 1853. — Tel était le sénatus-consulte nouveau. A la vérité, le Corps législatif ainsi diminué recevait une compensation. Une indemnité mensuelle de 2,500 francs était attribuée aux députés en session. Mais était-ce bien de compensation qu'il s'agissait, et le salaire accordé à cette Assemblée par l'acte même qui la spoliait n'était-il pas la plus injurieuse des faveurs?

Si docile que fût le Sénat, un si téméraire accroissement des attributions exécutives le surprit au point de l'effrayer. Au palais du Luxembourg, les langues se délièrent; ce ne furent, au reste, que des conversations, et même à voix basse, où le blâme, n'osant atteindre le chef de l'État, s'égarait sur ses con-

seillers. L'exposé de motifs, œuvre des commissaires impériaux, justifiait mal, disait-on, les nouvelles réformes, à moins qu'on ne voulût s'acheminer vers l'absolutisme pur et simple; l'état de l'opinion publique, ajoutait-on, n'expliquait guère une si défiante vigilance. Pendant plusieurs jours, cette impression prévalut.

Dans ces conjonctures, nullement périlleuses, tout au plus un peu embarrassantes, le gouvernement, au lieu de précipiter le vote, laissa les esprits se calmer. Puis M. Troplong, nommé, cette fois encore, rapporteur de la commission, se fit de nouveau l'avocat de la pensée impériale. A vrai dire, il l'interpréta plutôt qu'il ne la traduisit et s'attacha moins à louer le projet qu'à désarmer les objections. Il ne nia pas que le pouvoir discrétionnaire, conféré à l'Empereur en matière de traité commercial et de tarif, n'eût éveillé les répugnances de ses collègues. Pour vaincre ces scrupules, il vantait la sagesse du gouvernement. Avant de toucher aux intérêts du commerce et de la navigation, de l'agriculture ou de l'industrie, on ne manquerait pas de procéder aux enquêtes les plus minutieuses et de s'entourer des avis les plus éclairés. Le rapporteur évoquait habilement le nom de Colbert, cet homme d'État sans parlement, si attentif à développer la richesse nationale et mieux renseigné par ses comités consultatifs que jamais prince constitutionnel ne le fut par les Chambres électives. Quant au droit de décréter sans l'intervention législative tous les travaux d'utilité publique, M. Troplong s'efforça de tempérer et d'adoucir le caractère exorbitant de cette faculté. Il établit une distinction plus théorique que pratique entre le travail et la dépense; ordonner le travail est affaire du gouvernement, régulariser la dépense appartient au pouvoir législatif. C'est avec la même réserve prudente que le rapporteur défendit le nouveau mode de votation du budget. Il s'attacha surtout à railler les longs débats financiers des chambres d'autrefois, « ce budget émietté en parcelles infinies, ce contrôle rapetissé, annulé tant il s'égarait dans la superfétation » ; et, dans cette œuvre de critique, il avait beau jeu; car il était sûr de réunir dans une même approbation tous ceux qui avaient à se plaindre des régimes déchus

ou qui, par insuffisance ou mauvaise fortune, n'avaient pu s'y faire leur place.

Le rapport de M. Troplong n'entraîna pas tellement l'Assemblée que le projet ne rencontrât quelques contradicteurs. C'étaient des contradicteurs amicaux, n'articulant que des reproches discrets, ne parlant que pour leurs collègues; car le public n'entrait pas au Luxembourg, et la presse ne reproduisait point les discussions sénatoriales. M. de Ségur d'Aguesseau, M. d'Audiffret, M. Charles Dupin, M. Boulay de la Meurthe lui-même, si attaché pourtant au nouvel Empire, firent leurs réserves, plaidèrent avec plus de bon sens que d'entrain la cause du Corps législatif, se louèrent fort qu'on eût restreint les attributions de la Chambre, mais nièrent qu'il fût opportun de les diminuer encore (1). Il fallut que le gouvernement engageât dans le débat deux de ses commissaires les plus considérables, M. Baroche et M. Rouher. Malgré cette intervention, il se trouva sept sénateurs qui rejetèrent le sénatus-consulte et refusèrent de livrer à l'Empire naissant ce qui restait des libertés publiques. Même parmi ceux qui émirent une opinion favorable, beaucoup étaient entraînés plutôt que persuadés, et leur vote fut le résultat de leur docilité bien plus que de leur conviction réfléchie.

Est-il besoin de dire que ces débats à huis clos demeuraient ignorés? Dans les documents contemporains, tout au plus trouve-t-on quelque allusion à ce sénatus-consulte qui, en matière économique et financière, consacrait l'omnipotence impériale. A la fin de cette année 1852, un seul souci, un seul restait aux amis du pouvoir, c'était que l'Empire, acclamé par le peuple français avec tant d'empressement, fût, avec le même bonheur, reconnu à l'étranger.

A cet égard, une double complication naissait. La première dérivait du Congrès de Vienne qui avait exclu à perpétuité du trône de France Bonaparte et sa famille; les puissances laisseraient-elles protester leur signature, signature déjà ancienne, mais non encore effacée par les années? La seconde découlait

(1) *Procès-verbaux des séances du Sénat*, année 1852, t. II, p. 230-312.

du titre même qu'avait adopté Louis-Napoléon. Tenant pour valable la proclamation éphémère du duc de Reichstadt, il s'était appelé Napoléon « III ». Ce chiffre semblait indiquer la prétention à une sorte de légitimité impériale perpétuée à travers le temps; et, bien que le souverain français désavouât une pareille pensée, il était à craindre que l'Europe fût plus émue que de raison par cette apparence. A cette double difficulté se joignait une appréhension assez générale au dehors, c'était que le neveu de l'Empereur eût hérité non pas seulement de son nom, mais de ses ambitions. Pleinement rassurés à l'intérieur, les conseillers de Napoléon III attendaient, non pas avec anxiété, mais avec une impatience un peu nerveuse, les premiers signes où se reconnaîtrait la défiance ou le bon vouloir des monarques étrangers.

Le premier gouvernement qui reconnut le nouvel Empire fut celui des Deux-Siciles, et, de la part d'un roi Bourbon, cet empressement surprit. Ce fut ensuite le tour de la Suisse, puis du Piémont, ce futur et fatal client de la France. Certains États secondaires de l'Allemagne manifestèrent bien vite leur bonne volonté; tels furent Francfort, Darmstadt, Nassau, tel fut surtout le roi de Wurtemberg qui félicita avec beaucoup de chaleur notre envoyé, le duc de Guiche. Le *Moniteur* enregistrait avec soin ces modestes témoignages, les exagérait même un peu, espérant qu'ils en entraîneraient d'autres et de plus haut prix. Le roi des Belges fut aussi l'un des premiers à reconnaître le nouveau souverain. Il se hâta, non par sympathie, mais par crainte. Il redoutait les desseins de l'Empereur; les représentations qui lui étaient faites par le cabinet français, à propos soit des excès de la presse, soit des hardiesses des réfugiés, lui paraissaient présager quelque tentative prochaine d'annexion; pendant l'été de 1852, se trouvant à Wiesbaden, il avait même à plusieurs reprises jugé avec une extrême sévérité l'incapacité de Louis-Napoléon et l'inquiétante mobilité de ses desseins (1). A ces reconnaissances s'ajouta une adhésion plus importante, celle de la Grande-Bretagne. Ce n'était pas que la presse et

(1) Voir *Correspondance diplomatique de M. de Bismarck*, t. I, p. 61.

l'opinion publique en Angleterre fussent favorables à Napoléon ; bien au contraire, elles dénonçaient avec une ardeur moitié jouée, moitié sincère, ses prétendues ambitions. Mais le cabinet britannique, sans combattre ouvertement ces préventions, ne les partageait pas. Au *Foreign-Office*, on savait gré à l'Empereur de ses déclarations pacifiques. Une circonstance particulière avait touché. Le duc de Wellington étant mort, le gouvernement français s'était fait représenter aux funérailles de cet irréconciliable ennemi du premier Empire. « Je veux oublier le passé (1) », avait dit Louis-Napoléon. C'est d'ailleurs une tradition des hommes d'État anglais d'accepter tous les *pouvoirs existants*, quelle que soit leur origine. Dès le 6 décembre, le comte Malmesbury, alors ministre des affaires étrangères, fit connaître à la Chambre des lords les intentions du gouvernement de la Reine. « La volonté du peuple français, « dit-il, s'est clairement manifestée. Le nouveau souverain, « quoiqu'il ait pris le titre de Napoléon « *III* », fonde son pou- « voir, non sur une prétendue hérédité impériale contraire aux « déclarations du Congrès de Vienne, mais sur l'assentiment « national. Les assurances les plus satisfaisantes, poursuivit le « ministre, nous ont été données soit sous la forme officielle, « soit dans des entretiens privés. » Lord Malmesbury annonça en terminant la prochaine reconnaissance de l'Empire français, et il l'annonça avec une joie qui perçait à travers la réserve commandée de son langage ; car il avait été aux jours déjà lointains de l'exil l'un des amis les plus fidèles de Louis-Napoléon (2).

Il restait à connaître les dispositions des trois grandes puissances continentales. A Vienne, le sentiment général était sinon bienveillant, au moins sans hostilité marquée. A Berlin, les craintes semblaient plus vives et le déplaisir se déguisait moins. Là régnait Frédéric-Guillaume, prince à l'esprit élevé, mais fantasque, à l'imagination mobile, très attaché aux principes de la Sainte-Alliance, mais avec une teinte de libéralisme mystique, partagé entre les scrupules de sa conscience et les ambi-

(1) Théodore Martin, *The life of prince consort*, t. II, p. 475.
(2) Voir *Parliamentary debates, third series*, t. CXXIII, p. 976.

tions traditionnelles de sa dynastie, mettant Dieu de moitié dans tous ses rêves, ce qui rendait à ses propres yeux ses hallucinations sacrées. Le nom de Napoléon lui inspirait une aversion mêlée de superstitieuse terreur. Le prince lui apparaissait comme « la révolution incarnée (1) ». Son âme, aussi prompte à la terreur qu'à l'enthousiasme, voyait déjà le soulèvement de la Pologne, de la Hongrie, de l'Italie, de la Belgique, et l'ancienne Europe bouleversée. Durant toute cette année 1852, dans ses lettres au chevalier de Bunsen, son ambassadeur à Londres et son plus cher confident, il n'avait cessé d'insister pour que les quatre grandes puissances s'unissent et se garantissent leurs territoires réciproques. L'Empire à peine proclamé, son imagination frappée lui montra le fantôme d'une invasion. « La Belgique, écrivait-il le 7 décembre au chevalier de Bunsen, est l'objectif le plus prochain de l'oiseau de proie récemment couronné (2). » Sans plus tarder, il voulait un traité, une convention militaire ; il offrait de mettre cent mille hommes au service de l'alliance. Heureusement il y a loin de la pensée à l'action ; il y avait loin surtout pour Frédéric-Guillaume, aussi mobile qu'impressionnable et le plus irrésolu des hommes. On savait que, malgré ses ardeurs fébriles, il ne devancerait pas les autres puissances, mais les suivrait ; aussi les regards se tournaient-ils bien moins vers la Prusse que vers la Russie.

Entre la cour de Saint-Pétersbourg et la nouvelle cour des Tuileries, il y eut un moment non de crise, mais de tension marquée. Le czar Nicolas avait tout d'abord applaudi à l'acte du 2 décembre. Plus tard, les correspondances officieuses qui lui venaient de Paris, et en assez grand nombre, l'avaient mal disposé pour le nouvel état de choses. Il eût voulu que Napoléon se contentât d'une dictature personnelle et viagère. La restauration de la monarchie napoléonienne lui déplaisait, soit qu'il se crût le gardien de la Sainte-Alliance, soit que l'Empire

(1) Lettre de Frédéric-Guillaume au chevalier de Bunsen, 27 novembre 1852. (Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelms IV mit Bunsen, von Leopold von Ranke, p. 295.)

(2) Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelms IV mit Bunsen, von Leopold von Ranke, p. 296.



français, relevé dans des conditions si propices, lui parût faire ombrage au sien. Quelques jours s'écoulèrent avant que la raison l'emportât sur le dépit. Quand le Czar se décida à reconnaître le nouveau règne, il laissa dans un mince détail percer sa mauvaise humeur. Dans les lettres de créance présentées par M. de Kisselef à Napoléon III, Nicolas avait omis l'appellation de *frère* usitée entre souverains. M. Drouyn de Lhuys prit la chose fort à cœur, et, dans une conversation très vive, reprocha à l'envoyé russe cet oubli de l'étiquette. « La cour de Saint-« Pétersbourg est bien jeune, lui dit-il avec hauteur, pour « rompre avec les traditions ou prétendre en créer de nou-« velles (1). » Napoléon III fut moins chatouilleux et affecta de ne point sentir la nuance dédaigneuse de l'omission. — Qu'importait en effet? L'Empire, reconnu dès la première heure par l'Angleterre, venait de l'être, quoique à contre-cœur, par la Russie. Les jours suivants, les ministres de Prusse et d'Autriche présentèrent leurs lettres de créance. Sans doute, l'approbation de l'Europe n'était point prompte et empressée comme l'avait été le plébiscite du peuple français. Mais tout embarras était écarté, toute complication éloignée. La paix extérieure était assurée, la paix intérieure profonde. En ce temps-là même, un événement se préparait qui allait couronner la fortune de Napoléon III et affermir encore ses destinées.

V

Dans son rapport sur le sénatus-consulte qui rétablissait l'Empire, M. Troplong avait exprimé « l'espérance que, dans « un temps non éloigné, une épouse viendrait s'asseoir sur « le trône qui allait s'élever et donnerait à l'Empereur des « rejetons dignes de son grand nom et de ce grand pays. Puis-

(1) *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys,* par M. Bernard d'Harcourt, p. 69.

« que l'Empire est fait en vue de l'avenir, continuait le rap-
« porteur, il doit porter en lui toutes les conséquences légitimes
« qui préserveront cet avenir des incertitudes et des secousses. »

En parlant de la sorte, M. Troplong avait exprimé une opinion alors presque unanime. On restaurait l'Empire héréditaire, mais on cherchait avec inquiétude où serait l'héritier. Les enfants de Lucien étant écartés, le roi Joseph n'ayant pas laissé de postérité, on n'apercevait autour de l'Empereur que le roi Jérôme, ancien souverain de la Westphalie, et son fils, le prince Jérôme-Napoléon. C'était peu pour une dynastie. De ces deux personnages, le premier, déjà fort vieux, éveillait l'idée du passé bien plus que de l'avenir. Quant au second, la jeunesse ne lui manquait point, ni les dons extérieurs, ni le talent non plus. Mais une impression de défiance, qui s'accentua plus tard, s'attachait déjà à sa personne. A l'Assemblée législative, on l'avait vu siégeant parmi les Montagnards. Lié d'amitié avec plusieurs des vaincus du coup d'État, il avait cette singulière fortune d'être, par sa naissance, le plus rapproché du trône et d'en être le plus éloigné par les sentiments. Par une étrange ironie des choses, il allait devenir le principal bénéficiaire d'une évolution qu'il affectait de désapprouver. Dans les cérémonies officielles, on l'apercevait au milieu des brillants uniformes, revêtu d'un simple habit noir comme par une protestation démocratique, et portant sur son visage aux lignes régulières et dures une expression non déguisée de hauteur, d'ennui et de dédain. Ceux qui le connaissaient vantaient son intelligence apte à tout pénétrer, mais s'appliquant tour à tour à toutes choses, par caprices et comme par à-coups. Si démocrate qu'il fût, on affirmait qu'il dédaignerait moins que personne les larges aises et le grand luxe de son rang princier Il était, disait-on, tout en contrastes, absolu dans ses volontés comme un autocrate et violent dans ses opinions comme un démagogue, dur à l'ordinaire, et, par intervalles, aimable jusqu'à la séduction, maladroit souvent, quoique avec beaucoup de perspicacité naturelle, changeant dans ses impressions et pourtant fidèle en quelques-unes de ses amitiés, d'une éloquence chaude et véhémente avec des thèses excessives et des

paradoxes voulus, ambitieux, mais pas assez pour plier à ses ambitions ses convenances ou ses fantaisies, rebelle à toute contrainte, à celle des mœurs comme à celle de l'étiquette et du langage, plus embarrassant qu'utile pour le chef de sa famille, aimé de lui cependant malgré de fréquents démêlés. Ses opinions, toutes portées à l'extrême, étaient successives, sauf une sur laquelle il n'avait jamais varié : il nourrissait une hostilité systématique contre tout symbole religieux en général, contre la religion catholique en particulier; et cette tendance non dissimulée eût été à elle seule un obstacle invincible, à une époque où l'Empire naissant cherchait son appui dans le clergé presque autant que dans le peuple et dans l'armée.

Ce double sentiment de confiance pour Napoléon et d'éloignement pour sa famille ne se retrouvait nulle part plus vivement qu'au Sénat. Lorsque les sénateurs, au commencement de novembre, avaient été convoqués à Paris en vue d'établir le règne nouveau, beaucoup d'entre eux s'étaient refusés à consacrer le droit d'hérédité impériale au profit du roi Jérôme et de sa descendance. Les hommes les plus considérables, M. Rouher, M. Baroche, avaient essayé sans succès de vaincre les scrupules raisonnés des uns, les répugnances instinctives des autres. De guerre lasse, on s'était arrêté à une sorte de transaction. L'article 4 du sénatus-consulte, qui fut proposé le 4 novembre et voté deux jours plus tard, ne se prononçait point sur l'hérédité collatérale et laissait à l'Empereur le soin de la régler par un décret organique. Peu après, le roi Jérôme abdiqua la présidence du Sénat, et l'attitude de la haute Assemblée pour lui-même et surtout pour son fils ne fut sans doute pas étrangère à sa résolution. Quant au décret organique, il parut le 26 décembre. Il consacrait le droit héréditaire dans la descendance de Jérôme, mais était précédé de considérants qui ôtaient à cette désignation une partie de son prix. « Nous espérons, « disait l'Empereur, qu'il nous sera donné de contracter sous « la protection divine une alliance qui nous permettra de laisser « des héritiers directs. » Napoléon III indiquait ainsi qu'il avait entendu le vœu du Sénat, le vœu du peuple surtout, et qu'il n'attendait que l'occasion d'y déférer.

Qui serait appelé au périlleux honneur de s'asseoir à côté de Napoléon III sur le trône de France?

Au mois de septembre, le bruit s'était répandu que Louis-Napoléon s'unirait à la princesse Wasa. Le *Moniteur* ayant annoncé d'après le *Morning-Post* qu'aucune proposition positive n'avait été faite, mais que les pourparlers n'étaient point rompus, la rumeur prit consistance et s'accrédita. Les choses en étaient là, quand on apprit le mariage de la princesse avec le prince Auguste-Albert de Saxe. Dans l'entrefaite, les amis du nouvel empereur s'étaient avisés d'une autre combinaison, et leurs vues s'étaient portées sur la princesse Adélaïde de Hohenlohe, nièce de la reine Victoria. M. de Morny s'adressa à lord Malmesbury, alors ministre des affaires étrangères et ancien ami de Napoléon III. Vers le milieu de décembre, M. Walewski, ambassadeur de France, fit une démarche qui, dit-on, ressemblait presque à une demande. La princesse, assure-t-on, n'aurait pas répugné au sort aventureux, mais brillant, que semblait lui promettre la fortune. La reine Victoria était hostile au projet. Mais, pendant ce temps, l'Empereur, peu soucieux de ses ministres et de ses conseillers, avait engagé ailleurs sa pensée et son cœur, s'était même tellement engagé, que si ses amis avaient réussi à Londres, ils eussent été terriblement embarrassés de leur succès (1).

Parmi les étrangers que Paris attirait et qui, par de longs séjours dans la capitale, y avaient acquis un véritable droit de cité, se trouvait une jeune Espagnole âgée de vingt-six ans, de remarquable beauté et de haute naissance, Mlle Eugénie de Montijo. Vers la fin de l'automne, on annonça que l'Empereur l'avait remarquée. Dans les promenades ou à l'Opéra, la curiosité publique s'attacha aussitôt à elle, curiosité gênante à force d'être indiscrète. A quelque temps de là, la nouvelle cour s'étant transportée à Compiègne, Mlle de Montijo et sa mère, veuve depuis longtemps, furent au nombre des invités. Dans le laisser aller relatif de cette belle résidence royale, l'étiquette se relâchait un peu. Le souverain ne dissimula plus

(1) Voir *Greville's Memoirs*, t. VII, p. 38-41.

ses préférences. Volontiers il s'attachait aux pas de la jeune fille, soit qu'il l'accompagnât dans le parc du château, soit qu'il chevauchât à sa suite dans les allées de la forêt. A certaines marques de courtoisie empressée, il fut aisé de deviner une sympathie qui tournait à l'entraînement. Un jour, dans une course matinale, la belle étrangère ayant fort admiré une feuille de trèfle bizarrement découpée et chargée de rosée, le monarque commanda aussitôt un bijou pareil où des brillants figuraient les gouttes de rosée et le lui offrit le lendemain (1). Calcul ou naturelle fierté, la jeune Espagnole, loin de provoquer cette passion naissante, la laissa se développer. Surtout elle eut soin de marquer quel genre de faveur serait seul digne d'elle. On assure (2) que l'Empereur, avant de lier son sort à celui de Mlle de Montijo, lui dépeignit les tristesses plus encore que l'éclat du rang suprême. Il lui dit tout : l'impopularité dans les classes élevées, la malveillance dans les grandes puissances, le péril toujours présent des attentats; il lui dépeignit même la fragilité de ce trône où elle allait s'asseoir. Ce langage était moins propre à éloigner la jeune fiancée qu'à piquer son courage. Ceux qui connaissaient la future compagne de l'Empereur ne déguisaient point les lacunes de son esprit et de son éducation. Ses longs voyages, la fréquentation d'une société exotique l'avaient disposée à des abandons faciles suivis peu après de retours hautains. Sa volonté était capricieuse; son jugement était parfois peu sûr; son instruction manquait d'étendue. En revanche, elle était bonne et portée à de nobles élans de compassion : sa piété, quoique un peu étroite, était ardente et sincère : surtout elle était vaillante, et capable de prendre d'un cœur viril sa part dans les épreuves aussi bien que dans les joies.

Cependant le public, piqué de curiosité, suivait avec une attention ardente cette liaison imprévue et si vivement conduite. Beaucoup n'y voulaient voir qu'un attachement passager. Dans l'entourage des Tuileries, on souhaitait, tant par vanité que par

(1) M. DE MAUPAS, *Mémoires*, t. II, p. 16.
(2) Voir *The Greville's Memoirs*, t. VII, p 38

politique, une alliance royale, et les projets encore mal connus de l'Empereur excitaient un dépit peu dissimulé. L'incertitude fut courte. Napoléon III était par nature lent à se décider : parfois aussi il faisait éclater ses desseins avec une déconcertante brusquerie. Un jour, vers le commencement de janvier 1853, ayant réuni ses ministres, il leur annonça, sans plus de préambule, ses fiançailles. La résolution étant prise, le silence était le seul blâme qui fût permis. Le 22 janvier, le bureau du Sénat et du Corps législatif, ainsi que le conseil d'État, furent convoqués dans la salle du Trône, et le monarque leur notifia officiellement son mariage. Il le fit dans une harangue de tour original qui mérite d'être rapportée. Il commença, comme on devait s'y attendre, par contester les avantages des alliances souveraines qui « substituent souvent l'intérêt des familles à l'intérêt national ». Parmi les mariages royaux, un seul trouvait grâce à ses yeux, celui de Napoléon avec Marie-Louise.

C'était une satisfaction pour l'orgueil national, de voir l'antique et illustre maison d'Autriche, qui nous avait fait si longtemps la guerre, briguer l'alliance du chef élu d'un nouvel empire. Sous le dernier règne, au contraire, l'amour-propre du pays n'a-t-il pas eu à souffrir lorsque l'héritier de la couronne sollicitait infructueusement, pendant plusieurs années, l'alliance d'une maison souveraine, et obtenait enfin une princesse, accomplie sans doute, mais seulement dans des rangs secondaires et dans une autre religion?

Quand, en face de la vieille Europe, poursuivait l'Empereur, on est porté par la force d'un nouveau principe à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des rois qu'on se fait accepter; c'est bien plutôt en se souvenant toujours de son origine, en conservant son caractère propre, et en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de parvenu, titre glorieux lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple.....

Celle qui est devenue l'objet de ma préférence, ajoutait Napoléon, est d'une naissance élevée. Française par le cœur, par l'éducation, par le souvenir du sang que versa son père pour la cause de l'Empire, elle a, comme Espagnole, l'avantage de ne pas avoir en France de famille à laquelle il faille donner honneurs et dignités. Douée de toutes les qualités de l'âme, elle sera l'ornement du trône, comme au jour du danger elle deviendrait un de ses courageux

appuis. Catholique et pieuse, elle adressera au Ciel les mêmes prières que moi pour le bonheur de la France; gracieuse et bonne, elle fera revivre dans la même position, j'en ai le ferme espoir, les vertus de l'impératrice Joséphine. Je viens donc, Messieurs, dire à la France : J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Bientôt, en me rendant à Notre-Dame, je présenterai l'Impératrice au peuple et à l'armée; la confiance qu'ils ont en moi assure leur sympathie à celle que j'ai choisie; et vous, Messieurs, en apprenant à la connaître, vous serez convaincus que cette fois encore j'ai été inspiré par la Providence.

Ce discours, habilement mêlé de hauteur et de modestie, désorientait la critique et embarrassait l'éloge. L'impression générale fut bonne : chose singulière! elle fut surtout favorable à l'étranger où on trouva que décidément ce parvenu avait un langage de grande allure. Dans la harangue impériale, certains passages néanmoins déplurent. On regretta une allusion blessante à la duchesse d'Orléans « de rang secondaire et d'une autre religion », disait avec dédain l'Empereur. Cette auguste princesse, admirable chrétienne et non moins admirable mère, deux fois sacrée par le veuvage et l'exil, méritait-elle qu'on mêlât son nom aux événements d'un autre règne et surtout qu'on l'accompagnât d'un malveillant souvenir?... Et puis, ce dédain des alliances royales était-il tout à fait de bon aloi? Ne rappelait-il pas trop visiblement certaine fable très connue du bon LaFontaine? Le duc d'Orléans avait-il donc été le seul à faire des « recherches infructueuses » dans les petites cours d'Allemagne? Cette dernière impression s'accrut lorsque la presse officieuse, avec un luxe de reportage non encore devenu vulgaire, se mit à détailler tous les titres de la future impératrice. Mlle de Montijo, disait-on, réunit sur sa tête trois grandesses de première classe, Teba, Banos et Mora; elle porte les noms de Gusman, Fernandez de Cordova, Leiva, Lacerda, qui rappellent les pages les plus glorieuses de l'histoire d'Espagne; elle est la fille du comte de Montijo, duc de Penaranda; elle est la sœur de la duchesse de Brunswick et d'Albe : par sa mère, elle se rattache à l'une des plus illustres familles de l'Écosse

C'était à merveille, et cet étalage héraldique n'avait rien qui offusquât : mais alors à quoi bon dédaigner les alliances royales, fût-ce « dans les cours secondaires » ?

A Paris, toutes ces réflexions, les unes élogieuses, les autres mêlées de persiflage, se perdaient dans l'étourdissement de la solennité prochaine. Encore une fête qui succéderait à tant de fêtes. La foule se portait vers Notre-Dame où des légions d'ouvriers préparaient les décorations. On se rassasiait d'avance des merveilles du cortège impérial. Par un naturel rapprochement, les vieillards retrouvaient dans leurs souvenirs d'enfance les cérémonies pareilles du premier Empire et ne se lassaient pas de les raconter. La fête qui s'annonçait serait, disait-on, la plus splendide qu'on eût vue depuis le sacre de Napoléon Ier. La voiture de l'Empereur serait celle qui en 1804 avait servi pour le sacre; le carrosse du roi Jérôme serait celui qui avait paru au baptême du duc de Reichstadt. Les toilettes, les bijoux, les dentelles de l'auguste fiancée défrayaient tous les entretiens des femmes. On se disputait les billets pour la cérémonie religieuse de la cathédrale. Au milieu de toutes ces pensées frivoles, la future impératrice eut une de ces inspirations heureuses qui conquièrent les masses. Le conseil municipal de Paris ayant voté une somme de 600,000 francs pour l'achat d'une parure en diamants, elle refusa ce don en des termes d'une simplicité touchante. « J'éprouve, écrivit-elle, un senti« ment pénible en songeant que le premier acte public qui « s'attache à mon nom au moment de mon mariage est une « dépense considérable pour la ville de Paris... vous me rendrez « plus heureuse en employant en charités la somme que vous « aviez fixée. Je désire que mon mariage ne soit l'occasion « d'aucune charge nouvelle pour le pays auquel j'appartiens « désormais; la seule chose que j'ambitionne, c'est de partager « avec l'Empereur l'amour et l'estime du peuple français. » Le conseil municipal se conforma à ce noble vœu. Avec l'argent de la parure si dignement refusée, il décida qu'un asile serait fondé pour l'éducation professionnelle de jeunes filles pauvres; en mémoire de la souveraine, cet établissement porterait le nom d'*Eugénie*.

Le mariage civil fut célébré aux Tuileries le 29 janvier, et le fut suivant les formes traditionnelles de la monarchie. La veille, les fiancés avaient communié ensemble à la chapelle du château, et le *Moniteur* avait eu soin de l'annoncer. Le 30 janvier, l'Empereur et l'Impératrice se rendirent à Notre-Dame pour y consacrer leur union. Les maréchaux, les ministres, les membres des grands corps de l'État, les fonctionnaires, tous dans l'éclat un peu trop doré de leurs uniformes nouveaux, tous un peu gourmés, solennels, et curieux plus qu'émus, remplissaient la vieille basilique qui avait vu tant de fêtes et entendu tant de vœux de bonheur. Lorsque les prières de l'Église furent achevées, les portes de la cathédrale se rouvrirent devant les nouveaux époux unis désormais à jamais pour les grandeurs comme pour l'adversité. Une foule immense encombrait les rues, les places, les boulevards. Le temps, malgré la saison, était presque doux; un instant même, le soleil brilla de tous ses rayons, puis il se voila tout à fait; image de l'éclat, suivi d'ombre, du règne qui commençait. Au parvis Notre-Dame, sur le Pont-Neuf, aux abords des Tuileries, les vivats furent assez nombreux; ailleurs ils furent rares. Ce n'était pas hostilité ni même indifférence; mais on était si attentif à contempler le cortège que souvent on oubliait de l'acclamer. On se montrait surtout la nouvelle impératrice. La plupart se contentaient d'admirer sa beauté vraiment merveilleuse rehaussée par la plus splendide parure; plusieurs, à l'aspect d'une si haute fortune, ne pouvaient se défendre de quelque envie; d'autres se sentaient comme effrayés d'un si éclatant bonheur et se demandaient si la destinée n'aurait pas ses retours, retours proportionnés à ses faveurs. Sur les balcons des hôtels des quartiers riches se pressaient une foule d'étrangères et surtout d'Espagnoles, venues pour assister au triomphe de leur compatriote. L'une d'elles avait remarqué, la veille, à la cérémonie du mariage civil, un magnifique collier de perles qui ornait la poitrine de la jeune souveraine; et elle rappelait, avec un pressentiment attristé, ce vieux dicton superstitieux de son pays : « Les perles que les femmes portent au jour de leurs noces sont le symbole des larmes qu'elles répandront. »

VI

A partir du mariage, l'Empire n'est pas seulement établi, mais consolidé. C'est à ce moment que Napoléon III se fixe dans sa dignité et s'y installe d'une façon permanente. Alors aussi apparaissent, les uns à leur rang définitif, les autres dans une fortune encore incomplète, la plupart des personnages qui entoureront le monarque et tantôt l'affermiront par leurs services, tantôt le compromettront par leurs faiblesses. M. Troplong, déjà premier président de la Cour de cassation, vient d'être élevé à la présidence du Sénat. M. Billault a été appelé, comme on l'a vu, à présider le Corps législatif, et il a montré dans ce rôle plus d'embarras que d'aisance; car il est surtout homme de tribune, et c'est aux premiers jours de la liberté naissante qu'il conquerra tout à fait sa place. Le véritable président de la Chambre, celui que beaucoup désirent et nomment déjà, ce sera M. de Morny, M. de Morny seul assez habile pour voiler à force de ménagements courtois la choquante diminution des attributions législatives, pour discréditer sous son dédaigneux persiflage toute émancipation prématurée, et pour diriger plus tard, quand l'heure sera venue, la première évolution de l'Empire libéral. A la tête du Conseil d'État a été placé, comme on l'a dit, M. Baroche; c'est lui qui, pendant les premières années du règne, sera, au Palais-Bourbon, l'habituel organe du gouvernement. Autour de lui se groupent ses principaux collègues, M. Magne, et M. de Parieu, M. Rouher surtout, alors un peu confiné dans la double spécialité des questions juridiques ou économiques, mais destiné à devenir le plus éloquent interprète de la pensée impériale lorsque la fatigue aura relégué M. Baroche au second rang et lorsque la mort aura éteint la voix de M. Billault. Les titulaires des portefeuilles ministériels ou des grandes charges publiques sont les mêmes hommes que nous retrouverons plus tard dans les conjonctures

si diverses du règne. M. Fould est ministre d'État en attendant le ministère des finances : M. Delangle vient d'être nommé premier président de la Cour d'appel : M. Waleswski est ambassadeur à Londres : M. de Persigny, personnage fantasque, dévoué, mais exigeant, tout à fait inégal à sa haute fortune, occupe le ministère de l'intérieur. Le ministère des affaires étrangères a été confié à M. Drouyn de Lhuys, le conseiller un peu faible, mais sensé, des jours de prudence et de sagesse. Tel est, en gros et sauf à y revenir plus tard, le personnel de l'Empire nouveau. Personnel qui ne changera guère ; non que l'Empire ne doive pas changer; au contraire, il se transformera beaucoup et subira les plus soudaines, les plus capricieuses variations; mais la plupart, soit goût du pouvoir, soit fidélité, aimeront mieux suivre docilement les évolutions du maître que de se séparer de lui.

L'Empereur ne travaillait pas seulement à constituer les cadres de son gouvernement, il s'appliquait aussi à régler l'appareil de sa cour. Toutes les charges du premier Empire, empruntées elles-mêmes à l'ancien régime, furent rétablies. L'évêque de Nancy, Mgr Menjaud, devint grand aumônier; le maréchal Vaillant fut grand maréchal du Palais, le duc de Bassano grand chambellan, le maréchal Saint-Arnaud grand écuyer, le colonel Fleury premier écuyer, le maréchal Magnan grand veneur. Ces dignités étaient ardemment convoitées, moins encore par vanité que pour le traitement qui s'y attachait. Tel personnage émargeait au budget comme maréchal, comme sénateur, comme ministre, comme dignitaire de la cour : ainsi faisait le maréchal Saint-Arnaud, ainsi fit plus tard le maréchal Vaillant, et ce cumul devint assez commun pour constituer un véritable abus. Après avoir composé la maison de l'Empereur, on composa celle de l'Impératrice, qui eut, outre ses écuyers et chambellans, un nombreux cortège de dames d'honneur. Dans ce retour aux traditions monarchiques, on ne s'arrêta plus. Le roi Jérôme fut entouré, lui aussi, d'écuyers, de secrétaires, d'aides de camp. Il n'y eut pas jusqu'au prince Napoléon qui ne participât aux faveurs communes et ne dût sacrifier à l'étiquette ; il eut comme son père

sa dotation qui lui plaisait fort et sa suite qu'il malmenait souvent : bien plus, un décret le fit, par la seule grâce de son nom, général de division.

Dans cette nouvelle cour si luxueusement ordonnée, tout conviait au plaisir. A ce début de l'Empire, on se fatigue à énumérer les fêtes comme plus tard on se fatiguera à raconter les revers. Depuis un an, on avait célébré tour à tour le plébiscite, la solennelle distribution des aigles, le retour du président après son triomphal voyage, enfin le rétablissement de l'Empire : la cérémonie du mariage venait d'ajouter une pompe à toutes ces pompes. Pendant les mois qui suivirent, les Tuileries s'illuminèrent pour de somptueuses réceptions embellies par la grâce de la nouvelle souveraine. On recherchait pour les remettre en honneur les règles oubliées de l'ancien cérémonial. Toutes les appellations d'autrefois étaient reprises avec une emphase affectée, comme si on eût espéré vieillir par là cet Empire un peu jeune. C'était à qui inaugurerait quelque élégance nouvelle : celui-ci poudrait ses cochers, celui-là transformait ses attelages : on s'appliquait à mêler les modes exotiques à nos modes nationales, tendance alors à ses débuts et qui se développa si fort plus tard. Plusieurs raillaient ces frivolités, mais sans aucun espoir de combattre ou de ralentir l'entraînement général. « Je vous dirai, comme fait capital, écrivait vers ce temps-là Tocqueville à un de ses amis d'Angleterre, que les nouvelles dames de la Cour ont déjà repris la robe à queue et le petit page, et que les nouveaux courtisans qui courent le cerf avec leur maître dans la forêt de Fontainebleau ont rendossé l'habit de chasse de Louis XV avec le *the cocket hate* à plume (1). » En ces quelques lignes ironiques, la société mondaine était peinte tout entière. Bientôt, les plus graves têtes s'échauffant, les grands corps de l'État furent eux-mêmes gagnés par l'étourdissement universel. Ce fut d'abord le Sénat qui offrit un bal à l'Empereur et à l'Impératrice. Puis le Corps législatif ne voulut pas être distancé et ouvrit aux quadrilles le Palais-Bourbon comme on y avait

(1) *Nouvelle Correspondance*, p. 293.

ouvert le Luxembourg. Les préparatifs furent grandioses et la dépense proportionnée. Quelques-uns cependant, et non parmi les moins dévoués, jugeaient tout cet étalage inopportun ou excessif : à leurs yeux, le droit au bal remplaçait insuffisamment les autres droits contestés ou ravis : « Renverser la tribune, passe encore, disaient-ils; mais la remplacer par un orchestre, c'est vraiment trop. » Ce que ses collègues disaient à voix basse, Montalembert le dit tout haut : il refusa sa souscription et en envoya le montant au maire de Besançon pour qu'il l'appliquât à une œuvre de bienfaisance. Le maire, en fonctionnaire bien appris, repoussa cette offrande presque factieuse. Quant à la fête, elle fut superbe et couronna dignement les réjouissances de l'hiver qui s'achevait.

Ces frivolités n'occupaient pas tellement les nouveaux souverains que leur cœur ne s'ouvrît à des inspirations plus hautes. C'est l'un des traits particuliers du second Empire qu'on y rencontre la charité la plus ingénieuse à côté des dissipations les plus folles, et les pensées les plus graves à travers les plus futiles soucis. Même dans l'excessif entraînement des fêtes, la nouvelle impératrice n'oubliait pas les devoirs sociaux que son rang lui imposait. On l'a vue refusant la parure que la ville de Paris lui offrait et demandant que le prix en fût appliqué aux pauvres : à quelques jours de là, un décret lui conféra la présidence des *Sociétés de charité maternelle :* elle manifestait en toute occasion un sincère désir de soulager les malheureux et les souffrants : elle avait surtout des élans de bonté compatissante qui faisaient bien augurer de l'avenir. L'Empereur s'associait aux vœux de sa jeune compagne. Toujours il s'était intéressé aux classes déshéritées : heureux au delà de ses plus ambitieuses espérances, il voulait que son bonheur fût partagé. Il rêvait des modifications d'impôt, modifications souvent chimériques, mais destinées presque toutes à alléger le sort du pauvre. C'est alors aussi que le programme économique de son règne commença à se fixer dans son esprit. Déjà il songeait à de grandes expériences agricoles en Sologne, dans les Landes, dans les pays jusque-là incultes ou délaissés. Il méditait d'établir à l'aide des paquebots transatlantiques des services mari-

times réguliers qui relieraient la France au reste de l'univers. Dès 1852, il avait décrété la construction dans les Champs-Élysées d'un palais destiné aux fêtes de l'industrie, et il se complaisait à la pensée d'une Exposition universelle où se révéleraient les magnificences de l'art et du génie français. Enfin on le voyait souvent courbé sur un plan de Paris et y marquant avec des crayons de diverses couleurs le tracé des rues à ouvrir, des allées à percer, des squares à dessiner, des carrefours à élargir, des édifices à dégager. Chaque matin, des escouades d'ouvriers se répandaient dans la ville : c'étaient les premiers exécuteurs du plan impérial, plan grandiose, quoique contestable en beaucoup de ses parties. Les uns, armés de la pioche, démolissaient pour reconstruire; les autres soulevaient les pavés, non plus comme autrefois pour les ériger en barricades, mais pour établir partout les conduites d'eau et de gaz : d'autres enfin franchissaient la barrière et se dirigeaient vers le bois de Boulogne que l'Empereur voulait transformer et embellir à l'instar de ces parcs anglais tant de fois parcourus et admirés dans les jours de l'exil.

Tel était l'état du pays au printemps de 1853; des fêtes en si grand nombre qu'elles devenaient aussi fatigantes que le travail même; d'importantes transformations en voie de s'accomplir; un notable accroissement de la richesse publique; un avenir assez assuré pour permettre de longs desseins; une société frivole, mais avec des aspirations bienfaisantes; la liberté absente, mais sans qu'on en sentît la privation; les partis extrêmes contenus ou terrifiés; beaucoup de grandes intelligences laissées dans l'ombre ou s'y retirant volontairement, mais sans qu'on mesurât encore le vide de tant de forces inemployées; une autorité presque omnipotente, mais assez modérée pour se contenir elle-même et ne pas toucher l'extrême limite de ses droits; beaucoup de germes de corruption ou d'erreurs, mais encore si profondément enfouis que nul ne pressentait l'évolution qui les ferait éclore. — De tous les biens dont on jouissait, le mieux garanti en apparence, à cette heure, c'était celui de la paix. En ouvrant pour l'année 1853 la session du Corps législatif, Napoléon III réitéra à cet égard les plus satis-

faisantes assurances. « Le gouvernement, dit-il, songe avant tout « à bien administrer la France et à rassurer l'Europe... Lorsque « la France exprime l'intention formelle de demeurer en paix, « il faut la croire, car elle est assez forte pour ne craindre et par « conséquent pour ne tromper personne. » Comme gage de ses intentions, le monarque annonça une nouvelle réduction de 20,000 hommes sur l'effectif de l'armée, déjà réduit de 30,000 hommes l'année précédente. Hélas! avec Napoléon III, ce qui arriva le plus souvent, ce fut le contraire de ce qu'il avait prédit. On eut souvent la paix quand on craignait la guerre ; on eut parfois aussi la guerre quand tout semblait incliner à la paix. Au moment même où l'Empereur prononçait les solennelles paroles que nous venons de rapporter, une frégate russe chauffait dans la rade d'Odessa, toute prête à porter à Constantinople les menaçantes injonctions du Czar. C'était la question d'Orient qui se rouvrait.

LIVRE III

LA QUESTION D'ORIENT

SOMMAIRE : I. — Comment renaît la question d'Orient : pèlerins et religieux en Palestine : les *Lieux saints*. — Premières rivalités des religieux grecs et latins : Capitulation de 1740 : empiétements des Grecs : premières réclamations du gouvernement français (1850). — La Sublime Porte : mélange d'indifférence et de perplexité : crainte égale de la Russie et de la France : commission mixte, intervention du Czar, commission musulmane, Firman du 9 février 1852 : Firman contradictoire accordé aux Russes. — Scènes de Jérusalem, et comment la duplicité turque se révèle. — Modération du gouvernement français : projet d'entente directe entre la France et la Russie : comment la question des Lieux saints va s'absorber dans une question plus grave.

II. — L'empereur Nicolas : étendue de sa puissance ; son prestige en Europe ; son caractère : ses dispositions morales et ses visées ambitieuses en 1853 ; motifs de craindre et raisons de se rassurer. — Comment l'avenir devait justifier les prévisions des plus alarmés. — Entretiens du Czar avec sir Hamilton Seymour (janvier et février 1853) : étranges ouvertures faites à l'Angleterre : comment le cabinet britannique décline ces dangereuses avances.

III. — L'ambassade du prince Menschikof ; arrivée du prince à Constantinople ; appareil inusité ; dérogation hautaine à l'étiquette. — Inquiétudes à Constantinople : M. Benedetti et le colonel Rose. — Différence d'attitude entre la France et l'Angleterre : prévoyance du cabinet des Tuileries : sécurité du cabinet britannique et efforts de la diplomatie russe pour entretenir cette sécurité.

IV. — Sir Stratford de Redcliffe : quel était ce personnage : son influence sur la Porte Ottomane : dans quel état il trouve Constantinople. — Incertitude sur l'objet de la mission Menschikof : premières confidences de l'ambassadeur russe aux ministres turcs : première dépêche de Stratford dissipant les illusions du gouvernement anglais. — Communication officielle de Menschikof : prétention de la Russie à exercer une sorte de protectorat sur les sujets grecs de la Porte : note du 19 avril. — Importante dépêche de Stratford à lord Clarendon. — Règlement de la question des lieux saints (4 mai). — Ultimatum de Menschikof (5 mai) : refus de la Porte : derniers pourparlers. — Rupture. — Menschikof repart pour Odessa.

V. — Impression en Europe : Autriche, Prusse, France, Angleterre. — Commu-

nauté de vues entre les cabinets de Londres et de Paris. — Le gouvernement russe : M. de Nesselrode et son changement d'attitude : dernière sommation adressée à la Porte Ottomane et caractère impérieux sur cette sommation : circulaire hautaine publiée par le *Journal de Saint-Pétersbourg*. — La Turquie : sa conduite exempte de témérité et de faiblesse, elle repousse la sommation de la Russie. — Entrée des troupes russes dans les Principautés.

VI. — L'Autriche : comment ses affections la portent vers la Russie et ses intérêts vers les puissances occidentales : comment elle est amenée à prendre la position de médiatrice : réunion de plénipotentiaires et origine de la conférence de Vienne. — Quelle sera la base de la médiation : projets divers : préférence donnée à une combinaison d'origine française : cette proposition, acceptée à Saint-Pétersbourg, est amendée à Constantinople : irritation contre la Porte Ottomane : hautaine déclaration de la Russie et justification des appréhensions turques. — Entrevue d'Olmutz : derniers efforts. — Excitations guerrières à Constantinople. — La guerre éclate entre la Russie et la Turquie.

VII. — Désir général en Europe de prévenir ou d'atténuer la lutte. — La Turquie, la Russie : comment l'une et l'autre puissance désavouèrent toute pensée d'agression : motifs qui font espérer que les effets de la guerre seront conjurés ou limités. — La conférence de Vienne se réunit de nouveau : protocole du 5 décembre : mélange de crainte et d'espoir.

VIII. — Bataille de Sinope (30 novembre 1853). — Impression publique. — La France ; dépêches de M. Drouyn de Lhuys : Angleterre ; l'influence passe des pacifiques aux belliqueux ; lord Aberdeen et lord Palmerston. — Accord entre les cabinets de Paris et de Londres : ordre donné aux flottes alliées d'entrer dans la mer Noire. — Exécution de ces ordres ; la frégate *la Rétribution* devant Sébastopol.

IX. — Comment l'entrée des escadres dans la mer Noire équivaut presque à une déclaration de guerre des puissances occidentales à la Russie. — Notification à Saint-Pétersbourg. — Langage de M. de Nesselrode : comment il réclame un traitement égal pour les Russes et les Turcs dans la mer Noire. M. de Brunnow à Londres, M. de Kisselef à Paris formulent les réclamations du Czar. — Refus des puissances alliées. — Départ des ambassadeurs.

X. — La guerre est désormais inévitable : Russes et Français : guerre politique, non nationale. — Suprêmes tentatives de conciliation : encore la conférence de Vienne : mission du comte Orlof auprès de l'empereur François-Joseph et double objet de cette mission : lettre de l'empereur Napoléon III au Czar. — Premiers préparatifs militaires. — Le sentiment public : comment il se traduit : exaltation religieuse en Russie : excitations bruyantes en Angleterre : en France singulier mélange de fermeté et d'apparente indifférence. — Sommation des cabinets de Paris et de Londres. — Clôture définitive des négociations.

I

Depuis 1841, la question d'Orient paraissait assoupie. Un débat, peu grave en apparence, plus propre à émouvoir les

âmes pieuses qu'à passionner les chancelleries, vint tout à coup la réveiller.

Au moyen âge, les nations chrétiennes avaient tenté d'héroïques efforts pour conquérir sur les infidèles les lieux où le Sauveur était né, avait vécu, avait été crucifié. Le découragement de lamentables échecs, les difficultés de l'entreprise, les préoccupations des temps modernes, peut-être aussi l'affaiblissement de la foi avaient amorti, puis tout à fait éteint ces religieuses et guerrières ardeurs. Au dix-huitième siècle, un seul vestige subsistait des antiques croisades, c'était l'ordre des chevaliers de Saint-Jean, réfugiés à Rhodes, puis à Malte, nourrissant encore parfois quelque hardi dessein aussitôt répudié par les politiques, gardant fidèlement leurs archives, véritable livre d'or de la noblesse de l'Occident, et demeurant comme les fiers et mélancoliques témoins d'un passé disparu.

L'esprit de dévotion avait survécu à l'esprit de conquête Les vaisseaux qui partaient de Marseille, de Gênes ou de Venise, débarquaient encore sur les rivages de la Palestine de nombreux chrétiens, armés non plus du glaive comme leurs ancêtres, mais du bâton des voyageurs; pénitents, non plus soldats. A Jérusalem, à Bethléem, à Nazareth, plusieurs couvents s'étaient maintenus où les pèlerins, fatigués, indigents ou malades, trouvaient un asile. Les religieux de ces monastères s'étaient complu à cette pieuse mission et, en outre, l'avaient élargie. Isolés de leur pays que souvent ils ne devaient plus revoir, repliés dans la perpétuelle contemplation d'augustes souvenirs, animés d'une foi encore avivée par les dédains des infidèles, ils mirent leur honneur, leur sanctification et leur joie à marquer par un monument ou par des emblèmes chacun des lieux où, selon le témoignage des Évangiles, le Sauveur avait porté ses pas. Ils s'attachèrent à préserver contre les outrages du temps ou le fanatisme des Turcs les églises construites par les croisés; ils ornèrent de statues ou d'images symboliques les grottes, les fontaines, les bois d'oliviers célébrés par les Écritures ou consacrés par la tradition; à Bethléem, sur l'emplacement même de la crèche, fut placée une étoile d'argent, bientôt très vénérée, en mémoire de l'étoile mystérieuse qui avait

annoncé la naissance de Jésus; des croix, des chemins de croix rappelèrent les douloureuses étapes de la Passion; les plus illustres des croisés eurent part eux-mêmes à cette sollicitude, et les tombeaux de Godefroy de Bouillon et de Baudouin furent retrouvés, rétablis, honorés. Si éloignés qu'ils fussent de l'Europe, les religieux de la Terre sainte n'en étaient point oubliés. Les papes leur réservèrent leurs plus larges indulgences; les rois leur octroyèrent de précieux privilèges; souvent des dons magnifiques leur arrivèrent, témoignage de reconnaissance des pèlerins abrités et soignés sous leur toit. Des armoiries, des inscriptions gravées dans les cloîtres ou sur les murs des temples perpétuaient la mémoire de ces bienfaits. Chaque monastère, moitié couvent, moitié forteresse, portait le pavillon de sa nation, et au milieu de tous ces drapeaux se détachait surtout le blanc drapeau de la France, gage de protection, non toujours efficace, mais plus puissant que tous les autres. Peu à peu la chrétienté s'habitua à désigner d'un même nom le sol sacré de la Judée et les fondations dues au zèle des moines et aux libéralités de l'Occident; elle les appela les *Lieux saints*.

Avec le temps, il arriva que les infidèles ne furent plus les seuls ennemis. A côté des religieux de l'Église latine, soumis à la suprématie romaine, se rattachant aux nations de l'Occident et surtout à la France, s'étaient établis à Jérusalem et à Bethléem des communautés de moines grecs schismatiques qui se tournaient vers la Russie comme vers leur naturelle patronne. Tant que la puissance moscovite fut peu redoutable, la rivalité n'éclata point. Vers le début du dix-huitième siècle, le jeune empire s'étant accru et ayant affirmé ses vues dominatrices sur l'Orient, les religieux grecs de la Palestine proportionnèrent leurs ambitions à la nouvelle fortune de leur protecteur. Sourdement d'abord, puis d'une façon plus ouverte, ils entreprirent de miner les séculaires franchises de l'Église latine. Les choses en vinrent à ce point que les représentants de la France à Constantinople réclamèrent. Ils ne voulaient, disaient-ils, aucune extension de privilèges pour leurs coreligionnaires, mais seulement un acte qui fixerait le *statu quo* et mettrait un terme aux usurpations des Grecs. Ce langage fut entendu. En 1740,

un traité entre la France et la Porte Ottomane consacra au profit des religieux latins « soit à Jérusalem, soit en dehors de « Jérusalem et dans l'église du Saint-Sépulcre dite Camané, la « possession de tous leurs lieux de pèlerinage », et cela, disait le traité, « de la même façon qu'ils les avaient possédés jusque-là (1) ».

Les Grecs sont subtils et tenaces. Ils ne contestèrent pas le traité de 1740; tout au contraire, ils y rendirent hommage; mais tout aussitôt ils s'employèrent à le rendre vain. Ils procédèrent par empiétements successifs, réclamant d'abord avec une apparente modestie la possession commune de certains sanctuaires; ils ne demandaient, disaient-ils, que le simple droit d'officier à l'autel, fût-ce après les Latins; bientôt ils voulurent officier les premiers, puis officier seuls. Ils sollicitèrent d'abord une clef, puis deux; puis, quand ils les eurent toutes, ils ne les rendirent point. Ici ils usurpèrent quelques cloîtres ou quelques chambres; là ils avancèrent un mur pour agrandir leur église; ailleurs ils construisirent entre les piliers mêmes d'une coupole. Ils détruisaient volontiers ce qu'ils ne pouvaient prendre. Ils enlevèrent enfin de Bethléem l'étoile d'argent qui y était depuis longtemps placée et que la piété des fidèles s'était accoutumée à vénérer. Plus le crédit de la Russie grandissait, plus leur ardeur envahissante croissait. Pendant ce temps, les Pères de l'Église latine réclamaient; ils réclamaient en termes véhéments, trop véhéments peut-être si l'on ne songe qu'à l'objet de la querelle et si l'on ne se rappelle que, derrière ce différend un peu mesquin, se cachait la rivalité de deux Églises et même la lutte de deux races, l'une jouissant d'un antique prestige, l'autre voulant déborder de toutes parts et, à la faveur de la communauté de symbole, absorber toute influence dans la sienne.

La France qu'on accusa plus tard d'avoir épousé avec trop de zèle la cause des Latins, la France fut longtemps sourde aux doléances qui venaient de Jérusalem. Dans ces monastères de Palestine, bien des prieurs se succédèrent, renouvelant avec

(1) *Capitulation de* 1740, art. 33.

une infatigable persévérance des plaintes le plus souvent inécoutées. C'est seulement en 1850 que le gouvernement se décida à rappeler à la Porte les solennelles stipulations de 1740. Le 28 mai, le général Aupick, notre ambassadeur à Constantinople, remit au ministre des affaires étrangères, Ali-Pacha, une note qui formulait les griefs des catholiques et en demandait la réparation. Après avoir énuméré les principaux sanctuaires et lieux consacrés dont les Latins avaient été dépossédés, le général Aupick offrait d'établir que ces usurpations étaient postérieures au traité de 1740 et contraires, par suite, à la lettre de ce traité; en termes aussi nets que courtois, il faisait appel à l'équité du Sultan et sollicitait de sa justice l'observation des anciens engagements. « Ce que nous voulons, disait-il en finissant, c'est mettre un terme à des difficultés sans cesse renaissantes et que nul n'a intérêt à perpétuer. »

Cette réclamation, tellement différée qu'on ne l'attendait plus, fut accueillie par le Sultan avec un mélange d'indifférence et de perplexité. Que les Grecs ou les Latins célébrassent leurs mystères dans les sanctuaires de Jérusalem, c'était à coup sûr le moindre de ses soucis. Il semblait même qu'il fût peu préparé à servir d'arbitre entre deux communions chrétiennes que la loi de Mahomet lui commandait de maudire pareillement. A considérer les choses au point de vue politique, la solution ne laissait pas que d'être embarrassante. On savait que la Russie se piquait d'étendre son patronage sur tous les chrétiens grecs, et qu'elle prendrait à son compte tout affront qui leur serait fait; or c'était une bien entreprenante voisine pour qu'on se hasardât à la braver. D'un autre côté, la France était regardée comme la suprême ressource dans les crises menaçantes d'un avenir peut-être prochain; et, en écartant ses légitimes demandes, on infligerait à son amour-propre un sensible échec. Tout compte fait, il y avait à offenser l'une et l'autre puissance un égal danger; la première était une ennemie à qui il ne fallait fournir aucun prétexte d'attaque; la seconde était une ancienne amie dont il importait de ménager la traditionnelle alliance.

La temporisation est l'habituelle ressource des faibles. Les

lenteurs accoutumées de l'Orient se prêtent à merveille à cette politique. Les Turcs essayèrent de se dérober, à force de délais, au péril d'une décision. Ils invoquèrent d'abord la nécessité d'étudier les *Firmans* ou décrets sur la matière. Comme il y en avait beaucoup et de contradictoires, on pourrait de la sorte gagner beaucoup de temps. Le général Aupick ne fut pas dupe de ce calcul. « Les firmans, répliqua-t-il avec quelque hauteur, importent peu; ce que nous invoquons, c'est le traité de 1740, acte bilatéral contre lequel ne sauraient prévaloir les décisions du Sultan. » Rebuté de ce côté, le divan allégua les nombreuses époques où le Coran prescrit à tout bon mahométan de se reposer. C'était le *Ramazan,* époque de jeûne et de pénitence, où on laisse chômer même les affaires des musulmans, à plus forte raison celles des simples chrétiens. Puis, c'était le *Baïram,* jours de joie et de fête, qu'on ne devait point troubler par les soucis du travail. Les fêtes terminées, les ministres devinrent invisibles ou furent pris d'humeur voyageuse : Ali-Pacha, le ministre des affaires étrangères, était à Brousse, et il fallait bien attendre qu'il revînt. Quand toutes ces ressources dilatoires furent épuisées, on imagina de nommer une commission : si étrangers que fussent les Turcs aux habitudes de l'Occident, ils n'ignoraient pas que, de tous les moyens d'ajournement, celui-là est le plus sûr. La commission fut d'abord une commission mixte, c'est-à-dire composée de musulmans et de chrétiens. Contre toute attente, elle fut presque active. Au bout de sept ou huit mois, elle avait rédigé un projet d'arrangement que M. de La Valette, qui avait succédé au général Aupick, jugea digne d'approbation. Sans doute, ce projet ne reconnaissait pas aux Latins tous les droits qu'ils auraient pu puiser dans les capitulations de 1740 : il laissait généreusement aux Grecs le bénéfice de quelques-uns de leurs empiétements : il assurait aux Latins moins une possession exclusive qu'une possession commune des sanctuaires contestés. Même avec ces réserves, c'était pour les catholiques un demi-succès, et le cabinet de Paris, assez fatigué de ces ennuyeuses discussions, ne souhaitait rien de plus. Interprète des vues de son gouvernement, M. de La Valette se montra satisfait, et on put

espérer que la querelle s'apaiserait. On était alors en octobre 1851, et cette première phase des débats avait duré plus de dix-huit mois.

Ce que la Porte avait redouté se réalisa. Ces satisfactions données aux catholiques, si incomplètes qu'elles fussent, ne laissèrent point la Russie indifférente. A la nouvelle de la convention qui était près de se conclure, M. de Titof, ambassadeur du Czar, courut chez Ali-Pacha. « Attendez, lui dit-il, « avant de rien terminer, que j'en aie référé à Saint-Pétersbourg. » Comme le ministre turc répondait évasivement : « Prenez-y garde, reprit M. de Titof devenu tout à coup menaçant, toute infraction au *statu quo* serait considérée par l'Empereur, mon maître, comme blessante pour sa dignité, et ses « protestations officielles ne tarderaient pas. » Puis, s'animant de plus en plus : « Décidément, ajouta-t-il, je vois que la Porte « accepte le protectorat de la France. » Ali répondit avec hauteur que son souverain n'acceptait le protectorat de personne (1). Cet accès de la vieille fierté turque ne dura guère. A cette heure-là même, une lettre autographe du Czar arrivait à la Sublime Porte, lettre courtoise, mais assez comminatoire pour éveiller la crainte chez un voisin faible, mal préparé à la lutte, déjà éprouvé par la mauvaise fortune. De la peur de la France, la malheureuse Turquie tomba dans la peur de la Russie et n'eut plus d'autre souci que de retirer aux catholiques ce qu'elle venait de leur concéder. Pour masquer ce recul, elle feignit le besoin d'une information supplémentaire. A la commission mixte nommée d'abord, elle substitua une nouvelle commission, celle-là purement musulmane, composée de quelques-uns des ministres et de membres du corps des *Ulémas*. Désintéresser la France au moindre prix possible et éviter à tout prix le courroux de la puissante Russie, tel fut l'unique programme. Le 9 février 1852, un firman, qui prétendait concilier les décisions des Sultans avec le droit dérivant des traités, régla les privilèges des Latins. Les concessions consenties à leur

(1) Voir dépêche de sir Stratford à lord Palmerston, 5 novembre 1851. (*Correspondence respecting the rights and privileges of the Latin and Greek Churches*, part. I, p. 29.)

profit s'amoindrissaient au point de perdre presque toute leur valeur : elles se réduisaient à une double faculté, celle d'officier au tombeau de la Vierge à Jérusalem, celle d'avoir trois clefs de l'église de la Nativité à Bethléem. C'était, après tant d'efforts, un résultat si mince qu'on ose à peine y insister.

Heureusement pour la Turquie, la France voulait, coûte que coûte, échapper à ces fastidieux débats, et, dans ces dispositions, le moindre sacrifice suffisait à la satisfaire. Envisagée dans son ensemble, la question des Lieux saints avait sa grandeur : ramenée à ses détails, elle prenait l'aspect d'une discussion, non religieuse, mais simplement liturgique et prêtant par certains côtés à la raillerie. On le sentait bien à Paris. « Vraiment, disait M. de Turgot, alors ministre des affaires étrangères, de pareils incidents ne peuvent amener de rupture diplomatique. » On ne le sentait pas moins à Constantinople. M. de La Valette n'était qu'à demi soutenu par ses collègues, et il ne s'y méprenait pas. L'Autriche, très jalouse du protectorat français en Orient, ne voyait pas sans un malicieux plaisir les charges inhérentes à ce protectorat. Les représentants des puissances catholiques secondaires suivaient la France, mais sans zèle. Quant à l'ambassadeur d'Angleterre, nos embarras n'éveillaient en lui qu'un sentiment de joyeuse ironie : enfermé dans son hôtel de Galata ou dans son palais d'été à Thérapia, il ne tarissait point en railleries sur cette « querelle de moines », et volontiers il parlait des religieux latins comme les armateurs vénitiens du treizième siècle parlaient des Croisés. Ainsi entouré, M. de La Valette ne songeait qu'à se tirer sans échec du débat engagé. Pourvu que la prescription fût interrompue à l'encontre du traité de 1740, pourvu que l'ombre d'une concession lui fût accordée, il était résolu à se montrer content. Le firman du 9 février lui accordait ces très humbles avantages. Il s'empressa de l'accepter. Puis, il partit pour un congé de quelques mois, heureux d'oublier les Grecs, les Latins, les Turcs, les Russes, et de laisser à d'autres le soin d'apprendre la fatigante question des Lieux saints.

La duplicité turque ménageait à la diplomatie de nouvelles surprises. Le vaisseau qui emportait M. de La Valette n'avait

pas encore franchi les Dardanelles, et déjà la Porte Ottomane rendait, au profit des Grecs, un firman secret qui consacrait le *statu quo* et détruisait implicitement les modestes concessions consenties au profit des Latins. Pendant quelque temps, chacune des deux parties, se croyant privilégiée, s'abstint de toute réclamation, et le calme régna. Mais, au mois de septembre 1852, Afif-Bey, commissaire de la Porte, ayant été envoyé à Jérusalem pour régler enfin sur place les droits respectifs des deux communions, la supercherie se découvrit. Une scène se passa alors qui relève de la comédie bien plus que de l'histoire. M. Basily, consul général de Russie, s'était rendu à cette occasion en Palestine : accompagné d'une suite nombreuse, il avait débarqué en grande pompe à Jaffa; puis il s'était acheminé vers la ville sainte et y était entré au son des tambours et au bruit des salves de mousqueterie. Le même steamer qui portait M. Basily avait amené aussi le consul de France, M. Botta. L'un et l'autre ne connaissaient que le firman qui le concernait : par suite, tous deux se préparaient à triompher; et ils se disposaient à le faire suivant les habitudes de leur pays, les Russes déployant une pompe tout asiatique, les Français se contentant du simple appareil de l'Occident. Les visites officielles ayant été échangées, Afif-Bey convoqua dans l'église du Saint-Sépulcre les patriarches grecs, latins et arméniens, ainsi que les consuls et les principales autorités. Les moines s'étaient mis en frais et avaient offert à leurs hôtes une collation. Le commissaire turc fit un discours où il vanta, comme il convenait, les intentions paternelles de son maître et annonça que le Sultan se chargeait de réparer la coupole du temple. Puis, on se rendit en cortège à l'église de la Vierge, où on lut le firman qui accordait aux Latins le droit d'officier dans le sanctuaire. Les Latins s'attendaient à des droits plus étendus, et leur mécontentement éclata : ils attachaient une importance extrême à certaines questions liturgiques, et comme, en leur accordant la faculté de célébrer leurs mystères, on leur interdisait le droit de changer l'autel et les ornements, ils se jugeaient tout à fait mystifiés. Les Latins étaient à peine apaisés que ce fut au tour des Grecs de s'irriter, et ce fut bien pis. Le consul

de Russie, M. Basily, requit d'Afif-Bey la lecture du firman spécial aux Grecs. « Quel firman? reprit Afif-Bey. — Mais, répondit M. Basily avec arrogance, celui que vous avez rédigé et écrit de votre propre main, en qualité de second secrétaire à Constantinople, celui qui déclare nulles et de nul effet les réclamations des Latins et consacre le *statu quo*. — Je n'ai pas d'instructions à cet égard », répliqua le commissaire turc. La contradiction des décrets de la Porte était patente, et décidément les Grecs n'étaient pas moins mystifiés que les Latins. La scène devint tout à fait tumultueuse. Quant à M. Basily, il envoya en toute hâte un attaché de légation à Constantinople pour y provoquer des explications : en même temps, il dénonçait à Saint-Pétersbourg les procédés turcs.

J'ose à peine conduire le lecteur à travers ce fastidieux imbroglio. La Russie, piquée au jeu, mettait son amour-propre à ce que le firman au profit des Grecs fût lu solennellement à Jérusalem aux communautés assemblées. La France, considérant cette solennelle promulgation comme un échec, voulait qu'il fût simplement enregistré. On transigea, et il fut convenu que les firmans seraient lus, mais devant un auditoire restreint, composé du Pacha, des patriarches et de quelques fonctionnaires. Restait la question des clefs de l'église de Bethléem et aussi celle de la fameuse étoile d'argent que, paraît-il, on ne retrouvait plus. Vraiment on se perdait dans les infiniment petits de la controverse. Par malheur, plus on s'égarait dans les subtilités, plus on s'aigrissait mutuellement. « Je n'ai pas « réclamé, disait M. de La Valette, la dixième partie des sanc« tuaires auxquels les Latins ont droit en vertu des traités (1). » Et il s'irritait avec quelque raison que ses demandes si modérées eussent été éludées. Les diplomates anglais demeuraient réservés avec une nuance d'impassibilité moqueuse... « Réglez cette querelle de chrétiens dans un esprit chrétien », répétaient-ils, et ils accompagnaient ce langage pieux d'un sourire qui ne l'était guère. Cependant on apprenait que, dans les

(1) Dépêche du colonel Rose à lord Malmesbury, 14 août 1852. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 42.)

provinces méridionales, la Russie armait. « Je ne comprends pas, disait à Saint-Pétersbourg M. de Nesselrode, que les Turcs préfèrent à leurs millions de sujets grecs quelques centaines de touristes catholiques romains (1). »

Dans ces conjonctures devenues peu à peu presque graves, ce fut l'honneur du gouvernement français de pousser jusqu'à l'extrême limite l'esprit de conciliation. Il avait réduit ses plus justes exigences au point de se contenter de concessions plus nominales que réelles. En outre, M. Drouyn de Lhuys, notre ministre des affaires étrangères, songeait à rappeler M. de La Valette ; non qu'il le désapprouvât, mais il jugeait utile de lui substituer un diplomate nouveau, étranger aux anciennes querelles et aux anciens froissements. Enfin, comme lord Cowley, ministre d'Angleterre à Paris, recommandait l'idée d'une entente directe entre la France et la Russie sur la question des Lieux saints, cette combinaison fut accueillie avec empressement par le cabinet des Tuileries. « Nous ne voulons pas aller jusqu'au bout de nos droits, disait au mois de janvier 1853 M. Drouyn de Lhuys à M. de Kisselef, ambassadeur de Russie ; soyons conciliants (2). »

Quel eût été le résultat de cette négociation directe? Imaginer qu'elle aurait pu échouer, ce serait vraiment faire injure à la sagesse ou à l'habileté de la diplomatie. Hâtons-nous de le dire, cette négociation ne s'ouvrit pas. C'est le propre des destinées humaines que souvent les plus petits différends, après avoir traîné en longueur et préparé sourdement les âmes à l'irritation et à la colère, s'absorbent tout à coup dans quelque grande querelle qui surgit à l'improviste et fait oublier tout le reste. Dans l'histoire, la comédie n'est souvent que le prologue de la tragédie, et toutes deux s'emmêlent tellement qu'on ne sait toujours où finit l'une, où commence l'autre. Dans le

(1) Dépêche de sir Hamilton Seymour à lord Malmesbury, 31 décembre 1852. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 55.)

(2) Dépêches de lord Cowley à lord Malmesbury, 30 décembre 1852 et 6 janvier 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 53 et 55.) — Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. de Castelbajac à Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1853.

long récit des complications orientales, la question des Lieux saints n'est qu'un prologue : le drame va commencer. A l'heure même où M. Drouyn de Lhuys tenait à Paris le langage sensé que nous venons de rapporter, le premier acte de ce drame se déroulait à Saint-Pétersbourg.

II

Pour l'intelligence de notre récit, il est bon de faire connaître au lecteur le puissant monarque dont les volontés, tantôt brusques, tantôt indécises, allaient pendant une année tenir l'Europe suspendue entre la paix et la guerre jusqu'à ce qu'enfin la guerre l'emportât.

L'empereur Nicolas qui gouvernait alors la Russie tenait une place à part entre tous les souverains de l'Europe. En un temps où l'esprit de réforme ébranlait tous les trônes, la vénération de ses peuples l'égalait presque à un dieu. Son autorité, curieux mélange de despotisme asiatique et de théocratie chrétienne, d'omnipotence administrative et de dictature militaire, n'avait d'autres limites que son bon plaisir. Aucun Parlement élu ne contrôlait ses actes; aucune institution née de la coutume ne contenait son pouvoir. Les plus hauts personnages de sa cour avaient conservé, au milieu de leurs élégances nouvelles, quelque parfum de servage, en sorte qu'aucune existence ne projetait son ombre sur la sienne, pas plus qu'aucune montagne ne coupait les immenses plaines de ses États. Le clergé le reconnaissait pour son chef spirituel et achevait par là de rendre ses volontés sacrées. La seule manifestation de l'esprit public en ces régions lointaines, c'étaient les révolutions de palais; mais, dès son avènement, le Czar, par son impitoyable énergie, semblait les avoir pour longtemps conjurées. Son long règne avait accru son prestige. L'Empire moscovite, si grandi depuis un siècle, lui avait dû de nouvelles conquêtes en Asie, de nouveaux avantages sur les Turcs. Relégué loin de l'Occi-

dent, il profitait de cet éloignement, loin d'en souffrir. A cette distance, les abus partiels, les misères individuelles disparaissaient, ou se fondaient dans un ensemble sévère et majestueux. On ignorait les ressources réelles de ces vastes territoires qui s'étendaient à perte de vue bien au delà de l'Oural, et, comme l'immensité fait naître l'idée de l'infini, on était porté à croire ces ressources illimitées. L'empereur Nicolas ne négligeait rien pour accréditer une si haute opinion. Rarement il se montrait à l'Europe. Quand il se montrait, c'était dans un appareil propre à inspirer une admiration mêlée de crainte. En 1844, il était venu en Angleterre, et la nation britannique avait conservé un durable souvenir de ce prince alors jeune encore, beau, alliant à la force des races du Nord la gracieuse souplesse de la race grecque, d'une simplicité superbe, d'une magnifique prestance royale qu'on ne connaissait plus. Plusieurs fois, Nicolas avait visité l'Allemagne; il y avait paru moins en voyageur qui passe qu'en arbitre et en suzerain Comme les grandes cours recherchaient peu l'union des Romanof, d'origine un peu récente, disait-on, et de religion schismatique, c'était dans les familles princières de la Confédération germanique que la maison impériale de Russie avait contracté la plupart de ses alliances ; elle s'était créé de la sorte, au centre même de l'Europe, toute une clientèle de souverains secondaires qui étaient fiers de sa bienveillance, et qui, redoutant Paris, supportant mal Berlin et Vienne, s'habituaient à prendre leur mot d'ordre à Saint-Pétersbourg.

L'année 1848 avait encore ajouté à l'autorité de Nicolas. Tout tremblait alors en Europe. La France avait aboli la royauté. L'empereur Ferdinand, désertant Vienne, se réfugiait au fond du Tyrol. Le roi de Prusse s'inclinait devant ses sujets rebelles. Londres voyait passer dans ses rues les émeutes chartistes. Pie IX cherchait un asile à Gaëte. Il n'était pas jusqu'aux plus paisibles villes d'Allemagne qui n'eussent leurs orages. Seul, Nicolas régnait tranquille, tellement tranquille que, non content d'assurer l'ordre dans son empire, il pouvait pourvoir à la sécurité de ses voisins. On le vit bien lorsque, l'année suivante, il vint au secours du jeune empereur François-

Joseph, réduisit la Hongrie révoltée et la lui remit entre les mains, ne demandant rien, n'acceptant rien, n'aspirant qu'à devenir, au milieu de l'Europe troublée, le restaurateur des trônes et l'inspirateur d'une nouvelle Sainte-Alliance, affectant sur tout le reste un désintéressement orgueilleux qui ressemblait à du dédain.

Ce prince que la Providence avait chargé de tant de grandeurs, n'avait point échappé à l'infatuation, fruit et châtiment tout ensemble du pouvoir absolu. Mais ses volontés despotiques planaient si haut qu'elles cessaient d'être haïssables ou vulgaires et qu'elles imposaient naturellement l'obéissance. On devinait que ses caprices, même les plus injustifiés, que ses entêtements, même les plus funestes, se coloreraient d'une sorte d'obstination sainte. Pontife autant que chef civil, il se croyait de bonne foi le représentant de la puissance divine. Isolé par son rang, ne recevant guère d'autres conseils que ceux qu'il lui plaisait de provoquer, se défiant de ces conseils même, il s'était habitué à chercher en Dieu la lumière, et, dans les heures solennelles de sa vie, il ne doutait pas que ses résolutions ne lui fussent dictées par le ciel. De là tous les dangers et, en même temps, toutes les grandeurs du mysticisme : de là des rêves qu'on ne parvenait pas à dissiper parce qu'ils se confondaient dans je ne sais quelle hallucination sacrée : de là aussi une hauteur de vues qui déconcertait le train ordinaire de la politique ; de là un langage moitié biblique, moitié guerrier, qui résonnait avec un son inaccoutumé dans les chancelleries et éveillait, d'un bout à l'autre de la Sainte Russie, un religieux enthousiasme. La vie ordinaire du prince répondait assez à ces austères pensées. Pouvant vivre dans les délices, il traitait durement son corps, et, s'il s'abandonnait parfois au plaisir avec une ivresse qui ne connaissait point les résistances, il n'en faisait pas moins son métier de roi. Dans ce rude métier, il rencontrait moins de joies que de soucis. Il brillait par un magnifique ensemble de qualités souveraines, plutôt qu'il ne possédait la vraie sagacité de l'homme d'État. Quand il s'appliquait aux affaires, il y apportait un esprit de subtilité qui cadrait mal avec son ordinaire franchise. L'état intérieur de

son empire était pour lui un sujet de permanente tristesse. Sous les apparences pompeuses qui éblouissaient l'Europe, il devinait de secrètes et cruelles faiblesses. Il entrevoyait des abus qu'il était impuissant à saisir. Il entendait vaguement, sans les percevoir tout à fait, les cris de souffrance qui essayaient de monter jusqu'à lui. Il n'ignorait pas que, malgré ses réformes, une administration vénale gouvernait son vaste empire, et que chaque jour des iniquités s'autorisaient de son nom. Dans sa colère, il lui arrivait de s'exagérer le mal et de croire à une universelle improbité : il faisait alors quelques terribles exemples : seulement, comme la vérité ne lui parvenait qu'incomplète et altérée, ses rigueurs n'atteignaient pas toujours les plus coupables; et, sans remédier à rien, elles lui valaient à lui-même une réputation excessive de brusquerie et de dureté. Parmi les attributs de la puissance souveraine, un seul lui plaisait complètement, c'était le soin des choses de l'armée. S'il dérogeait à l'étiquette, c'était en faveur de ses généraux, et c'est sous la tunique militaire qu'on l'abordait le mieux. Surtout il fallait le voir les jours de revues, serré dans son uniforme qui faisait valoir sa haute taille, et parcourant avec une fierté émue les rangs épais de ses soldats. Comme les anciens rois de Prusse, il aimait la précision des manœuvres presque automatiques, la régularité des costumes, l'éclat des casques dorés. Aucun détail ne lui paraissait vulgaire, si le bien-être ou la beauté de ses troupes y était intéressé. Peut-être aussi cette activité était-elle pour lui un moyen d'échapper à ses pensées : car, malgré tant de prospérités, ce tout-puissant était triste, triste de la tristesse des hautes cimes, triste d'une satiété suprême, triste de sentir un voile entre le monde réel et lui. Souvent, pour secouer cet ennui, on le voyait se réfugier dans le romanesque, se replier dans sa vie de famille, se fondre en une sorte de tendresse épanouie, et alors il charmait d'autant plus que son ordinaire réserve rendait plus touchantes ces passagères expansions. Avec cela, on surprenait parfois sur son visage une expression étrange, sombre, concentrée comme s'il eût porté quelque trace de cet égarement d'esprit dont on avait vu plusieurs exemples parmi les Romanof. « Il y

a dans le Czar quelque chose de sauvage », disait en 1844 la reine Victoria (1). L'âge venant, cette humeur inquiète parut plus visible, soit que vraiment l'esprit du monarque fût déjà, à l'insu de tous, frappé de quelques-unes des funestes influences transmises dans sa race, soit plutôt que quelque grand dessein moitié religieux, moitié politique, obsédât son âme au point de l'absorber tout entière.

Au commencement de l'année 1853, Nicolas n'avait rien perdu de son prestige. A ne voir que les apparences, son attitude ne différait guère de celle qu'il avait tenue jusque-là. C'était toujours le même programme, ultra-conservateur et, en outre, pacifique avec une nuance de protection hautaine : c'étaient les mêmes visées d'agrandissement, mais sans infractions violentes aux traités ; c'était le même système d'alliance intime avec les puissances allemandes, de cordialité vis-à-vis de l'Angleterre, de froideur sans hostilité vis-à-vis de la France. Telle était la surface. A pousser jusqu'au fond des choses, on pressentait un inquiétant changement. Dans la question des Lieux saints, la diplomatie moscovite manifestait une irritation jalouse qui ne se justifiait guère par la faible importance du litige, mais ne s'expliquait que trop si on souhaitait de transformer en querelle un simple incident de chancellerie. L'Empire ayant été rétabli en France, Nicolas, sans faire entendre de protestation ouverte, avait témoigné clairement son déplaisir. On parlait encore d'équilibre européen à Saint-Pétersbourg, mais avec une sorte de restriction mentale, comme si ce principe d'équilibre, excellent pour tous les autres États, n'eût point été opposable aux empiétements de la sainte Russie. En outre, les sentiments de l'Empereur, à demi pénétrés, devinés plutôt que connus, inspiraient aux esprits les plus clairvoyants une anxiété, vague encore et mal définie, mais si vive qu'elle se dissimulait à peine. Le tout-puissant autocrate avait déjà dépassé la pleine maturité : jusque-là il avait déployé le pompeux appareil de son pouvoir plutôt qu'il n'avait marqué par son génie : il avait été environné d'hom-

(1) *The live of prince consort, by* Théodore Martin, t. Ier, p. 219.

mages plus encore qu'il n'avait accompli de grandes choses : selon toute apparence, le souvenir qu'il laisserait dans la postérité ne serait pas tout à fait égal à l'éclat qu'il avait projeté sur son siècle. Déjà sur le déclin (car nul dans sa famille n'avait atteint la vieillesse), n'ayant plus le loisir d'attendre, trop aveuglément obéi pour avoir à redouter aucun obstacle, ne voudrait-il pas, avant de finir sa carrière, donner consistance à quelque rêve grandiose et, par un coup d'audace heureux, couronner sa destinée ? Ce n'étaient que des conjectures, mais rendues plausibles par certaines confidences, et vraisemblables surtout pour qui connaissait l'âme à la fois mystique et fougueuse du Czar.

A la vérité, les raisons de se rassurer ne manquaient pas. Si Nicolas, disait-on, eût nourri quelque ambitieux dessein, par exemple du côté de Constantinople, ne l'eût-il pas réalisé en 1848 ou en 1849 à l'époque où l'Europe, en proie à la Révolution, était incapable de s'y opposer ? Aurait-il attendu l'heure où chaque gouvernement, maître paisible chez lui, pouvait jeter un regard vigilant au delà de ses frontières ? Parmi les diplomates accrédités à la cour de Russie, plusieurs se refusaient à croire à un prochain orage et prévoyaient tout au plus quelques passagères complications. Chose étrange ! le plus confiant de tous était l'ambassadeur de France, le général de Castelbajac, que Nicolas, par calcul ou goût personnel, comblait d'attentions et qui, vieilli dans les armes plus que dans la politique, se laissait subjuguer par des manières si engageantes. Dans ses dépêches à la cour des Tuileries, il marquait avec une complaisance un peu naïve les progrès de sa faveur. « Ce « n'est pas encore l'intimité du temps de Charles X, écrivait-il, « mais ce sont déjà des relations beaucoup meilleures qu'au « temps de Louis-Philippe. L'empereur Nicolas, continuait-il, « est bien au-dessus des finasseries politiques (1). » Le 12 janvier, M. de Castelbajac ayant été reçu pour la première fois par le Czar depuis la reconnaissance du nouvel Empire

(1) *Dépêche publiée par M. Rothan, Souvenirs diplomatiques.* (*Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1888, p. 521.)

français, celui-ci le félicita, l'embrassa même, lui parla en termes excellents de Napoléon III, signala la question des Lieux saints, mais en passant, parla bien un peu des *misérables Turcs,* mais en se gardant d'insister sur ce désagréable sujet. M. de Castelbajac, incapable de soupçonner une arrière-pensée, s'empressa de mander à Paris ces bonnes nouvelles qui lui semblaient le présage de relations étroites entre les deux pays.

Des optimistes ou des inquiets, qui donc, à cette heure, pénétrait le mieux les secrètes pensées du Czar ? Hélas ! l'avenir devait justifier, en les dépassant, les prévisions les plus alarmées. Déjà Nicolas se décidait à donner un corps à ses ambitieuses pensées, songeait même à lier partie avec l'Angleterre, à la prendre pour alliée, on dirait volontiers pour complice. Trois jours avant cette cordiale audience dont M. de Castelbajac faisait un si complaisant récit, voici ce qui s'était passé au palais de la grande-duchesse Hélène.

C'était le 9 janvier 1853. Au milieu du va-et-vient d'une grande soirée, l'empereur Nicolas, apercevant l'ambassadeur d'Angleterre, sir Hamilton Seymour, alla droit à lui. Il commença par le féliciter de la constitution du nouveau ministère qui avait succédé le 26 décembre au cabinet de lord Derby : il fit surtout un grand éloge du premier ministre, lord Aberdeen, qu'il connaissait, disait-il, depuis quarante ans. « Je « désire, ajouta-t-il, une amitié intime avec l'Angleterre... vous « êtes ici depuis quelque temps et vous savez que, sur presque « toutes les questions, nos intérêts sont les mêmes. Lorsque « nous sommes d'accord, poursuivit l'Empereur de plus en « plus insinuant, je suis tout à fait sans inquiétude pour l'occi« dent de l'Europe. Ce que d'*autres* pensent au fond est de « peu d'importance. Quant à la Turquie, c'est une autre ques« tion, ce pays est dans un état critique et peut nous donner « beaucoup d'embarras... Mais je vais vous quitter. »

Nicolas avait jeté sa première amorce. Très surpris de cette confidence inattendue, plus intéressé encore que surpris, sir Hamilton Seymour osa retenir son auguste interlocuteur. « Vos paroles, dit-il, seront accueillies avec une satisfaction « générale. Mais quelques mots de Votre Majesté ne calme-

« raient-ils pas les inquiétudes relatives à la Turquie? » Le Czar hésita, puis s'affermissant en parlant : « Les affaires de la « Turquie, dit-il, sont dans un grand état de désorganisation. « Il faut nous entendre : tenez, continua l'Empereur en bais- « sant la voix et d'un ton mystérieux, tenez, nous avons sur les « bras un *homme malade, gravement malade :* ce serait un « grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispo- « sitions nécessaires fussent prises... ce n'est pas le moment « de vous parler de cela », ajouta Nicolas, s'interrompant de nouveau. Seymour comprit qu'il était temps de prendre congé. Il se contenta de répliquer un seul mot : « Votre Majesté « dit que l'homme est malade. Eh bien! Votre Majesté dai- « gnera m'excuser si je lui dis que c'est à l'homme généreux et « fort à ménager l'homme malade et faible (1). »

Cinq jours après ce singulier entretien, sir Hamilton Seymour revit Nicolas. Celui-ci, comme agité d'une pensée fixe, reprit aussitôt la conversation interrompue. « Vous savez, « lui dit-il, les plans de l'impératrice Catherine. Je n'ai pas « hérité de ses projets, ou, si vous aimez mieux, de ses rêves... « Mon empire est assez vaste : plus d'extension l'affaiblirait... « Nous n'avons plus rien à craindre de la Turquie : elle a été « jusqu'ici assez forte pour sauvegarder son indépendance, elle « n'est plus assez redoutable pour troubler le repos de personne. « Il y a là plusieurs millions de chrétiens aux intérêts desquels « je dois veiller. Je fais un usage modéré de mon droit, mais ce « droit existe, et je ne puis y renoncer. » Cet exposé que nous abrégeons beaucoup tournait au monologue. L'Empereur, à travers de nouveaux détours, finit par atteindre l'objet réel de sa pensée : « Voyons, dit-il, nous sommes désireux de prolon- « ger l'existence du *malade;* mais il peut subitement mourir, « et nous ne pouvons ressusciter ce qui est mort. Ne vaut-il pas « mieux se préparer d'avance à cette éventualité que de « s'exposer au chaos, à la confusion qui suivra? Voilà la ques- « tion que je voudrais poser à votre gouvernement. » L'inter-

(1) Dépêche de sir Hamilton Seymour à lord John Russell, 11 janvier 1853. (*Eastern Papers*, part. V, p. 1-3.)

rogation cette fois était trop directe pour qu'on pût se dérober. Seymour se montra bref, digne, mesuré. « On a toujours « éprouvé en Angleterre, répliqua-t-il, une extrême répugnance « à escompter la succession d'un ancien ami et allié. — Sans « doute, c'est un bon principe : pourtant, il faut nous en- « tendre. Je vais vous parler *en ami et en gentleman*, ajouta « l'Empereur avec un redoublement d'abandon. Si nous arri- « vons à nous entendre, peu importe ce que feront les autres. « Ce que je veux, je vais vous le dire. Je ne permettrai pas à « l'Angleterre de s'établir à Constantinople, je ne m'y établirai « pas non plus, en propriétaire s'entend, car en dépositaire je « ne dis pas... » Seymour ne put que répéter ce qu'il avait déjà dit. « Le cabinet britannique est peu disposé à prendre « des engagements sur ces matières. — Mais, répliqua l'Em- « pereur, je me suis déjà entretenu sur ce sujet avec Welling- « ton. » La conversation s'égara un peu : puis le Czar congédia l'ambassadeur. « Vous rendrez compte au gouvernement de la « Reine, dit-il, de ce qui s'est passé entre nous, et vous direz « que je suis prêt à accueillir toute communication qu'il juge- « rait à propos de me faire (1). »

La recommandation était vraiment superflue. Déjà on connaissait au *Foreign Office* les étranges ouvertures de Nicolas. Le cabinet britannique voyait alors d'un œil peu favorable la politique française en Orient. Dans le nouveau ministère, Napoléon n'avait qu'un seul ami; c'était, à la vérité, lord Palmerston, mais il était alors relégué à l'intérieur. A Londres, on blâmait volontiers le zèle, excessif, disait-on, de M. de La Valette dans la question des Lieux saints, et, quand le baron Brunnow, ambassadeur de Russie, venait lire au ministère des affaires étrangères quelque dépêche de M. de Nesselrode, malveillante et presque amère contre le cabinet des Tuileries, il était accueilli avec plus de faveur que de déplaisir. De son côté, la presse anglaise tenait un langage très violent contre la Porte, et le *Times* se plaisait à prédire le jour où s'évanouirait

(1) Sir Hamilton Seymour à lord John Russell, 22 janvier 1853. (*Eastern Papers*, part. V, p. 3-6.)

ce grand corps sans force (1). Quels que fussent ces sentiments peu amicaux pour nous et méprisants pour la Turquie, il y avait loin de cette attitude à une action directe qui hâterait la dissolution de l'Empire ottoman et réglerait ce lourd héritage à l'insu et au préjudice de la France. En tout cas, on ne pouvait attendre que le cabinet dirigé par le prudent lord Aberdeen s'associerait à une si périlleuse aventure. Lord John Russell, ministre des affaires étrangères, fut chargé de rédiger la réponse. Il la fit le 9 février sous une forme à la fois ferme et courtoise. « Aucune crise actuelle, disait en substance lord John « Russell, n'autorise à disposer de la Turquie. La Question des « Lieux saints n'est pas grave. On ne peut escompter la succes- « sion de l'Empire ottoman comme, à la fin du dix-septième siècle, « Guillaume III et Louis XIV escomptaient la succession de « Charles II; car il est impossible d'assigner une date fixe à l'éven- « tualité qu'on prévoit. En outre, comment prendre des arrange- « ments si importants en dehors de la France et de l'Autriche? « Ces combinaisons ne pourraient d'ailleurs demeurer secrètes : « une fois connues, elles encourageraient tous les ennemis du « Sultan, en sorte que la *grande prévoyance des amis du malade* « *deviendrait la cause de sa mort.* » Les assurances les plus amicales pour la Russie tempéraient l'ironie à peine voilée de ces dernières paroles. Lord John Russell, en terminant sa dépêche, promettait que l'Angleterre n'entrerait dans aucune négociation relative au partage éventuel de l'Empire ottoman sans entente préalable avec le Czar (2).

Le 20 février, à une fête donnée chez le grand-duc héritier, Seymour revit Nicolas. C'était la troisième entrevue. L'Empereur alla droit à l'ambassadeur, lui fit un accueil plus bienveillant que jamais, et, l'entraînant à l'écart : « Eh bien! vous avez « reçu votre réponse? — Oui, Sire, elle est telle que je l'avais « fait pressentir à Votre Majesté. — C'est ce que je regrette « d'avoir appris. Votre gouvernement n'a pas compris mon « but. Il s'agit moins de savoir ce qui sera fait quand le malade

(1) *Times*, 22 janvier 1853.
(2) Dépêche de lord John Russell à sir Hamilton Seymour, 9 février 1853. (*Eastern Papers*, part. V, p. 7 et 8.)

« mourra que de déterminer avec l'Angleterre ce qui ne sera « pas fait. — Mais nous n'avons aucune raison de penser que « le malade soit à l'article de la mort. — Si, si, il se meurt. « Il faut nous entendre. Ah! si j'avais seulement dix minutes « de conversation avec vos ministres, avec lord Aberdeen par « exemple, nous arriverions facilement à un accord. Il ne s'agit « pas de protocole ni de traité, mais d'une entente générale. « Revenez demain. »

Quelques heures plus tard, rentré à l'ambassade, Seymour se hâta de rendre compte à sa cour de cette nouvelle conversation. Il était confondu de tant d'insistance. Surtout il ne pouvait se défendre de cette conviction qu'un souverain qui discute avec tant d'opiniâtreté sur la chute imminente d'un État voisin doit avoir arrêté le dessein non d'attendre la dissolution de cet État, mais de la provoquer. « La pensée de l'Empereur, écrivait « Seymour, se dessine à travers le voile même dont il l'enveloppe. « Ce qu'il veut apparaît bien nettement, c'est un partage de la « Turquie à l'exclusion de la France (1). »

L'entretien que l'ambassadeur anglais eut le lendemain avec Nicolas ne put que le confirmer dans cette croyance. L'entrevue dura près de cinq quarts d'heure. — « Soyez assuré, dit le « Czar, que la catastrophe est imminente. La guerre étrangère, « la révolte des chrétiens, la rivalité du vieux parti turc et du « parti novateur, tout peut précipiter la crise. Je veux régler « ce qu'il ne sera pas permis de faire. — Mais enfin quelles « seront ces stipulations négatives? » L'Empereur se recueillit un instant : « Je ne veux pas, dit-il, que Constantinople soit « occupé par les Russes, Français, Anglais ou par aucune « autre puissance. Je ne permettrai jamais la résurrection d'un « nouvel Empire byzantin, ni une extension de la Grèce : « encore moins permettrai-je que la Turquie se divise en une « série de petits États, asiles ouverts aux Mazzini, Kossuth et « autres révolutionnaires. — Alors il faudra déclarer qu'il ne « sera permis à personne de s'emparer d'aucune des provinces « de l'empire, que cette propriété restera comme *sous les scel-*

(1) Seymour à Russell, 21 février. (*Eastern Papers*, part. V, p. 8 et 9.)

« *lés* jusqu'à ce qu'un arrangement amiable intervienne. — « Ce sera difficile, répliqua le Czar un peu embarrassé ; chré- « tiens et Turcs se battront. — Tenez, Sire, reprit sir Hamilton « Seymour, s'enhardissant tout à fait à mesure que la conversa- « tion se prolongeait, il y a une différence entre nous : Votre « Majesté s'occupe toujours de la ruine de la Turquie : nous, « nous nous occupons d'empêcher sa situation d'empirer. — Ah ! « vous me parlez comme Nesselrode, mais la catastrophe arri- « vera. » On s'entretint des autres puissances. « Je ne m'inquiète « pas de la France, dit Nicolas, elle ne cherche qu'à nous « brouiller ; une fois d'accord avec vous, je ne m'inquiète pas « du reste. — Et l'Autriche, Sire ? — L'Autriche ! reprit dédai- « gneusement le Czar ; ce qui convient à la Russie convient « à l'Autriche... » L'Empereur vanta sa modération vis-à-vis du Sultan, « ce *monsieur* qui, disait-il, lui avait manqué de « parole. — Ah ! Sire, repartit Seymour, si les pauvres « Turcs vous ont manqué de parole, c'est par crainte de la « France (1). »

Cependant le Czar revenait toujours à son idée dominante. Une dernière fois il essaya de jouer le rôle de séducteur. « Les « Principautés, dit-il, sont indépendantes sous mon protectorat. « En cas de dissolution, pourquoi la Serbie, la Bulgarie n'au- « raient-elles pas un gouvernement semblable ? En ce qui con- « cerne l'Égypte, ajouta-t-il avec une intention marquée et en « véritable tentateur, je comprends que l'Angleterre y tienne : « qu'elle l'occupe si elle veut : de même pour Candie. » Il attendait l'effet de cette offre superbe. « Oh ! reprit négligem- « ment Seymour, nous ne tenons qu'à avoir un mode de com « munication facile entre les Indes et la métropole. » L'entrevue touchait à son terme : en finissant, Nicolas répéta encore : « Écrivez à votre cour, je ne demande pas un traité, mais une « simple parole de *gentleman* »

Cette parole de *gentleman*, le Czar, malgré tout son art qui touchait à l'artifice, le Czar ne l'obtint pas. Lord Clarendon,

(1) Dépêche de sir Hamilton Seymour à lord John Russell, 22 février 1853. (*Eastern Papers*, part. V, p 10-11.)

qui avait remplacé Russell dans la direction du *Foreign Office,* s'appliqua à tenir le même langage que son prédécesseur, répétant que l'Angleterre ne croyait pas la fin de la Turquie si proche, que le maintien de l'ordre actuel était le parti le plus sage, qu'en cas de catastrophe, un congrès réglerait le partage des dépouilles (1). Plus réservé que son maître, le chancelier de l'Empire russe, M. de Nesselrode, avait senti le péril de ces confidences réitérées et déjà s'était appliqué à en restreindre la portée. Sous prétexte de fixer le souvenir de ces entretiens, il avait rédigé un long *memorandum* qui réduisait à un simple échange de vues les pourparlers engagés. Il ne s'agissait plus de préparer une convention obligatoire, ni surtout de préluder à un partage, mais seulement d'assurer l'accord pour une éventualité que la Russie ne souhaitait nullement. La négociation n'ayant pas abouti, il fallait, non la nier, mais la dégrader à tel point qu'elle parût inoffensive et presque insignifiante. Sur un seul objet, le langage de M. de Nesselrode demeurait amer et comminatoire. Il signalait en termes presque violents l'attitude de la France qui, « en Orient, présentait ses réclamations « à la bouche du canon et qui, dans le débat des *Lieux saints,* « avait pesé sur la Porte pour obtenir l'annulation des pro- « messes faites au Czar (2) ». Cette malveillance même était calculée. Ne pouvant attirer l'Angleterre, on voulait du moins la tenir éloignée de nous, séparer ses intérêts des nôtres, et on jugeait que, si ce seul résultat était obtenu, le travail de la Russie n'aurait pas été vain.

Toute cette négociation devait être soustraite à la publicité. A Paris, on ne la connut pas. Tout au plus put-on pressentir vaguement les malveillantes pensées du Czar. Vers ce temps-là, comme Napoléon recevait lord Malmesbury et comme celui-ci lui vantait la loyauté de Nicolas : « Oh ! il est plus prudent que loyal », lui répondit l'Empereur avec une vivacité peu accoutumée et une intention visible (3). Le silence eût sans

(1) Dépêche de lord Clarendon à sir Hamilton Seymour, 23 mars 1853. (*Eastern Papers*, part. V, p 19.)
(2) *Eastern Papers*, part. V, p. 14.
(3) MALMESBURY, *Memoirs of an ex-minister*, t. Ier, p. 391.

doute couvert longtemps cette intrigue. Mais, un an plus tard, à la suite d'un article violent du *Journal de Saint-Pétersbourg,* le cabinet de Saint-James se crut délié du secret et consigna dans ses *Papiers parlementaires* le curieux épisode que nous venons de raconter. A quoi bon d'ailleurs le secret? Ces ambitions qu'il avait pris soin jusque-là d'envelopper dans l'ombre, Nicolas allait les révéler avec une incroyable témérité. En ce temps-là même, un acte audacieux montrait au monde étonné quels étaient ses vrais desseins et jusqu'où il entendait pousser sa fortune.

III

Le 23 février, M. d'Ozerof, ministre de Russie près la Porte Ottomane, annonça à ses collègues du corps diplomatique l'arrivée prochaine à Constantinople d'un envoyé extraordinaire du Czar. Cette communication éveilla quelque surprise. L'étonnement s'accrut lorsqu'on connut le nom de l'ambassadeur. C'était le prince Menschikof, amiral, Altesse Sérénissime, ministre de la marine, gouverneur général de la Finlande, l'égal des Voronzof, des Orlof, des Paskewitch, des Nesselrode. Quel intérêt si grave nécessitait un tel plénipotentiaire? Les ministres de la Porte ne savaient rien. M. d'Ozerof, sans doute aussi ignorant que les autres, gardait le silence. Le 24, le bateau-poste d'Odessa débarqua le colonel Kohlkof, aide de camp du prince, chargé de préparer la réception de son chef. Cette réception devait être solennelle : le gouvernement turc avait même été officiellement avisé afin qu'aucun détail du cérémonial habituel ne fût négligé. Les jours suivants, le bruit se répandit que Menschikof, militaire et marin plus encore que négociateur, avait passé en revue la flotte de la mer Noire et avait, en outre, visité dans ses cantonnements un corps d'armée rassemblé sur les frontières de la Bessarabie. A ces nouvelles, la curio-

sité se changea en appréhensions. Pendant ce temps, des préparatifs inusités se faisaient au palais de l'ambassade russe, et on remarquait parmi les Grecs, si nombreux à Constantinople, une agitation inaccoutumée.

Le 1er mars, le steamer qui portait Menschikof parut dans les eaux du Bosphore. C'était un ambassadeur extraordinaire, avait dit de lui M. d'Ozerof. Extraordinaire en effet, et il le fut de toute façon.

Autour du prince se groupaient un nombre infini de fonctionnaires, de généraux, d'officiers de tout grade. Dans cette foule chamarrée, on remarquait le prince Galitzin, aide de camp de l'Empereur, le comte Dimitri de Nesselrode, fils du chancelier, d'autres encore non moins élevés en dignité qu'en crédit. A voir cet appareil, on eût dit, non un diplomate pacifique venant traiter d'égal à égal avec une puissance amie, mais un vice-roi venant recevoir au nom de son souverain l'hommage d'un État vassal. Tout contribuait à l'illusion, tout, jusqu'aux Grecs qui, au nombre de sept ou huit mille, répandus autour du navire et sur les quais, lançaient dans les airs leurs bruyantes acclamations. Un autre vaisseau était signalé et devait arriver dans quelques heures, amenant le vice-amiral Khornilof, major général de la flotte de la mer Noire, et le général Nikapotchinski, chef d'état-major de l'armée de Bessarabie. Vraiment, que signifiait ce congrès de militaires dans la capitale de la Turquie? Dans le même temps, des avis annonçaient que, dans le sud de la Russie, deux corps d'armée étaient mis sur le pied de guerre, et que, dans les Principautés danubiennes, des marchands moscovites préparaient de grands approvisionnements.

Le lendemain 2 mars était le jour fixé pour les présentations officielles. Menschikof quitta l'hôtel de l'ambassade pour se rendre à la Sublime Porte. Contrairement à l'usage, il était en simple habit de ville, et, à ce mépris de l'étiquette, les vieux Turcs ne revenaient pas de leur surprise. Ils eurent bientôt un plus sérieux motif de s'inquiéter. La tradition voulait que les nouveaux diplomates fissent deux visites, la première au grand vizir, la seconde au ministre des affaires étrangères. Celui-ci

était Fuad-Effendi, que la Russie accusait de partialité pour la France dans la question des Lieux saints. Le prince se rendit d'abord chez le grand vizir. Quand il en sortit, l'introducteur des ambassadeurs l'invita à entrer chez le ministre des affaires étrangères, dont les appartements étaient contigus à ceux de son collègue. De grands préparatifs avaient été faits pour recevoir le plénipotentiaire russe. Les portes étaient toutes grandes ouvertes : des gardes faisaient la haie jusqu'à l'entrée des salles de réception. Une grande foule de Turcs et surtout de Grecs stationnaient aux abords du palais, en sorte qu'une infraction aux usages ne pouvait demeurer inaperçue. Sourd à l'avis qui lui était donné, Menschikof passa dédaigneusement devant les appartements de Fuad-Effendi et, peu soucieux que celui-ci l'attendît en vain, rentra directement à l'ambassade.

L'affront était voulu, prémédité. Au temps de la vieille puissance ottomane, le Sultan eût fait jeter en quelque prison d'État l'ambassadeur téméraire, et eût répondu à cette bravade par une déclaration de guerre. Ce temps n'était plus. L'effroi domina la colère. Fuad-Effendi, qui avait eu le malheur de déplaire à Saint-Pétersbourg, fut sacrifié et remplacé par Rifaat-Pacha. On doutait que cette concession désarmât la Russie. Ce qui accroissait les embarras de la Porte, c'était l'absence de ses naturels conseillers, les ambassadeurs de France et d'Angleterre. Sir Stratford de Redcliffe était en congé : quant à M. de La Valette, il avait été rappelé, et son successeur, M. de Lacour, n'était pas encore arrivé. Dans leur anxiété, les ministres turcs ne cessaient d'interroger les secrétaires de la légation française et de la légation anglaise, M. Benedetti et le colonel Rose, tous deux chargés d'affaires en l'absence de leurs chefs. Que prétendait la Russie? Quelles seraient les suites de ce *pronunciamiento* diplomatique? Le Czar méditait-il quelque audacieux dessein, ou voulait-il simplement mettre à l'épreuve la tolérance de l'Europe? Déconcertés par la soudaineté de l'événement, ne sachant que répondre, les représentants des deux puissances occidentales recommandaient la prudence et le calme. M. Benedetti envoyait à Paris des rapports inquiets Quant au colonel Rose, ses craintes sem-

blaient plus vives encore. « La mission du prince Menschikof, « écrivait-il le 7 mars, fait naître de graves appréhensions pour « l'indépendance, peut-être pour l'existence de la Turquie (1). » Il ne se contentait pas de parler de la sorte. A la prière du gouvernement ottoman, il envoyait un courrier à Malte pour inviter l'amiral Dundas, commandant la flotte anglaise de la Méditerranée, à faire avancer son escadre jusque dans l'Archipel.

A ce début du conflit oriental, il est curieux d'observer les attitudes différentes de la France et de l'Angleterre, ces deux futures alliées. A Constantinople, le colonel Rose s'était montré plus alarmé que M. Benedetti. A Londres et à Paris, ce fut le contraire qui arriva.

Dès qu'on connut en France la mission Menschikof, on pressentit de suite la gravité de l'événement. La Bourse baissa. La presse tint un langage d'une gravité attristée. « La Russie, « écrivait avec une remarquable clairvoyance le *Journal des* « *Débats,* poursuit la reconnaissance d'un protectorat non « défini, mais certain sur l'Église grecque (2). » Quant à notre ministre des affaires étrangères, il ne perdit pas un jour pour protester. « L'attitude du prince Menschikof, écrivait « M. Drouyn de Lhuys, indique assez qu'il est moins venu pour « négocier que pour poser un *ultimatum*. Les concentrations « de troupes dans la Russie méridionale, les préparatifs extraor- « dinaires qui se font à Sébastopol, ne permettent pas de douter « que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'ait accepté comme « possible l'éventualité d'une guerre avec la Porte. » M. Drouyn de Lhuys rappelait la convention du 15 juillet 1841, qui plaçait sous la garantie collective des puissances l'indépendance et l'intégrité de l'Empire turc. Puis il ajoutait avec autorité : « La mission de M. le prince Menschikof, à raison des circon- « stances qui l'accompagnent, semble s'écarter complètement « de l'esprit de cette importante transaction. Il est à craindre « que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne soit résolu à exercer,

(1) Dépêche du colonel Rose à lord John Russell, 7 mars 1853. (*Correspondence respecting the rights and privileges of the Latin and Greeck Churches,* part. I, p. 86.)

(2) *Journal des Débats,* 1er avril 1853.

« sur la Porte une pression qui lui fera perdre, si elle y cède, « le peu de prestige qui lui reste, et l'exposera, si elle tente « d'y résister, à d'incalculables dangers (1). » Ainsi parlait, le 21 mars, M. Drouyn de Lhuys. Ce jour-là même, M. de Lacour quitta Paris pour gagner son poste, et des instructions bien nettes lui dictèrent sa conduite en prévision de toutes les éventualités. Le cabinet des Tuileries venait d'affirmer par une mesure plus grave sa vigilance et ses inquiétudes. Le 19 mars, à la suite d'un conseil présidé par l'Empereur, l'ordre avait été envoyé à notre escadre d'évolution dans la Méditerranée pour qu'elle se tînt prête à appareiller. Le 20 mars, une note insérée au *Moniteur* annonça au public cette résolution. Le 23, la flotte quitta Toulon, faisant voile vers les mers de Grèce.

Tout autre était à cette heure la conduite du gouvernement britannique. On avait décliné les offres récentes de Nicolas, mais on avait encore dans l'oreille les paroles caressantes du tentateur. Il ne s'agissait, disait-on, que des Lieux saints, et un si chétif sujet, très propre à émouvoir les papistes français, ne pouvait vraiment troubler la puissante Angleterre. Les alarmes du colonel Rose furent jugées excessives, et l'amiral Dundas reçut l'ordre de demeurer à Malte. Lorsque M. Walewski, notre représentant à Londres, fit connaître à lord Clarendon le prochain départ de la flotte française pour la Grèce, celui-ci trouva la mesure tout à fait prématurée. « Les « rapports de Constantinople, dit-il, se ressentent des exci- « tations qui règnent aux rives du Bosphore. Si on les « dépouille de leur forme un peu trop colorée, un seul fait « anormal apparaît dans la mission du prince Menschikof, « c'est le refus de traiter avec Fuad-Effendi. Vraiment un « incident si minime ne peut suffire à nous inquiéter (2). » La presse anglaise affecta de partager cette sécurité, et, dégagée des réserves de la courtoisie officielle, accentua hautement sa malveillance contre le cabinet des Tuileries. « Le

(1) Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. de Castelbajac, à Saint-Pétersbourg, 21 mars 1853. (*Moniteur* de 1854, p. 153.)

(2) Dépêche de lord Clarendon à lord Cowley, à Paris, 22 mars 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p 93)

« premier agresseur dont la Turquie ait à se plaindre, disait le « *Times* avec amertume, c'est la France. Cette fameuse ambas- « sade n'a eu d'autre cause que les concessions extraordinaires « exigées par la diplomatie française ·Nous n'avons pas à réparer « les fautes de la France... toutes ces inquiétudes sont vaines : « on ne comprend pas les terreurs du colonel Rose. Nicolas « est incapable de se saisir par violence de cette magnifique, « mais dangereuse dépouille opime de Constantinople (1). » — A Saint-Pétersbourg, on ne négligeait rien pour entretenir cette confiance et surtout pour séparer l'une de l'autre les deux puissances de l'Occident. Interrogé par Seymour, Nesselrode s'ingéniait à le rassurer. « C'est à tort, disait-il, que « la France se plaint. Cette mission Menschikof n'a rien d'in- « quiétant. Elle est relative à la question des Lieux saints qui « ne saurait amener de véritable conflit. Cette ambassade était « décidée depuis longtemps : le mauvais état de santé du « prince l'a seul empêché de partir plus tôt. — En dehors « de la question des Lieux saints, avez-vous quelques griefs « contre la Porte? répétait Seymour. — Mais non, répliquait « Nesselrode,... non. » Et il ajoutait négligemment : « A peine « aurions-nous à formuler quelques réclamations particulières. » Seymour insistait encore et voulait qu'on précisât. « Tran- « quillisez-vous, lui répondait Nesselrode, il ne s'agit que de « quelques-unes de ces affaires courantes comme il s'en traite « entre les nations les plus amies (2). » En parlant de la sorte, le chancelier russe était-il le complice de Nicolas, ou ignorait-il lui-même les propres desseins de son maître? Certaines révélations autoriseraient à croire que le Czar n'avait confié qu'à Menschikof ses instructions et le secret de ses pensées (3).

(1) *Times*, 22 et 23 mars 1853.

(2) Dépêches de sir Hamilton Seymour à lord Clarendon, 7, 24, 26, 29 mars 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 90, 101, 102, 104.)

(3) Voir *Alexandra Feodorowna, Kaiserin von Russland*, von Th. von Grimm, t. II, p. 294. M. Th. de Grimm affirme que, dans aucun des cercles politiques de Saint-Pétersbourg, on ne connut l'objet de la mission Menschikof. Le prince, quand on l'interrogeait sur l'objet de son ambassade, se contentait de répondre par quelque plaisanterie. « Je vais, disait-il, négocier le mariage de la fille du Sultan avec l'un des princes de Russie. » La même anec-

M. de Nesselrode ne se contentait pas de tenir ce langage à Seymour. Dans une solennelle dépêche au baron Brunnow, ministre du Czar à Londres, il s'appliqua à dissiper toutes les craintes. Il répudiait au nom du Czar toute pensée d'agrandissement, tout projet d'occupation des provinces Danubiennes, en un mot toute vue ambitieuse. On ne songeait qu'à concilier équitablement les firmans en faveur des Latins avec les firmans en faveur des Grecs. M. de Nesselrode affectait de parler en termes bienséants, même de la France, ajoutant toutefois, non sans quelque perfidie, que « les concessions ne feraient que la rendre plus exigeante ». L'Empereur son maître, ajoutait-il, savait un gré infini à lord Aberdeen et à lord Clarendon de n'avoir pas imité l'exemple du cabinet des Tuileries, et d'avoir retenu la flotte britannique à Malte. Sans doute, poursuivait-il, les vues de la France et celles de l'Angleterre « diffèrent *toto cœlo* », mais il était bon que l'Europe le sût (1). — L'Angleterre est rarement dupe : quand elle l'est, elle ne l'est point à demi. Lord Clarendon fut pleinement rassuré par ce langage si amical, si empreint de gratitude, si caressant même. Il attribua à l'inexpérience de Napoléon III et de ses ministres les inquiétudes qui régnaient à Paris (2). Comme M. Walewski, au commencement d'avril, paraissait redouter quelque proposition de traité secret entre la Porte et la Russie et invoquait, à l'appui de ses craintes, les dépêches alarmées de M. Benedetti : « Ah! répondait Clarendon avec indifférence, le colonel Rose nous répète la même chose que M. Benedetti, mais tranquillisez-vous; il ne s'agit que des Lieux saints (3). »

Si rassuré que fût le gouvernement anglais, il avait cependant

dote est racontée avec une légère variante dans une dépêche de M. le général de Castelbajac à M. Thouvenel. (Voir *Nicolas Ier et Napoléon III, d'après les papiers de M. Thouvenel*, p. 116.)

(1) Dépêche de M. de Nesselrode au baron Brunnow, à Londres, 7 avril. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 115.)

(2) Greville, *Memoirs*, t. VII, p. 54. « *Drouyn de Lhuys is a very poor and inefficient minister* », disait dédaigneusement lord Clarendon.

(3) Dépêche de lord Clarendon à lord Cowley, à Paris, 18 avril 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 122.)

pris une mesure de prudence. Il avait donné l'ordre à sir Stratford de Redcliffe, son ambassadeur auprès de la Porte, de retourner à Constantinople. Celui-ci était parti aussitôt par la voie de Vienne. Il venait d'arriver aux rives du Bosphore. C'était à lui qu'il appartenait d'éclairer enfin son pays.

IV

Qui était ce Stratford de Redcliffe dont la voix serait si prépondérante dans la campagne diplomatique qui s'ouvrait?

Dans la galerie contemporaine des hommes d'État anglais, cette physionomie se détache avec un relief si accusé qu'elle fixerait même les regards les plus distraits. Les âges précédents ont connu un type de diplomates aujourd'hui tout à fait perdu chez nous et de plus en plus rare dans les autres nations. C'étaient des hommes, qui, tout jeunes, étaient entrés dans la carrière et avaient parcouru tous les échelons de la hiérarchie: après un stage assez long pour développer l'expérience et assez abrégé pour ne pas émousser l'initiative, ils avaient été promus à quelque grande ambassade : le poste où la confiance de leur souverain les avait appelés devenait pour eux un véritable poste d'observation; ils s'installaient comme à demeure fixe dans la contrée où ils étaient accrédités; ils en connaissaient à fond la langue; ils en étudiaient les mœurs, les traditions, les ressources, les hommes, et, pour prix de ce long exil dont ils ne prévoyaient guère le terme, ils comptaient que, dans les conseils du roi leur maître, aucun de leurs avis ne serait méconnu ni surtout passé sous silence. Serviteurs précieux par leurs relations, leur crédit, l'abondance et la sûreté de leurs informations! Serviteurs incommodes aussi : car souvent ils étaient personnels, dédaigneux vis-à-vis de la chancellerie de leur pays, indépendants au point de compromettre l'unité de direction, plus portés à rechercher qu'à fuir les incidents, les fuyant si peu que parfois on les accusait de les faire naître pour déployer

ensuite leur habileté à les apaiser. Lord Stratford de Redcliffe a été l'un des derniers représentants de cette vieille école diplomatique et peut-être le plus original et le plus marquant. Tout jeune encore, en 1808, il était parti pour l'Orient et n'en était guère revenu que pour y retourner bientôt. Quarante ans de séjour dans le Levant et à Constantinople l'avaient initié à toutes les habitudes de ces régions mystérieuses où la publicité n'existe pas, où l'intrigue dirige tout et qui ne se livrent guère au simple touriste ou au diplomate de passage. Les Anglais ont un grand nombre de défauts et quelques-uns choisis parmi les plus désagréables. Stratford avait tous les défauts de sa race et, au cours de ses voyages, n'en avait dépouillé aucun. En Orient, plusieurs de ces défauts devenaient presque des qualités. Sa hauteur, sa morgue lui servaient, loin de lui nuire. Les Asiatiques n'estiment guère les hommes que dans la mesure où ils s'estiment eux-mêmes. A ce compte, nul ne devait être plus honoré que Stratford. Dans sa résidence d'hiver à Péra ou dans son palais de Thérapia, un ambassadeur de France ou d'Angleterre est toujours un haut personnage. Stratford était beaucoup plus qu'un ambassadeur ordinaire. Avec le temps, il était devenu pour les ministres turcs, pour les sultans eux-mêmes, un conseiller ou plutôt un censeur dont on goûtait la sagacité et dont on redoutait les colères. Il commandait avec tant d'assurance qu'il ne venait à l'idée de personne qu'on pût lui désobéir. Les ambassadeurs des autres puissances changeant à de fréquents intervalles, c'était lui qui les initiait aux choses de Constantinople, et il ne leur montrait que la portion de vérité qu'il jugeait bon de leur dévoiler. Il était ainsi le chef moral du corps diplomatique, et rien ne se faisait que d'après ses avis. Il avait façonné à sa guise les consuls anglais du Levant et s'efforçait de les transformer en autant de *missi dominici* qui domineraient les pachas comme lui-même dominait la Porte. En Allemagne, en Russie, on l'appelait, non sans dépit, le sultan de Constantinople. Cette malveillance mêlée d'envie, loin de lui déplaire, le comblait de joie, et il y voyait la preuve des services qu'il avait rendus à la Grande-Bretagne. A dire vrai, c'était surtout un patriote anglais, cherchant la grandeur de sa

patrie sans être indifférent à sa propre fortune, actif, ne souffrant pas qu'on empiétât sur son domaine, mais empiétant volontiers sur celui des autres, aisément jaloux de ses collègues et surtout de la France, affectant une rude franchise qui, à certaines heures, se tempérait de souplesse, passionné sous une apparence froide, ressentant vivement la moindre injure et voyant dans toute injure à sa personne une offense à son pays, discourtois avec les Orientaux qu'il jugeait de race inférieure, de grand air, d'ailleurs, et de grandes manières comme il sied à tout aristocrate anglais. Ses amis disaient de lui que nul, à l'exception de Palmerston, n'avait mieux personnifié le génie de l'Angleterre. Ses ennemis, et il n'en manquait point, souscrivaient eux-mêmes à ces éloges : ils ajoutaient toutefois, non sans malice, qu'un si impérieux diplomate n'était bon que pour négocier avec les Turcs, et qu'il fallait se garder de l'employer ailleurs. Être employé ailleurs n'aurait pas déplu à Stratford. La Turquie ne le charmait pas tant qu'il n'eût préféré quelque ambassade en un pays plus policé. Volontiers il aurait représenté l'Angleterre à Saint-Pétersbourg : le Czar ayant manifesté quelque répugnance pour un tel choix, il en avait conçu une vive irritation contre le gouvernement russe. Mais en homme avisé, il savait tout utiliser, et cette haine qu'il ne déguisait pas augmentait son crédit sur les Turcs. Ceux-ci sentaient que Stratford, en les défendant contre les empiétements moscovites, non seulement servirait leurs intérêts, mais encore satisferait ses ressentiments. Ils s'étaient habitués de plus en plus à ne lui rien cacher. Il leur semblait que, tant que Stratford serait là, aucune catastrophe ne serait irréparable. C'est dans cet esprit qu'ils s'abandonnaient à ce maître un peu dur et ombrageux qui souvent gourmandait leur paresse, qui plus souvent encore les froissait par ses dédains, mais qui symbolisait à leurs yeux le génie, les ressources et les forces secourables de l'Occident.

Tel était le personnage qui, le 5 avril 1853, arrivait à Constantinople.

Il trouvait l'agitation dans la ville, l'inquiétude dans le corps diplomatique, le trouble dans les conseils de la Porte. Le

8 mars, le prince Menschikof avait été reçu en audience particulière par le Sultan : le secret avait été gardé sur cette entrevue, et on craignait que la peur n'arrachât au souverain quelque concession mortelle à son indépendance. Ce qui redoublait les alarmes, c'étaient les rapports des négociants, des voyageurs, des consuls qui, tous, signalaient de grands armements à Sébastopol, d'importantes concentrations de troupes sur les rives du Pruth. Pressenti par M. Benedetti et par le colonel Rose au sujet de ces préparatifs, Menschikof tantôt les avait niés, tantôt les avait attribués à des motifs divers; le plus souvent il avait allégué son ignorance. « Je croyais pourtant, lui avait répliqué « avec vivacité le colonel Rose, que vous étiez le commandant « en chef des forces navales et militaires chargées d'appuyer la « mission de Votre Excellence. » Au milieu de ces agitations, une pensée dominait toutes les autres. Quel était l'objet précis de la mission Menschikof? Aux interrogations de M. Benedetti et du colonel Rose, le prince avait répondu évasivement. Il paraissait se soucier fort peu de la question des Lieux saints : « Je ne « la comprends pas », avait-il dit dédaigneusement à M. Benedetti. Il protestait de ses intentions pacifiques. Faisant allusion à une récente mission autrichienne : « Je ne suis pas, « répétait-il, comme le comte de Leiningen, porteur d'ordres « péremptoires, mais un négociateur. » Négociateur, sans doute : mais pour quel objet? C'est ce que l'ambassadeur moscovite se gardait bien de laisser deviner. Bientôt les confidences des ministres turcs avaient laissé pénétrer une portion de la vérité. Le 17 mars, dans une conférence avec Rifaat-Pacha, Menschikof avait parlé de certaines garanties d'indépendance au profit du patriarche grec à Constantinople. Le 22 mars, dans un nouvel entretien avec Rifaat et le grand vizir, il s'était montré tantôt caressant, tantôt hautain, vantant les avantages de l'alliance russe, parlant vaguement d'un traité secret qui cimenterait cette alliance. Dans une entrevue postérieure, le 31 mars, il avait enfin laissé entendre qu'il réclamerait une disposition additionnelle au traité de Kainardji, disposition qui assurerait à la Russie une sorte de protectorat sur les sujets grecs de la Turquie. Aux ministres ottomans Mens-

chikof recommandait surtout le secret. Il quitterait, disait-il, Constantinople si l'objet des négociations transpirait. Terrifiés par de telles menaces, le grand vizir et Rifaat ne divulguaient qu'à demi le mystère de ces conversations, s'enveloppaient de réticences, retiraient même parfois leurs aveux, en sorte que la réalité se laissait pressentir plutôt qu'elle ne se découvrait.

C'est sur ces entrefaites qu'était arrivé Stratford. Habitué à traiter avec les Turcs, il eut bientôt confessé Rifaat-Pacha et le grand vizir. Sa vieille expérience des affaires orientales lui montra de suite le péril. Aussitôt il transmit à Londres ses clairvoyants avertissements. Il ne s'agit plus de la question des Lieux saints, disait-il, il ne s'agit plus d'une querelle religieuse entre Latins et Grecs, mais d'un débat qui intéresse l'Europe entière. Avec l'autorité de sa prévoyance tant de fois éprouvée, l'ambassadeur répétait les propres paroles du colonel Rose : Ce qui est en jeu, c'est l'indépendance, peut-être l'existence de la Turquie.

Tandis que les dépêches de sir Stratford arrivaient au *Foreign Office* et y réveillaient les prudences endormies, le prince Menschikof se décidait enfin à revêtir d'une forme officielle ses mystérieuses propositions. Le 19 avril, il adressa une note à Rifaat-Pacha. Cette note, après avoir énuméré quelques griefs peu importants relatifs aux Lieux saints, proclamait hautement la nécessité d'un *Sened* ou convention par laquelle le sultan s'engagerait vis-à-vis du Czar à maintenir à perpétuité tous les privilèges des chrétiens grecs d'Orient. Le ton même de ce document en révélait le véritable esprit.

Son Excellence le ministre des relations extérieures, disait le prince Menschikof, en prenant connaissance, à son entrée aux affaires, des négociations qui ont eu lieu, a vu la duplicité de ses prédécesseurs; il doit s'être persuadé combien on a manqué aux égards dus à l'empereur de Russie, et combien est grande sa magnanimité en offrant à la Porte les moyens de sortir des embarras que lui a créés la mauvaise foi de ses ministres. Ils ont abusé de la religion de leur souverain en le mettant en opposition avec ses propres paroles, et en le plaçant envers son allié et son ami dans une de ces positions que ne peuvent admettre ni de hautes convenances, ni la dignité souveraine.

Tout en voulant être oublieux du passé, et n'exigeant pour réparation que le renvoi d'un ministre fallacieux et l'exécution de promesses solennelles, l'Empereur se trouvait obligé de demander des garanties solides pour l'avenir. Il les veut formelles, positives, et assurant l'inviolabilité du culte professé par la majorité des sujets chrétiens tant de la Sublime Porte que de la Russie, et enfin par l'Empereur lui-même. Il ne peut en vouloir d'autres que celles qu'il trouvera désormais dans un *acte équivalent à un traité,* et à l'abri des interprétations d'un mandataire malavisé et peu consciencieux.

Ce langage était celui, non d'un monarque ami, mais d'un suzerain irrité. L'anxiété s'accrut à Constantinople. Nul ne fut plus ému que Stratford. A quelque temps de là, dans une de ces dépêches éloquentes et enflammées qui lui étaient familières, il dépeignait ainsi les prochains dangers. Ce qu'on demande à la Turquie, écrivait-il à lord Clarendon, « *ce n'est pas l'amputation, mais l'infusion du poison dans tout son corps.* » La Turquie résistera-t-elle? Si elle résiste, elle s'expose à la guerre, à une guerre dont l'issue n'est pas douteuse, à moins qu'elle ne soit soutenue; la Russie, après l'avoir vaincue, la laissera vivre; mais elle exclura toute autre influence que la sienne; elle s'assurera les moyens sinon de hâter la destruction de l'Empire ottoman, au moins d'empêcher son relèvement et de profiter de sa chute à l'heure où elle arrivera. La Turquie, au contraire, pliera-t-elle sous la menace? Sa soumission sera à peine moins dangereuse que sa résistance. L'exercice du protectorat sur le clergé gréco-russe deviendra l'origine de difficultés journalières. Les dignitaires de l'Église grecque exercent une sorte de magistrature civile. C'est de ce côté que la Russie, armée de son traité et dépassant les limites de la surveillance spirituelle, étendra son action. Ou elle laissera subsister les abus de l'Église grecque et les imputera perfidement à l'incurie de la Porte; ou elle les réformera et fera remonter jusqu'à elle les témoignages de la gratitude; dans l'un et l'autre cas, l'autorité ottomane sera minée jusque dans ses fondements. La Turquie, si déchue qu'elle soit, finira pas préférer la lutte à ces humiliations quotidiennes, et, tôt ou tard, la querelle finira par

l'irrémédiable abaissement de la victime. Pour pénétrer l'étrangeté des réclamations russes, continuait Stratford, qu'on se demande ce que l'Europe dirait si la France et l'Autriche réclamaient un droit de protectorat sur les catholiques d'Irlande, ou si les protestants anglais réclamaient un droit semblable au profit de leurs coreligionnaires répandus sur le continent. Il n'est pas un canton suisse, le plus pauvre et le moindre, qui accepterait une pareille dérogation à ses droits souverains (1).

Ainsi parlait l'homme qui avait le mieux étudié les choses de l'Orient. Cependant il fallait pourvoir aux éventualités prochaines et détourner l'orage, si on le pouvait encore. Le nouvel ambassadeur de France, M. de Lacour, était arrivé. Stratford alla à lui, il alla aux ministres turcs. « Dans les « demandes de Menschikof, dit-il, il y a deux objets distincts : « les réclamations relatives aux Lieux saints, et la convention « ou *sened* qui placerait les droits des chrétiens grecs sous la « garantie de la Russie. Terminez la question des Lieux saints, « terminez-la de suite, sans perdre une heure. Sur ce point, « secondaire après tout, soyez conciliants. Cette difficulté une « fois tranchée, restera la question du traité; sur ce terrain, « résistez, résistez avec énergie; car il y va de la souveraineté « du Sultan. » Les pauvres Turcs, fort éperdus au milieu de conjonctures si critiques, ne demandaient qu'à être conseillés; les Lieux saints leur avaient d'ailleurs causé trop de soucis pour qu'ils ne fussent pas charmés de terminer cette ennuyeuse affaire. Seul, M. de Lacour aurait pu soulever quelque objection; et il s'en garda bien. La gravité du péril hâta la solution. Les firmans furent préparés. Ils attribuaient aux Latins la possession de trois des clefs de l'église de Bethléem ; ils leur conféraient le droit d'officier à l'église du tombeau de la Vierge, mais seulement après les Grecs; une étoile d'argent devait être replacée dans la grotte de l'Église de Bethléem, mais sans que cette étoile fût le symbole d'aucun privilège; quant à la coupole de l'église du Saint-Sépulcre, elle serait réparée aux frais de la Porte Ottomane. C'était le *statu quo*, tempéré par quel-

(1) Voir le texte de cette dépêche, *Correspondence respecting*, etc., part. I, p 235.

ques avantages presque imperceptibles au profit des catholiques. Les ambassadeurs français et russes adhérèrent aux firmans qui furent, le 4 mai, revêtus de la sanction du Sultan. La question des Lieux saints était définitivement réglée.

Les Lieux saints n'étaient qu'un prétexte. Depuis longtemps, on s'en doutait; le lendemain même, on en eut la certitude. Le 5 mai, une nouvelle note de Menschikof arriva à la Porte. A cette note était joint un projet de traité que le Sultan était invité à signer. Par ce traité, conçu dans l'esprit de la note du 19 avril, le gouvernement ottoman s'engagerait vis-à-vis du Czar à respecter à tout jamais les anciens privilèges des chrétiens grecs. C'est sous la forme d'un ultimatum que Menschikof présentait cette fois les volontés de sa cour. Il était accordé au Sultan un délai de cinq jours pour adhérer à la convention. Menschikof, comme pour rendre plus menaçante sa sommation, avait soin d'ajouter qu'un plus long retard « *lui imposerait les plus pénibles obligations* ».

La crise était arrivée à l'état aigu. Si effrayés que fussent les Turcs, ils avaient conservé assez de sang-froid pour comprendre que leur indépendance était en jeu. Ou le traité proposé ne signifierait rien, ou il conférerait au Czar le droit d'en surveiller l'exécution, c'est-à-dire d'intervenir à tout instant dans les affaires de la Porte et d'amener les querelles à l'heure où il serait le plus profitable de les soulever. Les membres du corps diplomatique, ayant été voir le grand vizir qui était alors retiré dans sa maison de campagne aux rives du Bosphore, le trouvèrent en conférence avec le ministre des affaires étrangères et le séraskier; tous étaient décidés à la résistance. Le 8 mai, Stratford se rendit auprès de Menschikof dans l'espoir de le fléchir. Ses efforts furent vains. Le prince ne dissimulait pas que les instructions de Saint-Pétersbourg lui prescrivaient de se hâter. En présence de l'émotion que ses demandes avaient éveillées, il essayait de jouer la surprise; la Russie, disait-il, n'a-t-elle pas le droit de stipuler au profit des chrétiens grecs comme la France et l'Autriche l'ont fait au profit des catholiques de l'Orient? En vain objectait-on que les catholiques étaient au nombre de quelques milliers, dispersés dans tout

l'Empire turc, et que la plupart n'étaient même pas sujets de la Porte tandis que les Grecs, au nombre de onze millions, formaient un vaste État dans l'État; Menschikof feignait de ne pas comprendre, tournait dans le même cercle, répétait à satiété le même argument, soit que son sentiment personnel fût immuable, soit que les ordres de sa cour lui défendissent toute concession. On atteignit le 10 mai. C'était le jour où expirait le délai fixé par l'ultimatum russe. La réponse de Rifaat-Pacha fut telle qu'on la prévoyait. Le ministre turc prodiguait au gouvernement du Czar les assurances les plus amicales. Au nom du Sultan, il offrait à la Russie toute espèce d'avantages; un hospice et une église russes seraient bâtis à Jérusalem ; les anciennes immunités des chrétiens grecs seraient solennellement confirmées. Mais ce que le gouvernement ottoman était prêt à concéder par un acte spontané, il ne le consignerait pas dans un traité bilatéral. Ni les règles du droit international ni le principe de l'indépendance des États ne permettaient une telle concession. Ainsi s'exprimait Rifaat-Pacha. Ce langage, adouci par tous les euphémismes diplomatiques, contrastait avec le ton impérieux du plénipotentiaire russe. Ce n'en était pas moins un refus.

On croyait que Menschikof s'embarquerait de suite pour Odessa. Il n'en fut rien. Il s'arrêta sur les rives du Bosphore, à Buyukdéré, où se trouvait le palais d'été de l'ambassade russe. Espérant que l'obstination turque finirait par fléchir, il adressa le 11 mai à Rifaat-Pacha une nouvelle dépêche ou plutôt un nouvel ultimatum, consentant, disait-il, à attendre jusqu'au 14 une réponse plus favorable. Il fit plus, et essaya une suprême tentative d'intimidation, non plus sur les ministres, mais sur le souverain lui-même. Dans la matinée du 13 mai, à l'improviste et contrairement à toutes les lois de l'étiquette, il pénétra jusque dans le palais du Sultan et sollicita de lui une audience immédiate. Celui-ci venait de perdre sa mère, et renvoya l'ambassadeur à ses conseillers. Cette démarche si audacieuse, si insolite, accrut encore l'inquiétude des Turcs. Soit effroi, soit fierté blessée, les ministres donnèrent leur démission, et Reschid-Pacha succéda à Rifaat. Serait-il plus favorable à la Russie

que ses prédécesseurs, ou imiterait-il leur fermeté? On l'ignora tout d'abord. Le premier acte du nouveau ministre des affaires étrangères fut de réclamer de Menschikof un délai de quelques jours, alléguant son ignorance des pourparlers engagés. Le prince répondit que la négociation officielle était close, mais qu'il consentait à surseoir encore à son départ. Il se flattait toujours que la résistance des Turcs ne serait que passagère, et qu'un acte de faiblesse les lui livrerait à merci. Cependant il fallait en finir. Le 18 mai, un grand et solennel conseil fut tenu à la Sublime Porte. Le projet de traité fut lu, pesé, discuté et, par 42 voix sur 44, fut jugé inacceptable. On n'eut pas la peine de notifier la décision. Au moment où les membres du conseil se retiraient, un avis de Menschikof annonçait la rupture définitive. Le lendemain et le surlendemain, on remarqua encore quelques allées et venues entre le Divan et le palais de Buyukdéré. M. de Kleizl, représentant de l'Autriche, le fils de Reschid, quelques autres intermédiaires officieux essayèrent de s'interposer. De ces tentatives *in extremis* sortit une combinaison dernière; on rédigea une note qui serait soumise à la signature du Sultan et qui, disait-on, suffirait au Czar. Cette note n'était rien autre chose que la convention déjà proposée et refusée, et les Turcs, persistant dans leurs résolutions viriles, repoussèrent la note comme ils avaient repoussé le traité. Il ne restait plus à Menschikof aucun espoir de succès. Le 22 mai, il s'embarquait pour Odessa. Le même jour, le drapeau et l'écusson de la Russie disparaissaient du palais de l'ambassade moscovite. M. d'Ozerof s'apprêtait aussi à quitter Constantinople, emmenant avec lui tout son personnel et emportant même les archives de la légation.

V

On avait suivi, en Europe, avec une attention ardente, les péripéties du drame. L'étonnement était grand. Quand

on sut le départ de Menschikof, l'anxiété domina la surprise. Dans presque toutes les cours, les représentants du Czar recueillirent les témoignages non équivoques de la désapprobation générale. Même à Berlin, où le Czar jouissait d'un si grand prestige, même à Vienne où vivait le souvenir de récents services, la conduite de la Russie fut sévèrement jugée. M. de Buol, qui dirigeait alors la politique autrichienne, n'hésitait pas à déclarer hautement qu'il appartenait aux grandes puissances de combattre les prétentions moscovites, et il tenait, à cet égard, à l'ambassadeur de France, M. de Bourqueney, le langage le plus net. Les propos très vifs qui circulaient autour de lui étaient propres à l'affermir dans ces pensées. « Dans quel « sens l'empereur de Russie entend-il le protectorat? lui écri- « vait, vers ce temps-là, le vieux prince de Metternich. Est-ce « dans le sens ecclésiastique? Alors la chose est en dehors de « la compétence du Sultan. Est-ce dans le sens laïque? Alors la « prétention porte atteinte aux droits souverains de l'Empire « ottoman. » « On serait tenté, ajoutait le prince quelques « jours plus tard, de se prendre la tête à deux mains pour en « faire sortir quelque chose qui pût éclairer la mission Mens- « chikof (1). » Cette opinion, exprimée sous cette forme familière, était celle de presque tous les cercles viennois. — A Berlin, le blâme n'était guère moindre, bien que l'expression en fût plus réservée. On voulait douter encore : peut-être les rapports étaient-ils inexacts ou exagérés; sûrement le prince Menschikof serait désavoué. Le président du conseil, M. de Manteuffel, s'attachait à répandre ou à entretenir ces espérances. « Ah! lui répondait le ministre d'Angletere, lord « Bloomfield, il n'est guère dans les habitudes de la Russie de « désavouer ses agents (2). » Pas plus sur les bords de la Sprée que sur les bords du Danube, on n'admettait, d'ailleurs, l'idée d'un protectorat de la Russie sur les sujets grecs de la Porte. Tout au plus aurait-on favorisé une sorte de patronage collectif

(1) Lettres au comte de Buol, 29 avril et 30 mai. (M. DE METTERNICH, *Mémoires*, t. VIII, p. 348 et 350.)

(2) Dépêche de lord Bloomfield à lord Clarendon. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 223.)

des grandes puissances sur les chrétiens du Levant. Cette conception, plus grandiose que praticable, hantait l'esprit chimérique de Frédéric-Guillaume, et, dans de longues lettres intimes à M. de Bunsen, son ministre à Londres, il la recommandait à l'examen des conseillers de la Reine et surtout de lord Aberdeen (1).

Telle était l'impression dans les deux grandes cours allemandes. Que se passait-il pendant ce temps à Paris et à Londres?

En France, on avait pressenti l'orage avant qu'il grossît. Dès le mois d'avril, M. Drouyn de Lhuys avait indiqué, avec une rare sûreté de vues, le développement prochain du conflit. Rappelant les stipulations du traité de 1841 qui plaçait sous la sauvegarde des cinq grandes puissances l'indépendance de l'Empire ottoman : « C'est à cinq, ne cessait-il de redire, c'est à cinq qu'il convient de régler des intérêts qui affectent l'Europe entière (2). » Malgré les assurances pacifiques que M. de Nesselrode prodiguait à M. de Castelbajac, la méfiance dominait à la cour des Tuileries. Le 19 mai, une note brève, insérée au *Moniteur*, avait laissé pressentir quelque grave événement. Aussi, lorsque, le 23, l'ambassadeur turc à Paris, Vely-Pacha, vint, tout effaré, communiquer à notre ministre des affaires étrangères les dépêches inquiétantes qu'il venait de recevoir, celui-ci l'accueillit avec plus de tristesse que de surprise. N'ayant eu que peu d'illusion, il éprouvait peu de mécompte. Quant à l'opinion publique, à la nouvelle de l'ambassade Menschikof, elle s'était fort émue; mais elle s'était calmée assez vite, au moins en apparence, soit que la réserve obligée de la presse ne lui permît pas de manifester ses alarmes, soit que les spectacles d'un règne encore nouveau absorbassent toutes les pensées.

C'est avec un bien autre éclat que le sentiment public faisait explosion en Angleterre. A la préoccupation d'être engagé dans un conflit plein de péril se joignait le dépit d'avoir été

(1) *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Willems IV mit Bunsen von Leopold von Ranke*, p. 309.

(2) Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. de Bourqueney, à Vienne, 12 avril 1853. (*Moniteur* de 1854, p. 157.)

dupé. Du jour au lendemain, les feuilles britanniques transformèrent leur langage, et la métamorphose fut tellement brusque, qu'en des circonstances moins graves, elle eût fourni ample matière à la raillerie. La Turquie, cet empire déchu que, naguère, on abandonnait à son sort, se retrouva tout à coup la plus intéressante des alliées. Vis-à-vis de la Russie, la flatterie presque caressante fit place, sans transition, à l'invective presque outrée. On n'avait pas de terme assez fort pour qualifier les demandes de Menschikof. Ce qu'il réclame, disait-on, ce n'est pas un édit de tolérance, c'est un traité. Autant vaudrait exiger que la Turquie devînt une province tributaire du Czar (1). Envers la France, le changement ne fut pas moins soudain. L'Angleterre a une façon à elle de pratiquer l'oubli des injures : elle excelle à oublier, non les injures qu'elle reçoit, mais celles qu'elle se permet. Toutes les insinuations malveillantes se noyèrent dans le torrent des protestations amicales : on mit en réserve, pour d'autres temps, les épigrammes déjà aiguisées ; et, comme dans les plus belles années de la monarchie de Juillet, on prêcha l'entente intime et cordiale. — Chez nous, on suivait, avec une satisfaction mêlée d'ironie, cette brusque évolution. Quel que fût le sentiment intime des âmes, on avait, de part et d'autre, trop besoin de s'unir pour que l'alliance souffrît le moindre retard. Lord Cowley à Paris, M. Walewski à Londres, en nouèrent facilement les liens. Le 27 mai, lord Clarendon à la Chambre des pairs, lord John Russell à la Chambre des communes (2), affirmèrent, aux applaudissements de l'auditoire, le complet accord des deux puissances occidentales et leur ferme volonté de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman. Les actes suivirent de près les paroles. L'amirauté anglaise envoya à l'amiral Dundas, qui était à Malte, l'ordre de s'avancer jusqu'à l'entrée des Dardanelles, et de mouiller dans la baie de Besika. Le 4 juin, le *Chaptal* quitta Toulon, portant un ordre identique au commandant de l'escadre française qui stationnait déjà dans les eaux de Sala-

(1) *Times*, 22 mai 1853.
(2) *Parliamentary debates, Third series*, t. CXXII, p. 655 et 713.

mine. En prenant ces graves résolutions, M. Drouyn de Lhuys avait soin d'en limiter la portée. Il tempérait le zèle de son nouvel allié, devenu tout à coup plus ardent que lui. « Nous « voulons, disait-il, non encourager la Turquie à refuser tout « accommodement, mais la couvrir contre un danger immé- « diat (1). » « C'est dans le traité de 1841, ajoutait-il, que nous « puisons notre droit, et nous l'observerons fidèlement tant « qu'aucun acte agressif n'aura pas mis la Turquie en état de « légitime défense (2). » Ainsi était inaugurée l'action commune des deux puissances. — Ces mesures prises, il restait à lord Clarendon un devoir à remplir, et, de toutes les obligations de sa charge, c'était celle qu'il avait le plus à cœur. Ce devoir, c'était de protester contre ce qu'on appelait déjà à Londres la perfidie de la Russie. Il le fit le 31 mai dans une solennelle dépêche à sir Hamilton Seymour, dépêche qui énumérait toutes les pacifiques assurances tant de fois renouvelées par M. de Nesselrode à Saint-Pétersbourg, par le baron Brunnow à Londres, par le Czar lui-même, et où se révélaient, à travers la courtoisie des formes, les colères contenues d'un ancien ami qui se croit joué, trompé ou dédaigné (3).

Sir Hamilton Seymour avait tenu à honneur de devancer les instructions de son chef. Plus que personne, il avait contribué, par ses rapports favorables, à entretenir les illusions : plus que personne il devait se croire joué. Dès qu'il avait appris le départ de Menschikof et la rupture imminente entre le Sultan et le Czar, il était accouru à la Chancellerie russe. Le changement qu'il y avait observé l'avait frappé. Jusque-là, M. de Nesselrode s'était appliqué, avec un art infini, à apaiser toutes les inquiétudes, à nier ou à amoindrir tous les différends. Le 8 mai, il avait annoncé à M. de Castelbajac que tout était terminé à Constantinople, et que l'entente était complète entre le prince Menschikof et M. de Lacour. Le traité, débattu avec la Porte, lui apparaissait comme une chose secondaire : c'est une

(1) Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Walewski, à Londres, 31 mai 1853.
(2) *Id.*, 5 juin 1853
(3) Voir cette importante dépêche, *Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 200

convention tout à fait inoffensive, tout à fait *anodine* (*perfectly inoffensive and anodine*), disait-il un peu plus tard à l'ambassadeur d'Angleterre : loin d'affaiblir la Turquie, elle lui prêtera une nouvelle force, ajoutait-il avec une extraordinaire assurance (1). Vers la fin de mai, son langage s'était soudain transformé. Sir Hamilton Seymour lui ayant développé ses justes doléances, il lui répondit, cette fois, en des termes où perçait une impatience inaccoutumée. Il fit l'éloge de la modération russe : au traité solennel on avait substitué un engagement : l'engagement lui-même avait été réduit à une simple note. L'obstination turque était entretenue par les conseils de lord Stratford : c'est à ses incurables défiances, à ses intrigues passionnées que devaient être attribués les refus de la Porte. « Je « ne puis vous celer, poursuivait Nesselrode, avec un accent « comminatoire tout à fait extraordinaire dans sa bouche, je ne « puis vous celer que la situation est très grave. L'Empereur ne « peut ni ne veut reculer. Si la Porte persiste, les armées russes « entreront dans les Principautés (2). » Ce que Nesselrode disait à sir Hamilton Seymour, il le mandait lui-même à Londres, et on retrouvait dans ses dépêches au baron Brunnow le ton hautain de ses entretiens. « On parle de nos ambitions, écrivait-il avec « une fierté voisine du défi ; mais si nous voulions intervenir, « qu'avions-nous besoin de traité (3) ? » — L'étonnement était grand, quand on voyait ce haut personnage, si fin, si justement réputé pour sa modération, si maître de lui dans ses paroles comme la plume à la main, déroger tout à coup à toutes les habitudes de son caractère et de son esprit, se faire l'avocat d'une politique belliqueuse après avoir si souvent prêché la paix, et briser ainsi, sur la fin de sa carrière, toute l'unité de sa vie. Était-ce bien sa propre pensée que traduisait le chancelier dans ces conversations presque amères, dans ces dépêches

(1) Sir Hamilton Seymour à lord Clarendon, 27 mai 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 212.)

(2) Seymour à Clarendon, 31 mai. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 231 et suiv.)

(3) M. de Nesselrode au baron Brunnow, à Londres, 1er juin. (*Correspondence respecting*, etc., p. 238-241.)

presque menaçantes? Deux politiques ne s'étaient-elles pas développées parallèlement à Saint-Pétersbourg, l'une au ministère des affaires étrangères, l'autre dans le cabinet de l'Empereur? Cette politique personnelle du Czar qui avait dicté les instructions de Menschikof, qui avait voulu et prémédité tout un ensemble de mesures téméraires, cette politique, Nesselrode, selon toute apparence, l'avait ignorée ou, ne la connaissant qu'imparfaitement, avait essayé d'en conjurer les suites : de là ses assurances pacifiques, de là ses pronostics d'un si persistant optimisme. L'heure était venue où la volonté du maître brisait tous les calculs de la prudence, rompait les digues que la sagesse d'un ministre expérimenté avait élevées. C'est l'heure où, sous les gouvernements libres, les conseillers de la couronne, n'étant plus écoutés, rentrent dans la retraite. Il n'en est point ainsi dans les monarchies absolues; et Nesselrode, ce ministre pacifique, allait être réduit à rassembler les pensées belliqueuses de son maître, à les revêtir d'une forme à demi diplomatique, à s'approprier des desseins que tout son passé réprouvait, et cela, avec une seule espérance — bien vaine, hélas! — celle de tempérer les égarements auxquels il paraîtrait s'associer, et, en suivant son prince jusqu'au bord de l'abîme, de le retenir peut-être avant qu'il y tombât.

Engagé dans cette voie funeste, le Czar ne s'arrêta plus. Les ministres de Prusse et d'Autriche ayant prêché la conciliation : « Qu'on signe d'abord le traité », répliquait le chancelier du ton le plus acerbe (1). A Saint-Pétersbourg, en effet, on n'avait pas encore tout à fait renoncé à ce fameux *Sened,* origine de tant d'émotion. Menschikof s'éloignait, mais lentement, et s'était arrêté à Odessa. Le 31 mai, M. de Nesselrode s'adressa directement à Reschid-Pacha et l'invita une dernière fois à signer la Note que le plénipotentiaire russe lui avait remise en quittant Constantinople. Cette nouvelle dépêche (devons-nous l'appeler dépêche ou sommation?) était conçue dans cette forme étrange devenue familière à la diplomatie russe. Il

(1) Dépêche de lord Bloomfield à lord Clarendon, 24 juin 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 299.)

était imparti à Reschid un délai de huit jours pour renvoyer la Note signée à Menschikof qui la recevrait à Odessa. Le gouvernement ottoman était averti des suites de son refus. Si le Czar n'obtenait pas satisfaction, les troupes russes franchiraient les frontières de l'Empire turc, non pour faire la guerre au Sultan, mais pour se saisir d'une garantie matérielle et amener ainsi la Porte à composition.

Cependant les bruits de réprobation étaient tels en Europe que l'écho en arrivait jusqu'au palais de Nicolas. Le gouvernement moscovite imagina alors de résumer dans un document officiel et de livrer au jugement de l'opinion publique toutes les phases du conflit. Telle fut l'origine d'une nouvelle *dépêche-circulaire* de M. de Nesselrode, qui parut le 11 juin dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*. Cette dépêche devait justifier le Czar : elle ne fit que publier ses ambitions. On fut choqué des exigences russes; on le fut plus encore de l'accent dominateur qui prétendait les imposer. Les plus extraordinaires procédés de Menschikof recevaient du même coup une éclatante approbation. Le roi Frédéric-Guillaume, lord Aberdeen, M. de Metternich, tous les fidèles amis de la Russie, tous ceux qui voulaient croire à quelque malentendu ou attendaient quelque désaveu, furent consternés. « La dépêche, écrivait le prince de Metternich, est un vrai monument d'altération morale et d'outrecuidance (1). » Ce qui rendait tout retour invraisemblable, c'est que le gouvernement moscovite, dans son infatuation, croyait avoir atteint la dernière limite des concessions. « Le malheur, c'est qu'ils se croient modérés », écrivait tristement Seymour (2). — Il fallait mettre à néant cet ambitieux programme. M. Drouyn de Lhuys s'en chargea : il le fit par la plume de son directeur politique, M. Thouvenel; il le fit dans deux circulaires du 25 juin et du 15 juillet (3), qui, par leur clarté loyale, par leur ferme et cour-

(1) Lettre à M. de Buol, 23 juin 1853. (M. DE METTERNICH, *Mémoires*, t. VIII, p. 356.)

(2) Seymour à Clarendon, 24 juin 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 314.)

(3) *Moniteur*, 1854, p. 158.

toise dignité, rappellent les plus belles époques de notre diplomatie. La France avait, plus que toute autre puissance, qualité pour protester : elle n'avait pas comme la Turquie le malheur d'être faible; elle n'avait pas comme l'Angleterre la tristesse de s'être laissé abuser, en sorte que rien n'infirmait alors l'autorité de sa parole. Cette parole, l'Europe l'écouta avec sympathie : ajoutons qu'elle l'écouta avec surprise ; car ce n'était pas un mince sujet d'étonnement que de voir Nicolas, le traditionnel champion de la Sainte-Alliance, devenu le perturbateur de la paix générale, et de voir, au contraire, le neveu de Napoléon transformé en protecteur de l'équilibre européen.

L'arrogance russe indisposait l'Europe sans intimider la Turquie. Quelque déchus que fussent les Turcs, ils surent, en ces périlleuses conjonctures, se garder de toute témérité comme de toute faiblesse. Chaque courrier apportait à Constantinople quelque nouvelle alarmante. A Sébastopol et à Odessa, les préparatifs militaires redoublaient : les marchands russes, répandus dans les États du Sultan, avaient reçu l'avis de ne point entreprendre de nouvelles affaires et de terminer au plus vite celles qu'ils avaient engagées : on signalait des achats de bois en vue d'établir des ponts sur le Pruth et sur le Danube. Malgré ces signes d'un prochain danger, le gouvernement ottoman ne s'écartait point de la ligne de modération qu'il avait adoptée. Sans doute, à l'imitation de son puissant voisin, il armait, autant du moins que le désordre de l'Empire le permettait. Mais il s'appliquait bien plus à affirmer ses vues pacifiques qu'à préparer la guerre. C'est dans cet esprit que des circulaires prescrivaient aux pachas les égards envers les consuls russes, la bienveillance envers les résidents de cette nation, la vigilance surtout pour prévenir toute explosion du fanatisme musulman. Ces gages de sagesse une fois donnés à l'Europe, les ministres turcs s'encourageaient à repousser toute concession incompatible avec les droits souverains de leur maître. Dans cette attitude, ils rencontraient l'appui moral du corps diplomatique tout entier, de Stratford surtout qui, plus que jamais, stimulait leur activité, leur montrait la voie à suivre,

leur signalait les périls à éviter. La Russie n'ignorait pas quelle influence dirigeait la Porte et ne se lassait pas de la dénoncer. C'était, parmi les Moscovites, un véritable mot d'ordre d'attaquer Stratford, réel inspirateur, disait-on, de la résistance turque. L'Angleterre niait modestement cette puissance qu'on attribuait à son ambassadeur ; mais, tout en la niant, elle s'en réjouissait et était fière d'avoir, aux rives du Bosphore, un agent qui avait porté si haut le crédit britannique.

On en était là, quand arriva à Constantinople le courrier qui apportait le suprême ultimatum de Nesselrode. La délibération ne fut pas longue. La Porte ne pouvait se déjuger à trois semaines d'intervalle. De nouveau, la note russe, qui n'était qu'un traité déguisé, fut repoussée ; de nouveau aussi le Sultan promit de confirmer tous les privilèges de ses sujets grecs. La réponse partit le 17 juin. La veille, les flottes combinées de la France et de l'Angleterre avaient passé en vue de Ténédos et avaient pris leur mouillage dans la baie de Bésika.

Quelles que fussent les illusions à Saint-Pétersbourg, on ne pouvait compter beaucoup sur cette négociation dernière. Lorsque le refus définitif de la Porte fut connu, M. de Nesselrode annonça aux membres du corps diplomatique l'entrée imminente des troupes russes dans les Principautés. Tantôt à l'aide de raisonnements subtils qu'il variait à l'infini, tantôt avec une irritation qui déguisait mal son embarras, il s'attachait à justifier la politique de son maître. Il s'efforçait surtout d'ôter à l'invasion des provinces moldo-valaques tout caractère agressif. « C'est un gage matériel que nous voulons saisir, « disait-il, ce n'est pas une guerre que nous commençons. — « Soit, répliquait Seymour désormais découragé, mais comment « concilier les actes avec les paroles, les protestations avec les « faits (1)? » Le 29 juin, le Czar, dans un manifeste où il se représentait comme *le défenseur de la foi orthodoxe*, notifia sa résolution à son peuple. Ce manifeste, à la fois mystique et guerrier, fut lu dans toutes les églises. Pendant ce temps,

(1) Seymour à Clarendon. (*Correspondence respecting*, etc., part. I, p. 330.)

l'armée de Bessarabie, prête depuis plusieurs semaines, recevait l'ordre d'entrer en campagne. Le 3 juillet, les têtes de colonnes russes franchirent le Pruth. Ce n'était pas encore la guerre ; car, de part et d'autre, on se défendait énergiquement de la vouloir ou de la désirer; ce n'était pas la guerre, la guerre déclarée, la guerre avec le cortège de ses ruines et de ses immolations, mais déjà ce n'était plus la paix.

VI

A cette heure, une nouvelle puissance entre en scène, c'est l'Autriche.

Dans le conflit qui grandissait, l'Autriche était restée jusque-là simple spectatrice, spectatrice intéressée, à la vérité, et attentive jusqu'à l'anxiété. — A ne consulter que les souvenirs ou les préférences, il semblait naturel que l'empereur François-Joseph inclinât vers son puissant voisin. Aux jours difficiles de sa jeunesse, il avait été généreusement secouru par le Czar et ne pouvait l'avoir oublié. L'alliance russe paraissait une sauvegarde contre les périls révolutionnaires. Le prestige de Nicolas, bien que légèrement atteint, n'était point évanoui. A Vienne, on se méfiait un peu de la France, si longtemps ennemie. Quant à l'Angleterre, on la considérait sans doute comme une ancienne alliée, mais la faveur de la nation britannique pour Kossuth et les récents affronts infligés au général Haynau par la populace de Londres, avaient amené entre les deux cours un refroidissement passager. Les diplomates russes, très actifs à Vienne, ne manquaient pas d'exploiter ces sentiments ou ces répugnances et rencontraient parfois des oreilles complaisantes. — Tout autre était l'opinion de ceux qui considéraient non les sympathies personnelles ou les dissentiments momentanés, mais les intérêts généraux et permanents de la monarchie autrichienne. Puissance danubienne, l'Autriche ne pouvait souffrir que le Czar dominât aux bouches du Danube. Tout progrès de la

Russie vers Constantinople serait pour elle une menace. Le jour où la Russie, déjà sa voisine à l'orient, le deviendrait également au sud, elle la déborderait, l'enserrerait à volonté, attirerait, par la communauté de croyances ou de races, ses sujets grecs ou slaves, détacherait d'elle une à une ses provinces plutôt juxtaposées que fondues, et ébranlerait sans peine la structure un peu artificielle du vaste empire des Habsbourg. Ainsi pensaient, sans se soucier outre mesure de la reconnaissance ou des affections, la plupart des hommes d'État autrichiens. Ils jugeaient que leur pays, ne poursuivant pas de conquête en Orient, ne devait pas permettre les agrandissements des autres. Ils estimaient que la meilleure des politiques, c'était le maintien des traités, et, parmi tous les traités, ils n'en savaient pas de plus sage que celui qui avait placé sous la garantie des cinq grandes puissances européennes l'intégrité de l'empire ottoman. « Il ne pousse en Orient aucun fruit que notre Empire puisse cueillir », écrivait dès le début du conflit le prince de Metternich ; et il définissait, en termes d'une ingéniosité un peu subtile, la conduite future du cabinet de Vienne : « Notre attitude, disait-il, devra être non la neutralité, mais une position expectante librement choisie (1). »

Or, au commencement de juillet 1853, cette *position expectante librement choisie* se traduisait par un mot qui était sur toutes les lèvres, celui de *médiation*. François-Joseph se rapprochait de Paris et de Londres par ses intérêts, de Saint-Pétersbourg par la gratitude ou les souvenirs : excellente condition pour que sa voix fût entendue. Il était nouveau dans l'exercice du pouvoir, et sa jeunesse n'excitait ni ombrage, ni inimitié, ni jalousie. Placée au centre de l'Europe, Vienne était un point intermédiaire entre la Russie et l'Occident. Il n'était pas jusqu'à certains liens de parenté qui ne parussent faciliter l'œuvre de pacification : l'ambassadeur du Czar à Vienne, le baron de Meyendorf, était le beau-frère de M. de Buol, chef du cabinet autrichien, et on se flattait que la cordialité des entretiens intimes aiderait aux efforts de la diplomatie et les compléterait.

(1) M. de Metternich, *Mémoires et papiers*, t. VIII, p. 348 et 363.

Tout était donc prêt, sinon pour une médiation officielle, puisqu'il n'y avait point encore de guerre engagée, au moins pour des négociations dont Vienne serait le centre. Dès la fin de juin, les représentants des grandes puissances prirent l'habitude de se réunir sous la présidence de M. de Buol, dont ils étaient les hôtes et qui résumait leurs délibérations. Ce fut l'origine de cette fameuse *Conférence de Vienne* qui dura si longtemps, fit, somme toute, si peu de chose et répandit autant d'encre sur les bords du Danube qu'on devait, plus tard, verser de sang sur le plateau de Chersonèse.

Quel serait le point de départ de ces essais de conciliation? Les chancelleries s'étaient mises en grands frais d'invention. Les uns proposaient de prendre pour base la note du prince Menschikof et de l'amender en quelque manière, de façon à la rendre acceptable au Sultan; ce fut la pensée primitive de M. de Buol. Les autres auraient voulu que la Porte acceptât sans variante la note Menschikof, mais qu'en retour le Czar, par une déclaration solennelle, reconnût, en termes non équivoques, la pleine indépendance de l'Empire ottoman : ce projet, attribué à M. de Bourqueney, ambassadeur de France à Vienne, et bientôt désavoué par celui-ci, plaisait fort aux Russes : il sera accueilli des *deux mains,* disait M. de Nesselrode. A Londres, lord Clarendon songeait à une brève convention par laquelle la Porte renouvellerait toutes les stipulations des anciens traités. A Saint-Pétersbourg, sir Hamilton Seymour avait aussi son plan : ce plan consistait dans la publication d'un *Hatti-sherif* qui confirmerait tous les privilèges des chrétiens et serait notifié tout à la fois au Czar et aux représentants des grandes puissances. « Est-ce en votre nom ou au nom « de votre gouvernement que vous parlez? avait demandé M. de « Nesselrode à l'ambassadeur. — En mon nom seul. — Alors, « avait répliqué Nesselrode, avec une nuance légèrement « ironique, c'est le *système Seymour.* » En effet, toutes les têtes travaillant, chaque diplomate attachait son nom à un système, et, au bout de quelques jours, les projets ne se comptaient plus.

Au milieu de toutes ces propositions, une combinaison avait

surgi qui remontait à une origine plus auguste, et qui, à ce titre, prévalut.

Depuis que l'Angleterre lui avait échappé, le Czar se tournait volontiers vers la France. Jamais il ne l'avait tout à fait négligée, même au temps où il faisait à sir Hamilton Seymour les étranges ouvertures que l'on sait. Ces ouvertures ayant été déclinées, il avait redoublé de courtoisie pour l'ambassadeur de France, M. de Castelbajac, et, par intervalles, il avait même affecté vis-à-vis de lui la confiance et l'abandon. A propos des affaires d'Orient, il avait manifesté un certain désir de terminer la querelle, pourvu que sa dignité fût sauve et que l'avantage apparent lui restât. M. de Castelbajac ayant communiqué ces bonnes nouvelles à son souverain, Napoléon III avait alors rédigé lui-même, sous forme de *note,* un projet d'arrangement qui semblait concilier, sans recul ni humiliation pour personne, les vœux de la Russie et les droits souverains de la Porte. Cette note, transmise à Vienne, fut, le 27 juillet, adoptée par les représentants des puissances et envoyée tout à la fois à Saint-Pétersbourg et à Constantinople. Comme le faisait observer lord John Russell à la Chambre des communes (1), le projet était d'origine française, mais l'Autriche se l'était approprié.

Le 3 août, la Russie, dont les intentions avaient déjà été pressenties, répondit par une adhésion pure et simple. On se réjouit comme si le succès eût été assuré. Le *Moniteur* se hâta de publier la nouvelle (2). A la Chambre des pairs, lord Clarendon, répondant à lord Malmesbury, annonça, en termes à peine voilés, le dénouement de la crise (3). A Vienne, le comte Buol triomphait, s'attribuait tout l'honneur de la réussite, raillait même un peu les alarmes si chaudes de la France et de l'Angleterre. Nul ne doutait que la Porte ne saisît avec empressement l'occasion de sortir d'embarras. Cette confiance fut déçue.

(1) Séance du 2 août 1853. (*Parliamentary debates, Third series,* t. CXXIX, p. 1163-1165.)

(2) *Moniteur,* 7 août 1853.

(3) Séance du 12 août 1853. (*Parliamentary debates, Third series,* t. CXXIX, p. 1635.)

Les faibles sont parfois sujets à de singuliers emportements, surtout quand, ayant été forts, ils reprennent par accès la fierté de leur ancienne puissance. Cette disposition dangereuse commençait à dominer chez les Turcs lorsque, le 12 août, arriva à Constantinople la note déjà acceptée par la Russie. Stratford, le guide accoutumé de la Porte, ayant conseillé une prompte adhésion, Reschid-Pacha l'écouta avec cette politesse impassible qui est familière aux Orientaux. Il se contenta de répliquer que le projet soulèverait des objections : séance tenante, il en indiqua quelques-unes; puis, comme l'ambassadeur britannique insistait, il promit de convoquer le Conseil au plus tôt. Les jours suivants furent pleins d'agitation, mais d'une agitation qui révélait plus de fanatisme que de craintes. Les ministres et les grands de l'Empire ayant été rassemblés résolurent d'abord de rejeter la note, même amendée. Il fallut tous les efforts de Reschid pour qu'ils consentissent à comparer les textes et à les peser. Stratford, qui avait ses agents jusqu'au sein du Divan, était renseigné d'heure en heure sur le tour des débats et, en cas de résolutions extrêmes, s'apprêtait à intervenir. Après de longues délibérations, il fut décidé que la note, la *Note de Vienne,* comme on l'appelait, ne serait acceptée qu'après amendements. Les modifications réclamées étaient au nombre de trois et avaient toutes le même but : elles tendaient à mieux préciser que les privilèges des chrétiens grecs dérivaient d'un don volontaire, d'une concession spontanée, d'un octroi souverain de la Porte, et non d'une convention bilatérale avec un État étranger. Cependant, à Constantinople, les esprits s'animaient de plus en plus. En faisant part à Stratford de la décision prise, Reschid ajoutait : « On nous accusera de faiblesse et de coupable modération. » Au fond de l'âme, Stratford lui-même n'était pas loin d'approuver la nouvelle attitude des Turcs, et ses opinions personnelles, si hostiles à la Russie, contrastaient un peu avec son langage officiel. Avant la fin d'août, on connut à Vienne la résistance inattendue du Sultan. Le triomphe de M. de Buol n'avait pas été long.

Il y eut alors, dans toutes les chancelleries, un véritable déchaînement contre l'obstination ou, comme on disait, l'en-

têtement de la Porte. La hauteur de la Russie avait naguère inquiété : l'arrogance des Turcs n'inspirait qu'une pitié dédaigneuse. Du même coup le Czar reconquit les sympathies. M. Drouyn de Lhuys et lord Clarendon firent parvenir à Saint-Pétersbourg l'expression de leur déplaisir, de leurs regrets, presque de leurs excuses. Ils ajoutèrent l'espoir que les exigences de la Turquie ne seraient point un obstacle à l'apaisement. Plus vif dans son langage que ses collègues de France et d'Angleterre, M. de Buol s'autorisait de la puissance même de Nicolas pour l'incliner à la modération. « Les Turcs, disait-il en substance, sont sans doute aveuglés « jusqu'à la folie : mais des hauteurs où il est placé, qu'im« portent au Czar les subtiles et étroites querelles de ses chétifs « adversaires? Dans un débat si au-dessous de lui, sa dignité est « vraiment hors de cause. » En même temps, des remontrances irritées arrivaient à Constantinople; on pressait le Sultan de signer le projet, de le signer de suite, ne fût-ce que par égard pour ses augustes alliés. Qu'étaient les avantages de quelques changements de rédaction auprès des périls d'un refus? Quant aux anciens amis de la Russie, ils allaient plus loin; tel était lord Aberdeen qui proposait que l'on obligeât la Porte à signer la note originelle, sauf à laisser aux grandes puissances le soin d'en régler l'interprétation.

La Turquie paraissait abandonnée. L'imprévu dominant de plus en plus, ce fut la Russie qui la sauva. Le Czar refusa de souscrire aux prétentions turques : son adhésion ayant été pure et simple, il tenait à honneur que le Sultan fit de même. On s'attendait à ce langage, et nul n'en fut étonné. Mais ce qui provoqua la surprise, ce fut le commentaire qui accompagna cette réponse. Sous le nom d'*Analyse des trois modifications réclamées par la Turquie,* le chancelier russe publiait un nouvel exposé des vues de sa cour. Il en résultait que Nicolas, en signant la *Note de Vienne,* n'avait abdiqué aucune de ses ambitions passées. Si la Russie repoussait les amendements de la Turquie, ce n'était pas que ces amendements fussent insignifiants, comme on le croyait à tort en Europe; c'était, au contraire, parce qu'ils privaient le gouvernement moscovite d'un

droit d'intervention toujours affirmé, jamais abandonné. Ce droit d'intervention au profit des sujets chrétiens de la Porte était derechef proclamé, et avec une netteté qui ne laissait place à aucune incertitude, avec une hauteur qui défiait toute nouvelle négociation.

Parmi les diplomates réunis à Vienne, la confusion fut grande et le dépit plus grand encore. Ainsi cette note, remaniée avec tant de soin, n'était dans la pensée du Czar rien autre chose qu'une copie à peine retouchée de l'ultimatum Menschikof : ainsi le travail de la conférence n'arrivait à la publicité qu'accompagné d'une interprétation qui en dénaturait l'esprit : ainsi ces misérables Turcs avaient été plus avisés que leurs dédaigneux protecteurs, leur entêtement était fermeté et leur défiance sagesse. La faveur publique, un instant revenue à Saint-Pétersbourg, se reporta de nouveau vers Constantinople. Attaché plus que personne à une œuvre qu'il s'était appropriée, M. de Buol songeait encore à recommander à la Porte une acceptation pure et simple. Mais tout autre était désormais l'avis des cabinets de Paris et de Londres. « Entre « la note de Vienne interprétée par M. le comte de Nesselrode « et les exigences de M. le prince Menschikof, la différence « est insaisissable, écrivait le 17 septembre M. Drouyn de « Lhuys à M. de Bourqueney. » « Le commentaire russe « attribue à la *Note de Vienne* un sens tout nouveau », écrivait-il cinq jours plus tard à M. de Lacour ; et, avec un découragement attristé, notre ministre des affaires étrangères confessait son impuissance. A Londres, on n'était pas moins lassé de tant d'efforts inutiles. L'ambassadeur d'Autriche, M. Colloredo, ayant insisté auprès de lord Clarendon pour que le gouvernement britannique pesât de nouveau sur le Sultan : « Nous ne « le pouvons plus, répliquait lord Clarendon, l'*Analyse russe* a « révélé combien les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg « sont éloignées des nôtres. — Alors, c'est la fin de la conférence? — Sans doute, mais je ne puis que le regretter (1). »

(1) Lord Clarendon à lord Westmoreland, 21 septembre 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. II, p. 112.)

Ce langage n'était pas seulement celui de lord Clarendon, c'était celui du prince Albert, si favorable aux Russes (1), c'était celui de lord Aberdeen, l'ancien ami de Nicolas : tant le commentaire de M. de Nesselrode avait jeté de lumière sur les ambitions moscovites !

Cependant les empereurs d'Autriche et de Russie devaient, à l'occasion des manœuvres d'automne, se rencontrer à Ollmutz. Les plus tenaces parmi les conciliateurs se flattaient encore que de l'entrevue des deux monarques naîtrait quelque chance favorable. Les souverains arrivèrent le 25 septembre. M. de Nesselrode accompagnait Nicolas, M. de Buol François-Joseph. On remarqua l'empressement du Czar pour le général de Goyon, chef de la mission militaire française, et sa froideur pour lord Westmoreland, ministre d'Angleterre à Vienne. Dans l'intervalle des revues, des banquets, des cérémonies d'apparat, les diplomates débattirent le grave différend. Nicolas, si l'on en juge par quelques paroles d'une bienveillante courtoisie, se montra plus pacifique qu'on n'eût osé l'espérer. De plus en plus fertiles en inventions, les négociateurs imaginèrent une nouvelle combinaison qui, à parler franc, n'était ni pire ni meilleure que les précédentes. La Turquie serait invitée à signer sans variante la *Note de Vienne;* en retour, la Russie publierait une déclaration solennelle qui rassurerait complètement le Sultan sur ses droits souverains : après quoi un ambassadeur ottoman partirait pour Saint-Pétersbourg et scellerait la réconciliation. M. de Buol, toujours avantageux, fut charmé de cet arrangement, et de nouveau s'apprêta à triompher. Prévenu par le télégraphe, Napoléon se montra, assure-t-on, satisfait, presque confiant. A Londres, on fut plus réservé. Le 28 septembre, les souverains se séparèrent. Qu'adviendrait-il du nouveau projet? On n'eut pas la peine d'en débattre les détails. Le vent belliqueux qui soufflait à Constantinople vint renverser, avant même qu'il fût achevé, ce nouvel et fragile édifice de l'habileté diplomatique.

(1) « La *Note de Vienne* semble n'avoir plus été qu'un piège tendu par Meyendorf à travers Buol », écrivait le 27 septembre le prince Albert au baron Stockmar. (*The life of the Prince Consort,* by Théodore Martin, t. II, p. 517.)



La perpétuelle appréhension du péril est à la longue plus cruelle que le péril même. Cette impression était celle des Ottomans. Fatigués de tant de négociations infructueuses, secrètement froissés des dédains de leurs protecteurs occidentaux, ils sentaient de plus en plus se réveiller les ardeurs mal assoupies de leur vieille race guerrière. Les musulmans fidèles à leur foi religieuse se réjouissaient de déployer l'étendard du Croissant. Les plus éclairés parmi les Turcs s'étaient eux-mêmes accoutumés à la pensée d'une lutte prochaine : ils n'ignoraient pas que leurs finances ne leur permettaient point de supporter plus longtemps des préparatifs ruineux : ils jugeaient qu'un succès militaire, fût-il chèrement acheté, relèverait mieux que tous les pourparlers diplomatiques l'autorité morale de leur pays. En amendant la *Note de Vienne,* le Divan avait marqué cette nouvelle politique qui contrastait si fort avec sa longanimité passée. Tout contribuait à affermir ces dispositions. Les Russes n'avaient pas seulement envahi les provinces Danubiennes, mais encore avaient interdit aux hospodars tout payement de tribut à la Porte, toute communication avec le Sultan; et l'injure de ce procédé avait été vivement ressentie. D'ardentes prédications religieuses avaient réveillé l'ancien esprit de fanatisme. Au commencement de septembre, des placards affichés sur les mosquées appelèrent aux armes tous les vrais musulmans. Deux jours plus tard, les Ulémas déposèrent entre les mains des ministres une pétition demandant qu'on proclamât la guerre sainte. L'agitation grandissant, on craignit un soulèvement du vieux parti turc, on se prit même à redouter le massacre des chrétiens, la déposition du Sultan. Ces rumeurs, quoique empreintes d'une évidente exagération, révélaient assez les nouvelles directions de l'esprit public. Le 25 septembre, Stratford, toujours en éveil, envoya à sa cour une dépêche alarmée : « On va tenir demain, mandait-« il, un conseil qui décidera de la paix ou de la guerre. » Les représentants des puissances, troublés de tant d'audace, multipliaient leurs efforts pour endiguer un courant que rien ne contenait plus. Le 26, de grand matin, l'ambassadeur d'Angleterre vit Reschid : il lui dépeignit avec chaleur le danger

des résolutions extrêmes, la disproportion des forces, l'incertitude d'un secours européen, les délais nécessaires pour que ce secours arrivât. Reschid ne contesta aucun de ces périls. « La décision est virtuellement prise », se contenta-t-il de répondre. Stratford, devenu l'avocat de la paix après avoir si souvent prêché la résistance, Stratford ne se découragea pas. Il épuisa toutes ses ressources pour convaincre le ministre turc et ne le quitta que quand le conseil commença. Le résultat fut tel qu'on le prévoyait. A l'unanimité, la guerre fut décidée.

Huit jours plus tard, Omer-Pacha, général en chef des troupes turques, sommait le prince Gortchakof d'évacuer dans un délai de quinze jours les Principautés : son refus aurait pour conséquence l'ouverture immédiate des hostilités. Chose singulière! c'était la Turquie, la faible Turquie qui, contre tous les conseils et par un acte de sa volonté téméraire, précipitait la crise : c'était elle, la puissance dédaignée, qui allait entraîner à sa suite les deux grands États de l'Occident, et ce n'est pas l'une des moindres étrangetés des longues et obscures négociations que nous racontons.

VII

Les souverains qui ont longtemps sauvegardé la paix et en ont fait jouir leur peuple n'y renoncent point aisément. Ils versent peu à peu dans la guerre bien plutôt qu'ils ne s'y jettent tout d'un coup. A la première vue de l'abîme, ils s'arrêtent saisis d'effroi. Ils s'avancent pas à pas, reculent, s'avancent encore : ce n'est que par degrés qu'ils s'accoutument à contempler le gouffre où se perdront les épargnes et le sang de leur pays. Les assurances conciliantes dominent d'abord les paroles belliqueuses ; elles s'affaiblissent, renaissent, s'affaiblissent de nouveau, jusqu'à ce qu'enfin on en perçoive à peine le bruit : souvent le dernier écho des protestations

pacifiques retentit encore lorsque déjà résonne le premier cliquetis des armes.

Cette dérivation progressive et plus fatale que voulue ne fut nulle part mieux marquée que dans ce malheureux conflit oriental. On n'avait aperçu d'abord qu'un petit point noir longtemps resté fixe à l'horizon et qui semblait ne devoir jamais grossir : c'était le différend des *Lieux saints*. Tout à coup la question du *Protectorat des Grecs* avait surgi, et le petit point noir s'était absorbé dans cet épais nuage : le nuage avait grandi au point de tout envahir, s'était ensuite presque dissipé et bientôt s'était reformé plus menaçant. L'orage avait enfin éclaté sur les bords du Danube. Même en ces conjonctures de plus en plus graves, apparut la répugnance de l'Europe à sacrifier au hasard des batailles le repos heureux dont elle jouissait depuis quarante années. Entre la Russie et la Porte, la rupture était consommée : en outre, la France et l'Angleterre venaient de pousser leurs flottes de Besika jusqu'aux rives du Bosphore, et, sans sortir encore de la neutralité, avaient marqué leur place dans les hostilités futures. Ce grand pas franchi, on s'efforça de ne pas aller plus loin et même, s'il se pouvait, de rétrograder un peu. On s'ingénia à définir un état de choses qui, n'étant plus l'accord, ne fût pas tout à fait la lutte à main armée. On se flatta de trouver, sur les extrêmes confins de la paix et de la guerre, une sorte de position expectante, d'équilibre chancelant où on se tiendrait, où on se fixerait peut-être à grand renfort de subtilités. Surtout, de part et d'autre, on répudia le rôle d'agresseur, et on le répudia si bien que les plus optimistes se rassurèrent : Comment, disaient-ils, les hostilités éclateraient-elles, si nul ne se hasarde à porter le premier coup?

De ces hésitations, de ces regrets voisins du repentir, naquit une situation bien rare dans les fastes politiques et militaires La guerre à peine déclarée, les belligérants s'appliquèrent à l'envi à atténuer leurs desseins. C'est en termes modérés que la Porte, presque intimidée de sa hardiesse, notifia aux puissances amies ses récentes résolutions. Les Turcs jugeaient que défendre leur territoire suffisait à leur honneur. Toute leur

ambition était que leur puissant adversaire ne les écrasât pas et qu'ils pussent, par quelques avantages partiels, réveiller le souvenir de leur antique valeur. De leur côté, les Russes paraissaient répugner à une vigoureuse initiative. Le 14 octobre, M. de Nesselrode exposait en ces termes à sir Hamilton Seymour les vues de son gouvernement : « La guerre nous a été « déclarée par la Turquie : nous n'attaquerons pas, nous res« terons l'arme au pied, résolus seulement à repousser toute « agression, soit dans les Principautés, soit dans les provinces « asiatiques où nous avons renforcé nos régiments. Nous reste« rons ainsi pendant l'hiver, prêts à recevoir les ouvertures pa« cifiques qui nous seraient faites par la Turquie. Telle est notre « position (1). » — Les deux armées demeurèrent donc quelque temps en présence, les Russes étant massés à Giurgevo, les Turcs étalant de l'autre côté du fleuve les uniformes bariolés de leurs troupes irrégulières et leurs tentes, de couleur verte en l'honneur du Prophète. Vers la fin de l'automne, quelques engagements assez sanglants eurent lieu sur les frontières danubiennes et aussi en Asie, mais avec des fortunes diverses et sans qu'aucun d'eux pût changer la face des choses. Tout aidait à la temporisation. L'hiver venait, et il est aussi rude dans la vallée du bas Danube que l'été y est chaud et accablant. Cet immense fleuve qui séparait les deux armées facilitait la défensive et rendait les opérations malaisées. Il fallait enfin compter avec l'inertie des Turcs, le moins pressé de tous les peuples, même quand il croit se hâter. Le sultan annonçait par un *hatti-sherif* du 31 octobre son départ pour l'armée, non de suite, non dans quelques semaines, mais au printemps suivant, et il ordonnait que, sans tarder, on préparât son escorte. Seul, Omer-Pacha, Croate d'origine et général en chef de l'armée ottomane, participait à l'activité de l'Occident; mais, à part les passagers réveils du fanatisme, tout sommeillait autour de lui.

Ces heureuses lenteurs permettaient à la diplomatie de rentrer en scène, et elle n'y manqua point.

(1) Seymour à Clarendon, 14 octobre 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. II, p. 180.)

Elle y manqua si peu que la conférence de Vienne qu'on croyait dissoute se reforma. Elle ressuscita, disait ironiquement Stratford, qui, en fait de diplomatie, croyait surtout à la sienne. Le 30 octobre, les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Prusse se réunirent chez M. de Buol. En Angleterre, on avait songé à une nouvelle Note. Le ministre autrichien jugea ce moyen insuffisant. « La guerre a été déclarée, dit-il, les hostilités ont même commencé. Comment une simple note aurait-elle la vertu d'arrêter les mouvements des deux armées et de rétablir la paix compromise? C'est seulement par un traité que peut être ramené l'accord; la médiation ne peut avoir qu'un but, provoquer et faciliter ce traité. » M. de Buol proposait en conséquence qu'un avis fût envoyé à la Porte pour l'engager à faire connaître ses conditions. En même temps un armistice serait sollicité à Saint-Pétersbourg. La France adhéra à ce projet, l'Angleterre aussi, quoique avec peu de confiance. Après échange de vues entre Paris et Londres, les membres de la conférence de Vienne signèrent le 5 décembre un protocole qui était leur premier acte officiel, et par lequel ils se portaient médiateurs entre les belligérants. Le même jour, par une déclaration collective, ils invitèrent en termes pressants le gouvernement turc à traiter au plus tôt. Cette invitation fut transmise à Stratford, qui était le plus ancien ambassadeur accrédité à Constantinople. Déjà M. Drouyn de Lhuys avait recommandé au général Baraguey d'Hilliers, successeur de M. de Lacour, d'appuyer de toutes ses forces la combinaison nouvelle, et lui avait presque dicté les termes de la réponse qu'il suggérerait à la Porte (1)

Cette suprême démarche tentée, on attendit le résultat avec un mélange de crainte et d'espoir. Malgré toutes les déceptions passées, il semble que la confiance ait été plus grande que l'inquiétude; car, le 9 décembre, une note du *Moniteur* laissait entrevoir une prochaine et heureuse conclusion. Sur ces entrefaites, un événement survint qui rejeta tout à coup vers la

(1) Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Baraguey d'Hilliers, à Constantinople, 28 novembre 1853. (*Moniteur* de 1854, p. 162.)

guerre ceux-là mêmes qui s'abandonnaient aux perspectives de la paix.

VIII

Vers la fin de novembre, une escadre ottomane, forte de sept frégates, trois corvettes et deux vapeurs, avait quitté le Bosphore et était entrée dans la mer Noire. Son but était de porter des provisions et des renforts à la garnison de Batoum, peut-être aussi, comme l'ont affirmé les Russes, de fournir quelque assistance aux tribus insurgées du Caucase. Contrariée par le mauvais temps, la flotte avait cherché un abri dans la rade de Sinope. Cependant le vice-amiral Nakhimof croisait entre la Crimée et l'Anatolie afin d'empêcher les communications entre les différents ports turcs. Déjà il avait échangé quelques boulets avec la marine ennemie, il avait même capturé une frégate égyptienne. Les rapports des consuls et ceux des autorités indigènes avaient signalé la présence de son escadre le long des côtes septentrionales de la Turquie d'Asie. Le 27 novembre, quelques voiles russes se montrèrent en vue de Sinope. Osman-Pacha, chef des forces navales turques, n'entreprit ni de poursuivre sa route ni de regagner le Bosphore, et demeura au mouillage où il s'était réfugié. Trois jours plus tard, le 30 novembre dans la matinée, on vit, non plus seulement quelques voiles, mais toute l'escadre de Nakhimof, composée de six vaisseaux de ligne, de deux frégates et de trois vapeurs, pénétrer dans la baie. Contre de telles forces, la flotte ottomane était impuissante à résister. Pourtant, l'ennemi s'avançant vers le port, la frégate que commandait Osman-Pacha engagea courageusement la bataille. Il était alors midi et demi. La vaillance des Turcs ne pouvait compenser l'inégalité de l'armement et des ressources. Les batteries de côte étaient elles-mêmes réduites à l'inaction, les vaisseaux ottomans se trouvant entre elles et les navires russes. Au bout

d'une demi-heure, l'une des frégates coula. Bien avant la fin du jour, la malheureuse escadre ottomane était anéantie. Plus de la moitié des matelots turcs étaient tués ou blessés, avaient été capturés ou avaient disparu. Quant à la ville, elle était en feu. Les Russes emmenèrent avec eux l'amiral Osman-Pacha blessé et prisonnier. Dans cette lutte désespérée, ils avaient eux-mêmes fait des pertes sensibles qui témoignaient de la valeur de leurs adversaires. De toute la flotte ottomane, un seul navire, le vapeur le *Taif*, avait pu s'échapper : c'est lui qui porta à Constantinople la nouvelle du grand désastre.

Le 11 décembre, une dépêche télégraphique, arrivée par la voie de Vienne, apprit à Paris et à Londres la défaite de Sinope.

L'opinion publique, même la mieux éclairée, ne mesure pas toujours les événements suivant leurs vraies proportions et reçoit parfois des impressions violentes contre lesquelles il serait vain de réagir. A considérer froidement les choses, il n'y avait, dans l'affaire de Sinope, qu'une de ces surprises navales que justifie le droit des armes. La Turquie avait déclaré la guerre : déjà sur quelques points, plusieurs combats avaient été livrés : les Russes ne faisaient qu'opposer hostilité à hostilité en coulant des navires qui portaient des munitions et des approvisionnements, soit à des tribus insurgées, soit même à la garnison d'une ville voisine. L'histoire militaire offrait de fréquents exemples de pareilles destructions. Sans remonter bien haut, l'Angleterre avait-elle été plus respectueuse du droit des gens lorsque, en 1807, voulant empêcher la Turquie d'entrer en lutte contre la Russie, elle avait, sans préalable déclaration de guerre, brûlé la flotte ottomane dans la mer de Marmara? Ces coutumes et ces souvenirs justifiaient, excusaient du moins, l'amiral Nakhimof. Mais le public européen ne raisonna pas de la sorte et ne prit point le loisir de tels rapprochements. La Russie avait tant indisposé le monde par ses hauteurs qu'on ne voulait rien lui pardonner. On se refusa à voir autre chose que l'odieuse immolation du faible par le fort. Un spectacle unique absorba tout le reste : celui de cette flotte détruite sans merci, de cette ville réduite en cendres, de ces habitants

inoffensifs demeurés sans asile. L'émotion fut d'autant plus grande que les premières relations exagérèrent encore le chiffre des pertes. On compta parmi les morts une foule de matelots qui, échappés à la lutte, avaient pu gagner soit Trébizonde, soit leur village natal, et reparurent plus tard dans les rangs. Les correspondances de Constantinople, écrites sous l'empire d'un véritable affolement, furent accueillies sans contrôle, et, l'imagination ajoutant à la réalité, l'impression publique s'exhala de toute part en un immense murmure de colère et de pitié

Cette émotion gagna les chancelleries. Elle pénétra jusque dans l'âme naturellement modérée de M. Drouyn de Lhuys. En apprenant, le 11 décembre, les événements de Sinope, son irritation fut plus vive encore que ses regrets. Le surlendemain, dans une dépêche au général Baraguey d'Hilliers, il écrivait ces lignes hautaines et amères : « Le coup hardi et « heureux que la Russie vient de frapper n'atteint pas seule« ment la Turquie. » Les jours suivants, ses conférences avec lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre, laissèrent percer des résolutions désormais arrêtées. On sentait que la pensée même de la guerre, pensée longtemps écartée et désavouée, n'effrayait plus. « Notre devoir, disait M. Drouyn de Lhuys, est de couvrir le territoire turc. » Et pour le couvrir, il n'hésitait pas à proposer au cabinet anglais l'occupation de la mer Noire par les marines alliées. « En agissant de la sorte, ajoutait-il, nous « empêcherons la répétition du carnage de Sinope : si nous « ne pouvons amener une suspension d'armes sur le Danube, « nous l'amènerons au moins sur mer... La Russie a jeté le « masque, prouvons-lui que nous ne la craignons pas. Les « populations riveraines de la mer Noire regardent cette mer « comme un lac russe; rendons-leur courage (1). » Lord Cowley, ayant été reçu par l'Empereur, trouva chez lui la même énergie virile. Le 16 décembre, M. Walewski fut chargé de communiquer officiellement au cabinet de Saint-James les vues de notre gouvernement.

(1) Lord Cowley à lord Clarendon, 16 décembre 1853. (*Correspondence respecting*, etc., part. II, p. 306.) — Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Walewski, à Londres, 16 décembre 1853. (*Moniteur* de 1854, p. 165.)

La Grande-Bretagne n'avait pas attendu cet appel pour s'émouvoir. L'Anglais, quoique très positif, a ses heures d'entraînement. A Londres, la défaite des Turcs n'excita pas seulement la pitié, mais froissa l'orgueil. La destruction de la flotte ottomane dans les eaux de Sinope, tandis que le pavillon protecteur de l'Angleterre flottait sur le Bosphore, fut ressentie comme une insulte, et cette opinion, si excessive qu'elle fût, s'accrédita partout. Comme en France, on s'accoutuma à l'idée de la guerre : seulement le langage fut plus bruyant. « L'Angleterre, après une paix de quarante années, va peut« être remettre au hasard des combats son honneur et sa for« tune. » Ainsi s'exprimait le *Times* (1), ce puissant et fidèle organe des passions, des préjugés, des grandeurs britanniques. La malveillance publique s'attachait à tous ceux qu'on soupçonnait de sympathies russes : elle s'acharnait surtout contre le prince Albert, qu'on accusait de ménager le Czar pour complaire aux petits États allemands : « C'est un *foreigner* », disait-on avec colère; et le respect de la Reine n'empêchait ni les épigrammes de circuler, ni les plus absurdes calomnies de se répandre. Le ministère subit lui-même cet irrésistible courant. Le chef du cabinet était, comme on le sait, lord Aberdeen, esprit élevé, conscience austère, l'un des plus illustres personnages qui aient honoré le parlement d'Angleterre. Mais, nourri dans les traditions de la politique ancienne, lord Aberdeen considérait la Sainte-Alliance presque comme un dogme; son affection pour le Czar lui voilait les fautes de la Russie : en outre, à la pensée que la longue paix de l'Europe allait être interrompue, son âme délicate et scrupuleuse se troublait jusqu'à l'anxiété. Les amis les plus éclairés du noble lord lui reprochaient eux-mêmes d'enhardir la Russie en manifestant à toute occasion son horreur de la guerre et son ardent désir de l'éviter. Or, dans le même ministère, était un autre personnage, nullement gêné par les scrupules, plus excité qu'attristé par la perspective des prochaines querelles, aimant l'ordre pour son pays et observant avec une quiétude joyeuse les

(1) *Times*, 27 décembre 1853.

agitations du continent, esprit net d'ailleurs et résolu, d'un égoïsme britannique qui ne manquait pas de grandeur, ayant tous les défauts comme aussi toutes les qualités de sa race et, à ce titre, doublement populaire parmi ses compatriotes. Dans la constitution du cabinet, lord Palmerston (car on aura déjà deviné son nom) avait été relégué à l'Intérieur. Cette spécialité de ses fonctions ne le gênant guère, il s'était mêlé aux affaires extérieures et y avait apporté cette activité ardente propre à son caractère et à son génie. Son esprit remuant, son goût des aventures l'avaient rangé parmi les partisans de la politique guerrière. A chaque témérité de la Russie, il voulait opposer quelque témérité non moins grande. Il excellait à lancer une sorte de note aiguë qui contrastait avec les graves accents de lord Aberdeen : le fifre de Palmerston, disait-on, réjouit le cœur de l'Angleterre. Il rêvait la contre-partie de Tilsitt, c'est-à-dire une alliance avec un Napoléon contre la Russie. Il raillait les projets des conciliateurs. « La conférence de Vienne, écrivait-il, cela veut dire Buol; Buol veut dire son beau-frère Meyendorf; et Meyendorf veut dire Nicolas (1). » Cependant, jusqu'au désastre de Sinope, le courant pacifique et le courant belliqueux avaient lutté dans le cabinet anglais avec une force presque égale. A la nouvelle de la défaite des Turcs, la faveur publique passa décidément aux belliqueux. Lord Palmerston, par un habile calcul, quitta le ministère; puis, au bout de quelques jours, il y rentra. Il y rentra en triomphateur. Sans être le premier ministre, sans diriger même officiellement le *Foreign Office* laissé à lord Clarendon, il sera désormais le véritable inspirateur de la politique nationale : c'est à lui qu'il appartiendra de sceller l'alliance intime avec Napoléon dont il a deviné la fortune, dont il a naguère approuvé le coup d'État, dont il possède la confiance : c'est lui qui soufflera les paroles menaçantes et assumera d'un cœur allègre les suprêmes résolutions. « Sous le gant de velours de lord Clarendon, disait-on en Angleterre, se cache la griffe de Palmerston. »

(1) Lettre à lord John Russell, 24 octobre 1853. (*Life of Palmerston*, by Evelyn Ashley, t. II, p. 50.)

Ce sentiment public disait assez comment seraient accueillies les propositions de M. Drouyn de Lhuys. Le cabinet britannique non seulement adhéra au projet français, mais se l'appropria. Afin d'éviter la répétition de l'affaire de Sinope, il fut décidé que les flottes combinées entreraient dans la mer Noire. Tout bâtiment russe rencontré en mer serait invité à rentrer dans Sébastopol ou dans le port le plus voisin. Toute agression contre le pavillon ottoman imposerait aux marines alliées le devoir de repousser la force par la force. Il fut entendu, d'ailleurs, que la flotte turque n'entreprendrait aucun mouvement sans l'approbation des amiraux français et anglais. Le 29 décembre, une circulaire de M. Drouyn de Lhuys fit connaître à l'Europe ces graves résolutions. La veille, un courrier était parti pour Saint-Pétersbourg afin d'y porter les décisions des deux puissances occidentales.

Le dessein arrêté, l'exécution ne tarda pas. Le 3 janvier 1854, les deux flottes quittèrent leur mouillage de la baie de Beicos et, remorquées par des steamers, se dirigèrent vers l'Euxin. Un soudain changement de vent les retint quelque temps dans le détroit, mais le lendemain elles pénétrèrent dans la mer Noire. La frégate anglaise *la Retribution*, ayant à son bord un officier de la marine française, se détacha alors de l'escadre et fit route vers Sébastopol, pour y remettre au commandant des forces navales russes les notifications des amiraux alliés. Le 6, à la pointe du jour, elle tourna le cap Chersonèse, s'engagea dans la rade et, à la faveur d'une brume épaisse, pénétra jusqu'à l'entrée du port sans être aperçue. Le brouillard s'étant éclairci, tous les forts la signalèrent, et trois coups de canon tirés à poudre lui intimèrent l'ordre de s'arrêter. A la vue du vaisseau téméraire qui s'était aventuré dans ces eaux interdites, la surprise et l'émotion étaient grandes, si grandes que, du pont de leur navire, les Anglais pouvaient observer, sur les murailles de Sébastopol, les allées et venues des marins effarés. Un canot monté par un officier russe accosta la frégate et l'invita à rétrograder hors de la portée des batteries extérieures. Le commandant britannique ayant observé qu'il n'avait que des dépêches à remettre : « Les

règlements sont formels, répliqua le Russe, retirez-vous hors du feu des batteries, et alors seulement nous recevrons vos dépêches. » La *Rétribution* s'éloigna et, longeant les remparts, alla prendre au large le mouillage qui lui avait été désigné. Chemin faisant, les officiers anglais eurent tout le loisir d'observer les défenses maritimes de la place, qui leur parurent formidables, et d'étudier même, dans ses principaux contours, cette ville de Sébastopol, bientôt si fameuse. Le navire britannique s'étant arrêté, l'embarcation russe revint et prit le message des amiraux, bref résumé des récentes résolutions de la France et de l'Angleterre. Puis la frégate, ayant rempli sa mission, fit les saluts d'usage, et, doublant de nouveau le cap Chersonèse, s'éloigna dans la direction du sud. Elle rallia dans les eaux de Sinope le gros de l'escadre, qui, poursuivant sa route, se mit à explorer les rives méridionales de la mer Noire, sans qu'aucun vaisseau russe se montrât à l'horizon (1).

IX

Jacta alea est! La mer Noire était, aux yeux des Czars, leur exclusif domaine. En forcer l'accès, c'était virtuellement commencer la guerre. Désormais, le véritable ennemi, ce n'est point la Turquie, la pauvre Turquie, la Turquie en décadence et qu'on dédaigne, ce sont ceux qui ont osé déployer leur pavillon jusque dans la rade de Sébastopol. Le débat s'agrandit. Depuis longtemps, les *Lieux saints* sont oubliés : tout au plus songe-t-on encore au *Protectorat des Grecs*. Il s'agit bien vraiment de notes à rédiger, d'expressions à concilier, travail de Pénélope incessamment recommencé et détruit. Arrière ces querelles byzantines! Le duel n'est plus entre le Czar et le Sultan, mais entre la Russie et les deux grands États qui se sont

(1) Voir Rapport du capitaine Drummond, commandant la frégate *la Rétribution*. (*Eastern papers*, part. VII, p. 10 et 11.)

subrogés à la Turquie au point de la rejeter dans l'ombre d'où elle ne sortira plus.

Le secrétaire de l'ambassade française, M. de Reiset, porteur des dépêches de son gouvernement, avait été arrêté par les neiges en Allemagne. C'est seulement le 10 janvier qu'il arriva à Saint-Pétersbourg, avec le message qu'on savait déjà, mais qui n'était pas encore officiellement notifié.

Le 12, M. de Castelbajac communiqua à M. de Nesselrode les résolutions de sa cour. Le lendemain, sir Hamilton Seymour fit, au nom de l'Angleterre, une démarche pareille. Aussitôt un grand conseil des principaux de l'Empire fut réuni. L'irritation était grande. Elle s'accrut lorsqu'on apprit que la dernière circulaire de M. Drouyn de Lhuys avait reçu la publicité du *Moniteur*. Elle devint plus vive encore quand un aide de camp du prince Menschikof, arrivant en toute hâte, apporta la sommation des amiraux alliés, quand on apprit que déjà les faits étaient accomplis, tellement accomplis que, depuis près de huit jours, les pavillons de France et d'Angleterre flottaient sur la mer Noire.

M. de Nesselrode ne perdit pas un instant pour protester. Il le fit en recomposant à sa manière, et non d'ailleurs sans justesse, le récit des événements de Sinope, origine de toutes les complications nouvelles. « L'escadre turque était partie chargée d'armes, de troupes et de munitions destinées à nos côtes « de Circassie. Apparemment ce n'était pas pour se fixer à Si-« nope qu'elle avait quitté son ancrage du Bosphore. Devions-« nous souffrir patiemment qu'elle eût accompli son œuvre d'hos-« tilité ? De ce qu'en Valachie nous avons voulu attendre l'at-« taque, étions-nous forcés d'agir de même sur nos côtes ? La « Turquie est faible, je le sais ; mais il y a des limites à tout, « même aux immunités des faibles. Le privilège de l'offensive « appartient-il uniquement à la Porte ? Les puissances veulent-« elles un armistice naval ? Eh bien ! qu'on s'explique sur la « nature de cet armistice... La paix est compromise, continuait « Nesselrode... Un hasard suffit pour produire une collision, et « l'Empereur en décline d'avance la responsabilité. »

A cette solennelle protestation, le chancelier joignait l'exposé

des vues de son maître. « Les puissances occidentales affir- « ment que l'entrée des flottes dans la mer Noire n'a eu d'autre « but que d'empêcher tout nouveau conflit. Soit : mais ce « résultat ne peut être atteint que par une juste réciprocité. Il « devra donc être entendu que l'escadre turque, non moins « que l'escadre russe, s'abstiendra de toute agression. En « outre, il ne devra être permis aux Turcs de communiquer « d'un port ottoman à l'autre qu'à la condition que la même « faculté soit accordée aux Russes. Que, dans les eaux de la « mer Noire, le même traitement soit appliqué aux deux ma- « rines : à ce prix seulement l'armistice naval (puisqu'on veut « l'appeler ainsi) sera équitable et préviendra toute effusion de « sang (1). »

M. de Brunnow à Londres, M. de Kisselef à Paris, reçurent l'ordre de traduire en un langage énergique la pensée du Czar. M. de Kisselef alla plus loin. Après avoir annoncé à M. Drouyn de Lhuys les intentions de sa cour, il ajouta en une sorte de confidence officieuse : « Je ne vous cache pas que, si je n'ob- « tiens pas satisfaction, mes instructions me prescrivent de « demander mes passeports. — Je prendrai les ordres de l'Em- « pereur, répliqua le ministre français, et je vous répondrai. »

Les ordres de l'Empereur furent pris. Ce fut un refus, refus courtois, mais formel, et d'autant plus grave qu'on n'en pouvait ignorer les conséquences. M. Drouyn de Lhuys donnait volontiers l'assurance que toute agression de la part des Turcs serait empêchée, mais il se refusait à interdire aux Ottomans toute communication entre leurs ports. « Nos démonstrations « successives, poursuivait M. Drouyn de Lhuys, ont été des « avertissements, non des menaces, non des provocations... « La Russie domine déjà en Valachie et en Moldavie : nous « voulons empêcher que la mer Noire ne devienne une autre « route pour atteindre un pays dont l'existence importe à l'Eu- « rope entière. Il n'y aura pas, dit-on, d'égalité de position si

(1) Seymour à Clarendon, 19 janvier 1854. (*Eastern papers*, VIIe part., p. 1 et 2.) — Dépêche de M. de Nesselrode à M. de Kisselef, à Paris, et à M. Brunnow, à Londres, 16 janvier 1854. (*Eastern papers*, part. III, p. 1 et 2. — *Moniteur* de 1854, p. 166.)

« les Russes sont retenus dans le bassin de Sébastopol et si les « Turcs sortent librement. C'est vrai : mais aussi quelle iné« galité de forces! On parle d'armistice naval : ce n'est pas ce « que nous voulons. Ce que nous souhaitons, c'est un armistice « général qui permette d'arriver à la paix (1). »

La paix! on en parlait encore : mais tout allait vers la guerre. A ce refus du cabinet français, M. de Kisselef fit la réponse qu'il avait laissé prévoir. Le 4 février, il demanda ses passeports. La veille, il avait été reçu en audience de congé par Napoléon III, qui avait repassé avec lui toutes les phases de la question d'Orient. Cette dernière entrevue était, comme toutes les autres, restée infructueuse. Chacun avait tourné dans le même cercle, M. de Kisselef faisant valoir le traitement inégal de la Russie et de la Turquie dans l'Euxin, Napoléon insistant sur la longue série des empiétements russes : « La Russie, « répéta l'Empereur à plusieurs reprises, chasse les Turcs « des Principautés; nous, nous chassons les Russes de la mer « Noire ». A quelques jours de là, M. de Kisselef quitta Paris. Dans le même temps, M. de Brunnow quittait Londres. Entre la paix et la guerre, il n'y avait plus qu'un dernier mot et une dernière résolution.

X

Il y a des guerres qui éclatent toutes seules. Ce sont celles que d'anciens griefs, d'anciennes rancunes, des haines nationales longtemps entretenues ont préparées. Alors le plus petit incident soulève les cœurs, comme la moindre étincelle allume des matières prêtes pour l'incendie. Ici, rien de pareil. Entre le peuple français et le peuple russe, aucun souvenir irritant, aucune contestation de frontière, aucune concurrence indus-

(1) Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. de Castelbajac, à Saint-Pétersbourg, et à M. de Kisselef, 1er février 1854.

trielle. Placés aux deux extrémités de l'Europe, Russes et Français se rencontraient peu, ce qui facilite toujours l'entente. Ils ne se connaissaient guère que par les séjours que les plus hauts personnages de l'aristocratie moscovite avaient coutume de faire en France. La population parisienne se plaisait à accueillir ces hôtes venus de si loin : elle admirait l'élégance raffinée de leurs manières, leur grâce à la fois souple et fière, leur aptitude à s'assimiler notre langue, leur magnificence qui jetait l'or sans compter. Eux-mêmes étaient vivement attirés par les lumières de l'Occident, si attirés qu'ils s'y brûlaient parfois; car ils aimaient nos corruptions au moins autant que nos vertus. Volontiers ils prolongeaient leur absence; souvent, pour les rappeler, il fallait un ordre exprès du Czar; et, revenus à leur foyer, ils entretenaient longtemps le souvenir de notre patrie comme on aime à retenir un beau rêve évanoui. Entre Anglais et Russes, les sympathies étaient moindres; mais, à part la perspective encore indécise et lointaine d'un conflit futur en Asie, aucun antagonisme ne séparait les deux nations. — Ces dispositions expliquent par quelles longues et progressives étapes on dériva de la paix dans la guerre. Tandis que les intérêts de la politique générale et de l'équilibre européen dictaient des dépêches hautaines, les relations sociales et les procédés personnels demeuraient empreints, surtout chez nous, d'une bienveillante cordialité. La rupture devenait chaque jour plus certaine, mais on se piquait de ne rien ajouter aux dissentiments nécessaires. Chose étrange! tout le monde se prétendait sur la défensive, et c'est par une série d'actes défensifs qu'on arrivait à un engagement général. C'est pour se défendre que la Russie avait concentré ses troupes aux frontières de Bessarabie, avait envahi les Principautés, avait poussé ses bataillons jusqu'aux rives du Danube et ses flottes jusqu'au mouillage de Sinope : c'est pour se défendre que les puissances alliées avaient amené leurs escadres jusqu'à Salamine, jusqu'à Bésika, jusqu'à Beïcos, jusque sur les rives de la mer Noire. On se touchait presque, et chacun se refusait à porter le premier coup. Bien plus, on cherchait encore un terrain d'entente alors que tout s'effondrait Ce sont ces tentatives désespérées, ébau-

chées plutôt qu'achevées, emmêlées et entre-croisées les unes dans les autres, qui ont laissé à peine trace dans les souvenirs des contemporains ou dans les archives des chancelleries, ce sont ces tentatives que nous avons le devoir de raconter ou au moins de signaler.

Le protocole du 5 décembre et la note qui l'accompagnait étaient arrivés à Constantinople peu de jours après la nouvelle du désastre de Sinope. Lorsqu'il fut un peu remis de cette chaude alarme, le Divan, jaloux de montrer sa docilité envers les puissances, fit connaître à quelles conditions il conclurait la paix. Il demandait avant tout que la Russie évacuât les provinces danubiennes; en retour, il s'engageait à confirmer solennellement tous les privilèges des chrétiens, à exécuter l'accord relatif aux Lieux saints et à accomplir, dans l'Empire ottoman, tout un vaste programme de réformes administratives. Ces conditions, transmises à Vienne, furent approuvées par la conférence et, malgré tant de décourageants échecs, soumises à la cour de Russie. Cette ombre d'espoir s'évanouit bientôt. Le 21 janvier, M. de Lebzeltern, ministre d'Autriche à Saint-Pétersbourg, ayant recommandé ce projet à M. de Nesselrode, celui-ci se montra plus dédaigneux qu'empressé. Il jugea les propositions trop vagues : l'évacuation préalable des Principautés lui parut offensante pour la Russie; cette évacuation devrait être non le préliminaire, mais la conséquence de l'arrangement. Ainsi parla le chancelier, ne rejetant pas ouvertement la combinaison, mais visiblement décidé à la laisser tomber dans l'oubli.

Une seconde négociation suivit de près celle-là, négociation à double fin, à la vérité, et qui avait pour but moins de faciliter l'œuvre de la paix que de rattacher à la Russie la Prusse et l'Autriche.

Le jour même où M. de Lebzeltern avait avec M. de Nesselrode l'entretien que nous venons de rapporter, le comte Orlof, l'un des personnages les plus considérables de l'Empire russe, partait pour Vienne. A Saint-Pétersbourg régnait le plus grand mystère sur l'objet de ce voyage. Arrivé le 28 janvier, le comte Orlof descendit chez M. de Meyendorf, affecta de ne

voir personne, n'assista même pas à un bal que son hôte donnait le lendemain. Le 30, l'envoyé de Nicolas fut reçu par François-Joseph. Le Czar, qui avait essayé en vain de lier partie avec l'Angleterre, qui depuis avait, par quelques avances discrètes, inutilement tenté d'attirer la France, le Czar se flattait que ses suggestions seraient mieux écoutées à Vienne. Le comte Orlof, au nom de son maître, proposa au monarque autrichien qu'il s'engageât à garder une stricte neutralité dans le prochain conflit. La réponse ne se fit pas attendre. « Le « Czar, répliqua François-Joseph, est-il disposé, de son côté, « à promettre qu'il ne passera pas le Danube, qu'il évacuera « les Principautés après la guerre, qu'il respectera l'intégrité « de l'Empire ottoman? » Le comte Orlof ayant refusé de s'engager de la sorte : « Dans ce cas, reprit le jeune empereur, je « ne puis, moi non plus, souscrire aux propositions russes. Les « chances de la lutte sont trop incertaines, la question d'Orient « touche de trop près l'Autriche pour que je puisse me lier les « mains d'avance par une convention de neutralité. Je resterai « fidèle aux principes proclamés dans la conférence, et, pour « le reste, je ne prendrai conseil que de l'honneur et des inté« rêts de mon empire (1). » Dans le même temps, M. de Budberg, ministre de Russie à Berlin, adressait au roi Frédéric-Guillaume une demande pareille et recevait une réponse à peu près identique.

Le portefeuille du comte Orlof ne contenait pas seulement une convention de neutralité, mais aussi un contre-projet en réponse aux dernières propositions turques. C'était, comme on l'a dit, un négociateur à deux fins : ses instructions, conçues en vue de la guerre, lui prescrivaient de détacher à tout prix l'Autriche de l'Occident; en cas d'échec, le tentateur repoussé devait se transformer soudain en négociateur pacifique. Le contre-projet du comte Orlof reposait sur les bases suivantes : la Russie et la Turquie traiteraient directement : toutes les conventions antérieures entre les deux puissances seraient con-

(1) Lord Westmoreland à lord Clarendon, 4 février 1854. (*Eastern papers*, part. VII, p. 19.)

firmées; par un acte remis aux mains du Czar, le Sultan affirmerait sa volonté de maintenir dans le présent et dans l'avenir tous les privilèges des chrétiens grecs : cet arrangement une fois conclu, les Principautés seraient évacuées. Telles étaient les dernières vues du cabinet de Saint-Pétersbourg. Au fond c'était toujours la même pensée dominatrice, déguisée avec une finesse toute slave, cachée sous les plus ingénieux détours de la langue diplomatique. L'insistance de la Russie à négocier avec la Porte sans l'entremise des puissances disait assez son espoir de l'effrayer en l'isolant et de lui arracher par la peur une suprême concession. Après examen, les plénipotentiaires réunis à Vienne jugèrent la combinaison inacceptable, estimèrent qu'il n'y avait pas lieu de la transmettre à Constantinople et, le 2 février, consignèrent dans un nouveau protocole l'expression de leur lassitude attristée. M. de Buol lui-même désespérait : lorsque le protocole fut signé : « Voilà, dit-il, un « acte qui, je le crains bien, clôt définitivement la conférence, « et pourtant, ajouta-t-il avec regret, elle s'est ouverte sous de « meilleurs auspices (1). »

Tandis que la diplomatie épuisait ses dernières ressources, Napoléon III tentait auprès du Czar un suprême effort. Le 29 janvier, dans une lettre directe à l'empereur Nicolas, il reconstituait avec l'élévation de vue qui lui était propre la longue histoire de la question d'Orient. Il faisait valoir la sagesse de la Turquie qui n'avait pas considéré comme un cas de guerre l'invasion des Principautés. Il rappelait avec tristesse les circulaires de M. de Nesselrode qui avaient détruit le salutaire effet de la *Note de Vienne*. Il expliquait quelles circonstances avaient au mois d'octobre déterminé les résolutions de la Porte. Puis il poursuivait en ces termes : « Jusque-là, « notre attitude vis-à-vis de la Turquie était protectrice, mais « passive. Nous faisions parvenir au Sultan des conseils de paix. « Votre Majesté, de son côté, montrant le calme qui naît de la « conscience de sa force, avait déclaré, avec une modération

(1) Lord Westmoreland à lord Clarendon, 2 février 1854. (*Eastern papers*, part. VII, p. 19.)

« digne du chef d'un grand empire, qu'elle se tiendrait sur la « défensive... Nous étions spectateurs intéressés, mais specta- « teurs de la lutte. L'événement de Sinope vint nous forcer à « prendre une position plus tranchée. » Jugeant le combat du 30 novembre comme tout le monde le jugeait alors, l'Empereur ajoutait : « Les vaisseaux turcs ont été détruits malgré « le voisinage de nos escadres. Ce n'était plus notre politique « qui recevait un échec, c'était notre honneur militaire... De « là, l'ordre donné à nos escadres d'entrer dans la mer Noire : « de là, la notification collective envoyée au cabinet de Saint- « Pétersbourg... Voilà la suite réelle et l'enchaînement des « faits. Il est clair que, arrivés à ce point, ils doivent amener « promptement, ou *une entente définitive, ou une rupture déci-* « *dée.* » Pour tempérer la netteté hautaine de cette alternative, Napoléon III s'empressait d'indiquer à quel prix la guerre pourrait être conjurée : « Déclarons qu'un armistice sera signé « aujourd'hui... les troupes russes abandonneront les Princi- « pautés, nos escadres la mer Noire. Votre Majesté préférant « traiter directement avec la Turquie, elle nommerait un plé- « nipotentiaire qui négocierait avec un plénipotentiaire du « Sultan, et la convention sortie de ces délibérations serait sou- « mise à la conférence des quatre puissances. » L'Empereur ne dissimulait pas que le refus d'accepter ces propositions dernières obligerait la France et l'Angleterre à recourir aux armes. Il terminait, d'ailleurs, en désavouant, au nom de la nation comme au sien propre, tout sentiment d'animosité ; et, de toutes les assurances contenues dans ce long message, celle-là était la plus vraie. Seul, l'incident de Sinope avait éveillé une irritation déjà bien amortie. C'était un spectacle presque unique dans l'histoire que celui de cette grande guerre qui allait surgir d'une question abstraite d'influence et d'équilibre, guerre à armes courtoises, quoique, hélas ! cruellement aiguisées, guerre sans colère, sans entraînement, sans haine, guerre de raison, dirais-je volontiers, si ce mot pouvait jamais s'appliquer à la guerre.

Quelque confiance qu'eût Napoléon dans son autorité personnelle, le résultat de cette correspondance livrée à la publicité de l'Europe n'était que trop prévu. Aux yeux d'un grand

nombre, la lettre du 29 janvier n'avait qu'un but : affirmer, à la face du monde, la modération de la politique française, et résumer les négociations qui finissaient. Si quelques illusions tenaces avaient subsisté, la réponse de Nicolas les aurait dissipées. Elle arriva le 19 février. Le Czar refusait de traiter sur les bases proposées par la France.

A partir de ce moment, tout fut à la lutte, et sans espoir de retour. M. de Castelbajac et sir Hamilton Seymour avaient quitté Saint-Pétersbourg. M. de Kisselef et le baron Brunnow s'étaient arrêtés, le premier à Bruxelles, le second à Francfort; ils s'éloignaient lentement et comme à regret, mais enfin ils s'éloignaient. L'Angleterre concentrait des troupes à Malte. M. Drouyn de Lhuys écrivait au général Baraguey d'Hilliers, pour que la Porte se préparât à recevoir les contingents alliés. Le général Canrobert allait partir pour Constantinople. L'escadre française de l'Océan avait appareillé à Brest et, se dirigeant vers la Méditerranée, s'apprêtait à franchir le détroit de Gibraltar. En outre, un décret du 22 février prescrivait l'appel à l'activité des jeunes gens encore disponibles sur les classes de 1849 et de 1850. — De son côté, le Czar multipliait ses armements. Un ukase ordonnait des levées extraordinaires dans la partie occidentale de l'Empire. Les principales forteresses du littoral de la mer Noire étaient mises en état de défense. Quant aux petits forts de la côte asiatique, les Russes, les jugeant incapables de résistance, n'hésitaient pas à les détruire, et leurs garnisons devenues disponibles allaient renforcer les effectifs de l'armée active.

A la veille des hostilités désormais certaines, les dispositions des trois grands peuples prêts à se combattre variaient suivant leur tempérament national et leurs institutions.

En Russie, tous les efforts du Czar tendaient à créer ou à entretenir une sorte d'ardeur religieuse favorable à ses ambitions. Le Russe est, par nature, plus discipliné que batailleur, plus mystique que belliqueux ; il ne se prête volontiers à la guerre que si elle lui apparait comme une croisade, et n'embrasse intrépidement la mort que sous les apparences du martyre. Nicolas prenait un soin extrême à se poser moins en

prince guidé par la politique qu'en monarque inspiré. La querelle des *Lieux saints,* depuis si longtemps réglée, était habilement ressuscitée par les prêtres : « Vous allez combattre contre « les infidèles, contre les oppresseurs de nos coreligionnaires, « contre les profanateurs des saints Lieux, des lieux témoins « de la Nativité, de la Passion, de la Résurrection du Sau- « veur. » Ainsi s'exprimait le métropolitain de Moscou, et cette harangue, reproduite par le *Journal de Saint-Pétersbourg,* servait de modèle à toutes les exhortations du clergé. Les images les plus vénérées étaient extraites des églises, portées sur les places publiques et exposées à la vénération de la foule et de l'armée. Puis les popes, revêtus de leurs ornements, parcouraient les rangs des troupes et répandaient l'eau bénite sur les soldats agenouillés. Ainsi réconfortés par les paroles de leurs prêtres, ainsi exaltés par les promesses d'une vie future, les Russes partaient pour l'Asie ou pour la vallée du Danube : la perspective de cette lutte sainte soutenait leur courage à travers les interminables routes où la fatigue abattait déjà beaucoup des leurs ; et cette même pensée consolait à leurs foyers ceux qu'ils y avaient laissés.

Le peuple anglais, lui aussi, s'apprêtait à la guerre, mais avec des apparences et des allures bien différentes. La liberté illimitée de la presse, les débats du parlement qui venait de s'ouvrir, les meetings qu'aucune entrave ne gênait, permettaient de saisir, jusque dans ses moindres nuances, le sentiment national. Les partisans de la paix, M. Bright, M. Cobden, étaient de plus en plus impuissants : en vain répétaient-ils à la Chambre des communes que les Turcs étaient les oppresseurs des chrétiens, que l'Angleterre allait combattre pour un gouvernement indigne ; en vain ajoutaient-ils que le différend ne valait pas le sang qu'on allait verser : leur voix se perdait dans le bruit général ou était étouffée sous la défaveur. Dans le ministere, lord Aberdeen et M. Gladstone, quoique fort effrayés de l'avenir, s'abandonnaient au courant qu'ils avaient renoncé à diriger. L'animation était telle, que certains membres du gouvernement se départaient de la courtoise réserve gardée jusque-là vis-à-vis de la Russie. Le 17 février, à la Chambre des

communes, lord John Russell, après avoir qualifié en termes très vifs l'attaque de Sinope, flétrissait les procédés du Czar et l'accusait de pousser jusqu'au mépris son dédain pour les jugements de l'Europe. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* ayant relevé l'inconvenance de ces paroles, le cabinet britannique fit au Czar une réponse inattendue : il publia les dépêches confidentielles de sir Hamilton Seymour et révéla ainsi à l'univers stupéfait les vues ambitieuses de Nicolas. Cependant, certains hommes d'État, fidèles aux anciens souvenirs, s'accoutumaient mal à l'idée d'une alliance intime avec le neveu de Napoléon Ier. Lord Palmerston, de plus en plus le favori de l'opinion, acheva de lever ces scrupules. Un banquet ayant été offert à l'amiral Charles Napier qui partait pour la Baltique, il rappela, à cette occasion, dans un discours retentissant, les intérêts communs des deux peuples et célébra la sagesse de l'Empereur; puis, se levant une seconde fois, et donnant à sa parole une forme originale propre à saisir l'esprit public : « Je « porte, dit-il, un toast nouveau... nouveau depuis l'époque « des croisades : je bois aux marines réunies de France et « d'Angleterre. » — Dans leur animation à parler de la guerre, les Anglais négligeaient un peu les moyens de la soutenir. Que les effectifs fussent suffisants ou incomplets, c'est de quoi l'on ne se préoccupait guère. On se préparait plutôt à une lutte maritime qu'à de grandes opérations sur terre. On jugeait que les enrôlements volontaires combleraient aisément les vides : le Royaume-Uni, disait-on, ne manque pas d'Irlandais qui n'aiment que trop à se battre, et d'Écossais qui n'ont d'autre bien que leur fusil. Dans cette pensée on se rassurait, sans soupçonner les mécomptes que l'avenir réservait.

Autant la voix de l'opinion était bruyante en Angleterre, autant elle était, en France, voilée et comme assourdie. C'était un spectacle curieux que celui de notre pays à la veille d'une lutte qui absorberait le plus pur de son sang. Mal informée ou craintive, la presse se taisait. Nul ne prévoyait les proportions exactes de la guerre prochaine, guerre tout à la fois terrible et limitée. L'inquiétude était assez grande pour ralentir le mouvement des affaires, elle ne l'était pas assez pour troubler ou

interrompre le train régulier de la vie sociale. On ne songeait à se priver ni d'une distraction, ni d'un plaisir. La foule remplissait les théâtres comme aux temps les plus paisibles. Les journaux quotidiens ne retranchaient pas une ligne à leur revue littéraire ou à leur feuilleton. On était au carnaval : les bals costumés se succédaient aux Tuileries, dans les ministères et partout. C'était dans la vallée du Danube que Turcs et Russes s'étaient surtout battus jusqu'ici, et ces régions semblaient bien lointaines. Chose singulière! l'anxiété était plus grande en Autriche où on ne devait jamais tirer l'épée, qu'en France où on porterait si lourdement le poids de la guerre. Le sentiment qui dominait était une curiosité plus attentive qu'émue. Malgré la crise, le Corps législatif n'avait pas été rassemblé, et on souhaitait vivement qu'il se réunît; non qu'on se souciât des députés qui ne comptaient guère, mais ce serait une occasion d'entendre les déclarations de l'Empereur, de l'Empereur qui, dans le pays silencieux, parlait seul, prononçait moins des discours que des oracles, et apparaissait comme le suprême dispensateur de tout bien comme de tout mal.

Il ne restait plus qu'à prononcer le mot fatal. Le 27 février, un courrier partit, qui portait à l'empereur Nicolas les sommations des cabinets de Paris et de Londres. Le gouvernement russe était invité à évacuer les Principautés danubiennes avant le 30 avril. Le refus ou le simple silence du Czar entraînerait l'état de guerre. Le messager passa par Berlin et par Vienne : le 13 mars, il arriva à Saint-Pétersbourg. Le lendemain, les consuls français et anglais, qui suppléaient les chefs de légation, remirent à M. de Nesselrode l'ultimatum de leurs souverains. Le chancelier reçut leurs dépêches, leur annonça qu'il prendrait les ordres de son maître et, cinq jours plus tard, les informa que l'Empereur *jugeait bon de ne faire aucune réponse*. L'un des consuls ayant répété cette phrase : « Oui, répondit « M. de Nesselrode, c'est bien ce que vous devez rapporter à « votre gouvernement. » Même en cette extrémité, la Russie tenait à éloigner d'elle la responsabilité de l'agression. « Nous « ne déclarerons pas la guerre », répéta plusieurs fois le chan-

celier au consul anglais (1). Était-ce subtilité, affectation de modération, suprême espoir de retarder la catastrophe? De fait, la guerre existait.

Elle existait si bien que, le Corps législatif ayant enfin été réuni le 2 mars, Napoléon l'avait presque annoncée. Il avait eu soin, d'ailleurs, de désavouer tout esprit de conquête. Il avait été plus loin, et, jaloux de ne point mentir à ses déclarations pacifiques de Bordeaux, il avait ajouté qu'il « espérait « arriver bientôt à une paix qu'il ne serait plus au pouvoir de « personne de troubler ». Les jours suivants, un emprunt de 250 millions avait été voté sans débats. C'est sur ces entrefaites qu'on connut le résultat de la sommation adressée au Czar. Le 27 mars, le ministre d'État se rendit au Corps législatif et notifia officiellement l'ouverture des hostilités. Le lendemain, la *Gazette de Londres* annonça la même nouvelle au peuple anglais.

Ici finit la campagne diplomatique. Une autre campagne va commencer. Le lecteur nous excusera, je l'espère, d'avoir consacré beaucoup de place, trop de place même, à ces préliminaires de la lutte. Au cours de la longue histoire que nous avons entreprise, nous aurons à raconter bien des négociations. Presque toujours, nous verrons le gouvernement impérial se laissant tromper par fausse générosité ou abuser par ignorance, ne quittant le rôle de dupe que pour s'essayer à celui de complice, et amoindrissant, par l'une et l'autre attitude, le bon renom de notre pays. Quand nous arriverons à ces temps néfastes, peut-être serons-nous tentés de voiler un peu, par la brièveté du récit, la tristesse des choses. Qu'on nous pardonne de nous être arrêtés avec quelque complaisance à ces jours déjà lointains de 1853, les derniers où la diplomatie française ait parlé un langage digne d'elle, se soit montrée fière sans provocation, désintéressée sans duperie, par-dessus tout, loyale, les derniers aussi où il y ait eu une Europe attentive à

(1) « We shall not declare war. » (Dépêche du consul Michele à lord Clarendon, 19 mars 1854. (*Eastern papers*, part. VII, p. 82.)

maintenir les traités, à protéger les faibles, à assurer l'équilibre des États. Les mauvaises années viendront, elles ne viendront que trop tôt. En faisant halte dans les années prospères, nous nous donnons l'illusion de les prolonger un peu. Dans l'histoire diplomatique du second Empire, le chapitre que nous venons de retracer est le seul qui ne soit pas douloureux, et, à ce titre, nous nous serions fait scrupule de l'abréger.

LIVRE IV

GALLIPOLI ET VARNA

SOMMAIRE : I. — Comment, en France, on ne s'habitue que progressivement à l'idée d'une grande guerre : de quelle façon la préparation militaire de l'expédition se ressent de ces incertitudes. — Forces françaises; forces anglaises : première composition de l'armée d'Orient. — La ville de Gallipoli est choisie comme base d'opérations : premières déceptions : nombreux soucis des chefs; retards et incohérence des transports.

II. — Opérations militaires des Russes : ils passent le Danube et mettent le siège devant Silistrie. — Omer-Pacha et l'armée turque. — Plan un peu aventuré du maréchal Saint-Arnaud. Comment et sous l'empire de quelles influences ce plan est abandonné. Autres combinaisons : les alliés se portent vers Varna. — Levée du siège de Silistrie; retraite des Russes et vrai motif de cette retraite. — Les alliés : leur étrange situation au point de vue diplomatique et militaire. Que faire? Les regards se tournent vers la Crimée.

III. — Idée première de l'expédition de Crimée : les instructions de l'Empereur : le maréchal Saint-Arnaud. — Comment la pensée de l'expédition s'affermit en Angleterre : le duc de Newcastle, lord Palmerston, le prince Albert : instructions à lord Raglan : de quelle façon le maréchal Saint-Arnaud s'associe à ce dessein.

IV. — Les épreuves de Varna. — Le choléra : comment il est apporté; l'épidémie au Pirée, à Gallipoli, à Varna. — Fatale pensée de l'expédition de la Dobroudscha : motifs allégués : départ des troupes : aspect de la Dobroudscha : apparition du choléra : ses affreux ravages; retraite lamentable et chiffre énorme des pertes. — Choléra dans la flotte. — Incendie de Varna.

V. — Comment, sous l'influence de tant de malheurs, certains chefs militaires sont moins favorables à la descente en Crimée : tristesse et défiance. — De quelle façon le maréchal Saint-Arnaud fait triompher sa volonté. — Derniers préparatifs. — Composition du corps expéditionnaire : embarquement : esprit qui anime les chefs et les soldats. — Opérations dans la mer Baltique : prise de Bomarsund : comment la lutte se concentre en Crimée.

I

Depuis une année, la guerre menaçait : depuis l'événement de Sinope, elle était presque certaine. Une si longue attente semblait avoir permis de prévoir à loisir jusqu'aux moindres détails de l'expédition; et on pouvait conjecturer que l'entrée en campagne suivrait presque sans intervalle la déclaration d'hostilités. Il n'en fut point ainsi. Autant le langage de la diplomatie avait été net, ferme, habilement proportionné à la grandeur croissante du conflit, autant l'action militaire fut, à l'origine, flottante et indécise. On s'était imaginé tout d'abord qu'il suffirait de couvrir Constantinople à l'aide d'une escadre et de quelques troupes de débarquement : plus tard, on songea à former un corps expéditionnaire de quelques milliers d'hommes : puis, les illusions se dissipant un peu, deux divisions furent rassemblées. Le gouvernement se préparait à une démonstration imposante bien plus qu'à une grande expédition. « On paraît hésiter entre une diversion et une guerre », écrivait en ce temps-là un observateur attentif de la politique impériale (1). Le contingent de la classe de 1853 ayant été élevé de 80 à 140,000 hommes, le *Moniteur* se hâta de rassurer le public : « Tout porte à croire, disait l'organe officiel, que la plus grande partie de cet effectif demeurera dans ses foyers (2). » L'Empereur se résignait à la lutte, mais avec la pensée de la circonscrire, d'en limiter le dommage, de créer un état qui ne différât pas trop de l'état de paix. De ces préoccupations, honorables en elles-mêmes, résulta une certaine mollesse dans les dispositions militaires, et, si attendu que fût l'événement, on fut surpris par lui quand il éclata. Surtout nul ne devina les sacrifices qu'un prochain avenir imposerait. Imprévoyance doublement regrettable : car, de toutes les guerres, les plus

(1) Léon Faucher, *Correspondance*. Lettre du 14 avril 1854, p. 363.
(2) *Moniteur* du 6 avril 1854.

longues, les plus sanglantes, les plus coûteuses sont celles qui, au début, furent insuffisamment préparées; et puis, si on avait entrevu la tragique grandeur des combats futurs, cette perspective n'eût-elle pas ravivé les dernières négociations à peine closes, et, à Saint-Pétersbourg comme à Paris et à Londres, n'eût-on pas, sous une suprême inspiration d'humanité et de bon sens, désavoué le mot fatal qu'on venait de prononcer?

Ce n'est qu'après bien des tâtonnements qu'on se décida, en croyant faire beaucoup, à créer un corps d'armée composé de trois divisions. La première fut confiée au général Canrobert, la seconde au général Bosquet, la troisième au prince Napoléon. Une quatrième division, dite de réserve, sous les ordres du général Forey, fut organisée en Provence : à peine formée, elle fut rattachée au reste de l'armée et remplacée par une cinquième division, la division Levaillant, qui elle-même, deux mois plus tard, était prête à être embarquée. La cavalerie se composa d'abord d'une seule brigade, puis d'une division. Le commandement du génie et celui de l'artillerie furent remis, dès le début, à de simples colonels, puis confié aux généraux Bizot et Thiry. C'est ainsi que le corps expéditionnaire se constituait, non tout d'une pièce, mais par accroissements successifs et en vertu d'ordres souvent contradictoires. Dès le 11 mars, un décret impérial avait appelé au commandement en chef le maréchal Saint-Arnaud, connu par les expéditions africaines, plus connu encore par la douteuse aventure du coup d'État, général brillant, actif, mais usé par une longue maladie et ne soutenant que par une énergie factice ses forces épuisées : le maréchal choisit pour chef d'état-major le général de Martimprey, qui le devança à Marseille, et pour premier aide de camp le colonel Trochu, qui ne devait le rejoindre que plus tard : le 15 avril, il quitta Paris, laissant au maréchal Vaillant le portefeuille de la guerre. — Tandis que les Français s'organisaient de la sorte, le chef des forces militaires britanniques traversait Paris et communiquait à l'Empereur les vues les plus récentes du cabinet anglais. Ce chef était lord Raglan, vieillard très respecté de ses concitoyens, d'une loyauté à toute épreuve, glorieusement blessé dans les campagnes du premier Empire,

ayant appris la guerre à l'école de Wellington, mais l'ayant apprise si anciennement que peut-être il l'avait un peu oubliée. De Paris, lord Raglan gagna Marseille : de là, il se dirigea sur Malte, où il arriva vers la fin d'avril et où la plus grande partie de ses régiments était déjà rassemblée. A ce début de l'entreprise, les forces anglaises s'élevaient à environ 25,000 hommes : l'effectif des troupes françaises ne dépassait pas 30,000 hommes, mais s'accroissait sans cesse par de nouvelles formations. Telle fut, à son origine, la composition de l'armée alliée. On la désigna bientôt sous le nom d'*Armée d'Orient*.

Quelle serait, en vue de la guerre future, la base d'opérations adoptée? A l'extrémité septentrionale du détroit des Dardanelles et presque à l'entrée de la mer de Marmara, s'élève au bord du rivage la ville de Gallipoli. Gallipoli possédait une bonne plage de débarquement : placée entre deux mers, elle était facile à ravitailler : elle n'était pas moins aisée à défendre, car elle était située sur une presqu'île, et quelques travaux exécutés à la gorge de l'isthme suffiraient à la rendre inabordable : elle était enfin assez voisine de Constantinople pour qu'on pût, de là, menacer tout ennemi qui marcherait sur la capitale de l'Empire ottoman. Pour toutes ces raisons, Gallipoli fut choisie comme le point de ralliement, comme la place d'armes où seraient concentrés les dépôts, les ambulances, le matériel, les approvisionnements. Le 31 mars, les généraux Canrobert, Bosquet, Martimprey y arrivèrent avec une portion de l'état-major et quelques bataillons : aussitôt ils se mirent à l'œuvre et préparèrent l'installation des troupes que les transports, nolisés pour le compte de la marine, allaient déposer sur les côtes de la Turquie.

La première impression fut pénible. Les villes du Levant plaisent et semblent pittoresques, mais à la condition qu'on n'y entre point. Lorsque nos officiers qui, pendant toute la traversée, avaient recherché à l'envi dans leur mémoire les souvenirs à demi effacés de l'antiquité classique, pénétrèrent dans les rues étroites et sales de Gallipoli, ils éprouvèrent une désillusion dont toutes leurs correspondances portent la trace.

« Gallipoli est l'une des plus belles villes de la Turquie », avait annoncé pompeusement le *Moniteur* (1). La réalité ne répondait guère à ces engageantes assurances. « C'est aussi triste, aussi affreux que l'Algérie en 1835 », écrivait le général de Martimprey (2). Les tas d'immondices étalés sur la voie publique, le vent aigre qui soufflait dans le détroit, les chétives maisons en bois aussi mal défendues contre le froid que contre le soleil, et proie facile pour l'incendie, tout accrut la déception. Les Turcs, plus humiliés que satisfaits, contemplaient d'un regard moitié indolent, moitié farouche, leurs protecteurs occidentaux : déconcertés par notre activité, ils entravaient nos efforts plus encore qu'ils ne les secondaient; ils ne refusaient pas les services, mais les éludaient volontiers, et cette attitude malveillante ajoutait encore à la mauvaise humeur des nouveaux débarqués.

Les chefs avaient de plus graves soucis. Ils n'avaient pas seulement à lutter contre l'inertie des Turcs, mais aussi contre l'hostilité des Grecs, et cette hostilité fut poussée à tel point que, pour contenir les menées russes du roi Othon, une brigade française dut, à quelque temps de là, occuper le Pirée. Par-dessus tout, les retards des arrivages étaient une constante préoccupation. Tout contribuait à accroître les lenteurs. Le chemin de fer de la Méditerranée n'était point achevé entre Lyon et Valence : de là des transbordements qui consumaient un temps précieux (3). A Marseille même, les nouveaux quais n'étaient pas encore construits, et sur le vieux port, où affluaient les hommes et le matériel, régnait une activité plus fiévreuse que réglée. A cause de la disette, alors presque générale en Europe, les convois de céréales absorbaient en partie les ressources de la marine marchande, et l'État, même à des conditions onéreuses, pouvait à peine assurer le transport des hommes et des approvisionnements de guerre (4). De Marseille

(1) *Moniteur* du 30 mars 1854.
(2) *Correspondance inédite.*
(3) *Historique du service de l'artillerie*, p. 9.
(4) *Commission d'enquête sur les transports maritimes de la guerre d'Orient*, p. 20.

à Gallipoli, les bateaux à vapeur mettaient huit à dix jours, les navires à voiles vingt-cinq à trente. Le maréchal Saint-Arnaud, parti de France le 29 avril et débarqué le 7 mai, avait, même avant son départ, écrit au ministre de la guerre pour se plaindre, pour presser les envois, pour faire passer dans tous les cœurs l'ardeur qui le dévorait. Malgré ses instances, le matériel arrivait tardivement ou (chose non moins fâcheuse) arrivait incomplet. Certains bâtiments débarquaient des tentes dont les montants avaient été placés sur un navire encore en mer; tel bateau à vapeur avait à son bord des hommes d'une batterie, tandis que les chevaux et les munitions avaient été embarqués sur des vaisseaux à voiles retenus dans l'Archipel par les vents contraires (1). « Il y eut à Marseille, a écrit M. Camille Rous- « set, *un confluent de choses désordonnées* (2). » Ce désordre eut son contre-coup naturel à Gallipoli, et, surtout au début, la confusion fut telle qu'on vit certains généraux exprimer avec amertume leur découragement ou leur irritation.

En dépit de tous ces mécomptes et de cette organisation incomplète, l'armée ne laissait pas de présenter un imposant aspect. Vers le 20 mai, plus de 30,000 Français étaient rassemblés à Gallipoli : les troupes anglaises, fortes de 20 à 25,000 hommes, étaient partagées entre Gallipoli et Scutari, ce faubourg asiatique de Constantinople. Peu à peu, la mauvaise impression des premiers jours s'atténuait. Parmi nos régiments, beaucoup avaient été tirés d'Afrique; et les zouaves ou les tirailleurs algériens, habitués à la vie en campagne, avaient communiqué aux soldats des autres corps leur prévoyance industrieuse et leur joyeuse activité. L'état sanitaire était favorable, et, à part quelques bronchites et quelques cas de variole, les hôpitaux étaient presque vides (3). L'heure était proche (on l'espérait du moins) où on utiliserait ces forces rassemblées avec tant de peine et au prix de tant d'efforts.

(1) FAY, *Souvenirs de la guerre de Crimée*, p. 14. — *Correspondance du maréchal Saint-Arnaud*, passim. — *Correspondances inédites*, etc.

(2) Camille ROUSSET, *Guerre de Crimée*, t. Ier, p. 89.

(3) Rapports de M. le docteur Scrive, chef du service médical de l'armée d'Orient, 5 et 9 mai.

Jusque-là, le seul acte d'hostilité avait été le bombardement du port d'Odessa par les marines de France et d'Angleterre. Il fallait frapper d'autres coups, des coups plus décisifs, plus dignes des deux grandes nations de l'Occident. L'attention des généraux en chef se portait alors vers les rives du Danube, où les Turcs, non vaincus, mais inégaux en forces, attendaient le secours de leurs puissants alliés.

II

Les Russes, sortant de l'inaction où les retenait l'hiver, avaient, à la fin de mars, franchi le Danube sur trois points, à Braïlow, à Galatz, à Toultcha. Ils avaient pénétré dans la Dobroudscha. Sans doute, avait-on pensé, ils ne s'y cantonneraient pas, mais déboucheraient en Bulgarie, forceraient les passages des Balkans, tenteraient un coup de main sur Andrinople, peut-être sur la capitale elle-même. Pendant quelques jours, l'inquiétude avait été grande parmi les Turcs : elle n'avait guère été moindre à Gallipoli, où débarquaient nos premiers régiments. Vers le commencement de mai, on apprit que les Russes, ralentissant leur marche, avaient entrepris le blocus de Silistrie. A cette nouvelle, Français et Anglais se rassurèrent. Nul ne doutait que Silistrie ne succombât : mais on comptait que les faibles murailles de cette place arrêteraient assez l'ennemi pour permettre aux armées de l'Occident de se masser et de s'organiser : on n'aurait pas le regret, le remords, presque le ridicule d'avoir été devancé, et d'être arrivé trop tard pour couvrir Constantinople.

Cependant Omer-Pacha, commandant en chef des troupes turques, avait installé son quartier général à Schumla, petite ville à vingt lieues à l'ouest de Varna. Quels étaient les ressources, l'effectif, la valeur de l'armée ottomane? C'est ce que tout le monde ignorait et ce que tout le monde avait intérêt à savoir. Omer lui-même, Croate d'origine, passé après d'in-

croyables aventures au service de la Porte, était l'objet d'appréciations fort diverses, les uns lui attribuant une perspicacité qui touchait au génie, les autres le tenant en un extrême dédain. Le général Bosquet, peu après son arrivée à Gallipoli, partit pour Schumla avec la seule mission de tout observer et de rapporter son impression. Les troupes turques lui parurent solides, quoique mal pourvues et mal équipées : aucun service d'ambulance n'était organisé, et cette lamentable lacune le frappa. 45,000 hommes étaient rassemblés à Schumla, sans compter d'autres corps de moindre importance répartis entre les places de Widdin, Kalafat et Varna. « Omer, écrivait le « 22 avril le général Bosquet, est très supérieur à ce qui l'en« toure ; il pense et travaille beaucoup ; il voit, je crois, très clair « et peut aider grandement la Turquie à se relever (1). » Peu de jours plus tard, l'un des aides de camp du maréchal Saint-Arnaud visita à son tour les campements turcs. Enfin, après un court séjour à Gallipoli et à Constantinople, le maréchal, accompagné de lord Raglan, arriva lui-même à Varna. Omer-Pacha y vint au-devant de lui. Dans leur entrevue, les trois généraux en chef ne se bornèrent pas à un échange d'impressions : mais de leurs conférences naquit, comme on va le voir, tout un plan de campagne, plan de campagne un peu hasardeux et prématuré qui aurait pu aboutir à un grave échec aussi bien qu'à un grand succès.

Omer-Pacha, si discuté qu'il fût, avait pour lui le prestige de sa dernière campagne. Il était très fier (et non sans quelque raison) de n'avoir pas été battu par les Russes, d'avoir même été légèrement victorieux. Il dépeignit avec chaleur la situation de son armée, les inconvénients de l'inaction, les avantages d'une prompte offensive. Il avait, disait-il avec quelque complaisance pour lui-même, près de 100,000 hommes, tant à Schumla que dans les autres places de son commandement. Que les alliés, sans tarder, vinssent à son secours, et les Russes non seulement lèveraient le siège de Silistrie et seraient repoussés de l'autre côté du Danube, mais seraient rejetés jusque sur

(1) *Correspondance du maréchal Bosquet*, t. IV, p. 155.

leurs frontières. Cette proposition hardie fut écoutée avec faveur. Le maréchal Saint-Arnaud, ordinairement très maître de lui, ressentait parfois des accès d'ardeur juvénile auxquels son esprit ne savait pas résister. Séduit par la perspective d'un prompt et brillant triomphe, il oublia que son armée était incomplète, que son matériel de guerre n'était pas entièrement débarqué, que ses approvisionnements étaient insuffisants, qu'il faudrait plusieurs semaines avant qu'on fût prêt à entrer en campagne. S'étant rendu le 20 mai à Schumla, il passa en revue les troupes turques, les jugea meilleures qu'il ne supposait, et cette circonstance affermit encore son dessein. De retour à Varna, il adopta le plan d'Omer, se l'appropria même, le fit accepter par lord Raglan. Le 23 mai, il était à Constantinople, où il encourageait le Sultan et ses ministres à une action immédiate : de là, il annonçait à l'Empereur sa résolution de prendre aussitôt l'offensive sur les bords du Danube : par le même courrier, il prescrivait à son chef d'état-major, le général de Martimprey, de faire embarquer sans délai deux divisions pour Varna.

A Gallipoli, où la formation de l'armée s'achevait laborieusement, la surprise fut grande quand on apprit la brusque détermination du maréchal. Témoin attentif et souvent attristé de difficultés sans cesse renaissantes, le général de Martimprey fut plus ému que personne, et, le jour même, dans une lettre empreinte d'une respectueuse fermeté, il osa rappeler à son chef ce que celui-ci avait momentanément oublié. « J'ai coopéré, « Monsieur le maréchal, lui écrivit-il, à la formation de l'armée « d'Orient. J'en ai suivi les lenteurs que nulle volonté, nulle « puissance ne peut abréger... Vous n'avez pas votre artillerie. « Le génie n'a pas le tiers de ses moyens de transport... Le « train est insuffisant, même pour porter vos ambulances. Vos « magasins sont encore vides, et vous vivez au jour le jour. Les « bâtiments n'arrivent qu'avec des retards énormes et doivent « retourner en France pour apporter le complément des forces « et des vivres... Former une nouvelle base d'opérations encore « plus loin de la France, à portée des entreprises de l'ennemi, « dans un pays ruiné, c'est courir à un désastre. Nous allons

« promener nos drapeaux dans les plaines du Danube ; nous y « serons entraînés sans cavalerie en face d'une cavalerie très « nombreuse, avec une artillerie incomplète, avec des forces « tout à fait insuffisantes... *Nous allons faire ce que les Russes « peuvent désirer le plus*... (1). » — Le maréchal était encore à Constantinople lorsque, le 25 au soir, il y reçut cette lettre d'une sincérité si méritoire et mêlée de pronostics peut-être trop sombres. Le 26, il était de retour à Gallipoli. Une courte inspection de ses magasins et de ses arsenaux lui montra combien serait téméraire une immédiate entrée en campagne. L'ardeur belliqueuse qui l'avait soutenu pendant quelques jours s'évanouit : à la suite d'une conférence avec le général Canrobert, le général de Martimprey et le colonel Trochu, récemment arrivé de France, le plan de Schumla fut abandonné : le maréchal Saint-Arnaud n'eut plus qu'un souci, ce fut de se délier de l'engagement pris vis-à-vis des Anglais : puis, dans une lettre à l'Empereur, il lui fit connaître l'abandon de son dessein, et, pour justifier de si changeantes résolutions, il reproduisit, en les accentuant encore, tous les arguments que son chef d'état-major avait naguère fait valoir auprès de lui.

L'organisation était encore trop imparfaite pour permettre de grandes opérations militaires à longue distance, mais elle était assez avancée pour qu'on ne s'immobilisât point à Gallipoli. Chaque jour, d'ailleurs, de nouveaux navires, venant de France ou d'Algérie, étaient signalés. Artillerie, munitions, chevaux, effets d'équipement, tout arrivait, par pièces et par morceaux à la vérité, mais enfin tout arrivait. Reprenant une combinaison où son esprit mobile s'était déjà arrêté, le maréchal songea à pousser son armée jusqu'au pied des pentes méridionales des Balkans et à distribuer ses trois divisions entre Karnabad, Aïdos et Bourgas. La combinaison ne fut ni agréée par les Anglais, ni acceptée à Paris, et, dans l'entre-temps, Saint-Arnaud lui-même s'en dégoûta. Ce projet écarté, on résolut de se porter sur Varna, non pour des opérations immédiates comme dans le plan de Schumla, mais pour se rapprocher du théâtre de la

(1) Lettre extraite des papiers inédits de M. le général de Martimprey

guerre. L'exécution ne tarda pas. La première division partit par mer : la troisième fut dirigée par terre sur Constantinople et, de là, fut emportée par les vaisseaux : la deuxième division, la division de cavalerie, le génie, l'artillerie, suivirent la route d'Andrinople. La quatrième division, dite de réserve, qui avait laissé une de ses brigades au Pirée, demeura provisoirement à Gallipoli. Quant à la cinquième division, elle venait seulement de quitter Marseille. Avant la fin de juin, le quartier général français était installé à Varna, et le gros des forces anglaises y était également rassemblé. On laissait aux Turcs le soin de défendre les Balkans : de Varna on menacerait le flanc gauche de l'ennemi, de l'ennemi qui, sans doute, prendrait bientôt Silistrie et qui, cette place une fois conquise, déborderait sur l'Empire ottoman.

Il était dit que les armées alliées ne se mesureraient pas avec les Russes sur le sol de la Turquie. Le 25 juin, comme le maréchal de Saint-Arnaud revenait de Constantinople, il apprit la plus surprenante des nouvelles : pendant la nuit du 22 au 23 juin, les Russes avaient levé leur camp devant Silistrie, et la ville était délivrée. L'événement parut si extraordinaire que tout d'abord on refusa d'y croire. Cette retraite, pensait-on, cachait quelque feinte ou serait suivie de quelque retour. Bientôt l'hésitation ne fut plus possible. Le 3 juillet, une reconnaissance fut poussée jusqu'à Hirsova, et on sut, à n'en pas douter, que l'armée ennemie non seulement avait levé le siège, non seulement avait repassé le Danube, mais se repliait sur le Pruth et évacuait les Principautés. La surprise redoubla. Si vaillants qu'eussent été les défenseurs de Silistrie, se pouvait-il que l'effort d'une si puissante armée se fût brisé contre cette misérable petite place! Les plus avisés expliquèrent par des considérations politiques la conduite du commandant en chef russe, le maréchal Paskevitch. Ils ne se trompaient pas. Le gouvernement autrichien s'était associé aux représentations des cours occidentales, mais avait reculé devant la grande responsabilité de la guerre. Depuis que le canon de Silistrie tonnait si près de ses frontières, il se montrait inquiet, mécontent, troublé. Par une note du 2 juin, il avait insisté à Saint-Péters-

bourg pour que les Principautés fussent évacuées : quelques jours plus tard, le 14 juin, il avait conclu avec la Turquie une convention qui l'autorisait à une occupation éventuelle de la Valachie. De ce rôle à un rôle plus actif encore, il n'y avait qu'un pas, et il importait d'apaiser ce nouvel adversaire. Repasser le Danube, se retirer derrière le Pruth, obliger les alliés à porter ailleurs les hostilités, c'était désintéresser l'Autriche, c'était éviter qu'elle ne jetât dans la balance le poids décisif de ses forces : tel avait été le secret des résolutions du Czar.

On vit alors une situation étrange, étrange dans l'ordre politique comme dans l'ordre militaire. Que demandait depuis un an la diplomatie, sinon l'évacuation des Principautés? Or voici que le gouvernement moscovite, à l'heure la plus inattendue, accomplissait le sacrifice vainement réclamé jusque-là : les derniers bataillons russes disparaissaient à travers la Moldavie, s'apprêtaient à franchir le Pruth, à reprendre leurs cantonnements de Bessarabie. A ne considérer que la logique des choses, on eût été bien près de la paix : nul cependant n'y crut : tout au plus certains bruits d'armistice coururent-ils pendant quelques jours dans le camp anglais : tout le monde sentait que les puissantes armées de l'Occident n'étaient pas venues de si loin pour se rembarquer sans coup férir. Mais où porter les coups? Ici l'embarras n'était pas moindre, et le cours des événements déconcertait les prévisions des généraux aussi bien que les calculs des diplomates. « Paskevitch me vole en se sauvant, » s'écria Saint-Arnaud en apprenant la levée du siège de Silistrie. Ce cri de dépit trahissait bien les anxiétés du commandant en chef. Rester à Varna était impossible : à ce compte, il eût autant valu, pour les Anglais, demeurer à Malte, et, pour les Français, à Marseille. Porter la guerre dans la Turquie d'Asie et au Caucase était une entreprise sans but; car dans ces régions lointaines, le succès même eût été de peu de prix. Poursuivre les Russes dans leur retraite ne semblait pas plus sage; ce serait les rejeter sur leurs réserves, leurs dépôts, leurs magasins, et nous éloigner nous-mêmes de la mer, notre véritable base d'opérations. Cependant l'armée s'accroissait tous les jours par de nouveaux débarquements. La

cinquième division venait d'arriver. Aucune maladie n'avait encore affaibli les effectifs. Varna, bientôt attristée par tant de calamités, offrait l'aspect le plus animé. Autour de la ville, les troupes anglaises campées sur la rive septentrionale du petit lac de Dewna, les troupes françaises échelonnées sur les hauteurs de Franka, étaient pleines d'ardeur et de confiance. « L'armée est magnifique, écrivait le 4 juillet Saint-Arnaud; il ne nous manque que les Russes qui s'en vont (1). » Atteindre les Russes, remporter un succès décisif et conquérir la paix, tel était le rêve du maréchal, et il s'y attachait avec l'impatience d'un malade, capable encore d'un effort intense, à la condition que cet effort fût court et suivi d'un long repos. Mais, encore une fois, où combattre? Où joindre l'ennemi? C'est alors que les regards se détachèrent des rives du Danube pour se fixer sur la Crimée.

III

Dès le mois de janvier 1854, le général Baraguey-d'Hilliers, ambassadeur de France à Constantinople, avait été chargé d'une enquête sur les moyens d'aborder en Crimée et sur les forces défensives de Sébastopol. Trois mois plus tard, lorsque le maréchal Saint-Arnaud était parti pour l'Orient, l'Empereur lui avait désigné la Crimée comme l'un des objectifs possibles de la guerre; mais la pensée du souverain semblait singulièrement indécise; car le commandant en chef pouvait, à son choix et suivant l'occurrence, ou attendre les Russes au passage des Balkans, ou débarquer soit à Odessa, soit sur tout autre point du littoral, ou enfin se porter sur Sébastopol (2). Muni de ces instructions si vagues, le maréchal avait, à l'exemple de son maître, laissé flotter sa pensée entre plusieurs desseins, et

(1) *Correspondance*, t. II, p. 444.
(2) Voir le *Moniteur* du 11 avril 1855.

souvent son imagination l'avait transporté vers cette presqu'île fameuse où nos armées recueilleraient tant de gloire et subiraient tant d'épreuves. « La Crimée! écrivait-il de Marseille à « son frère le 27 avril, tu parles de la Crimée, c'est un joyau, « j'en rêve, et j'espère que la prudence ne m'empêchera pas « de l'enlever aux Russes (1). » « Quand la flotte sera dehors, « mande-t-il le 3 juin de Gallipoli, j'irai, si je puis, donner un « coup d'œil furtif sur Sébastopol : j'ai dans l'idée qu'il y a « quelque chose à faire par là (2). » Mais ce projet grandiose l'effraye autant qu'il l'attire. A cette même date du 3 juin, dans une autre lettre, nous lisons ces lignes : « La Crimée était mon « idée favorite, mais j'ai vu les embarquements et les débarque- « ments, et je me dis que, pour faire une descente en Crimée, « il faut de longs préparatifs, une campagne entière, cent mille « hommes peut-être et toutes les ressources des flottes française « et anglaise réunies (3). » Les dépêches de Paris n'étaient guère propres à fixer les indécisions du commandant en chef. « En admettant que le siège de Silistrie soit levé, lui écrivait « le 1er juillet le maréchal Vaillant, ne descendez pas au Danube. « On veut que l'armée soit toujours prête à être emportée par « la flotte (4). » Que signifiait ce langage énigmatique? — Laissé sans direction, Saint-Arnaud caressait l'idée d'une descente en Crimée, la repoussait, puis y revenait encore. « Pour « une telle entreprise, disait-il avec découragement, il faut de « grands moyens, et nous n'en possédons aucun. » Un instant plus tard, son esprit s'exaltait, et, dans ces heures de confiant optimisme, il jugeait que tout pourrait être terminé en un mois, en deux au plus; que ce serait un beau et brillant coup de main, quelque chose comme une aventure algérienne dans un cadre fort agrandi.

C'est en Angleterre que l'idée de la descente en Crimée se développa et s'affermit. Au mois de mars 1854, le duc de New-

(1) Le maréchal Saint-Arnaud, *Correspondance*, t. II, p. 417.
(2) *Correspondance*, t. II, p. 431.
(3) *Correspondance*, t. II, p. 431.
(4) Dépêche du 1er juillet. (M. Camille Rousset, *Guerre de Crimée*, t. Ier, p. 131.)

castle, secrétaire d'État de la guerre, avait soumis au Conseil de la Reine un plan de campagne, concerté avec l'empereur Napoléon III, et dont la conquête de Sébastopol serait le but et le couronnement. Cette pensée, d'abord abandonnée ou négligée, avait été reprise à la fin de mai par lord Palmerston, alors le plus influent des ministres et le véritable directeur de l'opinion britannique. Il avait apporté à la faire prévaloir la ténacité et l'ardeur qui lui étaient propres. « Laissons, disait-« il, les Russes en paisible jouissance des marais de la Dobroud-« scha, et passons de Varna au grand arsenal de la mer Noire. » Le 15 juin, il adressait aux membres du cabinet un long mémorandum, véritable programme d'opérations militaires. « Nous « ne devons, disait-il en substance, nous ne devons à aucun « prix passer le Danube et nous engager dans les plaines insa-« lubres de la Valachie. En Circassie, en Géorgie, laissons « faire les Turcs. Reste la Crimée : là est notre lot. Et surtout « n'ajournons pas l'attaque à l'année prochaine : car d'ici là, le « gouvernement russe aurait le temps de fortifier Sébastopol, « d'augmenter la garnison, et nous pourrions trouver l'entre-« prise bien plus difficile qu'elle ne l'aurait été cette année-« ci (1). » A ses instances auprès de ses collègues, lord Palmerston joignait de longues lettres au duc de Newcastle. « Notre « seule chance d'amener la Russie à un accord, écrivait-il avec « un redoublement d'ardeur, c'est de l'y contraindre par des « opérations offensives et non défensives (2). » Aussi confiant que l'était, dans ses heures de passager entraînement, le maréchal Saint-Arnaud, il estimait, lui aussi, que quelques mois suffiraient à l'entreprise. Tout sera fini, pensait-il, avant l'hiver ; et, s'exaltant lui-même de ses propres espérances, voyant déjà la Crimée conquise, la paix conclue, le drapeau anglais glorifié, il ajoutait avec un surcroît d'illusions : « Nous pour-« rons jouir d'un joyeux Noël et d'un heureux commencement « d'année (3). » — Lord Palmerston avait donné le branle : l'opi-

(1) *Life of viscount Palmerston,* by Evelyn Ashley, t. II, p. 60 et suiv.
(2) Lettre au duc de Newcastle, 16 juin. (*Life of Palmerston,* by Evelyn Ashley, t. II, p. 65-67.)
(3) « *A merry Christmas and a happy new year.* » (Lettre au duc de Newcastle.)

nion publique suivit. A l'idée de détruire Sébastopol et la marine russe de la mer Noire, les négociants de la Cité, les actionnaires de la Compagnie des Indes ne se sentaient pas de joie et, fort ignorants des choses militaires, jugeaient l'opération aussi aisée qu'avantageuse. « La prise de Sébastopol et « l'occupation de la Crimée, voilà ce qui doit indemniser de « tous les frais de la guerre actuelle (1). » Ainsi parlait le *Times,* et presque toute la presse après lui. Les personnages les plus froids, les plus maîtres d'eux-mêmes, les plus tièdes pour la guerre, s'unissaient à la pensée commune. « La poli« tique de l'Angleterre, écrivait le prince Albert, ne doit pas « être d'envoyer des troupes sur le sol marécageux du Danube « et sur les terres épuisées de la Valachie; mais son but doit « être la destruction de Sébastopol, ce point qui réellement « domine la mer Noire (2). » — Il ne restait plus qu'à communiquer à lord Raglan les vues du gouvernement britannique. Le duc de Newcastle le fit par une dépêche en date du 29 juin. Sous aucun prétexte l'armée anglaise ne devrait s'engager en Valachie. Tous les efforts seraient concentrés vers une descente en Crimée. Rien ne serait omis pour une prompte exécution. La disproportion des forces ou une impossibilité matérielle devrait seule faire renoncer à ce grand dessein.

C'est le 14 juillet que le chef de l'armée britannique connut les volontés de son gouvernement. Saint-Arnaud, privé de directions positives, méditant à cette heure-là même une expédition sur Anapa, fut frappé de ce langage si net auquel il était si peu accoutumé. Il oublia ses propres objections, heureux de sortir d'incertitude, de prendre enfin un parti, de marcher après tant de fluctuations vers un but déterminé. Non seulement il acquiesça au projet, mais il y donna sa plus chaleureuse approbation. On eût dit que la pensée même de l'expédition lui appartenait, tant il mit de zèle à désarmer les critiques et à aplanir les obstacles. Le 18 juillet, les comman-

(1) *Times,* 15 juin 1854.

(2) Lettre au duc de Newcastle, 29 juin 1854. (*Life of the Prince Consort,* by Théodore MARTIN, t. II, p. 84.)

dants en chef des armées et des flottes se réunirent en conseil. Les amiraux Hamelin et Dundas formulèrent quelques craintes : cependant l'avis général fut favorable. Le 19, le général Canrobert, le colonel Trochu, sir Georges Brown, quelques autres officiers français et anglais montèrent à bord du *Caradoc* afin d'aller reconnaître les côtes russes et le lieu le plus propice où l'on pourrait aborder. Tandis que le navire s'éloignait, Saint-Arnaud, tout plein de la nouvelle entreprise et se croyant au bout de ses mécomptes, écrivait à son frère : « Frère, je dé« pose dans le creux de ton oreille que, vers le 10 août, nous « voguerons vers la Crimée (1). »

IV

A l'heure où le maréchal épanchait dans sa correspondance intime l'expression joyeuse de sa confiance et de son espoir, Dieu tenait suspendu sur cette pauvre armée le plus implacable des fléaux.

Malgré les fatigues de la traversée, le changement de climat, l'installation défectueuse des villes turques, l'état sanitaire des troupes avait d'abord été satisfaisant. Au 15 juin, sur un effectif total de 40,000 Français, 813 malades se trouvaient en traitement, soit à Gallipoli ou à Varna, soit dans les autres établissements hospitaliers nouvellement créés. Le 1er juillet, les hôpitaux contenaient 1,099 malades auxquels, il fallait ajouter les hommes légèrement indisposés et traités sous la tente (2). Comme on le voit, la situation était déjà moins bonne : mais jusque-là elle n'était point anormale, si l'on tenait compte de la saison chaude, si l'on tenait compte surtout de toutes les influences fâcheuses qui agissent sur les armées en campagne et y accroissent la mortalité.

(1) *Correspondance du maréchal Saint-Arnaud*, t. II, p. 450.

(2) Docteur Scrive, *Relation médico-chirurgicale de la campagne d'Orient*, p. 20, 55, 56.

Cependant le choléra avait éclaté à Avignon, à Arles, à Marseille. Il y sévissait déjà avec une certaine force au moment où la 5e division, longtemps retenue sur les côtes de Provence, avait été embarquée pour la Turquie. Le général Rostolan, qui commandait à Marseille, avait prévu et signalé le péril (1). Parmi les hommes de cette division, plusieurs furent frappés en route par la terrible maladie : quelques-uns succombèrent à bord, les autres furent déposés à Malte. Les germes du fléau, apportés sans doute de France, trouvèrent dans les camps, dans les ambulances, dans les hôpitaux de l'armée d'Orient un lieu d'éclosion facile. Le mal éclata presque simultanément, au Pirée où les troupes du corps d'occupation payèrent un ample tribut à la mort, à Gallipoli où les généraux Carbuccia et d'Elchingen furent emportés en quelques heures, à Constantinople enfin et à Nagara. A Varna, dès le commencement de juillet, plusieurs cas furent constatés, soit sur des soldats du 1er zouaves, soit sur des militaires du 5e léger et du 42e de ligne, corps récemment arrivés de France. Dans les camps autour de cette ville, la grande agglomération des troupes, la fraîcheur des nuits succédant à l'accablante chaleur des jours, l'abondance des fruits que les hommes consommaient avec excès et que souvent ils mangeaient verts, tout semblait aider au rapide développement de la contagion. Pourtant, malgré ces apparences contraires, l'épidémie se montra plus clémente qu'à Gallipoli et au Pirée, et jusqu'au 20 juillet, on n'avait compté qu'une trentaine de décès (2).

Les choses en étaient là quand une inspiration funeste du maréchal Saint-Arnaud détermina, selon toute apparence, une effroyable extension du fléau.

A une vingtaine de lieues au nord-ouest de Varna, le Danube, après avoir coulé longtemps de l'occident à l'orient, s'infléchit tout à coup vers le nord et laisse sur sa droite de vastes terres d'alluvion, depuis longtemps renommées pour leur insalubrité, tellement renommées que leurs habitants les ont presque déser-

(1) Général DE LA MOTTEROUGE, *Souvenirs et Campagnes*, t. II, p. 138 et 174.
(2) *Relation médico-chirurgicale de la campagne d'Orient*, par le docteur SCRIVE, p. 66.

tées. Ce territoire, resserré à l'ouest et au nord par le fleuve, à l'est par la mer, et fermé vers sa partie méridionale par un retranchement d'origine romaine qu'on appelle le mur de Trajan, ce territoire est désigné sous le nom de *Dobroudscha*. Les instructions du commandant en chef britannique lui interdisaient, comme on l'a dit, de pénétrer dans ces régions malsaines, et Saint-Arnaud semblait à cet égard en pleine communauté de vues avec son collègue : « Lord Raglan, écrivait-il le « 9 juillet, n'est pas plus enclin que moi à chercher des fièvres « sur les bords du Danube (1). » Quel motif a pu, dix jours plus tard, décider le maréchal à une expédition dans ces dangereuses contrées? Nul ne l'a su alors, nul ne le sait encore aujourd'hui. Saint-Arnaud voulait-il, au moment de s'embarquer pour la Crimée, tromper les Russes par une diversion? Était-il impatient d'expérimenter, par une courte incursion, la valeur ou la solidité d'un nouveau corps de cavalerie irrégulière turque, les *Baschi-Bouzouks,* récemment passés à la solde de la France et organisés sous le nom de spahis d'Orient? Avait-il, comme l'ont prétendu les ennemis de l'Empire, l'ambition d'offrir à Napoléon III, pour la fête du 15 août, quelque bulletin de victoire? Toutes ces raisons ont été alléguées sans qu'aucune d'elles justifiât une si extraordinaire résolution. Le commandant en chef, a-t-on ajouté, se flattait que le mouvement et le changement d'air combattraient l'épidémie naissante : singulier remède que cette marche en plein mois de juillet, à travers des contrées insalubres, sans bois, sans eau courante; et on ose à peine rappeler ce motif quand on songe à ce qui suivit.

L'expédition de la Dobroudscha ne devait être dans la pensée du maréchal qu'une démonstration rapide, une promenade militaire à la poursuite de quelques faibles corps russes signalés sur la rive droite du Danube. Les guerres d'Afrique avaient accoutumé à ces sortes d'entreprises tentées un peu au hasard, où la dextérité des chefs secondaires, le savoir-faire des soldats, la bonne fortune de tous tenaient lieu de prévoyance. Suivant l'ordre du quartier général, c'était aux Baschi-Bouzouks qu'é-

(1) Dépêche du 9 juillet. (Camille ROUSSET, *Guerre de Crimée*, t. Ier, p. 136.)

tait réservée la tâche de pousser la reconnaissance jusqu'au cœur du pays. Ils seraient appuyés par la première division (division Canrobert), qui s'avancerait jusqu'à Kustendjé, et, s'il en était besoin, à deux étapes au delà. La seconde et la troisième division quitteraient aussi leur camp du plateau de Franka, mais ne se mettraient en route que deux jours plus tard et ne prêteraient à l'expédition qu'un concours restreint : la deuxième division s'arrêterait à Mangalia; la troisième aurait pour objectif extrême Bazardjik et n'entrerait pas dans la Dobroudscha. Il était prescrit que toutes les troupes fussent de retour dans les premiers jours d'août, c'est-à-dire avant l'époque prévue de l'embarquement pour la Crimée.

La première division partit le 21 juillet par la voie de terre, sauf le 1er zouaves qui fut transporté par mer à Kustendjé. Elle fut suivie de près par les Baschi-Bouzouks qui, doublant l'étape, devaient bientôt prendre les devants. Le départ fut allègre : on espérait rencontrer bientôt l'ennemi, et cette perspective excitait les courages. On traversa d'abord un pays boisé, plein de verdure et de fraîcheur, arrosé par des eaux abondantes et où la marche était un plaisir plus encore qu'une fatigue. Telles furent les deux premières journées. Mais vers la fin de la seconde étape, comme on venait de gravir un escarpement, on aperçut tout à coup devant soi une plaine immense, sans arbres, presque sans habitations, et dont les dernières lignes se perdaient à l'horizon. Parmi les officiers qui avaient vu l'Algérie, beaucoup se rappelèrent l'aspect du Sahara tel qu'on l'aperçoit du sommet des hauteurs qui en bordent la lisière. Cette terre désolée, c'était la Dobroudscha.

C'est le 23 juillet que nos soldats commencèrent à s'engager dans cette inhospitalière région. Le pays était presque inculte : des herbes hautes et pourrissant sur place couvraient le plus souvent le sol : plus une source, plus un ruisseau, rien que des puits qui donnaient une eau saumâtre et malsaine. Les Baschi-Bouzouks rejoignirent nos régiments, puis les dépassèrent et se mirent à galoper dans la plaine, un peu indisciplinés et capricieux, mal pliés encore à la voix de leurs officiers et plus avides de piller que de combattre. Les troupes de la première

division suivaient, s'allongeant sur une route étroite et souvent interrompue, fatiguées moins par la longueur du chemin que par la tristesse des lieux, énervées par la chaleur, cherchant vainement l'ennemi qui se dérobait. Elles n'avaient pas même, pour soutenir leur courage, la présence de leur chef; car le général Canrobert s'était embarqué sur le *Caradoc* pour explorer les côtes de Crimée, et le commandement était exercé en son absence par le général Espinasse, qui ne possédait pas au même degré la confiance et l'affection.

Après cinq jours de marche, on arriva à Mangalia. Les Baschi-Bouzouks y étaient déjà campés, pillant ou détruisant ce que les Cosaques n'avaient pas eu le temps d'emporter. Quant aux habitants, ils s'étaient enfuis, emmenant avec eux leurs troupeaux et quelques débris de leurs pauvres richesses. On séjourna dans cette triste bourgade : puis on continua à marcher vers le nord. C'était toujours le même spectacle; à droite, des marais s'étendant jusqu'à la mer; à gauche, de basses collines se profilant dans la direction du Danube : çà et là des bandes de chevaux sauvages, puis quelques cabanes encore fumantes que les fourrageurs russes avaient brûlées en se retirant : de distance en distance apparaissaient des monticules irréguliers, sortes de *tumuli* qui étaient, disait-on, d'anciennes sépultures, et que les soldats contemplaient, les uns avec surprise, les autres avec toute la tristesse d'un pressentiment. Le 28, on bivouaqua près d'un étang, au village de Pollas : le lendemain, on était de bonne heure à Kustendjé, où les zouaves du 1er régiment étaient débarqués depuis trois jours et d'où ils étaient partis pour se porter en avant. Malgré la fatigue, on n'avait observé jusque-là que quelques cas de choléra. Une bonne nouvelle venait d'ailleurs de se répandre dans les rangs. Les Baschi-Bouzouks avaient eu deux légers engagements avee les Cosaques qui battaient la plaine : on se flatta que ces escarmouches seraient le prélude d'une action plus sérieuse, et que cette ingrate expédition se colorerait enfin de quelque gloire. C'est dans cette espérance que, le 29 vers le soir, on se porta vers Kargalik : à une heure de la nuit, nos soldats bivouaquèrent, joyeux de la perspective d'un prochain combat.

Hélas! on rencontra l'ennemi, mais non celui qu'on attendait.

Lorsque, le matin, la diane résonna dans le camp, beaucoup demeurèrent étendus qui ne devaient plus se relever. D'autres se soulevaient avec peine au milieu de leurs camarades consternés, puis retombaient terrassés par le mal. Le choléra qui avait suivi l'armée depuis le départ de Varna, mais avait jusque-là suspendu ses coups, le choléra venait de s'abattre sur la malheureuse colonne et, dans cette foule anémiée par la chaleur, éprouvée par la marche, déprimée par toutes les influences d'un climat insalubre, n'avait eu qu'à choisir au hasard ses victimes. Le 1er zouaves, cruellement atteint déjà depuis deux jours, rallia le reste de la division et, en s'y mêlant, accrut la contagion. Alors commença une retraite dont les survivants ont conservé un ineffaçable souvenir. Contre le fléau on était désarmé. Les médicaments manquaient, et plus encore les moyens de transport. On réquisitionna quelques *arabas*, sortes de voitures bulgares non suspendues. Avec leurs tentes-abris et quelques clôtures arrachées aux maisons, les fantassins construisirent des brancards où ils déposèrent les malades. Mais le mal, croissant d'heure en heure, déconcertait toutes les inspirations du dévouement comme aussi tous les efforts de la science. Pendant ces lugubres étapes, on vit plus d'une fois les porteurs chanceler, laisser échapper leur fardeau et s'affaisser eux-mêmes près des civières où gisaient leurs compagnons. Souvent aussi on dut interrompre la marche pour donner aux morts la sépulture : à la hâte, on creusait une fosse : les fronts se découvraient, et l'un des officiers récitait une courte prière : on rejetait un peu de terre sur les pauvres corps à peine refroidis : puis on poursuivait la route, et les places laissées vides sur les *arabas* ou les brancards étaient aussitôt réclamées par de nouvelles victimes. Il arriva, assure-t-on (tant le mal était foudroyant!), que ceux-là mêmes qui préparaient les tombes s'inclinèrent sur leur funèbre besogne et, brusquement saisis par la mort, furent confiés peu d'heures plus tard à la fosse dont ils avaient remué les premières pelletées (1). — Au milieu de ces

(1) Voir le docteur Baudens, *La guerre de Crimée, ses ambulances*, p. 187.

effroyables calamités, ce fut l'honneur de nos soldats de se garder des atteintes du désespoir et de demeurer soucieux du bon renom de l'armée. Les survivants tenaient à honneur d'emporter les armes ou les sacs de leurs camarades, de peur que les Russes ne les recueillissent comme des trophées. La consternation était immense, mais sans indiscipline et même sans murmure. Il n'en était pas de même des Baschi-Bouzouks. Quant à eux, à la première atteinte de l'épidémie, ils avaient pris les devants; ils fuyaient d'une course désordonnée comme pour échapper à l'atmosphère empestée, et leurs traces se marquaient par les cadavres qu'ils abandonnaient le long du chemin.

C'est ainsi qu'on refaisait la route qu'on avait suivie trois jours auparavant. Au bivouac de Pollas, on retrouva quelques voitures d'artillerie, des vivres, quelques caisses d'ambulance, précieuses ressources en une si cruelle détresse. Là aussi la division revit son digne chef, le général Canrobert, qui, en débarquant du *Caradoc,* avait appris le grand désastre et aussitôt s'était porté au-devant de ses troupes pour partager leurs épreuves. Le général fit embarquer à Kustendjé les deux bataillons du 1er zouaves qui avaient le plus souffert. Quant aux autres régiments, ils poursuivirent leur retraite par la voie de terre, mais, hélas! sans aucune décroissance de l'épidémie. Pendant la nuit du 2 au 3 août, trois cents hommes moururent soit dans les camps, soit à l'ambulance (1). Cependant on se hâtait vers Mangalia où se trouveraient les navires qui ramèneraient les malades à Varna. En y entrant, un affreux spectacle saisit les regards, ce fut celui des Baschi-Bouzouks étendus dans les rues ou aux abords de la ville, ceux-ci morts ou mourants, ceux-là s'abandonnant passivement au fléau. Le 5, les navires attendus arrivèrent. Le 6, les cholériques furent embarqués, mais au milieu de scènes tellement poignantes qu'elles lassent la plume et font défaillir le cœur. Les uns, en approchant du rivage, se dépouillaient de leurs vêtements et voulaient se jeter à la mer pour éteindre le feu qui les dévo-

(1) Docteur QUESNOY, *Souvenirs militaires et médicaux de l'armée de Crimée,* p. 49.

rait; les autres, ayant perdu tout sentiment de la vie, se laissaient porter comme des masses inertes : quelques-uns expirèrent sur la grève, et leurs cadavres demeurèrent allongés dans la position de leur dernière agonie : sur un des chalands qui portaient les malades au *Calypso,* dix-sept hommes moururent avant qu'on arrivât à bord (1). — L'embarquement terminé, la colonne ainsi allégée poursuivit sa route vers Varna, mais toujours poursuivie par l'épidémie, qui cependant faisait moins de victimes, soit qu'on eût échappé à la région la plus insalubre, soit que les survivants fussent décidément réfractaires au fléau.

Alors seulement on put compter les morts. La première division, au moment de son départ pour la Dobroudscha, comptait 10,500 hommes : plus de 2,500 avaient été atteints par le choléra, 1,886 avaient succombé. La deuxième division qui n'avait pas dépassé Mangalia avait perdu 354 hommes. La troisième qui n'avait pas touché la Dobroudscha en avait perdu 34. Quant aux Baschi-Bouzouks ou spahis d'Orient, le nombre de leurs morts ne put être évalué : débandés et dispersés, ils ne se reconstituèrent plus : un ordre du général en chef les licencia, et cette mesure fut le seul bénéfice d'une si lamentable expédition. A ces chiffres, il faut ajouter les décès enregistrés soit dans les camps et les hôpitaux de Varna, soit à Gallipoli ou au Pirée, ce qui porte à plus de 5,000 le nombre total des décès causés par le choléra dans l'armée d'Orient, depuis le mois de juin jusqu'au 20 août (2). Cette évaluation elle-même est incomplète, car elle ne comprend ni les pertes des équipages de la flotte, qui furent aussi fort éprouvés, ni celles des Anglais, à la vérité beaucoup moins maltraités que nous. En outre, parmi ceux que la mort épargna, beaucoup demeurèrent trop affaiblis pour prendre part aux opérations actives de la guerre et durent être ramenés en France ; d'autres demeurèrent au corps, mais gardant la trace de la maladie, et fournirent pendant le reste

(1) Docteur QUESNOY, *Souvenirs militaires et médicaux de l'armée de Crimée*, p. 50.

(2) Tableau statistique des pertes de l'armée d'Orient. (SCRIVE, *Relation médico-chirurgicale*, p. 74.)



de la campagne une proie facile à toutes sortes d'affections. Comme on le voit, Varna et la Bulgarie n'avaient rien à envier aux lugubres souvenirs de Jaffa.

Le destin, jaloux de proportionner les malheurs de l'armée d'Orient à ses gloires futures, le destin tenait en réserve une dernière calamité.

Le 10 août, vers sept heures du soir, du haut des campements qui environnaient Varna, on aperçut une épaisse colonne de fumée qui tourbillonnait au-dessus de la ville et grandit bientôt au point d'obscurcir l'atmosphère. En même temps la générale battit, et, de bivouac en bivouac, les clairons et les trompettes répétèrent le signal d'alarme. En toute hâte, les bataillons descendirent vers la ville. Parmi eux, quelques-uns étaient, le matin même, arrivés de la Dobroudscha et n'échappaient à un désastre que pour être témoins d'un désastre nouveau. Le feu venait de prendre dans la ville basse, non loin du port, chez un marchand de liquides, et déjà menaçait de tout envahir. Dans ce quartier qui était celui des Bazars, toutes les constructions étaient en bois : le vent soufflait du large et activait les flammes : de grands magasins d'huiles et de spiritueux, de vivres et d'objets d'équipement, rassemblés pour le compte de l'administration militaire, offraient un aliment tout prêt pour l'incendie. Les marins des navires sur rade accoururent avec leurs pompes. Français, Anglais, Turcs, rivalisaient de zèle, les uns travaillant à circonscrire le foyer, les autres cherchant à sauver quelques débris, ballots de vêtements, caisses de biscuits, tonneaux d'eau-de-vie. Mais ces efforts paraissaient vains, et les chefs assistaient consternés à la destruction de ces approvisionnements réunis avec tant de sollicitude.

Bientôt une préoccupation plus terrible domina toutes les autres. Les flammes entouraient trois grandes constructions en pierre qui servaient de magasin à poudre aux Anglais, aux Français et aux Turcs. Le magasin français non voûté était surtout menacé. Quelques canonniers intrépides, aidés par les marins et les fantassins, montèrent sur la toiture de la poudrière et y étendirent des draps et des couvertures mouillés qu'arrosait sans cesse le jet des pompes. En même

temps, les soldats du génie sapaient à coups de hache les maisons voisines dans l'espoir de pratiquer une coupure. Tout sembla d'abord inutile. Généraux et officiers étaient sur les lieux, dirigeant les travaux, s'y mêlant eux-mêmes. Le maréchal était accouru, doublement impressionné par l'horreur des choses et par les souffrances aiguës d'une de ces crises auxquelles il était sujet. Dix fois, comme il l'avoua lui-même le lendemain, il fut sur le point de faire sonner la retraite. Vaincu par la douleur physique, il s'éloigna enfin, laissant à son chef d'état-major, le général de Martimprey, le soin de décider quand il faudrait faire retirer les troupes pour leur épargner le danger de l'explosion. Déjà quelques paniques s'étaient produites, et on avait vu les fuyards courir éperdus jusque dans la campagne. Déjà les flammes léchaient les murs de la poudrière, et le travail acharné des sapeurs était moins prompt que les progrès de l'incendie. Le général de Martimprey interrogeait le général Thiry. « La partie n'est-elle pas perdue ? lui disait-il. — Un « miracle seul peut nous sauver, » répliquait celui-ci consterné (1). Cependant les sapeurs parvinrent, contre toute attente, à isoler le dépôt de poudres. Au même instant, le vent changea subitement de direction et rejeta les flammèches du côté de la mer. Le suprême péril était conjuré. Mais la septième partie de la ville était détruite ; une bonne partie de nos magasins étaient anéantis, et cette nouvelle catastrophe, s'ajoutant à l'épidémie cholérique et à l'expédition de la Dobroudscha, complétait bien la série des *épreuves de Varna*.

V

On devine les émotions du commandant en chef en présence de tant de fléaux. En public, il affectait un masque impassible, et, quand il passait à travers les rangs des troupes, celles-ci

(1) *Correspondance inédite du général de Martimprey.*

admiraient encore ce chef brillant et hardi qui dominait, à force d'énergie, les défaillances de ses forces et les anxiétés de son âme. Mais dans la solitude et dans l'intimité, l'abattement ne se dissimulait plus. « Je suis, écrivait Saint-Arnaud, au « milieu d'un vaste sépulcre, voyant mes plus braves soldats « s'éteindre au moment où j'aurais le plus besoin d'eux... J'ai « été voir sur les hauteurs de Franka les deux hôpitaux de fié- « vreux et les débris du 1er zouaves. J'ai vu là 1,100 malades « et 2,000 malingres... Je passe cinq heures par jour au « milieu des morts et des mourants... et moi, ajoutait-il avec « une singulière illusion sur lui-même et avec une amertume « découragée, et moi, je me fortifie de toutes ces santés qui « s'en vont (1). » A ces tristesses se mêlait l'étonnement un peu naïf de l'homme qui, dans une carrière brillante, a accompli des choses relativement faciles et n'a point connu les longues prévoyances de la grande politique et de la grande guerre. A d'autres moments, le maréchal se raidissait contre les passagères disgrâces de la destinée. « Rien ne m'aura man- « qué, écrivait-il le 13 août, le choléra, le feu... Je n'attends « plus que la tempête... pour la braver. Je viendrai à bout de « tout, mais j'userai le reste de ma vie. » Parfois aussi, il se repliait sur lui-même et, lassé de ses efforts, aspirait au retour dans la patrie, « à un repos complet, absolu, à une entière quiétude au milieu des siens ». Ce repos pourtant ne lui était pas tellement cher qu'il ne voulût, avant de le goûter, « frapper un coup rapide et remporter une grande victoire (2) ».

Frapperait-il ce grand coup? Remporterait-il sur la terre de Crimée cette grande victoire? Plusieurs se prenaient à en douter. De tant de malheurs accumulés naquit un peu de défiance. Dans les loisirs des camps, on cause beaucoup sans que la discipline contienne toujours les paroles, et il s'y forme à la longue, comme dans la société civile, une sorte d'opinion publique qui, suivant l'occurrence, énerve ou fortifie le commandement. Les pessimistes (et ils ne manquaient point) s'ef-

(1) *Correspondance*, t. II, p. 456, 457, 459
(2) *Correspondance*, t. II, p. 463-466.

frayaient des vides que l'épidémie avait créés dans les rangs : ils supputaient le nombre des hommes malingres, non entrés aux hôpitaux ni même traités sous la tente, mais trop affaiblis pour le service de guerre. Le choléra avait frappé, frappait encore sur les équipages de la flotte : serait-il prudent d'embarquer les troupes sur les navires contaminés? Le matériel était-il complet, et une bonne part des approvisionnements n'avait-elle pas été détruite par l'incendie? On jugeait en outre la saison bien avancée pour qu'on entreprît une campagne, longue peut-être et ardue. On craignait les difficultés du débarquement, les tempêtes de l'équinoxe sur les eaux redoutées de la mer Noire, et, à cet égard, on se fondait sur l'avis peu dissimulé des amiraux alliés, plus hostiles que favorables à une grande expédition maritime. Les Anglais eux-mêmes, après avoir formé le premier dessein d'une descente en Crimée, semblaient plus disposés à l'attente qu'à l'action Le maréchal n'ignorait pas cette vague et sourde opposition : « Beaucoup hésitent, écrivait-il le 19 août, ou sont maintenant contraires à l'expédition. Je veux avoir de nouveau « l'opinion des chefs (1). »

Il les réunit le 22 août, moins pour les consulter que pour notifier ses décisions, et, sans les persuader tous, les rallia au moins en apparence. Il leur dépeignit les dangers d'une guerre portée au delà du Danube et les inconvénients non moins graves d'une inaction funeste au bon renom de l'armée. Il leur montra la Crimée comme une conquête glorieuse et aussi comme un gage précieux pour les négociations de la paix. Avec une complaisance un peu optimiste, il laissa entendre que l'entreprise serait sans doute rapide, que les populations tartares seraient favorables, que Sébastopol, imparfaitement fortifié, ne tiendrait guère contre le choc de nos troupes. Tel fut le langage du maréchal. Toutes les craintes ne s'apaisèrent pas : plusieurs, même partisans de l'expédition, auraient voulu qu'on ne la commençât qu'avec des moyens plus considérables; ainsi pensait le chef d'état-major du commandant en chef (2).

(1) *Correspondance*, t. II, p. 466.
(2) « Nous voici maintenant lancés, écrivait, à quelques jours de là, le géné-

Mais si beaucoup de convictions demeuraient douteuses ou contraires, les objections étaient désormais réduites au silence. Pouvait-on d'ailleurs, après être venu de si loin, renoncer à toute offensive ou s'immobiliser dans l'attente? L'opinion du maréchal, discutable pour tout le reste, était, sur ce dernier point, sans réplique.

Le 25 août, un ordre du quartier général annonça officiellement le prochain départ pour la Crimée. Dès lors chacun n'eut plus qu'une pensée, coopérer dignement à l'œuvre commune. Sur ces entrefaites, le choléra, depuis quelque temps en décroissance, s'affaiblit au point de disparaître presque complètement, et ce retour à un état sanitaire meilleur releva les courages. On procéda à la hâte aux derniers préparatifs. On suppléa aussi bien que l'on put, et avec les ressources locales, au matériel demandé en France et non encore complètement arrivé de Toulon. L'artillerie termina ses expériences d'embarquement et de débarquement. L'intendance acheva d'organiser le service des vivres, du campement, des hôpitaux. Quant à la flotte, elle était prête, et n'attendait qu'un dernier ordre pour recevoir les troupes à bord et les emporter à travers la mer Noire.

Quelle serait la composition du corps expéditionnaire? Les Anglais emmenaient presque tout leur monde, c'est-à-dire cinq divisions d'infanterie, une division de cavalerie, neuf batteries de campagne, un parc de siège, quatre compagnies du corps des ingénieurs, en tout 21,000 hommes environ. Quant à l'armée française, elle était formée des quatre premières divisions (divisions Canrobert, Bosquet, prince Napoléon, Forey), fortes de quarante bataillons, malheureusement très réduits par le choléra et par le grand nombre des convalescents laissés dans les dépôts. La cinquième division demeura provisoirement à Varna. Faute de moyens de transports suffisants, on dut aussi laisser à terre la division de cavalerie, grave contretemps qui

ral de Martimprey, dans cette grande entreprise qui inspire tant de préoccupations et qui fut le sujet de tant d'objections. Chacun y voit un danger, à l'exception de deux ou trois qui sont et qui ont toujours été pour tenter. » (*Correspondance inédite.*)

entraîna plus tard les plus fâcheuses conséquences : on se contenta d'embarquer un escadron de chasseurs d'Afrique et quelques spahis que le maréchal Saint-Arnaud avait tirés d'Algérie pour son escorte personnelle. Les armes spéciales se composaient de douze batteries de campagne et de huit compagnies du génie. L'effectif total du corps français s'élevait à 30,000 hommes, auxquels il fallait joindre une division ottomane de 7,000 hommes, placée sous le commandement supérieur du maréchal. — En résumé 58,000 hommes anglais, français, turcs allaient partir pour les côtes de Crimée : en retranchant les troupes d'administration et les non-valeurs de toute sorte, on arrivait à un chiffre total d'un peu plus de 50,000 combattants.

Les Anglais ainsi que notre première division s'embarquèrent à Varna : le reste de notre armée prit la mer à Baltchik. Le 2 septembre, les Français étaient prêts à appareiller; mais on dut attendre nos alliés, et ce retard causa quelque humeur. Enfin, le 7, aucun obstacle ne s'opposant plus au départ, les flottes combinées gagnèrent la haute mer. Les soldats étaient dispos et allègres, heureux d'aller à l'inconnu, heureux surtout d'échapper aux tristesses et à l'oisiveté de Varna. Parmi les généraux, quelques-uns persistaient dans leurs inquiétudes et jugeaient un peu aventureuse cette descente sur une terre qu'on ne connaissait que par les cartes et à l'encontre d'un ennemi dont on ignorait le nombre et les ressources. Mais, la décision étant irrévocable, ils écartaient leurs doutes et, se mettant à l'unisson des plus confiants, cherchaient à s'affermir dans l'espoir du succès. Pendant ce temps, le maréchal, de plus en plus atteint par la maladie, mais de plus en plus ébloui de son entreprise, subissait tour à tour les abattements de la souffrance et les surexcitations de la gloire. Embarqué sur la *Ville de Paris,* il passait de son lit à sa table de travail, dictait ou écrivait des ordres, s'animait au point d'étonner les autres et lui-même par le retour apparent de ses forces; puis les fiévreuses clartés de son visage disparaissaient soudain, et son pauvre corps, un instant galvanisé, retombait inerte et sans vie. Malgré tant de signes contraires, le chef de l'armée

d'Orient gardait sa foi dans sa fortune et comptait bien que la victoire serait plus prompte à le couronner que la mort à le saisir. Surtout, sentant ses jours désormais comptés, il se repliait en Dieu, maître du calme ou de la tempête, de la santé ou de la maladie, du triomphe ou de la défaite. « Priez, écrivait-il « à ses amis de France, priez pour les combattants de « Crimée. »

Le maréchal avait raison de compter sur toutes les sympathies, sur tous les vœux de la France. Ils étaient d'autant plus ardents que, sur le sol de la Crimée et nulle part ailleurs, ne se trancherait le conflit. Un instant on avait pu espérer qu'un coup décisif, frappé au Nord, précipiterait le dénouement. L'Angleterre avait préparé une flotte considérable; la France, de son côté, avait équipé une division navale et fourni un corps de débarquement de dix mille hommes environ. Les escadres combinées étaient entrées dans la Baltique et avaient débarqué aux îles d'Aland les troupes expéditionnaires; puis la forteresse de Bomarsund, attaquée le 12 août, avait capitulé le 16. Si brillant que fût le succès, il ne devait être dans ces régions suivi d'aucun autre. Les vaisseaux russes n'acceptaient pas le combat; l'attaque de Cronstadt eût été une aventure pleine de dangers; l'hiver vient vite en ces contrées septentrionales, et bientôt déjà s'annoncerait. Cette diversion ne fut qu'un épisode, aujourd'hui presque inaperçu dans l'ensemble des opérations de la guerre. C'était donc bien à l'armée de Crimée, à elle seule qu'était confiée la fortune du pays.

LIVRE V

LA CRIMÉE

SOMMAIRE : I. — LA CRIMÉE : Configuration et relief du sol; population; la ville et le port de Sébastopol. — Choix du point de débarquement : les armées alliées abordent à Old-Fort. — Dispositions des Russes : leurs forces en Crimée : plan du prince Menschikof : il se décide à livrer bataille sur les bords de l'Alma. — Marche des Russes : marche des alliés : les deux armées en présence (19 septembre).

II. — LA BATAILLE DE L'ALMA (20 septembre) : le champ de bataille : comment la disposition même des lieux dicte aux Russes et aux alliés leur plan. — Mouvement du général Bosquet; de quelle façon hardie et heureuse il est exécuté. — Marche des 1re et 3e divisions : comment elles s'élèvent jusque sur le plateau, viennent au secours du général Bosquet et, après un dernier combat, demeurent maîtresses des hauteurs. — Les Anglais : résistance qu'ils rencontrent. — La victoire est décidée : retraite de l'ennemi : quelles causes empêchent la poursuite.

III. — SÉBASTOPOL : on y apprend l'échec de Menschikof : on s'attend à une attaque immédiate : craintes très vives, mais qui ne dégénèrent point en panique : esprit de la population, de l'armée et des chefs. — Menschikof forme le projet de fermer la passe en submergeant une partie de la flotte russe : répugnances des marins et plan du vice-amiral Khornilof : comment le projet de Menschikof est exécuté : graves conséquences de cette résolution. — Les alliés : leur plan primitif : comment la clôture de la rade modifie leurs desseins : projet d'attaque par le côté sud et marche de flanc vers Balaklava. — Le maréchal Saint-Arnaud, sa dernière maladie et sa mort.

IV. — Première reconnaissance des alliés sur le plateau de Chersonèse : aspect général du plateau, ses ravins et ses criques : position de Sébastopol que les alliés voient pour la première fois : état des fortifications du côté sud : signes auxquels se révèle l'activité des Russes. — Convient-il de hâter ou de différer l'attaque? Le général Canrobert et lord Raglan, sans croire à la nécessité d'un siège régulier, jugent téméraire un assaut immédiat. — Base d'opérations : la flotte anglaise à Balaklava; la flotte française à la baie de Kamiesch. — Corps de siège et corps d'observation : les Français chargés des attaques de la ville, les Anglais de celles de Karabelnaïa. — Ouverture

I

La Crimée ou Chersonèse Taurique des anciens est une presqu'île de forme irrégulière, limitée à l'ouest et au sud par la mer Noire, à l'est par la mer d'Azof, au nord par le lac marécageux de Sivache (1). A son extrémité septentrionale, elle se rattache au continent russe par l'isthme de Pérékop : un peu plus à l'est, elle s'y relie aussi par une étroite bande de terre qui atteint presque Ghénitchesk et qu'on appelle la *flèche d'Arabat*. La nature a revêtu cette contrée de deux aspects bien différents. Au nord se développe une vaste plaine, sans arbres, presque sans eaux courantes, où l'œil, si loin qu'il plonge, ne découvre qu'un immense pâturage, parsemé de quelques hameaux tartares et coupé, surtout dans le voisinage de l'isthme, de marais qui se confondent avec le lac Sivache. La seule industrie de ces régions primitives est l'élevage des troupeaux ou l'extraction du sel marin. Tout autre est vers le midi la constitution géologique de la presqu'île. Depuis le cap Chersonèse jusqu'au golfe de Théodosie, un soulèvement du sol a donné naissance à une longue chaîne, haute à son point culminant d'environ 1,500 mètres et qui, du côté de la mer, se termine par des escarpements presque verticaux, tandis que, vers la terre, elle s'infléchit par une pente plus adoucie. De ce massif montagneux descendent plusieurs cours d'eau séparés eux-mêmes les uns des autres par de petites chaînes secondaires : à l'exception du Salghir, tous coulent de l'est à l'ouest : ce sont, en allant du nord au sud, l'Alma bientôt fameuse, puis la Katcha, le Belbek et enfin la Tchernaïa qui déverse ses eaux dans une large baie. Autant les steppes du Nord attristent par leur monotonie, autant les vallées méridionales réjouissent et charment les yeux. Couvertes de forêts sur leurs pentes, admi-

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

rablement arrosées, bien abritées, s'ouvrant par intervalles sur la mer qui sert de décoration au paysage, elles offrent la double image de la grâce et de l'abondance. Seul, le plateau de Chersonèse, battu de tous côtés par l'Euxin, garde un aspect froid et sévère. Plusieurs hauts personnages moscovites s'étaient laissé séduire par ce coin de terre, sorte d'oasis jetée à l'extrémité de leur immense empire : quelques élégantes villas, cachées dans les vallons ou étagées sur les collines, témoignaient de leur prédilection; là ils retrouvaient de frais ombrages, un climat tempéré, une culture presque méridionale, avantages d'autant plus appréciés que la nature en avait privé le reste de leur pays.

Cette terre, isolée jusque-là du reste de l'Europe au point d'en être oubliée, avait passé par des régimes bien divers. Au moyen âge, elle avait subi la domination des Tartares, dont les descendants, pasteurs dans le nord de la presqu'île, et dans le sud, agriculteurs ou vignerons, avaient continué à occuper le sol. Plus tard, les Génois avaient fondé des colonies sur les côtes, et l'on apercevait encore, le long du rivage, quelques tours à demi ruinées, vestiges de leur passage en ces lieux. Au seizième siècle, les Ottomans, alors à l'apogée de leur grandeur et de leur audace, étaient devenus les maîtres du pays. Ce n'est que deux cents ans plus tard, sous le règne de Catherine II, que, la puissance turque déclinant, la Russie avait étendu son empire sur la Crimée.

A vrai dire, elle en avait pris possession bien plus qu'elle ne se l'était assimilée. Dans les vallées méridionales, les Russes avaient, comme on l'a dit, édifié quelques maisons de plaisance, mais en vue d'un séjour passager, non d'une demeure permanente. Outre les Tartares, la population se composait des éléments les plus hétérogènes, Bulgares, émigrés allemands, Grecs, Arméniens, Juifs; et les vrais Moscovites, moins nombreux que tous les autres, semblaient implantés bien plus qu'acclimatés. La capitale administrative était Simféropol, pauvre ville peu peuplée et sans ressources. Ce n'était pas qu'aux yeux des Czars, la Crimée fût de peu de prix, mais toute son importance résidait en un seul point. En 1784, à l'em-

bouchure de la Tchernaïa, sur la rive méridionale d'une baie superbe qu'on appelait alors la baie d'Akhtiar, avait été établi par ordre de Catherine II un vaste port militaire pour la sûreté et l'agrandissement duquel aucun travail n'avait été épargné. Situé à la pointe extrême de l'empire russe, ce port semblait une menace pour Constantinople et presque pour l'Occident lui-même. Tous les gouverneurs qui s'y étaient succédé s'étaient plu à entretenir ou à développer non ses défenses terrestres jugées inutiles, mais ses défenses navales : c'était là que la flotte russe se rassemblait, c'était de là qu'elle partait pour promener sur les eaux de la mer Noire son pavillon sans rival. Cette ville, exclusivement maritime, créée par la toute-puissante volonté des Czars, préparée d'avance pour les entreprises de l'avenir, cette ville s'appelait Sébastopol, c'est-à-dire la ville sainte, nom fastueux et mystique tout ensemble où se trahissaient les ambitions à la fois politiques et religieuses du peuple russe.

Telle était la contrée vers laquelle voguaient les flottes combinées de la France et de l'Angleterre. Le 8 septembre, les deux escadres étant réunies, un conseil se tint à bord du *Caradoc,* et l'on chercha sur quel point précis le débarquement s'opérerait. Le lecteur se souvient que déjà à la fin de juillet des officiers français et anglais avaient exploré les côtes de Crimée. Les instructions remises par l'Empereur au maréchal de Saint-Arnaud désignaient Théodosie comme le lieu le plus propice où l'on pût atterrir (1) : mais ce petit port, situé à l'est de la presqu'île, était séparé de Sébastopol par une distance de quarante lieues, et ce n'était que par une marche longue et périlleuse qu'on pourrait atteindre l'objectif de l'expédition. Les préférences non dissimulées du maréchal le portaient à un débarquement aux bouches mêmes de la Katcha : mais ici on se heurtait à un danger contraire : la Katcha était bien voisine de Sébastopol, et serait-il possible que les armées alliées prissent terre presque en face de l'armée russe ? Les commandants du génie, le général Bizot et sir John Burgoyne, avaient aussi leur

(1) Voir le *Moniteur*, 11 avril 1855.

plan, plan que le hasard devait réaliser bientôt, c'était d'attaquer Sébastopol par le côté sud, et pour cela, ils conseillaient qu'on débarquât dans la partie méridionale de la presqu'île (1). Après discussion, une nouvelle reconnaissance parut nécessaire. Le *Primauguet* et le *Caradoc,* ayant à leur bord plusieurs officiers des deux nations, se détachèrent donc du reste du convoi et, le 10 au matin, arrivèrent en vue du littoral. Ils le longèrent lentement et à petite distance depuis la pointe de Chersonèse jusqu'à Eupatoria. A quatre lieues au sud de cette dernière ville, à dix lieues au nord de Sébastopol, en un endroit désigné sur les cartes sous le nom d'*Old-Fort* ou *Vieux-Fort* et reconnaissable à quelques traces d'anciens remparts, ils remarquèrent une belle plage, unie, très étendue, limitée à droite et à gauche par des lagunes qui rendraient malaisée toute attaque de l'ennemi. La commission étant de retour, une seconde conférence fut le 11 septembre provoquée par lord Raglan. Il fut décidé que le débarquement s'opérerait à Old-Fort, qu'Eupatoria serait aussitôt occupé, que, les troupes une fois mises à terre, on marcherait vers le sud en longeant la côte et dans la direction de Sébastopol (2). A ce conseil de guerre un seul manquait, Saint-Arnaud. Ressaisi par une crise plus terrible que toutes les autres, il demeurait à bord de la *Ville de Paris;* et son abattement était tel qu'il semblait presque indifférent aux intérêts de son armée et à sa propre gloire. Il venait de dicter pour le ministre de la guerre une lettre où il confessait l'entière défaillance de ses forces et demandait qu'on lui désignât un successeur. Ceux qui l'entouraient n'avaient plus qu'un espoir, c'était que la vue de la terre ennemie lui rendît quelques forces et qu'un prodige d'énergie prolongeât jusqu'au lendemain de la victoire son existence désormais condamnée.

Le 14 septembre, aux premières lueurs de l'aube, les flottes alliées atteignirent la plage d'Old-Fort. A huit heures, le débar-

(1) Lettre du général Bizot au maréchal Vaillant. (C. Rousset, *Guerre de Crimée,* t. Ier, p. 192.)

(2) *Rapport de l'amiral Hamelin* du 12 septembre. (*Moniteur* du 30 septembre 1854.)

quement commença; à midi, les trois premières divisions, ainsi qu'une portion de l'artillerie, étaient à terre. De la dunette de la *Ville de Paris*, le maréchal, ranimé par miracle et comme victorieux de la mort, suivait les mouvements de ses troupes : bientôt il descendit lui-même au rivage, moins abattu qu'on aurait pu le croire et salué par les acclamations de ses soldats. Vers le même instant on entendit au sud le grondement du canon : c'était une partie de la flotte qui s'était dirigée vers l'embouchure de la Katcha afin de tromper par une fausse démonstration la vigilance de l'ennemi. Déjà, à l'autre extrémité de la baie de Kalamita, la ville voisine d'Eupatoria était tombée sans coup férir entre nos mains. Avant le soir, Anglais et Français avaient établi leurs campements, les premiers au nord, les seconds au sud de la plage. Aussi loin que l'œil plongeait, on n'apercevait ni dans la plaine ni sur les collines aucune troupe russe. Seuls, quelques paysans tartares s'approchèrent des tentes; ils se montraient plus curieux qu'effrayés, plus favorables que malveillants, et peut-être eussent-ils mis à la disposition de notre armée les précieuses ressources de leurs troupeaux si quelques actes de déprédation n'avaient changé leur confiance en hostilité.

La première nuit passée sur le sol ennemi fut pénible. A la tombée du jour, le vent grossit, et souffla bientôt presque en tempête. Mal pourvus d'effets de campement, tout à fait étrangers aux détails de la vie en campagne, les Anglais souffrirent surtout beaucoup. Le 15 au matin, la quatrième division fut mise à terre, mais lentement à cause de la houle : puis on amena au rivage les chevaux, le matériel, le reste de l'artillerie, opération longue et difficile qui ne fut terminée que le lendemain soir. Quant à nos alliés, ils avaient plus de bagages que nous et, en outre, une cavalerie nombreuse; aussi leur débarquement ne fut-il achevé que le 18. Pendant ce temps, les soldats demeurés au camp préludaient par d'assez dures privations à la rude guerre qui commençait. L'eau et le bois, ces deux éléments indispensables d'un bon bivouac, faisaient défaut : sur la plage d'Old-Fort, les nuits étaient déjà froides et humides; enfin, quelques cas de choléra avaient été observés et éveil-

laient l'inquiétude des chefs. Malgré ces incommodités et ces mécomptes, les dispositions morales étaient bonnes, excellentes même. Tous se félicitaient d'avoir abordé sur cette terre de Crimée, tous attendaient avec impatience l'heure de marcher, tous se réjouissaient de la perspective d'un prochain combat, et nul ne voulait douter que ce combat ne fût un triomphe.

Les Russes, quoique invisibles jusqu'ici, ne demeuraient point inactifs. Le 13 septembre, le télégraphe installé au promontoire de Loukoul avait signalé l'approche de la flotte qui venait de doubler le cap Tarkhan. Vers le soir, un messager cosaque était arrivé tout effaré à Sébastopol, annonçant que les vaisseaux ennemis étaient « si nombreux qu'on ne pouvait les « compter (1) ». Cette nouvelle, qui aurait dû être attendue, avait causé quelque surprise. Bien que les indiscrétions de la presse anglaise eussent laissé pressentir une descente en Crimée, les chefs militaires russes y croyaient peu : ils jugeaient l'aventure bien téméraire; ils estimaient que les ressources du pays ne permettraient guère à une nombreuse armée d'y vivre; plus la saison s'était avancée, plus l'entreprise avait paru improbable. Ces prévisions étant trompées, il avait fallu au plus tôt pourvoir à la défense. En face d'un tel débarquement, la situation du prince Menschikof, commandant en chef des forces moscovites, était grave et pouvait devenir critique. Soit excès de confiance, soit nécessité de couvrir avec un soin égal toute la vaste ligne des frontières russes, la Crimée ne se trouvait guère plus garnie de troupes que les autres provinces de l'empire. Menschikof n'avait, sous ses ordres directs ou sous les ordres de son lieutenant le général Khomotof, que 51,000 hommes, non massés sur un seul point, mais disséminés jusqu'aux extrémités de la presqu'île. A ces forces il fallait ajouter 18 à 20,000 matelots, mais retenus à bord ou jugés indispensables pour la défense de Sébastopol. Quant à la flotte, quoiqu'elle fût belle et animée de la plus vaillante énergie, il eût été imprudent de l'opposer aux escadres alliées, à cause de l'infé-

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, première partie, p. 152.

riorité de son armement. — Le parti du général en chef fut bientôt arrêté. Jugeant qu'il arriverait trop tard pour s'opposer au débarquement, ignorant d'ailleurs sur quel point exact la descente s'opérerait, il résolut non d'empêcher l'ennemi de prendre terre, mais de se porter avec le gros de son armée en avant de Sébastopol et de barrer aux envahisseurs le chemin qui y conduit. Les alliés, pour atteindre la rive septentrionale de la rade, avaient à traverser quatre cours d'eau : le Boulganak, qui n'est qu'un ruisseau ; l'Alma, un peu plus considérable ; puis la Katcha et enfin le Belbek. C'est sur les hauteurs qui dominent l'Alma que le prince Menschikof se décida à attendre ses adversaires. Sans perdre un instant, il envoya des estafettes à Simféropol, à Théodosie, à Pérékop même et à Kertch, afin de rallier ses bataillons et d'attirer à lui jusqu'aux moindres détachements disponibles. Ces ordres donnés, il quitta la ville et se dirigea vers la position qu'il avait choisie. Là vinrent le rejoindre, le 16, le 17 et le 18 septembre, en doublant les étapes, les renforts appelés de toutes parts : le 19, arriva de Kertch le régiment de Moscou qui avait parcouru en cinq jours près de soixante-dix lieues afin d'arriver à temps pour le combat (1). Grâce à ces accroissements successifs, Menschikof parvint à rassembler 42 bataillons d'infanterie et 27 escadrons de cavalerie ou *sotnias* de Cosaques, en tout 40,000 hommes environ, pourvus de 96 bouches à feu.

Tandis que Menschikof se disposait à la lutte, les alliés avaient enfin terminé l'opération laborieuse du débarquement. Le 19, à la pointe du jour, ils levèrent leur bivouac et, longeant la côte, marchèrent vers le sud. Les vaisseaux des deux flottes, s'éloignant peu du rivage, se déployaient parallèlement. On avait ainsi le spectacle étrange de deux armées et de deux escadres allant au combat sur un même front. La plaine que l'on traversait était aride et déserte : à peine apercevait-on dans le lointain quelques vedettes ennemies qui se repliaient à notre approche. A deux heures, on atteignit le Boulganak. Là, le spectacle changea tout à coup. A sept kilomètres environ,

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, première partie, p. 166.

sur les collines qui couronnaient la rive gauche de l'Alma, on découvrit les campements russes. L'heure était trop avancée pour qu'on précipitât l'attaque : le reste de la journée ne fut signalé que par une canonnade inoffensive et une légère escarmouche de cavalerie : mais tout le monde comprit que la bataille serait pour le lendemain.

II

L'Alma coule de l'est à l'ouest et, à part quelques sinuosités, dans une direction perpendiculaire à la côte (1). Sur la rive droite, elle forme une plaine assez large, à pente presque insensible, agréablement coupée d'arbres, de jardins et de vignobles : non loin de la rivière, on aperçoit trois hameaux ou villages : c'est Tanckhanlar dans la partie supérieure de la vallée, puis en aval Bourliouk caché au milieu de la verdure, et enfin Almatamak à seize cents mètres seulement de la mer. Tout autre est l'aspect de la rive gauche, qui est reliée à l'autre rive par un pont construit près de Bourliouk et aussi par plusieurs gués. A peine a-t-on franchi la rivière, qu'on se heurte à une longue chaîne de collines. Depuis Tanckhanlar jusque près d'Almatamak, ces collines ont une pente assez douce et, en face de Bourliouk, s'ouvrent même en une sorte de ravin où passe la route d'Eupatoria à Sébastopol. Mais, dans le voisinage d'Almatamak, elles se redressent tout à coup en une berge abrupte qui domine le lit du cours d'eau. Le long de ces escarpements courent quelques sentiers, pratiqués seulement par les bergers et jugés inaccessibles, soit à l'infanterie en marche, soit surtout aux voitures ou à l'artillerie. Les hauteurs se relèvent encore davantage en approchant de la mer; enfin, resserrées entre l'embouchure de l'Alma et l'Euxin, elles se terminent par un promontoire découpé en falaise et dont le flot,

(1) Voir carte n° 1 *bis*.

poussé par la brise, couvre d'écume les premières assises.

Cette configuration des lieux dictait aux Russes leur plan, et ce plan n'exigeait pas de grandes combinaisons stratégiques. Maître des hauteurs, le prince Menschikof n'avait et ne pouvait avoir qu'un objectif, empêcher les alliés de franchir l'Alma, les culbuter dans le ravin s'ils tentaient de gravir le plateau et leur interdire ainsi la route de Sébastopol. Du haut de sa colline, il avait vu l'armée anglo-française arrivant par le nord, poussant d'abord une pointe à travers la plaine, puis renonçant à une offensive immédiate et, à la tombée du jour, s'établissant au bord du Boulganak. Certain d'être attaqué le lendemain, il avait fait aussitôt ses derniers préparatifs. Ses troupes, un peu moins nombreuses que celles des alliés, rachetaient ce désavantage par l'excellence de leurs positions. Il confia la garde de son extrême gauche à un seul bataillon, le deuxième bataillon de Minsk, posté au village d'Aklèse, à un kilomètre environ de la mer. Plus à l'est, entre Almatamak et Bourliouk, il échelonna les régiments de Bialostok et de Brest, appuyés par le régiment de Taroutino. C'est surtout à gauche et à droite du chemin d'Eupatoria à Sébastopol que Menschikof rassembla la meilleure partie de ses forces : une formidable artillerie fut appelée à défendre l'accès de la route : à gauche fut rangé le régiment de Borodino ; à droite les régiments du grand-duc Michel et de Souzdal, et, un peu en arrière, ceux de Vladimir et d'Ouglitch. Trois bataillons du régiment de Minsk, tout le régiment de Moscou, une brigade de hussards formèrent la réserve générale. Quelques détachements de tirailleurs et de Cosaques descendirent dans la vallée et furent distribués aux abords de la rivière afin d'en disputer le passage à l'ennemi. Comme on le voit, le général en chef russe, si attentif à couvrir sa droite, laissait au contraire sa gauche presque entièrement dégarnie : de ce côté, il se croyait protégé par les escarpements qui, depuis Almatamak, s'étendaient jusqu'à la mer, et, pleinement confiant dans ces fortifications naturelles, il jugeait inutile d'y accumuler les canons ou les soldats.

Le plan des alliés était aussi simple pour l'agression que

celui des Russes pour la défense. Il consistait à tourner les deux ailes de l'ennemi et à l'écraser ensuite par une attaque de front. A l'extrême droite, le général Bosquet, devançant le reste de l'armée, devait se porter rapidement sur l'Alma, la traverser non loin de son embouchure, s'élever coûte que coûte le long des rampes, puis fondre à l'improviste sur la gauche des Russes, l'envelopper et la rejeter vers le centre. Ce mouvement une fois prononcé, la division Canrobert et celle du prince Napoléon, appuyées par une portion de l'armée anglaise, franchiraient la rivière, graviraient les hauteurs entre Almatamak et Bourliouk, et livreraient l'attaque principale. Pendant ce temps, à la gauche de notre ligne, le reste de l'armée britannique s'efforcerait de tourner la droite ennemie et d'assurer ainsi le gain de la journée. La division Forey demeurerait en réserve, prête à soutenir, suivant l'occurrence, les colonnes trop faibles ou en danger. Le 19, dans la soirée, le maréchal Saint-Arnaud avait envoyé à ses divisionnaires un calque de l'ordre de bataille. Ce plan si simple, les soldats l'avaient d'ailleurs pressenti et deviné. A la tombée de la nuit, groupés autour des flammes du bivouac, ils en discutaient les chances avec une animation joyeuse : surtout ils se montraient les uns aux autres les feux des campements russes, points scintillants qui illuminaient les coteaux : d'après le nombre des lumières, ils s'efforçaient de supputer le nombre de leurs ennemis : l'imagination se mêlant à leurs calculs, ils se l'exagéraient un peu ; mais ils ne s'en effrayaient pas et comptaient bien que le lendemain, ils coucheraient victorieux sur le plateau.

Aux premiers sons de la diane, les troupes de la division Bosquet, très fières du rôle que leur assignait la confiance du général en chef, furent sur pied et prêtes à partir. A sept heures, la brume étant à demi éclaircie, elles quittèrent les rives du Boulganak et, d'un pas allègre, s'acheminèrent vers l'Alma. Elles n'en étaient plus qu'à deux kilomètres lorsqu'un aide de camp du maréchal arriva en toute hâte et prescrivit qu'on s'arrêtât, les Anglais n'étant pas prêts. On obéit non sans quelque humeur, et, la halte se prolongeant, l'impatience s'accrut. Il

était déjà onze heures et demie quand on se remit en marche. La division se partagea en deux colonnes : la brigade d'Autemarre se dirigea vers Almatamak, où nos éclaireurs venaient de découvrir un gué; l'autre brigade, la brigade Bouat, inclina vers la mer, afin de passer la rivière près de son embouchure, sur un banc de sable signalé par un canot de la marine. De leurs positions dominantes, les Russes pouvaient observer cette manœuvre, mais ils ne s'en préoccupaient pas et jugeaient que la nature avait de ce côté pourvu à leur défense. Tout ce mouvement ne leur paraissait qu'une diversion, et ils employaient toute leur vigilance à surveiller notre principal corps d'armée demeuré jusque-là immobile à trois kilomètres en arrière de l'Alma.

Cependant la brigade d'Autemarre, arrivée près d'Almatamak et désormais cachée à l'ennemi par les escarpements de la rive voisine, commençait à franchir l'Alma. Les soldats du 3e zouaves passèrent les premiers le gué et, avec un entrain extraordinaire, se mirent à gravir le plateau. Cette ascension que les Russes, pesamment équipés et habitués à la plaine, croyaient impossible, était relativement aisée pour des hommes accoutumés de longue date aux sentiers des montagnes africaines. C'était merveille de voir ces robustes et agiles fantassins s'élevant sur les pentes, s'entr'aidant les uns les autres, s'accrochant aux herbes et aux buissons, profitant des moindres replis du terrain. Les tirailleurs algériens suivirent, puis le 50e de ligne. Le plus difficile était de frayer un passage à l'artillerie, et les plus audacieux doutaient d'une telle entreprise. Par un véritable miracle de vigueur et d'énergie, on parvint à hisser plusieurs pièces le long des escarpements. Tout à coup, aux yeux des Russes stupéfaits, les zouaves apparurent au faîte de la colline et, par un feu très vif, éloignèrent les vedettes de l'ennemi. En un instant, tirailleurs algériens et soldats du 50e franchirent à leur tour les derniers gradins : puis les pièces d'artillerie, traînées jusque sur les hauteurs, furent mises en ligne. A ce moment-là même, la brigade Bouat, qui avait été retardée au passage du gué de la barre, se montrait à l'extrême droite et commençait à escalader les

falaises voisines de la mer. Le deuxième bataillon du régiment d'infanterie de Minsk occupait seul ces positions jugées inabordables. Débouchant du petit village d'Aklese, il accourut; mais déconcerté par la vision fantastique de ces ennemis inattendus, troublé par les ravages que nos armes à longue portée causaient dans les rangs, il ne tarda pas à plier : bientôt, lâchant pied tout à fait, il se rejeta sur les réserves russes, poursuivi par les coups de notre artillerie et aussi par les projectiles que la flotte, stationnée non loin du rivage, lançait jusqu'aux extrémités du plateau.

De sa position en arrière de l'Alma, Saint-Arnaud avait vu les zouaves gravissant la colline : ceux-ci ayant disparu derrière les crêtes, il avait prêté l'oreille avec anxiété à la fusillade des tirailleurs : bientôt le canon s'était fait entendre, mais on pouvait à peine croire que notre artillerie fût déjà engagée. « Est-« ce le canon français? est-ce le canon russe? » demandaient les officiers d'état-major groupés autour du commandant en chef. Mais le maréchal, tout joyeux : « Je vous dis, s'écria-« t-il, que c'est le canon de Bosquet; il est établi sur les hau-« teurs. » Puis, fouillant l'espace avec sa longue-vue : « Je « vois les pantalons rouges, ajouta-t-il; ah! je reconnais bien « là mon vieux Bosquet d'Afrique (1). » Réunissant alors les généraux, Saint-Arnaud leur donna ses dernières instructions. Au bruit du canon, ses forces défaillantes s'étaient ressaisies : sa voix était ferme comme aux meilleurs jours : sur son visage brillait une radieuse confiance, dernier et touchant reflet de son âme guerrière. D'un geste il montra à ses officiers le cours de la rivière et les collines qui fermaient l'horizon : « Mes-« sieurs, dit-il, cette bataille s'appellera la bataille de l'Alma. » Il était alors une heure de l'après-midi. Aussitôt l'attaque de front commença.

La première division, sous les ordres du général Canrobert, tenait la droite : à gauche était rangée la troisième division commandée par le prince Napoléon; celle-ci devait elle-même, d'après le plan commun, se relier à la droite anglaise, mais ne

(1) Fay, *Souvenirs de la guerre de Crimée*, p. 64.

s'y reliait qu'imparfaitement, à cause du retard de nos alliés. Les deux divisions françaises, s'ébranlant en même temps, se dirigent vers l'Alma. Cette fois, les Russes ont prévu l'attaque et sont prêts à la repousser. Abrités par les bouquets d'arbres, les murs de clôture et les jardins qui bordent la rive, de nombreux tirailleurs entament contre nos têtes de colonne un feu bien nourri : en outre, une batterie établie sur le bord du plateau couvre la plaine de ses projectiles. Écrasées par ce feu meurtrier, nos troupes s'arrêtent. Mais à son tour, l'artillerie de la première et de la troisième division fouille de ses obus les ravins, oblige les tirailleurs ennemis à se replier sur la berge gauche et, en détournant sur elle l'attention des Russes, permet au reste de l'armée de s'avancer jusqu'à l'Alma. Les soldats déposent leurs sacs, puis, sondant eux-mêmes la rivière à l'aide de branches d'arbres, s'y engagent hardiment partout où elle leur paraît guéable. Vers deux heures de l'après-midi, la troisième division effectue son passage non loin de Bourliouk. Quant à la division Canrobert, déjà elle a presque tout entière pris pied sur la rive gauche un peu en amont d'Almatamak : déjà ses premiers bataillons s'élèvent sur les hauteurs et obliquent vers la droite, afin de donner la main à la division Bosquet.

Il était temps. Lorsqu'on avait annoncé au prince Menschikof l'apparition de Bosquet sur les hauteurs près de l'embouchure de l'Alma, il avait refusé d'abord de croire à la nouvelle. Le grondement du canon avait seul pu le convaincre. Comprenant la grandeur du péril, le commandant en chef russe s'était aussitôt hâté de renforcer son flanc gauche, que, dans son excès de confiance, il avait laissé presque découvert. A mesure que les brigades d'Autemarre et Bouat prenaient position, de nouvelles troupes russes avaient débouché sur la partie occidentale du plateau. Ce fut d'abord une batterie d'artillerie légère qui, arrivée avant l'infanterie qu'elle était appelée à soutenir, perdit en peu d'instants la moitié de son effectif : ce furent ensuite quatre bataillons du régiment d'infanterie de Moscou appuyés par une autre batterie. Peu après, le prince Menschikof, ayant visité lui-même le

théâtre de là lutte, se décida à un nouvel effort. Par son ordre, trois bataillons du régiment de Minsk, quatre escadrons de hussards, deux batteries de Cosaques furent tirés de la réserve générale afin d'apporter un secours décisif aux troupes déjà engagées. Heureusement pour nous, ces forces n'arrivèrent que par fractions, en sorte que leur choc s'amoindrit en se divisant. Notre petit corps d'armée, aventuré sur le plateau, n'ayant pas de retraite possible, se trouvait néanmoins dans une situation presque aussi critique que glorieuse. S'il continuait à pénétrer dans le flanc des Russes, il assurerait le triomphe : mais s'il faiblissait, il n'avait d'autre perspective que d'être acculé d'escarpement en escarpement et culbuté dans la vallée sans aucune chance de salut. Les forces russes n'étaient pas plus nombreuses que les nôtres; mais nos douze bouches à feu avaient peine à soutenir le combat contre les quarante pièces que l'ennemi avait amenées sur cette portion du champ de bataille. En recevant la veille les ordres du commandant en chef, le général Bosquet lui avait répliqué : « Vous pouvez compter sur moi, mais rappelez-vous que je « ne puis me faire écraser plus de deux heures (1). » Or, la lassitude était grande, et surtout les munitions s'épuisaient. Avec une angoisse croissante Bosquet portait ses regards vers la plaine, attendant l'attaque principale qui allégerait sa tâche : on devine quelle fut sa joie quand il entendit sur sa gauche, au-dessus d'Almatamak, les claires sonneries des zouaves de la première division et lorsqu'il aperçut, débordant sur le plateau, les premiers bataillons du général Canrobert.

C'était le secours, et, avec le secours, la garantie presque certaine de la victoire. A ce moment-là même, une inspiration heureuse du maréchal Saint-Arnaud acheva d'assurer le succès. Jugeant l'heure venue d'engager ses réserves, il expédia au général Forey l'ordre de porter l'une de ses brigades au secours de Bosquet, et d'appuyer avec l'autre le général Canrobert. Dès lors, les chances de la bataille tournèrent décidément contre les Russes. Enveloppés sur leur flanc gauche,

(1) Fay, *Souvenirs de la guerre de Crimée*, p 58.

débordés au centre, menacés par les réserves françaises, ils cèdent le terrain, pas à pas sans doute et non sans de terribles retours, mais enfin ils rétrogradent. En vain les régiments de Minsk et de Moscou, reculant obliquement, essayent-ils de faire tête tout à la fois à la division Bosquet et à la division Canrobert; les efforts de ces vaillantes troupes prolongent la résistance sans changer la fortune. Après avoir perdu la plupart de leurs chefs, elles sont contraintes de se retirer en arrière des hauteurs et de reculer vers une tour télégraphique qui marque le centre des positions ennemies. Là se livre un dernier et sanglant engagement : enfin, sur le sommet de la tour, sont plantés le drapeau du 1er zouaves, puis celui du 39e de ligne, signe de la victoire que les Russes renoncent désormais à nous disputer.

Notre tâche était accomplie. Il n'en était pas de même pour nos alliés. Par l'effet, non d'une entente imparfaite, mais de circonstances fortuites, ils livrèrent ce jour-là une bataille presque distincte de la nôtre, bataille non moins glorieuse, mais plus sanglante et plus longtemps indécise. La veille, ils n'étaient arrivés au bivouac qu'à la nuit, et, le lendemain, la journée était déjà bien avancée lorsqu'ils avaient quitté leur camp. Par suite de la lenteur de leurs mouvements, une solution de continuité s'était établie entre la division Lacy-Evans qui formait leur droite et la division du prince Napoléon qui formait la gauche française : bientôt l'un et l'autre corps s'étaient trouvés tout à fait séparés. Ce danger de l'isolement s'aggrava par le danger de l'attaque même. D'après le plan général, les efforts des Anglais devaient se porter surtout sur la droite des Russes, et leur principal objectif était d'occuper les hauteurs qui, au-dessus et en amont de Bourliouk, dominaient la route d'Eupatoria à Sébastopol. Or, on se souvient que les Russes avaient concentré leurs meilleures forces à cette extrémité de leur champ de bataille : là étaient massés les régiments du grand-duc Michel et de Vladimir, de Souzdal et d'Ouglitch : là étaient étagées sur les collines de nombreuses batteries. Vers une heure et demie, les troupes anglaises s'étaient mises en marche vers l'Alma,

superbes de solidité et de sang-froid, lentes et d'ailleurs un peu raides, rangées en lignes serrées comme si elles eussent manœuvré sur les pelouses d'Hyde-Park. A peine étaient-elles arrivées à portée de canon qu'elles furent accueillies par les projectiles ennemis qui, tombant sur ces masses profondes, emportèrent des files entières. Les Anglais se déploient sur une seule ligne et s'approchent de la rivière, mais à travers toutes sortes d'obstacles; car les berges sont barricadées par des abatis d'arbres, et de nombreux tirailleurs défendent tous les abords du village de Bourliouk. L'Alma franchie, les régiments britanniques tentent de gravir les hauteurs : ils les occupent, en sont chassés, les reprennent encore; ils jonchent les ravins de leurs morts et de leurs blessés, et ne doivent leur avantage qu'à la précision de leurs armes et de leur tir. Ce n'est qu'à cinq heures du soir qu'ils s'établissent enfin sur le champ de bataille, et que, rejoignant les bataillons français, ils mêlent leurs hourras aux acclamations de nos soldats déjà installés sur les positions conquises.

A la tombée du jour, Saint-Arnaud et lord Raglan parcoururent le plateau, cherchant à mesurer leur succès, et aussi, hélas! supputant leurs pertes. Les Français comptaient environ 1,300 hommes hors de combat, parmi lesquels 300 étaient morts ou atteints mortellement (1). Les Anglais, plus maltraités, avaient 2,000 hommes tués ou blessés. Quant à l'ennemi, il laissait 1,800 cadavres sur le terrain, et le nombre de ses blessés dépassait 3,000 (2). A l'extrémité méridionale de la plaine, on apercevait les bataillons russes qui disparaissaient dans la direction de la Katcha, et dont les masses sombres se confondaient dans l'obscurité déjà grandissante. Une poursuite immédiate et menée vivement eût sans doute complété la victoire et, pour nos adversaires, changé la défaite en déroute. Mais notre cavalerie était, faute de moyens de transport, demeurée à Varna : quant aux fantassins, ils n'avaient pas mangé depuis le matin et étaient harassés; beaucoup d'entre

(1) *Correspondance du maréchal Saint-Arnaud*, t II, p. 495. — Scrive, *Rapport médico-chirurgical*, p. 106.
(2) Todleben, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 202.

eux, d'ailleurs, étaient redescendus aux bords de l'Alma pour y reprendre leurs sacs qu'ils y avaient laissés. La nuit venue, on dressa les tentes : puis, tandis que tout reposait dans le camp, Saint-Arnaud dicta pour son souverain le premier bulletin de victoire du second Empire. En proie à une surexcitation fiévreuse qui ne tomberait que pour le livrer sans défense à la mort, il ne doutait ni de lui-même, ni de ses soldats, ni surtout d'un nouveau et prochain succès. Le lendemain et le surlendemain, la même confiance dominait encore en son âme. « Dans trois jours, écrivait-il le 22 septembre, je serai sous Sébastopol (1). »

III

A une heure, le télégraphe du cap Loukoul avait appris à Sébastopol que la bataille allait s'engager. Bientôt, le bruit de la canonnade avait confirmé l'avertissement. Vers quatre heures et demie, les détonations étaient devenues plus rares, puis avaient cessé tout à fait. La soirée s'avançant, des bruits fâcheux coururent, mais vagues encore et contredits. Enfin, à neuf heures, un courrier envoyé par le prince Menschikof annonça que l'armée, contrainte de battre en retraite, venait d'établir son camp sur la rive gauche de la Katcha.

L'anxiété fut grande, et certes légitime. Couverte du côté de la mer par de formidables ouvrages, Sébastopol était, du côté de la terre, presque sans remparts, tant on avait jugé invraisemblable que quelque grande armée européenne visitât jamais ces lointaines régions. A diverses époques, certains pressentiments de l'avenir avaient inspiré de grandioses plans de défense; mais ces plans, d'une longue et coûteuse réalisation, avaient été remis d'année en année, ou n'avaient reçu qu'une exécution incomplète. En dehors de l'armée qui tenait la campagne et

(1) *Correspondance*, t. II, p. 589.

était sans doute affaiblie par sa défaite, les ressources immédiatement disponibles de la garnison ne dépassaient pas alors dix bataillons (1). L'ennemi, campé sur le plateau de l'Alma, n'était qu'à six lieues de la ville. On le supposait exalté par sa victoire, et on s'exagérait volontiers sa force numérique ou son armement. La descente en Crimée avait semblé téméraire ; mais, l'entreprise une fois engagée, nul ne croyait que les alliés s'arrêteraient à mi-chemin de leurs audaces : tous pensaient qu'une attaque de vive force sur Sébastopol serait le couronnement de la bataille de l'Alma.

Malgré l'imminent péril, l'alarme ne dégénéra point en panique. Ce fut l'inquiétude, non l'affolement. La population de Sébastopol était peu considérable : 42,000 habitants, dont 35,000 se rattachaient, à des titres divers, à l'armée ou à la flotte (2). L'absence presque complète de tout élément civil laissait toute latitude à la défense, même pour les mesures les plus extrêmes. On n'avait à craindre ni les conseils timides qui naissent de la peur, ni les mouvements factieux qui rendent les défaites irréparables. Pour ces matelots habitués aux perpétuels dangers de la vie navale, pour ces soldats façonnés à la rude discipline des camps, l'épreuve, si grande qu'elle fût, n'avait rien qui épouvantât : les plus ardents y voyaient une occasion de gloire, les autres s'y soumettaient avec une résignation virile, par foi religieuse autant que par patriotisme. Tous se tournaient avec confiance vers leurs chefs qu'ils savaient hardis, dévoués, résolus ; parmi ces chefs, deux surtout attiraient les sympathies, le vice-amiral Nakhimof, et plus encore Khornilof, major général de la flotte, l'un et l'autre modèles accomplis de toutes les vertus guerrières. A ces noms depuis longtemps connus et aimés, l'armée commençait à associer un autre nom, c'était celui du lieutenant-colonel Todleben, jeune ingénieur arrivé récemment des bords du Danube, et dont les combinaisons audacieuses et savantes seraient, disait-on, pour Sébastopol, une garantie de salut.

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 210, et Appendice, p. 44 et 45.

(2) Todleben, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 79.

Le 21, l'armée vaincue, ayant repassé le Belbek, rentra dans la ville. Menschikof, devançant ses soldats, y était revenu dans la nuit. Tandis que, dévoré par le dépit de la défaite, il s'éloignait du champ de bataille, un plan d'une énergie presque sauvage avait traversé son esprit, et il s'y était bientôt attaché avec toute l'ardeur d'une résolution désespérée. Autant une attaque des armées alliées sur Sébastopol lui semblait imminente, autant il estimait que cette attaque, pour être couronnée d'un succès certain, devrait être combinée avec un mouvement offensif des flottes qui forceraient la rade et couvriraient de leurs feux la ville et le port. Réduire à l'immobilité les escadres ennemies, ce serait donc enlever aux alliés la moitié de leurs moyens d'action et assurer aux défenseurs de la cité une chance inattendue. Dans cette prévision, Menschikof décida de rendre la passe impraticable, en coulant, à l'entrée même de la rade, quelques-uns de ses plus grands vaisseaux. Si dur que fût le sacrifice, il lui parut qu'on ne pouvait acheter trop cher le salut de Sébastopol. Ayant rencontré, non loin de la ville, Khornilof qui était venu au-devant de lui, il lui communiqua ses pensées, ou plutôt ses ordres, car il avait autorité sur la marine, aussi bien que sur les forces de terre, et était, pour toute la Crimée, le suprême représentant du Czar.

Khornilof avait travaillé plus que personne à la laborieuse formation de la flotte. Parmi ces navires mouillés dans la rade, il n'en était pas un seul qui ne représentât à ses yeux une portion même de la patrie. Sans perdre de temps, il convoqua un conseil des amiraux, et, au plan de Menschikof, il tenta de substituer un dessein bien différent, hasardeux autant qu'héroïque. Au lieu de sacrifier les vaisseaux dans une destruction sans honneur, il proposa de les faire sortir du port, de les amener au large et de les conduire à l'attaque de l'escadre anglo-française, ancrée près du cap Loukoul. En cas de succès, les armées alliées, privées de leurs communications et de leurs approvisionnements, demeureraient comme prisonnières sur la terre de Crimée, et la campagne serait achevée d'un seul coup. Si le sort était contraire, chacun des navires russes s'attacherait à un navire ennemi, et, se faisant sauter avec lui, s'ensevelirait

dans un trépas plus glorieux que la victoire même. A ce langage, les âmes s'émurent, mais les esprits ne furent point persuadés. Nul n'ignorait la supériorité des marines alliées, tant au point de vue du nombre des vaisseaux que de leur armement. Le plan de Menschikof avait l'avantage non seulement de paralyser la flotte ennemie, mais de rendre disponible pour la défense le personnel des navires sacrifiés. Le conseil refusa de s'associer à la superbe témérité de Khornilof. Celui-ci, ayant de nouveau insisté auprès du prince, ne reçut pour toute réponse qu'un ordre, cette fois péremptoire, et qui ne laissait d'autre alternative que la révolte ou la soumission.

Contraint d'obéir, le vaillant amiral choisit, parmi les plus vieux bâtiments, cinq vaisseaux et deux frégates, et les disposa à l'entrée du chenal, en travers de la rade, entre les batteries Constantin et Alexandre. Puis il les fit dépouiller de leurs voiles, mais non de leur artillerie, soit qu'il espérât encore un changement de résolution, soit que, dans la prévision d'une attaque possible, il ne voulût les désarmer qu'à la dernière heure. Le 22, à six heures du soir, le pavillon fut hissé sur la ville. C'était le signal pour commencer la destruction. On débarqua le matériel, puis les bordages, attaqués à coups de hache, s'ouvrirent, et l'eau s'engouffra en bouillonnant dans les flancs transpercés. A l'aube du lendemain, trois des vaisseaux étaient engloutis et quelques débris de leur mâture surnageaient seuls. Trois autres résistèrent longtemps, et l'on vit leurs lignes de sabords descendre peu à peu jusqu'à ce qu'une dernière lame les entraînât dans l'abîme. Les matelots assistaient, le cœur serré, à cette immolation, les uns se rappelant tous les chers souvenirs qui s'attachaient à ces maisons flottantes, les autres s'étonnant qu'on eût préféré le suicide au combat : quelques-uns, pourtant, plus confiants dans la sagesse de leurs chefs, songeaient aux ruines bien plus grandes de Moscou, et, dans une silencieuse prière, demandaient à Dieu que ce nouvel holocauste servît au salut de la sainte Russie. Parmi les bâtiments condamnés à périr, un seul restait, plus puissant que tous les autres, et, malgré les déchirures de sa coque, se maintenait fièrement à la surface des ondes. Un vapeur s'approcha et

lança quelques boulets sur le colosse qui ne voulait point mourir. Sous cette dernière atteinte, le navire chancela et s'ensevelit enfin sous cette mer dont il avait si souvent dominé les orages. Bien avant le soir, tout était consommé, et un léger remous des vagues se brisant contre un obstacle invisible indiquait seul la place des masses englouties (1).

Le même jour, les marins des navires submergés furent incorporés dans les troupes de terre, et ce fut le premier fruit du sacrifice. Grâce à cette mesure, l'effectif de la garnison fut porté à environ 17,000 hommes (2), et ce chiffre pouvait, en cas de péril extrême, être acccru d'un tiers, soit par l'adjonction des ouvriers des arsenaux, soit par l'enrôlement des matelots laissés à bord des navires conservés. Confiant dans ces forces et voulant garder ses communications avec le reste de l'Empire, Menschikof sortit de la ville avec son armée et se dirigea vers Batchi-Séraï, sans autre dessein d'ailleurs que de tenir la campagne et de saisir les occasions que lui offrirait la fortune. Avant de partir, il remit au lieutenant général de Moller le commandement de Sébastopol. Nakhimof fut chargé de défendre le côté méridional de la rade; Khornilof fut préposé à la garde de la rive septentrionale et du fort du Nord, objectif probable de l'ennemi. Le 24 septembre, les armées alliées furent signalées sur les bords du Belbek : elles étaient si proches qu'on pouvait observer toutes leurs évolutions et suivre même le va-et-vient de leur camp. Nul ne douta qu'une attaque serait livrée le lendemain. Khornilof, secondé par Todleben, compléta à la hâte quelques ouvrages de campagne, exhaussa les parapets du fort du Nord, acheva l'armement des batteries commencées. A l'aube du 25, tout le monde fut sur pied, prêt à repousser l'assaut. Cependant l'heure s'avança sans que l'ennemi parût. Vers le milieu du jour, du haut de la Bibliothèque de la Marine qui occupait le point le plus élevé de la ville, on aperçut, dans la direction du nord-est, de longues files de soldats, les uns aux uniformes rouges, les autres aux capotes plus sombres, qui

(1) Voir sur cet épisode, Todleben, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 219.
(2) Todleben, *Défense de Sébastopol*, première partie, p. 221, et Appendice, p. 49.

s'éloignaient des rives du Belbek et gravissaient les hauteurs de Mackenzie. La surprise fut extrême; puis, comme le mouvement se continuait, on devina que les armées alliées, renonçant à l'attaque par le nord et tournant autour de Sébastopol, cherchaient ailleurs une autre base d'opération. C'était un répit, et un répit, c'était peut-être le salut. Les plus avisés comprirent alors la judicieuse opportunité du hardi sacrifice que Menschikof avait osé consommer.

C'était en effet à la clôture de la rade qu'était due la nouvelle évolution des armées de France et d'Angleterre. Le 21 et le 22, les alliés étaient demeurés sur le plateau de l'Alma, soit pour enterrer les morts, soit pour porter les blessés jusqu'aux vaisseaux qui les évacueraient sur Constantinople. Le 23, ils s'étaient mis en marche et avaient atteint les bords de la Katcha. Leur plan, autant qu'on peut le dégager de certaines obscurités, consistait bien, comme l'avait prévu Menschikof, en une action combinée de l'armée et des flottes, celles-ci forçant l'entrée de la passe, celle-là se précipitant à l'attaque du fort du Nord. C'est alors qu'un officier, envoyé par l'amiral Hamelin, avait annoncé l'étrange résolution des Russes. Tout en attribuant ce parti extrême à la terreur de nos armes, Saint-Arnaud avait prévu combien cette circonstance entraverait ses desseins. « L'événement est déplorable », s'était-il écrié en apprenant la nouvelle. « Les Russes, écrivait-il le lendemain, ont fermé l'entrée du « port de Sébastopol..... cela me gêne beaucoup, parce que je « serai peut-être forcé de changer mon plan d'attaque..... il « faudra que je me concerte avec lord Raglan, et que nous « décidions si nous attaquerons par le nord ou par le sud (1). » L'étape du 24 avait conduit les troupes jusqu'au Belbek. Là, un conseil ayant été tenu, on avait jugé que sans le concours des flottes désormais paralysées, l'attaque de Sébastopol par le nord offrirait plus de péril que de chances de succès. Le fort du Nord, vu de près, paraissait d'ailleurs mieux armé qu'on ne le pensait. En conséquence, on avait résolu de tourner autour de la ville, de franchir la Tchernaïa, de se diriger sur Balaklava dont le

(1) *Correspondance du maréchal Saint-Arnaud*, t. II, p. 508.

petit golfe promettait un abri sûr pour la flotte, et d'aborder la place par le sud, c'est-à-dire par le plateau de Chersonèse. De là la marche de flanc qui avait commencé le 25, et qui, bientôt connue des Russes, venait d'éveiller en eux un mélange de surprise et d'espérance.

Ce mouvement circulaire n'était pas lui-même l'une des moindres singularités d'une campagne qui offrirait tant d'incidents extraordinaires. Entre la vallée du Belbek, lieu du dernier bivouac, et la vallée de la Tchernaïa, s'étend une région montueuse, peu habitée, coupée de ravins profonds, et tellement boisée qu'elle forme en certains endroits un fourré presque impénétrable. La route fut réservée à l'artillerie, aux bagages, à la cavalerie; quant aux fantassins, ils durent se frayer un chemin à travers les taillis, s'orientant à la boussole et assez semblables à des aventuriers qui foulent un sol inexploré. Les Anglais marchaient en tête de la colonne; ils avaient quitté tard leur camp; en outre, embarrassés par leurs nombreux fourgons, ils s'avançaient lentement; par suite, nos divisions étaient obligées à de fréquentes haltes au milieu de défilés où toute surprise de l'ennemi eût été funeste. Par le plus singulier des hasards, il se trouva que cette contrée, traversée par les troupes alliées, l'était le même jour par l'armée du prince Menschikof, sortie de Sébastopol et en retraite sur Batchi-Séraï. Les Anglais croisèrent même l'arrière-garde moscovite, tuèrent quelques hommes, capturèrent quelques voitures : simple escarmouche qui, un peu plus tôt, eût pu devenir une bataille, bataille engagée à l'aventure et à l'égal étonnement des deux parties. La nuit était depuis longtemps tombée lorsque nos alliés arrivèrent au bord de la Tchernaïa. Le lendemain, 26, ils se remirent en route, atteignirent Balaklava, s'en emparèrent après une courte résistance, y trouvèrent un port très sûr pour leur flotte, et firent de cette petite ville leur vraie base d'opération. Quant aux Français, ils ne purent dépasser, dans l'étape du 25, la ferme de Mackenzie, mauvais bivouac où l'eau manquait et qui, dans les entretiens de la tente, resta célèbre sous le nom de *camp de la soif;* ce n'est que le jour suivant qu'ils descendirent vers la Tchernaïa et s'établirent en partie sur les monts

Fedioukhine (1). De là, leurs regards purent se porter sur Inkermann, sur le pont de Traktir, noms plus tard fameux; à l'ouest se dressaient les escarpements du plateau de Chersonèse, où bientôt ils poseraient leur camp. Nos soldats étaient arrivés au terme de leurs courses, mais non certes de leurs travaux: car les lieux qu'ils foulaient pour la première fois allaient être rendus immortels par leur bravoure, leur patience, l'immense effusion de leur sang.

Un seul ne devait point participer à ces héroïques et saints labeurs. Par un prodige d'énergie, le maréchal Saint-Arnaud avait recouvré ses forces sur le champ de bataille, et, le soir de l'Alma, semblait maître de lui-même aussi bien que de l'ennemi. Le 23 septembre, il s'était encore montré à cheval au milieu de ses soldats, et ceux-ci, habitués à ces extraordinaires alternatives de défaillance et de relèvement, ne se figuraient plus qu'il pût mourir. Ce triomphe de l'âme sur la matière fut le dernier. Le choléra, qui ne quitta jamais tout à fait l'armée d'Orient, venait de reparaître avec une intensité inquiétante et faisait, surtout parmi les Anglais, d'assez nombreuses victimes. Le 24, au bivouac du Belbek, le maréchal avait ressenti les premières atteintes du fléau; le 25, le mal avait empiré; et, le 26, dès le matin, il s'était aggravé au point de décourager les plus robustes espérances. Dans cette extrémité, l'illustre malade avait fait appeler le général Canrobert, déjà pourvu par l'Empereur d'une lettre conditionnelle de service, et lui avait remis le commandement suprême. Ce jour-là même, comme les troupes établissaient leur bivouac au bord de la Tchernaïa, un ordre du quartier général leur annonça que le vainqueur de l'Alma allait rentrer en France, à moins que la mort plus prompte ne lui ravît la dernière joie du retour. Dans tous les rangs, les adieux touchants du général en chef provoquèrent un viril attendrissement. L'émotion s'accrut quand on aperçut la voiture de Saint-Arnaud qui s'avançait à travers le camp et se dirigeait vers Balaklava. A la vue de ses soldats, le malade se souleva : ayant distingué parmi eux des zouaves, il les fit

(1) V. carte n° 2.

approcher; sans doute en souvenir des anciennes luttes d'Afrique, il leur tendit la main, et un sourire, sourire étrange comme ceux des mourants, se fixa sur son visage déjà presque éteint. Sous une médication énergique, la crise cholérique cédait, mais laissant après elle une faiblesse désormais sans remède. Arrivé à Balaklava, le maréchal n'eut plus qu'une pensée, s'embarquer au plus tôt, soit qu'il se flattât de revoir encore les siens, soit que, privé désormais de la gloire de combattre, il voulût compléter son sacrifice et mettre la mer entre son armée et lui.

Le 29 seulement, le *Berthollet* fut prêt à partir : c'était sur ce même navire que Saint-Arnaud était naguère arrivé de France. A huit heures, le maréchal parut, porté sur une litière que soutenaient les matelots : un drapeau tricolore était étendu aux pieds du mourant; deux compagnies de zouaves faisaient la haie. Chefs et soldats, tous ceux que leur service laissait libres, étaient accourus sur les pas du cortège et saluaient d'un regard muet celui qui avait été leur général. Les Anglais avaient tenu à honneur de mêler leurs hommages à ceux de leurs alliés. C'est ainsi qu'on arriva jusqu'au port. L'ancien commandant en chef fut déposé sur la dunette; auprès de lui s'assit le prêtre appelé pour recueillir ses secrètes pensées et tempérer d'espoir son agonie. Le *Berthollet* leva l'ancre, lança dans les airs un flot de fumée pareil au nuage d'une détonation funèbre, puis s'éloigna dans la direction du sud-ouest, bien loin de cette fière Sébastopol, que le maréchal n'avait fait qu'entrevoir, et où d'autres auraient l'honneur d'entrer.

A Paris, on apprit la maladie de Saint-Arnaud presque en même temps que la victoire de l'Alma, et ce fut comme une ombre dans l'éclat du triomphe. Le 11 octobre, le *Berthollet* aborda à Marseille, portant son pavillon en berne; et les marins déposèrent à terre le cercueil du maréchal qui avait rendu le dernier soupir pendant la traversée de la mer Noire, huit heures après le départ de Balaklava. Le souverain voulut honorer par des témoignages exceptionnels celui qui avait donné à son règne le baptême de la gloire; il lui décerna des funérailles publiques; il étendit sur sa famille les marques de sa munificence; il voulut enfin que sa dépouille reçût la sépulture des

Invalides. L'opinion ratifia de si hautes récompenses, et, soit en France, soit en Angleterre, aucune voix discordante ne troubla cette unanimité d'hommages. Une sévérité rigoureuse tempérerait par quelques réserves un si favorable jugement : on rappellerait ce que Saint-Arnaud fut en Afrique, soldat valeureux entre tous, mais avec une nuance d'aventurier, modèle de vaillance et d'entrain plus que de vertu militaire; on remettrait en mémoire la douteuse entreprise du coup d'Etat; on ajouterait que, même pendant la dernière campagne, le commandant en chef, par la mobilité de ses desseins, avait parfois inquiété ses amis et leur avait laissé l'impression d'un hardi et brillant général, plutôt que d'un homme de guerre prévoyant et accompli. Les contemporains ne firent point de tels calculs : ils virent l'héroïsme de la victoire, le martyr de la souffrance, et cette sorte de triomphe qui s'achevait dans la mort ne laissa place qu'à une admiration attendrie Convient-il d'être plus exigeant et de fouiller en ses recoins obscurs une existence si bien finie? C'est une pieuse croyance chrétienne que ceux qui succombent pour la défense ou la confession de leur foi, reçoivent, en dépit de leurs souillures, l'immédiate récompense, et que, de leur vie tout entière, Dieu retient seulement l'acte qui l'a couronnée. Les peuples ont une justice pareille : à ceux qui sont morts pour assurer leur salut ou accroître leur honneur, ils ne demandent point de comptes; par un verdict souverain, plus juste peut-être que nos justices de détail, ils effacent leurs fautes, et ils les introduisent sans tache dans la postérité.

IV

Tandis que le maréchal Saint-Arnaud, épuisé au point de ne plus souffrir, se débattait faiblement contre les étreintes de la mort, nos troupes gravissaient pour la première fois les pentes du plateau de Chersonèse. C'était le 27 septembre. L'impres-

sion fut triste. Trois jours auparavant, on avait campé sur les bords verdoyants du Belbek; la veille encore, on avait dressé les tentes dans la fertile vallée de la Tchernaia. Les yeux, habitués à une nature riante et gracieuse, furent frappés par le sévère aspect de la région où l'on abordait. Le sol était maigre, pierreux, et la couche végétale avait si peu de profondeur qu'en certains endroits le roc affleurait. Peu d'arbres, et presque tous pliés par le vent de mer; point d'eau courante, mais des puits ou citernes; point de villages, mais seulement, dans les endroits les mieux abrités, quelques fermes entourées d'enclos qu'une culture patiente avait transformés en vignes ou en jardins : partout ailleurs s'étendaient des pâturages à l'herbe peu abondante et coupés de buissons rongés par la dent des troupeaux. Tout au sud et près de la mer, on apercevait au milieu d'un bouquet de bois une spacieuse construction, c'était le monastère Saint-Georges, qui dessinait au sommet de la falaise la petite coupole de sa chapelle.

En poursuivant la reconnaissance, on se rendit un compte plus exact de ces positions où, selon toute apparence, nos troupes s'établiraient, soit pour préparer une attaque de vive force, soit pour entreprendre un siège régulier.

Le plateau ou, si l'on aime mieux, la presqu'île de Chersonèse (car on l'appelait également de ces deux noms) mesure environ 13 kilomètres en longueur et 15 en largeur (1). Il est terminé à l'est par une ligne d'escarpements, désignés sous le nom de *mont Sapoune :* au sud et à l'ouest, il est limité par la mer et y projette plusieurs promontoires, dont le plus avancé se nomme le cap Chersonèse : au nord, il est borné par la grande rade de Sébastopol. Il ne forme point une plaine unie, mais est sillonné par des ravins nombreux, qui courent presque tous du sud-est au nord-ouest et descendent, les uns vers la mer, les autres vers la grande rade qu'ils découpent en une foule d'anses secondaires. Répandus au sud et à l'est du plateau, Français et Anglais pouvaient étudier à leur origine et suivre de l'œil ces étranges déchirures du sol, sortes de vallées sans eau.

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 2.

A leur droite s'étendait le ravin du *Carénage,* puis le ravin des *Docks* ou de *Karabelnaia;* à leur gauche, c'est-à-dire à l'extrémité opposée, serpentait le ravin de la *Quarantaine,* qu'on devait appeler plus tard le ravin des *Boulets,* à cause des projectiles qui y tombèrent. Au centre naissaient deux autres grands ravins, celui de *Sarandinaki* et celui du *Laboratoire* ou Voronzof, qui, se réunissant vers leur embouchure, formaient non plus une crique, mais une véritable baie beaucoup plus sûre, plus profonde que toutes les autres. C'est de ce côté surtout que se portaient les regards : car cette baie, appelée *baie du Sud,* était le port même de Sébastopol. La proie à conquérir apparaissait non pas tout entière, mais en quelques-unes de ses parties, et la pensée essayait de compléter ce que la perspective ne découvrait pas. Là-bas, dans le lontain, sur la rive septentrionale de la grande rade, se dresse le fort du Nord, but primitif de notre attaque. Puis voici la grande rade elle-même, largement ouverte sur la pleine mer et défendue par une série d'ouvrages accouplés, le fort Constantin et le fort Alexandre, le fort Michel et le fort Nicolas, le fort Catherine et le fort Paul. C'est sur la rive méridionale de cette grande rade que débouche la baie du Sud, port militaire de Sébastopol. A l'ouest et à l'est du port s'étend la ville elle-même : à l'ouest, c'est la cité proprement dite, pittoresquement assise sur la croupe d'une colline et s'allongeant vers une petite anse appelée baie de l'Artillerie. A l'est, c'est le faubourg de Karabelnaia qui contient les casernes, les docks, les bassins de radoub, l'hôpital de la marine, en un mot les plus importantes constructions de ce grand établissement naval (1).

Courbés sur leur lunette, les officiers du génie et de l'état-major cherchaient surtout à relever ou à deviner les fortifications de la place. On savait que Sébastopol était couverte du côté de la mer par un appareil formidable, et on connaissait, au moins d'une façon générale, les ouvrages qui protégeaient l'entrée de la rade. Mais quelle était, du côté de la terre, la force de la résistance? Sur ce point capital, on ne possédait que

(1) Voir à l'Appendice, cartes 2 et 3.

des données contradictoires ou incomplètes. La vérité, c'est qu'à cette heure encore, nos ennemis n'avaient point organisé le puissant système de défense qui fut créé peu de jours plus tard. Point d'enceinte continue, des travaux presque partout amorcés, nulle part terminés, tel était l'aspect général. En allant de l'ouest à l'est et en suivant la ligne ébauchée des remparts, on rencontrait d'abord le *Bastion de la Quarantaine,* le plus avancé de tous et le seul presque achevé ; puis apparaissaient une caserne fortifiée et armée d'artillerie, ainsi qu'une redoute, qui figuraient l'endroit où s'éleva bientôt le *Bastion central;* plus loin, se déployait une triple rangée de barricades qui barraient la route de Balaklava à Sébastopol et protégeaient les issues des rues ; enfin, en s'approchant du ravin Sarandinaki, on apercevait un redan isolé, armé de quelques pièces et que les alliés devaient désigner sous le nom de *Bastion du Mât.* Ainsi était défendue la ville proprement dite, depuis la baie de l'Artillerie jusqu'au fond du port du Sud. En avant du faubourg de Karabelnaïa, les travaux étaient encore plus imparfaits. Là où se dressèrent plus tard la *Batterie des Casernes,* le *Grand et le Petit-Redan,* la *Batterie de la Pointe,* on n'apercevait alors que quelques ouvrages reliés par des tranchées (1) : de tous ces ouvrages, un seul attirait fortement l'attention, c'était une tour demi-circulaire, plus large que haute, à deux étages crénelés, surmontée d'une plate-forme couronnée d'artillerie, et entourée d'un remblai formant glacis : de cette tour, édifiée tout récemment aux frais des marchands de la ville et située sur une éminence, on dominait tout le quartier de Karabelnaïa, le port, la ville elle-même : les alliés l'appelèrent d'abord la *Tour Blanche,* à cause de sa couleur éclatante qui se détachait sur la verdure du mamelon : plus tard, on la désigna sous le nom de *Tour Malakof,* et ce nom lui restera dans les siècles.

A distance, tout cet ensemble n'apparaissait qu'avec un relief indécis et mal accusé. Ce n'était pas que la garnison gênât beaucoup nos reconnaissances : à peine quelques rares boulets

(1) Voir *Journal des opérations du génie,* p. 21 et suiv., et TODLEBEN, *Défense de Sébastopol,* 1re part., p. 124 et suiv. — Voir à l'Appendice, cartes nos 2 et 3.

s'égaraient-ils dans les ravins ou venaient-ils mourir sur le plateau Toute la sollicitude des Russes se concentrait sur un seul objet, perfectionner au plus tôt leurs moyens de défense et donner à leurs travaux improvisés le profil et la consistance qui leur manquaient. A l'aide de longues-vues, on les apercevait remuant partout la terre, utilisant les moindres couches végétales de leur sol rocailleux, amenant les bouches à feu, les montant en batteries, reliant les points fortifiés par des tranchées que défendrait la mousqueterie. Le péril ayant changé de place, on s'était hâté de transporter du côté nord sur le côté sud les principales ressources de l'armement. Matelots, soldats, bourgeois, artisans, tous déployaient une activité à la fois ardente et réglée : il n'était pas jusqu'aux femmes qui n'eussent voulu concourir à l'œuvre commune (1). Sous l'impulsion de ces milliers de bras, les ouvrages nouveaux s'élevaient avec une surprenante rapidité, les anciens se modifiaient et se complétaient à vue d'œil. Nos officiers, quoiqu'ils cherchassent à plonger leurs regards jusque dans la place, ne pouvaient suivre les détails de cette transformation, mais ils la pressentaient, et ils comprenaient que leurs rapports ou leurs croquis auraient cessé d'être vrais avant même qu'ils y eussent mis la dernière main. Un autre embarras ne laissait pas que de les troubler un peu : habitués aux lignes savantes de la fortification classique, ils se sentaient déconcertés par ces ouvrages irréguliers qui n'éveillaient dans leur pensée aucune image connue, et semblaient non établis d'après les théories d'école, mais appropriés avec une hardiesse originale à la nature des lieux ou combinés avec une hâte prévoyante pour les nécessités du salut pressant. Quelques-uns devinèrent dès lors qu'un esprit à la fois audacieux et réfléchi dirigeait ces efforts, et que cette Sébastopol qu'ils entrevoyaient pour la première fois renfermait un émule digne des meilleurs d'entre eux. Ils ne se trompaient pas. Derrière ces remparts improvisés se tenait Todleben, Todleben de plus en plus écouté, malgré la modestie de son grade. Avec une intuition qui touchait au génie, il avait pénétré quelles res-

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 264.

sources offrirait pour la résistance la configuration ravinée de la ville et de Karabelnaïa : sans se préoccuper de tracer une ligne complète, œuvre chimérique en présence de l'ennemi, il s'étudiait à utiliser les positions principales que la nature avait préparées pour la défense : déjà il les armait ; et pour leur armement, il puisait à pleines mains soit dans les arsenaux, soit dans l'immense matériel, désormais disponible, de la flotte. A côté de lui, se multipliant sur tous les points, apparaissait Khornilof, qui, lui aussi, avait quitté le fort du Nord pour se transporter sur la rive méridionale de la grande rade. Todleben, c'était le génie pratique, fertile en combinaisons, et vraiment sauveur; Khornilof, c'était l'enthousiasme patriotique poussé jusqu'au mysticisme. « Enfants, disait ce jour-là le vaillant « marin à ses soldats, nous devons nous battre jusqu'à la der- « nière extrémité..... tuez celui qui osera parler de battre en « retraite. Tuez-moi moi-même si je vous l'ordonnais (1). » Nos soldats, répandus en reconnaissance sur le plateau, ne pouvaient ni recueillir ces paroles enflammées, ni deviner quelle émotion elles éveillaient dans les rangs ennemis. Mais ce qu'ils auraient pu entendre en prêtant l'oreille, c'étaient les cloches des églises qui, en cette journée du 27 septembre, appelaient les fidèles à la prière. Ce qu'ils auraient pu entrevoir à travers les éclaircies des remparts, c'étaient de longues files de prêtres, précédés de la croix et portant l'eau bénite, qui se déroulaient en procession le long de l'enceinte inachevée, et en prévision de l'assaut, naguère attendu du côté du nord, attendu maintenant du côté du sud, excitaient pour la lutte suprême les défenseurs du Czar et de la foi orthodoxe.

Livrerait-on de suite cet assaut décisif? S'efforcerait-on au contraire, par des travaux préparatoires, de diminuer la part du hasard? C'était au général Canrobert, à peine investi de son autorité récente; c'était à lord Raglan, rejeté sur le tard de la vie dans les aventures guerrières, qu'appartenait la redoutable décision. La faiblesse relative des ouvrages édifiés jusque-là, les puissantes ressources des deux armées de France et d'An-

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, 1re part., p. 257.

gleterre, l'opportunité de répondre par quelque coup d'éclat à l'attente de l'Europe, telles étaient les raisons de brusquer la fortune. A l'appui d'une action immédiate, on ajoutait que les Russes, incertains sur le point d'attaque, seraient obligés de partager leurs troupes entre la ville propre et Karabelnaïa, et que les alliés, quel que fût leur objectif, ne trouveraient que des forces divisées. On observait enfin que les défenses de Sébastopol s'accroissant chaque jour, l'entreprise serait d'autant plus périlleuse et sanglante qu'on la retarderait davantage. — En dépit de ces arguments, les partisans de la temporisation étaient nombreux. Ils faisaient valoir la force de la garnison, grandement accrue par l'adjonction des marins disponibles. Ils montraient l'armée de Menschikof en libre communication avec la ville et pouvant à son gré s'y enfermer ou tenir la campagne. Ils jugeaient les fortifications incomplètes sans doute, mais non méprisables, surtout si elles étaient armées d'une puissante artillerie. Une considération primait à leurs yeux toutes les autres : le succès même le plus éclatant ne terminerait point la guerre : en revanche, l'échec se transformerait en un désastre irréparable si les armées repoussées étaient rejetées jusque sur leurs vaisseaux. Ainsi parlaient les plus circonspects d'entre les chefs, et aussi, par un singulier contraste, quelques-uns des plus bouillants. Ceux-ci (et là semble être la vérité) se ralliaient à la temporisation, non par goût, mais par résignation, et parce qu'ils jugeaient déjà tardif le coup de main qu'ils auraient aimé à tenter. En guerre comme en politique, disaient-ils, il y a une heure où la fortune favorise l'audace et où la vraie sagesse est de tout oser : mais cette heure-là est courte, et quand on ne l'a pas saisie, il ne reste plus qu'à cheminer dans les voies de la prudence. Si, le soir du combat de l'Alma, une vigoureuse poursuite avait pu transformer la retraite des Russes en déroute; si le lendemain, au lieu de s'attarder sur le terrain conquis, les armées alliées, oubliant leur fatigue et négligeant tout autre soin, s'étaient portées d'un élan rapide sur la Katcha, sur le Belbek, jusque sur la rive septentrionale de la grande baie; si elles avaient profité du court effarement qui, dans les âmes les plus vaillantes, suit toujours la défaite, peut-être le

fort du Nord serait-il tombé en notre pouvoir, et alors Sébastopol, dominée par nos armées, canonnée par nos escadres dans sa rade non encore close, Sébastopol fût devenue le prix superbe de la victoire agrandie et complétée. Mais, depuis ce jour, une semaine s'est écoulée : les Russes sont revenus de leur stupeur : par la submersion de leurs vaisseaux, ils ont paralysé les flottes ; leur garnison est accrue ; leur matériel paraît immense : une armée de secours, non démoralisée, quoique vaincue, est à leurs portes : leurs défenses, trop faibles contre un siège, sont déjà trop fortes pour un coup de main. La seule audace qu'on pourrait déployer serait la plus funeste de toutes, celle qui ne se déploie qu'après l'occasion perdue.

Le général Canrobert et lord Raglan, jetés à huit cents lieues de leur pays, avaient pour principal souci l'intégrité de l'armée confiée à leur garde. La dualité de commandement ne permettait guère les résolutions rapides. Ils se refusèrent à une aventure qui, après huit jours de marche et de tâtonnements autour de Sébastopol, aurait tous les dangers sans les avantages d'une surprise. Tandis qu'en Europe, on attendait de courrier en courrier la chute de Sébastopol, tandis que la fausse nouvelle de la prise de la place se répandait même en France et en Angleterre, les généraux en chef combinaient leurs préparatifs, non pour un long établissement en Crimée, non pour un long siège (nul n'y songeait alors), mais pour une série d'opérations préliminaires qui faciliteraient l'attaque de vive force et en rendraient le succès certain.

De toutes les mesures, la plus urgente était d'assurer le ravitaillement de l'armée par les flottes. Les Anglais avaient occupé à eux seuls la ville et le port de Balaklava qui devaient être communs aux deux nations. Obligés de se pourvoir ailleurs, nos marins signalèrent à l'ouest de la presqu'île de Chersonèse une baie sûre, profonde et assez vaste pour abriter l'escadre tout entière, c'était la baie de Kamiesch, découverte si à propos qu'on l'appela la *baie de la Providence*. La base d'opération une fois choisie, il importait de partager la tâche entre les deux armées. Les Français, s'étendant à l'ouest, durent poursuivre le siège contre la ville proprement dite ; les Anglais

se chargèrent des attaques contre le faubourg de Karabelnaïa; Français et Anglais furent séparés les uns des autres par le ravin Sarandinaki, qu'on appela le *ravin des Anglais*. En dehors de ce *corps de siège* composé, pour les Français, des troisième et quatrième divisions sous le commandement supérieur du général Forey, et pour nos alliés, des divisions England et Cathcart, on créa un *corps dit d'observation,* qui avait pour objet de surveiller les mouvements extérieurs des Russes. De notre côté, les première et deuxième divisions, placées sous les ordres du général Bosquet, furent affectées à cette mission et occupèrent la portion sud-est du plateau, depuis le col de Balaklava jusqu'au lieu dit le *Télégraphe,* sur la route Voronzof. Du côté des Anglais, les divisions Brown et Lacy-Evans, renforcées d'une partie de la division du duc de Cambridge, prirent position dans le même but, au nord de la route Voronzof, et se développèrent en lignes un peu trop espacées sur la partie septentrionale du mont Sapoune. Comme on le voit, Sébastopol n'était point investie, mais communiquait par sa grande rade avec la Crimée et le reste du continent, tout de même que par nos flottes nous communiquions avec le reste de l'Europe : situation singulière qui, dans cette première période d'illusions, frappa peu, mais qui devait égaliser longtemps les chances entre les assiégeants et les assiégés.

Dès le commencement d'octobre, tous ces mouvements étaient accomplis. Le corps de siège campait à trois mille cinq cents mètres de la place, la quatrième division appuyant vers la mer, la troisième donnant la main aux Anglais qui se prolongeaient en face de Karabelnaïa. Les troupes d'observation étaient échelonnées en arrière sur le plateau. Lord Raglan avait installé son quartier général à la ferme Braker, non loin du col de Balaklava : le général Canrobert avait établi le sien au sud du ravin des Anglais. Quant aux bataillons turcs souvent un peu oubliés, ils étaient placés en réserve, les uns couvrant les abords de Balaklava, les autres la baie de Kamiesch : quelques-uns enfin étaient employés, soit à aider les débarquements, soit à escorter les convois, et cette dernière tâche, quoique modeste, n'était pas la moins pénible.

Après quelques nouvelles reconnaissances, le général Bizot et sir John Burgoyne, commandant le génie des deux armées, déterminèrent sur quel point se concentrerait surtout l'effort des assiégeants. Il fut convenu que l'attaque se porterait à l'ouest et à l'est du port du Sud, c'est-à-dire, du côté des Français, vers le bastion du Mât, et, du côté des Anglais, vers le Grand-Redan. Quoique tous ces ouvrages fussent déjà bien agrandis, on se flattait que la construction de batteries puissantes dominerait l'artillerie russe. On comptait pénétrer alors de vive force dans la place en faisant une large trouée vers le fond du port. L'ennemi se trouverait ainsi coupé en deux, et les assaillants, une fois maîtres de cette portion des fortifications, le deviendraient sans doute bientôt de Sébastopol elle-même (1). Dans la nuit du 9 au 10 octobre, la tranchée fut ouverte, en face de la ville, à 900 mètres du rempart : à l'aube, elle s'étendait déjà sur un développement de plus de mille mètres et était assez profonde pour que les travailleurs fussent à couvert. Pendant cette même nuit, de l'autre côté du ravin, les Anglais avaient, eux aussi, ouvert leur première parallèle, mais à la distance considérable de douze cents mètres de la place. Les jours suivants, six batteries françaises furent construites soit avec les ressources de l'armée de terre, soit avec celles de la flotte : quant aux Anglais, ils élevèrent onze batteries devant le faubourg de Karabelnaïa (2). Cependant l'activité des Russes ne se démentait pas : leurs fortifications prenaient chaque jour plus d'étendue, de relief et de solidité; surtout ils excellaient à utiliser leur formidable armement; souvent il arrivait que des embrasures que l'on croyait vides se garnissaient tout à coup d'artillerie : le nombre total de leurs bouches à feu, qui était de 172 le 26 septembre, s'élevait le 16 octobre à 341 : sur ces 341 bouches à feu, 118 avaient des vues directes sur les travaux ennemis (3).

Le 17 octobre fut le jour fixé pour le bombardement qui

(1) Voir le *Journal des opérations du génie*, p. 51.

(2) Voir le *Journal des opérations du génie*, p. 60.

(3) Todleben, *Défense de Sébastopol*, première part., p. 315, et Appendice, p. 55.

devait, selon les prévisions les plus favorables, nous ouvrir le chemin de la ville. Les Français disposaient de 53 pièces, les Anglais de 73 (1). Dès l'aube, les troupes du corps de siège et du corps d'observation prirent les armes, prêtes à saisir toutes les chances d'intervenir heureusement. Avant le jour, les embrasures furent démasquées. A six heures et demie, les brumes matinales s'étant un peu éclaircies, trois bombes furent lancées en guise de signal. Aussitôt les 126 pièces de l'assiégeant, faisant feu toutes à la fois, vomirent une grêle de projectiles sur la place. La riposte ne se fit pas attendre L'ennemi, riche de ses inépuisables munitions, se mit à tirer à coups précipités comme on ferait à bord d'un vaisseau de guerre pendant un combat naval. Un épais nuage, planant sur la ville comme sur le plateau, déroba à l'assiégé les batteries des alliés et aux assiégeants eux-mêmes les remparts. Telle était la fumée qu'on n'avait guère d'autre point de mire que les lueurs produites par les décharges ennemies. Les Français, quoique plus ménagers de leurs approvisionnements que les Russes, accéléraient volontiers leur tir. Seuls les Anglais avaient conservé tout leur sang-froid, et, malgré l'obscurité, s'appliquaient à pointer juste et à mesurer leurs coups. A de rares intervalles, l'ouragan de fer se calmait un peu, soit qu'on craignît l'éclatement des pièces, soit que de part et d'autre on voulût constater les effets de la canonnade. Dans ces moments où la fumée s'abaissait vers le sol, nos officiers fouillaient anxieusement du regard les ouvrages de la place; ils constataient avec joie que les parapets des batteries russes construits en terre sèche mêlée de gravier s'éboulaient à certains endroits, que les embrasures revêtues en argile étaient fort endommagées, que les bastions semblaient eux-mêmes gravement atteints. C'est ainsi que le combat se poursuivait avec des chances plutôt avantageuses que défavorables pour nos armes. Tout à coup, vers neuf heures et demie, une effroyable détonation retentit, suivie de bruyants *hourras* parmi les Russes, et parmi

(1) *Journal des opérations de l'armée devant Sébastopol.* (*Moniteur,* 8 novembre 1854.)

les nôtres d'un immense murmure de confusion et de douleur. Une bombe venait de faire sauter le magasin à poudre d'une des batteries françaises, et l'explosion avait non seulement atteint un grand nombre de canonniers, mais bouleversé la batterie elle-même au point de la réduire à l'impuissance. En dépit de ce grave accident, le feu continua, mais avec une infériorité marquée, tant était grande désormais la disproportion des forces. Pour comble de malheur, une nouvelle explosion se produisit une heure plus tard dans une autre batterie. Dès lors, le combat étant jugé impossible, le commandant en chef ordonna de cesser la canonnade si vigoureusement commencée le matin.

De l'autre côté du ravin, les Anglais continuaient, avec des chances bien meilleures, la lutte contre le faubourg de Karabelnaïa. Leur artillerie était plus nombreuse que la nôtre : en outre, leurs batteries, installées à droite et à gauche du ravin du Laboratoire, c'est-à-dire sur la montagne Verte et sur le mont Voronzof, écrasaient le Grand-Redan de leurs feux croisés. Avec une vaillance rare et une infatigable activité, les défenseurs de la place essayèrent de réparer les dégradations, mais sans que leurs efforts pussent prévenir la ruine imminente de l'ouvrage. Vers trois heures de l'après-midi, un tiers de l'armement était démonté : les pièces épargnées avaient leurs embrasures détruites; les servants de plusieurs bouches à feu avaient dû être remplacés deux fois; certains détachements avaient perdu les deux tiers de leur effectif. Une bombe anglaise ayant éclaté sur le magasin à poudre, cet accident acheva l'œuvre de destruction. Lorsque la fumée se dissipa, on put constater l'étendue du désastre : plus de cent cadavres gisaient sur le sol ou étaient à demi enfouis sous les décombres. Avec ses fortifications décomposées en poussière et sa garnison réduite à quelques servants héroïques, groupés autour de deux pièces intactes, le Grand-Redan n'était plus qu'un amas sans forme. Comment les troupes britanniques s'arrêtèrent-elles à mi-chemin de leur succès? Les Russes s'attendaient à les voir déborder sur l'ouvrage bouleversé, y planter leur drapeau, se jeter sur le faubourg de Karabelnaïa. La prudence, une prudence peut-

être excessive, l'emporta sur l'audace. Du côté de la ville, le canon français avait cessé de tonner : une diversion tentée par les marines alliées n'avait abouti qu'à quelques dégâts au fort Constantin; la journée était déjà fort avancée; l'armée anglaise était numériquement bien faible pour tenter seule et sans appui immédiat une entreprise pleine de périls aussi bien que glorieuse. C'est pour ces raisons, sans doute, que lord Raglan demeura, sans la saisir, en face de sa conquête. La nuit vint, et, le lendemain, l'occasion perdue ne se retrouva plus, car les assiégés, par un vrai miracle d'énergie, avaient, à la faveur des ténèbres, réparé leurs brèches. La canonnade se continua le 18 et le 19, mais sans que Français et Anglais pussent reprendre un avantage décidé et forcer l'accès de ces remparts si vaillamment défendus.

Cette lutte de trois jours avait coûté cher aux Russes. Du 17 au 20 octobre, ils avaient eu 2,171 hommes hors de combat (1). Parmi les victimes se trouvait Khornilof, le plus vaillant de leurs chefs. Les pertes des alliés étaient beaucoup moindres : pour la journée du 17 octobre, elles se réduisaient à 348 hommes tués ou blessés, et, pour les deux autres journées, elles étaient presque insignifiantes. Si consolante que fût la comparaison, l'avantage réel restait aux assiégés. Non seulement nous n'avions pas pénétré dans Sébastopol, mais tout concourait à démontrer que nous n'y entrerions qu'après une lutte longue et acharnée. Jusque-là, tout avait été aux illusions. « J'estime que nous n'au- « rons pas à procéder avec la lenteur d'un siège régulier. » Ainsi s'exprimait, le 28 septembre, le général Canrobert dans un rapport au maréchal Vaillant. « Tout me donne à espérer, man- « dait le 7 octobre le général Bizot, chef du génie français, « que nous ne ferons pas attendre le bulletin complémen- « taire de la bataille de l'Alma, et que nous toucherons au « terme de cette grande et glorieuse expédition quand cette « lettre sera mise sous vos yeux (2). » « Il est probable, « écrivait de son côté le général de Martimprey, que ce sera

(1) Todleben, première partie, p. 345, 353, 355.

(2) Lettres des généraux Canrobert et Bizot au ministre de la guerre. (M. Camille Rousset, *Guerre de Crimée*, t. I, p. 281 et 282.)

« une courte affaire et qui nous coûtera peu de monde (1). » Quelques-uns, à la vérité, avaient une vue plus nette de l'avenir : tel était le général Airey, chef d'état-major de l'armée anglaise : « Mon impression est que nous sommes ici pour tout « l'hiver », disait-il dès le 3 octobre. Mais cette opinion était rare. Après le combat infructueux du 17 octobre, elle devint plus commune, sans être encore générale. « La place a mieux « résisté qu'on ne le croyait », écrivait, avec une légère nuance de tristesse déçue, le général Canrobert (2). Tout autre était l'impression des Russes. De ce bombardement, *de ce premier bombardement,* ainsi qu'ils l'appelèrent dans leur histoire du siège, ils sortaient meurtris sans doute, mais confiants et raffermis. *Ne rendez pas Sébastopol,* tel avait été le dernier cri de Khornilof expirant. Plus que jamais, nos ennemis étaient décidés à suivre ce suprême conseil. Non seulement ils ne rendraient pas Sébastopol, mais déjà ils songeaient, comme on va le voir, à devenir agresseurs, à surprendre nos bivouacs, à rejeter les alliés sur leurs navires, à les tenir du moins plus assiégés sur leur plateau qu'ils ne le seraient eux-mêmes dans leur cité.

V

Résolus à l'offensive, les Russes ne tardèrent pas à exécuter leurs nouveaux desseins. Deux fois, à quelques jours d'intervalle, ils tentèrent l'attaque des positions alliées : le 25 octobre, ce fut le combat de Balaklava ; le 5 novembre, ce fut la terrible affaire d'Inkermann.

Le combat de Balaklava ne fut qu'une surprise, engagement partiel bien plus que vraie bataille.

L'armée britannique, déjà assez réduite par les fatigues et les maladies, était campée presque tout entière sur le plateau de

(1) *Correspondance inédite.*
(2) *Rapport du 18 octobre.* (*Moniteur,* 5 novembre 1855.)

Chersonèse, les uns poursuivant le siège en face de Karabelnaïa, les autres postés en observation sur les pentes septentrionales du mont Sapoune. Balaklava, base d'opération des Anglais, se trouvait donc un peu dégarnie : le port n'était occupé que par quelques marins; en avant de la place était établie, près de Kadikoï, une portion de la grosse cavalerie et du 93e *Highlanders;* enfin, à quatre kilomètres au nord de la ville, avaient été construites, sur une suite de mamelons et à des intervalles très espacés, cinq redoutes qui s'étendaient depuis le pied du mont Sapoune jusqu'au village de Kamara, et qui n'étaient gardées que par quelques troupes turques (1).

Les Russes, ayant deviné cette faiblesse, s'apprêtèrent à en profiter. Menschikof avait déjà reçu d'importants renforts et en attendait de nouveaux. Il fit descendre des hauteurs de Mackenzie dans la vallée de la Tchernaïa plusieurs gros détachements qui se concentrèrent à Tchorgoun, et, par suite d'adjonctions successives, devinrent un corps de 18,000 hommes. Le 25, le général Liprandi, qui commandait ces forces, quitta son camp dans la nuit, passa la rivière, puis, à l'aube du jour, fondit sur les lignes anglaises. Les Turcs défendirent vaillamment l'une des redoutes; mais, celle-ci étant prise, ils abandonnèrent les autres. Les assaillants, enhardis par ce premier succès, franchirent les retranchements, débouchèrent dans la plaine de Balaklava, et lancèrent vers Kadikoï une brigade entière de hussards et de Cosaques. Cependant, au premier bruit du canon et de la fusillade, marins, *Highlanders,* cavaliers, tous s'étaient préparés au combat. Tout l'effort de la cavalerie russe se brisa contre la solidité des *Highlanders,* qui, accueillant les escadrons par une décharge à bout portant, les obligèrent à tourner bride. Les *Écossais gris* et les dragons du général Scarlett achevèrent ce que l'infanterie avait commencé. Vers dix heures, l'ennemi vigoureusement repoussé était rejeté jusque sur les retranchements qu'il avait emportés le matin.

La lutte demeura alors comme suspendue. Les Russes étaient maîtres des redoutes, et leurs réserves s'échelonnaient en arrière

(1) Voir carte n° 2.

jusqu'à la base des monts Fedioukhine. Quant aux troupes anglaises qui avaient supporté seules le premier choc, elles venaient de recevoir des renforts : c'était la cavalerie légère de lord Cardigan survenue dès le début du combat : c'était la division Cathcart et la brigade des gardes arrivées en toute hâte par le col de Balaklava. Le corps d'observation français avait aussi pris les armes : sur les crêtes méridionales du mont Sapoune était rangée la division Bosquet : la première division se déployait sur les pentes ou se prolongeait entre le col et Kadikoï : enfin plusieurs escadrons de chasseurs d'Afrique étaient descendus dans la plaine. On pouvait conjecturer qu'aucun nouvel engagement ne se livrerait : les Russes avaient désormais devant eux des forces trop considérables pour renouveler avec succès leur attaque et menacer sérieusement Balaklava : les alliés, de leur côté, ne songeaient ni à quitter leur position dominante, ni à pousser à fond un duel qu'ils n'avaient point souhaité. La journée semblait donc finie, et elle l'eût été en effet sans un épisode extraordinaire qui, à quarante ans de distance, éveille encore dans les âmes la surprise, l'admiration et la pitié.

Depuis le commencement du combat, lord Raglan se tenait sur le rebord du plateau, au lieu dit le *Télégraphe*, et de là son regard dominait toute la plaine de Balaklava. Comme il essayait de surprendre avec sa lunette les mouvements des Russes, il lui sembla que ceux-ci désarmaient les redoutes turques et se préparaient à en emmener les canons. Jaloux de ne pas leur laisser ces trophées, il expédia à lord Lucan, commandant la division de cavalerie, un ordre ainsi conçu : « Lord Raglan désire que la cavalerie avance rapidement « sur le front, qu'elle poursuive l'ennemi et l'empêche d'em- « mener les canons. La troupe d'artillerie à cheval peut « accompagner. La cavalerie française est sur votre gauche. « Immédiatement. » Le capitaine Nolan, porteur du message, quitta le télégraphe et, descendant au galop les pentes, franchit le col de Balaklava. Lorsqu'il joignit le commandant de la division anglaise, la situation était déjà changée : les Russes ne songeaient ni à battre en retraite, ni à emmener les bouches à

feu conquises, ainsi que l'avait cru lord Raglan : au contraire, ils s'étaient reformés sur leur propre terrain en arrière des redoutes et étaient couverts par une formidable artillerie (1). Après avoir lu la dépêche, lord Lucan hésita, tant ce mouvement lui semblait inutile et plein de danger! L'aide de camp, du ton le plus absolu, réitéra les volontés du commandant en chef. « Où faut-il attaquer, et que faut-il faire? » répliqua le général, d'autant plus perplexe qu'il distinguait à peine le gros des forces ennemies dissimulées derrière les mamelons. — « Là est l'ennemi, mylord, là sont vos canons », repartit le capitaine Nolan en montrant l'extrémité septentrionale de la vallée (2). L'ordre était formel. Lord Lucan alla au commandant de la brigade légère, le comte de Cardigan, et lui prescrivit de charger. Celui-ci témoigna sa surprise, objecta l'indécision du but à atteindre, déplora la perte presque inévitable de cette magnifique cavalerie dont la Grande-Bretagne était si fière; puis, sans insister davantage, il prit la tête de ses escadrons. « En avant, s'écria-t-il, en avant le dernier des Cardigan! » Et, lançant son cheval au galop, il donna le signal de la charge.

Déployés sur les escarpements du mont Sapoune et dominant tout le champ de bataille, les Français de la division Bosquet furent saisis de stupeur en voyant cette troupe superbe s'élancer sans soutien contre un ennemi si formidablement défendu. « Arrêtez-vous, arrêtez-vous, c'est insensé! » criaient des centaines de voix, comme si elles eussent pu être entendues. Eux cependant galopaient à travers l'espace, insoucieux du péril et, puisque le trépas était certain, voulant du moins qu'il fût héroïque. Ils atteignent l'extrémité de la plaine, gagnent les mamelons, les franchissent de toute la vitesse de leurs chevaux, puis s'enfoncent à travers les masses russes jusque-là cachées par les hauteurs. A l'aspect de cette poignée d'hommes, l'armée ennemie demeure un instant stupéfaite et semble comme déconcertée par une si incroyable

(1) Rapport de lord Raglan au duc de Newcastle, 28 octobre 1854.
(2) Lettre du comte de Lucan à lord Raglan, 30 novembre 1854.

audace. Bientôt l'artillerie fait feu de toutes ses pièces, et les fantassins criblent de leurs balles les téméraires assaillants. En dépit de tous les obstacles, les Anglais poursuivent leur course, sorte de chevauchée folle et éperdue. Chemin faisant, ils sabrent une batterie de Cosaques, chargent la cavalerie ennemie, s'acharnent à sa poursuite, arrivent en vue de la Tchernaïa. Encore un peu, et, emportés d'un prodigieux élan, ils atteindront la rivière, la franchiront, gagneront Tchorgoun, traverseront de part en part les lignes moscovites. Mais voici que les Russes, redoublant leurs efforts, les écrasent de leurs feux croisés. Alors, mais alors seulement, les intrépides cavaliers sont forcés à la retraite, retraite d'autant plus périlleuse que leur ardeur les a portés plus loin. Ils rétrogradent, mais sous une telle grêle de projectiles que des pelotons entiers s'abattent. Le désastre eût été complet si deux escadrons de chasseurs d'Afrique, se portant en avant, n'eussent détourné sur eux, par une diversion rapide, une partie des forces russes. Une demi-heure s'était écoulée depuis que la charge avait sonné lorsqu'on vit revenir dans les lignes anglaises quelques escadrons mutilés où tous les rangs étaient confondus, et où galopaient des chevaux sans maître. C'était tout ce qui restait de la superbe brigade légère. Lord Cardigan avait échappé à la mort, mais la plupart de ses officiers étaient tués ou blessés, et, sur les 700 hommes des deux régiments, 250 avaient été atteints par l'ennemi (1).

Cette sanglante aventure fut le dernier acte de la lutte. La canonnade se poursuivit pendant quelques heures encore, mais mollement et sans dommage, jusqu'à ce que les premières ombres du soir séparassent les combattants. De cette bataille (si on peut appeler ainsi des engagements partiels et successifs), de cette bataille, nul ne sortait vainqueur ou vaincu. Dans leur coup de main sur Balaklava, les Russes avaient échoué : de leur côté, les Anglais se virent obligés d'abandonner les redoutes et de restreindre leurs lignes trop étendues. C'est à l'attaque de la brigade légère que la journée du

(1) Kinglake, *The invasion of the Crimea*, t. IV, p. 357.

25 octobre dut toute sa renommée. En apprenant la mort de ses meilleurs enfants, la Grande-Bretagne frémit de douleur et aussi de fierté : puis, dans les cercles de Londres, au Parlement, dans la presse, le sens des ordres de lord Raglan fut débattu avec passion, mais sans que des débats jaillît une pleine lumière; car le principal témoin manquait, c'était le capitaine Nolan tombé l'un des premiers dans la mêlée. Le temps a apaisé les discussions, mais non détruit les souvenirs glorieux. L'Anglais, si positif, aime parfois les légendes; et la charge de lord Cardigan semble une légende d'un autre âge transportée dans le siècle présent. Aujourd'hui encore, il n'est pas un fils de la Grande-Bretagne qui ne rappelle avec un accent d'orgueil ému le stérile, mais chevaleresque holocauste de Balaklava

VI

Tel fut le combat du 25 octobre. Tout autre, par l'importance de la lutte et l'effusion du sang, fut la bataille d'Inkermann.

L'armée russe, en ce temps-là, ne cessait de s'accroître. Durant le mois d'octobre, 24 bataillons, 12 escadrons, 12 *sotnias* de Cosaques avaient pris position autour de la ville. Les uns arrivaient d'Asie, les autres de l'intérieur de l'Empire. Un autre renfort plus considérable était attendu : c'était le quatrième corps, longtemps retenu aux rives du Danube, mais désormais inutile en ces régions que les alliés avaient abandonnées et que les Turcs, rentrés dans leur habituelle apathie, ne songeaient guère à reconquérir. Déjà ces divisions, nombreuses autant qu'aguerries, avaient touché le sol de la Crimée : le 2 novembre au plus tard, elles atteindraient Sébastopol. On calculait que, grâce à ces adjonctions, Menschikof aurait sous sa main une force agglomérée de 100,000 hommes, sans compter les marins affectés au service de la place (1). Qui

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, deuxième partie, p. 437.

donc avec de telles ressources se fût réduit à la défensive? — Tout conviait à de grandes initiatives. Les soldats moscovites étaient fiers d'avoir résisté au dernier bombardement. Le demi-succès de Balaklava les avait raffermis. Les ardentes prédications des prêtres entretenaient l'enthousiasme. Deux fils du Czar, les grands-ducs Michel et Nicolas, venaient d'entrer dans Sébastopol, et leur présence surexcitait les courages. — A ne consulter que l'opportunité, la conduite la plus audacieuse semblait aussi la plus sage. L'armée française comptait alors 41,000 hommes seulement, l'armée anglaise 20,000, le contingent turc 6 à 7,000 : mais on n'ignorait pas que la France préparait un nouvel effort, que trois nouvelles divisions, déjà organisées à Toulon, allaient partir pour l'Orient, et que les Russes perdraient bientôt le passager avantage de leur supériorité numérique. Il fallait donc agir, agir vite et profiter de la fortune. A ces raisons de se hâter se joignait une considération plus puissante que toutes les autres, mais que les chefs se gardaient bien de divulguer. Du côté du bastion du Mât, les travaux français avaient progressé depuis quelques jours avec une inquiétante rapidité. « Nous ne sommes plus qu'à 140 mètres « du saillant du bastion », écrivait le général Canrobert (1). L'ouvrage lui-même avait subi par le tir concentré des batteries de terribles dégradations, et les dommages quotidiens se réparaient difficilement Todleben avait peine à cacher ses craintes : elles étaient telles qu'il put écrire plus tard : « Les forces de la défense, au quatrième bastion, étaient alors à l'agonie (2). » Dans ces conditions, quel serait le résultat d'un assaut, et ne convenait-il pas d'en détourner le péril par quelque coup de main?

Sur quel point se porterait cette nouvelle attaque, répétition de la surprise de Balaklava, mais dans un cadre et avec des moyens fort agrandis?

On se souvient que, dans la répartition des tâches respectives, les Anglais s'étaient chargés de surveiller la partie nord-

(1) *Rapport du 2 novembre.* (*Moniteur* du 17 novembre 1854.)
(2) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, deuxième partie, p. 435.

est du mont Sapoune, depuis la route Voronzof jusqu'au cours inférieur de la Tchernaïa (1). Soit insuffisance d'effectif, soit excès de sécurité, nos alliés n'avaient occupé qu'une portion du vaste espace confié à leur vigilance. De la route Voronzof à la naissance du ravin du Carénage avait été échelonnée la division légère de sir Georges Brown, forte de 3,500 hommes environ : un peu plus à l'est, au lieu dit le *Moulin,* se dressaient les tentes de la brigade des Gardes qui comptait environ 1,600 combattants. Enfin, au nord et vers les crêtes orientales du mont Sapoune, était établie la division Lacy-Evans, à peu près égale en force à la division Brown. Là finissaient les camps anglais, mais non les positions que l'armée britannique avait la charge de couvrir. Au delà des derniers bivouacs de la division Lacy Evans, le plateau se prolongeait encore sur une superficie de cinq à six kilomètres carrés, jusqu'à ce qu'enfin il s'abaissât vers les bouches de la Tchernaïa. On le désignait en cet endroit sous le nom de plateau du Carénage ou d'Inkermann (2). C'était un terrain stérile, resserré à l'ouest par le ravin du Carénage, déchiqueté au nord par plusieurs autres ravins et notamment par le ravin des Carrières, creusé de replis, hérissé de broussailles, propice aux surprises. A son centre se dressait une sorte de butte appelée butte des Cosaques. Deux routes le sillonnaient ou plutôt le contournaient; toutes deux venaient du nord et, après avoir franchi la Tchernaïa sur un pont nommé pont d'Inkermann, s'élevaient le long des escarpements : l'une était la *route des Sapeurs* qui, suivant presque la grande baie, entrait près de Malakof dans le faubourg de Karabelnaïa; l'autre était la *vieille route de Poste* qui traversait le camp britannique et se reliait à la route Voronzof. Tous ces lieux, loin qu'ils fussent étroitement gardés, semblaient comme oubliés dans la défense générale. Les soldats de la division Lacy-Evans s'étaient contentés d'édifier à l'extrémité de leurs bivouacs, sur le rebord du plateau, une batterie appelée *batterie des sacs à terre,* et de couper

(1) Voir pour la description qui suit carte n° 2.

(2) Il importe de ne pas confondre le plateau dit d'Inkermann avec les ruines du même nom situées sur la rive droite de la Tchernaïa.

par quelques retranchements la *vieille route de Poste*. Ce n'était pas que les avertissements eussent manqué. Les Russes eux-mêmes s'étaient chargés d'en donner un : le 26 octobre, ils avaient à l'improviste jeté quelques bataillons sur le plateau comme pour reconnaître par avance le théâtre de leurs opérations futures. Depuis cette alerte, les plus autorisés d'entre les chefs, le général Canrobert, le général Bosquet, sir John Burgoyne avaient exprimé leurs inquiétudes. Sir de Lacy-Evans lui-même n'était pas sans anxiété : « Ma position, écrivait-il « au général Canrobert, est, malgré son importance, la moins « fortifiée et la moins assurée (1). » En dépit de ces prévisions, aucune mesure efficace ne fut prise. Là était cependant le point vulnérable : nos adversaires l'avaient compris, et c'est sur cette extrémité du plateau d'Inkermann qu'ils résolurent d'engager la bataille.

Le plan du prince Menschikof, plan fort simple et bien conçu, consistait en une attaque principale, aidée par deux diversions (2). L'attaque principale était confiée au général Dannenberg, secondé par ses deux lieutenants, les généraux Soïmonof et Pavlof : Soïmonof, à la tête d'un corps de 18,000 hommes, devait quitter Karabelnaïa dans la nuit, rassembler ses troupes près du Petit-Redan, se mettre en marche à six heures, franchir le ravin du Carénage, s'élever sur les hauteurs et fondre sur les camps britanniques : dans le même temps, la colonne Pavlof, forte de 15,000 hommes, descendrait les collines de la rive droite de la Tchernaïa, traverserait la rivière, gravirait vivement les gradins du plateau, opérerait sa jonction avec la colonne Soïmonof, et, grâce à cette communauté d'efforts, achèverait de disperser l'armée anglaise. Quant aux deux diversions, elles avaient l'une et l'autre pour but de paralyser toute intervention française : le prince Gortchakof, venant de Tchorgoun avec 22,000 hommes, menacerait tout à la fois Balaklava et le corps d'observation du général Bosquet : un peu plus tard dans la journée et à l'autre extrémité des lignes, le général Timofeief

(1) Lettre du 30 octobre. (M. Rousset, *Guerre de Crimée*, t. Ier, p. 347.)
(2) Voir carte n° 2.

tenterait une sortie près du bastion de la Quarantaine et attirerait sur lui les forces de notre corps de siège. Le commandant en chef russe calculait qu'en cas de pleine réussite, le plateau oriental de la Chersonèse tomberait en son pouvoir, et que les alliés, rejetés à l'extrémité occidentale de leurs positions, seraient forcés de se rembarquer. Dût-on n'obtenir d'autre résultat que l'occupation du plateau d'Inkermann, cet avantage lui-même serait encore d'un grand prix, car, du même coup, on faciliterait les communications de Sébastopol avec l'armée de secours, et on rendrait presque impossible le siège du faubourg. Tel fut le plan de Menschikof. Hâtons-nous de dire que ce plan fut retouché à la dernière heure par le général Dannenberg, qui parut substituer à l'attaque commune de Soïmonof et de Pavlof deux attaques distinctes : hâtons-nous d'ajouter aussi que Soïmonof, placé entre les instructions primitives de Menschikof et les ordres ultérieurs de Dannenberg, sembla s'inspirer à la fois de l'une et de l'autre conception. On verra que ce malentendu fut, pour les Russes, une cause dominante d'insuccès.

Le 3 novembre, les derniers renforts arrivèrent en vue de Sébastopol. Tout étant prêt désormais, la grande action fut fixée au 5. Le 4 novembre au soir, les avant-postes anglais furent relevés comme de coutume : c'étaient de faibles piquets, peu capables de résister à une surprise ; la plupart étaient d'ailleurs harassés de fatigue avant même de commencer leur garde, car la maladie avait fort éclairci les rangs ; de là, pour les hommes restés valides, un double service. La longue obscurité d'une pluvieuse nuit d'automne dissimula les mouvements des assiégés. Vers trois heures, on entendit sonner les cloches des églises; si matinal que fût cet appel, on ne s'en émut pas, tant étaient fréquentes les cérémonies religieuses qui réconfortaient le patriotisme moscovite. Un peu plus tard, on put distinguer, en prêtant l'oreille, des bruits lointains de roues et de chariots ; un sous-officier signala ces rumeurs insolites, mais sans que la remarque éveillât l'attention. « C'était, sans doute, pensa-t-on, « les *arabas* des maraîchers tartares qui pourvoyaient à l'approvisionnement de la place. » Entre cinq et six heures, le brigadier général Codrington fit sa ronde : les factionnaires, acca-

blés de lassitude et trempés par la pluie, se promenaient de long en large, de ce pas régulier qui conjure le sommeil, mais non toujours l'engourdissement des sensations; parmi leurs compagnons, les uns essayaient de faire du feu pour préparer le thé; les autres s'évertuaient à secouer ce malaise matinal qui suit une nuit sans repos. Aux interrogations de leur chef, les vedettes firent la réponse accoutumée : *All right*. Pressentiment ou prévoyance, le général était cependant inquiet. « Il ne serait pas « étonnant, dit-il à l'un de ses officiers, que les Russes profi« tassent des ténèbres pour nous surprendre. » Ayant prononcé ces mots, il poussa son cheval pour continuer son inspection. Il s'était à peine éloigné, qu'on entendit, à trois ou quatre cents mètres, le crépitement de la fusillade. Puis, à travers l'obscurité qu'aucune lueur ne pénétrait encore, on entrevit quelques hommes effarés qui se repliaient en désordre au milieu de leurs camarades : c'étaient les restes d'un piquet de la division légère que les Russes venaient d'assaillir et d'envelopper. La bataille d'Inkermann était commencée.

Soïmonof, destiné à engager le premier la lutte, avait, à la faveur de la nuit, massé ses troupes près du Petit-Redan. Au dernier moment, un ordre un peu obscur du général Dannenberg lui avait prescrit de se mettre en marche, non à six heures comme dans le projet primitif, mais à cinq heures, et avait semblé lui enjoindre de côtoyer, sans la franchir, la berge occidentale du ravin de Carénage. Soïmonof avait avancé son départ, mais, se fiant aux instructions originaires, avait franchi le ravin. Tout se réunissait pour que la surprise fût complète : aucun feu de bivouac aux abords de la place; aucune sonnerie; un ciel voilé de nuages bas et sombres : les capotes grises des fantassins moscovites achevaient de les rendre invisibles. Il n'était pas jusqu'au sol fangeux et détrempé qui n'assourdît le bruit même des pas. Avant six heures, les régiments de Tomsk et de Kolivansk atteignaient silencieusement le plateau mal gardé. Ils s'élancent en avant, puis fondent sur les avant-postes. C'est alors que retentissent les premiers coups de feu qui viennent d'arrêter, au milieu de sa ronde, le brigadier général Codrington.

Codrington court à son divisionnaire, sir Georges Brown, puis il se hâte vers les bivouacs de la division Lacy-Evans qui est plus menacée que toutes les autres, car elle est la plus rapprochée de l'ennemi. L'alarme se propage dans les camps. Réveillés par la fusillade, les hommes se cherchent, s'appellent, saisissent leurs armes, tâchent de se rallier à travers les ombres. Le bruit de plus en plus intense de la mousqueterie dit assez l'imminence du péril. Déjà les Russes sont parvenus à installer une batterie sur le point le plus élevé du plateau, et quelques boulets, venant déchirer les tentes, ajoutent à la confusion. En l'absence de sir Lacy-Evans, malade à Balacklava, le brigadier général Pennefather prend le commandement et rassemble, comme il le peut, sa propre brigade. Les lueurs de l'aube commencent à paraître, mais le brouillard est si épais que le jour semble la continuation de la nuit. Voici que les premiers bataillons de Tomsk et de Kolivansk vont atteindre le front des campements : la lutte s'engage, lutte meurtrière et livrée d'ailleurs au hasard, car les adversaires se mêlent, se touchent presque; et, au milieu des ténèbres mal éclaircies, les vêtements sombres des Russes se confondent avec les longs manteaux des soldats britanniques. Au début, la fortune semble abandonner les Anglais : la plupart ont été surpris dans le sommeil, et ne sont parvenus qu'avec peine à former leurs rangs : ils ne peuvent opposer qu'une poignée d'hommes au flot toujours grossissant des régiments ennemis; enfin, dans l'obscurité, la supériorité même de leurs carabines de précision ne leur assure qu'un précaire avantage. Les Russes s'emparent d'un des petits retranchements qui couvrent les positions britanniques, enclouent deux pièces et en brisent les affûts. Leur avant-garde pénètre jusque dans le camp. Il semble que tout soit perdu, et le désastre eût été sans doute complet si, à ce moment-là même, la colonne Pavlof, arrivant du pont d'Inkermann, eût fait irruption tout entière sur le plateau. Cependant la division légère de sir Georges Brown a pris les armes, la brigade Buller tourne le ravin du Carénage et se range derrière la brigade Pennefather : la brigade Codrington se déploie à l'ouest du ravin. Ranimés par ces renforts, les Anglais, après un instant de stupeur, reprennent

courage. Ils recouvrent tout leur sang-froid et rectifient leurs lignes. Les clartés, non très vives encore, mais un peu plus distinctes, leur permettent de mesurer leurs coups. Leur tir précis, lent, méthodique fait de cruels ravages à travers les masses russes, réunies sur un espace si étroit que les balles sont rarement perdues. Soïmonof tombe frappé mortellement : l'un de ses lieutenants, le général de Villebois, succombe à ses côtés : les régiments de Tomsk, de Kolivansk et d'Ekatérinenbourg perdent leur colonel. On vit bien alors combien sont changeants les destins de la guerre. Privés de leurs chefs, intimidés de cette résistance inattendue, les Russes s'arrêtent : bientôt, sous le feu de plus en plus meurtrier des Anglais, leurs lignes commencent à tournoyer; peu à peu, ils rétrogradent; enfin, renonçant à leur attaque, ils s'abritent dans les replis du ravin du Carénage : ils s'y abritent, non pour s'y reformer, mais, chose étrange ! pour s'y immobiliser jusqu'à la fin du combat. Telle fut la première phase de la bataille.

Tandis que les bataillons de Soïmonof, destinés à un succès si rapide et à une retraite si prompte, livraient la première attaque, le corps du général Pavlof, venu de la rive droite de la Tchernaïa, avait franchi, non sans embarras ni retard, le pont d'Inkermann. Puis il s'était partagé en deux colonnes : la première, forte de 10,000 hommes et pourvue de 96 bouches à feu, venait de s'engager dans la *route des Sapeurs,* route longue et détournée pour gagner le plateau, mais route commode et surtout propice à l'artillerie; la seconde, composée des deux régiments de Taroutino et de Borodino, avait tourné aussitôt à gauche et déjà gravissait, par la *vieille route de Poste,* le ravin des Carrières. Le combat durait encore entre les troupes britanniques et celles de Soïmonof lorsque les tirailleurs des deux régiments russes apparurent sur les crêtes, à l'extrême droite anglaise et tout près de la *batterie des Sacs à terre* (1). La brigade Adams, de la division Lacy-Evans, gardait seule cette portion du champ de bataille : elle ne comptait guère plus de 1,600 hommes : les huit bataillons de Taroutino et de

(1) Voir carte n° 2.

Borodino formaient une masse de plus de 5,000 combattants. Autour de la batterie la lutte cependant s'engagea, les Anglais essayant de compenser par la justesse de leur tir l'infériorité de leurs forces. Le retranchement, véritable enjeu entre les troupes rivales, fut tour à tour conquis, perdu, puis enfin repris par les Russes. Dans cette partie inégale, la brigade Adams, en dépit de sa valeur, aurait succombé si la brigade des Gardes, arrivant de ses campements près du Moulin, n'eût ranimé la résistance épuisée. Sur ces entrefaites, les brigades Pennefather, Buller, Codrington achevaient de refouler la colonne Soïmonof. Le succès du premier combat entraîna le succès du second. Délivrés de leurs ennemis, Pennefather et Buller purent se porter sur la batterie. Les régiments de Borodino et Taroutino furent ramenés vers le ravin des Carrières et la vallée de la Tchernaïa, comme les soldats de Soïmonof venaient d'être rejetés dans le fond du Carénage.

Il était huit heures. Si meurtris qu'ils fussent de leurs pertes, les Anglais n'avaient pas lieu d'accuser la fortune. Des deux colonnes russes, la première, après une alerte terrible, avait été repoussée tout entière, la seconde l'était déjà en partie. Cet avantage, les Anglais le devaient sans doute à leur intrépide solidité, mais ils le devaient aussi aux obscures retouches du plan russe : la colonne Soïmonof, ayant avancé son départ, était arrivée trop tôt sur le plateau, et déjà elle commençait à plier, lorsque les régiments de Borodino et de Taroutino étaient entrés en ligne. Où l'attaque d'ensemble eût sans doute réussi, deux attaques distinctes et successives échouaient. En dépit de ce succès, une nouvelle épreuve attendait l'armée britannique, épreuve telle que les sanglants combats déjà livrés ne semblent que la préface de ce qui va suivre.

Le gros de la colonne Pavlof, retardé par sa lourde artillerie, gravissait lentement la route des Sapeurs. Avec cette colonne marchait le général Dannenberg et aussi les grands-ducs Michel et Nicolas. Trois régiments à quatre bataillons chacun la composaient, c'étaient les régiments d'Okhotsk, d'Iakoutsk et de Selenghinsk, régiments nombreux, rompus à toutes les fatigues, fiers de la présence de leurs princes. Des extrémités

du plateau on entendait le roulement des caissons ou des pièces qui s'élevaient sur les hauteurs, tandis que le chant de l'hymne au Czar, répété avec un sombre enthousiasme, montait par intervalles du fond de la vallée. A huit heures et demie, les premiers détachements de tirailleurs se montrèrent sur le mont d'Inkermann : aussitôt Dannenberg ordonna l'attaque et lança contre l'extrême droite britannique le régiment d'Okhotsk. La *batterie des Sacs à terre* demeurait toujours l'objectif de l'ennemi, et ce n'était point sans raison; car cet ouvrage définitivement occupé, les Anglais seraient tournés par leur droite, séparés du corps d'observation français, enveloppés peut-être sans espoir de salut. Derrière le retranchement se tenaient les Gardes et les *Coldstream*, victorieux de Taroutino et de Borodino, mais épuisés de leur victoire même : sur la gauche était rangée la brigade Adams, vaillante, mais tellement affaiblie que son secours serait insuffisant ou incertain : les autres brigades Pennefather, Buller, Codrington ne se déployaient que beaucoup plus loin et surveillaient vers les rives du Carénage les débris de la colonne Soïmonof. Malgré la fatigue, gardes et Coldstream se préparent à une seconde action. Entre eux et les bataillons d'Okhotsk on vit alors une telle mêlée que l'histoire de la guerre n'en compte pas de plus terrible. Plusieurs fois les Russes parviennent à gravir le parapet et pénètrent dans l'intérieur de l'ouvrage : toujours ils sont repoussés. C'est une lutte corps à corps : les soldats se fusillent à bout portant, s'abordent à la baïonnette, puis, les baïonnettes tordues, se frappent à coups de crosse, à coups de pierres et de fragments d'armes. Point de cris, mais une exaltation muette, sombre comme les brumes d'automne qui flottent sur l'étroit champ de carnage. Autour de la batterie où Borodino et Taroutino ont déjà laissé leurs débris, les cadavres s'amoncellent : on glisse dans une boue mêlée de sang : les vivants trébuchent sur les morts : les blessés s'agitent au milieu de leurs compagnons expirés. Dans ce duel sans merci, les Coldstream perdent un tiers de leur effectif : le régiment d'Okhotsk voit tomber son colonel et la plupart de ses officiers. Cependant les Anglais plient sous le nombre, et déjà un bataillon russe s'est introduit dans la bat-

terie lorsqu'un secours inopiné ranime les espérances. En face de l'imminent péril, lord Raglan s'est décidé à dégarnir le corps de siège et à attirer toutes ses forces vers Inkermann. De leur camp devant Karabelnaïa arrivent les brigades Torrens et Goldie, de la division Cathcart, et la brigade John Campbell, de la division England. Soutenus par ces nouvelles troupes et appuyés par la brigade Adams, les Coldstream essayent une tentative suprême; ils se reforment un peu en arrière et se jettent de nouveau sur la batterie prise par les Russes. En même temps, sir Cathcart avec la brigade Torrens se dérobe derrière un repli de terrain et descend en partie le plateau : il se flatte de tourner le retranchement et de prendre de flanc le régiment d'Okhotsk. Ce double mouvement aboutit à un double échec. Les Coldstream ne reconquièrent la batterie que pour la perdre aussitôt; car les régiments de Selenghinsk et d'Iakoustk s'avancent au combat et, débordant en masse, refoulent définitivement leurs ennemis. Quant à sir Cathcart, son sort est encore plus lamentable : loin d'envelopper le régiment d'Okhotsk, sa colonne est elle-même enveloppée, presque cernée par les bataillons nouvellement survenus : pour comble de malheur, elle se replie vers la redoute, la croyant encore occupée par les Coldstream; mais elle tombe sous le feu direct des Russes redevenus maîtres du retranchement, et cette effroyable méprise achève de l'accabler.

Le combat durait depuis trois heures, et, à part deux brigades laissées l'une au siège, l'autre à Balaklava, lord Raglan avait engagé toutes ses forces. Coldstream, gardes, fusiliers de la brigade Adams et de la brigade Pennefather, tous étaient épuisés. Les chefs avaient été éprouvés plus encore que les soldats : le lieutenant général Cathcart, les généraux Goldie et Strangways venaient d'être mortellement atteints : les généraux Georges Brown, Bentink, Adams, Torrens, Buller comptaient parmi les blessés. Dans cette grande détresse, une seule ressource restait à l'Angleterre. Derrière elle, sur le plateau méridional du mont Sapoune, se dressaient les campements de ses alliés. C'est l'intervention de la France qui va décider le sort de la journée.

Au premier bruit de la fusillade, le corps d'observation français avait pris les armes. La nuit était encore profonde, en sorte qu'on ne sut tout d'abord ni l'importance de l'action engagée, ni même le lieu précis où elle se livrait. Aussitôt la pensée anxieuse du général Bosquet s'était portée vers le plateau d'Inkermann. Bientôt l'intensité de la canonnade et les décharges répétées de la mousqueterie n'avaient plus laissé de doute : ce n'était point une escarmouche, mais une bataille, et c'était bien la droite anglaise qui était attaquée. Au petit jour, Bosquet montant à cheval était accouru au camp du *Moulin*. Là, il avait rencontré sir Georges Brown et sir Cathcart, et leur avait offert le concours de ses troupes. C'était l'instant où les régiments britanniques venaient de rejeter dans le ravin du Carénage les bataillons de Soïmonof, et ce premier succès avait inspiré une passagère confiance. « Nos réserves sont suffisantes pour parer « aux éventualités, répondirent les deux généraux; veuillez « seulement couvrir notre droite en arrière du retranchement « anglais (1). » Sans perdre de temps, Bosquet avait réuni deux bataillons, l'un du 6e de ligne, l'autre du 7e léger, les avait confiés au général Bourbaki et les avait mis en position à droite du *Moulin*, près d'un petit ouvrage appelé la *redoute Canrobert :* il avait prescrit surtout que ces troupes se tinssent toutes prêtes à marcher, car il ne doutait pas que le secours, jugé superflu, ne fût bientôt réclamé.

Cependant à la canonnade d'Inkermann se mêlait une autre canonnade dont les détonations montaient de la plaine sur les hauteurs. C'était le prince Gortchakof qui, débouchant de Tchorgoun, avait déployé ses troupes dans la vallée de Balaklava et accomplissait l'une des fausses attaques destinées, dans le plan d'ensemble, à assurer l'action principale. Revenu dans son camp et installé près du *Télégraphe,* Bosquet observa quelque temps cette nouvelle évolution de l'ennemi. Un court examen le rassura. Le corps de Gortchakof était nombreux; mais l'offensive était molle ou nulle, et la diversion cessait

(1) Fay, *Souvenirs de la guerre de Crimée,* p. 125. — *Rapport du général Bosquet sur la bataille d'Inkermann.* (*Moniteur,* 3 décembre 1854.)

même d'être habile, tant il apparaissait qu'elle n'était point autre chose! Le général Canrobert, étant survenu sur ces entrefaites, confirma le jugement de son lieutenant. Autant la démonstration de Tchorgoun inquiétait peu, autant vers la droite anglaise le bruit répété des décharges révélait une lutte acharnée. Bosquet ne s'y trompait pas. « Allez à Inkermann, disait-il à « un aide de camp de lord Raglan, c'est là que tout se pas« sera (1). » Lui-même était nerveux, comptait les minutes, dissimulait à peine son impatience; son regard, comme s'il eût voulu percer les brumes et franchir les obstacles, se dirigeait incessamment vers ces extrémités du plateau où retentissait la fusillade et où ses bataillons, demandés trop tard, seraient peut-être impuissants à rétablir le combat.

L'attente enfin cessa. A neuf heures arriva à toute bride le colonel Steele envoyé par lord Raglan. « Les Anglais sont écra« sés, s'écria-t-il d'une voix émue; il n'y a pas un instant à perdre « si nous voulons regagner la partie. — Je le savais bien, répli« qua simplement Bosquet. » « Allez dire à nos vaillants alliés, « ajouta-t-il, que les Français arrivent au pas de course (2). » Il expédie alors au général Bourbaki l'ordre de se porter sur Inkermann avec ses deux bataillons. Mais déjà Bourbaki a pressenti les volontés de son chef et a quitté la *redoute Canrobert*. Il n'a avec lui que 1,600 hommes : faible force sans doute, mais ce sont des troupes fraîches qui vont tomber au milieu de troupes harassées, et peut-être sera-ce là ce précieux appoint qui, jeté à propos dans la mêlée, a décidé souvent le destin des batailles.

Il était près de neuf heures et demie. Les Anglais, définitivement rejetés hors de la batterie, étaient ramenés vers leur camp : quelques-uns luttaient encore avec l'énergie du désespoir, mais beaucoup d'autres avaient atteint ce degré d'épuisement qui émousse ou anéantit l'instinct même du salut : plusieurs désertaient les rangs et regagnaient les tentes, non par défaillance de l'âme, mais par suprême lassitude ou invincible

(1) Fay, *Souvenirs de Crimée*, p. 129.
(2) Fay, *Souvenirs de Crimée*, p. 133.

découragement. Soudain de ces poitrines harassées sortit un immense *hurrah*, et les blessés mêmes se soulevèrent pour mêler leurs cris à ceux de leurs compagnons. A deux ou trois cents mètres en arrière, on avait entendu les rapides et entraînantes sonneries des clairons : on saisissait un bruit de pas alertes qui rapidement se rapprochait : à travers les brumes un peu éclaircies, on apercevait l'éclatante couleur des pantalons rouges qui se détachaient sur les teintes grises de l'horizon. C'étaient les soldats de Bourbaki, c'était le secours, le secours vraiment sauveur qui arrivait quand tout semblait perdu.

Les Russes s'étaient formés en avant de la *batterie des Sacs à terre* et se préparaient à déborder sur les camps anglais. Heureusement pour nos armes, ils avaient opéré ce mouvement avec quelque lenteur. A la vue de nos uniformes, une sorte de flottement se produisit dans leurs lignes. Ils ignorent le petit nombre de leurs nouveaux adversaires, et d'instinct reculent vers le retranchement. Profitant de cette indécision, les Français entreprennent de tourner la batterie. A droite, le 6e de ligne rejette le régiment de Selenghinsk bien au delà de l'ouvrage tant de fois pris et reconquis : à gauche, le 7e léger s'engage sur la vieille route de Poste, pousse devant lui les soldats d'Iakoustk et les refoule vers le ravin des Carrières Cependant l'ennemi, revenu de sa surprise, s'aperçoit qu'il a devant lui non un corps d'armée, mais quelques centaines d'hommes. Selenghinsk et Iakoustk reprennent l'offensive. Bourbaki rallie ses soldats et cède à son tour le terrain si rapidement gagné. Il recule, non sans pertes cruelles. C'est ici que tombe, frappé à mort, le colonel du 6e de ligne, M. de Camas. Les Russes serrent de si près nos colonnes que le drapeau du régiment va tomber dans leurs mains. « Enfants, au drapeau! » s'écrie le lieutenant-colonel en saisissant la hampe, et les soldats se précipitent autour de lui. Nos bataillons se replient, mais en bon ordre et en exécutant des feux meurtriers. Enfin, ils regagnent les lignes anglaises après un engagement qui n'a pas été couronné d'un plein succès, mais qui, sans doute, aura laissé au reste des renforts français le temps d'arriver

Les minutes qui suivirent furent pleines d'anxiété. Que, d'un élan vigoureux, les Russes prennent l'offensive, et la bataille est décidée. Cette fois encore, l'ennemi est gagné de vitesse. Le général Bosquet apparaît sur le théâtre du combat : avec lui se pressent au pas de course quatre compagnies de chasseurs à pied, suivies de près par un bataillon de zouaves et un bataillon de tirailleurs algériens. Une nouvelle acclamation retentit; ce sont les Anglais qui saluent la seconde intervention de la France.

Ce fut alors le moment décisif. Les chasseurs à pied abordent la batterie des Sacs à terre : à gauche, sur la vieille route de Poste, le 6e de ligne et le 7e léger se reforment pour une seconde charge; à droite, les zouaves et les tirailleurs attaquent de flanc le retranchement anglais. Toutes les chroniques du temps, tous les récits des contemporains ont popularisé et rendu fameux ce dernier épisode du combat. Sur les crêtes et au milieu des broussailles, zouaves et tirailleurs algériens « bondissaient, dit-on, « comme des panthères (1) » : leur costume étrange, leur teint bronzé, leur agilité à manier la baïonnette, leur furie dans l'attaque, tout contribue à déconcerter leurs adversaires. Troublés par cette apparition fantastique, las des coups qu'ils ont portés, presque privés de munitions, les Russes abandonnent de nouveau la batterie, et de nouveau sont rejetés sur le ravin des Carrières. Rassemblant toute leur énergie, les soldats d'Iakoustk et de Selenghinsk tentent encore de reprendre les positions perdues. Beaucoup des nôtres succombent dans cette dernière mêlée; Bosquet lui-même est un instant enveloppé. Mais les renforts affluent de toutes parts : c'est le 4e chasseurs d'Afrique, c'est un nouveau bataillon de zouaves, c'est le 50e de ligne; au loin enfin apparaît la brigade de Monet, détachée du corps de siège. Débordés par ces troupes fraîches, impuissants malgré leur vaillance, les Russes ne songent plus qu'à assurer leur retraite.

Cette retraite elle-même fut pénible autant que sanglante. Acculés jusqu'aux crêtes qui dominent la vallée de la Tchernaïa, les soldats du régiment de Selenghinsk furent précipités du

(1) Rapport du général Bosquet. (*Moniteur* du 3 décembre 1854.)

sommet des escarpements; beaucoup se brisèrent dans leur chute ou expirèrent sans secours au fond des ravins. Le gros de l'armée russe s'écoula, d'un côté, vers le pont d'Inkermann; de l'autre, vers l'extrémité de Karabelnaïa. Le plus difficile fut de sauver les pièces d'artillerie; elles étaient nombreuses, difficiles à manier, souvent privées d'une portion de leurs attelages, et ce n'est qu'au prix de peines infinies que ces trophées nous furent dérobés. Posté sur la butte des Cosaques, le régiment de Vladimir couvrit la retraite, et, dans cette tâche ingrate, subit des pertes terribles. Même au delà du plateau, l'ennemi n'échappa point à nos coups. Vers deux heures, comme les colonnes russes étaient engagées sur la digue et le pont de la Tchernaïa, une de nos batteries fut installée sur l'extrême rebord des hauteurs et ouvrit de larges trouées à travers les masses épaisses qui défilaient vers l'autre rive. Le carnage ne cessa que par l'arrivée de deux vapeurs qui, s'embossant dans la grande rade, prirent de flanc la batterie et la contraignirent à se retirer.

L'attaque principale des Russes avait échoué. Quant aux deux diversions qui devaient la seconder, celle du prince Gortchakof vers Balaklava ne mérite aucun souvenir, tant elle fut, comme on l'a dit, molle et inefficace. Celle qui fut tentée contre notre corps de siége fut plus sérieuse et mieux conduite. A neuf heures et demie, comme la bataille faisait rage vers les camps anglais, le général Timofeief, avec un corps de 3,000 hommes, était sorti de Sébastopol, près du bastion de la Quarantaine, s'était jeté sur nos batteries et en avait désorganisé plusieurs. Bientôt il avait été vigoureusement poursuivi et ramené vers la place. Mais cette poursuite elle-même s'était changée en échec pour les nôtres; car nos soldats, se laissant entraîner jusque sous le bastion, avaient été accueillis par une grêle de balles et d'obus; aventurés si loin, ils avaient dû rétrograder sous le feu de l'ennemi, et, dans cette retraite, avaient perdu 900 hommes, entre autres leur chef, le général de Lourmel, victime de son imprudente ardeur.

Telle fut, dans son ensemble, l'affaire d'Inkermann, immense assaut tenté par les assiégés contre le point faible de

nos lignes. Les Russes durent surtout leur insuccès aux modifications du plan primitif, modifications conçues à la dernière heure, et, de plus, obscures. La pensée du prince Menschikof était que Soïmonof et Pavlof fissent leur jonction sur le plateau d'Inkermann, et, avec leurs forces combinées, livrassent une attaque unique. Le général Dannenberg, craignant que ces deux corps ne pussent se déployer à l'aise sur un espace aussi étroit, imagina deux attaques distinctes, Pavlof abordant de front le camp anglais, Soïmonof le tournant par la rive occidentale du Carénage. Le second plan pouvait, aussi bien que le premier, mieux peut-être, assurer la victoire; mais encore fallait-il qu'il lui fût franchement substitué. Il n'en alla pas ainsi, et les ordres de Dannenberg demeurèrent trop équivoques pour dissiper l'incertitude dans l'esprit de ses lieutenants. Placé entre les conceptions de Menschikof et les instructions nouvelles de son chef immédiat, Soïmonof parut mêler les unes aux autres. Comme le prescrivait Dannenberg, il avança le matin l'heure de son départ, en sorte que, forcément, il devait devancer Pavlof et livrer une action isolée; d'un autre côté, se souvenant des pensées de Menschikof, il traversa le Carénage et marcha droit au plateau, au lieu de longer la berge occidentale du ravin et de couper les positions anglaises. On perdit donc tout à la fois et le bénéfice de l'attaque en masse qu'aurait voulu Menschikof, et l'avantage du mouvement de flanc que souhaitait Dannenberg. Tout le reste se ressentit de ce faux point de départ. Les Russes avaient une immense supériorité numérique, et, en engageant leurs effectifs les uns après les autres, la perdirent en partie. Les troupes de Soïmonof parurent les premières sur le champ de bataille; elles étaient déjà presque repoussées lorsque les régiments de Taroutino et de Borodino, devançant le corps de Pavlof, entrèrent en ligne; enfin les bataillons de Taroutino et de Borodino étaient déjà hors de combat lorsque Pavlof livra sa grande attaque. Tous ces désavantages eussent peut-être été compensés si le prince Gortchakof, dans sa diversion vers Balaklava, eût attiré sur lui le corps d'observation français. On sait comment cette manœuvre échoua. Entre les Anglais et les Russes également épuisés, Bosquet, demeuré

libre, put donc intervenir à temps, et, avec ses troupes reposées, décida la victoire.

Tandis que les bataillons russes rentraient dans Sébastopol ou gagnaient leur bivouac au delà de la Tchernaïa, les voitures du train et des ambulances parcouraient le plateau, déjà envahi par les ombres du soir, et commençaient à recueillir les victimes. Jamais besogne ne fut plus laborieuse, ni surtout plus lamentable. On s'était battu sur un si étroit espace, qu'en beaucoup d'endroits le sol disparaissait sous un véritable amoncellement de morts et de blessés. C'est surtout près de la *Batterie des Sacs à terre* que l'horreur de la scène défiait toute description. « Quel abattoir! » s'écria le général Bosquet en passant en ces lieux désolés (1). Le mot resta, et l'ouvrage anglais fut appelé la *Batterie de l'Abattoir*. Jusque dans les rapports officiels perce une impression de navrante pitié. « Je n'ai jamais « vu de spectacle pareil à celui du champ de bataille. » Ainsi parlait lord Raglan, ce vétéran des grandes guerres (2). Au bout de quelques jours, les relevés des régiments et des ambulances permirent de supputer les pertes. Sur 8,200 hommes engagés, les Français avaient, en dehors de la brigade de Lourmel, 793 tués ou blessés. Les Anglais, qui avaient porté vers Inkermann toutes leurs forces disponibles, sauf la brigade Eyre, laissée au siège, et la brigade John Campbell, gardée à Balaklava, comptaient 2,816 hommes hors de combat. Quant aux ennemis, sur 34,000 combattants, 2,988 étaient morts, 6,151 blessés. A ces chiffres déjà si effrayants, les statistiques russes ajoutèrent 1,590 hommes disparus. Quels étaient, en une proportion si inaccoutumée, ces soldats dont le sort demeurait incertain? Des déserteurs? l'armée russe en comptait peu. Des prisonniers? nous n'en fîmes qu'un nombre assez restreint. Une découverte lugubre éclaira plus tard au moins en partie ce mystère et demeure comme le sombre épilogue de la terrible bataille. Au printemps de 1856, comme la paix venait d'être conclue, il arriva souvent que Français et

(1) Fay, *Souvenirs de Crimée*, p. 127.
(2) Rapport du 8 novembre.

Anglais, quittant leur bivouac, portaient leurs pas vers les hauteurs d'Inkermann, soit pour revoir le lieu de leurs épreuves, soit afin de saluer d'un dernier adieu ceux qui reposaient là-bas pour jamais. Souvent aussi ils ne se bornaient pas à ce pieux pèlerinage : poussés par la curiosité et jouissant de la sécurité reconquise, ils descendaient les escarpements du plateau et s'égaraient jusque dans la vallée de la Tchernaïa. Là, dans les anfractuosités des rochers, apparaissaient des tronçons d'armes, et aussi des amas de débris humains. On se rappela alors la charge des zouaves et des tirailleurs qui, dans la furie de leur élan, avaient précipité dans l'abîme leurs ennemis acculés contre les crêtes extrêmes de la montagne. Jusque-là, les hostilités avaient empêché d'explorer ces ravins que balayaient à l'envi les projectiles des deux armées. C'est alors aussi que nos vaillants ennemis purent compléter leur nécrologe. Ces humbles et glorieux ossements, lavés par la pluie, blanchis par le soleil, et bientôt pieusement renfermés dans des tombeaux publics, c'étaient les restes des soldats de Selenghinsk, morts dans la journée du 5 novembre « pour le Czar et pour la patrie ».

VII

Lorsque la sécurité rétablie dans les camps permit aux impressions de se recueillir et de s'exprimer, un même souvenir s'éveilla dans tous les esprits, et le nom de la bataille d'Eylau s'échappa de toutes les lèvres. Jamais rapprochement ne se justifia mieux. A Eylau comme à Inkermann, c'était le même cadre d'une nature désolée : là-bas les neiges de l'hiver, ici les brumes glacées de l'arrière-automne. En février 1807 et en novembre 1854, c'était, en face de l'armée française, ces mêmes fantassins moscovites, si tenaces qu'il faut, disent les militaires, les tuer deux fois. Dans l'un comme dans l'autre combat, c'était la même lutte impitoyable, la même effusion de sang, les mêmes alternatives de la fortune longtemps indécise.

Surtout c'était, dans l'une et l'autre journée, la même stérilité du triomphe.

Si glorieuse que fût la victoire, elle dissipait les illusions, loin de grandir les espérances. La veille de la bataille, on avait délibéré sur un prochain assaut contre le bastion du Mât, et l'opinion générale s'était prononcée pour l'action. Le 6 novembre, un nouveau conseil se tint, et on décida de différer l'entreprise, tant elle semblait désormais chanceuse en présence d'un ennemi supérieur en nombre et égal en bravoure! Les pensées se faisaient presque timides, et timides au lendemain même d'un succès. Le plus pressé était de mettre le plateau d'Inkermann à l'abri d'une nouvelle surprise : on résolut d'ajouter aux faibles ouvrages déjà existants trois redoutes qui devinrent la *Redoute du* 5 *novembre,* la *Redoute des Anglais,* la *Redoute du Phare :* en outre, pour compenser la faiblesse des effectifs anglais, il fut arrêté que le colonel Cler, avec le 2e zouaves et le 3e d'infanterie de marine, serait détaché du corps de siège et établirait son bivouac au milieu des campements britanniques. Ces mesures urgentes une fois prises, on adopta un programme purement défensif. Déjouer avec soin toute attaque, poursuivre patiemment les travaux du siège, attendre les renforts de France, telles furent les trois grandes lignes de ce programme. C'était un plan très sage, et le meilleur à coup sûr jusqu'à complet accroissement de nos ressources : mais, à consulter les simples apparences, il semblait un peu modeste pour un victorieux.

Les chefs secondaires, les soldats eux-mêmes pénétraient ce réel état des affaires. Une perspective d'abord écartée, puis à demi entrevue, et maintenant trop claire, attristait les âmes. « Nous hivernerons en Crimée », répétait-on sous les tentes. Longtemps on avait espéré que tout se terminerait en une bataille décisive : la bataille était bien venue, mais elle avait plutôt assuré nos positions qu'entamé celles de l'ennemi. Déjà les nuits étaient longues et froides : déjà la pluie rendait pénibles les transports et les corvées : déjà le soleil rare et pâle était impuissant à absorber l'humidité du plateau et à sécher les flaques des ravins. A ces signes de la mauvaise saison, les

cœurs se serraient. Ce n'était pas la nostalgie ni même le découragement, mais une impression un peu sombre qui contrastait avec l'ordinaire insouciance du soldat.

L'hiver s'annonça cette année-là par un ouragan terrible ou plutôt un vrai cyclone, phénomène extraordinaire, même sur ces rivages si battus des tempêtes.

Le 13 novembre, vers la fin de l'après-midi, le ciel prit tout à coup une teinte livide et sinistre; la mer battit violemment la côte; puis les nuages, s'abaissant sur le plateau et courant presque à ras du sol, produisirent une nuit anticipée. Le soir venu, chacun se blottit dans sa tente, non sans anxiété. La réalité dépassa toutes les craintes. Le 14, vers quatre heures du matin, l'orage qui menaçait depuis la veille éclata. Un vent effroyable, entrecoupé de tonnerre, mêlé de grêle et de torrents de pluie, balaya les bivouacs, crevant les toiles, dispersant les vêtements, secouant les maisons elles-mêmes. Au jour, la tempête s'accrut encore. Bientôt quelques baraquements, plus solidement installés que les autres, demeurèrent seuls debout : tout le reste gisait sur le sol ou volait au gré des tourbillons. Officiers et soldats, privés d'abris, pliés en deux et parfois renversés par l'ouragan, se cherchaient, s'appelaient, rassemblaient toutes leurs forces pour résister aux éléments. Les uns tâchaient de gagner soit un repli du terrain, soit une crevasse des ravines, et s'y réfugiaient tout éperdus : les autres s'obstinaient à recueillir leurs équipements, leur linge, leurs habits, pauvres richesses gardées avec sollicitude et seules ressources contre les intempéries futures. Les hommes de service au siège n'étaient pas moins à plaindre : car l'eau faisait irruption en bouillonnant dans les tranchées, et on pouvait redouter que, les terres s'éboulant, tous les travaux ne fussent perdus. Le passager, mais cruel fléau faisait d'autres victimes plus dignes de pitié, c'étaient les malades ou les blessés dont les tentes ou les abris en planches avaient été emportés : dévorés par la fièvre, submergés dans leur couche, suffoqués par le choc des rafales, les malheureux poussaient d'horribles cris d'angoisse : parmi leurs camarades, quelques-uns se dévouèrent et, en les transportant à grand'peine dans les baraques préservées, les

arrachèrent à une mort inévitable. — Tous ceux que n'absorbait pas le sentiment de leurs propres souffrances tournaient leurs regards vers la mer, où l'épreuve était bien plus terrible. Dans la rade même de Sébastopol, les navires russes étaient en danger. En pleine mer ou sur les rivages, quel ne devait pas être le péril! On sut plus tard le compte des avaries et des naufrages. Dans cette journée funeste, notre marine marchande perdit plusieurs bâtiments : la marine de guerre ne fut pas plus épargnée, car le vaisseau *Henri IV* et la corvette à vapeur *le Pluton* vinrent à la côte près d'Eupatoria. Quant aux Anglais, la fortune leur fut plus contraire encore : parmi les navires britanniques, beaucoup périrent corps et biens : l'un d'eux, le *Prince,* portait l'argent destiné à la solde; il portait aussi une cargaison d'habits de laine, chargement beaucoup plus précieux pour ces pauvres troupes condamnées au rude hiver de la Chersonèse.

C'était bien en effet l'hiver. A partir du 14 novembre, la pluie régna pendant plusieurs semaines avec de rares interruptions. « La Chersonèse, écrivait le colonel Cler, ressemble « au fond d'un étang à peine vidé; nos bivouacs sont changés « en marécage, les cadavres de chevaux jonchent la terre, et « tout a l'aspect de désolation (1) ». A la pluie succéda la gelée. Puis arriva la neige et enfin un affreux dégel plus incommode encore que le froid.

Sur ce plateau ouvert à tous les vents, on devine quelles furent les souffrances. On s'était embarqué à l'ouverture de la belle saison, et rien n'avait été prévu pour une campagne d'hiver : en outre, depuis les rapides expéditions de l'Algérie, on n'imaginait rien de mieux qu'une armée équipée à la légère, et les bagages, les *impedimenta,* comme disaient dédaigneusement les Africains, semblaient la plus gênante des superfluités. Des faibles ressources dont on disposait, une partie avait été dispersée ou mise hors de service par le cyclone du 14. De France, on s'empressa de pourvoir à cette détresse, dès qu'on la connut. Cabans, ceintures de flanelle, chaussures, objets de

(1) *Correspondance inédite.*

campement, tout fut commandé : mais il fallait exécuter les commandes, les réunir, les expédier; il fallait compter avec les retards des transports maritimes, avec les fréquentes tempêtes de l'Euxin : aussi les secours n'arriveraient sans doute que quand les besoins les plus urgents seraient passés. — A l'absence de vêtements chauds se joignait la disette du combustible. Inexpugnables sur les hauteurs de la presqu'île, les alliés n'en pouvaient descendre sans danger : de là, l'impossibilité de ces corvées à longue distance qui, en d'autres guerres, ont pourvu à l'entretien des armées. On n'avait donc pour le chauffage d'autres ressources que les arrivages incertains et insuffisants des navires ou les maigres bouquets d'arbres du plateau. On eut bientôt coupé tout le bois, sauf les taillis réservés par l'artillerie pour ses fascinages : puis on recueillit les moindres broussailles, on déterra les souches de vignes, on utilisa les débris de caisses ou les vieilles planches. Toute cette patiente industrie fournissait à peine de quoi cuire les rations quotidiennes. Cependant le froid augmentait, et avec lui les souffrances. A Paris, on s'émut justement de ces privations. Vers le milieu de l'hiver arrivèrent même des poêles de fonte, très ingénieux et du meilleur modèle : par malheur, on n'avait plus rien pour les alimenter. — Le transport des vivres et surtout des munitions de guerre était un autre et grave souci. De Marseille à Kamiesch, rien n'était à redouter, si ce n'est les tempêtes : mais de Kamiesch au camp, il y avait sept à huit kilomètres, et les chemins, défoncés par les pluies, creusés de profondes ornières, rendaient les charrois presque impraticables. On vit des convois d'artillerie employer plusieurs jours depuis le port de débarquement jusqu'au grand parc : du grand parc aux batteries un nouvel effort était nécessaire. Mal nourris, excédés de fatigue, mal protégés contre l'humidité ou le froid, les chevaux succombaient en masse, en sorte que plus les intempéries faisaient obstacle aux transports, plus les moyens d'attelage manquaient. Les corvées, souvent mortelles pour les chevaux, étaient dangereuses pour les hommes eux-mêmes. Mais, de tous les services, celui que la saison aggravait le plus, c'était celui des tranchées. Il était pénible pour les sol-

dats de garde, transis et harassés : il l'était surtout pour les travailleurs qui creusaient le sol éboulé par les pluies ou durci sous la neige et avaient à exercer une double vigilance, d'abord contre l'ennemi toujours prêt à déborder de ses murailles, puis contre les éléments, presque aussi redoutables que l'ennemi.

Ces tristesses et ces épreuves ne semblèrent pas influer d'abord sur l'état sanitaire. Il arriva même que le choléra, assez violent en septembre et en octobre, diminua durant les deux mois suivants et n'occasionna que des pertes insignifiantes (1). La jeunesse, disaient les plus optimistes, remplace bien des couvertures, et, sur ce mot, ils se rassuraient. L'illusion dura peu. La température s'abaissant, les médecins virent affluer les malades, les uns atteints de dysenterie, les autres d'affections pulmonaires ; puis l'absence de toute alimentation végétale engendra le scorbut : un peu plus tard, le typhus fut constaté, mais heureusement ne s'étendit pas. Enfin, comme l'hiver éclatait dans toute sa rigueur, les premiers cas de congélation apparurent, et en peu de temps se multiplièrent au point d'éveiller l'inquiétude. Les hommes les moins atteints étaient traités sous les tentes, les autres envoyés aux ambulances. Bientôt celles-ci regorgèrent de monde, et l'entassement fut tel qu'il occasionna des fièvres infectieuses. On remédiait à ces embarras par des évacuations sur Constantinople. C'est vers cette ville qu'étaient dirigés les *grands blessés* et aussi les malades dont la santé profondément altérée demanderait de longs soins. Le chiffre de ces évacués fut en novembre de 3,742, en décembre de 2,949 : en janvier, il s'éleva à 6,131 (2). La plupart étaient les victimes non du siège ou des batailles, mais des influences morbides ou du climat. Par les journées d'hiver, c'était un lugubre spectacle que celui des convois qui s'allongeaient sur le chemin raboteux de Kamiesch et conduisaient jusqu'au port ceux qui devaient partir. Le trajet était pénible, et non moins pénible l'embarquement; mais rien n'égalait les

(1) Le nombre des décès cholériques fut, en octobre, de 289 ; en novembre, de 129; en décembre, de 88. (Scrive, *Relation médico-chirurgicale*, p. 127, 131, 136.)

(2) Scrive, *Relation médico-chirurgicale*, p. 131, 136, 139.

souffrances de la traversée sur une mer toujours inclémente. A chaque route, plusieurs succombaient à bord, soit par une rechute de leur mal, soit que leurs forces non recouvrées fussent au-dessous d'un tel voyage. Enfin le ciel s'éclaircissait, la vague devenait moins sombre, et, après un dernier coup de vent, on entrait dans le canal, puis dans les eaux paisibles de la Corne d'or. A Constantinople, l'intendance avait aménagé de vastes hôpitaux dans les lieux les plus salubres et avait pris sans façon ce que l'inertie turque hésitait à donner. « Les Français ne sont pas maîtres de Sébastopol, disaient « les Ottomans avec une ironie placide; mais, en revanche, ils « le sont de Constantinople. » Là, mais là seulement, blessés et malades trouvaient un climat meilleur et le repos de leurs fatigues. Les soins mêmes étaient plus doux, plus intelligents et presque maternels. C'est que la France catholique, pour adoucir les maux de la guerre, avait envoyé vers l'armée d'Orient ses admirables Sœurs de Saint-Vincent de Paul. Elles s'étaient naguère arrêtées au Pirée pour y assister les cholériques de la brigade Mayran, et aussi, par surcroît, les Grecs; puis on les avait vues à Gallipoli et à Varna; quelques-unes étaient déjà en Crimée; la plupart se trouvaient alors rassemblées à Constantinople. C'étaient elles qui allaient aux débarqués de chaque navire et les servaient non seulement avec les ressources de leur charité, mais avec la radieuse allégresse de leur volontaire sacrifice. Plus d'un leur dut une guérison désespérée, plus d'un aussi une mort sainte et consolée. Hâtons-nous de dire qu'elles avaient, non tout à fait des égales, mais tout au moins des émules. A la nouvelle des combats cruels et des épidémies plus cruelles encore, de nobles filles de la Grande-Bretagne avaient tressailli de pitié. L'une d'elles, miss Nightingale, avait recruté quelques compagnes, et, toutes ensemble, elles venaient d'aborder à Constantinople pour y soigner les soldats de leur nation, pour leur parler la langue de la patrie, et, mieux encore, la langue de l'Évangile. Sainte émulation de dévouement qui relève l'âme, qui émeut et qui fait oublier, pour un instant, l'horreur de tant de sang versé.

Ce n'était pas sans raison que l'Angleterre chrétienne venait au secours de ses enfants. Les souffrances de nos alliés dépassaient encore les nôtres. Les pertes terribles des deux dernières batailles avaient produit une impression non effacée. Lorsque, le lendemain d'Inkermann, le colonel Cler était arrivé au bivouac du Moulin pour y camper avec ses zouaves, le colonel des *Coldstream*, lord Frédéric Paulet, était venu à lui, et, l'abordant avec cette cordialité anglaise qui touche d'autant plus qu'elle est moins habituelle : « Venez dans ma tente, lui « avait-il dit, elle était occupée hier par trois camarades aimés; « ils sont morts, ajouta-t-il avec émotion, et vous prendrez leur « place (1). » Ces mots, dans leur grave et noble tristesse, peignaient le sentiment de l'armée britannique : chacun, l'âme frappée, cherchait encore à ses côtés les compagnons disparus. Les calamités de l'hiver, fondant sur les régiments affaiblis, achevèrent rapidement l'œuvre des Russes. Tout accrut la détresse. L'Angleterre, depuis 1815, n'avait pas fait la guerre sur le continent, et beaucoup jugeaient qu'elle ne la ferait plus; de là une désuétude générale de toutes les institutions militaires. Les autres contrées ont une administration qui pourvoit au campement, aux subsistances, aux hôpitaux; elle est souvent imparfaite, mais du moins elle fonctionne : en Angleterre, cette administration n'existait que sur le papier. Nos alliés ne savaient pas même utiliser leurs insuffisantes ressources, car l'extrême division du travail, habituelle dans leur pays, fait que souvent l'Anglais ignore tout, sauf son propre métier où il excelle. Le soldat anglais était superbe un jour de bataille; mais il ne parvenait ni à allumer le feu, ni à préparer les aliments, ni à laver le linge, ni à exécuter les corvées; c'était de sa part inhabileté et peut-être aussi dédain; faute de ces soins vulgaires, les hommes, mal nourris ou malpropres, offraient une proie facile à la maladie et échouaient tristement aux ambulances. Aux premiers embarras, on fit appel aux inépuisables richesses de la mère patrie. Si puissante que fût l'Angleterre, il ne lui appartenait pas d'abréger les distances;

(1) *Souvenirs du 2e zouaves*, p. 171.

souvent les vaisseaux arrivaient trop tard; parfois ils n'arrivaient pas du tout, ainsi en fut-il du *Prince*. Pour relever le moral des troupes, on ne pouvait guère compter sur les chefs : ceux-ci, parfaits gentlemen, corrects en toute chose, intrépides au feu, vivaient en dehors de leurs subordonnés et ne les connaissaient pas : plusieurs couchaient non au bivouac, mais à bord des vaisseaux. L'hiver survenant, quelques-uns revinrent même à Londres, et on les vit siéger au Parlement. Cependant, à mesure que la saison devenait plus rigoureuse, les rangs s'éclaircissaient : les effectifs descendirent à 15,000 hommes, puis à 14,000; on assure qu'à la fin de l'année, le nombre réel des combattants n'atteignait pas 12,000. Quant à ces magnifiques chevaux qui, à Varna, avaient excité beaucoup d'admiration et un peu d'envie, ils étaient morts presque tous. Les Anglais cachent volontiers leurs mécomptes. Pour dissimuler l'amoindrissement de leurs forces, ils dressèrent, dit-on, des tentes vides sur les hauteurs qui environnent Balaklava. En dépit de ces artifices, la réalité apparut. Les attelages faisaient défaut et aussi les voitures d'ambulance, tant était grand le nombre des malades; chevaux et cacolets furent généreusement prêtés par les Français, qui pourtant n'avaient rien de superflu. Déjà les correspondances privées, les rapports mêmes de lord Raglan laissaient pressentir la vérité. Certaines compagnies étaient réduites à quelques hommes, et démoralisés jusqu'à l'impuissance; les uns remplissaient leur service avec une ponctualité mécanique, mais sans zèle comme sans espoir; les autres, dans les tranchées, s'exposaient volontairement aux coups de l'ennemi; chez quelques-uns enfin, on retrouvait ces signes de morne hébétement qu'on observe chez les Irlandais dans les jours de grande famine; avec l'excès de la souffrance avait disparu le désir et l'instinct même de la vie.

En de si douloureuses conjonctures, les opérations militaires étaient presque suspendues. Ce n'était pas que chez nous l'impatience d'en finir ne fût grande, mais l'hiver triomphait de l'ardeur même des hommes. La difficulté des approvisionnements obligeait les batteries à ménager leur tir. Les Français poussaient non sans quelque lenteur leurs tranchées contre la ville :

les Anglais avançaient bien plus lentement vers Karabelnaïa, et le jour n'était point éloigné où ils nous abandonneraient une partie de leur tâche. Quant aux Russes, ils exécutaient fréquemment de petites sorties, en vue de soutenir le moral de la garnison bien plus que dans l'espérance d'un avantage signalé. Toutes ces escarmouches se ressemblaient. A la faveur de la nuit, l'ennemi se glissait silencieusement hors de la place, débordait à l'improviste sur nos ouvrages, enlevait quelques armes, s'emparait de quelques outils, renversait deux ou trois pans de gabionnade; puis il se retirait en laissant sur le terrain quelques morts et entre nos mains quelques prisonniers. Le lendemain, un récit un peu coloré de l'affaire était publié dans Sébastopol, et les assiégés, se croyant victorieux, s'encourageaient dans leurs rudes labeurs. Le dommage pour les nôtres était d'ailleurs presque nul, à moins qu'une poursuite irréfléchie ne les entraînât trop près de l'enceinte : alors ils tombaient sous le feu des bastions et payaient cher leur témérité. Tous les rapports des chefs d'attaque, à leur descente de garde, se résumaient alors en une formule presque consacrée : *Rien de nouveau*. Ces mots, toutefois, n'étaient pas tout à fait exacts. Si l'action militaire des Russes se bornait à quelques engagements sans importance, à l'intérieur de leurs lignes leur travail était incessant. Moins sensibles aux intempéries et, d'ailleurs, mieux abrités que nous, ils mettaient à profit le temps. C'est pendant ce sombre et monotone hiver qu'ils complétèrent leur système de défense et le conduisirent à une véritable perfection. Du côté de la ville, ils construisaient de nouvelles batteries, ils élargissaient leurs fossés, ils consolidaient leurs bastions et en particulier le bastion du Mât : en arrière de l'enceinte, ils fortifiaient leurs barricades, ils créaient des redoutes, ils armaient d'artillerie toutes les positions dominantes. Du côté de Karabelnaïa, ils achevaient la réfection du Grand-Redan si bouleversé le 17 octobre, ils développaient le Petit-Redan, ils transformaient surtout en un formidable ouvrage la tour Malakof. Il arriva que leur défense prit même une allure agressive. En avant de l'enceinte, ils avaient établi des embuscades : ces embuscades agrandies se transformèrent en *loge-*

ments d'où les tirailleurs russes purent menacer ou prendre en écharpe nos travaux les plus avancés.

Tout cet appareil disait assez combien grands seraient les obstacles lorsque le premier retour du printemps permettrait de nouveau la grande guerre. En attendant, et quel que fût le danger de cette défense accrue, il fallait aller au plus pressé, et le plus pressé, c'était non de combattre, mais de vivre. Quiconque eût, en ce temps-là, visité le plateau de Chersonèse aurait été frappé de la bizarrerie du spectacle. Au fond de la baie de Kamiesch où étaient amarrés nos vaisseaux, des baraques en bois commençaient à se construire, assez nombreuses et assez pressées pour donner l'illusion d'une petite ville. Là s'agitait cette population interlope que l'amour du lucre entraîne sur les pas des armées : Grecs, Marseillais, Juifs, Levantins, tous parlaient cette langue composite du bassin de la Méditerranée où le geste exubérant achève l'expression incomplète ou obscure : tous déballaient leurs marchandises, épiceries, liqueurs, tabac, lainages, cotonnades, objets de première nécessité ailleurs, mais objets de luxe là-bas, tant les avides trafiquants les mettaient à haut prix! De Kamiesch au camp s'allongeait le chemin, tantôt détrempé par les eaux, tantôt durci par la gelée : estafettes, matelots, conducteurs d'artillerie, militaires isolés, blessés, convalescents, tous se croisaient sur la route et y répandaient une animation continue, quoique un peu morne à cause de la rigueur de la saison et de la tristesse des choses. Au loin cependant les bivouacs apparaissaient, aujourd'hui noyés dans les brumes, demain ensevelis sous la neige. Chacun, suivant sa prévoyance, ses besoins, son industrie, avait aménagé sa demeure : celui-ci se contentait de sa tente; celui-là plus ingénieux avait creusé un trou en terre et, afin d'échapper au froid, s'y était pour ainsi dire blotti; d'autres, mieux partagés, reposaient sous des baraquements. Les accoutrements étaient variés autant que les abris; l'un était revêtu d'un paletot en peau de mouton, l'autre portait une de ces capotes à capuchon qu'on appela plus tard criméennes; beaucoup étaient chaussés de demi-bottes prises sur les Russes tués : les barbes non rasées rendaient

encore l'aspect plus inculte. Parfois passait au milieu des tentes quelque officier boutonné, ganté, luisant d'or, nouveau débarqué qui faisait à ses chefs les visites d'usage : on l'observait d'un regard curieux et un peu ironique; puis on rappelait avec un sourire la belle tenue et les minutieux règlements des garnisons de France. Il y avait une heure où les camps s'animaient, c'était celle où les travailleurs et les bataillons de garde partaient pour la tranchée : vers cette heure-là aussi revenaient des travaux du siège les hommes dont le service était fini : rarement ils revenaient tous : on donnait alors un regret aux morts, et, quand ceux-ci étaient jeunes, aimés, au seuil d'une carrière heureuse, les regrets se coloraient d'une courte émotion. En dehors de ces moments d'activité, les loisirs étaient longs dans les bivouacs. Les soldats libres de corvée se pressaient autour de quelques tisons dont ils cherchaient à prolonger les lueurs, ou s'ingéniaient en mille manières pour améliorer leur couchage, leur ordinaire, leur habillement. Quant aux officiers, les uns écrivaient appuyés sur quelque caisse renversée et s'arrêtaient par intervalles pour dégourdir leurs mains raidies de froid : les autres lisaient quelque vieux fragment de journal, et non sans manifester de fréquentes impatiences; car ils y retrouvaient tous les plans infaillibles des stratégistes en chambre, et ces élucubrations fantaisistes excitaient au plus haut point leur humeur. « S'imagine-t-on, disaient-ils, que Sébastopol va tomber comme Jéricho aux sons de nos fanfares? » Souvent, l'entretien était interrompu par le tir de la place, tantôt rapide et saccadé, tantôt au contraire ralenti et alors passant comme un appel de détresse à travers le plateau. Chacun, suivant sa nature, se pliait aux événements. Quelques-uns, de santé robuste et d'espérance tenace, conservaient tout leur ressort et communiquaient même leur gaieté autour d'eux. D'autres se dépitaient : « C'est le siège de Troie, répétaient-ils », et la comparaison fit fortune. Il y avait les stoïques qui affectaient une silencieuse indifférence. Il y avait les statisticiens, vieux artilleurs qui se perdaient en d'interminables calculs et se plaisaient à dresser le compte des projectiles dépensés. Il y avait les théoriciens qui jugeaient le siège fort

instructif : « C'est, disaient-ils, une excellente école d'application pour nos jeunes officiers du génie » ; et cette pensée consolante leur tenait lieu de tout le reste. Il y avait les positifs qui, dès qu'ils le pouvaient, s'échappaient à Kamiesch, y marchandaient le vin, le thé, les vêtements, les bougies, rapportaient tout heureux leurs pauvres richesses et s'appliquaient à vivre le moins mal possible, puisque, après tout, le patriotisme même conseillait de vivre. Le découragement dégénérant en faiblesse, quelques demandes de rapatriement arrivèrent au quartier général. Peu après la bataille d'Inkermann, le prince Napoléon, à la vérité assez malade, avait quitté la Crimée. Plusieurs l'imitèrent. Ce fut une minorité infime, et presque tous tinrent à honneur de ne point déserter l'épreuve. En ces heures de souffrances obscures, quelques-uns donnaient entre tous le bon exemple, et l'armée se plaisait à les suivre à la trace, non qu'ils fussent toujours les plus élevés par le grade, mais parce qu'on savait qu'ils seraient, en toute occasion, les premiers à la peine et au danger. Ces chefs respectés et dignes de l'être, c'était le général Bizot, commandant du génie, toujours présent sur les lignes, modeste autant qu'intrépide, un peu attristé parfois des attaques que lui valaient à Paris les longueurs du siège, inébranlable néanmoins dans son devoir, et destiné à couronner par une mort glorieuse une irréprochable vie ; c'était le brave et brillant colonel Cler, campé au milieu des troupes britanniques et jaloux de maintenir, de grandir même le bon renom des troupes françaises : c'était le général Bosquet, qui possédait mieux qu'aucun autre la confiance du soldat. Au-dessus de tous, le général Canrobert, passionné pour le bien-être et la santé de ses hommes, navré de leurs souffrances, loyalement préoccupé d'écarter de ses subordonnés jusqu'à l'ombre d'un reproche injuste, le général Canrobert offrait le vrai modèle de toutes les vertus militaires. Bon autant que vaillant, on le voyait distribuant autour de lui ses encouragements et ses largesses ; puis, le soir venu, il s'acheminait vers les ambulances : « C'est le revers de la médaille », disait-il à ses aides de camp ; et en effet, son excellent cœur ne se consolait pas des maux qu'il était impuissant à adoucir ou à abréger.

Ainsi s'écoulaient les jours, tous pareils les uns aux autres. On célébra un peu tristement les fêtes de l'hiver, la *Sainte-Barbe,* cet anniversaire traditionnel des canonniers, la *Noël,* chère au cœur de tout Anglais : la *nouvelle année* vint, et on échangea quelques vœux mélancoliques, tandis que, de la patrie, arrivaient des souhaits mêlés encore d'illusion : puis ce furent les *Rois,* cette fête populaire de la vieille France, et quelques punchs s'allumèrent dans les tentes en souvenir de la famille et du foyer. Cependant le général en chef avait voulu qu'une cérémonie militaire marquât l'année qui finissait. Une récente décision impériale lui avait attribué le droit de nommer aux grades inférieurs et de conférer la croix de la Légion d'honneur. Il jugea équitable autant qu'opportun de rehausser la distribution de ces récompenses par l'éclat d'une revue. Le 31 décembre, les troupes du corps de siège et d'observation prirent donc les armes et se rangèrent sur le plateau. Les habits usés par la campagne déjà longue, les drapeaux troués, les traces encore visibles des derniers combats, la proximité des fosses funèbres où déjà reposaient tant de victimes, tout prêtait à la scène une grandeur inaccoutumée. Plusieurs fois il arriva que le son des musiques guerrières fut couvert par le bruit du canon, signe de la lutte assoupie, mais non interrompue. Les généraux Forey et Bosquet distribuèrent les croix, chacun pour son corps, au nom du général en chef. Puis Canrobert lui-même poussa son cheval au milieu des rangs et, d'une voix émue, remercia ses soldats au nom de la France et de l'Empereur.

Jamais remerciement ne fut accueilli avec une plus sincère, une plus mâle gratitude; jamais aussi il ne fut mieux mérité. On a dit que toute la vie militaire tient en ces deux mots : *Grandeur et servitude.* Les jours de *grandeur,* de grandeur triomphante viendront, et déjà ils ne sont plus loin. Nous sommes encore dans les jours de *servitude,* servitude de l'obéissance, servitude du travail, servitude de la souffrance, servitude de la mort, et de la mort obscure. De ces deux phases où se résume toute existence guerrière, la première est plus radieuse, la seconde plus touchante, plus humaine, pour ainsi dire plus sainte. C'est aussi celle qui le plus aisément serait

passée sous silence, et c'est pourquoi il convenait de la raconter.

VIII

Tandis que les armées alliées enduraient de si cruelles épreuves, à Paris et à Londres régnait un singulier mélange de surprise et de déception. Le projet de descente en Crimée avait paru aventureux; mais le débarquement accompli, nul n'avait douté que Sébastopol ne fût bientôt entre nos mains. Tel était le sentiment des militaires les plus expérimentés. « La « chute de Sébastopol est infaillible », disait en ce temps-là Lamoricière à M. de Tocqueville (1). Elle paraissait même si infaillible que, sur la foi d'une information inexacte, on célébra la prise de la ville. Cette rumeur ayant été démentie, on se consola vite, dans l'assurance que la nouvelle, fausse aujourd'hui, serait demain la vérité. Le *Times* croyait concéder beaucoup en assignant une durée d'un mois à la résistance de la place. Le langage officiel n'était pas moins optimiste : « Espérons, disait le 9 novembre l'ambassadeur de France, « M. Walewski, au banquet d'installation du lord-maire, espé- « rons qu'au moment où je parle les drapeaux alliés flottent « victorieux sur les murs ou plutôt sur les ruines de Sébas- « topol. »

C'est au milieu de ces attentes surexcitées que tombèrent coup sur coup les dépêches de Crimée : on apprit le bombardement infructueux du 17 octobre, puis le combat de Balaklava et la destruction de la brigade légère. On sut enfin la bataille d'Inkermann, victoire sans doute, mais bien différente de l'engagement décisif qu'on avait rêvé.

A Paris, l'émotion fut assez vive, quoique silencieuse. Décidément le conflit dégénérait en grande guerre; cette guerre

(1) TOCQUEVILLE, *Nouvelle Correspondance*, p. 339.

serait longue, sanglante, et, quel que fût le succès final, mêlée peut-être de revers. Plusieurs causes assombrissaient les esprits. Le choléra régnait, et, en beaucoup d'endroits, faisait de nombreuses victimes. La récolte de 1853 avait été presque nulle, celle de 1854 médiocre, et on craignait que l'hiver, si rude en Crimée, ne fût pénible aussi dans les chaumières ou les ateliers de France. Sous ces impressions attristées, les bruits peu favorables s'accréditaient facilement; on parla de nouveaux impôts et surtout de levées extraordinaires. Ce n'était pas la presse, contenue jusqu'à la servitude, qui propageait ces rumeurs; elles naissaient d'elles-mêmes et circulaient avec une troublante rapidité. Les préfets s'évertuaient à calmer les appréhensions, recherchaient les fauteurs de mauvaises nouvelles; surtout, ils ne se lassaient point de répéter que tout allait à souhait. En cela ils dépassaient la pensée du souverain lui-même. Celui-ci, le 24 novembre, dans une lettre publique au général Canrobert, ne cacha pas sa déception qui était celle de tout le monde. « Après la victoire de l'Alma, j'avais espéré, disait-il, que l'ar« mée ennemie en déroute n'aurait pas réparé si promptement « ses pertes, et que Sébastopol tomberait sous nos coups; mais « la défense opiniâtre de la ville arrête un moment le cours de « nos succès (1). » L'Empereur terminait en annonçant d'importants renforts et de nombreuses récompenses. Il parlait aussi d'une prochaine diversion en Bessarabie, soit qu'il voulût donner le change à l'ennemi et peser sur les résolutions de l'Autriche, soit que ce dessein fût vraiment un de ceux où son esprit mobile se complaisait.

Bien autrement bruyante était, en Angleterre, l'expression du sentiment public. L'extrême liberté de la presse laissait à la critique toutes ses audaces. Dans le compte des pertes de Balaklava et d'Inkermann, la Grande-Bretagne avait la principale part. Enfin, il n'était pas une correspondance venue de Crimée qui ne signalât les vices ou les lacunes de l'administration militaire. Le Parlement ayant été rassemblé le 12 décembre, le discours de la Couronne ne dissimula pas la gravité des con-

(1) Lettre du 24 novembre 1854. (*Moniteur*, 26 novembre 1854.)

jonctures. « Je vous ai convoqués, disait la Reine, afin de pou- « voir, avec votre assistance, adopter des mesures qui me per- « mettront de poursuivre avec la plus extrême vigueur la grande « guerre dans laquelle nous sommes engagés. » Le lendemain même de la séance royale, le ministère présenta deux *bills* : le premier autorisait la formation, par voie de recrutement volontaire, de régiments de milices qui remplaceraient, soit à l'intérieur, soit à Malte, à Corfou et à Gibraltar, les garnisons de l'armée régulière dirigées sur la Crimée; le second avait pour but de permettre l'enrôlement de soldats étrangers. Les *bills* furent adoptés, quoique non sans peine; ce n'était pas qu'on ne les jugeât nécessaires, seulement ils choquaient toutes les coutumes britanniques. Après ce double vote, les Chambres se séparèrent pour les vacances de Noël. Mais en vain les conseillers de la Reine se seraient-ils flattés d'avoir, par leur initiative, apaisé l'opinion : il n'en était point ainsi, et on en eut bientôt la preuve.

Les derniers jours de l'année, que la tradition anglaise consacre aux fêtes, furent pleins d'agitation et de trouble. Toutes les nouvelles défavorables étaient accueillies avec une crédulité enfantine, et à la réalité déjà fort triste s'ajoutaient toutes les fantaisies nées de la malveillance ou de la peur. Les journalistes affolaient le public et s'affolaient eux-mêmes de leurs propres exagérations. Tantôt ils accusaient l'organisation médicale, tantôt ils s'en prenaient au service des transports; la charpie était restée à Varna; les baraques, ajoutait-on, étaient arrivées à Balaklava, mais on avait oublié de les mettre à terre, et, quand enfin on s'était décidé à les dresser, on avait constaté que les clous et les outils manquaient. Une brochure venait de paraître où un officier anglais, captif des Russes, vantait fort la généreuse courtoisie de ses adversaires. Vraiment, répétaient les plus aigres, ne vaudrait-il pas mieux être prisonnier de l'ennemi que d'avoir à compter sur la sollicitude des autorités nationales? La raillerie se mêlait à l'objurgation; il aurait fallu traiter à forfait avec quelque compagnie pour l'entreprise du siège de Sébastopol, les choses eussent été mieux. Ainsi parlait le *Times,* plus ardent que tous les autres à prêcher la guerre à outrance et la défiance contre le Cabinet.

On s'emparait surtout des aveux échappés aux conseillers de la Couronne. Le 12 décembre, à la Chambre des lords, le duc de Newcastle, ministre de la guerre, avait évalué à 53,000 hommes le nombre des soldats britanniques envoyés en Crimée (1). Sur ces 53,000 hommes, 7 ou 8,000 composaient les derniers renforts et voguaient vers la Chersonèse ou séjournaient soit à Constantinople, soit à Malte; 12 à 15,000 formaient l'effectif encore valide devant Sébastopol. Mais qu'étaient devenus les autres? Combien étaient morts par le feu? Combien par les maladies? Combien par la misère? Combien surtout par l'incurie du commandement?

Le 23 janvier 1855, le Parlement se réunit de nouveau. Le 26, à la Chambre des communes, M. Roebuck, député de Sheffield, déposa une demande d'enquête sur l'état des affaires en Crimée. Les membres du cabinet Aberdeen ne se faisaient guère illusion, et sentaient que l'opinion publique déçue réclamait des victimes expiatoires. L'un d'eux, lord John Russell, plus avisé que correct, venait même de se séparer de ses collègues comme on s'éloigne d'une maison prête à crouler. Sir Sidney Herbert répondit à M. Roebuck. Il ne nia point la détresse de l'armée anglaise, mais l'attribua à des causes générales, à d'inopportunes économies faites en temps de paix, à l'inexpérience de certains officiers, à la difficulté des transports de Balaklava au camp, à la mauvaise constitution des bureaux de la guerre. A la séance suivante, le chancelier de l'Échiquier, M. Gladstone, avec plus d'éloquence que d'espoir, plaida la cause du gouvernement. Puis on alla aux voix; 305 suffrages contre 148 se déclarèrent pour l'enquête et prononcèrent virtuellement la déchéance du ministère.

La *Marseillaise*, même chantée en anglais, n'a pas le secret d'enfanter des soldats. Les journaux hostiles au cabinet eurent beau triompher, annoncer une ère nouvelle, prêcher les grands sacrifices, piétiner sur les ministres tombés. La vérité, c'est que les dons volontaires affluaient : flanelle, lainages, vin de Porto, puddings, tout arrivait en abondance aux comités de souscrip-

(1) Voir *Parliamentary Debates, Third series*, t. CXXXVI, p. 51.

tions : s'agissait-il de s'enrôler? nul ne se présentait. Tous les anciens embarras subsistaient, et il s'y joignait un souci supplémentaire, celui du nouveau cabinet à former. Cette difficulté parut grande. Pendant longtemps, à chaque crise ministérielle, les journaux se hâtaient de dire : Le duc a été appelé. Le duc, c'était Wellington, et à ce nom respecté tout le monde se rassurait. Mais Wellington était mort. La Reine songea tour à tour à lord Lansdowne, qui était trop vieux ; à lord Derby, qui, sans doute, était fort éloquent, mais ne disposait que d'une majorité précaire ; à lord John Russell lui-même, que sa récente défection avait fort discrédité. Enfin, lord Palmerston fut choisi. « Me voici premier lord de la Trésorerie, écrivait-il quelques jours plus tard à son frère : je suis, pour le moment, l'inévitable (1). » Inévitable, il l'était en effet. Il avait sur ses prédécesseurs bien des avantages, sa popularité personnelle, ses liaisons dans tous les partis, son crédit sur l'empereur des Français et, par-dessus tout, son tempérament politique, si bien à l'unisson du tempérament anglais. En ces conjonctures difficiles, il sut justifier le choix de sa souveraine en ramenant le calme dans le pays, et dans le Parlement la confiance. Volontiers il aurait enterré la motion Roebuck, la jugeant inutile et dangereuse. « A quoi bon une commission d'en-« quête? disait-il, le 16 février, à la Chambre des communes. « Nous, ministres, nous serons votre commission, et le « résultat témoignera de nos efforts et de notre sincérité à « réformer les abus. » La Chambre ayant refusé de se déjuger à si peu de jours d'intervalle, il s'appliqua à devancer l'œuvre du comité parlementaire au point de le rendre superflu. Par ses soins, les transports furent accélérés ; des baraques, des vêtements, des objets de toute sorte furent commandés : c'est en ce temps-là que fut commencé le chemin de fer qui devait relier Balaklava au camp anglais ; des mesures enfin furent prescrites pour réorganiser les hôpitaux, améliorer le service médical, assainir les bivouacs (2). Avec un mélange de fermeté

(1) *The life of viscount Palmerston, by* EVELYN ASHLEY, t. II, p. 306.

(2) Lettre à lord Raglan, 22 février 1855. (*The life of viscount Palmerston,* t. II, p. 308.)

et de persiflage, l'habile ministre écarta toutes les propositions qui auraient consacré l'ingérence du Parlement dans la conduite de la guerre. M. Layard ayant un jour proposé l'envoi de commissaires en Crimée, pour rechercher et punir les coupables : « Il sera peut-être agréable à la Chambre, répliqua « Palmerston, de prendre l'honorable orateur au mot, et de « l'envoyer en mission sur le théâtre de la guerre jusqu'à la fin « de la session (1). » A cette repartie, les rires éclatèrent, et la motion fut oubliée. Surtout, la préoccupation dominante du premier ministre fut de renforcer l'armée anglaise, de combler les vides, d'accroître les effectifs. En homme qui a peu d'illusions, il comptait, à cet égard, moins sur ses compatriotes, très courageux, mais peu militaires, que sur les étrangers. « Employons « tous les moyens possibles, écrivait-il, à quelque temps de là, « au ministre de la guerre, lord Panmure, pour compléter nos « forces. Tâchons d'avoir autant d'Allemands et de Suisses que « cela sera possible; faisons venir des hommes de Halifax; en« rôlons des Italiens. Ne nous laissons arrêter par aucun pré« jugé officiel ou routinier (2). » Tant d'activité ne fut point stérile. La crise tenait, non à l'incurie du ministère précédent, mais au passage subit de l'état de paix à l'état d'hostilité. La Grande-Bretagne avait été surprise, elle n'était point impuissante. Au bout de quelques mois, l'armée anglaise de Crimée étonna le monde par l'abondance de ses richesses, autant qu'elle l'avait naguère étonné par sa pénurie. Elle eut tout ce que l'argent et l'industrie peuvent donner, de beaux hommes, de beaux chevaux qui, derechef, firent envie, de beaux fourgons, un beau matériel, des baraques confortables, des ambulances presque luxueuses, des vivres surtout à profusion. Elle fut, en un mot, si bien organisée pour la lutte que plus tard, la paix survenant, elle en eut quelque regret. On eût dit qu'il lui en coûtait de laisser inutilisé l'immense appareil qu'elle venait à peine de compléter.

La France, quoique moins prise au dépourvu, se disposait,

(1) Voir *The life of viscount Palmerston*, t. II, p. 309.
(2) *The life of viscount Palmerston*, t. II, p. 319.

elle aussi, à de nouveaux sacrifices. C'est alors que l'armée d'Orient s'accrut par l'adjonction des 6ᵉ, 7ᵉ, 8ᵉ divisions. Un avis du *Moniteur* annonça que les soldats libérables seraient maintenus sous les drapeaux. Le Corps législatif, réuni le 23 décembre, vota une levée de 140,000 hommes sur la classe 1854. Un décret ordonna la formation d'une nouvelle légion étrangère. Dès le commencement de janvier, une portion de la garde impériale fut dirigée sur Marseille. Plusieurs chefs nouveaux, choisis parmi les plus expérimentés et les plus actifs, furent tirés soit d'Algérie, soit des garnisons de l'intérieur, et envoyés sur le théâtre de la guerre : tel fut le général Pélissier qui remplaça, dans le commandement du corps de siége, le général Forey rappelé en France. Il importait enfin de pourvoir aux dépenses de cette lutte si agrandie, et une loi du 31 décembre 1854 autorisa un emprunt de 500 millions qui s'ajouta aux 250 millions déjà votés. — Toutes ces mesures étaient préparées et mises à exécution au milieu d'une muette obéissance. Les projets soumis à la Chambre étaient adoptés sans débats, et une note brève du *Moniteur,* soustraite à tout commentaire, annonçait seule au public les plus graves déterminations. L'émotion qui avait suivi la bataille d'Inkermann s'était calmée, et le train de la vie sociale, un instant troublé, avait repris sa régularité. Les impôts rentraient avec aisance. Les recettes des services financiers ne variaient guère et suivaient une marche plutôt progressive. Malgré la crise alimentaire, l'argent était si abondant qu'un arrêté ministériel put abaisser l'intérêt des bons du trésor. Les guichets des caisses publiques s'étant ouverts pour l'emprunt, plus de 2 milliards furent souscrits, et on s'enorgueillit fort de ce résultat qui parut alors très extraordinaire. Les alarmes étaient grandes à bien des foyers; mais, résignation ou patriotisme, elles se dissimulaient. Plusieurs se demandaient avec un embarras anxieux quel pourrait bien être le fruit proportionné à tant de sacrifices; mais ce n'étaient que des interrogations discrètes et échangées à huis clos. Une sympathie généreuse, et celle-là unanime, s'attachait à l'armée de Crimée; on saluait avec une fierté émue les régiments qui partaient; les comités de souscriptions recueillaient des dons

abondants : médecins, aumôniers, sœurs de charité s'offraient de toutes parts pour guérir les misères ou les consoler. Parfois, à l'annonce de quelque catastrophe, la pitié éclatait. Ainsi en fut-il quand on apprit la tempête du 14 novembre; ainsi en fut-il surtout quand, trois mois plus tard, on sut le naufrage de la frégate *la Sémillante,* perdue corps et biens sur les côtes de la Sardaigne, tellement perdue que, de son équipage et de ses 400 fantassins, destinés à la Crimée, on ne retrouva que quelques cadavres et quelques débris d'uniformes sur le rivage de l'îlot Lavezzi. Ces émotions étaient jugées légitimes, mais à la condition qu'elles ne dégénérassent ni en enquêtes curieuses, ni surtout en divulgations inopportunes. Le gouvernement veillait à ce que le voile des opérations militaires restât soigneusement baissé. « Si les renseignements sont faux, ils égarent « l'opinion; s'ils sont exacts, ils renseignent l'ennemi. » Ainsi s'exprimait le *Moniteur* (1). Lui-même ne se croyait pas tenu à la réserve qu'il imposait aux autres : il parlait donc par intervalles, et souvent mal à propos. « L'état sanitaire de l'armée « est excellent, disait-il le 12 janvier; la dysenterie a presque « disparu, il ne reste plus aucune trace de choléra. La douceur « de la température rappelle le climat de l'Italie. » Pendant ce temps, sur le port de Marseille, débarquaient chaque jour les évacués de Crimée, blessés, convalescents, malingres, congelés même que ce climat « tout italien » nous renvoyait.

Le silence n'est pas toujours le calme. Les secrets conseils des Tuileries n'étaient pas moins anxieux que les délibérations publiques du Parlement anglais. L'Empereur, par naturelle bonté d'âme, souffrait des épreuves de ses soldats : par politique autant que par amour-propre, il souhaitait un succès éclatant, et son impatience supportait mal les retards ou les obstacles d'une fortune non mauvaise, mais médiocre. Il avait assez d'instruction militaire pour se piquer de stratégie, pas assez pour imposer ses vues. Ses avis, qu'il prodiguait fort, n'étaient point des ordres et n'avaient point la prétention d'en être; mais, à raison de leur origine, ils dépassaient l'impor-

(1) *Moniteur,* 10 février 1855.

tance de simples conseils. Ils étaient donnés à huit cents lieues de distance, arrivaient vieux de quinze jours déjà et jetaient dans l'esprit des chefs plus de trouble que de lumière. Justement, Napoléon III avait étudié l'art des sièges, l'artillerie surtout, et avait sur ces matières quelque vanité. Jugeant les choses d'après les théories d'école ou d'après les siennes propres, il ne tenait compte ni de la configuration de Sébastopol, ni du travail de l'ennemi, ni des mille circonstances qui, suivant les lieux, les intempéries, les insuffisances d'effectif, modifient au jour le jour les résolutions militaires. Ses conceptions, même les plus sages, avaient souvent cessé d'être praticables quand elles parvenaient au camp. Lui cependant, du fond de son cabinet, entouré de ses croquis et de ses cartes, mal renseigné par des correspondances souvent envieuses, inintelligentes ou intéressées, lui cependant s'irritait de ne pouvoir éblouir le pays et l'Europe par quelque bulletin fastueux. Par intervalles, ce dépit lui inspirait des appréciations malveillantes, peu en harmonie avec son habituelle aménité. « Je n'hésite pas à dire, écrivait-il un jour, que les travaux du « siège n'ont pas le sens commun (1). » Il blessait ainsi ses meilleurs serviteurs, ceux mêmes qui, en ce temps-là, méritaient le mieux de la patrie. Son esprit, voyageant sans cesse sur les confins de la réalité et du rêve, caressait toutes sortes de plans. Tantôt il voulait que les Turcs prissent l'offensive sur les bords du Pruth, tantôt il songeait à attirer vers Sébastopol toutes les forces d'Omer-Pacha; d'autres fois, escomptant l'avenir, il se demandait ce qu'il ferait de la Crimée quand il l'aurait prise. Toujours sa pensée revenait vers le siège. « Il « faudrait envoyer là-bas, écrivait-il au ministre de la guerre, « un colonel du génie très capable et muni de vos instructions « spéciales. » En attendant, il expédiait en Orient des *missi dominici* chargés de porter des récompenses, de tout inspecter, de tout observer, de tout rapporter. Le général de Montebello était arrivé vers la fin de décembre; puis vinrent d'autres officiers, souvent modestes par le grade, mais avancés en crédit.

(1) M. Camille ROUSSET, *Guerre de Crimée*, t. Ier, p. 419.

Ces enquêtes ne renseignaient pas toujours le souverain; en revanche, elles éveillaient des froissements, elles étaient, pour les esprits chagrins ou malveillants, une invitation à la critique et affaiblissaient le commandement. En janvier 1855, un interprète plus autorisé de la pensée impériale aborda en Crimée; ce fut le général du génie Niel, déjà distingué par ses chefs au siège de Rome, mis naguère en relief par la prise de Bomarsund, général de division, aide de camp de l'Empereur, considérable par le rang, par le talent, et plus encore par l'entière confiance du maître. On eût dit, non un envoyé ordinaire, mais un légat *a latere* expédié de Paris. Après un court séjour devant Sébastopol, Niel partit et revint à Constantinople, puis il se rembarqua, mais non pour la France. Le vaisseau qui le portait sillonna de nouveau la mer Noire, et, à la grande surprise de tous, il reparut au camp, cette fois pour ne plus le quitter. Désormais le général Bizot, demeuré chef officiel du génie, eut un surveillant, tout au moins un coadjuteur. Serait-ce un coadjuteur avec future succession? Le boulet qui, deux mois plus tard, emporta Bizot, trancha la question d'héritage.

Au milieu de ces projets un peu vagues et flottants, deux pensées nouvelles, celles-là bien positives et précises, naissaient et s'affermissaient. — La première qui n'était qu'une application des règles générales en matière de siège, c'était que Sébastopol ne tomberait entre nos mains que si on l'investissait préalablement. Telle était l'opinion de l'Empereur, et surtout du général Niel, qui, une fois arrivé au camp, apporta à la soutenir une ardeur poussée jusqu'à l'âpreté. L'investissement était à ses yeux l'opération préalable sans laquelle toutes les autres seraient vaines; tant que les assiégés auraient leurs communications libres par la grande baie, rien ne serait décisif. « Pour l'assaut, au moins immédiat, « il faut, disait-il, renoncer à le tenter de vive force, car il « n'offre pas assez de chances de succès pour y risquer nos plus « braves soldats (1). » — Quant au second dessein, il était né

(1) Lettre du général Niel à l'Empereur, 14 février 1855. (*Journal des opérations du génie*, pièces justificatives, n° 8.)

en Crimée et se justifiait par la nature même des lieux. Dès le début de l'entreprise, les regards avaient été attirés vers la hauteur où était assise la tour de Malakof, et plusieurs s'étaient persuadé que si jamais on saisissait ce point dominant, on serait du même coup maître de la place. Peu à peu cette conviction s'était propagée dans le camp, et déjà elle s'imposait à l'attention du commandement.

De ces deux idées, la première, dans l'insuffisance de l'effectif affaibli par l'hiver, ne pouvait être mise de suite à exécution : plus tard, quand l'armée renforcée atteindra un chiffre formidable, elle ne sera point reprise, en dépit des avis de l'Empereur et des instances du général Niel : il convenait cependant de la mentionner, car elle sera débattue jusqu'à la fin, et avec passion, entre les chefs militaires. Au contraire, l'idée de l'attaque de Malakof deviendra bientôt populaire. Insensiblement l'intérêt va se porter du siège de la ville vers le siège de Karabelnaia, du *siège de gauche* vers le *siège de droite,* suivant les appellations nouvelles, du bastion de la Quarantaine, du bastion Central, du bastion du Mât vers le Grand-Redan, le Petit-Redan et surtout cette tour fameuse qui coûtera tant de sang et éveille encore aujourd'hui tant de souvenirs. C'est, à vrai dire, une seconde période du siège qui va commencer. — Mais avant de raconter cette nouvelle phase d'efforts et de travaux, notre attention doit se porter ailleurs. Tandis que les souffrances de l'hiver éprouvaient si rudement les combattants de Crimée, la diplomatie, ingénieuse en ses combinaisons autant que robuste en ses espérances, cherchait à abréger la lutte qu'elle avait été impuissante à prévenir. Il convient de raconter ici l'histoire de ces négociations qui remplirent tout l'hiver et se prolongèrent jusqu'au printemps. Nous reviendrons ensuite aux rives de la mer Noire pour dire la glorieuse défense des Russes, l'attaque non moins glorieuse des alliés et enfin le destin suprême de la malheureuse Sébastopol.

LIVRE VI

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE

Sommaire : I. — Les puissances allemandes. — La Prusse : le roi Frédéric-Guillaume IV ; son caractère et ses tendances contradictoires : pourparlers à Londres : protocole du 9 avril et traité du 20 avril : comment le roi de Prusse refuse de s'avancer davantage : caractère de sa neutralité.

II. — L'Autriche : comment son attitude semble, au début, plus décidée : traité du 14 juin : note du 8 août : les *quatre points :* traité du 2 décembre 1854.

III. — Irritation de la Russie contre le gouvernement autrichien : le prince Alexandre Gortchakof et son attitude à Vienne : comment le gouvernement russe accepte en principe les *quatre points*. — De quelle façon les Russes s'appliquent à trainer les choses en longueur et à détacher l'Autriche des puissances alliées : conduite du prince Gortchakof et ses atermoiements : l'accession du Piémont à l'alliance occidentale. — Chute du ministère Aberdeen. — Mort du czar Nicolas.

IV. — Impression produite par la mort de Nicolas : c'est sur ces entrefaites que s'ouvre la conférence de Vienne, tant de fois retardée. — Règlement des deux premiers points. — Avec le troisième point (indépendance de l'empire ottoman et puissance russe dans la mer Noire) les difficultés commencent : séance du 20 mars : importance que la France et l'Angleterre attachent au troisième point : plan arrêté à Londres. — Départ de M. Drouyn de Lhuys pour Vienne : ses entrevues avec M. de Buol et avec l'empereur François-Joseph : neutralisation ou limitation des forces russes dans la mer Noire : comment le prince Gortchakof se refuse à toute limitation : expédients contradictoires qu'il propose : ouverture ou clôture des détroits : ajournement de la conférence.

V. — Les vues de l'empereur Napoléon III et son projet de se rendre en Crimée. — Opposition très vive en Angleterre : inquiétudes plus vives encore en France. — Voyage à Londres. — Attentat de Pianori : comment le projet de voyage en Orient est abandonné.

VI. — Le dernier épisode des *Conférences de Vienne :* combinaisons de M. de Buol : les *contrepoids :* comment et pour quel motif cette combinaison, peu avantageuse en soi, est acceptée par lord John Russell et par M. Drouyn de

Lhuys. — Désaveux venus de Londres et de Paris : démission de M. Drouyn de Lhuys et son remplacement par M. Walewski. — Fin de la conférence.
VII. — Opinion de l'Europe sur la conduite de l'Autriche : isolement de cette puissance. — Véritable mobile qui a guidé à Vienne M. Drouyn de Lhuys : discours de M. de Montalembert au Corps législatif : où se trouve l'*allié révolutionnaire*.

I

Dans le grand conflit où étaient engagées la Russie, la France, l'Angleterre, la Turquie, c'était aux deux puissances allemandes qu'il appartenait d'intervenir soit comme médiatrices, soit comme belligérantes. On a vu les efforts tentés par l'Autriche pour prévenir la guerre. La rupture une fois consommée, quelles furent à Berlin et à Vienne les pensées et les résolutions ?

Frédéric-Guillaume IV, alors roi de Prusse, unissait en son âme des pensées contradictoires qui tour à tour le dominaient. Tout en lui était contraste. Les tendances de son éducation le rejetaient bien en arrière dans le passé : puis, par intervalles, une rapide et grandiose vision d'avenir éblouissait son esprit au point de le troubler. Nul ne poussait plus loin que lui le culte du droit monarchique et le respect des anciennes coutumes; il se trouvait pourtant que, parmi les maisons royales, la plus antique par les privilèges, celle d'Autriche, lui inspirait encore plus d'envie qu'elle ne lui imposait de vénération. Il dédaignait et redoutait fort les souverains parvenus; l'élévation de Louis-Philippe l'avait jadis scandalisé; celle de Napoléon III l'avait naguère rempli d'effroi; cependant, chef d'une jeune monarchie, un peu tenu à distance par ses orgueilleux voisins, il lui arrivait de se tourner vers la France comme vers l'État qui aiderait le mieux sa fortune, qui ferait payer le moins cher son patronage et peut-être même n'en exigerait pas le prix. Les desseins du monarque étaient confus et flottants; il entrevoyait, il ne voyait pas : ses combinaisons les plus pratiques, les plus positives même, se mêlaient de chimères : on eût dit une de

ces perspectives lointaines où la terre ferme se perd dans les nuages et se noie dans les eaux. Parfois son ambition s'allumait; il s'indignait alors de son petit royaume mal conformé, créé d'appoints successifs, composé de provinces tantôt acquises par ruse ou par force, tantôt concédées par la dédaigneuse générosité de l'Europe; il se souvenait avec amertume de ces jours non lointains d'Olmutz où l'Autriche lui avait durement imposé ses volontés; il imaginait une Prusse agrandie, armée de toutes pièces, disciplinée, studieuse, cultivant la science uniquement pour la guerre et faisant la guerre uniquement pour le gain. Presque aussitôt, sa piété, qui était poussée jusqu'à l'exaltation, rejetait ces pensées comme téméraires et coupables; il se reportait violemment en arrière; il revenait à l'idée d'une société à la fois piétiste et féodale, à une sorte de moyen âge artificiellement reconstruit, à une vaste *Sainte-Alliance* dont la Prusse serait le bras droit. A peine avait-il caressé cette conception qu'il s'avisait que la place était prise, prise par l'Autriche, prise par le Czar, et que dans cette hiérarchie, son royaume ne serait jamais qu'un comparse. De nouveau, il s'absorbait dans la vague ébauche d'un grand empire militaire, mais modernisé, préparé par lui, achevé par ses successeurs. Puis voici que le remords le ressaisissait une seconde fois, et aussi la crainte : car, avec une prudence presque cauteleuse, il sentait que les périls d'une telle entreprise en égaleraient les profits. — Tous les actes extérieurs du prince, ses écrits, ses paroles se ressentaient de ces étranges dispositions. Il s'exprimait en un langage tantôt sentimental jusqu'au mysticisme, tantôt positif jusqu'à la brutalité; ses entretiens étaient heurtés, pleins d'imprévu, presque d'incohérence; il était chevaleresque avec d'incroyables avidités de territoire; il n'était point l'ennemi des libertés publiques, mais volontiers il les eût revêtues de formes antiques au point de les rendre méconnaissables. Toujours sa pensée, distraite par instants, revenait vers le même objet, joie et tourment de sa vie, c'est-à-dire vers ce vaste empire qui réaliserait toutes ses ambitions, mais s'élèverait sur les ruines de ses plus chers scrupules. De vrai, c'était un précurseur, précurseur pour l'Allemagne comme Charles-Albert le fut pour l'Italie, indécis

d'ailleurs et ne voyant l'avenir que par échappées, malheureux en outre comme presque tous les précurseurs; car dans ses contemplations persistantes et solitaires, les lumières de son esprit s'usaient, s'usaient si bien qu'elles finirent par s'obscurcir et s'éteindre pour jamais.

Le conflit oriental avait surpris Frédéric-Guillaume au milieu de ses rêves. En présence des complications naissantes, son embarras avait été grand. Beau-frère et grand admirateur du Czar, il était naturellement attiré vers la Russie. D'un autre côté, des liens affectueux le rattachaient à la reine Victoria ainsi qu'au prince Albert, et l'alliance anglaise lui semblait une des traditions de sa politique. Quant à Napoléon, il avait entretenu contre lui de très vives préventions, mais déjà les pacifiques déclarations de l'Empereur affaiblissaient ses répugnances. Le premier souci du monarque prussien avait été de ne se livrer à personne, de garder, comme il le disait, *ses deux mains libres,* afin de pouvoir sans doute, dès l'occasion, prendre de l'une et de l'autre. A la fin de 1853, le sanglant épisode de Sinope avait fort ému les sentiments humanitaires du Roi, et, sous cette impression, il s'était un peu éloigné du Czar. Au mois de janvier 1854, il avait, ainsi qu'on l'a vu, refusé de signer avec la Russie une convention de neutralité. Il avait été plus loin, avait songé à lier partie avec les puissances occidentales et avait expédié à cet effet à Londres un agent officieux, M. de Pourtalès. Frédéric-Guillaume n'indiquait pas la nature de son concours, mais, avec une précision toute prussienne, en stipulait d'avance le prix : ce prix, c'était la liberté éventuelle de remanier à son gré l'état territorial de la Confédération; c'était aussi la reconnaissance de ses droits sur la principauté de Neufchâtel. « Il s'agit de l'Orient, non de l'Allemagne ou de Neufchâtel », avait répondu lord Clarendon, et M. de Pourtalès n'avait trouvé quelque sympathie que chez le prince Albert. Au commencement de mars, le chevalier de Bunsen, ministre de Prusse à Londres, dans un entretien avec le chef du *Foreign Office,* avait paru se prêter à de nouveaux pourparlers. Cette fois la Prusse demandait en échange de sa bonne volonté qu'on garantît sa frontière du Nord-Est et qu'on limitât

la marine russe de la Baltique. C'est sur ces entrefaites que les hostilités avaient éclaté. Frédéric-Guillaume s'associa alors par deux actes officiels à la politique des puissances occidentales. Le 9 avril, de concert avec l'Autriche, il protesta par un protocole en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman. Le 20 avril, il signa avec le gouvernement de Vienne une convention par laquelle les deux États se garantissaient leurs territoires réciproques et s'engageaient à veiller à la sécurité générale de l'Allemagne. L'importance du traité résidait, non dans ces stipulations générales, mais dans l'article supplémentaire qui y était annexé. En vertu de cette disposition additionnelle, la Prusse et l'Autriche devraient s'unir pour solliciter de la Russie l'évacuation des provinces danubiennes : en outre, l'incorporation des principautés ou le passage des Balkans serait pour les deux puissances allemandes un *casus belli*.

Cette convention serait-elle le dernier mot de la bonne volonté prussienne ? L'incertitude ne fut pas longue. Même au moment où il offrait ses services à Londres, le roi Frédéric-Guillaume, toujours ondoyant et irrésolu, était plus disposé à la réserve qu'à l'action. C'est du moins ce que sa correspondance autorise à affirmer : « Je suis neutre, écrivait-il dès le 9 janvier au chevalier de Bunsen, et si quelqu'un veut me battre, je le battrai (1). » Le traité du 20 avril n'était point encore signé, et déjà le Roi s'appliquait par avance à le rendre vain. Deux partis se disputaient l'influence à Berlin : le parti russe, appuyé par la *Gazette de la Croix* et très puissant à la cour comme dans l'aristocratie militaire ; le parti libéral, plus favorable aux États occidentaux et soutenu surtout par le prince royal et par le premier ministre, M. de Manteuffel. Frédéric-Guillaume conserva à la vérité M. de Manteuffel, mais pour tout le reste il inclina vers les amis du Czar. Le général de Bonin, ministre de la guerre, ouvertement hostile à la Russie, fut relevé de ses fonctions : le chevalier de Bunsen fut rappelé de Londres et remplacé par le général Von Groeben, l'un des

(1) *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Willems IV mit Bunsen von Leopold de Ranke*, p. 322.

membres les plus ardents du parti moscovite. Par ces mesures, le monarque non seulement affirmait sa volonté de ne pas prendre les armes, mais marquait la nuance même de sa neutralité.

A Paris, ce revirement causa peu de surprise et surtout peu d'irritation : on affecta d'ignorer la nouvelle politique prussienne. « Le protocole du 9 avril atteste l'union des quatre cours », disait gravement le *Moniteur* du 3 mai. M. de Moustier, ministre de Napoléon III à Berlin, se contentait de remarquer de temps en temps avec douceur que tout était permis à Berlin aux partisans de l'alliance russe, rien aux partisans de l'alliance occidentale; et après avoir formulé cette plainte débonnaire, il passait outre. — A Londres, où on comptait sur les sentiments personnels du Roi, la déception fut plus vive et le langage plus aigre. Frédéric-Guillaume avait confié au général Von Groeben une lettre autographe pour la reine Victoria, et, dans cette lettre, il marquait sans déguisement sa conduite future. « Je suis, disait-il, décidé à la neutralité complète... « mon peuple et moi, nous sommes unis. Qu'avons-nous à faire « contre le Turc? Que celui-ci tombe ou reste debout, qu'importe aux industrieux habitants des bords du Rhin et aux « laboureurs du *Riesengebirge?* Admettons que les Turcs ont « souffert; les Turcs, ce n'est pas nous; le Turc a de bons « amis, mais, malgré tout, l'empereur Nicolas est un digne « gentleman et ne nous a fait aucun tort. » De verve, la Reine répondit à son royal correspondant : « Votre lettre peut avoir « du bon sens pratique et se comprendrait dans la bouche d'un « roi de Saxe ou de Hanovre. Mais jusqu'ici j'avais regardé la « Prusse comme une des cinq grandes puissances qui, depuis « 1815, ont été les garantes des traités... Si votre exemple « trouve des imitateurs, la civilisation européenne devient un « jouet qu'on jette au vent, le droit n'a plus de champion et « l'opprimé n'a plus d'arbitre à qui en appeler (1). » Le prince Albert ne fut pas moins vif, mais, dans son patriotisme germanique, déplora moins les périls de l'Europe que l'effacement

(1) *The life of the prince Consort*, by Théodore Martin, t. III, p. 41-45.

de la Prusse : « S'il y avait eu une Allemagne et un monarque allemand à Berlin, écrivait-il le 28 avril, la guerre ne serait point arrivée (1). » Ce que les souverains exprimaient avec vivacité, la presse anglaise l'exhala avec violence, et elle n'eut pas de termes assez injurieux pour flétrir l'égoïsme prussien.

Ni les objurgations ni les allusions railleuses ne ramenèrent Frédéric-Guillaume. Rien n'est plus terre à terre qu'un idéologue quand une fois il se résigne à retenir le vol de ses pensées. Le Roi avait d'abord laissé son regard errer au delà de ses frontières, tantôt caressant des théories, tantôt cherchant quelque bénéfice. Bientôt il s'était persuadé que, dans le présent conflit, il n'y avait aucun fruit que sa main pût cueillir. Dès ce moment, il s'ingénia à demeurer non seulement neutre, mais immobile. Le mot d'ordre autour de lui fut de désavouer toute immixtion. Quel pourrait être le rôle de la Prusse dans la guerre? Prendrait-elle vigoureusement l'offensive vers le nord ou se rangerait-elle modestement à la suite de l'Autriche? La première attitude serait dangereuse, la seconde humiliante. Ce langage, assez sensé d'ailleurs, trouvait à Berlin des oreilles complaisantes. « Nous ne voulons pas jouer le rôle de zéro à « côté de l'Autriche, écrivait M. de Bismarck, alors ministre « de Prusse à la diète de Francfort..... Plus l'Autriche s'élève, « ajoutait-il, plus nous descendons politiquement au niveau des « petits États (2). » A ces considérations s'ajoutait une crainte assez bizarre et fort répandue : on redoutait que, si l'Autriche et la Prusse prenaient parti contre la Russie, le Czar, par une évolution désespérée, ne s'entendît coûte que coûte avec la France et ne fît payer à ses voisins allemands les frais de la lutte (3).

Il fallait pourtant donner une consécration au moins officielle au traité du 20 avril. Par une note du 12 juin, le cabinet de Berlin s'unit à celui de Vienne pour recommander à Saint-Pétersbourg l'évacuation des principautés. C'était de sa part l'acquittement d'une obligation bien plus que l'objet d'un réel

(1) *The life of the prince Consort,* t. III, p. 62.
(2) *Correspondance de M. de Bismarck,* t. Ier, p. 274 et 283.
(3) Voir *Correspondance de M. de Bismarck,* t. Ier, p. 307.

désir. Ce désir lui-même fut en partie exaucé; car six semaines plus tard les troupes russes se replièrent vers le Pruth. Dès lors le roi Frédéric-Guillaume, sensible à cette apparente satisfaction, jugea son rôle épuisé. On voit parfois dans les batailles des régiments, des divisions même, qui demeurent immobiles et inutilisés au fond de quelque ravin tandis que le combat fait rage autour d'eux. Tel sera désormais dans les négociations diplomatiques le rôle de la Prusse. Elle demeurera comme oubliée; elle s'appliquera à ne donner de gages à personne, ou plutôt elle donnera à tout le monde des gages également insignifiants; elle se consolera de son effacement par sa sécurité. Au milieu du fracas de la guerre, Frédéric-Guillaume se plaît à constater l'heureuse quiétude de ses peuples. « La patrie « n'est pas engagée, dit-il le 30 novembre 1854 en ouvrant le « Parlement de son pays, et la paix trouve encore un asile « parmi nous. »

II

Tout autre était, du moins à cette heure, l'attitude de l'empereur François-Joseph. On ne pouvait à Vienne dire comme à Berlin : Qu'importent la mer Noire ou les rives du Danube? Sans aller jusqu'à la guerre, l'Autriche, abandonnée par sa voisine, s'appliqua à déduire du traité du 20 avril les conséquences qu'il comportait. Un emprunt fut contracté; une levée fut prescrite; des forces considérables furent rassemblées sur les frontières de Transylvanie; puis une convention passée le 14 juin avec la Porte ottomane autorisa l'armée autrichienne à une occupation éventuelle des principautés danubiennes. Cependant, soit que la paix dût être rétablie, soit que la guerre dût s'étendre, il était essentiel de préciser les causes du conflit et de dire à quel prix il s'apaiserait. Le 8 août 1854, une note rédigée à Vienne et concertée entre les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, détermina, en les

réduisant à quatre, les points en litige. En premier lieu, il importait que le protectorat russe sur les provinces danubiennes fût remplacé par un protectorat collectif des puissances. En second lieu, la navigation du Danube devrait être affranchie de toute entrave. Troisièmement, l'indépendance de l'empire ottoman devrait être assurée ; et pour qu'elle le fût, on imagina plus tard de supprimer ou de réduire les forces navales entretenues dans l'Euxin. Quatrièmement enfin, on jugeait indispensable que la Russie renonçât à tout patronage exclusif sur les sujets chrétiens de la Porte. Telles étaient les conditions des puissances occidentales, telles étaient les *quatre garanties* réclamées par elles et désignées plus tard dans le langage diplomatique sous le nom des *Quatre Points*. En s'associant aux vœux de la France et de l'Angleterre, l'empereur François-Joseph ne sortait pas encore de sa position expectante, mais déjà il nuançait sa neutralité bien plus encore que Frédéric-Guillaume n'avait nuancé la sienne.

La note du 8 août n'ayant reçu d'abord à Saint-Pétersbourg qu'un accueil dédaigneux, le cabinet de Vienne jugea bon d'affirmer plus clairement ses préférences. Par un traité signé le 2 décembre avec la France et l'Angleterre, il s'appropria les quatre garanties et s'engagea solennellement à les faire prévaloir. Une clause spéciale imprimait au traité son vrai caractère : si le rétablissement de la paix générale n'était pas assuré avant la fin de l'année d'après les bases déjà posées, les souverains de France, d'Autriche, d'Angleterre, *délibéreraient sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance* (1). C'était à l'adresse du Czar une invitation à traiter, mais une invitation comminatoire. L'empereur d'Autriche s'avançait jusqu'aux derniers confins de la neutralité. Encore un pas, et il dériverait de la paix dans la guerre.

(1) Article 5 du traité.

III

Une heure après la signature du traité, le prince Alexandre Gortchakof, qui avait remplacé comme ambassadeur à Vienne M. de Meyendorf, entrait chez le comte Buol. C'est de la bouche même du ministre viennois qu'il apprit l'acte qui venait de se consommer.

Le prince Gortchakof avait de loin pressenti le péril et, dans ses dépêches, l'avait maintes fois dénoncé. Sur ses avis, le cabinet de Saint-Pétersbourg venait enfin d'autoriser une sorte d'adhésion générale aux *Quatre Points,* et déjà le diplomate russe se flattait d'avoir, par cette manœuvre, conjuré l'union de l'Autriche avec les puissances occidentales. Quand il vit que cette union, loin de s'affaiblir, se resserrait par un solennel traité d'alliance, sa surprise fut grande et sa colère aussi. « Je suis joué, s'écria-t-il; je n'ai plus qu'à me retirer; j'étais venu travailler à la paix, c'est vous qui l'avez rendue impossible... J'avais été l'organe de sacrifices que je croyais accomplis et sur lesquels je fondais toutes mes espérances. Vous renversez l'édifice, vous nous faites une blessure mortelle; je n'ai plus qu'à prendre mes passeports. » Tout cet étalage émut peu M. de Buol. « Ne prenez pas vos passeports, répliqua-t-il avec calme, « mais demandez plutôt de pleins pouvoirs qui vous autorisent « à souscrire aux conditions de la paix sans réticence et sans « réserve (1). » Déjà l'envoyé russe n'écoutait plus; il avait quitté la chancellerie, il rentrait à l'ambassade et, communiquant partout la nouvelle, répandait dans le corps diplomatique ses récriminations et ses doléances. Parmi les représentants des petites cours allemandes, presque toutes acquises à la Russie, ce ne fut qu'un murmure contre la *trahison de l'Autriche.* A la légation de Prusse, on se tut comme le voulait la consigne, mais on pouvait aisément interpréter ce silence même. Faire-

(1) Dépêche de M. de Bourqueney à M. Drouyn de Lhuys, 4 décembre 1854.

le contraire de l'Autriche, tel était en effet le dernier mot de l'habileté berlinoise, et, au milieu de tous les flottements de la politique prussienne, cette orientation était la seule qui ne variât presque jamais.

Les conjonctures ne laissaient pas que d'être embarrassantes pour la Russie. Contre la France et l'Angleterre la lutte était malaisée : que l'Autriche se joignît à elles, et tout espoir s'évanouirait. A tout prix il fallait briser la *triple alliance* ou, à force d'atermoiements, la rendre vaine. C'est à quoi s'employa le prince Gortchakof.

Les nouveaux alliés avaient résumé dans un *memorandum* les *Quatre Points* déjà énumérés dans la note du 8 août. Le *memorandum* ayant été lu, le 28 décembre 1854, à l'envoyé russe, celui-ci affecta d'abord un peu de hauteur. « Est-ce bien « là l'opinion des trois cours? demanda-t-il en fixant le ministre « autrichien. — Oui, des trois cours, répliqua M. de Buol tou- « jours impassible. — C'est donc une œuvre préméditée, reprit « le plénipotentiaire moscovite, et je ne sais, moi, comment « improviser ma réponse. Est-ce à cette rédaction complète, « textuelle, que j'ai à signifier une adhésion sans réserves? « mais j'ai saisi des passages que repousse la dignité de ma « cour. Nous n'en sommes point aux Fourches Caudines, et je « crois parler encore au nom d'un grand État. » Toute cette fierté n'était qu'une feinte : la sagesse conseillait à la Russie non l'obstination, mais les ménagements. « Vous croyez-vous « autorisé à rejeter définitivement l'interprétation des trois « puissances? » demanda vers la fin de l'entrevue M. de Buol au prince Gortchakof. Celui-ci, sur cette mise en demeure, se hâta de désavouer toute pensée de rupture. « Je ne regrette « pas les principes, dit-il, mais les commentaires qui les accom- « pagnent (1). » En fin de compte, il s'engagea à prendre les ordres du Czar et à produire ses instructions dans le délai de quinze jours. Le 7 janvier, la réponse arriva de Saint-Pétersbourg : c'était une acceptation des *Quatre Points* comme base officielle de négociation.

(1) Dépêche de M. de Bourqueney à M. Drouyn de Lhuys, 28 décembre 1854

Il semblait qu'il ne restât plus qu'à ouvrir les Conférences. Ce fut l'art du prince Gortchakof d'en ajourner l'inauguration, puis de traîner les débats en longueur, de décliner toute concession sans attirer cependant un nouvel ennemi sur sa patrie, de gagner jour sur jour sans que le cabinet de Vienne prît parti, en un mot, de retenir enchaînés sur leur extrême frontière les contingents autrichiens, tandis que le duel se dénouerait autour de Sébastopol. Le tempérament russe se prête à merveille à ces négociations dilatoires : c'est avec une extraordinaire souplesse que la diplomatie moscovite réussit à interpréter les textes, à faire sortir les désaccords de l'harmonie apparente et à remettre tout en question quand tout semble résolu. A ces aptitudes communes à presque tous les hommes d'État de son pays, le prince Gortchakof joignait d'autres conditions de succès. Naguère ministre de Russie à Stuttgart, il avait négocié le mariage de la grande-duchesse Olga avec le prince royal de Wurtemberg, et cet événement, en mettant son nom en relief, lui avait donné dans les cours allemandes un réel crédit : il était depuis longtemps très connu à Vienne; enfin d'anciens liens l'unissaient à M. de Buol, et, bien que dans son langage officiel il ne le ménageât guère, il n'avait garde de négliger des relations personnelles favorables à sa mission. Fort de ces avantages, le prince Gortchakof s'appliqua à accumuler les incidents. Il mettait à profit son influence sur les États secondaires et soufflait à la diète de Francfort des objections ou des critiques dont il s'armait ensuite. Surtout il ne trouvait jamais ses instructions assez claires : les distances et la saison favorisaient les atermoiements; il y a loin de Vienne à Saint-Pétersbourg, et, au mois de janvier, il n'est point invraisemblable d'alléguer les intempéries, les mauvais chemins ou les neiges. Tout servait les temporisations du plénipotentiaire russe. De toutes les puissances européennes, l'Autriche est la plus lente à se mouvoir, et ses lenteurs ont fait, suivant l'occurrence, sa faiblesse ou son salut. Enfin les diplomates de France et d'Angleterre s'oubliaient eux-mêmes parfois à écouter les bruits de Sébastopol plutôt que l'écho des chancelleries.

Sur ces entrefaites, un événement fort inattendu rejeta les

ministres viennois en de grandes perplexités. Vers le milieu de décembre, les journaux de Londres commencèrent à s'entretenir d'un nouvel allié qui se joindrait aux États occidentaux. C'était non la puissante Autriche, mais un petit royaume, si petit qu'il semblait devoir fournir moins un corps d'armée indépendant qu'une troupe gagée de *condottieri*. Quelques jours plus tard le mystère s'éclaircissait. On apprenait que le Piémont négociait avec la France et l'Angleterre un traité d'alliance et s'apprêtait à mettre une force de quinze mille hommes au service de la cause commune et spécialement de la Grande-Bretagne. Ainsi, tandis que de Paris et de Londres on sollicitait l'Autriche, on sollicitait en même temps sa pire ennemie. A Vienne, la réprobation fut unanime. Le prince Gortchakof eût été bien naïf s'il eût négligé de l'aviver : il n'y manqua pas, et, cette fois, fut écouté avec faveur. M. Drouyn de Lhuys avait prévu l'émotion et, dans ses dépêches à M. de Bourqueney, s'était ingénié par avance à plaider les circonstances atténuantes. « Dans l'état actuel, lui écrivait-il (1), « nous ne pouvons trouver mauvais que l'Angleterre, pour « augmenter ses forces, s'adresse là où elle est certaine de « trouver sans délai un contingent tout disponible. Des renforts « nous sont indispensables : n'est-il pas tout naturel que nous « tirions parti de ceux qui s'offrent les premiers à nous? » L'argument était médiocre. La détresse était-elle si grande que le secours du petit Piémont fût indispensable? M. Drouyn de Lhuys sentait lui-même l'objection; aussi, pour stimuler la bonne volonté et hâter les décisions de l'Autriche, avait-il recours à un autre moyen. Il laissait entendre qu'à défaut du concours de l'Allemagne, la France pourrait à l'improviste conclure avec le Czar une *paix chevaleresque* sans rien stipuler ni pour les principautés moldo-valaques, ni pour la navigation du Danube, ni pour aucune des questions qui, à Vienne, tenaient surtout à cœur. « Nous pourrions, écrivait-il le 20 janvier à M. de Bourqueney, faire de la lutte actuelle une simple « question d'honneur militaire entre la Russie et nous et, après

(1) Dépêche du 2 janvier 1855.

« avoir obligé l'empereur Nicolas à reconnaître la supériorité « de notre valeur et de nos ressources, lui rendre sans condition « son épée. »

Retenu par le prince Gortchakof et poussé en avant par les représentants de France et d'Angleterre, M. de Buol demeurait hésitant, se complaisait dans l'apparat de son haut arbitrage, prêtait aux alliés un concours moral, mais moral seulement, et, à la grande joie du plénipotentiaire russe, ajournait les résolutions décisives. Ainsi se passa le mois de janvier sans que la conférence se rassemblât. Au mois de février, la chute du ministère Aberdeen fut encore une occasion de retard. Les diplomates allaient enfin se réunir lorsqu'un événement extraordinaire fit oublier les négociations, détourna l'attention de Sébastopol elle-même, et tint pendant quelques jours toutes les âmes en suspens.

C'est de Saint-Pétersbourg que venait la grande nouvelle. Depuis plusieurs mois, le czar Nicolas portait avec une fatigue visible, quoique avec un courage toujours égal, le poids de son immense empire; toutes ses passions se concentraient en son armée, et il en avait suivi avec une fiévreuse anxiété les fortunes diverses. Au lendemain de l'Alma, il avait cru Sébastopol conquise; la résistance s'organisant, la confiance était revenue; après l'infructueux bombardement du 17 octobre, l'espoir avait débordé en une véritable allégresse ; puis, à quelques jours de là, le sinistre combat d'Inkermann avait de nouveau assombri les pensées : enfin était venu l'hiver avec ses courriers souvent retardés, avec ses nouvelles obscures ou contradictoires. L'esprit de l'Empereur s'usait à percer les distances, à interpréter les messages, à calculer les chances contraires ou propices ; et les chocs répétés de la douleur ou de la joie frappaient son cœur au point de le rompre. Ces émotions le consumaient d'autant plus que la solitude de son rang suprême ne lui permettait point de les partager. Aux tourments de l'orgueil déçu se joignait pour lui le cuisant regret de ses pertes. Toutes sortes de pressentiments le hantaient, et surtout celui de sa fin; bien qu'il n'eût point soixante ans, il la croyait prochaine : « J'ai atteint et dépassé, disait-il, le nombre des années

« que Dieu accorde à ceux de ma race. » Il vaquait cependant à ses devoirs souverains, non seulement avec son habituelle activité, mais avec un surcroît de scrupuleuse sollicitude. Le 21 février, comme il était accablé d'une grippe mêlée de fièvre, son médecin le conjura de ne pas quitter le palais s'il ne voulait que son état devînt périlleux. « Vous avez fait votre devoir, lui « répliqua l'Empereur avec une douceur qui ne lui était pas « ordinaire, laissez-moi faire le mien. » Il sortit, et sous le froid glacial de ces régions, passa en revue un régiment qui partait pour la Crimée. A son retour, ses traits altérés présageaient un mal grave, peut-être un danger prochain. Quelques jours plus tard, un courrier annonça l'insuccès d'une attaque tentée par les Russes sur Eupatoria. Sous cette nouvelle disgrâce du sort, l'âme du malade acheva de se briser. Le 28 février, le péril était imminent. Le 1er mars, la paralysie du poumon commençait et tout espoir était perdu. Le Czar, à ces visibles approches de sa fin, ne voulut ni tromper son peuple ni se tromper lui-même. Il envoya à Moscou, à Kiew, à Varsovie, une dépêche qui contenait ces simples mots : « L'Empe-« reur est à la mort. » Il appela ses principaux conseillers, le comte Orlof, le comte Adelsberg, le prince Dolgorouki, les chargea de ses adieux et les recommanda à son successeur. Songeant à son beau-frère, le roi de Prusse : « Que Frédéric-« Guillaume, insista-t-il plusieurs fois, continue à demeurer « attaché à la Russie. » Toujours sa pensée se reportait vers Sébastopol, et il demandait qu'on remerciât en son nom ses généraux, sa garde, son armée. « Je voulais te laisser un em-« pire bien ordonné, en paix, dit-il à son fils : la Providence en « a décidé autrement..... Je ne puis plus que prier pour vous « tous, pour la Russie. » L'Impératrice lui ayant récité le *Pater* et étant arrivée à ce verset : « Que votre volonté soit faite. — « Toujours, répondit-il, toujours. » Ce furent presque ses dernières paroles. On n'entendit plus que quelques mots entrecoupés. « Oh! mon beau Peterhof », murmura-t-il encore, comme si sa pensée, déjà enveloppée de ténèbres, se fût reportée vers ce somptueux séjour de ses années tranquilles et heureuses. Peu après il expira. C'était le vendredi 2 mars, à midi.

IV

Le 1er mars, on avait connu en Europe la grave maladie du Czar : le lendemain, on sut son état désespéré; puis, dans la soirée, des dépêches, arrivées par la voie de Berlin, annoncèrent à Paris et à Londres le trépas du monarque.

Dans les masses, on n'assignait d'autre cause à la guerre que l'orgueilleuse obstination de l'empereur Nicolas : l'instigateur de la lutte ayant disparu, on se flatta que le conflit se dénouerait tout seul. Cette opinion s'affirma avec beaucoup de vivacité dans la presse et dans les entretiens privés. Le 3 mars, à la Bourse de Paris, une hausse de près de cinq francs sur les fonds publics témoigna combien était grand l'espoir de la paix.

Dans le monde politique, les avis furent plus réservés. Alexandre II, le nouvel empereur, passait pour moins inflexible que son prédécesseur : même on affirmait qu'à plusieurs reprises, il n'avait pas caché ses vœux pour une honorable transaction. Mais quelles que fussent ses dispositions personnelles, ni le respect filial ni la fierté de ses peuples ne lui permettaient de répudier dès la première heure l'héritage paternel. M. Drouyn de Lhuys ne manqua pas de prémunir ses agents contre l'excessive confiance. « Si une personnalité « importante et irrémédiablement compromise dans la guerre a « disparu, écrivait-il le 7 mars à M. de Bourqueney, la politique « du cabinet de Saint-Pétersbourg subsiste certainement dans ses « grandes lignes : c'est à cette politique que nous demandons des « sûretés indépendamment du souverain qui la représentait, et « pour savoir jusqu'à quel point elle se trouverait plus conci- « liable avec les intérêts de l'Europe, nous devons attendre que « l'empereur Alexandre ait donné des preuves de la modération « relative que l'on s'était plu à lui supposer lorsqu'il n'était « encore qu'héritier du trône. » La réalité justifia ces prévoyantes paroles. Dans les manifestes qui annoncèrent le nou-

veau règne, l'esprit de conciliation et l'esprit de hauteur étaient dosés avec une pondération si étudiée que les espérances pacifiques ou belliqueuses se trouvaient également satisfaites. Les plus expérimentés jugèrent dès lors que la guerre continuerait en dépit du changement de souverain, et cela en vertu d'une sorte de force acquise impossible à refréner aussitôt.

C'est sous ces auspices que la conférence de Vienne, tant de fois retardée et éludée, tint le 15 mars sa première séance. Le gouvernement russe, à la date du 7 janvier, avait, comme on l'a dit, adhéré d'une façon générale aux quatre principes proclamés par les cabinets de Vienne, de Paris et de Londres. C'est donc seulement sur l'application de ces principes que le débat s'ouvrait. Les deux premiers points, relatifs, l'un au *protectorat des provinces moldo-valaques*, l'autre à la *libre navigation du Danube*, furent réglés sans grave dissentiment. Le 26 mars, on aborda le troisième point. Il renfermait tout à la fois un *principe* et une *conséquence :* le principe, accepté par tout le monde, c'était que l'Empire ottoman devait être indépendant : la conséquence, malaisée à faire agréer par le représentant du Czar, c'était que, pour assurer cette indépendance, les armements russes de la mer Noire devraient être supprimés ou amoindris.

Ici commencèrent les difficultés. Ce n'était point qu'on ne s'appliquât avec beaucoup d'art à les voiler. A entendre M. de Bourqueney, la question était la plus simple du monde; des esprits mal faits avaient seuls pu la compliquer; la loyauté bien connue de la Russie garantissait un accord prompt autant que sûr. A quoi se réduisait le problème à résoudre? continuait le diplomate de plus en plus confiant. A une chose bien facile, « à « substituer à l'appareil de la guerre l'appareil de la paix dans « des eaux intérieures qui semblent faites pour les paisibles « transactions commerciales ». Le plénipotentiaire anglais ne tint pas un langage moins conciliant : surtout il désavoua toute pensée d'humilier la Russie : les conditions les plus honorables pour le Czar seraient aussi, dit-il, les meilleures pour les alliés. Vraiment on ne pouvait montrer plus de bonne grâce ni déployer des façons plus engageantes. Le prince Gortchakof ne demeura

point en reste de courtoisie : il remercia tout le monde, la France, l'Angleterre, le plénipotentiaire turc lui-même qui pourtant ne soufflait mot, et il égara jusque sur le comte Buol l'expression de sa reconnaissance. On continua de la sorte jusqu'à complet épuisement de toutes les fleurs diplomatiques : ainsi faisaient les combattants de Fontenoy qui se saluaient avant de s'entre-tuer.

Quand cette fièvre de politesse fut un peu calmée, il fallut bien aller au fond des choses. M. de Buol, du ton le plus dégagé, invita alors le prince Gortchakof à exposer ses vues « sur le meilleur moyen d'arriver à une juste pondération des « forces navales dans la mer Noire ». Mis en demeure de consommer lui-même son sacrifice, l'envoyé russe se déroba avec beaucoup de prestesse et répliqua qu'il n'avait rien à proposer du tout. M. de Bourqueney déclina de son côté toute initiative : le plénipotentiaire anglais en fit autant. Quant au Turc, il déclara modestement qu'il se rallierait aux vues de Paris et de Londres dès qu'il les connaîtrait. Après débat, il fut décidé que le prince Gortchakof demanderait des instructions à Saint-Pétersbourg, et que d'ici là on se reposerait. C'était quinze jours de répit, quinze jours pendant lesquels les soldats de l'Autriche demeureraient, l'arme au pied, en Transylvanie. La Russie ne voulait pas autre chose. Telle fut la séance du 26 mars.

Cependant, en France et en Angleterre, on avait fort à cœur cette troisième garantie. Chacun des quatre points ne préoccupait pas à un égal degré les puissances alliées. L'Autriche tenait à écarter la Russie des principautés et à assurer la libre navigation du Danube : ces deux matières étant désormais réglées, on pourra mesurer les ardeurs décroissantes de son zèle belliqueux. Les Turcs voulaient abolir toût protectorat moscovite sur les chrétiens grecs. Détruire la prépondérance russe dans la mer Noire était la pensée dominante à Paris et à Londres. « Nous tenons avant tout, écrivait notre ministre des affaires « étrangères, à amoindrir les moyens agressifs de la Russie dans « l'Euxin (1). » Lord Clarendon ne tenait pas un langage

(1) Dépêche du 20 janvier à M. de Bourqueney. (*Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, par M. Bernard d'Harcourt, p. 102.)

moins net (1). La négociation parut tellement importante que M. Drouyn de Lhuys résolut de prendre lui-même en main les intérêts de son pays. Déjà lord John Russell, rentré comme secrétaire d'État des colonies dans le cabinet de lord Palmerston, avait été adjoint à l'ambassadeur ordinaire de la Grande-Bretagne, lord Westmoreland, et était, depuis le 4 mars, dans la capitale de l'Autriche. On annonçait en outre l'arrivée prochaine du ministre des affaires étrangères turc. Par le rang des personnages accrédités, la conférence se transformait en un véritable congrès, et la question du régime de la mer Noire primait toutes les autres au point de les faire oublier.

Avant de prendre la route de Vienne, M. Drouyn de Lhuys jugea bon de toucher barre à Londres. Il y arriva le 29 mars Le lendemain, un grand conseil se tint, auquel assistaient lord Palmerston, premier lord de la Trésorerie, lord Clarendon, chef du *Foreign Office,* lord Panmure, ministre de la guerre, M. Walewski, ambassadeur de France, et aussi le vieux lord Lansdowne. Après une longue délibération, le plan suivant fut adopté : l'Autriche serait invitée à proposer à la Russie la *neutralisation de la mer Noire,* c'est-à-dire la suppression de tout appareil militaire tant dans cette mer proprement dite que dans la mer d'Azof. Si pénible que fût le sacrifice, on ne pensait pas que l'honneur moscovite défendît d'y souscrire. N'y avait-il pas des exemples de stipulations pareilles, et, à une date encore récente, le Czar n'avait-il pas obligé la cour de Téhéran à faire disparaître son pavillon de guerre des eaux de la mer Caspienne? On voulait cependant prévoir le cas où l'Autriche jugerait ces exigences trop dures; dans cette hypothèse, on se rallierait à une combinaison subsidiaire qui consisterait à demander à la Russie, par l'entremise de l'Autriche, non la suppression, mais la *limitation de ses forces dans l'Euxin.* Surtout, on insisterait pour que le cabinet de Vienne prît à son compte cette proposition, la transformât en *ultimatum* et se déclarât prêt à la guerre si elle n'était accueillie.

(1) Voir instructions de lord Clarendon à lord Russell. (*Eastern Papers,* partie XVI, p. 1 et 3.)

Ces desseins bien arrêtés, rien ne retardait plus M. Drouyn de Lhuys. Le 6 avril il était à Vienne. Il y trouva les membres de la conférence fort échauffés en paroles, mais comme à l'ordinaire inactifs. Le prince Gortchakof attendait toujours ses instructions. C'était d'ailleurs les fêtes de Pâques, et convenait-il à des Russes orthodoxes d'occuper de si saints jours par de profanes soucis? La diplomatie chômait donc, mais d'un chômage un peu agité et fiévreux. L'attente pesait à tous, sauf à l'envoyé moscovite, et, la solution dût-elle être mauvaise, on réclamait une.

Dès son arrivée, M. Drouyn de Lhuys vit le chef du cabinet autrichien. Cette première rencontre le laissa, non mécontent, mais un peu déçu. Sans hésitation, M. de Buol repoussa l'idée de *neutraliser la mer Noire :* la Russie ne l'accepterait pas, et il serait superflu de la proposer. Quant au *système de la limitation,* le ministre viennois était prêt à le soutenir. Le soutiendrait-il jusqu'à la guerre? Ici son langage s'embarrassait; il donnait des espérances, non des certitudes, et surtout s'appliquait à garder sa liberté. « J'ai trouvé chez le comte Buol, écrivait « M. Drouyn de Lhuys à l'Empereur à la suite de cette entre-« vue, des dispositions amicales pour nous, sincèrement favora-« bles à nos vues, mais moins décidées pour toutes les démarches « qui peuvent conduire à tirer l'épée. » Dans les entretiens suivants, M. de Buol laissa davantage percer ses vues sans les découvrir encore tout à fait. Sa politique était un composé de bienveillance, de timidité et surtout d'égoïsme. Le gouvernement autrichien avait obtenu satisfaction pour les deux premiers points : il jugeait que le quatrième serait également réglé à l'amiable : dans ces conditions, fallait-il pour le troisième point seul s'engager dans la lutte? « S'il s'agissait de l'intégrité « de la Turquie, disait M. de Buol, nous n'hésiterions pas; « mais la flotte russe est dès à présent détruite, qu'importe « qu'elle soit dans l'avenir plus ou moins étroitement limitée, et « puis-je, pour deux ou trois vaisseaux de plus ou de moins, pro-« poser la guerre à la diète de Francfort? » A ces déclarations répétées, M. Drouyn de Lhuys s'irritait un peu. « Il faut, répli-« quait-il, envisager le traité du 2 décembre dans son ensemble,

« et non en séparer les clauses, autrement l'alliance tombe en « pièces. » — Ce que M. Drouyn de Lhuys ne pouvait obtenir du ministre, il essaya de l'obtenir du souverain. L'empereur François-Joseph reçut le négociateur avec bienveillance, mais aussi avec une gravité soucieuse. A plusieurs reprises, il vanta les bienfaits de la paix comme pour marquer où le portaient ses préférences. Avec une franchise respectueuse, le plénipotentiaire français insista sur l'indivisibilité des stipulations arrêtées entre les trois cours : faire triompher les unes et faire ensuite bon marché des autres, ce serait du même coup anéantir l'acte du 2 décembre. Pour adoucir cette hardiesse, M. Drouyn de Lhuys célébra les avantages d'une entente intime entre la France et l'Autriche. « Le grand problème, dit-il, est de dompter la Révolution sans le secours de la Russie et de contenir « la Russie sans le secours de la Révolution : avec l'accord des « deux peuples la solution est trouvée... Ce qui m'a conduit à « Vienne, ajouta-t-il avec un redoublement d'insinuante confi- « dence, c'est bien moins le désir de faire la paix avec le Czar « que de consolider, de féconder l'alliance avec l'Autriche. » Le jeune empereur ne répondit rien, soit qu'il fût pris au dépourvu, soit que l'alliance qu'on lui offrait lui parût précaire ou trompeuse. Peut-être aussi le récent traité des puissances occidentales avec le Piémont lui tenait-il à cœur. Revenant à l'objet précis de sa mission, M. Drouyn de Lhuys voulut mesurer de nouveau la bonne volonté autrichienne et proposa une convention militaire éventuelle. A cette ouverture le monarque hésita; puis, éludant de répondre : « Attendons, « dit-il, la fin de la négociation. » Il était clair que l'Autriche consentait à peser sur la Russie, mais que son concours irait difficilement au delà (1).

Sur ces entrefaites, un courrier de Saint-Pétersbourg arriva le 16 avril à l'ambassade russe. C'étaient sans doute les instructions attendues. Le 17, la conférence fut convoquée. La réunion était vraiment solennelle, et la présence de tant de person-

(1) Rapports de M. Drouyn de Lhuys à l'empereur Napoléon III. (*Les quatre ministères,* p. 125 et suiv.)

nages éminents semblait présager une délibération importante. Le prince Gortchakof fut invité à exposer les intentions de sa cour. Il prit alors la parole, déclara le plus tranquillement du monde qu'en effet il avait reçu un message de sa cour, mais que ses instructions lui prescrivaient de n'ouvrir aucun avis, de ne formuler aucun projet et de renvoyer l'initiative aux plénipotentiaires des puissances alliées. En dépit des convenances diplomatiques, quelques murmures éclatèrent. « Cela valait bien la peine d'attendre dix-huit jours! » s'écria M. Drouyn de Lhuys. Le prince Gortchakof, toujours courtois, s'excusa de son mieux : il allégua les distances, déplora les retards, se déclara très pressé d'en finir; puis il ajouta, non sans quelque raison, que ce n'était pas à son maître à marquer lui-même la mesure de ses sacrifices. « Sans doute, interrompit « lord John Russell; mais si nous avons voulu que les proposi« tions vinssent de Saint-Pétersbourg, c'est par égard pour la « Russie : nous avons pensé qu'elle était le meilleur juge des « concessions qui ne porteraient point atteinte à son honneur. « — Une grande puissance ne consent à la limitation de ses « forces qu'après de grands revers, et nous n'en sommes pas « là », répliqua Gortchakof.

Tout présageait un échec. Cependant les plénipotentiaires français et britannique ne renoncèrent point à exposer le plan concerté à Londres. Le 19 avril, ils proposèrent un système de limitation qui réduisait à quatre vaisseaux, à quatre frégates et à un nombre proportionné de bâtiments légers les forces respectives de la Russie et de la Turquie dans la mer Noire. M. Drouyn de Lhuys et, après lui, lord John Russell ne négligèrent aucun argument pour toucher l'envoyé russe. — Une certaine restriction des droits de souveraineté, lorsqu'elle est librement consentie, n'est point dérogatoire à la dignité souveraine. De grands et puissants monarques ont adhéré à de pareilles clauses : ainsi fit Louis XIV quand il souscrivit à la démolition du port de Dunkerque. A considérer équitablement les choses, est-ce bien une concession excessive que l'on sollicite de la Russie? Aujourd'hui les puissances alliées sont maîtresses exclusives de la mer Noire : en rouvrant les eaux de

l'Euxin au pavillon moscovite, n'ont-elles pas le droit de poser certaines conditions? De tous les plans imaginés pour garantir l'indépendance de l'Empire ottoman, celui de la limitation est le plus sûr et aussi le moins onéreux pour l'ennemi. Objecterait-on l'amour-propre national? mais en vérité, après l'éclatante défense de Sébastopol, l'honneur n'est-il pas sauf et au delà? — Tel fut le langage des représentants de France et d'Angleterre. Le prince Gortchakof écoutait distraitement, comme si sa pensée eût été ailleurs. Quand cet exposé fut terminé, il se tourna vers le ministre autrichien. « Dans le cas, dit-il, où la « Russie refuserait d'accepter toute limitation de ses forces « dans la mer Noire, le cabinet de Vienne recourrait-il aux « armes? » A cette interpellation, le comte Buol se déroba : « L'Autriche, dit-il, appuie le projet en discussion; quant au « reste, l'Empereur mon maître se réserve sa liberté. »

On s'attendait à un refus immédiat : contre l'attente générale, le prince Gortchakof demanda quarante-huit heures pour réfléchir. Ce délai écoulé, il reparut dans la conférence, cette fois pour repousser décidément tout *système de limitation*. Mais son esprit fertile en ressources lui avait suggéré une contre-proposition qui consistait à abolir le traité de 1841 et à ouvrir le Bosphore aux pavillons de toutes les marines. C'était, disait-il, le *mare apertum*. Cette combinaison ayant excité plus de surprise que rencontré d'approbation, il retira son plan sans amour-propre d'auteur et, y substituant un projet tout contraire, proposa de proclamer la fermeture des détroits, sauf la faculté pour le sultan de les ouvrir quand il se jugerait menacé. C'était cette fois le *mare clausum*, et le prince Gortchakof ne manqua pas de le faire observer. *Mare apertum*, *mare clausum!* peu importait au prince, pourvu qu'il gagnât du temps et que l'Autriche fût enchaînée. La manœuvre était trop visible pour tromper personne, et, sans qu'on touchât au quatrième point, les représentants des puissances occidentales déclarèrent leurs instructions épuisées.

Officiellement, la négociation était terminée, terminée par un avortement. Cependant, si on ne consultait que les procès-verbaux des conférences, on n'aurait qu'une idée incomplète

des pourparlers engagés. Dans l'entre-temps des séances, M. de Buol avait rassemblé chez lui, dans des conciliabules intimes, ses collègues de France et d'Angleterre, et, comme on prévoyait les résistances obstinées de la Russie, on avait par avance élaboré à huis clos une sorte de système moyen, subtil, compliqué, à peine intelligible, tant on avait effacé les nuances à force de vouloir les combiner. Les plus optimistes se rattachaient à ce plan comme à une dernière espérance d'arriver à la paix ou tout au moins de décider le concours tant différé de l'Autriche. Il reste à raconter ce dernier et obscur épilogue des conférences de Vienne. Mais auparavant il importe de dire quelles pensées dominaient soit à Paris, soit à Londres, et quelles préoccupations se mêlaient au souci des pourparlers diplomatiques.

V

Un grand dessein occupait alors Napoléon III et l'absorbait au point de lui faire oublier tout le reste. On a vu ses doutes sur la conduite du siège, ses impatiences, ses craintes que les ordres des chefs manquassent de vigueur et d'ensemble. Bientôt il s'était persuadé que sa présence sur le théâtre de la guerre pourrait seule assurer l'unité de commandement et imprimer aux opérations une allure décisive. Cette idée s'affermissant, il avait, dans une lettre du 26 février, confié ses pensées à lord Palmerston. Un suprême effort, disait-il, pourrait seul terminer l'entreprise; quant à lui, il était résolu à partir pour la Crimée, à doubler même le chiffre de ses troupes, sous la seule condition que l'Angleterre se chargeât des transports.

La confidence était trop grave pour que le secret ne transpirât pas un peu. Parmi les conseillers de la Reine, l'impression fut vive. La présence de Napoléon III en Crimée diminuerait encore le rôle déjà trop effacé de l'armée britannique; peut-être aussi les combinaisons militaires du monarque fran-

çais inspiraient-elles quelque méfiance. Comme l'Empereur devait aller au camp de Boulogne, lord Clarendon s'y rendit dans l'espoir d'ébranler sa détermination. L'homme d'État anglais se garda bien de combattre directement les projets du souverain; il se contenta d'énumérer les obstacles, de les grossir même un peu, d'effrayer ainsi l'esprit du prince, fort ignorant de tous les détails matériels. « J'ai parlé, disait-il à son retour « à Londres, comme un *entrepreneur de transports.* » « Nous ne « pouvons, faisait observer lord Clarendon, embarquer pour la « Crimée plus de dix mille hommes par mois. Si Votre Majesté « part maintenant, elle sera réduite à l'inactivité en attendant « les renforts qui ne peuvent arriver de suite. Or, l'Empereur « ne peut bouger que pour donner le dernier coup de main. — « C'est cela, repartit l'Empereur en appuyant sur ce mot, c'est « cela, le *dernier coup de main.* — Sans doute; mais toutes « choses étant prêtes, il faudra au moins quatre mois pour ter« miner la campagne, même la plus heureuse. — Ah! répliqua « Napoléon, il faut que je sois de retour en mai. » Lord Clarendon, avec une réserve étudiée, se hasarda à faire valoir les susceptibilités de l'opinion anglaise; mais l'Empereur, l'interrompant aussitôt : « L'honneur du drapeau anglais, s'écria-t-il « avec vivacité, sera ma première considération, même avant « le mien (1). » A la fin de l'entrevue, le souverain paraissait soucieux, non convaincu. C'était, en effet, le propre de sa nature de caresser longtemps ses desseins, de les entretenir, de les rejeter, puis de les reprendre tout à coup au moment où on les croyait abandonnés.

Les projets impériaux ne tardèrent pas à s'ébruiter tout à fait. Le 28 mars, le maréchal de Castellane écrivait à l'un des officiers de l'armée d'Orient : « On affirme que le départ de l'Em« pereur pour la Crimée aura lieu le 15 avril : on dit que Sa « Majesté passera par Vienne et s'embarquera à Trieste (2). » Sur ces entrefaites, l'un des aides de camp du prince, M. de Béville, était arrivé à Constantinople et y avait visité plusieurs

(1) *Journal du prince Albert,* 6 mars. (*Life of the prince Consort,* by Théodore Martin, t. III, p. 232-233.)

(2) Lettre au général Cler. (*Correspondance inédite.*)

palais, comme pour choisir par avance l'installation de son maître. Dans le camp français, la grande nouvelle provoqua plus de surprise qu'elle n'éveilla de joie. Sans doute la bonté de l'Empereur et sa constante sollicitude pour les troupes lui avaient concilié l'affection générale : mais si empressé que fût Napoléon à revêtir l'uniforme, on le considérait comme étranger à l'armée ; surtout on se défiait de sa stratégie, et, dans les entretiens des états-majors, on ne se gênait guère pour railler les augustes combinaisons écloses aux Tuileries. C'est à Paris que l'impression publique fut la plus curieuse à étudier. On vit alors combien, malgré son éclat apparent, était fragile cette dynastie sans postérité. A la première annonce du projet, ce fut, dans l'entourage du monarque, une immense rumeur de désapprobation et d'inquiétude. Les serviteurs du prince, d'ordinaire très empressés à se combattre, se réunirent cette fois dans un accord unanime ; et le fait est assez rare pour qu'il vaille la peine de le noter. — Qu'adviendrait-il à l'intérieur pendant l'absence du souverain? Quels seraient les conditions et le sort de la régence? Et si le retour de l'Empereur était retardé? S'il subissait quelque revers? S'il succombait dans l'entreprise? Ainsi parlaient les hauts fonctionnaires du règne, anxieux jusqu'à l'affolement. « Il faut à tout prix, disait en ce « temps-là M. de Persigny à lord Malmesbury, empêcher l'Em- « reur d'aller en Crimée ; il le faut, dût-on faire la paix pour « cela, car s'il y va, l'armée est perdue, et il y aura une révo- « lution (1). » Ce n'était pas que la Constitution n'eût désigné un héritier à l'Empereur. Mais la présence de cet héritier, loin de calmer les inquiétudes, les redoublait. « Si l'Empereur part, « disaient les uns, il faut au moins qu'il emmène le prince Napo- « léon. — Ou qu'il l'enferme à Vincennes », ajoutaient les autres avec un surcroît de bienveillance. Telle est, même dans les meilleurs jours, l'instabilité des monarchies d'aventure.

Le voyage de Crimée n'était pas tellement urgent qu'un autre moins périlleux ne dût le précéder. Engagés dans une grande entreprise commune, les souverains de France et d'Angleterre

(1) *Mémoirs of an ex-minister*, t. II, p. 14.

avaient intérêt à concerter directement leurs vues : ils avaient un intérêt non moindre à affirmer en face de leurs ennemis leur indissoluble union. Il avait été décidé que l'Empereur et l'Impératrice se rendraient à Londres et seraient, pendant quelques jours, au château de Windsor, les hôtes de la Reine. Les entrevues princières n'étaient pas, comme aujourd'hui, chose banale, et une vive curiosité s'attachait à cette rencontre. Le 16 avril, Napoléon et sa jeune compagne abordèrent sur le sol britannique. L'Anglais, dans les occasions solennelles, sait vaincre son ordinaire réserve, et, quand la qualité du visiteur flatte son amour-propre, il deploie une cordialité simple et magnifique. C'est un accueil de cette sorte qui était réservé au monarque français. A Douvres comme à l'arrivée à Londres, la réception fut courtoise, chaleureuse même; puis dans la traversée de la grande ville et jusqu'à l'embarcadère de Paddington, les acclamations éclatèrent à plusieurs reprises. Une heure plus tard, apparaissaient, aux yeux des voyageurs, les vieilles tours de Windsor, un peu rajeunies dans le cadre éclatant de leur verdure nouvelle. Rien n'avait été négligé, soit pour charmer les augustes hôtes, soit pour leur inspirer une haute idée de la puissance britannique. Le lendemain, une revue d'apparat fit passer sous les yeux de l'Empereur plusieurs des beaux régiments de l'armée anglaise : au milieu des rangs figuraient quelques-uns des blessés de Crimée, et leur présence excitait les vives sympathies de la foule; on se montrait surtout lord Cardigan, l'ancien chef de la brigade légère, le héros de la charge de Balaklava. A la revue succédèrent les réjouissances : bals, représentation de gala, visite au Palais de Cristal. Une cérémonie tout anglaise s'ajouta à ces fêtes; la Reine tint un chapitre solennel de la *Jarretière* et remit elle-même à l'Empereur les insignes de cet ordre fameux. Cependant la Cité de Londres tenait à honneur de recevoir Napoléon, et, le 19 avril, lui offrit un banquet dans Guildhall. C'est ce jour-là que le peuple anglais possédait vraiment son hôte; dans *Whitehall*, dans le *Strand*, dans *Temple-Bar*, aux abords de la Cité, une foule immense se pressait sur le passage du cortège impérial. L'affabilité du prince et son attitude modeste en une si haute

fortune lui gagnèrent les cœurs : plusieurs députations l'ayant harangué, il eut soin de leur répondre en anglais, et cette attention acheva de conquérir les suffrages. Nulle manifestation hostile : seuls les réfugiés français auraient pu en tenter une; mais ils étaient étroitement surveillés; leurs chefs eux-mêmes avaient quitté Londres, soit pour décliner d'avance toute responsabilité, soit pour se soustraire à un spectacle odieux. Au milieu de toutes ces pompes, l'Empereur semblait parfois distrait, comme si ses souvenirs l'eussent replongé dans le passé. On le voyait promener ses regards dans la foule pour y chercher quelque visage connu, sans doute quelque compagnon de son exil : deux ou trois fois il montra du geste à l'Impératrice les maisons devant lesquelles il passait; c'étaient celles qu'il avait habitées ou qui lui avaient été le plus hospitalières pendant les jours de son bannissement. Ces pensées de l'Empereur étaient bien à un égal degré celles de la reine Victoria et du prince Albert : eux aussi songeaient silencieusement aux caprices de la destinée qui avait élevé le prince au rang suprême et faisait d'un Bonaparte l'hôte acclamé du peuple anglais. Le soir même de ces fêtes, la reine Victoria consignait dans son journal l'expression de sa surprise : « N'est-il pas étonnant, écrivait-elle, que moi, petite-fille de George III, je danse dans la salle de Waterloo avec l'empereur Napoléon, neveu du plus grand ennemi de l'Angleterre, aujourd'hui mon intime allié, qui, il y a huit ans, vivait dans ce pays exilé et inconnu (1) ! »

Les divertissements ne faisaient pas oublier les affaires, et, de toutes les affaires, la plus urgente était celle d'Orient. L'Empereur partirait-il pour la Crimée? Ce souci était assez vif pour qu'on le retrouvât même dans l'éclat des fêtes. Pendant l'un des repas de Windsor, Napoléon confia à la Reine ses inquiétudes sur le siège de Sébastopol. « Je voudrais bien, dit-il, « aller là-bas, de peur que nos généraux n'osent rien prendre « sur eux. » La souveraine allégua les soins de la politique intérieure, les distances et aussi le danger. « La distance est grande,

(1) *The life of the prince Consort*, t. III, p. 245.

« répliqua l'Empereur, c'est vrai, et c'est là ce qui m'effraye : « quant au danger, ajouta-t-il avec une mélancolie résignée, il « est partout (1). » Le 18, un conseil se tint. Lord Palmerston, lord Panmure, lord Cowley y assistaient et se prononcèrent énergiquement contre le départ. Si vives que fussent leurs craintes, les inquiétudes des Français qui avaient accompagné le prince étaient bien plus grandes encore. Loin de blâmer l'opposition des Anglais, ils l'encourageaient. Un soir, la Reine, s'adressant au maréchal Vaillant, lui dit en un ton de confidence : « J'ai osé faire quelques observations. — Mais osez, je « vous en supplie, reprit le maréchal ; quand on est ensemble, « il faut parler nettement. Si l'Empereur éprouvait un échec, « les conséquences seraient terribles. *Nous sommes dans le « même bateau,* ajouta-t-il familièrement, et nous avons à nous « garder des mêmes périls (2). »

Les illustres voyageurs retournèrent en France sans que l'Empereur, toujours impénétrable, eût livré le fond de ses pensées. Le départ pour l'Orient, tour à tour annoncé et démenti, était pour la presse de toute l'Europe l'objet de commentaires infinis. L'imagination se donnant carrière, les bruits les plus fantaisistes circulaient, et, si extravagants qu'ils fussent, les diplomates eux-mêmes ne dédaignaient pas toujours de les consigner. « On affirme, écrivait de Francfort M. de Bismarck, « que l'empereur Napoléon se rendra en Crimée pour mettre « les généraux à la raison, et ensuite, si Sébastopol ne se laisse « pas prendre, il conduira son armée à Constantinople pour « recueillir la succession de la Porte et fonder un Empire latin. « L'entreprise est *baroque,* ajoutait l'homme d'État prussien « comme pour excuser sa crédulité, mais c'est pour cela qu'elle « est vraisemblable (3). »

Sur ces entrefaites, un événement survint qui, sans avoir aucun rapport direct avec l'expédition de Crimée, fournit aux partisans de la prudence un argument tout à fait opportun.

Le 28 avril, vers cinq heures du soir, Napoléon était sorti

(1) *The life of the prince Consort,* t. III, p 241.
(2) *The life of the prince Consort,* t. III, p. 248.
(3) *Correspondance de M. de Bismarck,* t. II, p. 3 et 12.

des Tuileries à cheval pour se rendre au bois de Boulogne. Déjà il avait dépassé le rond-point des Champs-Élysées, quand on vit un homme quitter la contre-allée de droite, s'avancer sur la chaussée et se diriger vers le souverain. Les agents crurent qu'ils avaient affaire à quelque porteur de placet et s'apprêtèrent à l'écarter. Mais avant qu'ils eussent pu le joindre, l'inconnu tira de ses vêtements un pistolet et en déchargea les deux coups. L'Empereur n'avait pas été atteint. Avec ce calme impassible qui l'abandonnait rarement, il rassura la foule accourue sur ses pas, puis, sans presser ni ralentir son allure, il continua sa promenade. Quant à l'assassin, il avait été aussitôt arrêté. On crut d'abord, sur la foi d'un passeport, qu'il s'appelait Antonio Laverani; bientôt son véritable état civil fut connu : c'était un jeune homme de vingt-huit ans, originaire des États romains et nommé Pianori. Il fut jugé, condamné à mort, exécuté. Pendant l'instruction, à l'audience, au pied même de l'échafaud, il nia qu'il eût aucun complice et affirma que son dessein n'avait eu d'autre instigateur que lui-même. Interrogé sur le mobile du crime : « J'ai agi de la sorte, dit-il, « parce que l'Empereur a fait la campagne de Rome et a ruiné « mon pays. »

L'attentat de ce misérable eut une conséquence importante autant qu'imprévue. Il démontra à point nommé que les conjonctures, graves au dehors, ne l'étaient pas moins à l'intérieur. Décidément le parti révolutionnaire n'avait point désarmé, et il était essentiel que la forte main de Napoléon fût toujours prête à le contenir; une longue absence livrerait la France aux hasards, peut-être aux factions. Avec plus d'ardeur que jamais, les familiers des Tuileries reprirent leur thème favori, et cette fois, la tentative récente parut communiquer à leurs paroles un frappant à-propos. Ils furent enfin écoutés. Les projets de voyage ne furent point désavoués, mais ajournés et si bien ajournés que bientôt on n'en parla plus.

VI

Il nous faut maintenant revenir à Vienne et raconter le dernier épisode des négociations.

On a vu les répugnances invincibles de la Russie, soit pour la neutralisation de la mer Noire, soit même pour toute limitation de ses forces dans cette mer. Bien avant que le prince Gortchakof eût formulé sa réponse officielle, il était aisé de la deviner. Dans la prévision très probable d'un échec, M. de Buol s'était pourvu d'une solution subsidiaire. Négociateur à deux langages, il soutenait dans les conférences les vues des puissances occidentales, puis, dans ses conversations privées et dans ses dépêches, il traçait l'ébauche d'un plan nouveau qui se substituerait au plan primitif dès que celui-ci serait décidément rejeté. Cette combinaison consistait à contenir par un *système de contrepoids* les forces russes dans l'Euxin. On prendrait pour base l'état de la marine russe à un moment déterminé, et le chiffre des vaisseaux existant à ce moment ne pourrait être accru. Que si cet effectif était dépassé, la Turquie aurait le droit d'augmenter sa marine dans les mêmes proportions. En outre, les puissances alliées, France, Angleterre, Autriche, auraient dans ce cas la faculté de faire entrer un certain nombre de navires dans l'Euxin. Pour mieux ménager l'amour-propre du Czar, la convention serait directement conclue entre la Turquie et la Russie. Tel est le plan que M. de Buol fit exposer à plusieurs reprises à Londres et qu'il exposa lui-même, en termes non tout à fait identiques, dans de longs entretiens avec les plénipotentiaires de France et d'Angleterre. Dans ce système plein d'ambiguïtés et de complications, une question surtout demeurait incertaine : à quel moment se placerait-on pour fixer l'effectif des forces russes? On ne pouvait équitablement prendre pour point de départ que l'effectif à flot à la fin de la lutte, car si on avait adopté pour base d'évaluation

l'état existant avant la guerre, on aurait du même coup ressuscité cette formidable marine qui, en novembre 1853, avait foudroyé Sinope et jeté la terreur sur les rives de l'Asie. Sur ce point si important, M. de Buol ne s'expliquait pas clairement. Ce qu'il préférait, disait-il aux diplomates français et anglais, c'était, comme eux, la limitation pure et simple : ce n'est qu'à défaut de la limitation qu'il avait songé au *système des contrepoids*. Il laissait d'ailleurs entendre qu'en cas d'échec de cette combinaison, il en imaginerait une troisième, « peut« être même une quatrième, qui, disait ironiquement lord John « Russell, s'élèverait sur les cendres des trois autres (1) ».

Si vagues et ondoyantes que fussent ces vues, les représentants de la France et de l'Angleterre n'osaient les repousser tout à fait. Sans doute, ils jugeaient bien modeste ce fruit d'une si grande guerre; ce système de contrepoids leur apparaissait comme un mécanisme bien subtil, bien peu pratique, bien aisé à fausser ou à briser; surtout ils déploraient les atermoiements de l'Autriche. « Tant qu'il s'agissait des principautés, écrivait « le plénipotentiaire anglais, l'Autriche a pu risquer la guerre; « mais ce point gagné, je crains que nous ne puissions compter « sur elle (2). » Pourtant, malgré ces impressions découragées, lord John Russell et M. Drouyn de Lhuys comprenaient combien il serait grave de dire le dernier mot des négociations et de laisser à leur alliée un plausible prétexte pour se retirer de la lice. Que l'arrangement fût imparfait, incomplet, médiocre, nul ne le pouvait contester; mais si le cabinet de Vienne, échappant enfin à ses irrésolutions, se décidait à le proposer à la Russie sous la forme d'un *ultimatum*, ce serait soit la paix immédiate, soit la continuation de la lutte avec une issue désormais non douteuse. Un si grand intérêt semblait primer tout le reste. C'est ainsi que les deux ministres, tout en déplorant l'insuffisance des projets autrichiens, les discutaient, les examinaient, les pesaient phrase par phrase dans leurs subtiles

(1) Lord John Russell à lord Clarendon, 13 avril. (*Eastern papers*, part. XV, p. 12.)

(2) Lord John Russell à lord Clarendon, 16 avril 1855. (*Eastern papers*, partie XV, p. 10 et 11.)

interprétations, et, en fin de compte, s'en laissaient peu à peu pénétrer.

Ils s'en pénétrèrent si bien qu'ils s'ingénièrent à les remanier, et, après quelques retouches, résolurent de les déférer à leur gouvernement. Le plan que M. Drouyn de Lhuys et lord John Russell soumirent à leurs cours se résumait dans les dispositions suivantes : l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman seraient solennellement reconnues; la clôture des Dardanelles et du Bosphore serait maintenue suivant les stipulations du traité de 1841; chacun des États alliés pourrait cependant entretenir, à titre de stationnaires, deux frégates dans la mer Noire; quant à la puissance navale de la Russie dans l'Euxin, elle serait limitée à l'effectif actuel; si cet effectif était accru, les alliés auraient le droit d'augmenter à leur tour leurs forces dans la proportion d'un navire de chaque nation pour deux navires russes; enfin, en cas de péril, le sultan se réservait la faculté d'ouvrir les détroits. Comme on le voit, les ambassadeurs français et britannique coordonnaient en les complétant, en les améliorant, en les précisant surtout, les vues de M. de Buol. Ils ne doutaient pas que l'Autriche, en cas de rejet de ces propositions si modérées, ne prît part à la guerre et ne fût entraînée sans retour dans l'orbite des États occidentaux; le langage tenu à Vienne autorisait cette conjecture. Là était, on ne saurait trop le répéter, l'espoir de M. Drouyn de Lhuys et de lord John Russell.

C'est de Londres et de Paris que vinrent les désaveux. — Lord John Russell, pendant son séjour assez long à Vienne, avait cédé à l'influence du milieu où il vivait et surtout au désir d'isoler la Russie. Dans les conseils de la Reine, au contraire, les pensées se tournaient moins vers Vienne que vers Sébastopol. Lorsque M. Colloredo, ministre d'Autriche à Londres, exposa à lord Clarendon les vues de M. de Buol, celui-ci accueillit avec une désapprobation hautaine un si timide programme. « Notre politique serait, dit-il, dérisoire, si nous laissions à la Russie sa puissance d'autrefois. Le système des « contrepoids est inefficace, car ni la Turquie ni les puissances « occidentales ne peuvent se consumer en une perpétuelle

« police de la mer Noire. Décidément, poursuivit le chef du « *Foreign Office,* je crois que l'Autriche ne veut proposer que « des choses que la Russie accepte, et l'empereur Alexandre, « de son côté, n'acceptera rien qui ne soit d'accord avec les « traditions ambitieuses de sa dynastie. » Un tel langage laissait pressentir le sort des propositions transmises par lord Russell. Elles furent, comme on devait s'y attendre, rejetées. Bientôt lord Russell quitta Vienne; quelques jours plus tard il était à Londres et reprenait sa place dans le cabinet. — A Paris, Napoléon semble avoir d'abord approuvé la conduite générale de M. Drouyn de Lhuys. Il lui télégraphiait le 15 avril : « Tout ce « que vous avez dit et fait l'est si bien que je n'ai aucune instruc« tion nouvelle à vous donner. » Lorsqu'il connut dans ses détails le plan concerté entre M. de Buol et les diplomates alliés, son langage changea. Peut-être aussi, pendant son voyage à Londres, céda-t-il à l'influence des hommes d'État anglais, désireux avant tout d'affaiblir les forces navales russes dans la mer Noire. « Mon avis est de refuser et de rompre », écrivait-il le 23 avril à son ministre (1). Le maréchal Vaillant, très hostile à une paix prématurée, encourageait chez son souverain l'esprit de résistance. M. Drouyn de Lhuys, comme lord Russell, quitta Vienne, revint à Paris, abandonna même son portefeuille et fut remplacé par M. Walewski. — Quant à la conférence, on essaya d'abord d'en voiler l'insuccès. Elle n'est pas dissoute, disait-on dans les cercles autrichiens; elle est simplement suspendue, ajournée, ajournée *sine die* M. de Buol, robuste en ses espérances, tenta encore de développer son système, le *système des contrepoids,* et aux objections qui surgissaient de toutes parts, il répondait : « Le projet est d'origine française, « ce sont les idées, ce sont les vues de M. Drouyn de Lhuys (2). » Tous les euphémismes diplomatiques ne pouvaient déguiser plus longtemps la réalité des faits. Le 4 juin, une dernière séance eut lieu, mais, cette fois, pour constater la rupture. Le

(1) Voir *Les quatre mininistères de M. Drouyn de Lhuys,* par M. D'HARCOURT, p. 143.

(2) M. de Buol à M. de Hubner, 20 mai 1855; lord Westmoreland à lord Clarendon, 5 juin 1855. (*Eastern papers,* part. XV, p. 28 et 37.)

Moniteur du 5 juin annonça l'échec définitif. La guerre seule pourrait désormais trancher ce que les négociations n'avaient pas dénoué.

VII

Dès ce moment, une puissance sort de la scène, c'est l'Autriche. Elle en sort sans y être jamais tout à fait entrée. Elle en sort sans avoir satisfait ses alliés qu'elle ne secourait point et sans avoir apaisé ses adversaires que pourtant elle ne frappait pas. A Saint-Pétersbourg, on ne pardonna point le traité du 2 décembre ; quant aux irrésolutions qui avaient rendu le traité caduc, on les attribua à la peur, non à quelque méritoire retour de sympathie. A Berlin, l'insuccès de ce haut arbitrage si fastueusement proclamé, si complètement stérile, inspira la plus joyeuse ironie. A Londres, la déception se cacha sous la raillerie. « L'Autriche est avec nous jusqu'à un certain point », disait lord Palmerston à la Chambre des communes, puis, après une pause : « Elle est avec nous... moralement. » Et les rires de l'auditoire soulignaient ces paroles. La correspondance du chef du cabinet britannique révélait mieux encore les véritables sentiments qui régnaient en Angleterre. « Victorieux en « Crimée, écrivait-il le 28 mai à Napoléon, nous commande- « rons l'amitié, peut-être l'épée de l'Autriche. Si le succès « nous manque, nous n'aurons pas même sa plume (1). » En France, le langage fut plus réservé : cependant l'Empereur, en ouvrant le 2 juillet la session extraordinaire du Corps législatif, tint à exprimer publiquement ses regrets et le fit avec quelque amertume. « Nous en sommes encore à attendre, dit-il, que « l'Autriche exécute ses engagements qui consistaient à rendre « offensif et défensif notre traité d'alliance si les négociations « n'aboutissaient pas. »

(1) *Life of viscount Palmerston*, by Evelyn Ashley, t. II, p. 316.

Le gouvernement viennois laissait passer, sans paraître les entendre, ce concert de plaintes et d'épigrammes. Il était à la fois humilié et soulagé : humilié que tant de paroles et tant de projets fussent demeurés vains; soulagé comme le sont toujours les gens indécis quand, après de longues perplexités, ils ont pris une résolution, même contestable ou médiocre. Comme l'avait fait la Prusse un an auparavant, il affectait de n'envisager que l'intérêt national autrichien et de ne rien regarder au delà de ses frontières. « L'intérêt de l'Autriche repose dans la « liberté de ses mouvements, et non dans des engagements », avait écrit M. de Metternich, qui désapprouvait le traité même du 2 décembre (1). Volontiers on répétait ces paroles. Les engagements pris n'eussent-ils point d'ailleurs engendré plus de périls qu'assuré d'avantages ? Y avait-il intérêt à une alliance étroite avec Napoléon III, ce souverain au trône fragile, lié, disait-on, à l'Italie, exposé chaque jour aux coups des assassins? Ainsi s'ingéniait-on à voiler l'échec! Ainsi essayait-on de se justifier! Pendant ce temps, l'empereur François-Joseph s'appliquait à contremander les mesures que la probabilité d'une entrée en campagne avait rendues nécessaires. Il congédiait ses réserves, il réduisait ses cadres, il disloquait les corps d'armée échelonnés sur ses frontières, il arrêtait les préparatifs ruineux d'une guerre désormais invraisemblable ; et, en allégeant le fardeau de ses peuples, ce souverain, très paternel comme tous ceux de sa race, se consolait de son crédit diminué.

La chute ou la résistance de Sébastopol absorbait alors toutes les pensées. S'il en eût été autrement, cette évolution de notre politique qui s'était rapprochée, puis s'éloignait de l'Autriche, n'aurait point passé inaperçue. C'était le désir d'assurer au jeune empire français un allié intime au centre de l'Europe, c'était ce désir qui guidait M. Drouyn de Lhuys et le poussait à accepter un arrangement inégal aux sacrifices de la guerre, mais rassurant pour l'avenir. Longtemps ministre de Napoléon, M. Drouyn de Lhuys conseiller sage et avisé, quoique un peu faible, avait pu pressentir les pensées du

(1) M. de Metternich, *Mémoires*, t. VIII, p. 385.

maître, saisir les échappées dangereuses de son esprit et, en rassemblant quelques propos épars, deviner la trame inquiétante de ses desseins futurs. Établir une alliance étroite avec la plus vieille maison royale de l'Europe, lier partie avec elle soit pour la paix, soit pour la guerre, c'était flatter l'amour-propre de Napoléon, c'était le rattacher à la politique de conservation territoriale, c'était souffler sur ses rêves, c'était l'éloigner de la Prusse ambitieuse, c'était surtout l'écarter de l'Italie révolutionnaire. Qu'étaient auprès de ce coup de maître quelques vaisseaux de plus ou de moins dans la mer Noire? Quoique peu remarquées alors, les vues de M. Drouyn de Lhuys trouvèrent un interprète et, chose assez rare en ce temps-là, le trouvèrent dans le Parlement. Le Corps législatif ayant été ouvert le 2 juillet, Montalembert prit la parole (1) et, sans beaucoup d'espoir qu'on lui répondît, essaya de marquer la véritable orientation de la politique française. Autant que M. Drouyn de Lhuys, M. de Montalembert voyait dans l'alliance de la France avec l'Angleterre et surtout avec l'Autriche le meilleur gage de l'ordre en Europe. Parlant du traité du 2 décembre qui consacrait cet accord : « C'est, disait-il, le chef-d'œuvre de la politique actuelle. » En termes un peu vagues, l'orateur rappelait la dernière combinaison, celle que le cabinet de Vienne devait présenter à Saint-Pétersbourg sous la forme d'un ultimatum. « Je regrette, ajoutait-il, que cet « arrangement n'ait été accepté ni à Paris ni à Londres : car « il n'y a aucune interprétation des *quatre points* qui soit com« parable au concours décidé de l'Autriche. » Comme on le voit, Montalembert transportait dans l'enceinte du Corps législatif la doctrine même de M. Drouyn de Lhuys. Il allait plus loin, et, quelque effort qu'il fît pour maîtriser sa naturelle ardeur, il ne parvenait pas à contenir la brève, mais claire expression de ses prophétiques inquiétudes. Avec l'alliance de l'Autriche, disait-il en substance, l'Empereur est l'arbitre des destinées de l'Europe : l'alliance autrichienne affaiblie ou rompue, j'éprouve des appréhensions. Je ne doute pas qu'on

(1) Séance du 6 juillet.

ne prenne Sébastopol, mais que fera-t-on ensuite?... La guerre à laquelle la France et l'Europe ont applaudi est une guerre d'Orient, non une guerre d'Occident; une guerre d'équilibre, non une guerre de conquête; une guerre politique, non une guerre révolutionnaire... Le danger que je signale est peut-être éventuel, chimérique même : mais le gouvernement s'engagerait dans une voie périlleuse s'il devenait l'allié ou l'instrument de la Révolution.

Nul ne répliqua; et la voix de l'orateur, à peine écoutée dans l'enceinte du Palais-Bourbon, ne retentit point au dehors. Ce n'était pas que, dans le Corps législatif, le patriotisme manquât, ni même la clairvoyance. Si un respect excessif n'eût enchaîné les langues, plusieurs auraient déjà pu dire où était l'esprit de convoitise révolutionnaire et qui, dès ce temps-là, le personnifiait. Le petit Piémont avait mis autant de zèle à réaliser son alliance que la puissante Autriche avait apporté de formalisme à marchander la sienne. Tandis que les diplomates réunis à Vienne comptaient gravement les vaisseaux, les frégates, les bâtiments légers, tandis qu'ils s'épuisaient à contrepeser les forces respectives des puissances dans la mer Noire, le gouvernement sarde se hâtait d'emprunter à chacune de ses brigades ses éléments les meilleurs et, grâce à cette opportune sélection, créait une force de quinze mille hommes vigoureux, disciplinés, aguerris, capables de paraître sans trop de désavantage à côté des grandes armées de France et d'Angleterre. Ces bataillons de guerre, ainsi formés, étaient dirigés sur le port de Gênes où les attendaient les vaisseaux britanniques qui les emporteraient vers l'Orient. Avant son départ, le général La Marmora, chef du corps expéditionnaire, demanda vainement à M. de Cavour ses instructions : comme il allait prendre passage sur son navire, il insista de nouveau; celui-ci alors l'embrassa, et d'un ton moitié rieur, moitié ému, lui dit ces simples mots : « *Débrouillez-vous,* et que Dieu vous garde. » Des instructions, Cavour eût été bien embarrassé d'en donner. Il y a, dans la vie de presque tous les ambitieux, une heure où l'habileté même conseille de tout oser et de se confier à la fortune. M. de Cavour était à cette heure-là. Quel serait pour le

Piémont le fruit du sacrifice? Personne ne le savait en Europe, et le premier ministre sarde l'ignorait lui-même. Dans le présent, la récompense la plus claire, c'étaient les chaleureux éloges de la presse anglaise. Dans l'avenir, le prix serait, selon l'occurrence, nul ou superbe : nul si les délibérations de la paix étaient limitées à l'objet même de la guerre; superbe si ces délibérations se généralisaient au point de s'étendre à tout. Tout l'art de M. de Cavour serait désormais de préparer le cadre des débats futurs et de l'agrandir assez pour y faire entrer l'Italie elle-même. Tout cela sera raconté plus tard, et avec les détails que comporte cette grande évolution. Mais on peut le dire dès à présent : là était l'allié révolutionnaire que craignait M. Drouyn de Lhuys, que signalait M. de Montalembert. Il entrait en ligne au moment même où se dénouait l'alliance autrichienne. La politique impériale, jusque-là irréprochable, subit alors sa première déviation.

LIVRE VII

LA PRISE DE SÉBASTOPOL

Sommaire : I. — La fin de l'hiver en Crimée : accroissement des forces : comment les Anglais cèdent à leurs alliés une partie des attaques du faubourg de Karabelnaïa : le corps du général Bosquet et les attaques de Malakof et du Petit-Redan : énergique défense des Russes : comment ils construisent les Ouvrages blancs et arment le Mamelon-Vert. — Bombardement du 9 avril et son inefficacité : mort du général Bizot.

II. — Période d'incertitude : l'investissement, les opérations extérieures ; l'assaut. — Perplexité du général Canrobert. — Plan de l'Empereur. — Conseil de guerre : dissentiment entre les alliés : démission du général Canrobert.

III. — Pélissier : son caractère : son plan : objections soit dans le camp, soit surtout à Paris : comment il écarte les unes et les autres : de quelques opérations préliminaires : comment toute la pensée du général en chef se concentre vers le siège et spécialement vers le siège de Karabelnaïa.

IV. — Efforts et travaux des Russes et des alliés du côté de Karabelnaïa. — Préparatifs d'attaque contre les ouvrages avancés (Ouvrages blancs, Mamelon-Vert, Ouvrages des Carrières). — Bombardement. — Combat du 7 juin : comment les Ouvrages blancs sont emportés : comment le Mamelon-Vert est conquis, perdu et enfin définitivement occupé. — Grand résultat de la victoire : pertes.

V. — Excès de confiance : raisons pour hâter ou retarder l'assaut de Malakof. — Le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely désigné pour diriger la prochaine attaque. — Bombardement du 17 juin : nuit du 17 au 18 juin : méprises et contretemps. — L'assaut : la colonne Mayran ; la colonne Brunet : la colonne d'Autemare : épisode du 5e chasseurs à pied : insuccès général : retraite : pertes.

VI. — Impression produite en France par l'échec du 18 juin : le sentiment public : l'irritation de l'Empereur. — État moral de l'armée de Crimée : tristesses et doute sur l'issue finale : ravages du choléra : mort de lord Raglan. — Comment, après quelques jours d'abattement, le courage renaît dans les âmes.

VII. — Souffrances des Russes : réduction des effectifs : disparition des principaux chefs : difficultés des communications : malades, blessés : ravages du

I

Devant Sébastopol, les rigueurs de la saison avaient ralenti les opérations militaires au point de les suspendre. Vers le milieu de février, les neiges se fondirent; le sol détrempé se raffermit sous le souffle du vent. Il arriva même que quelques rayons de soleil vinrent réchauffer les bivouacs et réconforter les âmes. Charrois, corvées, aménagement des camps, érection de nouvelles batteries, tout devint plus aisé. Chacun secouant sa torpeur, on se reprit à l'espoir de devancer par un éclatant triomphe l'œuvre de la diplomatie. Pour rendre le succès plus certain, on s'appliqua surtout à continuer le percement des tranchées presque interrompu par l'hiver. A l'heure même où, dans nos campagnes de France, le laboureur déchirait la terre pour y confier les germes des moissons, des milliers de soldats creusaient, eux aussi, mais pour la guerre, non pour la paix, le sol de Crimée et poursuivaient cet immense réseau qui bientôt envelopperait la ville, l'étreindrait de tous côtés et, par ses savants zigzags, se prolongerait jusqu'au pied des remparts.

Cette nouvelle campagne (car on peut l'appeler ainsi) allait commencer avec des effectifs fort accrus. L'armée française de Crimée n'était plus ce corps expéditionnaire des premiers jours, admirable par la valeur, mais restreint par le nombre. Des envois successifs l'avaient porté à huit divisions, sans compter la cavalerie et trois brigades de réserve, ce qui constituait une force totale de 80,000 hommes. Un ordre du jour du 9 février avait réparti ces huit divisions en deux corps. — Le premier, sous les ordres du général Pélissier, naguère arrivé d'Oran et remplaçant le général Forey, était chargé de conduire le siège contre la *ville*. — Quant au second, commandé par le général Bosquet, il n'était appelé d'après le plan primitif qu'à surveiller les mouvements extérieurs des Russes. Mais les Anglais s'étant déclarés impuissants à pousser seuls les opérations contre tout le faubourg de Karabelnaïa et n'ayant gardé que leurs travaux contre le Grand-Redan, il les remplaça dans leurs positions depuis le *ravin des Docks jusqu'à l'extrémité du Carénage* (1). Il devint ainsi corps de siège autant que corps d'observation : tâche agrandie qui lui réservait autant de gloire que de périls.

C'est moins encore par l'accroissement des forces engagées que par le déplacement du principal point d'attaque que la campagne de 1855 se distingue de la précédente. Jusque-là, c'était vers le bastion central et le bastion du Mât que s'étaient surtout dirigés les cheminements. Mais il n'apparaissait pas que ces efforts dussent amener un succès certain ni surtout rapproché. Nous étions encore à six cents mètres du bastion central, en sorte que toute colonne assaillante eût été infailliblement écrasée. Quant au bastion du Mât, nos travaux d'approche le serraient à une distance de cent trente mètres seulement : mais les fossés avaient été élargis et approfondis; un vaste système de mines avait été établi en avant de la contrescarpe; enfin les défenses intérieures avaient été notablement renforcées. C'est dans ces conjonctures que s'était accréditée une combinaison déjà préconisée, comme on l'a dit,

(1) Voir carte n° 3.

par plusieurs officiers, celle de chercher vers Karabelnaïa quelque chance meilleure, de fortifier le corps de Bosquet qui allait s'installer en face du faubourg, de transformer même en objectif dominant ce qui n'avait été d'abord qu'une diversion. Or, de tous les ouvrages de cette portion de l'enceinte, le plus important était, on ne saurait trop le répéter, celui de Malakof, sorte de citadelle élevée qui commandait tout le faubourg, prenait de revers le Grand-Redan, n'était qu'à douze cents mètres du port du Sud, dominait de loin la ville et la rade. Emporter cette position, c'était être maître de la place elle-même. « Dès que le temps le permettra, nous attaquerons « Malakof », écrivait dès le 12 janvier le général Bizot (1). Dans un conseil tenu le 2 février, ce projet, déjà accepté en principe, fut définitivement arrêté. En adoptant cette résolution, on n'avait garde de renoncer aux travaux contre la ville, et, malgré l'étendue de cette ligne immense qui se prolongerait depuis la baie de la Quarantaine jusqu'à celle du Carénage (2), on espérait que les renforts déjà survenus ou annoncés permettraient de suffire à la tâche. Mais, qu'on le voulût ou non, le *siège de la ville,* le *vieux siège* devait peu à peu être rejeté au second plan, et cela au grand déplaisir des vaillants soldats qui, sur ce théâtre des premières luttes, avaient supporté, étaient appelés à supporter encore tant de fatigues et de combats. Malakof, c'est le nom qui, jusqu'à la fin de la campagne, remplira toutes les pensées, éveillera toutes les espérances. C'est aussi le nom qui retentira au-dessus de tous les autres dans les acclamations du triomphe.

Sur ce terrain où les troupes de Bosquet venaient d'établir leur camp, les Anglais n'avaient guère marqué leur trace. Quelques ouvrages peu importants avaient été construits au début de l'hiver, sur l'emplacement même du combat d'Inkermann. Plus tard avaient été élevées, entre le ravin du Carénage et le ravin des Docks, la *redoute Victoria* et la *batterie Lancastre,* situées, la première à 2,600 mètres, la seconde à

(1) M. Camille Rousset, *Guerre de Crimée*, t. II, p. 31
(2) V. carte n° 3.

2,000 mètres de Malakof; mais la redoute était inachevée et la batterie désarmée. Enfin, au delà du ravin du Carénage, avait été pratiquée une longue et large tranchée appelée *Place d'armes anglo-française,* sorte de retranchement qui, à certains endroits, était ébauché plutôt que complété. Comme on le voit, tout était à faire, et il s'agissait, non de prendre la suite des opérations anglaises (car les Anglais ne s'étaient vraiment installés que devant le Grand-Redan), mais de commencer devant Malakof et le Petit-Redan un siège nouveau qui se poursuivrait concurremment avec le siège de la ville.

La nature des lieux dictait aux chefs du génie leur plan. A 600 mètres environ en avant de Malakof, se dressait un mamelon isolé, gardé seulement par quelques avant-postes ennemis, et qu'on appelait le *Mamelon vert.* A l'aide du feu croisé de deux batteries, installées l'une sur le mont Voronzof, l'autre sur le plateau du Carénage, on se flatta de balayer le Mamelon; puis on s'y porterait par une rapide marche de nuit; on s'y installerait solidement, et de là partiraient les cheminements qui conduiraient vers la place. Le 13 février, la construction des batteries commença, non sans lenteur ni difficulté, à cause de la nature du terrain. On espérait pourtant une prochaine et heureuse issue; mais on avait compté sans les Russes.

Jamais dans cette longue guerre ne se révélèrent mieux la prévoyante audace de Todleben et l'infatigable activité de ses soldats. Todleben aurait pu, avec certitude de succès, devancer l'assiégeant au *Mamelon vert,* mais il lui eût été malaisé de s'y maintenir sous le feu convergent des batteries anglo-françaises. Le plus pressé était, pour les Russes, non d'occuper eux-mêmes le Mamelon, mais de se saisir d'abord de toutes les positions d'où les Français auraient pu le prendre de flanc ou à revers, et enfin l'aborder. Parmi ces positions, la plus importante, c'étaient les hauteurs qui dominaient à son embouchure septentrionale le ravin du Carénage (1). Le 21 février, à la chute du jour, Todleben se porta en reconnaissance jusque sur cette extrémité du plateau et, sous la protection d'une embuscade

(1) Voir carte n° 3.

de tirailleurs, marqua lui-même le tracé d'une large redoute qui pourrait contenir un bataillon d'infanterie. En même temps, des barques, venant de la rive nord de la grande baie, déposaient dans l'une des anfractuosités de l'autre rive les gabions et les outils. Un peu plus tard, les troupes destinées à protéger ou à exécuter le travail arrivaient silencieusement, les unes par la route des Sapeurs, les autres par la baie du Carénage. Dès que l'obscurité fut complète, la pioche commença son œuvre, et, à l'aube du jour, les terrassements, non encore achevés, mais offrant déjà quelque relief, apparurent à nos officiers à la fois surpris et dépités. Les assiégeants tentèrent de détruire ces audacieuses contre-approches, et, dans la nuit du 23 au 24 février, deux bataillons du 2e zouaves débordèrent au milieu des retranchements ennemis. Leurs efforts n'eurent d'autre résultat qu'une grande effusion de sang, et ils durent se résigner à la retraite, après avoir déployé, suivant la propre expression des bulletins moscovites, « la plus exemplaire intrépidité ». Les assiégés, devenus agresseurs, nous réservaient une autre surprise. Dans la nuit du 28 février au 1er mars, voici que, sur ces mêmes hauteurs du Carénage, une nouvelle redoute s'élevait. A chacune de ces deux redoutes, les Russes donnèrent le nom des régiments qui l'avaient construite. La première fut appelée redoute *Selenghinsk;* la seconde, redoute de *Volhynie.* Les nôtres contemplaient, tantôt avec une tristesse irritée, tantôt avec une admiration involontaire, ces prodiges d'une défense audacieuse à l'égal de l'attaque la plus résolue : ils ne se lassaient pas de se montrer ces parapets de terre blanchâtre qui se détachaient mal à travers les brumes d'un ciel encore hivernal; bientôt ils les appelèrent d'un nom qui leur resta : ils les nommèrent les *Ouvrages blancs.*

Le *Mamelon vert,* qui naguère faisait saillie hors de la ligne de défense, se trouvait désormais protégé, sur sa droite par le Grand-Redan, sur sa gauche par les nouvelles redoutes du Carénage. Pour que le défi fût complet, il fallait fortifier le Mamelon lui-même. Les Russes n'y manquèrent point. Les moellons d'une ancienne carrière et la nature du sol, argileux en cet endroit, favorisèrent leurs desseins. Le 11 mars, après

une longue nuit obscure, on vit apparaître les revêtements d'une redoute que les Russes appelèrent la *redoute Kampchatka*. Le général Bizot, chef du génie français, eût voulu que, sans perdre un instant, on attaquât l'ouvrage avant qu'il fût achevé. Cet avis ne fut partagé ni par le général en chef ni par Bosquet, qui jugèrent l'entreprise trop hasardeuse. On se contenta donc de commencer le 12 mars contre le *Mamelon vert* les premiers travaux d'approche, travaux souvent troublés par les Russes, qui multipliaient en ce temps-là les sorties et subissaient ou infligeaient des pertes cruelles. Tels étaient les débuts du nouveau siège, du *siège de droite*. Décidément, le faubourg de Karabelnaïa n'était pas moins bien gardé que la ville elle-même. Il apparaissait entouré d'une double défense : d'abord le *Mamelon vert* et les *Ouvrages blancs,* récentes créations de Todleben; puis, derrière ces lignes avancées, se dressaient le Petit-Redan et surtout Malakof, Malakof d'autant mieux armé que de sa conservation ou de sa perte dépendait le salut ou la chute de la cité elle-même (1).

C'est au milieu de ces complications qu'on revint à l'idée de substituer un coup de force aux lentes opérations du siège et de brusquer, coûte que coûte, le dénouement. L'artillerie était nombreuse et bien approvisionnée; l'armée recevait chaque jour des renforts; Anglais, Français, Turcs atteignaient un effectif total de 130,000 hommes. Que ne pouvait-on avec de tels moyens? Le 2 avril, un conseil se tint, et il fut décidé que le 9 s'ouvrirait le feu de toutes les batteries. On espérait que les Russes aux abois se décideraient alors à un engagement général et fourniraient ainsi à leurs adversaires l'occasion d'une éclatante victoire. Le résultat pourrait être plus décisif encore si, sous les coups de notre artillerie, les défenses de la place s'effondraient au point de n'être plus réparables; ce serait alors l'heure de l'assaut, et ainsi finirait, pensait-on, ce siège qui déjà durait depuis six mois.

Les jours qui suivirent furent employés aux derniers prépa-

(1) Voir TODLEBEN, *Défense de Sébastopol,* t. II, Ire part., p. 20-47. — Voir aussi carte n° 3.

ratifs. Quelques batteries furent réorganisées et armées. Les approvisionnements furent complétés. Ce second bombardement n'était que la répétition de celui du 17 octobre, mais avec des ressources singulièrement accrues. Les Français disposaient de 388 pièces, les Anglais de 130 à 140. A la vérité, l'artillerie des Russes était encore plus considérable, car leur armement total s'élevait à 998 bouches à feu (1).

Pendant la nuit du 8 au 9 avril, les embrasures furent démasquées. Une pluie torrentielle, qui tombait depuis quelques heures et détrempait le terrain, gêna sans l'interrompre l'œuvre de nos soldats. A cinq heures du matin, comme les premières brumes se dissipaient, le feu éclata sur toute la ligne des attaques depuis le ravin de la Quarantaine jusqu'au plateau du Carénage.

Aucun indice, aucun rapport d'espions ou de déserteurs n'avait éveillé les soupçons des Russes. La veille, ils avaient célébré la pâque et, au milieu des horreurs de la guerre, s'étaient, suivant la coutume moscovite, donné le baiser de paix. A une si soudaine alerte, quelque trouble se produisit. Puis, les chefs prêchant d'exemple, chacun courut à son poste. Bientôt les détonations de la place répondirent à celles des assaillants, et les nuages de la poudre, s'ajoutant au brouillard, voilèrent Sébastopol aux yeux des nôtres comme nos bivouacs aux yeux de l'ennemi.

L'état de la mer ne permettait pas le concours des escadres, en sorte que la lutte se concentra sur terre. Le feu persista pendant toute la journée, toujours également intense de notre côté, plus modéré de la part des Russes, obligés de ménager leurs munitions. Vers le soir, le bastion du Mât était gravement endommagé. Aux Ouvrages-Blancs et au Mamelon-Vert, les désastres étaient plus cruels encore : avec leurs parapets éboulés, leurs terrassements désagrégés, ces redoutes nouvelles, objet d'orgueil pour nos ennemis, semblaient vouées à une ruine totale. La nuit venue, les assiégés, malgré les

(1) *Journal des opérations de l'artillerie*, p. 225. — TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 101, et Appendice, p. 390.

projectiles, malgré le terrain détrempé par la pluie, s'ingénièrent à rétablir les plates-formes, à remplacer les pièces démontées, à reconstruire les embrasures démolies ; et contre toute attente, ils réparèrent leurs principales avaries. Le lendemain, la canonnade recommença, aussi acharnée que la veille et plus meurtrière, car l'horizon s'était rasséréné, et la clarté du ciel permettait de mesurer les coups. Tout était sujet d'angoisses pour les Russes. Le soir du 10 avril, la redoute Selenghinsk avait toutes ses embrasures détruites; la redoute Volhynie n'en avait plus que trois en état de servir. Les approvisionnements de guerre diminuaient, et des courriers avaient été expédiés en toute hâte pour presser les convois de poudre et de munitions. Le bastion du Mât surtout, déjà fort atteint la veille, inspirait les plus cuisants soucis : il était réduit à « l'état de demi-ruine » ; les projectiles l'avaient labouré de tous côtés; une partie de son saillant était même écroulée : telles étaient ses dégradations que, si l'on en croit le témoignage de Todleben, une attaque de vive force contre cet ouvrage eût été couronnée d'un plein succès (1). Mais le destin favorisait alors les Russes autant qu'il les accabla plus tard. Le premier, le second, le troisième jour s'écoulèrent sans que l'assaut fût donné, soit qu'on craignît les explosions de mines ou qu'on redoutât les défenses intérieures, soit plutôt que l'unité de direction manquât. Les jours suivants ramenèrent la répétition des mêmes scènes sanglantes et monotones, les assiégeants et les assiégés rivalisant d'ardeur, les premiers à étendre la destruction, les seconds à réparer leurs brèches. Enfin la tempête de feu diminua d'intensité, s'apaisa, et, le 19 avril, le bombardement général cessa.

Il cessa sans avoir hâté le dénouement. Une seule chose était certaine, le chiffre des pertes. Pendant ces dix jours, les Russes avaient eu 6,131 hommes hors de combat, les Français 1,587, les Anglais 263 (2). Parmi les nôtres était tombée une illustre victime, le général Bizot, blessé mortellement le 11 avril devant Karabelnaïa. Tous connaissaient ce vaillant soldat,

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 182.
(2) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 170, et relevés quotidiens, p. 125 à 170.

modeste autant qu'intrépide, simple dans l'accomplissement de son difficile devoir, moins avide de renommée pour lui-même que de gloire pour son pays; tous savaient aussi que la rude conduite du siège lui avait valu à Paris, au lieu d'éloges, bon nombre de ces critiques aisées à formuler de loin. Dans la distribution des récompenses, il avait été longtemps oublié, si longtemps que le brevet de général de division ne put être déposé que sur son cercueil. Les regrets éclatèrent avec une légère nuance de protestation muette, comme pour réparer ce qu'avait d'incomplet une si tardive et parcimonieuse justice. « Le général « Bizot, écrivait Canrobert au ministre de la guerre, vient de « succomber... cette mort est un véritable malheur public et un « deuil pour l'armée entière. Le général Bizot avait au milieu « d'elle la popularité la plus dignement acquise. Nos soldats « admiraient son ardeur, sa bravoure de sous-lieutenant. Son « esprit, plein de ressources et d'initiative, s'était constamment « montré à la hauteur de la tâche que nous poursuivons. Je suis « auprès de vous, Monsieur le maréchal, l'organe de l'armée de « Crimée, en vous faisant connaître les titres que cet officier « général s'était acquis à la bienveillance de l'Empereur (1). »

II

Rien n'aigrit les âmes comme la fortune médiocre ou douteuse. Sébastopol, avec ses contre-approches qu'une nuit de travail élevait de terre, avec ses murailles toujours battues, toujours réparées, Sébastopol apparaissait comme un insolent défi. Ne pas avancer, c'était reculer, c'était dans tous les cas tromper l'attente anxieuse de la France et de l'Europe. Parmi les alliés, il n'était personne qui ne le sentît : de là une disposition irritée et amère, de là des critiques plus propres à énerver la discipline qu'à ramener la confiance. Après de si longs

(1) *Moniteur*, 3 mai 1855.

tâtonnements, l'urgence d'un plan fixe et suivi sans déviation n'était point contestée. Quel serait ce plan? Ici l'embarras était grand et les discussions vives au point de dégénérer en querelles. Le général Niel qui puisait dans la faveur du souverain et dans ses propres lumières une particulière autorité, et qui allait succéder à Bizot, le général Niel, prêchait l'investissement. « Sébastopol, ne cessait-il de répéter, doit sa force non à ses remparts, « mais à l'abondance de ses ressources, à la puissance de son « armement, au chiffre de sa garnison : une fois investie, elle « ne pourra renouveler ni ses vivres, ni ses munitions, ni ses « régiments : alors, mais alors seulement, nous rentrerons dans « les conditions normales des sièges. » L'insuccès du 9 avril donnait crédit à ces considérations. « On ne peut faire le siège à six ou à huit », ajoutait Niel en homme qui volontiers l'eût dirigé tout seul. La réponse ne se faisait pas attendre. « Quels « effectifs ne faudrait-il pas pour investir une place comme « Sébastopol? Comment pourvoir tout à la fois à l'investissement, au siège, à la garde de Kamiesch? Comment assurer « l'unité de commandement pour des opérations si agrandies? » Ainsi parlaient les Anglais qui réclamaient la continuation des travaux devant la place, et à bref délai l'assaut. Aux combinaisons conçues en Crimée se joignaient les desseins formés à Paris. Napoléon III recommandait, pour arriver à l'investissement, une campagne à longue distance dans l'intérieur de la Crimée. Un instant, ses combinaisons lui parurent si ingénieuses qu'il se jugea seul capable de les bien exécuter, et annonça, comme on l'a dit, son départ pour l'Orient. Il ne vint pas, et, au milieu de tant de chances contraires, ce fut une première faveur de la fortune. A défaut du souverain, on eut ses aides de camp. Chacun était porteur de notes, avait ses protégés, avait surtout son petit bout de plan où les courtisans croyaient voir le reflet de la pensée du maître. Le 25 avril, un câble, immergé dans la mer Noire, établit des communications télégraphiques directes entre la Crimée et l'Occident. Les dépêches se multiplièrent, obscures, s'entre-croisant, fécondes en quiproquos, et ce progrès, fort célébré, mit le comble aux embarras.

Les qualités mêmes du général en chef étaient plus propres à entretenir la confusion qu'à ramener l'unité. Sa courtoisie parfaite ne décourageait aucune critique et imposait rarement le silence. Sa conscience avide de lumière recherchait les conseils, loin de les éloigner. Sa modestie, qui était très réelle malgré une certaine emphase apparente, lui faisait durement sentir le poids de sa responsabilité. Entre des avis présentés sous une forme spécieuse, son âme, plus héroïque que résolue, demeurait flottante. « Quoique son esprit ne fût point ordinaire, « a écrit de lui son chef d'état-major, il ne se mettait pas assez « au-dessus de l'horizon, et c'est pourquoi sa vue, ne pouvant « tout embrasser d'un coup d'œil, se troublait (1). » Le langage impétueux, impérieux même de Niel, tantôt le subjuguait, tantôt l'irritait. Avec les intentions les plus conciliantes, il froissait parfois et mécontentait ses alliés. Les opérations extérieures lui paraissaient pleines de hasard et déconcertaient son esprit plus habitué aux courtes campagnes de l'Afrique qu'aux larges combinaisons de la grande guerre. D'un autre côté, la terrible perspective d'un assaut à longue distance, de plusieurs assauts peut-être, l'effrayait : car prodigue de sa propre vie, il était ménager de celle de ses soldats qu'il chérissait autant qu'il en était aimé. Une dernière crainte achevait de troubler l'âme excellente de Canrobert; bien qu'il ne fût point courtisan, il lui en eût coûté d'outrepasser ou de méconnaître les intentions de l'Empereur : il s'épuisait donc à les chercher, à les deviner, à interpréter les messages : mais cette recherche, loin d'accroître ses lumières, augmentait son incertitude, soit que le télégraphe manquât de clarté, soit que du fond de son cabinet, l'impérial stratégiste ne rendît que d'équivoques oracles.

Dans cet état de perpétuel flottement, les projets les plus divers étaient débattus, à demi arrêtés, puis abandonnés. On parla d'opérations extérieures, puis on les ajourna : on discuta les chances d'un assaut, on en fixa même la date au 28 avril; puis, au grand regret des chefs britanniques, l'entreprise fut différée jusqu'à l'arrivée des renforts qui étaient annoncés.

(1) Notes inédites de M. le général de Martimprey.

Cependant il fallait donner une satisfaction à nos alliés mécontents. On s'avisa alors que les Anglais trouvent toujours plaisir à brûler les ports et les vaisseaux des autres, et une opération maritime contre Kertch fut décidée. Kertch, située sur le détroit d'Iénikalé, était d'ailleurs pour les troupes russes de Crimée un de leurs points de ravitaillement : s'en emparer, c'était faire un pas dans la voie de l'investissement; à ce titre, ce coup de main semblait répondre aux pensées du général Niel et rentrer dans le plan impérial. Le 3 mai, les escadres combinées prirent la mer. A peine étaient-elles hors de vue, qu'un télégramme des Tuileries arriva au quartier général français. L'Empereur prescrivait au général en chef de rallier à lui au plus vite le corps de réserve qui était à Constantinople et de prendre ensuite l'offensive sans perdre un seul jour. Canrobert, jugeant que toutes les ressources de la flotte lui seraient nécessaires, rappela aussitôt ses vaisseaux, et, quelque contrariété qu'il en eût, lord Raglan dut l'imiter. Sur ces entrefaites, débarqua à Kamiesch le commandant Favé, organe des plus récentes conceptions de son souverain. Le plan de Napoléon III impliquait la formation de trois armées : la première, sous les ordres de Pélissier, garderait les travaux du siège; la troisième, sous la direction de Canrobert, se porterait vers Simféropol et manœuvrerait sur les derrières de l'ennemi; quant à la seconde, composée des Anglais et des Sardes et placée sous le commandement de lord Raglan, elle occuperait la vallée de Baïdar et se tiendrait prête soit à secourir Pélissier, soit à appuyer Canrobert, selon que les Russes déborderaient en masse de Sébastopol, ou, au contraire, accepteraient la bataille dans l'intérieur de la Crimée (1).

On devine quel trouble ces plans si changeants amenaient entre les chefs des armées alliées. Le 14, le 15, le 16 mai, de longs conciliabules se tinrent. Les Anglais, si opposés qu'ils fussent aux grandes opérations, semblèrent d'abord moins hostiles qu'on ne l'eût craint aux nouvelles combinaisons. Le 14 au soir, le commandant en chef prescrivit même au général de

(1) Niel, *Journal des opérations du génie*, p. 228 et suiv.

Martimprey de préparer les ordres pour une action immédiate. Quand on vint aux détails d'exécution, les divergences éclatèrent, et, en s'aggravant, rendirent l'entente impossible. Dans ces conjonctures pénibles, Canrobert, qui n'avait point provoqué la crise et s'en attristait, se chargea de fournir le dénouement. Placé entre les volontés obstinées de Niel, les plans de l'Empereur, les objections presque irritées des Anglais, ployant sous le poids d'une responsabilité qui l'effrayait au point de le paralyser, il résigna son commandement.

Il le fit sans récrimination contre personne, avec la simple dignité d'une âme droite, en homme dont les forces peuvent fléchir, mais dont le cœur ne connaît pas les défaillances. Il allégua sa santé et aussi son esprit fatigué par une tension constante : « Mon devoir envers mon souverain et mon pays, « disait-il dans un télégramme à l'Empereur, me force à vous « demander de remettre au général Pélissier, chef habile et « d'une grande expérience, la lettre de commandement que j'ai « pour lui. L'armée que je lui laisserai est intacte, aguerrie, « ardente et confiante. Je supplie l'Empereur de m'y laisser une « place à la tête d'une simple division. » A ce noble langage l'Empereur répondit comme il convenait, et ne ménagea pas les témoignages de sa bienveillance à ce désintéressé serviteur de son trône et du pays. Délivré de ses soucis, Canrobert retrouva aussitôt son habituelle sérénité que les derniers incidents avaient un peu troublée. « J'ai des qualités, disait-il modeste« ment au général de Martimprey; je n'ai pas celles qui con« viennent à un si lourd fardeau (1). » Le 19 mai, Pélissier, investi du commandement en chef, prit possession du quartier général. Ce jour-là même, l'ancien chef de l'armée d'Orient, redevenu simple combattant, rejoignait au bivouac son ancienne division.

(1) Notes inédites de M. le général de Martimprey.

III

Il arrive souvent qu'à l'heure des résolutions difficiles, l'étendue des lumières accroît l'indécision, loin de la dissiper. L'intelligence s'use à faire le compte des avantages ou des périls et, en voulant réunir toutes les chances, les laisse toutes échapper. Tel n'était point Pélissier. Son esprit, plus sensé qu'élevé, plus ferme que nuancé, plus simple que compliqué, le mettait à l'abri de ces recherches anxieuses, familières aux plus nobles âmes, mais si souvent funestes aux hommes d'action. Il était à la fois absolu et résolu. Dans les conjonctures embarrassantes où il prenait le commandement, il eut un premier mérite, ce fut d'avoir un plan; il en eut un second, beaucoup plus rare, ce fut de le suivre.

Quinze jours auparavant, simple chef d'un des corps d'armée, il avait déjà, dans un rapport à Canrobert, exposé ses vues sur la conduite de la guerre. « Je suis persuadé, écrivait-il le « 5 mai, que, dans la position inexpugnable que nous occupons, « une série d'opérations de siège tendant à droite à la prise « du bastion Malakof, à gauche à la possession du réduit du « bastion du Mât, nous rendraient maîtres de Sébastopol, quelle « que soit la résistance ultérieure de la garnison... A moins « d'ordres supérieurs, mon plan, mon général, serait de pous« ser *le siège à outrance, sans m'inquiéter trop de l'extérieur.* » Tout le cadre des opérations futures tient en ces quelques lignes. Le nouveau général en chef écartait ou ajournait les grandes manœuvres au dehors, soit qu'il les jugeât trop dangereuses, soit qu'une telle entreprise le déconcertât par sa grandeur même. Son objectif soigneusement limité, c'était la prise de la ville par une suite d'assauts successifs qui débusqueraient d'abord l'ennemi de ses ouvrages avancés, qui nous feraient prendre ensuite position dans l'enceinte. Aucun autre projet ne devrait distraire de celui-là : il serait temps, Sébastopol empor-

tée, d'élaborer à loisir de savantes conceptions. Que ces coups de force réitérés dussent coûter beaucoup de sang, Pélissier ne l'ignorait pas, mais ne s'en troublait point. L'attaque porterait à la fois sur la ville et sur le faubourg : toutefois, cette dernière portion de l'entreprise devait de plus en plus devenir la principale et effacer l'autre dans les préoccupations du commandement. Tel était le plan de Pélissier. Il se résumait en un mot : *le siège, le siège,* et *rien au delà*. Il ne comportait ni combinaisons profondes ni grande stratégie. Il exigeait surtout de la volonté; en revanche, il en exigeait beaucoup.

Le lecteur, en effet, aura déjà remarqué que ces vues ne tenaient aucun compte ni de celles de Niel, ni de celles de l'Empereur. Que devenait la théorie de l'investissement? Que devenait le projet grandiose naguère ébauché aux Tuileries et apporté tout récemment en Crimée? Napoléon III, en revêtant Pélissier de la suprême autorité, n'aurait-il créé qu'un instrument rebelle à ses desseins? Le nouveau commandant en chef ne serait-il pas dès la première heure acculé à un de ces ordres qui ne laissent d'autre alternative que la retraite ou la soumission? Comment pourrait-il, fût-ce à cette distance, comment pourrait-il, sans désobéissance ouverte, méconnaître à ce point la pensée de son souverain qui avait après tout le droit de commander, qui disposait du télégraphe pour signifier ses volontés, qui avait en Crimée même, dans le général Niel, un *alter ego, alter ego* plus jaloux que le maître, car il était le premier inspirateur des pensées que celui-ci s'appropriait?

Tous les mérites de Pélissier (et ils étaient grands) n'auraient pu le sauver d'une situation si fausse. Mais, en certaines occurrences, les défauts nous servent autant que les qualités, et c'est même pour cela sans doute que Dieu les a créés. Pélissier avait des défauts, il en avait abondamment, et les plus opportuns qui se pussent rencontrer. Niel était absolu, Pélissier ne l'était pas moins; volontiers Niel s'autorisait de la confiance de l'Empereur, plus volontiers Pélissier se prévalait des prérogatives de son rang. Son âge, l'ancienneté de son grade, les hauts commandements qu'il avait exercés, par-dessus tout ses brusqueries légendaires éloignaient les familiarités et intimidaient

les critiques. Il avait de l'esprit, du plus mordant; il s'en servait sans scrupule, et, comme il n'était généreux qu'à ses heures, il colorait ses sarcasmes de nuances cruelles qui accablaient. Tel eût conseillé sans embarras le bon et loyal Canrobert, et ne pénétrait pas sans quelque vague effroi sous la tente du nouveau général en chef. Officiers d'ordonnance, aides de camp, messagers venus de Paris, donneurs d'avis de toute sorte, nul n'échappait à cette appréhension salutaire, et la plupart, en présence d'un chef si dur, osaient à peine balbutier ce qu'ils avaient médité. Que ce silence fût fait de crainte plus que de sympathie, c'est de quoi le général en chef s'inquiétait peu : il lui suffisait que les langues fussent enchaînées, la discipline sauve et ses projets non contrariés. — A Paris, la hauteur n'eût pas été de mise. Mais les hommes les plus brusques ont parfois, quand leur intérêt le commande, des adresses qui étonnent et des souplesses qui désarment. Décidé à écarter de son programme toute opération extérieure, le général en chef, dans ses rapports à l'Empereur ou au ministre de la guerre, se gardait bien de découvrir ses vraies pensées. A l'entendre, il ne renonçait pas aux mouvements à longue distance, mais voulait d'abord poursuivre vis-à-vis de la place les travaux commencés. Tout lui était prétexte pour ajourner les combinaisons conçues à Paris : tantôt il alléguait la résistance de lord Raglan, tantôt il prétextait l'état sanitaire d'une portion de l'armée où le choléra avait reparu. Avec une modestie feinte et en protestant de son esprit de discipline, il demandait qu'on lui laissât quelque latitude. Le plan de l'Empereur serait exécuté, assurait-il, mais un peu de patience était nécessaire. Et pour faire prendre patience, il laissait entrevoir comme prochaine la glorieuse conquête de Malakof. C'est ainsi que Pélissier parvenait à ne faire que sa seule volonté, en dépit de Niel, en dépit de l'Empereur, en dépit du télégraphe, et ce n'est pas une mince surprise de le voir vaincre tous ces obstacles avant de vaincre les Russes.

Le jeu, cependant, était dangereux, et, d'un moment à l'autre, pouvait tourner à la confusion du joueur. Pélissier le savait et avait hâte que quelque bulletin de victoire rendît plus malaisés

le blâme ou les désaveux. Dès le début de son commandement, tout porte la trace de sa volonté active et résolue. Il procède à une nouvelle répartition de ses forces. Son armée, que les récents renforts ont élevée à 120,000 hommes (1), est partagée en trois corps : le premier corps, commandé par le général de Salles, est préposé aux attaques contre la ville; le deuxième corps, toujours sous les ordres de Bosquet, demeure chargé, concurremment avec les Anglais postés en face du Grand-Redan, des attaques devant Karabelnaïa; le troisième corps, dit corps de réserve, confié au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, occupe, de concert avec les Sardes, les monts Fedioukhine, et s'étend jusque dans la vallée de Baïdar. L'expédition de Kertch est reprise et, cette fois, menée à bonne fin. Les Russes avaient rétabli ou conservé d'importants ouvrages en avant du bastion central. A peine installé, le général en chef décide de les en déloger. Le 22 et le 24 mai, à la suite de combats sanglants, l'ennemi est rejeté dans l'enceinte, et ce premier succès est comme l'étrenne du nouveau commandement. L'armée, après de longues incertitudes, se sentait dirigée et suivait son général, sinon avec beaucoup d'affection, du moins avec confiance. « J'éprouve « un grand plaisir, écrivait le général de Martimprey, demeuré « chef d'état-major, j'éprouve un grand plaisir à être enfin l'in« strument d'une volonté précise (2). » Toutes ces mesures n'étaient qu'un prélude. De plus en plus, la pensée du commandant en chef s'absorbait sur un seul point, les attaques du faubourg de Karabelnaïa. L'histoire du siège se résume désormais tout entière dans les assauts successifs qui vont livrer à nos armes d'abord le Mamelon-Vert et les Ouvrages-Blancs, puis, après un échec glorieusement réparé, la forteresse même de Malakof.

(1) Situation de présence à la date du 20 mai. (*Journal des operations du génie*, appendice n° 9, p. 481.)

(2) *Correspondance inédite.*

IV

Les Russes, presque certains que le sort de Sébastopol se déciderait du côté du faubourg, n'avaient rien négligé pour ajouter aux défenses déjà créées et pour rendre invulnérable cette portion de la place. Bien au delà du ravin du Carénage et non loin de la baie de ce nom, ils avaient établi, en arrière des Ouvrages-Blancs, une nouvelle batterie, dite *Batterie du 2 mai*. En reliant d'anciennes excavations, ils venaient d'aménager en avant du Grand-Redan un vaste ouvrage que l'on appela l'*Ouvrage des Carrières*. Le Mamelon-Vert se perçait de nouvelles embrasures. Non contents de ces immenses travaux, les assiégés s'évertuaient par toutes sortes d'habiletés ingénieuses à déconcerter nos efforts ou à provoquer dans nos rangs quelque catastrophe. Un jour même, il arriva qu'on découvrit, en avant de nos lignes, de petites machines infernales destinées à éclater sous les pieds de nos soldats (1).

Les nôtres ne se laissaient dépasser ni en ardeur ni en activité. Ils établissaient des embuscades, et, malgré la nature rocailleuse du sol, les reliaient par des cheminements. Ils consolidaient leurs tranchées et les prolongeaient. Ils élargissaient les parallèles pour y recevoir des troupes et établissaient des gradins de franchissement. Gabions, fascines, sacs à terre, tout était accumulé le plus près possible des attaques projetées. Sous l'impérieuse, mais habile et savante direction du général Frossard, chef du génie devant Karabelnaïa, les travaux d'approche se développaient à vue d'œil. Pendant ce temps, le général Bosquet multipliait les reconnaissances, les yeux toujours tournés vers le Mamelon-Vert, enjeu du prochain combat. « Que feriez-vous pour vous emparer du Mamelon? »

(1) *Journal des opérations du génie*, p. 271. — *Journal des opérations de l'artillerie*, p. 311.

disait-il souvent à ses officiers (1) Il écoutait silencieusement la réponse, cherchant partout de nouvelles lumières, soigneux des moindres détails et attentif à conjurer, à force de prévoyance, tous les à-coups de la mauvaise fortune.

Bientôt les préparatifs parurent tellement avancés qu'on songea à fixer le jour de l'action. L'objectif était de débusquer l'ennemi de toutes ses positions extérieures, c'est-à-dire d'occuper les *Ouvrages-Blancs*, la *Batterie du 2 mai* et le *Mamelon-Vert*, tandis que les Anglais se rendraient maîtres, de leur côté, du récent *Ouvrage des Carrières*. La date choisie fut le 7 juin. L'attaque aurait lieu vers le soir, afin qu'on pût profiter des ténèbres pour s'établir solidement dans les redoutes conquises. L'artillerie préparerait et faciliterait le passage des colonnes. Malakof n'était point compris dans le plan général, et nos troupes, quel que fût le succès, ne devraient point s'aventurer jusqu'à forcer l'enceinte.

Le 6 juin, le feu de toutes nos batteries s'ouvrit devant Karabelnaïa. Ce fut, suivant le calcul des Russes, qui avaient pris coutume de numéroter leurs épreuves, le *troisième bombardement* (2). L'effet de la canonnade fut surtout sensible au Mamelon-Vert. La nuit venue, les assiégés s'empressèrent à réparer leurs dégâts, mais, en dépit de leur laborieuse activité, l'aube les surprit avant qu'ils eussent relevé toutes leurs ruines. Le 7, à la pointe du jour, Français et Anglais reprirent leur tir avec une violence redoublée. Dans cette seconde journée, ce furent les Ouvrages-Blancs qui eurent le plus à souffrir; à la redoute de Volhynie, plusieurs bouches à feu étaient hors de service, le parapet était ébréché, le fossé comblé jusqu'à moitié de sa profondeur; à la redoute Selenghinsk, les embrasures étaient tellement dégradées que trois pièces seulement continuaient à tirer. De trois à six heures du soir, le feu des alliés crût encore en activité, et nos batteries tonnèrent non seulement contre Karabelnaïa, mais contre la ville elle-même.

Tandis que cette pluie de fer s'abattait sur Sébastopol, les

(1) Fay, *Souvenirs de Crimee*, p. 246-247.
(2) Le premier avait eu lieu le 17 octobre; le second, le 9 avril

troupes commandées pour l'attaque avaient quitté leurs campements. Vers quatre heures et demie, la division Mayran, chargée d'enlever les Ouvrages-Blancs, se rassemblait dans les tranchées du Carénage : un peu plus vers la gauche, la brigade Wimpfen, de la division Camou, désignée pour l'assaut du Mamelon-Vert, prenait position dans les parallèles en avant du Mamelon. Quant aux réserves, elles se massaient, d'un côté, dans le ravin du Carénage; de l'autre, dans le ravin de Karabelnaïa : c'était la division Dulac, destinée à appuyer la division Mayran; c'était la brigade Vergé, et, en arrière, la division Brunet, appelées à seconder l'attaque du général Wimpfen. Le général Pélissier s'était installé à la redoute Victoria : un peu plus en avant, près de la batterie Lancastre, se tenait le général Bosquet (1).

Comme six heures et demie sonnaient dans Sébastopol, un bouquet de fusées donna le signal de l'action. Aussitôt les deux brigades de la division Mayran débouchent des tranchées du Carénage. La brigade Lavarande franchit au pas de course les 300 mètres qui la séparent de la redoute Volhynie : nos soldats abordent les positions ennemies, se jettent dans le fossé, escaladent l'escarpe en profitant de certaines aspérités rocailleuses, pénètrent dans la redoute par les embrasures et, après une courte lutte corps à corps, forcent les Russes à la retraite. La brigade de Failly ne déploie pas une moindre vigueur à l'assaut de la redoute Selenghinsk dont elle est éloignée de près de 600 mètres : en peu d'instants, elle s'empare de l'Ouvrage. Les Russes refoulés se retirent vers la *Batterie du 2 mai,* mais ils en sont bientôt chassés par les nôtres. Pour comble de malheur, comme ils essayent de regagner l'enceinte, le lieutenant-colonel Larrouy-d'Orion, avec deux bataillons d'infanterie, descend jusqu'au fond du ravin du Carénage, en remonte rapidement la berge droite, leur coupe l'accès du pont-aqueduc qui les ramènerait vers la place et leur fait 400 prisonniers (2).

Pendant ce temps, l'attaque du Mamelon-Vert était tentée

(1) Voir la carte n° 3.
(2) Voir la carte n° 3.

avec un égal succès. Depuis les parallèles jusqu'à l'ouvrage russe, la distance était de 450 mètres : heureusement les ondulations du terrain permettaient d'échapper en partie aux vues de l'ennemi. Au signal du combat, la brigade Wimpfen se partage en trois colonnes : à droite sont les tirailleurs algériens; au centre le colonel de Brancion avec le 50e de ligne; à gauche le colonel de Polhès avec le 3e zouaves. Quelques embuscades sont rapidement enlevées. Puis on arrive devant la redoute que défend un large fossé, derrière lequel se dresse un parapet à grand relief. Ces obstacles n'arrêtent point les assaillants. Ils se jettent dans le fossé, s'aident de quelques éboulements du parapet, se hissent les uns sur les autres, arrivent jusqu'aux embrasures, pénètrent dans les retranchements. Au moment même de l'attaque, Nakhimof visitait le Mamelon-Vert. A sa voix, les canonniers, presque tous marins et dévoués jusqu'au fanatisme à leur chef, ont sauté sur leurs pièces et se sont préparés à une défense désespérée. Mais l'impétuosité de notre élan et la supériorité numérique de nos troupes déconcertent leurs résolutions. Nakhimof, presque cerné, n'a bientôt plus d'autre souci que de rallier ses hommes; il les ramène vers l'enceinte et les abrite derrière la courtine qui relie Malakof au Grand-Redan (1).

La victoire avait été si rapide que le combat n'avait duré qu'une demi-heure. Au même instant, pour couronner notre fortune, on apprenait que les Anglais venaient d'enlever l'*Ouvrage des Carrières*. Mais sur ces entrefaites, un incident survint qui faillit changer le succès en défaite.

En voyant fuir les Russes, les vainqueurs du Mamelon-Vert ne contiennent plus leur ardeur. Déjà il est près de sept heures et demie, mais, en ces belles journées de juin, le soleil est encore élevé sur l'horizon. Malakof se dresse à 500 mètres à peine, et peut-être reste-t-il assez de jour pour consommer le triomphe et tout terminer d'un seul coup. Quelques officiers entraînent leurs soldats ou se laissent entraîner eux-mêmes et débordent du Mamelon. Les voilà qui, à travers les excavations, les trous

(1) Voir Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, 1re part., p. 322 et 323.

de loup, les sinuosités du terrain, s'avancent vers les remparts, touchent presque les murailles du Bastion, essayent d'y pénétrer à la suite des Russes qui fuient. Le châtiment de cette imprudence ne se fait point attendre. Les assiégés, revenus de leur première surprise et en force derrière Malakof, vomissent la mitraille sur les téméraires assaillants. En un instant, tout le terrain qui avoisine l'enceinte se couvre des cadavres des nôtres. Les survivants se replient sur le Mamelon, s'y réfugient précipitamment, jettent la confusion même parmi les troupes qui y sont demeurées, les entraînent dans leur mouvement rétrograde. Les Russes alors sortent en force de la place, réoccupent l'Ouvrage et, par une vigoureuse offensive, ramènent leurs adversaires jusque vers les tranchées.

L'heure était critique. Le sang-froid et la résolution du général Bosquet conjurèrent le péril. De la batterie Lancastre, il avait suivi toutes les péripéties du combat. Le jour baissait rapidement, et il n'y avait pas une minute à perdre pour ressaisir la victoire. L'ordre est donné d'engager les réserves. Tandis que la division Brunet, sortant du ravin de Karabelnaïa, vient occuper les parallèles, le général Vergé, avec la seconde brigade de la division Çamou, se porte rapidement en avant. Ces braves bataillons se forment en colonne sous le feu de l'ennemi, rallient chemin faisant les troupes de la brigade Wimpfen et gravissent en battant la charge les pentes du Mamelon. Entre les Russes jaloux de garder leur proie reconquise et leurs adversaires ardents à venger leur passager échec, une dernière lutte s'engage. Enfin, le drapeau tricolore flotte de nouveau sur le Mamelon, et les assiégés se replient, non sans quelque désordre, derrière les remparts du faubourg, désormais leur unique défense (1).

A la tombée de la nuit, les officiers du génie prirent possession des Ouvrages et se hâtèrent d'y exécuter les travaux qui consolideraient notre établissement. Ce ne fut ni sans trouble ni sans alerte qu'ils poursuivirent cette besogne. Plu-

(1) Rapport du général Pélissier. (*Moniteur,* 25 juin 1855.) — *Journal des opérations du génie,* p. 294 et suiv. — *Journal des opérations de l'artillerie,* p. 303 et suiv.

sieurs fois, ils furent interrompus par le feu de l'ennemi, mal résigné à sa perte. Le général Khroulef voulait même que, sans attendre l'aube, on tentât un retour offensif contre le Mamelon. Todleben l'en détourna. « L'attaque des redoutes du « Carénage, lui dit-il, est trop hasardeuse pour qu'on songe à « l'essayer; quant au Mamelon-Vert, peut-être le reconquer- « rait-on, mais il serait impossible de s'y maintenir sous le feu « des batteries françaises qui l'assailliraient de face et de « flanc (1). »

Ce langage attristé de Todleben se justifiait. Désormais les Russes étaient privés de toutes leurs positions extérieures, et leur défense perdait le caractère agressif qu'elle avait gardé jusque-là. C'était le résultat, l'immense et glorieux résultat de la journée du 7 juin. Résultat d'ailleurs chèrement acheté! car l'effusion du sang fut énorme, surtout si l'on songe à la brièveté de la lutte. Les Français comptaient 5,443 tués, blessés ou disparus (2) : les Anglais, six à sept cents. En face de pareils chiffres, c'est une mince consolation d'ajouter que les pertes russes égalaient au moins les nôtres. Parmi nos morts, deux surtout éveillèrent les regrets, le colonel de Brancion, tué à l'attaque du Mamelon-Vert, au moment où il plantait sur le parapet le drapeau de son régiment; le général de Lavarande, frappé le 8 juin par un projectile de hasard, dans l'Ouvrage même qu'il avait conquis la veille. Par un sentiment de patriotique piété, Pélissier voulut que le souvenir des deux vaillants chefs se perpétuât aux lieux mêmes où ils étaient tombés. Il décida que les Ouvrages-Blancs s'appelleraient *Ouvrages Lavarande,* et le Mamelon-Vert *Redoute Brancion.*

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 331-332.

(2) Fay, *Souvenirs de la guerre de Crimée*, p. 260. Aide de camp du général Bosquet, M. Fay a puisé ces chiffres dans les rapports mêmes de son chef, Dans sa belle *Histoire de la guerre de Crimée* (t. II, p. 242), M. Camille Rousset reproduit le même relevé de pertes. — Voir aussi *Journal des opérations du génie*, p. 301. Le *Journal des opérations de l'artillerie* (p. 307), évidemment inexact sur ce point, n'estime qu'à 3,000 le nombre des tués et blessés.

V

Après tant d'engagements incertains ou stériles, la décisive victoire du 7 juin provoqua d'un bout à l'autre des bivouacs une grande et virile joie. Cette joie même eut ses dangers. L'excès de la confiance succédant à l'excès de la timidité, l'idée s'accrédita qu'on pourrait tout tenter à bref délai, et que, non moins aisément que le Mamelon-Vert, Malakof lui-même tomberait sous nos coups.

Les raisons ne manquaient pas pour convier à l'audace. Il fallait, disait-on, mettre à profit l'entraînement qui suit toujours le succès : l'ennemi, se fiant à ses ouvrages extérieurs, avait négligé de perfectionner certaines portions de l'enceinte, et il importait d'user de ces avantages avant que la défense fût complétée ; la continuation des cheminements serait d'ailleurs lente, impossible peut-être, car en approchant de la place, on ne trouverait plus de veines argileuses, mais seulement des terrains rocailleux rebelles à la sape et à la pioche. Ainsi parlaient les partisans de l'action immédiate. A la vérité, des voix plus prudentes rappelaient les règles ordinaires des sièges : malgré les progrès des tranchées, nous étions encore à plus de 400 mètres de Malakof ; les Anglais étaient à 250 mètres du Grand-Redan. A cette distance, était-il raisonnable de tenter l'assaut ? On ajoutait que la surprise du 7 juin ne se renouvellerait pas deux fois, que les Russes, désormais en éveil, se tiendraient prêts à la moindre alerte. Mais ces avis semblaient plus timorés que sages : surtout ils trouvaient peu de faveur auprès du général en chef, qui voulait, par des bulletins réitérés de victoire, établir l'excellence de son plan, déconcerter les critiques de ses lieutenants, désarmer les objections de l'Empereur lui-même.

A la témérité d'un assaut prématuré, il importait de n'ajouter

aucune autre faute. Par malheur, il n'en alla pas de la sorte. Ici se place une mesure tellement étrange que l'esprit se perd à en deviner les motifs. Aux attaques devant Karabelnaïa présidait un chef qui connaissait à merveille le terrain pour en avoir maintes fois reconnu les moindres replis, qui se recommandait par sa justesse de coup d'œil, qui possédait la confiance du soldat et la méritait. De toutes les renommées que la guerre d'Orient avait créées ou grandies, celle de Bosquet était la plus éclatante comme aussi la plus populaire. Il avait surtout cette belle qualité du bonheur qu'aucune autre ne supplée. Heureux, il l'avait été à l'Alma, il l'avait été à Inkermann : naguère encore, il avait, par sa vigoureuse promptitude, fait violence à la victoire indécise. Le 15 juin, à la surprise universelle, un ordre du quartier général le désigna pour commander un corps de troupes qui devrait manœuvrer vers les rives de la Tchernaïa, et confia au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely les opérations devant le faubourg. Pélissier avait-il conçu quelque jalousie d'une renommée qui, en ce temps-là, éclipsait de beaucoup la sienne? Répugnait-il à élever outre mesure un lieutenant peu commode à manier, fier de ses grands services, assez haut placé pour ne pas subir sans impatience un supérieur? Voulait-il, en offrant au général Regnaud, commandant en chef de la garde impériale, une occasion de gloire, se concilier pour son propre compte un titre à la faveur du souverain? Toutes ces interprétations contiennent sans doute une part de vérité sans qu'aucune d'elles légitime ou explique un changement si peu judicieux. Le 16 juin, à deux heures de l'après-midi, le général Regnaud arriva au camp du 2e corps, ignorant des positions à attaquer, brave et instruit à coup sûr, mais récemment débarqué en Crimée, inconnu des troupes et ne les connaissant pas lui-même. Le même jour, Bosquet, contenant mal sa tristesse et son dépit, descendait dans la plaine et s'acheminait vers ses nouveaux bivouacs.

L'attaque de Malakof, comme celle du Mamelon-Vert, devait être préparée par l'artillerie. Le 17 juin, le tir des assiégeants s'ouvrit contre Karabelnaïa : ce fut, suivant les supputations des Russes, le *quatrième bombardement*. Le feu continua toute

la journée, avec des pertes énormes pour les assiégés qui furent privés d'un grand nombre de leurs servants : 1,600 blessés furent transportés aux ambulances, soit de la ville, soit de Karabelnaïa (1). Vers le soir, Malakof, le Grand-Redan, le Petit-Redan, les courtines apparaissaient avec leurs fronts endommagés, leurs embrasures en partie comblées, plusieurs de leurs pièces hors de service. C'était, on le croyait du moins, le moment propice pour pousser à fond l'entreprise. A onze heures de la nuit, Pélissier télégraphiait au ministre de la guerre : « Demain, 18, à l'aube du jour, de concert avec les « Anglais, j'aborde le Grand-Redan, Malakof et les batteries « dépendantes (2). »

A cette heure-là même, les trois divisions désignées pour l'attaque s'apprêtaient à prendre leur poste de combat (3). A droite, la division Mayran, qui devait avec une de ses brigades occuper la batterie de la Pointe et avec l'autre aborder le Petit-Redan, venait se masser dans le ravin du Carénage. Au centre, la division Brunet, qui devait assaillir la courtine entre le Petit-Redan et Malakof, puis en obliquant vers la gauche envelopper Malakof lui-même, commençait à se rassembler, non sans quelque lenteur ni désordre, dans les tranchées voisines du Mamelon-Vert. A gauche, la division d'Autemare se rangeait partie dans les parallèles, partie dans le ravin de Karabelnaïa : de là elle se dirigerait vers l'extrémité du ravin, pénétrerait dans l'enceinte par la batterie dite *batterie Gervais* et, en infléchissant vers la droite, se porterait ensuite vers Malakof. La division de la garde impériale formait la réserve et s'échelonnait autour de la redoute Victoria. Aux Anglais était échu l'assaut du Grand-Redan. A trois heures du matin, un bouquet de fusées, tiré de la batterie Lancastre, sur l'ordre du général en chef lui-même, donnerait le signal de l'action.

Pendant que s'accomplissaient ces préparatifs, la canonnade avait été suspendue, mais nos mortiers, accentuant la violence de leur tir, couvraient de bombes Malakof, le Redan, le fau-

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 364.
(2) *Moniteur* du 22 juin 1855.
(3) Voir carte n° 3.

bourg tout entier. Plusieurs de nos vapeurs, s'approchant de la rade, déchargeaient leurs bordées sur la ville, la baie du Sud, les batteries de côte. Par intervalles, s'élevaient au-dessus de Sébastopol des lueurs éclatantes; puis des gerbes de feu apparaissaient qui, n'étant rabattues par aucune brise, se dressaient en longues spirales : c'étaient les incendies que nos projectiles avaient allumés. Près de la baie de la Quarantaine, il arriva même qu'un dépôt de bombes éclata. Au milieu de cette confusion, les Russes se hâtaient à éteindre les flammes, ils répondaient de leurs batteries au feu de nos vaisseaux : surtout avec leur persévérance accoutumée, ils s'appliquaient à réparer les brèches de leurs remparts. Mais ces soucis multiples de la défense n'absorbaient pas toute leur vigilance. Leur principale attention se portait ailleurs.

A travers l'obscurité presque lucide d'une claire nuit de juin, les tirailleurs ennemis avaient cru apercevoir vers le ravin du Carénage une sorte de flottement. On eût dit le va-et-vient de masses confuses entassées sur un étroit espace d'où parfois elles débordaient. Puis, dans l'intervalle des détonations, un bruit vague montait vers les remparts comme celui d'une foule qui s'applique à demeurer silencieuse, mais, par son nombre même, trahit sa présence. Aussitôt, sur toute la ligne de défense, depuis la batterie de la Pointe jusqu'au delà du Grand-Redan, l'alarme avait été donnée. Le général Khroulef, qui commandait en chef dans Karabelnaïa, avait appris ces nouvelles sans surprise. Déjà le bombardement semblait le prélude d'une nouvelle tentative. Une coïncidence de date avait d'ailleurs frappé les Russes : le jour qui allait se lever était le 18 juin, anniversaire de Waterloo : y avait-il invraisemblance à attribuer aux Français le désir de transformer cette date et de changer un souvenir amer en souvenir glorieux? Certain désormais d'une attaque prochaine, Khroulef s'empresse à expédier ses ordres. Sous le feu du bombardement et sans souci de ses pertes, il rassemble ses réserves et les distribue derrière les remparts de Karabelnaïa : le régiment d'Iakoutsk se porte à droite de Malakof; deux bataillons du régiment de Zabalkansky sont appelés pour renforcer la garnison ordinaire du bastion; le régiment de

Selenghinsk se masse à gauche de la forteresse ; d'autres bataillons sont répartis sur les points les plus menacés. Comme la nuit s'achevait, tous les ouvrages se garnissent silencieusement de défenseurs : l'infanterie occupe les banquettes, matelots et canonniers sont à leurs pièces, tous sont prêts à repousser l'assaillant.

La fatalité acheva de compromettre cette entreprise mal préparée. Pélissier, qui s'était réservé le signal de l'attaque, partit tard de son quartier général, si tard que l'aube commençait à blanchir bien avant qu'il eût atteint la batterie Lancastre. Il en était encore à quelque distance lorsque soudain, dans la direction du Carénage, éclatèrent les détonations de l'artillerie mêlées au crépitement de la fusillade. C'était Mayran qui engageait l'action.

Un faux signal l'avait trompé. Comme trois heures du matin approchaient, il attendait avec impatience l'ordre de marcher. Sur ces entrefaites, une bombe à trace fusante, partie du Mamelon-Vert, traversa l'horizon. C'est le signal ! s'écria Mayran ; et entraînant ses soldats, il franchit les tranchées. L'élan des troupes était superbe. A peine eurent-elles parcouru deux ou trois cents mètres qu'une vraie pluie de fer abattit les têtes de colonne, jonchа le sol de morts ou de blessés et obligea les plus braves à se couvrir derrière un pli de terrain. Les rangs une fois reformés, un nouvel effort est tenté. Mais à la mitraille de la place se joignent les feux du *Vladimir* qui, embossé dans la baie du Carénage, dirige sur les nôtres son tir précis et meurtrier. Mayran est blessé une première fois, puis bientôt frappé à mort. Sa malheureuse division se replie dans les parallèles ou cherche un abri dans les ravins.

Pendant ce temps Pélissier était arrivé enfin à la batterie Lancastre. Le vrai signal est aussitôt donné. Mais un autre contretemps survient. Tandis que Mayran, prêt bien avant l'heure, s'était engagé trop tôt, le général Brunet avait éprouvé quelque embarras à masser ses troupes dans les tranchées, en sorte qu'à l'aube du jour, tous ses bataillons n'avaient pas pris encore leur position de combat. L'attaque, prématurée sur la droite, subit donc à gauche quelque retard. De part et d'autre,

au reste, la fortune est pareille. A peine les colonnes du général Brunet sont-elles sorties des tranchées qu'elles sont assaillies par la mitraille et la mousqueterie. Telle est la violence du feu que les projectiles en frappant le sol soulèvent des nuages de poussière qui dérobent aux regards les combattants. Le général est tué par l'une des premières balles. Les rangs se rompent, et les soldats dispersés s'abritent comme ils peuvent derrière les ondulations du sol, d'où ils entament un feu de tirailleurs contre les Russes.

Sur notre gauche, la division d'Autemare sembla d'abord promise à un meilleur destin. Au signal d'attaque, le 5e bataillon de chasseurs à pied et un bataillon du 19e de ligne débouchent du vallon de Karabelnaïa, en suivent la crête droite, arrivent jusqu'au retranchement qui relie le ravin à Malakof, parviennent à s'introduire dans l'enceinte, s'emparent de la batterie Gervais, gagnent un groupe de maisons qui s'étagent sur les pentes du faubourg. Sur les traces de la valeureuse colonne s'élancent le reste du 19e de ligne et deux bataillons du 26e; eux aussi, ils arrivent au pied de l'enceinte, et déjà les sapeurs dressent les échelles qui permettront de la franchir. Mais les Russes, victorieux partout (car les Anglais eux-mêmes viennent d'échouer au Grand-Redan), portent toutes leurs forces sur le seul point où la lutte soit encore incertaine. Le premier élan est rompu. Seul, le commandant Garnier, avec ses chasseurs et quelques troupes d'infanterie, demeure aventuré au milieu même du faubourg. Il se barricade dans les maisons, soutient contre les Russes une lutte acharnée, s'obstine à résister bien que couvert de blessures, et, ignorant l'insuccès général, attend avec anxiété le secours qui assurera la conquête à demi saisie. Mais son espoir est vain. Malgré les instances du général d'Autemare, Pélissier se refuse à engager ses réserves sous le terrible feu croisé de Malakof et du Grand-Redan. Jugeant l'échec définitif, il se résigne vers huit heures du matin à faire sonner la retraite. Alors, mais alors seulement, les valeureux chasseurs du 5e bataillon abandonnent ce Malakof où un instant ils ont mis le pied, repassent l'enceinte sous la mitraille ennemie et rentrent dans les lignes françaises après avoir

éclairé d'un reflet héroïque les tristesses de cette lugubre journée (1).

Le lendemain un armistice fut conclu pour qu'on rendît aux morts les derniers devoirs. Depuis les tranchées jusqu'à l'enceinte, le sol était couvert de cadavres. Longtemps les escouades se fatiguèrent à creuser les fosses. Encore bon nombre de nos morts étaient-ils restés aux mains des Russes qui leur donnèrent la sépulture. Si nous tenons pour exacts les chiffres officiels, certainement un peu atténués, cette malheureuse tentative nous coûta 1,581 tués, 1,740 blessés (2). Les Anglais perdirent 15 à 1,600 hommes. Quant aux Russses, le combat lui-même avait été pour eux moins meurtrier, car, sauf à la batterie Gervais, ils n'avaient lutté que derrière les abris de leurs remparts; mais obligés, dans la nuit du 17 au 18, de mettre en mouvement leurs réserves sous le feu même du bombardement, ils avaient alors cruellement éprouvé les effets de notre tir. Ainsi se rétablissait entre assiégeants et assiégés la lamentable égalité des pertes.

VI

Le 22 juin, le *Moniteur* publiait la dépêche suivante de Pélissier : « L'attaque du 18 juin n'a pas réussi, bien que nos « troupes, qui ont montré un très grand élan, aient pris pied « en partie dans Malakof. J'ai dû ordonner la rentrée dans la « parallèle. Elle s'est opérée avec ordre et sans être inquiétée. « Il ne m'est pas possible aujourd'hui de préciser nos pertes. »

(1) Rapport du général Pélissier sur le combat du 18 juin. (*Moniteur,* 4 juillet 1855.)

(2) Rapport du général Pélissier. (*Moniteur* du 4 juillet 1855.) On ne peut douter que ces évaluations ne soient au-dessous de la vérité. En tout cas, elles ne concordent pas avec les chiffres produits par M. le docteur Scrive, qui estime à 2,198 le nombre des blessés qui, le 18 juin, à deux heures de l'après-midi, étaient entrés, soit aux ambulances, soit aux infirmeries des corps. (Scrive, *Statistique médico-chirurgicale,* p. 208.)

La brièveté des termes, l'aveu très net d'un échec, le chiffre incertain des blessés et des morts, tout communiquait à ce bulletin une inquiétante gravité. D'un bout de la France à l'autre, l'émotion fut extrême. Ce ne fut ni une explosion de colère ni une clameur effrayée, mais une douloureuse anxiété de tous les cœurs. Les proportions toujours grandissantes de l'entreprise éveillaient un étonnement plein de soucis. Il importait peu que les journaux fussent muets : les faits parlaient assez d'eux-mêmes. Nul n'ignorait que les transports de la marine suffisaient à peine à conduire en Crimée les renforts que la guerre réclamait. Nul n'ignorait non plus que ces mêmes transports, à leur retour, suffisaient moins encore à contenir la lugubre cargaison de blessés, de malades et de mourants que la Crimée rendait à la France. A Marseille, à Toulon, les hôpitaux regorgeaient de monde, à tel point qu'on avait dû créer à Cette et à Montpellier des hôpitaux temporaires. Dans chaque ville de garnison, on comptait ceux qui étaient partis, et aussi ceux qu'on ne reverrait plus. Dans toutes les armes, les vides étaient considérables : ils étaient énormes surtout pour l'arme du génie, qui, dans ce siège long et meurtrier, setrouvait littéralement immolée. Décidément, une question abstraite d'équilibre européen valait-elle tant de précieuses vies? A supposer même le succès final, le prix égalerait-il jamais l'enjeu? Était-ce un entraînement légitime que celui qui avait transformé de purs griefs diplomatiques en une démonstration militaire, un simple coup de main en un interminable siège, une guerre limitée en une effroyable boucherie? Telles étaient les pensées secrètes ou échangées à voix basse. La désapprobation était accablante par sa modération même : on n'entendait rien autre chose qu'un murmure grave et contenu, une plainte émue, presque respectueuse, à travers laquelle s'échappait par intervalles un cri déchirant, celui des mères qui redemandaient leurs fils perdus.

Pour cette expédition si agrandie, il fallait de l'argent et des soldats. Le Corps législatif fut rassemblé le 2 juillet. Deux propositions de loi lui furent soumises : l'une autorisait, à partir du 1er janvier 1856, une levée de 140,000 hommes sur la classe

de 1855; l'autre était relative à un nouvel emprunt de 750 millions. Les projets furent votés silencieusement. Tout au plus, quelques critiques timides furent-elles formulées dans la commission de l'emprunt. Plusieurs commissaires redoutaient que les fonds à voter fussent déjà en partie dépensés et voyaient en perspective une série d'appels au crédit Le gouvernement se hâta d'apaiser les craintes, et M. de Morny, rapporteur du projet, eut soin de prendre acte des déclarations officielles. « Aucune partie des 750 millions demandés n'est engagée, « dit-il : si la lutte venait à cesser aujourd'hui, cet emprunt « serait inutile : d'après les prévisions, ces 750 millions doivent « suffire pour 1855 et pour 1856 aux besoins des départements « de la guerre et de la marine (1). » Malgré la soumission des pouvoirs publics et les euphémismes des courtisans, l'Empereur, très habile à démêler les nuances du blâme ou de l'éloge, sentait le reproche muet qui montait du pays jusqu'à lui. Le 6 juillet, comme il recevait le bureau du Corps législatif qui remettait entre ses mains les deux lois votées, il ne manqua pas de déplorer les maux d'une si longue lutte et de traduire lui-même les pensées qui n'osaient se formuler tout haut. « Je « sais, dit-il avec une sage modération, combien les charges « et les impôts que la guerre exige sont pesants; mais j'espère « qu'ils ne seront que momentanés. J'ai la confiance que nous « arriverons à une paix honorable (2). »

En attendant cette «*paix honorable*», la conduite de la guerre était pour Napoléon III un cuisant souci. Pendant tout le mois de juin, il n'avait cessé de revenir à ses plans, regrettant de ne pouvoir aller en Crimée et imputant aux chefs de l'expédition les retards qui contrariaient sa politique. « Notre impérial voi-« sin est bien agité, écrivait en ce temps-là le prince Albert. Il « envoie continuellement des ordres télégraphiques à Pélissier : « celui-ci, il est vrai, n'en tient guère compte, mais se trouve « dans une situation bien dangereuse, d'autant plus que les « autres généraux sont autorisés à envoyer des rapports sur

(1) *Moniteur* du 6 juillet 1855.
(2) *Moniteur* du 7 juillet 1855.

« lui (1). » L'Empereur en était arrivé à ne plus déguiser ses méfiances, même devant les étrangers. S'entretenant avec sir Gréville : « Tous les généraux d'Afrique sont de même calibre, « lui disait-il; Changarnier, Lamoricière, Saint-Arnaud, Pélis« sier, Canrobert, je ne fais pas grande différence entre eux. « La guerre qu'ils ont faite en Algérie ne les rend pas aptes « aux grandes opérations militaires (2). » Après l'échec du 18 juin, ces dispositions malveillantes s'irritèrent jusqu'à l'exaspération. Qu'on triomphât en négligeant ses avis, Napoléon III le pouvait pardonner, quoique avec un visible froissement : mais qu'on lui désobéît et que, de plus, on fût vaincu, c'est de quoi sa patience ne pouvait s'accommoder. L'orage couva dix jours, puis éclata le 3 juillet. Ce jour-là, l'Empereur résolut de substituer dans le commandement Niel à Pélissier. Le maréchal Vaillant prit sur lui de confier non au télégraphe, mais à la poste, l'ordre impérial. Le lendemain, diverses représentations, notamment celles du général Fleury, fléchirent les volontés du souverain (3). La dépêche fut reprise à Marseille. Non seulement le général en chef fut maintenu, mais, par une évolution fort inattendue, il arriva que bientôt l'Empereur se lassa de recommander ses plans.

Pélissier, sur l'heure, ignora cet incident. Il n'avait pas besoin de ce surcroît d'embarras. En Crimée, les entretiens des états-majors n'étaient guère moins agités que les conseils des Tuileries. Les longues oscillations du commandement avaient développé plus que de raison l'esprit de critique. Tout le monde était disposé à sacrifier sa vie, non à abdiquer son opinion. La rogue fermeté de Pélissier avait d'abord imposé le silence : puis la victoire du 7 juin avait rendu l'obéissance empressée; l'insuccès du 18 venait de délier de nouveau les langues. Bosquet, rendu à son ancien commandement devant Karabelnaïa, y était revenu mécontent, et, dans ses correspon-

1) Lettre au baron Stokmar. (*The Life of Prince Consort*, by Théodore Martin, t. III.)

(2) *The Greville Memoirs*, t. VII, p. 270.

(3) Voir M. Camille Rousset, *Guerre de Crimée*, t. II, p. 293. — Granier de Cassagnac, *Souvenirs du second Empire*, t. III, p. 68 et 69.

dances, surveillées, prétendait-il, et contrôlées, on retrouve l'expression de ses colères et de son dépit. Autour de Niel on répétait volontiers que, puisqu'il s'agissait d'un siège, il ne messiérait pas que la direction suprême fût confiée à un officier du génie, et Niel naturellement laissait dire. Il n'était point jusqu'au loyal Canrobert qui ne ressentît parfois le repentir de sa modestie et ne jugeât qu'après tout il aurait bien égalé son successeur. Les lettres des meilleurs officiers reflètent toutes à cette époque les mêmes impressions de critique morose et de lassitude attristée. « Nous commençons, écrivait l'un d'eux, à « nous fatiguer de la sotte guerre qu'on nous fait faire, et tous, « généraux, officiers et soldats, nous voudrions que notre santé « et notre sang, que nous sacrifions toujours volontiers, fussent « utiles à notre patrie... Dieu seul sait comment finira cette « guerre (1). » Les Anglais n'étaient pas moins sombres. « Il « faut que nous prenions Sébastopol, disaient-ils avec une « ironie résignée, puisque l'opinion du monde attache tant de « prix à ces misérables murailles. » Et quelques-uns, braves entre tous au jour du combat, mais mal aguerris contre la souffrance, ajoutaient avec un sourire : « Nous serions pourtant « bien, en ces jours d'été, dans nos cottages de Richmond. »

L'état sanitaire des armées alliées ajoutait un grave souci à celui des opérations militaires. Les Sardes, campés sur les collines des bords de la Tchernaïa, n'avaient point encore abordé l'ennemi : mais, dès leur arrivée, le choléra s'était abattu sur eux et les avait éprouvés plus cruellement qu'une bataille. Le terrible mal, après avoir cessé ses ravages pendant l'hiver, venait de reparaître aussi dans notre armée et y sévissait avec intensité. Les statistiques fournissent, à cet égard, des chiffres lamentables. Pendant les mois de juin et de juillet, 5,971 cas furent observés parmi les nôtres et furent suivis de 1,684 décès (2). Les excessives fatigues du siège, la longue monotonie des mêmes souffrances, l'absence de toute alimentation végétale avaient engendré un autre fléau, le

(1) *Correspondance inédite du général Cler.*
(2) Docteur Scrive, *Statistique médicale de l'armée d'Orient*, p. 211 et 216.

scorbut, qui attaquait surtout les vétérans de Crimée. « Tous « les vieux soldats sont scorbutiques à divers degrés », écrivait le docteur Scrive (1). Les Anglais n'étaient pas plus épargnés que nous. Plusieurs de leurs généraux, les généraux Brown, Pennefather, Codrington, étaient malades. L'un d'eux, le général Eastcourt, succomba. Puis, à quelques jours de là, la mort s'abattit sur une plus grande victime. Le 28 juin, lord Raglan fut emporté, comme l'avait été Saint-Arnaud, par une attaque de choléra. On lui fit les pompeuses funérailles que réclamait son rang; on lui accorda les regrets que méritait la loyale intégrité de sa vie : puis le *Caradoc* ramena son cercueil en Angleterre, comme, huit mois auparavant, le *Berthollet* avait ramené à Marseille les restes du vainqueur de l'Alma (2).

C'est le propre du soldat et surtout du soldat français de subir des impressions vives, mais passagères, de se relever dans la souffrance même, et de reprendre courage dès qu'apparaissent les premiers signes d'une meilleure fortune. La crise morale que nous venons de décrire fut plus violente que durable. Avec le temps, le pénible souvenir du 18 juin s'affaiblit. Vers le milieu de juillet, le choléra commença à décroître. Quant aux discussions, elles s'épuisèrent par leur inutilité même, et, tout le monde se ralliant, bon gré, mal gré, aux vues du général en chef, on ne songea plus qu'à emporter, à force de patience, cette Sébastopol dont on était si proche. Le génie avait repris le travail des tranchées; seulement la nature rocailleuse du terrain rendait la tâche laborieuse, et il fallait profiter de toutes les dépressions du sol pour y hasarder les cheminements. Sur les pentes du Mamelon-Vert, l'artillerie établissait de nouvelles batteries qui domineraient le faubourg. La marche était lente, souvent entravée, d'un jour à l'autre peu visible : on avançait cependant. Avant la fin de juillet, la pioche des sapeurs atteignait le glacis de Malakof, et le Petit-Redan n'était pas serré de moins près. Ces progrès faisaient renaître l'espoir que ce fameux siège, le *siège de Troie,*

(1) Rapport du 27 juillet. (*Statistique médicale*, p. 215.)

(2) Le commandement de l'armée anglaise fut confié, après la mort de lord Raglan, au général Simpson.

comme on ne cessait de répéter, approchait enfin du dénouement. C'est ainsi que la confiance renaissait. Combien n'eût-elle pas été plus grande si les regards eussent pu plonger au delà des murailles de Sébastopol! Quelles que fussent nos souffrances, elles n'étaient qu'une faible image des épreuves que la dernière période du siège réservait à nos rivaux.

VII

« Après la victoire du 18 juin, a écrit Todleben, les défen-« seurs de Sébastopol se pénétrèrent de cette conviction que la « ville ne tomberait jamais au pouvoir de l'ennemi (1). »

Vraie peut-être ce jour-là, cette impression n'était plus exacte quelques jours plus tard quand fut tombée la fiévreuse excitation du succès. Après un siège de près de neuf mois, la défense était épuisée par ses sacrifices mêmes. La garnison, quoique très nombreuse encore, subissait par le feu ou la maladie d'incroyables diminutions : beaucoup de bataillons étaient ramenés à deux ou trois cents hommes; certains régiments ne formaient plus que deux bataillons : le régiment de Mourom, écrasé le 7 juin à l'attaque des Ouvrages-Blancs, n'en comptait plus qu'un seul (2). Les vaillants matelots, qui, après la volontaire immersion de la flotte, avaient été affectés au service de l'artillerie, se trouvaient tellement réduits que, sur un grand nombre de points, le service des pièces était confié à des auxiliaires tirés de l'infanterie. Les chefs intrépides, que l'armée se plaisait à suivre à la trace, disparaissaient tour à tour. Depuis longtemps, Khornilof, ce héros de la première heure, reposait sous les voûtes de Saint-Vladimir. Le 19 mars, Istomine avait été tué par un boulet. Le 20 juin, on apprit que Todleben venait d'être blessé : le bruit de sa mort se répandit

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, Ire part., p. 383.
(2) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, IIe part., p. 55.

même en Europe et revint dans nos camps. L'illustre ingénieur n'avait point succombé, mais sa blessure l'éloignait des remparts, et l'empêchait soit de surveiller l'exécution de ses ordres, soit de les modifier sur place suivant l'occurrence; de là quelque désarroi dans une défense jusque-là si bien conduite. Un deuil plus grand que tous les autres menaçait les assiégés. Le 10 juillet, Nakhimof, après avoir parcouru l'enceinte de Karabelnaïa, était arrivé vers le soir à Malakof. Monté sur la banquette d'une batterie, il observait à découvert les travaux de l'ennemi, quand une balle l'atteignit à la tête. Il tomba foudroyé et expira deux jours après, sans avoir repris connaissance. Nakhimof, ardent et austère, valeureux et modeste, était aux yeux de ses compatriotes le type accompli de toutes les vertus militaires. Ce fut avec un respect religieux, mêlé d'une profonde douleur, que les matelots défilèrent devant le corps de leur chef et, suivant la coutume russe, lui baisèrent la main avant qu'il eût disparu dans le cercueil. Il fut déposé à côté de Kornilof et d'Istomine, au lieu même où, dans la prévoyance de sa fin, il avait déjà marqué sa place.

La longueur de la lutte épuisait peu à peu les effectifs disponibles. Le gouvernement russe ne pouvait ni dégarnir tout à fait ses immenses territoires, ni laisser sans défense tous les points vulnérables de ses frontières. Quant à l'armée de secours, elle était considérable, mais ne pouvait rien contre un ennemi formidablement retranché. Pour nos adversaires plus encore que pour nous-mêmes, la Crimée était le gouffre qui prenait tout et ne rendait rien. Les régiments de l'armée régulière étant jugés insuffisants, des bataillons de réserve et des cohortes de milices furent acheminés vers Sébastopol. Ces bataillons, mal rompus aux fatigues, jalonnaient de leurs malades ou de leurs éclopés les longues routes de leur pays. Quand, après d'interminables étapes, ils atteignaient enfin le sol de la Crimée, il leur arrivait de croiser des files de voitures ou d'*arabas* tartares d'où s'échappaient des plaintes; c'étaient des convois de blessés ou de fiévreux qui s'acheminaient vers l'intérieur, et ce lugubre spectacle était le premier qui les frappât. Le bruit de plus en plus distinct du canon leur annon-

çait le terme du voyage : puis ils entendaient le son des cloches qui célébraient non les fêtes, mais les funérailles. Ils entraient enfin dans la ville. Déjà des maisons écroulées témoignaient des ravages du bombardement : des incendies allumés par nos projectiles avaient créé des ruines que nulle main ne songeait plus à relever : des barques sillonnaient la grande baie, conduisant les morts vers la rive septentrionale où se dressaient les cimetières agrandis. C'était là cette brillante Sébastopol que la tradition moscovite leur avait appris à révérer comme une cité sainte, Sébastopol qui résistait encore par un miracle de patriotisme, mais déjà se remplissait des tristes et confuses images de son inévitable destin.

En cette période suprême, tout devenait sujet d'anxiété. Tantôt la longueur du siège faisait craindre que, malgré les immenses approvisionnements des arsenaux, les munitions ne manquassent; tantôt le retard des convois amenait une passagère pénurie de vivres. Les maladies qui sévissaient dans nos rangs n'épargnaient pas plus nos ennemis : durant l'été de 1855, le choléra, à lui seul, occasionna 3,500 décès (1). De tous les soucis, le plus grand était celui des blessés. L'administration étant aussi imprévoyante que le commandement militaire se montrait actif et dévoué, les médecins d'abord manquèrent. On y suppléa, soit par des chirurgiens étrangers, soit par les étudiants des Universités, jeunes gens aux études incomplètes et aux forces souvent trop débiles pour un si rude labeur. La pénurie des infirmiers n'était pas moindre. Sur l'initiative de la grande-duchesse Hélène, une communauté de Sœurs hospitalières fut organisée ; puis on fit appel aux dévouements volontaires ; on embrigada en sections les convalescents ; on utilisa jusqu'aux détenus des prisons. Ces ressources, quelles qu'elles fussent, devenaient bien insuffisantes, quand après une sortie nocturne ou une journée de bombardement, les victimes de la lutte couvraient les glacis ou encombraient les bastions. Les lieux consacrés naguère au plaisir ou au luxe devinrent les

(1) Docteur HUBBENETH, professeur à l'Université de Kiew, *Service sanitaire des hôpitaux russes pendant la guerre de Crimée*, p. 93.

abris de la souffrance : c'est ainsi que l'ambulance principale fut établie d'abord au *Club de la noblesse*. Quant aux opérés, ils étaient transportés à la batterie Nicolas, située à l'extrémité de la ville, aux bords de la grande baie. De là, les uns étaient transférés vers le côté nord, les autres étaient dirigés vers les hôpitaux de l'intérieur : mais ces voyages à travers les routes détrempées ou poudreuses étaient encore plus pénibles pour les blessés moscovites, que ne l'était pour les nôtres la dure traversée de la mer Noire. Bientôt le développement des opérations vers Karabelnaïa avait obligé à accroître les ressources hospitalières : à l'extrémité septentrionale du faubourg, la batterie Paul fut aménagée pour les blessés de Malakof ou du Redan : plus tard, une ambulance plus considérable fut établie sur le côté nord, à la batterie Michel. Si tristes que fussent ces asiles de douleur, il en était de plus terribles encore, c'étaient, au début du siège, les maisons Goustchine et Orlowsky, ce fut plus tard le palais Catherine. En ces lieux étaient déposés les blessés sans espoir : quiconque franchissait ce seuil ne pouvait ignorer que son sort fût fixé : les religieuses elles-mêmes n'affrontaient qu'avec répugnance les tristesses de ce ministère inconsolé : « C'est en ces ambulances, disaient les généraux « moscovites, qu'on devrait conduire ceux qui suscitent légè« rement les guerres. » Là, s'exhalaient parfois des plaintes déchirantes; mais le plus souvent un calme lugubre régnait, soit que la résignation religieuse des Russes leur fît tout supporter, soit qu'ils fussent épuisés de leurs longs labeurs au point de se laisser tomber silencieusement dans la mort.

Tant que les assiégés avaient gardé leurs positions avancées, les incendies avaient été rares. Quand, par la destruction de toutes leurs contre-approches, ils eurent été resserrés dans l'enceinte, notre feu exerça de fréquents et terribles ravages dans Karabelnaïa, puis dans la ville elle-même Un jour, comme les médecins pansaient Todleben, une bombe éclata dans sa maison même (1). On dut évacuer les quartiers les plus exposés et se réfugier vers la grande baie. Dans la batterie Nicolas et

(1) HUBBENETH, *Service sanitaire*, p. 133.

la batterie Paul, déjà affectées aux ambulances, furent centralisés tous les services administratifs. Là furent établis les états-majors et les chancelleries, là furent installés les logements des Sœurs et des médecins, là furent transférés quelques magasins et quelques restaurants demeurés ouverts : le reste des casernes et des casemates fut livré aux soldats qui y étaient littéralement entassés, mais y trouvaient du moins un abri à peu près sûr dans les intervalles de leurs pénibles travaux. Malgré le danger, les femmes des marins qui, avec leurs enfants, composaient toute la population civile, s'étaient obstinées à ne point quitter leur demeure. Il fallut qu'une ordonnance leur enjoignît d'abandonner la ville. Elles partirent, puis reparurent. On les éloigna de nouveau. Alors, ne pouvant revenir une seconde fois et ne voulant pas quitter tout à fait ceux qui leur étaient chers, elles construisirent en vue de Sébastopol, sur les hauteurs de la rive droite de la Tchernaïa, quelques cabanes en planches où elles s'abritèrent : à ces cabanes se joignirent d'autres chaumières ; de là, un petit village, presque une petite bourgade qui se développa à côté de la place assiégée, comme Kamiesch à côté des bivouacs alliés (1).

En dépit de tant de souffrances, la vaillante Sébastopol cachait fièrement ses plaies, au point de faire illusion à ses ennemis et à l'Europe. Du dehors, elle apparaissait avec ses remparts presque aussitôt réparés qu'ébréchés, avec ses canons qui vomissaient la mort, avec ses défenseurs qu'aucune défaillance n'atteignait. Les Russes continuaient à fortifier Malakof. Bien plus, dans le faubourg ils élevaient des retranchements intérieurs, comme pour prolonger la lutte si Malakof succombait. Pourtant, vers la fin de juillet, un signe sembla trahir la préoccupation d'une retraite. Des points élevés qui dominaient l'entrée de la rade, on aperçut les traces d'un immense travail auquel étaient consacrés beaucoup de bras et qui se poursuivait avec une extrême ardeur. C'était un pont flottant qui, faisant communiquer la batterie Nicolas avec la batterie Michel, relierait entre elles les deux rives de la grande

(1) Hubbenet, *Service sanitaire,* p. 135-138 et *passim.*

baie et le côté nord au côté sud (1). Était-ce pour l'unique besoin de la lutte qu'était poussé si activement ce difficile dessein? N'était-ce pas plutôt pour faciliter l'évacuation de la place dans le cas extrême de l'abandon de Sébastopol? Après tant d'efforts d'une énergie indomptable, cette entreprise parut, aux yeux d'un grand nombre, le premier indice d'une volonté qui fléchissait.

VIII

A Saint-Pétersbourg, on se révoltait encore contre la pensée d'un définitif échec, et, malgré tant de signes contraires, on souhaitait que les armées moscovites tentassent une dernière fois la fortune. Du ministère de la guerre arrivaient à l'adresse de Gortchakof (2) des recommandations assez semblables à celles qui des Tuileries étaient arrivées à Pélissier. Dans la capitale russe comme à Paris, on vantait les opérations à longue distance; on répétait qu'une défense qui coûtait chaque jour 250 hommes devient en peu de temps plus meurtrière que la plus sanglante bataille; on ajoutait qu'en dehors de la garnison de Sébastopol, l'armée de secours atteignait 90,000 hommes, et qu'une pareille force ne pouvait demeurer immobile jusqu'au bout. Gortchakof, comme Pélissier, repoussait ces desseins, qu'il tenait pour téméraires et dangereux. Il s'appuyait en cela sur l'autorité de Todleben. « Sur les hauteurs de Mackenzie, « disait-il avec le prévoyant ingénieur, l'armée russe occupe « une position inattaquable; mais sur le plateau de Chersonèse, « les alliés ne sont pas moins inexpugnables; quiconque abandonnera le premier ses positions et ira au-devant de l'ennemi « sera vaincu; la lutte, à l'heure actuelle, est forcément circonscrite sous les murs de Sébastopol. » Pélissier ne parlait

(1) Ce pont fut achevé le 27 août.
(2) Le prince Michel Gortchakof avait, au mois de mars, remplacé dans le commandement en chef le prince Menschikof.

guère autrement. Si l'on en juge par les dépêches qui furent publiées plus tard, le prince Gortchakof portait même dans ses convictions plus d'énergie que le commandant en chef français. « Ce serait tout simplement folie, écrivait-il le 17 juillet au « ministre de la guerre, que de prendre l'offensive contre un « ennemi supérieur en nombre et retranché dans une position « inabordable. Si je l'avais fait, je me trouverais actuellement « entre le Dniéper et Perekop (1). »

Cependant Alexandre II (et c'est là une ressemblance de plus avec Napoléon III) avait, lui aussi, ses *missi dominici* chargés de tout voir et de tout rapporter. Parmi ces messagers de la pensée impériale, l'un des plus importants fut l'aide de camp général Wrewsky. Arrivé en Crimée vers la fin de juin, il s'était aussitôt fort récrié contre l'attitude passive où on se renfermait, et, comme eût pu le faire au bivouac français un aide de camp de Napoléon III, avait vivement insisté pour que la guerre fût transportée en rase campagne. Comme ce plan, soutenu avec ardeur, soulevait un grand nombre d'avis favorables ou contraires, un conseil de guerre fut réuni le 9 août. Chacun devait produire sa pensée par écrit, sauf à la développer ensuite. Plusieurs des opinions émises montrent combien était, dès lors, jugé précaire le sort de la ville. Dans une note confidentielle, le gouverneur de la place, le comte Osten-Sacken, s'exprimait ainsi : « Le cœur rempli d'une profonde « affliction et d'une douleur poignante, je dois affirmer sur mon « honneur que la seule chance de salut qui nous reste est d'éva- « cuer le côté sud de Sébastopol (2). » Hâtons-nous de dire que cet avis extrême ne fut point discuté. Soit point d'honneur militaire, soit suprême espoir de quelque chance inattendue, une prochaine et grande action fut résolue. A contre-cœur, Gortchakof se rallia à ce dessein, si différent de ses vues réelles. A quelques jours de là, comme il s'était rendu auprès de Todleben, qui, souffrant encore de sa blessure, avait été transporté aux bords du Belbek, celui-ci n'hésita pas à condamner une telle

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2[e] part., p. 61.
(2) Todleben, Appendice, p. 19.

entreprise. Une attaque de l'extérieur contre les positions alliées ne pouvait amener, à ses yeux, qu'une défaite; une seule chose, ajoutait-il, pourrait sauver Sébastopol, ce serait une sortie générale du côté du Carénage, et encore faudrait-il que les préparatifs pussent être jusqu'au bout dérobés à l'ennemi (1). Une désapprobation si nette accrut les répugnances de Gortchakof. « Je suis, répétait-il, entre *le mal et le pis.* » Et c'est dans ces pensées découragées qu'il prit ses dispositions de combat.

Suivant le projet arrêté entre les chefs moscovites, l'armée ennemie devait descendre des hauteurs de Mackenzie jusqu'aux bords de la Tchernaïa (2). Elle la franchirait soit à gué, soit sur l'un des deux ponts qui la traversaient. Le principal de ces ponts, appelé *Pont de Traktir,* donna plus tard son nom à la bataille. La rivière une fois passée, les bataillons russes s'élèveraient d'un côté sur le mont Hasfort, de l'autre sur les monts Fedioukhine, qui dominent la rive gauche, en débusqueraient les troupes alliés et les rejetteraient jusque sur le mont Sapoune. Tel était en abrégé le plan du prince Gortchakof. Il consistait à déloger l'assiégeant de tous ses campements extérieurs, à le ramener vers le plateau de Chersonèse et à l'y tenir comme prisonnier. A l'encontre de ce plan, les objections étaient si fortes qu'elles s'imposaient naturellement à l'esprit. Même en cas d'avantage, les Russes, placés sous le feu de l'artillerie du mont Sapoune, n'auraient pu garder le terrain conquis. Tout, d'ailleurs, rendait invraisemblable le succès. Le mont Hasfort était gardé par 9,000 Piémontais qui avaient leurs avant-postes au delà de la rivière. Les monts Fedioukhine étaient occupés ou surveillés par trois divisions françaises, les divisions Camou, Faucheux et Herbillon, formant un effectif de 18,000 hommes. Ces positions, très fortes par elles-mêmes, étaient protégées non seulement par la Tchernaïa, mais encore par un canal qui coulait parallèlement à la rivière et n'était nulle part guéable. De tous côtés, les

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol,* t. II, 2e part., p. 73.
(2) Voir carte n° 2.

alliés étaient assurés de trouver des renforts : à l'est de Balaklava étaient campés 10,000 Turcs; dans la haute vallée de Baïdar bivouaquait la division de cavalerie d'Allonville; autour des monts Fedioukhine était établi le général Morris, avec ses chasseurs d'Afrique; enfin les troupes détachées du corps de siège pouvaient apporter en peu de temps un secours décisif. Gortchakof n'ignorait point ces chances mauvaises. « Il n'y a « pas à s'abuser, écrivait-il le 15 août au ministre de la guerre, « j'aborde l'ennemi dans des conditions détestables (1). »

L'événement répondit à ces tristes prévisions. Dans la nuit du 15 au 16, l'armée russe quitta ses campements et descendit dans la vallée. Elle était partagée en deux corps, l'un sous les ordres du général Read, l'autre sous le commandement du général Liprandi, et atteignait, avec ses réserves, un effectif de près de 60,000 hommes. Une brume épaisse, que les premiers rayons du jour furent lents à percer, favorisa la marche des colonnes. A gauche, le corps de Liprandi joignit les avant-postes piémontais, les poussa de retranchement en retranchement et les ramena vers la Tchernaïa; à droite, le général Read gagna le pont de Traktir au delà duquel se dressaient sur les hauteurs les bivouacs français. Sur ce dernier point se concentra toute la lutte : car l'offensive contre le mont Hasfort fut bientôt abandonnée. Sauf quelques actions secondaires, la bataille se résume tout entière en une série d'attaques furieuses des Russes contre les monts Fedioukhine. C'est d'abord la 12e division qui franchit la Tchernaïa, passe le canal à l'aide de ponts volants, s'élance des deux côtés de la route de Balaklava à Mackenzie : déjà elle va atteindre le sommet des monts, déjà elle touche aux campements français, quand la division Faucheux, soutenue par trois bataillons de la division Camou, la refoule d'un élan vigoureux et la rejette de position en position jusqu'à la rivière Ce que n'ont pu faire les régiments d'Odessa, d'Azof, d'Ukraine, la 5e division essaye de l'accomplir : mais cette seconde tentative n'a pas un meilleur sort : après avoir gravi une portion des hauteurs, les

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2e part., p. 79.

colonnes russes sont culbutées et rétrogradent sous le feu de l'artillerie qui cause parmi elles d'affreux ravages. Dans le même temps, la 17e division essaye une troisième attaque. Elle débouche dans le vallon qui sépare les positions françaises des positions sardes, gravit les pentes orientales des monts Fediouk-hine, en atteint presque les cimes; mais elle est assaillie par deux brigades, l'une de la division Herbillon, l'autre de la division Faucheux : sur sa gauche, elle est tenue en échec par les Sardes : de tous côtés les renforts arrivent aux alliés, et, sur ce point comme ailleurs, la fortune trahit les armes russes. A huit heures, les Français avaient repris définitivement le pont de Traktir, et l'ennemi, abandonnant la rive gauche couverte de ses morts, se reformait avec peine dans les plis de terrain au delà de la Tchernaïa.

Un seul espoir restait aux Russes, c'était que leurs adversaires, jaloux de compléter leur victoire, descendissent de leurs campements et franchissent en masse la rivière. Dans une bataille en plaine, les alliés perdraient le bénéfice de leur excellente position, les Russes, au contraire, retrouveraient l'avantage de leur nombre un peu supérieur à celui de leurs adversaires. Pélissier, qui était arrivé sur le théâtre du combat, se garda bien de commettre cette faute. Gortchakof attendit vainement cette occasion de revanche, tandis que de part et d'autre, la canonnade continuait. Enfin, vers deux heures, le général en chef russe donna le signal de la retraite, et l'armée ennemie disparut vers les hauteurs de Mackenzie.

La bataille eut le lendemain son funèbre épilogue. Une suspension d'armes fut conclue pour enterrer les morts. Dans ce combat du 16 août, les Russes eurent, de leur propre aveu, 8,000 hommes hors de combat ou prisonniers : trois de leurs généraux furent tués, huit blessés (1). Les pertes des alliés furent beaucoup moins grandes : 1,551 tués ou blessés du côté des Français (2), 28 tués et environ 160 blessés du côté des Sardes. Jamais résultats ne furent moins proportionnés à

(1) Todleben, t. II, 2e part., p. 134.
(2) Rapport du général Pélissier. (*Moniteur* du 29 août 1855.)

l'abondance du sang versé. La victoire des alliés ne hâta guère la chute de Sébastopol : leur défaite, si elle eût été possible, n'aurait point sauvé la malheureuse ville désormais condamnée. — Cette journée ne fut pourtant pas stérile pour tout le monde. Arrivés en Crimée depuis le mois d'avril, considérés d'abord moins comme des troupes indépendantes que comme des auxiliaires de l'Angleterre, les Sardes, campés sur le mont Hasfort, avaient lutté jusqu'ici contre le choléra, non contre l'ennemi. A la bataille de Traktir, ils reçurent à côté des troupes françaises le baptême du feu et, par leur énergique sang-froid, conquirent dignement leur place à côté de leurs alliés. Les Piémontais furent les véritables bénéficiaires de la journée du 16 août; ils le compirent, et, par toute l'Europe, multiplièrent leurs rapports afin que nul n'ignorât leur valeur et surtout leurs titres à la reconnaissance de leurs compagnons d'armes. Quand les bulletins des pertes arrivèrent à Turin, la plupart s'affligèrent : mais les plus avisés se réjouirent d'un sacrifice si opportun et, somme toute, assez mince. « C'est avec ce sang, disaient-ils, que se fait l'Italie. »

IX

« Si — ce que j'espère peu — la fortune me favorise, je « verrai à tirer parti de nos succès; dans le cas contraire, il « faudra se résigner à la volonté de Dieu » Ainsi s'exprimait Gortchakof au moment de livrer la bataille de Traktir (1).

Cette volonté divine que les Russes acceptaient avec une si virile résignation, ils s'efforçaient encore de la prévenir ou du moins de la retarder. Resserrés de plus en plus par l'ennemi, ils perfectionnaient patiemment leurs retranchements intérieurs. Ils multipliaient les traverses et les blindages. Ils creu-

(1) Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2e part., p. 80.

saient des excavations qu'ils recouvraient de troncs d'arbres et où pourraient s'abriter les défenseurs de la place. Puis, la nuit venue, quelques intrépides volontaires, se glissant hors des remparts, essayaient de surprendre les assiégeants et de troubler leurs cheminements. Quelques coups heureux vinrent réconforter les courages : pendant la nuit du 28 au 29 août, une bombe partie du Grand-Redan incendia les deux magasins à poudre du Mamelon-Vert et provoqua une explosion qui tua ou blessa plus de 140 hommes; le jour suivant, ce fut un dépôt de bombes qui éclata dans les attaques anglaises; le 31 août, un autre dépôt de projectiles sauta près de la baie du Carénage. Dans cette période suprême, le travail des mines était le principal souci des Russes. Ils s'y appliquaient avec ardeur, encouragés en cela par Todleben. L'illustre chef du génie, qui se remettait lentement de sa blessure, était encore à l'ambulance du Belbek : de là il multipliait ses instructions; mais elles n'étaient pas toujours suivies à la lettre, soit que les ordres donnés à distance fussent d'une exécution difficile, soit plutôt que la force même des choses en empêchât le strict accomplissement.

C'est qu'en effet, malgré leur vaillante obstination, les assiégés ressentaient de plus en plus leur impuissance Lorsqu'ils s'étaient employés toute la nuit à réparer leurs embrasures ou leurs magasins à poudre, quelques coups de canon suffisaient à détruire tout leur patient labeur. Bientôt les gabions, les sacs à terre, les bois de construction devinrent rares, en sorte que le travail même de réfection leur fut presque impossible. Chaque matin ils constataient un nouveau progrès des assiégeants; en vain, dès le lever du soleil, pointaient-ils leurs bouches à feu contre les têtes de sape, rarement ils parvenaient à les bouleverser. Leurs pertes surtout dépassaient les plus douloureuses prévisions. Du 17 au 21 août, comme les alliés avaient activé leur tir, le nombre des tués et des blessés fut de près de 1,000 hommes par jour Les Russes désignaient certains ouvrages sous des noms qui peignaient leurs terreurs et leurs colères : c'est ainsi qu'ils appelaient le Petit-Redan *bastion d'Enfer, bastion de Boucherie, moulin à*

Pilon (1). Dans ce péril extrême, une seule chose les soutenait, la présence de leurs chefs qui donnaient à tous l'exemple du mépris de la mort. Un jour, comme le bombardement faisait rage, on vit Gortchakof parcourir lentement la ligne des remparts, s'approchant des soldats et des canonniers, les remerciant au nom du Czar et soulevant encore quelques acclamations de ces cœurs dévoués et fidèles. Lui-même ne partageait aucune des illusions qu'il s'efforçait d'entretenir. « Il n'est per-« sonne, mandait-il le 24 août au ministre de la guerre, qui ne « taxe de folie l'idée de prolonger la défense. » Vers la fin d'août, il songea même à abandonner le côté sud de Sébastopol et consulta sur ce point Todleben; puis il se ravisa. « Je « suis résolu, écrivait-il le 1er septembre, à continuer de « défendre à outrance le côté sud aussi longtemps que pos-« sible : car c'est la seule issue honorable qui nous reste (2). »

Bien différentes étaient les dispositions parmi les alliés. L'échec du 18 juin était oublié. La victoire de Traktir, le récit des souffrances russes qui parvenait parfois jusqu'à nos bivouacs, l'amélioration de l'état sanitaire, la beauté de la saison, l'arrivée continue des renforts, tout contribuait à relever les âmes. Vers la fin d'août, l'avancement des travaux du génie et le développement extraordinaire de notre artillerie affermirent la confiance au point de la changer en une joyeuse certitude. Les cheminements se prolongeaient à travers les glacis; les parapets étaient consolidés et améliorés; des places d'armes étaient préparées qui seraient le point de départ des colonnes d'attaque. « Tout va bien, tout marche, nous avan-« çons », télégraphiait Pélissier (3). Le 1er septembre, nous n'étions plus qu'à 25 mètres de Malakof, 40 du Petit-Redan, 50 du bastion du Mât, 70 du bastion Central (4). Assiégeants et assiégés se touchaient presque; ils auraient pu s'interpeller de la voix, et, dans les intervalles de silence, le bruit de leurs pics et de leurs pioches se mêlait et se confondait. Seuls les

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2e part., p. 155.
(2) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2e part., p. 165.
(3) *Moniteur* du 3 septembre 1855.
(4) *Journal du génie*, p. 416. — *Journal de l'artillerie*, p. 403 et 404.

Anglais étaient encore à 200 mètres du Grand-Redan; mais la nature rocailleuse du sol ne leur permettait pas, affirmaient-ils, de pousser plus loin leurs cheminements. Même aux yeux de ceux que l'insuccès du 18 juin avait le plus effrayés, l'heure du grand assaut semblait venue. Différer, ce serait accroître le chiffre des pertes, ce serait surtout laisser aux Russes le temps de compléter leurs travaux de mine. Cette dernière considération ne laissait pas que d'être importante, non seulement parce que le péril était réel, mais parce que ce danger mystérieux frappait fort l'imagination des soldats : ceux-ci, dans les entretiens de la tente, se préoccupaient des explosions souterraines qui suivraient la prise de la place, et leur âme, aguerrie contre tous les obstacles visibles, se troublait de ces sinistres artifices qui seraientla dernière vengeance des Russes aux abois.

Le 3 septembre, un conseil de guerre se tint qui empruntait à la gravité des conjonctures une particulière solennité. Pélissier, devenu prudent à l'excès depuis son échec, eût volontiers attendu encore. On annonçait l'arrivée prochaine de 400 mortiers, et le général en chef eût retardé sans peine l'attaque décisive jusqu'au débarquement de ces nouveaux engins. L'opinion unanime se prononça contre toute temporisation. Il fut résolu que le bombardement commencerait le 5 septembre, et que le 8 serait le jour de l'assaut. Midi fut l'heure choisie. L'action ne serait pas annoncée, comme au 7 et au 18 juin, soit par un bouquet de fusées, soit par tout autre signal apparent. Mais les montres seraient réglées au quartier général de façon à assurer pour l'instant convenu la plus précise exécution. Midi sonnant, les colonnes d'attaque s'élanceraient sur Malakof et le Petit-Redan; dès que le drapeau français flotterait sur Malakof, les Anglais aborderaient le Grand-Redan, tandis que, du côté de la ville, l'assaut serait donné au bastion Central, puis au bastion du Mât. L'engagement devrait donc être général et, sauf le bastion de la Quarantaine, embrasser la ville et le faubourg : toutefois il ne s'étendrait à toute la ligne que si nos troupes, en prenant pied dans Malakof, donnaient à l'ensemble des opérations une première chance de succès. Pour diriger l'attaque de Malakof, la principale de toutes, le comman-

dant en chef choisit un officier général, jeune encore, brave entre les braves, tout récemment arrivé d'Afrique et destiné par un singulier bonheur à cueillir les plus beaux lauriers de cette guerre dont il n'avait connu ni les longues angoisses ni les cruelles souffrances, c'était le général Mac Mahon.

Les trois derniers jours du siège demeurent aujourd'hui encore gravés en traits ineffaçables dans le souvenir des Russes. Le 5 septembre, dès l'aube du jour, 814 pièces françaises et anglaises (1) écrasèrent sous une vraie pluie de fer la malheureuse cité. Tantôt le tir s'étendait sur toute la ligne, tantôt il cessait devant la ville, pour redoubler devant Karabelnaïa : en d'autres moments, il se ralentissait un peu devant le faubourg, tandis que, vers la gauche des attaques, il reprenait toute sa vigueur. C'était, a écrit le prince Gortchakof dans ses rapports, un *bombardement infernal.* Malakof et le Petit-Redan avaient le privilège d'attirer le principal effort ; à certains moments, tous les mortiers se concentraient sur ces deux ouvrages, afin de les rendre partout inhabitables, afin de détruire même les abris blindés où la garnison se tenait blottie. Les effets furent terribles. Au Petit-Redan, durant cette journée, 200 hommes sur 600 furent tués ou mortellement blessés. La place avait répondu d'abord avec énergie, mais avait dû bientôt ralentir son feu : seules, les batteries de la Pointe ne cessèrent de riposter : il en fut de même des batteries du côté nord, mais l'éloignement rendait leurs projectiles peu dangereux. La nuit se passa pour les Russes à réparer, coûte que coûte, leurs brèches : de notre côté, la canonnade continua, et non sans une précision cruelle, car par intervalles les lueurs des incendies guidaient nos pointeurs presque aussi sûrement que la clarté du jour. — Le 6, ce fut la répétition des mêmes scènes lugubres. Pour mieux déconcerter l'ennemi, le tir à certains moments mollissait au point de cesser : les Russes alors, croyant à un assaut imminent, faisaient avancer leurs réserves : quand celles-ci étaient à portée, les batteries alliées reprenaient leur feu et les criblaient de boulets. — Le 7 septembre était l'anniversaire de la bataille

(1) *Journal des opérations du génie*, p. 422.

de la Moskowa : les assiégés s'attendaient pour ce jour-là à une attaque, et leur vigilance redoubla. Mais on ose à peine dire le prix de cette résistance désespérée : ces trois journées de bombardement coûtèrent aux Russes 7,500 hommes tués ou blessés (1). Malakof était impuissant à réparer ses avaries. Le Petit-Redan surtout offrait une indescriptible image : il était encombré de blessés qu'on ne pouvait, à cause de la violence du feu, transporter à l'ambulance : ces malheureux gisaient donc au milieu de leurs compagnons qu'attendait sans doute un sort pareil et qui les contemplaient avec cette insensibilité passive qui naît de l'excès de la souffrance. A la chute du jour, les incendies de plus en plus nombreux imprimèrent à ces scènes de désolation une sorte de grandiose horreur. Vers cinq heures, la frégate *la Koverna,* embossée dans la rade et chargée de tonneaux d'alcool, s'embrasa tout à coup : à dix heures, derrière le bastion du Mât, de grandes flammes apparurent, c'était tout un quartier de la ville qui brûlait : à onze heures enfin, près du débarcadère de *Grafskaïa,* deux embarcations chargées de poudre s'allumèrent et firent explosion. Il se trouvait que ces poudres étaient destinées à charger les chambres creusées dans Malakof; et, dans la confusion du moment, on ne songea pas de suite à les remplacer. Ces gerbes immenses, tantôt livides, tantôt rougeâtres et comme sanglantes, illuminaient de reflets fantastiques la mer et les montagnes, la ville et les bivouacs. Comme la nuit finissait, l'horizon était encore tout embrasé, et longtemps ces lueurs sinistres luttèrent avec les feux de l'aurore qui allait éclairer le dernier jour de Sébastopol.

X

Les projets d'attaque n'étaient point demeurés tellement secrets que beaucoup ne les eussent devinés ou pressentis.

(1) TODLEBEN, *Défense de Sébastopol,* t. II, 2e partie, p. 191.

Dans l'après-midi du 7 septembre, Bosquet, ayant réuni sous sa baraque les généraux du 2ᵉ corps, avait annoncé le prochain assaut, avait distribué à chacun sa tâche : certaines confidences nécessaires, faites aux états-majors, avaient en outre un peu ébruité la grande nouvelle. Aussi, le 8 septembre, bien avant que le jour parût, une animation inaccoutumée régnait dans les camps. Tout le monde souhaitait la bataille, par espoir de vaincre et surtout par impatience d'en finir. Autour de Bosquet se pressaient ses officiers : « Nous ferons si bien, lui « disaient-ils, que nous vous ferons gagner le *bâton.* » Quant à lui, il souriait avec une confiance résolue et ne se lassait pas de répéter ses recommandations : « Il faut réussir, insistait-« il, un échec compromettrait tout, il faut triompher à tout « prix. » Il n'était personne qui n'applaudît à ce langage et ne fût digne de le comprendre (1). La joie pourtant était grave et colorée d'émotion. Les heures de cette nuit qui s'achevait avaient été employées par un grand nombre à écrire à ceux qu'ils avaient laissés en France, et, à travers l'enjouement voulu pour rassurer les proches, il eût été aisé de distinguer les tendresses voilées d'un adieu. D'autres, soit par conviction du cœur, soit par souvenir de l'enfance et de la patrie, avaient tenu à épurer leur âme à l'aube du grand combat. C'est sous cette double impression d'allégresse guerrière et de recueillement viril que commençait cette journée qui, pour beaucoup, n'aurait point de lendemain.

Dans les bivouacs, le repas fut hâté. Comme il s'achevait, un ordre du jour du chef du 2ᵉ corps apprit officiellement aux soldats le suprême effort qu'on attendait de leur valeur. A huit heures, les troupes quittèrent leurs campements et furent dirigées vers les tranchées. C'était la division Dulac qui, appuyée par la brigade de Marolles, devait aborder le Petit-Redan : c'était la division La Motterouge qui devait assaillir la courtine entre le Petit-Redan et Malakof : c'était surtout la division Mac Mahon qui, soutenue par la brigade Wimpfen, devait s'établir dans Malakof même et, coûte que coûte, s'y

(1) BOCHER, *Lettres de Crimée,* p. 139. — FAY, *Souvenirs de Crimée,* p. 312.

maintenir. La division de la garde impériale était échelonnée en réserve. — Sur notre gauche, les Anglais étaient aussi sur pied, et déjà deux de leurs divisions s'apprêtaient à descendre dans les parallèles pour marcher au premier signal sur le Grand-Redan. — Du côté de la ville, le déploiement de forces n'était pas moindre. Là commençait à se rassembler la division Levaillant, chargée de l'attaque du bastion Central; derrière elle se massait la division d'Autemare qui, le bastion Central une fois emporté, s'élancerait sur les traces de la division Levaillant et tournerait le bastion du Mât (1). Pour renforcer de ce côté les effectifs, il avait été fait appel aux troupes sardes, et, en ce moment-là même, la brigade Cialdini remontait les pentes du plateau de Chersonèse et s'acheminait vers nos campements. La division Bouat formait réserve aux attaques de gauche, comme la garde impériale aux attaques de droite. — Comme on le voit, la prise d'armes était générale, et, pour que rien ne manquât, l'ordre avait été transmis au corps d'observation de se tenir prêt à refouler toute diversion venue de l'extérieur. Seuls, les Turcs, les hommes de garde à Kamiesch, les blessés, les malades n'avaient point de rôle dans cette grande journée. Encore parmi les convalescents, quelques-uns s'échappèrent de l'ambulance et, malgré leurs forces mal rétablies, accoururent à leur régiment.

Ce n'était pas comme au 18 juin sous le splendide soleil d'un jour d'été que le duel suprême allait se livrer. D'épais nuages, courant dans l'air, obscurcissaient le ciel par intervalles, et un vent violent soufflant du nord-ouest balayait le plateau de Chersonèse. La mer fut même si houleuse que les escadres furent retenues à leur mouillage et ne purent, comme le voulait le plan d'ensemble, ouvrir leur feu contre les ouvrages de la rade. Ce qui était contretemps fut aussi avantage : car ces rafales soulevaient de tels tourbillons que les flots de poussière, joints à la fumée du bombardement qui continuait, masquèrent aux yeux des assiégés les mouvements inusités de nos troupes. Les défenseurs de Sébastopol ne furent

(1) Voir la carte n° 3.

avertis du péril que par un avis du prince Gortchakof qui, du haut des collines situées sur la rive droite de la Tchernaïa, avait remarqué le rassemblement de plusieurs de nos divisions. Cet avis même, sans les laisser tout à fait incrédules, ne paraît avoir rien ajouté à leur habituelle vigilance. Après les effroyables pertes des jours précédents, les Russes hésitaient un peu à découvrir leurs réserves en vue d'une attaque qui peut-être ne serait qu'une feinte. La canonnade se développant avec une égale furie, tantôt contre la ville, tantôt contre Karabelnaïa, ils avaient fini par ne plus savoir où se porterait le principal effort. Une circonstance achevait de les déconcerter. Ils s'attendaient à l'assaut, soit à l'aube comme au 18 juin, soit vers le soir comme au 7 juin : nul ne jugeait vraisemblable une attaque au milieu du jour, et le choix même de l'heure ne fut pas l'une des moindres habiletés des alliés.

Surpris ou non, les Russes, malgré les brèches de leurs remparts et leurs terribles pertes, n'étaient pas moins redoutables. La garnison avait comblé ses vides, à l'aide soit de bataillons de marche, soit de légions de milices. En outre, et nonobstant la grande pénurie d'hommes, quelques régiments, dernière ressource disponible, étaient arrivés de l'intérieur de l'Empire. Y compris les servants de pièces et les matelots, Sébastopol comptait encore près de 48,000 défenseurs. Sur ces 48,000 hommes, 23,000, sous les ordres du lieutenant général Khroulef, étaient affectés au faubourg de Karabelnaïa. Quelle qu'eût été la consommation des journées précédentes, l'artillerie disposait d'importants approvisionnements qu'elle n'avait plus à ménager. Bien que les chefs ne se fissent guère illusion sur le sort de la ville, ils avaient à cœur d'illustrer leur suprême défense. Une dernière pensée soutenait les plus farouches. Ils comptaient sur les explosions de mines qui feraient sauter les assaillants à peine maîtres des remparts et confondraient Russes et Français dans une même fin tragique. « Nos funérailles se feront dans le ciel », disaient les soldats moscovites par une de ces plaisanteries sinistres que le désespoir inspire. La Providence, plus clémente que les hommes, déjoua, en partie du moins, ces calculs du fanatisme. On a vu

comment, dans la soirée du 7 septembre, un incendie avait dévoré les poudres destinées à cette lugubre besogne. Le 8, vers dix heures seulement, de nouvelles poudres furent amenées à Malakof pour charger les fourneaux; mais la violence du bombardement ne permit pas d'achever l'opération. Au Petit-Redan seul, les mines furent chargées (1).

A onze heures et demie, tous les bataillons d'attaque garnissaient les tranchées devant Karabelnaïa. Pélissier, entouré de son état-major, s'était installé au Mamelon-Vert. Dans la sixième parallèle se tenait Bosquet, l'œil à tout et imposant autour de lui sa calme énergie. Les soldats animés, ardents, débraillés, sans doute pour mieux se battre, pleins d'avance des colères de la lutte (car la longueur du siège avait un peu irrité les âmes), les soldats attendaient impatiemment le signal. Parfois quelques baïonnettes dépassaient les parapets. « A bas les baïonnettes! » criait impérieusement Bosquet, qui craignait que notre présence se dévoilât à l'ennemi, et il ajoutait plus doucement: « Patience! le moment viendra (2). » Il approchait en effet. L'aiguille marque midi. « En avant! » s'écrie Bosquet, et aussitôt son fanion de commandement est planté sur la parallèle. L'ordre vole de bouche en bouche, les tambours battent, les clairons sonnent; les officiers, l'épée nue, entraînent leurs troupes hors des tranchées.

La garnison de Malakof se composait alors de 500 artilleurs, de quelques miliciens ou travailleurs, et de 1,400 hommes d'infanterie appartenant aux régiments de Modlin, de Praga et de Zamoscie. Après avoir prévu l'assaut pour le lever du jour, on avait cessé de l'attendre. Les canonniers seuls étaient à leurs pièces, et quelques tirailleurs le long des remparts. Tous les autres s'étaient blottis sous leurs abris blindés et venaient d'achever leur repas. Après tant d'alertes, ils se reposaient dans une sorte de quiétude relative et surtout succombaient à cette lassitude qui, après une nuit de veille anxieuse, engourdit souvent vers le milieu du jour les forces et les pensées. Ils ne

(1) Voir Todleben, *Défense de Sébastopol*, t. II, 2e partie, p. 177, 178, 179, 180, 186-190, 194.

(2) Fay, *Souvenirs de Crimée*, p. 316. — Bocher, *Lettres de Crimée*, p. 142.

se levaient que pour rendre honneur au commandant du fort, le général de Bessau, qui, à ce moment-là même, parcourait les casemates et distribuait aux plus méritants des croix de Saint-Georges. Soudain, sur le coup de midi, le son perçant des sonneries françaises déchire l'air; les zouaves, avec leurs vêtements aux couleurs éclatantes, apparaissent bondissant sur le glacis de Malakof. « Voilà les Français! voilà l'assaut! » s'écrient les hommes de garde Avant même que les défenseurs du bastion aient pu prendre les armes, les zouaves du 1er régiment se sont élancés sur l'ouvrage : ils franchissent le fossé; sans attendre les échelles, ils gravissent l'escarpe et s'introduisent précipitamment à travers les embrasures. Les canonniers russes sautent sur leurs pièces, se défendent à coups de pierres, de pioche, d'écouvillon. Pendant ce temps, les soldats du régiment de Modlin se jettent hors de leurs abris et se massent vers la tête du fort. Là, s'engage une de ces luttes corps à corps, si rares dans l'histoire des guerres, lutte acharnée, sans merci, pleine d'épisodes terribles. Mais les Russes s'embarrassent dans leurs longs vêtements : les nôtres, plus agiles, échappent aux coups de leurs adversaires, les entourent, les enlacent, et peu à peu gagnent du terrain. De minute en minute, le nombre des assaillants s'accroît : derrière les zouaves et presque à côté d'eux, se montre l'un des bataillons du 7e de ligne, luttant de bravoure et d'énergie avec les troupes africaines. Le général de Bessau est tombé mortellement atteint : presque tous les autres chefs russes sont tués. Pressés et débordés de toutes parts, les assiégés reculent, cèdent le terre-plein, rétrogradent derrière les premières traverses, et le drapeau du 1er zouaves est arboré sur la redoute conquise. Le combat n'avait pas duré une demi-heure. — Dans le même intervalle, la division Dulac envahissait le Petit-Redan et poussait ses tirailleurs jusqu'à la seconde enceinte, tandis qu'entre le Petit-Redan et Malakof, la division La Motterouge prenait possession de la Courtine.

De son poste d'observation, le commandant en chef a vu l'aigle française plantée sur Malakof : il a vu aussi le triomphe (triomphe passager) des divisions Dulac et La Motterouge. Aus-

sitôt, sur le Mamelon-Vert, il fait hisser à côté de nos couleurs le drapeau de la Reine. C'est le signal qu'attendent les Anglais.

A ce signe, on les voit sortir de leurs tranchées, non point avec cet élan impétueux qui caractérise les nôtres, mais avec cet intrépide sang-froid propre à leur tempérament et à leur pays. Voici leurs lignes de tirailleurs, puis les porteurs d'échelles, puis les colonnes d'assaut formées par la division légère et par la 2e division. Dans leur attaque, nos alliés ont un double désavantage : d'abord, les Russes sont en alerte sur toute leur ligne de défense ; et puis, une distance de 200 mètres les sépare du Grand-Redan. Un feu meurtrier les accueille, et avant qu'ils atteignent l'ouvrage, le sol se jalonne de leurs habits rouges. Ils avancent cependant, courent au fossé, l'escaladent, dressent leurs échelles, atteignent le saillant presque démoli du bastion, culbutent les bataillons du régiment de Vladimir. Mais là s'arrêtent leurs succès. Devant eux, s'étend un vaste espace vide et découvert ; au delà sont des traverses à l'abri desquelles les Russes entament le feu le plus nourri et le plus précis. Vainement les assaillants essayent de pousser plus loin leur entreprise ; vainement même ils s'efforcent de se maintenir sur le terrain conquis ; après une heure et demie d'efforts et de tentatives inutiles, ils se replient dans leurs tranchées.

Tandis que les Anglais échouaient au Grand-Redan, la division Levaillant abordait vers deux heures le bastion Central et n'y rencontrait pas une chance meilleure. La brigade Couston parvient d'abord à s'emparer de la redoute Schwartz, à gauche du bastion ; elle s'engage même dans le ravin, dit *ravin de la Ville :* mais son chef est blessé, les renforts arrivent à l'ennemi, et elle est ramenée jusque dans les parallèles les plus avancées. A droite du bastion, la brigade Trochu a envahi la lunette Bielkine et a gagné le bastion lui-même, mais elle ne peut non plus maintenir ses avantages. Comme le général Couston, le général Trochu est blessé, et les retours offensifs des Russes écrasent ses malheureux régiments. Une seconde tentative n'est pas plus heureuse, et un ordre du général en chef prescrit de ne pas continuer de si sanglants efforts.

A quoi bon, en effet, s'obstiner contre la ville quand du côté

de Karabelnaïa a été engagée la principale entreprise, celle qui doit, selon le revers ou la réussite, tout compromettre ou tout sauver?

Au Petit-Redan, la fortune avait fait chèrement expier à nos colonnes leurs premiers succès. A peine maîtresse du bastion, la division Dulac avait été assaillie par le feu des batteries de la *maison en croix* et de trois vaisseaux mouillés dans la rade. Sur les points les plus favorables, avait en outre été amenée par les Russes une nombreuse artillerie de campagne, tandis que du ravin *Ouchakof* débouchaient d'importantes réserves. Accablées par le nombre, écrasées sous les projectiles, et enfin contraintes à évacuer la redoute encombrée de leurs morts, nos troupes s'étaient repliées jusque dans leurs places d'armes. Du côté de la Courtine, la division La Motterouge pliait elle-même sous les efforts de l'ennemi. De nouvelles colonnes sont formées avec les débris de la brigade Saint-Pol déjà privée de son général, avec la brigade de Marolles, avec la division de la garde. Puis, un peu plus tard, arrivent au galop, de la batterie Lancastre, deux batteries d'artillerie qui essayent par l'intensité de leur tir de jeter le trouble dans les colonnes ennemies et surtout d'éloigner les vapeurs. Le Petit-Redan est pris, perdu, repris, abandonné. Cependant l'effusion du sang était énorme : le général de Marolles est tué; les généraux Bourbaki, Bisson, Mellinet, de Pontevès sont atteints, et celui-ci mortellement : les tranchées sont tellement encombrées de blessés, que la circulation y est presque impossible. Sur ces entrefaites, le général Bosquet est frappé au côté droit d'un éclat d'obus; il est obligé de remettre son commandement, et le bruit se répand même qu'il vient de succomber. Peu après, une immense détonation retentit du côté de la Courtine : c'est un magasin à poudre qui a éclaté, faisant encore de nouvelles victimes : le général de La Motterouge est lui-même blessé. Tant de morts, la perte de tant de chefs, la difficulté du combat sur cet étroit espace jonché de cadavres et de mourants, l'excès même de la lassitude, tout détourne d'un nouvel assaut contre le Petit-Redan : seule la division de La Motterouge se maintient en partie sur le rempart.

Il était trois heures. A ne juger que l'ensemble des attaques, nous avions à enregistrer plus de mécomptes que de succès. Les Anglais avaient échoué au Grand-Redan. Le bastion Central résistait à tous les efforts. Enfin, du côté de Karabelnaïa, le Petit-Redan, d'abord enlevé, venait de nous échapper. Et pourtant autour du général en chef régnait plus de joie que d'abattement. Les regards se portaient obstinément vers Malakof. Malakof conservé, non seulement les autres échecs seraient réparés, mais l'avantage de la journée nous resterait : car l'occupation de ce point dominant rendrait toute résistance ultérieure impossible. Or, tous les rapports annonçaient que Mac Mahon se maintenait dans sa conquête et s'y consolidait.

Il s'y était maintenu, Dieu seul sait au prix de quelle vaillance. On a dit comment le terre-plein du bastion était tombé entre nos mains et comment cet éclatant succès avait déterminé l'attaque générale. Mais, à l'intérieur de l'ouvrage, fortifié, agrandi avec tant de sollicitude durant les longs mois du siège, les Russes avaient élevé une multitude de traverses sous lesquelles étaient établis leurs blindages et qui formaient, en travers même du fort, autant de retranchements faciles à défendre. Le saillant une fois occupé, il avait fallu conquérir une à une chacune de ces traverses derrière lesquelles s'étaient ralliés les débris du régiment de Modlin, les bataillons de Praga et de Zamoscie. Heureusement, le général Mac Mahon avait appelé à lui sa seconde brigade, la brigade Vinoy : grâce à ces renforts, il avait pu refouler ses adversaires, les débusquer de leurs positions et les rejeter vers la gorge de la redoute.

Là avait commencé une lutte plus terrible que toutes celles de la journée. Acculés vers l'extrémité de l'ouvrage, les Russes avaient, par une suite de poussées héroïques, tenté de reprendre la forteresse, véritable palladium de leur cité. Tandis que Mac Mahon mande en toute hâte la brigade Wimpfen, les zouaves de la garde, en un mot toutes les réserves, les chefs moscovites se sacrifient les uns après les autres pour conjurer l'irréparable défaite. C'est d'abord le général Lisenko avec quelques débris des régiments de Varsovie, de Briansk, d'Ye-

letz : c'est ensuite le général Khroulef avec quatre bataillons du régiment de Ladoga : c'est enfin le général Youférof avec les mêmes troupes ramenées de nouveau au combat. Lisenko est mortellement atteint; Khroulef gravement blessé; Youférof tué. Enfin la gorge de Malakof nous reste. Déjà le génie commence à la mettre en état de défense : la capitulation de la petite garnison de la Tour, demeurée isolée au milieu du fort, achève la conquête : un suprême effort tenté un peu plus tard par le général de Martinau avec les régiments d'Azof et d'Odessa ne fait que constater l'impuissance de nos adversaires à nous arracher la magnifique proie.

Magnifique, elle l'était en effet! Les cadavres accumulés autour de la forteresse disaient assez l'obstination des Russes à la défendre ou à la reconquérir. Quoique notre triomphe fût certain, la fusillade n'avait point cessé. Quelques volontaires se hasardaient encore autour du mamelon, méditant quelque coup de main désespéré. « Donnez-nous des cartouches, criaient-ils; qu'on nous ramène au combat. » Mais presque tous les officiers étaient morts ou aux ambulances : les autres répondaient à peine, non qu'ils fussent insensibles à un si grand revers; mais après une bataille si rude, une immense lassitude s'était emparée d'eux, et, ayant tout fait pour conjurer la destinée, ils s'y abandonnaient désormais passivement.

Vers cinq heures, en ces lieux pleins de confusion et de deuil, arriva le prince Gortchakof. A la première nouvelle de l'assaut, il avait franchi la rade, et avait pu suivre toutes les péripéties de la bataille. Longtemps il promena ses regards sur Karabelnaïa comme pour mesurer la force défensive du faubourg : longtemps surtout, il contempla ce Malakof, naguère l'orgueil des Russes et maintenant perdu. Ni la fusillade qui était encore violente et tua à ses côtés un de ses officiers, ni le temps qui pressait ne purent abréger ce suprême examen. Enfin, jugeant la cité désormais indéfendable, il se décida à consommer le sacrifice. L'heure lui sembla favorable : car les succès obtenus au Grand-Redan, au Petit-Redan, au bastion Central sauvegardaient, et au delà, l'honneur des armes moscovites : d'un autre côté, la fatigue extrême des alliés garantis-

sait que le reste de la journée et la nuit suivante se passeraient sans retour offensif. Le commandant en chef russe résolut donc d'évacuer Sébastopol et de faire passer toutes ses troupes sur la rive nord. Ce dessein une fois arrêté, il s'éloigna rapidement et se rendit à la batterie Nicolas pour y assurer l'immédiate exécution de ses ordres.

A son poste d'observation du Mamelon-Vert, Pélissier avait appris l'entier succès de Mac Mahon, et ce grand avantage, bien qu'amoindri par l'échec des autres assauts, avait rempli tous les cœurs d'espérance. Cependant, à travers la confusion de ces multiples combats, la victoire, quoique probable, semblait encore indécise et voilée. Mac Mahon se maintiendrait-il dans Malakof? Quelque explosion de mines ne changerait-elle pas le triomphe en catastrophe? Les Russes vaincus ne se défendraient-ils pas derrière leur seconde enceinte, dans les rues, dans les maisons? Et la bataille du 8 septembre n'aurait-elle pas un lendemain plus sanglant encore? A ces questions nul ne répondait, et les fronts, à demi éclaircis, gardaient quelque trace d'inquiétude.

On en était là, quand, vers la tombée du jour, le général de Martimprey, braquant sa lunette dans la direction de la ville, crut apercevoir sur le grand pont de la rade un mouvement inaccoutumé. La lunette passa de main en main, et on discerna distinctement, malgré les premières ombres du soir, de longues colonnes de soldats, de chariots, de voitures, de bouches à feu qui s'acheminaient vers le côté nord. Le pont pliait sous le poids et, secoué par un vent violent, oscillait sous la houle qui parfois déferlait au point de l'inonder. Malgré l'obstacle, le défilé continuait tandis que des embarcations chargées de monde abordaient la rive septentrionale, puis retournaient à vide pour chercher d'autres passagers. L'obscurité qui venait rapidement ne permit pas d'en voir davantage : mais il n'était plus douteux qu'on assistât à la retraite des Russes.

Ils ne partaient cependant pas tous. A cette heure suprême, Gortchakof se ressouvint de Moscou. Des corps de volontaires, des détachements de sapeurs et de marins restèrent, non pour combattre un ennemi désormais victorieux, mais pour réduire

en poussière la Cité qu'on ne pouvait plus défendre. Comme la nuit tombait, l'œuvre de dévastation commença. Les magasins à poudre sautèrent. Les bouches à feu ou les voitures du train qu'on ne pouvait emmener furent noyées dans la baie. Ce qui restait de la flotte de la mer Noire fut submergé ; on n'épargna pas même l'*Impératrice Marie,* ce beau bâtiment que montait, à la bataille de Sinope, le glorieux Nakhimof : seuls les vapeurs furent conservés et ramenés vers la rive septentrionale. L'explosion de la batterie Paul compléta les destructions. Quand tout fut fini, le grand pont de la baie fut démonté. Puis, des embarcations ramenèrent vers le nord les exécuteurs de ces ordres farouches : avec eux partirent les généraux qui étaient restés jusque-là à Sébastopol afin d'assurer la sécurité de la retraite : de ce nombre était le comte Osten-Sacken, gouverneur de la ville, qui s'éloigna l'un des derniers, comme un capitaine qui abandonne après tous les autres son navire incendié.

Les détonations de cette nuit terrible avaient tenu en éveil les alliés dans leur camp et avaient triomphé de leur immense fatigue. A l'aurore du 9 septembre, Sébastopol, déjà presque évacué et désert, leur apparut comme un immense amas de décombres au-dessus desquelles jaillissaient les gerbes de flammes des incendies. Français et Anglais contemplèrent longtemps avec un mélange de joie et d'horreur ces ruines qui attestaient à la fois la grandeur de leur triomphe et l'acharnement de leurs ennemis. Au delà de la rade, sur les hauteurs du nord, apparaissaient les Russes, vaincus, mais menaçants encore. Et le lendemain, 10 septembre, sur ces débris fumants, — après trois cent trente-deux jours de siège, trois batailles rangées, trois assauts plus sanglants que des batailles, — Pélissier, nommé maréchal de France, planta, au nom de l'Empereur, le drapeau de son pays.

LIVRE VIII

LE CONGRÈS DE PARIS

SOMMAIRE : I. — Paris à la fin de l'hiver 1855 : l'Exposition universelle : visite de la reine d'Angleterre : fêtes, réjouissances. — Nouvelle de la prise de Sébastopol : allégresse en France : sentiment des Anglais. — Sera-ce la paix? — Plans de l'Empereur.

II. — L'armée de Crimée après la chute de Sébastopol : les pertes, et regrets qu'elles inspirent : immense lassitude. — Opérations qui signalent la fin de l'automne. — Impatience de l'Empereur : ses vues et celles de Pélissier. — Conseils de guerre aux Tuileries.

III. — La paix : avec quelle ardeur elle est souhaitée en France : discours de l'Empereur à la clôture de l'Exposition universelle. — Les Anglais : leurs mécomptes : leur langage belliqueux : comment Napoléon tempère un peu leur ardeur guerrière. — La Russie : mélange de fierté patriotique et de réaction contre le système de l'empereur Nicolas : attitude expectante. — Premiers négociateurs officieux : MM. de Pfordten, de Beust, de Seebach. — L'Autriche : conditions de paix patronnées par elle : comment ces conditions sont d'abord mal accueillies : bruits défavorables : intervention de Frédéric-Guillaume. — La Russie accepte les propositions antrichiennes (16 janvier).

IV. — Le congrès de Paris : les plénipotentiaires : leur arrivée à Paris : leurs tendances. — Les conférences : la neutralisation de la mer Noire : les chrétiens grecs : la navigation du Danube : les provinces danubiennes : revision de frontières. — Fêtes et entretiens intimes. — La naissance du Prince impérial. — Reprise des conférences et admission au congrès des représentants de la Prusse. — Signature du traité de paix (30 mars 1856).

V. — L'hiver de 1855-1856 en Crimée : intempéries et souffrances : terribles ravages du typhus. — Nouvelle de la paix : derniers soins et dernières pensées des soldats : l'évacuation.

VI. — Caractère général de la guerre de Crimée : ses déviations; comment elle dégénère en une grande expédition. — Les pertes : comment la plupart de ceux qui ont assisté au début de la lutte n'en voient point la fin. — De quelques traits particuliers qui marquent la guerre de Crimée et lui vaudron une place à part dans l'avenir. — Quels ont été et quels auraient pu être

les avantages de la guerre? — Quel nouvel élément se mêle dès 1856 à la politique impériale? — La question italienne au congrès de Paris.

I

En France, la chute de Sébastopol avait été tant de fois prédite que le public, las de ses mécomptes, avait cessé de l'attendre et osait à peine l'espérer. L'impression si vive de l'échec du 18 juin s'était peu à peu calmée. Les inquiétudes subsistaient, mais silencieuses ou émoussées par leur durée même. Avec le printemps s'était ouverte au palais de l'Industrie une Exposition universelle, et ces splendeurs, nouvelles alors, attiraient les regards au point de les détourner de la Crimée. Tandis que, sur le plateau de Chersonèse, la canonnade faisait rage, Paris, par un bizarre contraste, se remplissait d'étrangers et offrait le spectacle animé de ses plus beaux jours. Parmi ces visiteurs, les plus illustres furent la reine Victoria et le prince Albert, qui devinrent les hôtes de Saint-Cloud comme l'Empereur et l'Impératrice, quelques mois auparavant, avaient été les hôtes de Windsor. A Paris et à Londres, ce fut la même courtoisie d'accueil, la même profusion de fêtes, le même soin à déconcerter la Russie par les protestations renouvelées de la plus étroite alliance; surtout ce fut le même empressement à désavouer les anciennes rivalités, et l'on vit la Reine s'incliner aux Invalides devant le tombeau de Napoléon Ier, tandis que l'orgue de l'église jouait le *God save the Queen*. Le 27 août, les souverains britanniques regagnèrent Boulogne, et de là l'Angleterre. Les officiers qui, au bivouac et dans les tranchées, lisaient les journaux venus de France, ne laissaient pas que d'être surpris par le récit de toutes ces magnificences. « On s'amuse beaucoup à « Paris, écrivait l'un d'eux, beaucoup trop, et vraiment on « aurait pu différer tout ce joyeux appareil jusqu'à l'époque de « la paix (1). » En dépit de ces souffrances lointaines, les

(1) Charles Bocher, *Lettres de Crimée*, p. 120.

réjouissances continuaient, et les plus graves personnages s'appliquaient à les encourager plus qu'à les interrompre, soit que le tourbillon du plaisir les entraînât eux-mêmes, soit qu'ils voulussent faire diversion aux soucis d'une guerre trop prolongée.

Sur ces entrefaites, le 9 septembre, une dépêche arriva au ministère de la guerre annonçant que Malakof était conquise et que nos autres attaques avaient échoué. On n'osa se féliciter encore, ni surtout croire que Sébastopol nous appartînt. Le lendemain, vers le soir, un télégramme plus précis fit connaître que les Russes avaient évacué la ville; et, quelques instants plus tard, le canon des Invalides tonna pour célébrer le grand triomphe. Malgré cette confirmation, plusieurs persistaient à douter, tant les déceptions précédentes avaient ébranlé la foi dans le succès! Mais les jours suivants, les messages se multiplièrent : dépêches anglaises, dépêches sardes, dépêche de l'amiral Bruat, dépêche du prince Gortchakof lui-même qui confessait noblement sa glorieuse défaite. Alors, mais alors seulement, l'allégresse éclata, grande, spontanée, vibrante, proportionnée à l'étendue des craintes et aussi des sacrifices. — Dans le même temps, à Londres, le canon d'Hyde-Park et de la Tour conviait à la joie les sujets de la Reine; ils s'y livrèrent eux aussi, mais non sans arrière-pensée : car l'attaque contre le Grand-Redan avait été repoussée, et le général Simpson, successeur de lord Raglan, ne l'avait point dissimulé. « Les Français « ont pris Malakof et s'y sont établis, avait-il télégraphié; nous « avons attaqué le Redan, mais nous avons échoué. » Cet aveu, dont la simple brièveté ne manquait ni de fierté ni de grandeur, avait cruellement blessé l'amour-propre national, et, quoique satisfaits du résultat définitif, les Anglais ne pardonnaient pas à la fortune qui avait inégalement partagé la gloire entre eux et leurs alliés.

Serait-ce la paix? Serait-ce une nouvelle phase de la guerre? Tous les regards se tournaient vers l'Empereur. Il ne semble pas que Napoléon III ait, dès cette heure, considéré la chute de Sébastopol comme le dernier acte de la lutte. Bien au contraire, il se reprit aussitôt aux projets grandioses qui, pendant

tout le printemps, l'avaient obsédé, qu'il avait ensuite paru abandonner, mais dont l'inexécution lui tenait à cœur. Sébastopol conquise, rien ne s'opposait plus, pensait-il, à de grandes opérations extérieures. Dans cet esprit, il se hâtait de provoquer de la part de Pélissier tout un plan de campagne. En attendant, il exposait ses propres vues, mêlées comme toujours d'observations sagaces et d'incroyables chimères. Il fallait, à l'entendre, débusquer les Russes de leurs positions de Mackenzie et les chasser du fort du Nord, les pousser jusqu'à Simféropol, les rejeter sur les steppes qui s'étendent vers Pérécop, puis remettre Sébastopol en état de défense loin de la détruire, l'occuper avec une forte garnison et la garder comme un gage pour les négociations futures. Ce serait bien la paix, mais la paix après une nouvelle campagne qui remplirait les derniers jours de l'automne et consacrerait le succès du 8 septembre. Ainsi pensait l'Empereur, ne calculant ni nos positions qui se prêtaient mal à des opérations offensives, ni les difficultés d'une action commune sous des chefs indépendants. Une considération surtout lui échappait. Autre chose étaient les assauts héroïques sous lesquels avait succombé Sébastopol, autre chose étaient les vastes conceptions stratégiques que le souverain se plaisait à formuler de loin. Pour conduire avec succès la grande guerre, il ne suffit pas de réunir 140,000 hommes, même aguerris à toutes les fatigues, même forts contre tous les dangers; il faut encore un général capable de les diriger avec précision et sûreté. Or, Dieu ne suscite pas à point nommé de tels hommes, et peut-être est-ce après tout un bonheur; car l'aptitude à la guerre inspire le désir de la faire et surtout celui de la prolonger.

II

Ces desseins de l'Empereur ne furent connus que par le général en chef et ne se répandirent guère dans l'armée. S'ils

eussent été devinés, ils auraient sans doute éveillé plus de surprise que rencontré d'adhésion. Les deux derniers mois du siège avaient été remplis par des travaux et des combats sans relâche, où la grandeur de l'enjeu faisait oublier la fatigue. Le but une fois atteint, tous cédèrent à une immense lassitude, assez semblable à l'abattement qui suit la fièvre. Surtout la tristesse de tant de deuils pénétra jusqu'aux âmes les plus insensibles. Peu après l'assaut, le commandant en chef alla voir Bosquet blessé. « Nous avons Sébastopol, lui dit-il, mais nous « l'avons payé bien cher (1). » Bien cher, en effet! Cinq généraux avaient succombé, les généraux de Marolles, de Pontevès, de Saint-Pol, Rivet, Breton; sept autres étaient blessés. Dans chaque régiment, on eût dit que la mort s'était plu à choisir les plus pures et les plus nobles victimes. A quelques jours de là, comme on célébrait les funérailles d'un des officiers de son état-major, le cœur de Pélissier, pourtant si dur, éclata : il s'avança vers le cercueil : « Pleurons, dit-il..., séparons-nous », et sa voix se perdit dans un sanglot. 1,635 tués, 1,400 disparus, 4,500 blessés, tel était pour nous le bilan de la journée du 8 septembre (2). Les Anglais avaient près de 2,500 hommes hors de combat. Les Russes avouèrent une perte totale de plus de 12,000 hommes. Autour de Malakof, des deux Redan, du bastion Central, plus de 20,000 soldats avaient donc versé leur sang. C'était trop, beaucoup trop, pour une guerre purement politique, sans haine, sans rivalité nationale. Sébastopol semblait le prix de la lutte. La ville conquise, tout parut terminé. De là, dans nos camps comme dans les camps ennemis, une sorte de détente, d'apaisement, et bientôt, même chez les plus fermes, un désir sans bornes de revoir la famille et la patrie. A toutes ces impressions se joignait pour le général en chef un motif plus puissant de ne pas pousser à fond l'entreprise : justement fier de son magnifique succès, il ne lui convenait pas de le compromettre par des opérations ultérieures; il ne se dissi-

(1) Charles Bocher, *Lettres de Crimée*, p. 146.

(2) Rapport du maréchal Pélissier, 14 septembre 1855. (*Moniteur* du 26 septembre 1855.) — Voir aussi Rapport de M. l'intendant général Blanchot, 11 septembre 1855. (*Moniteur* du 27 septembre 1855.)

mulait point les dangers d'une marche offensive, et savait à merveille que sur les hauteurs de Mackenzie les Russes étaient aussi inexpugnables que nous l'étions nous-mêmes sur le plateau de Chersonèse.

La guerre continua donc, mais mollement, avec des coups qu'on se portait comme à regret et qu'on ne s'appliquait plus à rendre mortels. Des forts du nord, les Russes lançaient quelques bombes sur Sébastopol, mais ces projectiles, fort incommodes pour les curieux ou touristes qui visitaient la cité en ruine, faisaient peu de victimes. Le 29 septembre, non loin d'Eupatoria, au village de Koughil, le général d'Allonville, avec trois régiments de cavalerie secondés par quelques bataillons égyptiens, dispersa dix-huit escadrons russes et plusieurs *sotnias* de Cosaques. Un peu plus tard, un corps expéditionnaire moitié français, moitié anglais, fut embarqué tant à Kamiesch qu'à Balaklava et, le 17 octobre, s'empara de la forteresse de Kinbourn à l'extrémité du golfe du Dniéper. A ces opérations secondaires et limitées, se joignirent les travaux nécessaires, soit pour consolider nos campements, soit pour préparer nos quartiers d'hiver dans le cas où l'évacuation serait encore éloignée Les tranchées se comblaient, et ce n'était pas une mince besogne ; car celles-ci, mises bout à bout, auraient présenté, selon les calculs des officiers du génie, un développement de près de 80 kilomètres (1). On recensait le matériel trouvé dans Sébastopol. Kamiesch, devenue tout à fait une ville, était mise en état de défense. Quelques régiments étaient rapatriés, et non sans que leur sort excitât l'envie. Les vides étaient, d'ailleurs, comblés par de nouveaux arrivants ; car, malgré la prise de Sébastopol, les embarquements ne cessaient pas à Marseille. Les Anglais, instruits par la leçon de l'hiver précédent, s'appliquaient fort à se préserver des intempéries prochaines : leurs vaisseaux mettaient à terre de confortables baraques, amenaient des hommes de peine, débarquaient des vivres, des médicaments, des médecins. Les nôtres n'étaient point pourvus avec autant d'abondance : mais, durant ces mois

(1) *Journal des opérations du génie*, p. 445

d'automne, l'état sanitaire fut satisfaisant, et on se flattait qu'aucune nouvelle épreuve ne surviendrait. C'est ainsi que sur le plateau de Chersonèse et dans la vallée de la Tchernaïa, une demi-sécurité avait succédé à l'acharnement de la guerre. Un jour cependant, un événement survint qui rappela les scènes terribles du siège. Le 15 novembre, le parc du Moulin sauta avec un immense chargement de poudre, de cartouches, de projectiles, sans qu'on pût connaître la cause de l'explosion. La catastrophe fut aussi meurtrière qu'un combat : 59 hommes furent tués, 225 blessés.

Cette activité ralentie, cette sorte d'armistice anticipé, ne répondait guère aux prévisions de l'Empereur. A la fin d'octobre, les contingents réunis des alliés, accrus sans cesse loin qu'ils fussent diminués, s'élevaient à près de 200,000 hommes. Comment de pareilles armées resteraient-elles inutilisées ? Pélissier, fort de son succès, objectait, dans ses rapports à son souverain, les formidables positions des Russes, laissait entrevoir une longue série de combats sanglants et stériles. « J'attaquerai si vous l'ordonnez », ajoutait-il avec une soumission feinte. Le 15 novembre, arriva de Paris une dépêche plus impérieuse que les autres. Mis en demeure de communiquer ses vues, le commandant en chef français exposa enfin son plan, plan modeste, qui laissait peu au hasard, mais ne sacrifiait aucun des résultats obtenus. « Voici ce que je crois sage et utile : la Chersonèse, Kinbourn et Kertch bien gardés, et la Russie bloquée sur ses rivages (1). » Le maréchal réservait aux troupes ottomanes ou anglaises quelques diversions accessoires aux extrémités de l'Empire moscovite : « Il faut, disait-il, insurger la Circassie, couvrir les frontières de la Turquie d'Asie et menacer les possessions russes qui débordent vers la Perse. » Quant à la Crimée, il estimait que toute opération ultérieure serait d'un succès incertain, et que le succès, même assuré, n'ajouterait rien à la gloire acquise. Il condamnait énergiquement toute expédition contre

(1) Rapport du maréchal Pélissier au ministre de la guerre, 19 novembre. M. Camille ROUSSET, *Guerre de Crimée*, t. II, p. 426.)

Kherson ou Nicolaïef : il eût même voulu qu'on évacuât Eupatoria.

Cependant, vers la fin de l'année, le général Bosquet, le général de Martimprey, et plusieurs autres officiers généraux, se trouvaient à Paris. Le duc de Cambridge s'y trouvait aussi. L'idée vint d'un conseil de guerre qui se tiendrait sous la présidence de l'Empereur et fixerait le plan de la campagne future. Pour compléter la réunion, le général de la Marmora fut appelé de Turin, plusieurs des chefs anglais arrivèrent de Londres. Après une première conférence, une commission fut nommée pour étudier les projets divers. Cette commission n'aboutit qu'à un résultat négatif : car toutes les combinaisons lui semblèrent impraticables ou dangereuses. Eupatoria, ville privée d'eau et entourée de steppes, n'offrait pas une bonne base d'opération : investir la Crimée paraissait impossible : s'attaquer à Nicolaïef ou à Kherson, ce serait retomber dans les sièges : porter une armée en Bessarabie serait plus aventureux encore; les Russes battus se retireraient, et jusqu'où les poursuivrait-on (1)? — C'est alors que, dans une conférence ultérieure, l'Empereur exposa ses desseins. Eupatoria, quelles que fussent les objections, serait le lieu de réunion des troupes et le point de départ de la nouvelle campagne. Seulement, pour tromper l'ennemi, une démonstration serait tentée vers Alouschta avec un corps de 16,000 hommes qui pousserait aussi loin que possible ses tirailleurs. Pendant que l'attention de nos adversaires serait attirée vers la région montagneuse de l'Est, le gros de l'armée, concentré à Eupatoria, se dirigerait vers Simféropol, sa droite appuyée au Boulganak, sa gauche s'étendant jusqu'au Salghir. Simféropol conquis et les Russes vaincus, la Crimée pourrait être abandonnée avec honneur.

Ce plan paraît avoir été, sauf quelques retouches, adopté par les Anglais. A quelques jours de là, le ministre de la guerre mandait au maréchal Pélissier : « Envoyez sans délai à Eupa- « toria toutes les troupes qui pourront s'y établir convenable-

(1) *Papiers inédits* de M. le général DE MARTIMPREY.

« ment... si la paix ne se concluait pas, il faudra reprendre les « hostilités avec la plus grande vigueur dès les premiers jours « d'avril (1). »

Si la paix ne se concluait pas, écrivait le maréchal Vaillant... Le lecteur aura remarqué cette réserve. Tandis que les généraux mesuraient leurs forces pour de nouveaux combats, les messagers de conciliation avaient entrepris leur tâche. Déjà l'œuvre de la diplomatie était assez avancée pour rendre vaines, selon toute apparence, les combinaisons *in extremis* de la stratégie.

III

Cette paix, tout le monde en France la souhaitait. Les populations rurales, si dévouées et dociles, s'étonnaient de l'aggravation des charges militaires et, sans murmurer contre des nécessités qu'elles ne jugeaient point, s'attristaient profondément de leurs deuils. Les gens d'affaires, engagés dans de grandes entreprises, calculaient avec dépit quelles fructueuses occasions de gain la guerre leur ravissait, et, comme le goût de la spéculation montait très haut, ils avaient jusqu'aux Tuileries de puissants organes. L'état des finances ne permettait que difficilement de nouveaux sacrifices. Enfin, après tant de glorieux faits d'armes, l'amour-propre le plus exigeant avait lieu d'être satisfait. Ces dispositions conciliantes se reflétaient dans les conversations privées, les articles de journaux, les discours publics. On vantait les avantages d'une politique magnanime; on répudiait toute pensée de mesquins profits; on jugeait la France assez grande pour rendre hommage sans jalousie non seulement à ses alliés, mais aussi par surcroît aux Russes qu'on traitait moins en ennemis qu'en émules. Napoléon III lui-même, malgré les plans stratégiques où il se com-

(1) *Papiers inédits* de M. le général DE MARTIMPREY.

plaisait, était au fond désireux de déposer les armes, et, s'il songeait à une dernière campagne, c'était non par goût de conquête, mais pour compléter son triomphe et le rendre irrésistible. Dès le 15 novembre, la clôture de l'Exposition lui avait fourni une occasion solennelle d'exprimer ses pensées, et, avec un habile mélange de modération et de fierté, il avait formulé « le vœu d'une paix prompte et durable ». Toutefois, en publiant ses intentions conciliantes, l'Empereur paraissait bien décidé à ne pas séparer son sort de celui de son allié britannique : or, cet allié était moins insensible au profit, il avait moins lieu d'être satisfait, et de ce côté pouvait naître quelque obstacle.

Quinze jours avant la prise de Malakof, lord Palmerston écrivait : « La chute de Sébastopol est proche; alors surgira un « danger, danger de la paix, non de la guerre. L'Autriche ten« tera de faire prévaloir une paix insuffisante (1). » Le siège à peine achevé, la presse anglaise, avec une extrême ardeur, s'était mise à prêcher de nouvelles entreprises. « A Cronstadt « maintenant, » s'écriait le *Morning advertiser*. « La prise de « Sébastopol, disait le *Times*, n'est qu'une opération préli« minaire. » Le 9 novembre, au banquet d'installation du lord-maire, Palmerston avait accentué ces dispositions belliqueuses. Certaines correspondances révèlent en quels projets s'égarait alors l'opinion britannique. On songeait à enlever à la Russie la Bessarabie et la Crimée; quelques-uns imaginaient de donner cette dernière province à la Sardaigne, qui la posséderait comme jadis l'avaient possédée les Génois (2). Tandis que les Français mettaient une sorte de coquetterie à rehausser leur valeur par celle de leurs adversaires, nos alliés, moins courtois, énuméraient complaisamment les défaites des Russes. Plusieurs causes entretenaient chez les Anglais cet état d'esprit. Leurs succès étaient moindres que leurs espérances, moindres surtout que leurs ressources. Il leur déplaisait de finir sur un échec.

(1) Lettre de lord Palmerston à son frère, 25 août 1855. (*The life of Palmerston* by Evelyn Ashley, t. II, p. 320.)

(2) Voir lettre de lord Malmesbury à lord Stanley, 21 octobre 1855. (*Memoirs of an ex-minister*, t. II, p. 35.)

Pris au dépourvu quand la guerre avait commencé, ils avaient subi pendant le premier hiver les conséquences de leur organisation défectueuse; mais, comme peut le faire un peuple actif, avisé, riche au point de ne compter avec aucune dépense, ils avaient réparé leur imprévoyance passagère. recruté des hommes et, dans tous les services, assuré l'abondance jusqu'à la profusion. Volontiers ils eussent continué la guerre pour ne point perdre tous ces coûteux préparatifs, et, comme le fardeau de la conscription ne pesait point sur eux, rien ne tempérait leur zèle. La France semblait bien facile à contenter, et on raillait un peu la hâte des gens de Bourse à *bâcler* à tout prix un arrangement. « La passion de la paix, écrivait le prince « Albert, a infesté le marché français (1). » Cependant Napoléon III, dans une correspondance directe avec la reine Victoria, s'efforçait de faire prévaloir à Londres des vues modérées, et, quelles que fussent ses combinaisons stratégiques, conseillait, non de prolonger la lutte, mais de la terminer. Souvent aussi l'Empereur (et ce n'était pas une de ses moindres habiletés) laissait entendre que, si la guerre se prolongeait, il faudrait lui donner un but plus national, et alors, avec le vague qui lui était habituel, il parlait de l'Italie, de la Pologne, des bords du Rhin (2). Par là il refroidissait fort l'ardeur des ministres anglais, visiblement effrayés de telles perspectives. Le gouvernement de la Reine, moins âpre que le public, se gardait bien, d'ailleurs, de repousser d'une façon péremptoire les avis de l'Empereur. Seulement il formulait une double réserve : il demandait que, si des propositions étaient communiquées à la Russie, celle-ci fût tenue d'y répondre par une adhésion pure et simple, et non par des contre-propositions; il demandait, en outre, que rien ne fût décidé en dehors de l'Angleterre, qui serait consultée au même titre que la France (3).

(1) Lettre du prince Albert au baron Stokmar, 19 novembre 1855. (*The life of Prince Consort,* by sir Théodore Martin, t. III, p. 389.)

(2) Lettre du prince Albert au baron Stokmar. — Lettre de l'empereur Napoléon à la reine Victoria, 22 novembre 1855. (*The life of Prince Consort,* t. III, p. 385, 394, 395.)

(3) Lettre de la reine Victoria à l'empereur Napoléon III, 26 novembre 1855. (*The life of Prince Consort,* t. III, p. 397-402.)

Dans ces conjonctures, le dénouement dépendait surtout de la volonté du Czar. A Saint-Pétersbourg, le premier souci du gouvernement russe avait été non de voiler la défaite, mais de la grandir à l'égal d'une victoire. Dans les jours qui suivirent l'évacuation de Sébastopol, les proclamations de l'Empereur et celles du prince Gortchakof avaient toutes porté la même empreinte : c'étaient des remerciements émus aux « soldats de la foi orthodoxe ; » c'était une résignation hautaine, mais tempérée par la joie d'un immense devoir héroïquement accompli ; c'était l'assurance que cette terre de Chersonèse « où Vladimir avait reçu le baptême » ne serait jamais abandonnée. Les débris de Sébastopol fumaient encore quand Alexandre II était arrivé à Nicolaïef ; de là il s'était rendu en Crimée et, du haut du fort du Nord, avait pu contempler les ruines qui échappaient à son empire. Les revues qu'il passa, les acclamations qui l'accueillirent, ses exhortations qui révélaient une confiance encore entière dans ses ressources et dans le secours divin, tout paraissait indiquer plus d'obstination que de découragement. — Telle était la surface. Mais les résolutions étaient moins assurées que ne l'eût fait croire tout cet appareil mystique et guerrier. En réalité, les nouvelles levées étaient trop jeunes, encore inexercées, incapables d'entrer de suite en campagne. Les embarras financiers égalaient les difficultés militaires. En outre, si le vieux parti moscovite inclinait à la résistance, les classes moyennes et éclairées cédaient à d'autres inspirations. Là régnait une réaction très vive contre le système autoritaire si longtemps pratiqué par l'empereur Nicolas. L'insuccès de la guerre avait dissipé bien des illusions, dévoilé bien des abus, ébranlé la confiance dans des institutions acceptées jusque-là sans murmure Dès cette époque, circulaient par copies manuscrites des caricatures, des satires, des pamphlets, qui tous dénonçaient le formalisme bureaucratique de l'ancienne routine militaire, raillaient les excitations du clergé si ardent à prêcher la lutte, vantaient la diffusion de l'instruction et le développement des chemins de fer, ébauchaient en traits indécis encore tout un programme de réformes. Peu à peu un nouvel aliment s'offrait ainsi à la nation lassée de combats Alexandre ignorait

d'autant moins ces tendances qu'elles répondaient à ses propres vœux et que la guerre n'était pour lui qu'une des charges de l'hérédité paternelle. La paix, la Russie ne pouvait ni ne voulait la demander, mais elle prêterait l'oreille à quiconque en suggérerait les termes. Le prince Alexandre Gortchakof, alors ambassadeur de Russie à Vienne, avait traduit dans un langage original cette position de son pays. « Les événements, disait-il, ont condamné la Russie à être muette, non pas à être sourde. » Sourde! il eût fallu qu'elle le fût vraiment pour ne pas entendre le croissant murmure des négociateurs de toute sorte qui, par humanité, intérêt, ou désir d'importance, allaient, venaient, s'agitaient et songeaient à s'interposer entre les parties.

Ce furent d'abord des intermédiaires officieux qui appartenaient à des cours secondaires et s'attachaient à rassembler des impressions sans aucune ambition de formuler un programme définitif. L'Exposition universelle, en attirant à Paris pendant l'automne un grand nombre de visiteurs, avait favorisé ces premiers pourparlers. Chaque étranger illustre ou simplement notable était reçu par l'Empereur et, s'il recueillait quelques confidences, s'empressait de les transmettre à sa cour, au moins à titre d'indice. Vers la fin d'octobre, M. de Pfordten, premier ministre de Bavière, personnage assez remuant et qui aspirait à représenter en Allemagne la politique des États moyens, M. de Pfordten était venu à Paris. Deux fois, il avait vu Napoléon III, et, comme il passait à Francfort en regagnant son pays, il n'avait pas manqué de faire connaître le résultat de ces entretiens. Le langage de l'Empereur, calculé sans doute à dessein, était à la fois modéré pour le présent, inquiétant pour l'avenir. « Je désire la paix, avait-il dit. Si la Russie con- « sent à la neutralisation de la mer Noire, je la ferai malgré les « objections de l'Angleterre. Mais si, au printemps, on n'arrivait « point à s'entendre, je ferais appel aux nationalités, notam- « ment à la nationalité polonaise. La guerre aurait pour base, « non plus le droit européen, mais l'intérêt égoïste des divers « États (1). » — Dans le même temps, M. de Beust avait, lui

(1) Voir *Correspondance* de M. DE BISMARCK, t. II, p. 71.

aussi, visité l'Exposition universelle. Quoiqu'il ne fût alors que le premier ministre de la petite cour de Dresde, il était déjà un personnage très connu, souvent consulté et dont le rôle dépassait les étroites frontières de sa patrie. « Ses circulaires sont « excellentes, disait de lui ironiquement M. de Bismarck; « elles seraient meilleures encore si la Saxe n'était point si « petite (1). » Avant de se rendre à Paris, il avait vu M. de Brunnow, et celui-ci lui avait laissé entendre que la Russie consentirait à traiter si on ne lui demandait ni cession de territoire ni indemnité. M. de Beust ayant soumis ces pensées à la cour des Tuileries, Napoléon III lui avait répliqué, comme à M. de Pfordten, que la neutralisation de la mer Noire était son principal et presque son unique souci. Aussitôt le ministre saxon s'était hâté d'écrire à M. de Nesselrode et. avec une insistance qu'autorisaient des relations personnelles, l'avait exhorté à profiter de ces dispositions bienveillantes. Le sacrifice réclamé serait, disait-il, bien peu de chose, et, en fait, on ne pourrait empêcher bien longtemps une puissance de 80 millions d'âmes d'entretenir une escadre sur les mers qu'elle domine. « Je suis « certain, ajoutait M. de Beust avec son ordinaire finesse, que « dans dix ou douze ans, un diplomate se trouvera pour pro- « poser de revenir au *statu quo ante bellum* (2). » — Bientôt les pourparlers, sans se formuler encore en propositions précises, prirent plus de consistance, et, au mois de décembre, un négociateur officieux partit de France pour Saint-Pétersbourg. C'était M. de Seebach, ministre de Saxe à Paris. M. de Seebach était chargé depuis la guerre des intérêts des sujets russes, et ce rôle le mêlait souvent aux affaires des belligérants : il était le gendre de M. de Nesselrode : en outre, il jouissait d'un crédit particulier auprès d'Alexandre II, qui depuis longtemps le connaissait et l'appréciait. M. de Seebach trouva le Czar fatigué de la guerre, attristé des charges de son peuple, visiblement désireux de rompre avec la politique exclusive de son prédécesseur et de tourner vers les réformes intérieures l'acti-

(1) Lettre de M. de Bismarck à M. de Manteuffel. (M. DE BEUST, *Mémoires*, t. Ier, p. 155.)
(2) M. DE BEUST, *Mémoires*, t. Ier, p. 161.

vité de son règne. Toutefois il se montrait très susceptible à l'endroit des concessions, et estimait que l'honneur d'une défense comme celle de Sébastopol ne permettait pas de le traiter en vaincu. Alexandre II se jugeait d'autant plus fondé à parler de la sorte qu'un avantage important venait de couronner ses armes. En Asie, la forteresse turque de Kars, défendue par le général anglais Williams, avait été, le 27 novembre, réduite à capituler; et cet événement, qui devait bientôt favoriser l'œuvre de pacification en permettant à l'amour-propre du Czar de traiter après un succès, semblait à la première heure une sorte de revanche de Sébastopol perdue.

Sur ces entrefaites, ces discrets pourparlers se perdirent dans une négociation officielle, négociation, à certains égards, peu adroite, et qui compromit fort la paix du monde avant de la rétablir tout à fait.

L'échec des conférences de Vienne avait ravi à l'Autriche son rôle de médiatrice. La prise de Sébastopol lui avait rendu l'espoir non seulement de retrouver son crédit diminué, mais de bénéficier de la paix comme si elle eût pris part à la guerre. Le 10 septembre, M. de Buol, comme il descendait de Gastein et arrivait au bourg de Gölling, avait appris la grande nouvelle : aussitôt, son confiant optimisme avait éclaté. « Nous avons, « s'était-il écrié en s'adressant à M. de Beust, les Principautés « danubiennes dans notre poche (1). » L'événement n'avait pas tout à fait justifié cette présomption, et bien des jours s'étaient écoulés avant que l'Autriche pût exercer sa vocation d'arbitre. Se décidant à offrir ce qu'on ne lui demandait qu'à demi, elle avait enfin formulé et transmis à Paris un projet de conditions. L'Angleterre, non consultée, s'était répandue en plaintes : lord Palmerston avait même laissé entendre qu'il continuerait, s'il le fallait, la lutte avec le seul secours de la Turquie (2). Ce grand courroux une fois calmé, il avait été convenu, d'un commun accord, qu'on reprendrait comme base les *quatre points* avec leur rédaction primitive, c'est-à-dire avec

(1) M. de Beust, *Mémoires*, t. Ier, p. 159.

(2) Lettre de lord Palmerston à M. de Persigny. (*The life of Palmerston*, by Evelyn Ashley, t. II, p. 322.)

la clause de la *neutralisation de la mer Noire*. Deux articles furent ajoutés, l'un qui stipulait une légère rectification de frontière au profit de la Moldavie, l'autre qui autorisait les puissances alliées à formuler, si elles le jugeaient bon, quelques conditions supplémentaires dans l'intérêt européen. En cas de refus, l'Autriche s'engageait non encore à une coopération armée, mais à rompre toute relation diplomatique avec la Russie. M. Valentin Esterhazy, ambassadeur d'Autriche auprès du Czar, partit chargé du message. Il arriva vers la fin de décembre à Saint-Pétersbourg, où il se trouva en même temps que M. de Seebach.

A ne prendre que leur texte même, ces conditions étaient bien débonnaires, et, à moins d'un désintéressement tout à fait inouï dans les fastes de la politique, les alliés ne pouvaient recueillir un plus modeste fruit de leur victoire. Mais tout ce qui venait de Vienne avait alors le don d'irriter à Saint-Pétersbourg. La perspective d'une rectification de frontière, si insignifiante qu'elle fût, déplut fort. En outre, le droit de faire rentrer dans le programme des objets étrangers aux quatre points ne laissait pas de causer quelque inquiétude. Autant M. de Seebach avait trouvé un accueil empressé, autant M. Valentin Esterhazy rencontra de froideur. Au commencement de janvier, le cabinet russe répondit par des contre-propositions. Il agréait les quatre points, mais n'admettait rien au delà. Assurément les divergences n'étaient pas grandes, mais ce n'était point l'acceptation pure et simple voulue par les puissances occidentales. Entre adversaires, très chatouilleux sur leur honneur et très obstinés à se maintenir chacun sur son terrain, on put croire que la guerre allait se rallumer. A Paris, l'émotion fut extrême. Le 11 et le 12 janvier, une forte baisse de bourse témoigna des anxiétés publiques. C'est vers ce temps-là que se rassemblaient, aux Tuileries, les grands conseils militaires dont nous avons parlé. Le public n'ignorait pas ces conciliabules et en concluait, avec un découragement profond, que la paix, naguère probable, se trouvait plus éloignée que jamais.

L'accord se fit cependant, et à l'heure où on ne l'espérait presque plus. La Prusse, immobile depuis une année,

jugea que son intérêt personnel, le seul qu'elle écoutât, exigeait son intervention immédiate. Dans l'éventualité d'une coalition contre la Russie, il était difficile qu'elle demeurât neutre, non moins difficile qu'elle prît les armes pour l'un ou l'autre parti. Une lettre de Frédéric-Guillaume, lettre, dit-on, très instante, arriva à Saint-Pétersbourg et conjura le Czar de céder. Alexandre II n'avait point l'humeur inflexible de son père. Ce qui était en jeu, ce n'était point son honneur depuis longtemps sauvegardé, mais tout au plus son amour-propre. Devant cette réprobation unanime de l'Europe, devant les remontrances de la Prusse elle-même, jusque-là si complaisante, le jeune empereur se troubla. Toutes les nouvelles qu'il recevait de l'intérieur de son empire lui démontraient, d'ailleurs, l'opportunité de traiter. Les instructions du comte Esterhazy lui prescrivaient d'attendre, jusqu'au 18 janvier, la réponse à ses propositions Le 16, des dépêches transmises de Saint-Pétersbourg à Vienne et aussitôt communiquées dans toutes les capitales, annoncèrent que la Russie acceptait le projet autrichien et l'acceptait sans réserve.

En France, les inquiétudes des derniers jours rendirent plus vive encore la joie publique. Seul, parmi tous les organes de la presse, le *Siècle* fit entendre une voie discordante, se plaignit qu'on n'eût stipulé ni pour la Pologne, ni pour l'Italie, et formula l'espoir que ces questions, négligées dans les préliminaires, seraient débattues dans le traité général (1). En Angleterre même, la satisfaction l'emporta sur l'esprit de dénigrement. A la vérité, le *Times* engagea ses compatriotes à se méfier des artifices de la Russie qui, sans doute, reprendrait en détail ce qu'elle concédait en bloc. « Nous pouvons payer et nous pou« vons combattre », ajoutait-il à quelques jours de là avec un redoublement d'acrimonie. Mais cette malveillance soupçonneuse trouvait de moins en moins d'écho. Le gouvernement russe, quoi qu'on pût craindre de lui, ne retira aucune de ses concessions. Bien au contraire, il se plut à dissiper toute équivoque, et, dans un article du *Journal de Saint-*

(1) Voir le *Siècle*, 21 janvier 1856.

Pétersbourg, précisa de nouveau avec la plus loyale netteté l'étendue de ses sacrifices. Le 1er février, un protocole signé à Vienne constata l'accord de toutes les parties. C'étaient, à proprement parler, les préliminaires de la paix.

IV

Paris avait été désigné pour le siège du Congrès qui discuterait le traité définitif. Dès le milieu de février, les plénipotentiaires commencèrent à arriver. Ce fut d'abord M. de Brunnow, l'un des plus fins parmi les Moscovites, l'un de ceux qui connaissaient le mieux toutes les subtilités de la langue diplomatique. Puis ce fut le comte Orlof, premier plénipotentiaire russe, nom illustre entre tous dans son pays, chargé de dignités autant que d'années. Les Parisiens se montraient volontiers ce vieillard de haute taille et de grande mine, et se le montraient avec une curiosité sympathique : car à nos alliés nous préférions déjà nos ennemis, et ceux-ci, avec l'insinuante souplesse familière à leur race, ne négligeaient rien pour accentuer cette impression. Bientôt survint le chef du *Foreign Office*, lord Clarendon, justement soucieux de prévenir une union trop intime entre Français et Russes, et de ne pas laisser réduire à néant les fruits déjà si minces de la victoire. Sur ces entrefaites, les journaux annoncèrent l'arrivée de M. de Buol, fastueux comme toujours. Chemin faisant, il s'était arrêté à Francfort, sans doute pour laisser à M. de Bismarck, ministre prussien près la Confédération, le temps de le crayonner. « M. de Buol est ici, écri« vait-il le 14 février; tout le troupeau de la Diète va lui rendre « ses hommages; je ne me suis pas mêlé aux *Dii minorum* « *gentium.* » Il le vit pourtant le lendemain, le trouva « d'une « amabilité extraordinaire ». Le chef du cabinet autrichien lui exprima « l'ardent désir » que la Prusse fût admise au Congrès : si, malgré tous ses efforts, elle ne devait pas y figurer, on pouvait être certain que lui Buol défendrait les intérêts prussiens

avec autant de chaleur que ceux de l'Autriche elle-même. M. de Bismarck ne manqua pas de rendre compte de l'entrevue. « Je voudrais, ajouta-t-il, être une heure seulement « dans ma vie le grand homme que Buol croit être tous les « jours, et ma gloire serait établie à jamais devant Dieu et « devant les hommes (1). » Peut-être le portrait ne doit-il être accepté qu'à correction. En tout cas, une si tranquille satisfaction eût montré, dans le chef du cabinet de Vienne, plus d'optimisme que de clairvoyance : car le sort allait le mettre en présence de la Russie irritée, de l'Angleterre à demi satisfaite, de la France courtoise plutôt que sympathique. Pour comble de déplaisir, il verrait s'asseoir, non loin de lui, à la table du congrès, le représentant de la Sardaigne. M. de Cavour, en effet, s'acheminait vers Paris, modeste comme il convenait à une fortune naissante, silencieux, mais attentif aux occasions, aussi ardent à réclamer son salaire que la France était prompte à tout abandonner, plein de projets gradués qu'il évoquerait tour à tour ou laisserait dans l'ombre suivant la bienveillance ou la froideur de l'Europe. De tous ces diplomates, le moins en vue était, à coup sûr, le ministre de la Porte, Ali-Pacha. Si nous en croyons un observateur perspicace de ce temps-là, c'était cependant « un Turc comme il y « en a peu, petit, maigre, avec un doux regard, parlant par« faitement le français, habile, bien informé, éclairé, hono« rable (2) ». L'esquisse eût-elle été fidèle, ces dons ne pouvaient être que stériles. L'empire ottoman, cause première de la guerre, était oublié, et les lauriers de Silistrie s'étaient fanés au point de ne plus refleurir. A l'inverse du Piémont, la Turquie luttait, non pour gagner, mais pour ne pas perdre, et encore était-il certain que ce qu'elle conserverait aujourd'hui lui serait, dans l'avenir, arraché par lambeaux. A chacun des plénipotentiaires était adjoint l'ambassadeur ordinaire accrédité à Paris; c'était pour l'Angleterre lord Cowley, pour l'Autriche M. de Hubner, pour la Sardaigne M. de Villamarina, pour la

(1) *Correspondance* de M. DE BISMARCK, t. II, p. 128-136.
(2) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 23.

Turquie Méhemmed-Djémil-bey. M. Walewski, ministre des affaires étrangères, et, au-dessous de lui, M. de Bourqueney, représentaient la France. Tel était le personnel du congrès.

La première séance eut lieu le 25 février au ministère des affaires étrangères. La présidence fut déférée d'un accord unanime à M. Walewski. M. Benedetti, directeur des affaires politiques, fut commis à la rédaction des procès-verbaux. Un armistice fut aussitôt conclu jusqu'au 31 mars, et la nouvelle en fut, sur l'heure, communiquée aux quartiers généraux. Après ces préliminaires, la discussion commença.

C'est à propos du régime de l'Euxin que les conférences de Vienne avaient échoué. Depuis ce temps, la prise de Sébastopol avait anéanti sur ces rivages la puissance navale de la Russie, et nos ennemis avaient eux-mêmes détruit ce qui restait de leur flotte. Exclure de ces eaux intérieures tous les navires de guerre, sauf les bâtiments légers destinés à la protection du commerce, proscrire le rétablissement de tout arsenal maritime, c'était reconnaître en principe un état de choses déjà existant en fait. La *neutralisation de la mer Noire* fut donc proclamée sans aucune objection de la part de nos adversaires. Ils se contentèrent de revendiquer au profit du port de Nicolaïef, creusé au confluent du Boug et de l'Ingoul, le droit de construire les bâtiments de petite dimension destinés à la police des côtes, et cette prétention parut si légitime que les Anglais eux-mêmes n'hésitèrent pas à l'accueillir. — Ce premier succès faisait bien augurer du reste. La *condition des chrétiens dans l'Empire ottoman* avait été la première cause de la guerre et devait naturellement fixer dès le début l'attention du Congrès. Déjà un décret du Sultan, devançant l'œuvre des conférences, avait accordé à chaque communion le libre exercice de son culte. Les plénipotentiaires abordèrent cette question dès le 28 février, mais l'abandonnèrent ensuite et n'y revinrent que dans la séance du 25 mars. Ils adoptèrent alors la rédaction suivante qui devint l'article 9 du traité : « Sa « Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude « pour le bien-être de ses sujets sans distinction de religion ni « de race, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort,

« consacre également ses généreuses intentions envers les « populations chrétiennes de son Empire, et voulant donner un « nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu « de communiquer aux puissances contractantes ledit firman, « spontanément émané de sa volonté souveraine. Les puis- « sances contractantes constatent la haute valeur de cette com- « munication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun « cas, donner le droit auxdites puissances de *s'immiscer soit « collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté « le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de « son empire.* » — La *question de la navigation du Danube* fut également résolue sans débat irritant. Il fut convenu qu'à part les règlements de police et de quarantaine, aucun obstacle ne serait apporté au libre transit par la voie du fleuve. Une commission fut instituée pour régler les détails qui échappaient à l'œuvre nécessairement générale du congrès. — Quant aux *Principautés danubiennes*, l'ancien protectorat russe fut aboli, et on convint que ces provinces jouiraient d'une entière indépendance, sous la suzeraineté de la Porte. La Moldavie et la Valachie seraient-elles réunies? Cette question, tant agitée depuis, fut soulevée, non tranchée : on se contenta de décider qu'une commission se rendrait sur les lieux et proposerait les bases de l'organisation future. — Sur un seul point, la discussion s'anima, ce fut à propos de la *rectification de frontière* réclamée en Bessarabie. La cession de territoire était insignifiante, mais blessait au vif l'amour-propre moscovite. Il en coûtait à la Russie de ne plus toucher au Danube sur aucune partie de ses limites. Le 8 mars, le baron Brunnow offrit de renoncer aux îles du Delta et de raser les forts d'Ismaïl et de Kilia-Nova. Cette proposition ne fut pas accueillie. Le tracé adopté partait de la mer Noire à l'est du lac de Bourna-Sola, rejoignait la route d'Akerman, la suivait jusqu'au val de Trajan, passait au sud de Bolgrad, remontait le long de la rivière de Yalpuk et rejoignait le Pruth. Dans la pensée des alliés, cette revision de limite n'était qu'une compensation équitable : toutes les conquêtes de la Crimée étant rendues, il était juste que la Russie consentît ailleurs à quelques sacri-

fices. Mais à Saint-Pétersbourg on s'était un instant flatté que la restitution de Kars, récemment conquise, dispenserait de tout autre abandon territorial : de là un assez vif dépit, vif surtout contre l'Autriche qui parlait plus impérieusement que si elle eût été victorieuse : « Il ne sait pas, M. le plénipoten- « tiaire d'Autriche, disait un jour le comte Orlof à Cavour « avec un sentiment de haineuse rancune, il ne sait pas com- « bien cette rectification de frontière coûtera à son pays de « sang et de larmes. »

Ainsi s'écoulaient les séances du congrès. Les conférences étaient rarement longues, ne se tenaient que tous les deux jours, étaient coupées par de longs entretiens et surtout par beaucoup de fêtes. Dans les conversations privées se découvraient les véritables dispositions. De la part de tous les diplomates, c'était une véritable gageure à qui conquerrait les suffrages de Napoléon III. Gracieux et hospitalier envers tous, le souverain inclinait visiblement vers la Russie. Certains mots circulaient où se peignaient des avances poussées jusqu'à la coquetterie. « Eh bien, nous accorderez-vous la paix? » aurait dit l'Empereur au comte Orlof. — « Sire, je viens vous la « demander », aurait répliqué le Russe avec une humilité qui ne lui coûtait guère. Cette intimité si brusque déconcertait fort les Anglais, et leur raideur un peu rogue témoignait leur dépit. Ce n'était pas que lord Clarendon eût à se plaindre de Napoléon III; bien au contraire, la courtoise aménité du prince le charmait. « Je le trouve, disait-il, de meilleur en meilleur, « à mesure que je le connais davantage (1). » En revanche, la mauvaise humeur du ministre britannique se donnait libre carrière vis-à-vis des plénipotentiaires russes, à qui il reprochait leurs subtilités procédurières. « Vous avez vécu assez longtemps « dans notre pays, disait-il un jour à M. de Brunnow, pour « savoir ce qu'est un *special pleader;* eh bien, si toutes les « professions vous manquent, prenez celle-là (2). » M. de Brunnow n'était point en reste de plainte et ne jugeait pas

(1) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 24.
(2) *Ibid.*

moins sévèrement les prétentions anglaises. « Ils n'avancent « d'un pas, répétait-il, que pour reculer de deux (1). » Quant aux plénipotentiaires d'Autriche, leur hauteur avantageuse provoquait parfois des commentaires désobligeants. « Ils par- « lent comme s'ils avaient conquis Sébastopol », remarquait dédaigneusement le comte Orlof. Tels étaient les propos qui s'échangeaient, le soir, dans les embrasures des fenêtres ou sous le feu des lustres. Pendant ce temps, Cavour allait et venait, parlait peu, observait tout, profitait de tout, cherchait partout des amis pour son pays. — Souvent aussi les diplomates oubliaient de médire les uns des autres ; ils s'entretenaient alors avec abandon des événements de la dernière campagne. C'était l'heure des confidences, des regrets, des retours rétrospectifs. M. de Brunnow revenait sur les fameuses ouvertures de Nicolas à sir Hamilton Seymour, et déplorait que les rapports peu mesurés de cet agent eussent envenimé les choses. Surtout on écoutait avec intérêt le comte Orlof, qui racontait tous les détails de la mission Menschikof : il n'hésitait pas à la qualifier d'insensée et ne manquait pas d'ajouter que la guerre aurait été évitée si le Czar eût choisi quelque autre messager de ses ordres, et particulièrement lui-même.

Du 14 au 18 mars, les conférences chômèrent. Un grand événement portait ailleurs toutes les pensées. Marié depuis trois ans, l'Empereur n'avait pas d'héritier. Déjà l'attente publique mise en éveil avait été déçue. Enfin, au mois d'octobre 1855, le *Moniteur* avait annoncé la grossesse de l'Impératrice. Dans la nuit du 14 au 15 mars, les douleurs de l'enfantement commencèrent et se prolongèrent assez pour inspirer quelque souci. Le 16 mars, le canon des Invalides retentit. La population parisienne compta anxieusement les détonations : vingt et un coups pour une fille, cent un pour un fils. Les détonations continuant, l'allégresse éclata, grande, spontanée, non seulement chez les bonapartistes de sentiment et d'intérêt, mais chez tous les amis du repos public. Un prince impérial, c'était la perpétuité de l'Empire assurée; c'était aussi le prince Napoléon

(1) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 27.

écarté, et, aux yeux d'un grand nombre, ce second avantage égalait au moins le premier. La Providence comblait Napoléon III de toutes les faveurs à la fois. Il avait la victoire, la paix, un fils, et, à cette heure, hélas! passagère, était digne de ces bienfaits par sa modération et surtout sa bonté. Arrivé à ce point culminant de sa fortune, il semble que l'ancien exilé d'Arenenberg, l'ancien prisonnier de Ham ait eu comme une courte vision des destins de sa race. Alors que les acclamations du pays saluaient l'enfant que, par un touchant ressouvenir de l'ancien régime, on appelait l'*enfant de France,* voici par quelles modestes et mélancoliques paroles l'Empereur répondait aux félicitations du Corps législatif : « Les acclamations unanimes « qui entourent le berceau de mon fils ne m'empêchent pas de « réfléchir sur la destinée de ceux qui sont nés et dans le « même lieu, et dans des circonstances analogues. Si j'es« père que son sort sera plus heureux, c'est que, d'abord, « confiant dans la Providence, je ne puis douter de sa protec« tion en la voyant relever, par un concours de circonstances « extraordinaires, tout ce qu'il lui avait plu d'abattre, il y a « quarante ans. Ensuite l'histoire a des enseignements que je « n'oublierai pas. Elle me dit, d'une part, qu'il ne faut jamais « abuser des faveurs de la fortune ; de l'autre, qu'une dynastie « n'a de chances de stabilité que si elle reste fidèle à son ori« gine, en s'occupant uniquement des intérêts populaires pour « lesquels elle a été créée. »

Lorsque, le 18 mars, le congrès reprit ses séances interrompues, il comptait deux membres de plus. La Prusse n'ayant pas participé à la guerre et n'ayant pas même, comme l'Autriche, accédé au traité du 2 décembre, il avait d'abord paru impossible de l'admettre aux stipulations de la paix. L'Angleterre, très froissée de sa défection, avait surtout contribué à la faire écarter. « Les grandes puissances, écrivait le prince Albert au « roi Léopold, ne peuvent prendre part au grand jeu de la « politique, que si elles ont mis leur enjeu sur le tapis. » La Russie elle-même, malgré ses protestations apparentes, n'était point fâchée que Frédéric-Guillaume, dépourvu de toute autre alliance, demeurât comme emprisonné sous la protection et

dans la clientèle du Czar. Dans son universelle générosité, Napoléon s'était ingénié à épargner au monarque prussien cette humiliation. La Prusse avait concouru, en 1841, à la convention relative à la clôture des Dardanelles; comme l'examen de cette convention rentrait dans le programme des conférences, M. Walewski, le 28 février, avait proposé à ses collègues qu'une invitation fût adressée à Berlin en vue de cet objet spécial. L'invitation, partie le 10 mars, fut acceptée aussitôt. Le 16 mars, M. de Manteuffel, premier ministre du roi Frédéric-Guillaume, arriva à Paris, et, accompagné de M. de Hatzfeld, s'assit, deux jours plus tard, à la table du congrès. Reçu un peu froidement par ses collègues, M. de Manteuffel fut amplement dédommagé par l'hospitalité courtoise de l'Empereur. Rien ne fut négligé pour effacer toute trace de l'exclusion qui l'avait d'abord frappé. Tous les protocoles lui furent communiqués. Il participa à toutes les réunions jusqu'à la fin du congrès. Non seulement il figura dans l'acte qui confirmait la convention des détroits, mais encore il signa le traité général de paix.

Le 30 mars, après une séance d'apparat consacrée aux signatures, les plénipotentiaires se rendirent aux Tuileries pour offrir à Napoléon III leurs hommages et lui annoncer l'heureux couronnement de leur œuvre. Hasard ou calcul, ce jour se trouvait être celui où, quarante-deux ans auparavant, les armées alliées avaient paru sur les hauteurs de Montmartre. L'Empereur triompha modestement, remercia les plénipotentiaires, formula l'espoir d'un accord durable. Surtout il se félicita de ce que la paix n'emportait pour la Russie aucune humiliation. Ne point humilier la Russie, telle était, en effet, à cette heure, la pensée fixe de Napoléon III. Soit fatigue de la lutte, soit magnanimité naturelle, soit désir d'une alliance intime, il poussait le désir de ménager son adversaire au point d'effacer lui-même toutes les traces trop visibles de ses succès. A quelque temps de là, l'un des plénipotentiaires du congrès, M. de Bourqueney, disait à M. de Beust : « Quand on lit le traité du 30 mars, aucun signe apparent ne révèle qui est le vainqueur, qui est le vaincu (1). »

(1) M. de Beust, *Mémoires*, t. Ier, p. 162.

L'usage est, pour les diplomates, une religion, et une religion qui souvent leur tient lieu de toutes les autres. De tous les usages consacrés par la tradition, un des plus vénérables consiste à ne se hâter jamais et à entremêler le travail de beaucoup de diversions. C'est avec lenteur que les plénipotentiaires du congrès s'étaient réunis : lentement ils poursuivirent leur œuvre; lentement ils relurent les articles du traité, les collationnèrent, pesèrent les mots et la ponctuation même. Peut-être se fussent-ils départis de ce solennel formalisme s'ils avaient pu voir quels deuils chaque jour de retard entraînait.

Avec les combats n'avaient point fini les épreuves de l'armée de Crimée. Après un automne remarquablement beau, la température s'était tout à coup abaissée. Le froid était bientôt devenu si intense que le thermomètre, en quelques endroits, avait baissé jusqu'à 24 degrés centigrades. Les tentes ne fournissaient que des abris insuffisants. Les vieux soldats étaient usés par les fatigues, les jeunes mal aguerris contre les nouveautés d'une existence si rude. Pendant l'année précédente, les péripéties de la lutte avaient entretenu une excitation salutaire. Avec la chute de Sébastopol, cette fièvre était tombée, et presque tous languissaient d'un désir unique, celui de retrouver leur foyer. Logés dans des baraques bien closes, surabondamment munis de vivres, scrupuleusement astreints à toutes les prescriptions de l'hygiène, les Anglais supportèrent sans perte notable les extrêmes rigueurs de la saison, et ce second hiver fut pour eux la revanche du premier. Bien différent fut le sort des nôtres. Dès le mois de décembre, le scorbut, la dysenterie, les affections de poitrine amenèrent dans les ambulances un nombre inaccoutumé de malades. Mais ces maux s'effacèrent devant un autre plus terrible, le typhus. Aux premiers symptômes, on voulut douter : bientôt l'hésitation ne fut plus

possible. C'était bien ce même *typhus des armées* qui, en 1813, après la défaite de Leipzig, s'était montré dans les hopitaux des bords du Rhin et avait abattu tant de victimes. L'épidémie détermina en décembre 323 décès, en janvier 464, en février 1,435, en mars 1,830; puis elle diminua rapidement. Le nombre des typhiques qui succombèrent fut, en Crimée, de 4,052 et s'élève au chiffre total de 5,689 si l'on tient compte des évacués qui expirèrent à Constantinople (1). La statistique est plus navrante encore si l'on ajoute aux ravages du typhus ceux des autres maladies. Durant cet hiver funeste, plus de 47,000 hommes entrèrent aux hôpitaux de Crimée, près de 9,000 y moururent (2).

Le fléau commençait à décroître, et les premières verdures du printemps ranimaient un peu les bivouacs attristés, lorsque, le 1er avril, parvint dans les camps la nouvelle du traité définitif. Les jours qui suivirent furent consacrés aux fêtes, aux revues, aux récompenses. Anglais et Français échangèrent des décorations et des médailles. Tandis qu'à Paris l'Empereur élevait à la dignité de maréchal les généraux Canrobert et Bosquet depuis longtemps revenus en France, le commandant en chef distribuait des croix et décernait des grades qui jamais ne furent mieux gagnés. Rien ne s'opposait plus à ce que Russes et Français fissent succéder aux rigueurs de la guerre les témoignages de leur mutuelle courtoisie. Sur les hauteurs de Mackenzie, le général Luders, qui avait succédé au prince Gortchakof, donna à ses ennemis d'hier le spectacle d'une revue. A ces prévenances, les alliés répondirent d'abord par un brillant carrousel; puis, dans une fête militaire grandiose, ils déployèrent, aux yeux du général en chef russe, les plus beaux bataillons de leur armée. Chacun s'empressait à parcourir une dernière fois les lointains rivages que, sans doute, on ne reverrait plus. Les uns s'engageaient à travers les ruines de Sébastopol, gigantesque amas de décombres où rien ne subsistait; car les alliés, peu de jours avant l'armistice,

(1) Tableaux de M. le Dr Scrive, médecin-inspecteur du service de santé des armées. (*Statistique médico-chirurgicale de l'armée de Crimée,* p. 278 et 346.)
(2) Scrive, p. 280.

avaient fait sauter les docks, le fort Nicolas, le fort Alexandre, et consommé par là les destructions. Les autres s'acheminaient vers Kamiesch, ville étrange née de la guerre et destinée à disparaître avec elle : là s'agitaient les marchands de toute origine, Juifs, Grecs, Levantins; c'étaient les seuls que la paix déconcertât, car ils avaient fait de grands approvisionnements et ne se consolaient pas que la source de leurs bénéfices fût tarie. D'autres, avant de partir, essayaient de fixer par le crayon les lieux où ils avaient vécu, combattu, souffert. Beaucoup s'occupaient à rassembler des armes, des débris de projectiles, des souvenirs de toute sorte, modestes trophées qui orneraient leur demeure et seraient comme les témoignages de leur vie guerrière. Surtout un pieux empressement conduisait vers les cimetières : nul ne contemplait sans émotion leur enceinte agrandie, et la joie du retour s'assombrissait par la pensée de ceux que la terre de Chersonèse garderait pour jamais.

Cependant la marine déployait toutes ses ressources pour embarquer les hommes, les chevaux, le matériel. La tâche était pénible et difficile autant qu'ingrate. On dut même renoncer à emmener les chevaux, et la plupart furent vendus en Turquie. L'évacuation commença en avril, se poursuivit en mai, et, vers la fin de juin, était presque achevée. Tandis que l'administration de la guerre jugeait l'opération bien longue, les amiraux se plaignaient, au contraire, que les navires fussent trop chargés (1). Pélissier avait songé d'abord à devancer le retour de ses troupes : sur l'avis du maréchal Vaillant, il se décida à ne partir qu'après tous les autres. Le 4 juillet, Kamiesch et la Chersonèse furent remises aux autorités russes. Le lendemain, le commandant en chef prit passage à bord du *Roland*. Quelques heures plus tard, Sébastopol avait disparu aux regards de nos derniers soldats.

(1) Voir *Rapport du ministre de la guerre*. (*Moniteur*, 25 octobre 1856)

VI

Ainsi finit la guerre de Crimée, expédition modeste à l'origine, qui dériva par degrés en une immense entreprise. Rarement les hommes mesurent par avance toute la portée de leurs desseins. Quand l'empereur Nicolas hasardait ses fameuses confidences à sir Seymour, quand le prince Menschikof étalait à Constantinople l'insolent appareil de son pouvoir dominateur, quand la France et l'Angleterre poussaient leurs flottes jusqu'au Bosphore et débarquaient à Gallipoli leurs premiers régiments, nul, à Saint-Pétersbourg, à Paris, à Londres, nul n'eût osé prévoir, pressentir, imaginer la grandeur des sacrifices futurs. L'ambition du Czar était d'ajouter une nouvelle hardiesse à toutes celles que l'Europe avait tolérées, et de franchir, sans éveiller trop de colères, une étape de plus dans la voie qui consacrerait le vasselage de la Turquie La France et l'Angleterre, après une campagne diplomatique irréprochable (irréprochable surtout pour nous), se flattaient qu'une démonstration militaire limitée suffirait à couronner les efforts de leurs négociateurs. Cependant entre Russes et Ottomans, la lutte avait éclaté. D'abord les alliés cherchèrent leurs ennemis aux rives du Danube. Puis, un peu par hasard, ne sachant où aller, ils s'embarquèrent pour la Crimée, sans cavalerie, sans matériel de siège, plus en chercheurs d'aventures qu'en soldats des grandes guerres. Les meilleures témérités sont celles qui se poursuivent jusqu'au bout. A l'audace du débarquement, au bonheur d'une victoire ne se joignit pas la témérité suprême qui peut-être eût conquis Sébastopol. On vit alors une chose étrange, inouïe, une ville qui se fortifiait en face même de l'ennemi. De part et d'autre on s'obstina. De 40,000 hommes, les forces françaises furent portées à 60, 80, 100, 140,000 hommes. Anglais et Russes accrurent leurs effectifs dans la même proportion. Seuls, les Turcs, pour qui on combattait, demeu-

rèrent immobiles, faisant les corvées, comptant les coups, mourant en grand nombre, mais sans gloire, et s'en remettant de tout au Prophète. Mais était-ce bien pour eux qu'on bataillait ? Des Lieux saints, du protectorat des églises chrétiennes, de toutes ces causes primitives du conflit, nul ne se souciait. Quand les enfants se battent pour un jouet, ils commencent par briser le jouet sous leurs pieds; puis ils continuent à se battre. Les peuples ne sont guère plus sages. On se battait sans trop savoir pourquoi : on ne s'en battait d'ailleurs que mieux. Avec ses à-coups, ses incohérences, ses révolutions dans le commandement, l'entreprise conserva jusqu'au bout son caractère d'aventure, mais d'aventure devenue gigantesque et transfigurée par d'héroïques épisodes. Tout cela dura onze mois, tant qu'enfin les Russes épuisés nous abandonnèrent, non Sébastopol, mais un amas de ruines, et de ruines dont le canon de l'ennemi troublait parfois la possession paisible.

La paix conclue, on put à loisir supputer le prix de la lutte. Les pertes des Français s'élevaient à 95,000 hommes, 20,000 tués par le feu, 75,000 terrassés par la maladie (1). 20,000 Anglais avaient succombé, dont 4,000 seulement dans les combats ou les assauts (2). Les Sardes n'avaient perdu que 28 hommes tués à la bataille de Traktir; mais à ce chiffre insignifiant il faut ajouter plus de 2,000 décès enregistrés dans les hôpitaux, la plupart à la suite du choléra (3). Les pertes des Turcs, faute de données précises, n'ont pu être évaluées, mais on ne les estime pas à moins de 30,000 hommes,

(1) Docteur Chenu, *Rapport au conseil de santé sur le service médico-chirurgical à l'armée d'Orient*, p. 579. Le rapport du ministre de la guerre à l'Empereur (*Moniteur*, 25 octobre 1856) n'évalue les pertes qu'à 69,220 hommes. Cette différence paraît tenir en grande partie à ce que M. le docteur Chenu comprend dans son rapport plus de 15,000 hommes morts de leurs blessures ou de maladies à la suite de leur rapatriement.

(2) Déclarations de lord Panmure, secrétaire d'État à la guerre, Chambre des lords, 8 mai 1856. (*Parliamentary debates, Third series*, t. CXLII, p. 187.)

(3) Voir déclarations du général La Marmora à la Chambre des députés sarde, 16 mars 1857. (*Atti del parlamento subalpino*, p. 1009.) Voir aussi *Etat du docteur Chenu*, d'après les documents fournis par le docteur Antonio Comisetti, président du conseil de santé de l'armée italienne. (Chenu, *Rapport au conseil de santé*, p. 614.)

presque tous tombés dans les combats du Danube ou frappés par les épidémies dans les bivouacs de Crimée. Quant aux Russes, les écarts des divers rapports ne permettent guère de préciser l'étendue de leurs sacrifices. Les calculs qui paraissent les plus dignes de foi fixent à 110,000 leurs tués ou leurs morts (1) : évaluation fort incomplète elle-même, car elle ne comprend pas les victimes du typhus pendant le second hiver, elle ne comprend pas davantage le nombre certainement immense de ceux qui succombèrent sur les longues routes de la Russie avant d'atteindre la Crimée. En résumé, si on rassemble tous les éléments que la statistique nous fournit, on peut, sans crainte aucune d'exagération, fixer au chiffre minimum de 300,000 hommes le tribut funèbre que la guerre d'Orient préleva sur les armées belligérantes.

Une sorte de destin tragique sembla peser sur les acteurs de ce grand drame. Presque aucun de ceux qui touchèrent aux débuts de l'entreprise n'en vit le dénouement. L'empereur Nicolas, auteur originaire de la catastrophe, disparut bien avant les luttes finales. Saint-Arnaud, le premier chef de l'armée française, ne débarqua en Crimée que pour y vaincre et y mourir; puis, à huit mois de distance, la même épidémie qui l'avait emporté coucha lord Raglan dans le cercueil. Le général Bizot, qui, le premier, ouvrit la tranchée devant Sébastopol, tomba sous les coups ennemis sans que l'œuvre fût achevée. Du côté des Russes, Khornilof, Istomine, Nakhimof, les trois glorieux amiraux en qui se personnifiait la résistance, périrent sur les remparts bien avant que la défense eût épuisé ses dernières forces. Ceux mêmes qui ne succombèrent pas cédèrent la place à d'autres, comme si plusieurs chefs dussent se relayer pour la tâche. Canrobert, qui succéda à Saint-Arnaud, fut lui-même remplacé par Pélissier, qui cueillit le fruit de la victoire : à lord Raglan succéda le général Simpson, qui fut, vers la fin de la guerre, relevé de sa charge par le général Codrington : au prince Menschikof succéda le prince Gortchakof

(1) Docteur HUBBENETH, *Service sanitaire des hôpitaux de Crimée,* appendice n° 2, p. 9.

qui, dans les derniers jours de 1855, remit le commandement au général Luders. En France, la même et singulière fatalité s'étendit à ceux qui, de loin, concoururent à l'expédition. Le ministre des finances, M. Bineau, qui, en organisant les emprunts, rendit l'œuvre possible, mourut le 8 septembre, juste le jour de la prise de Malakof. Le ministre de la marine, M. Ducos, qui avait présidé à l'entreprise des transports, succomba à quelque temps de là. Enfin l'amiral Bruat, commandant en chef de l'escadre destinée à rapatrier l'armée, fut lui-même foudroyé d'une attaque de choléra presque en vue des côtes de sa patrie.

Tout fut étrange dans cette guerre ou plutôt dans ce duel. Il se livra en un champ clos, chacun des deux adversaires étant retranché dans une position inexpugnable d'où il ne pouvait ni déloger son rival, ni être débusqué lui-même. Ce champ clos se trouva placé sur un lointain rivage, à l'écart des routes battues, et comme choisi à dessein pour ne point troubler le repos de l'Europe, pour n'en point même importuner les réjouissances. Ce fut, non la grande guerre avec ses larges combinaisons stratégiques, mais, de part et d'autre, un perpétuel effort contre les distances, contre les éléments, contre tout ce qui déconcerte les hommes ou les abat. Français et Russes étaient également isolés de leur pays, les uns par la mer, les autres par les steppes plus infranchissables que la mer : de là des obstacles sans fin pour approvisionner les armées, les faire vivre, alimenter la guerre elle-même. On eut à braver tous les fléaux, l'incendie, les explosions, les frimas, les tempêtes, le choléra, le typhus. Dans les campagnes ordinaires, les troupes, aux premières clartés de l'aube, quittent leurs bivouacs; et les distractions, la marche, la nouveauté des aspects font oublier les camarades tombés en chemin : à Sébastopol et sur le plateau de Chersonèse, assiégeants et assiégés vivaient en face de leurs morts, foulaient chaque jour les lieux où dormaient leurs compagnons, où peut-être eux-mêmes dormiraient demain. Un dernier trait distingue cette lutte. Elle éveille cette sorte de curiosité qu'excitent les choses qu'on ne reverra plus. Elle marque la fin d'un système : ce sont les derniers jours de la

marine à voiles, des canons lisses, des attaques régulières des places. Elle marque aussi la fin de la vieille courtoisie militaire : pour la dernière fois, sans doute, on aura vu des combattants ne rien ajouter aux rigueurs nécessaires, mettre à profit les intervalles du carnage pour se témoigner avec un enjouement attristé leurs personnelles sympathies, s'exaspérer souvent contre les obstacles, jamais contre les hommes. D'autres guerres viendront : aucune ne ressemblera à celle-là : elles seront marquées d'autres signes, moins meurtrières peut-être à cause de leur brève durée, mais sombres, cruelles, implacables, soit que la précision mathématique de l'art moderne ait plus souci de rendre les coups mortels que de les rendre loyaux ou brillants, soit que la logique assez sensée de notre âge dédaigne tout ménagement quand la haine a armé les bras, et juge la guerre elle-même (fût-elle courtoise) inutile ou impie quand aucun ressentiment national ne couve dans les cœurs.

Comme tous avaient accompli également leur patriotique devoir, tous purent également se glorifier. — Les Russes ne songèrent ni à cacher leur douleur, ni à voiler leurs deuils. Sur les hauteurs du Nord, de l'autre côté de la grande baie, un immense cimetière, bientôt objet d'une virile et tendre vénération, rassembla les ossements de ceux qui avaient succombé. Là s'élèvent, en face de Sébastopol, les tombes fraternelles des soldats : au milieu d'elles, se dresse, par intervalles, quelque monument plus orné, dernier asile des chefs qui dorment au milieu de leurs compagnons d'armes. Parmi ceux que le siège épargna, plusieurs jugèrent que le suprême repos leur serait plus doux sur ce sol sacré et reçurent, à leur tour, dans la vaste nécropole, la sépulture guerrière dont ils étaient dignes. Pour que rien ne périt d'un si noble épisode national, le Czar fonda un *Musée* dit de Sébastopol où furent réunis tous les souvenirs du siège, où furent consignés les bulletins des régiments, où sont conservés les mémoires manuscrits, annales au jour le jour de la défense héroïque. Aujourd'hui encore, d'un bout à l'autre de la Russie, les marques particulières du respect public entourent dans leur vieillesse les combattants de Sébastopol. — La Grande-Bretagne, pas

plus que la Russie, ne ménagea à ses morts les témoignages de sa gratitude et de sa fierté attristée. Elle garde fidèlement ses cimetières qui s'étendent un peu partout, soit que le hasard l'ait voulu ainsi, soit que les Anglais, même dans le trépas, aiment à occuper beaucoup de place. Sur le sol de la mère patrie, se retrouvent les marques d'une pareille sollicitude : à Saint-Paul, un cénotaphe fut destiné à honorer les victimes d'Inkermann : en face même de l'Abbaye, une colonne avec une admirable inscription glorifia les noms des élèves de l'École de Westminster qui « donnèrent leur vie pour leur pays » : sur la place de Waterloo, un monument fut érigé aux 2,162 soldats de la garde anglaise morts pendant la campagne : enfin, çà et là, sur les vieux murs des collèges, des inscriptions, souvenirs de l'amitié fidèle, rappellent la mémoire obscure et touchante de ceux qui sont tombés. — Plus héroïque encore que sa rivale ou son alliée, la France fut moins empressée à inventorier sa gloire. Au mois de juin 1856, le Sénat ayant demandé qu'une colonne commémorative rappelât les exploits de l'armée, l'Empereur, par un sentiment d'économie sans doute excessif, jugea que les charges de l'État ne permettaient pas un tel dessein. A défaut de monuments fastueux, les acclamations du retour, l'émotion que provoquèrent les drapeaux noircis ou déchirés, l'empressement recueilli des services funèbres, tout révéla les grandes, universelles, profondes sympathies publiques. A chaque foyer se conservèrent pieusement les pauvres et saintes reliques des glorieux morts. Surtout les correspondances furent fidèlement gardées. J'ai lu nombre de ces lettres déjà jaunies par le temps et comme ridées sous la trace des larmes maternelles. Là revit le meilleur génie de la France. Plusieurs seraient de purs chefs-d'œuvre, rieuses et émues, vaillantes et douces, fermes et, par intervalles, amollies de tendresse, traversées de pressentiments que chasse aussitôt un sourire, toutes colorées d'héroïsme et d'un héroïsme qui s'ignore, avec des reflets passagers de tristesse, de découragement même qui les rendent plus vraies, plus humaines, plus touchantes. Je me figure que Plutarque eût aimé à dire quelques-unes de ces

vies obscures, à saisir quelques-uns de ces fragments et à les animer de sa couleur immortelle. Les héros de Sébastopol auront des successeurs, mais d'une autre physionomie, plus positifs, plus scientifiques, d'un relief plus vigoureux, mais moins délicat, plus absorbés dans le mécanisme d'une direction toute-puissante. Ceux-là, dans leur champ clos de Crimée, nous apparaissent comme des preux, des paladins, et les derniers. Eux-mêmes ne l'ignoraient pas et, dans leurs lettres, raillaient un peu le « *don quichottisme de la guerre où ils étaient jetés* ». Leur mort créa des vides qui ne furent point comblés, et le mot de Thucydide se trouva de nouveau vrai : « Athènes a perdu sa jeunesse, Athènes a perdu son printemps. »

Quel fut le prix de tant de deuils? Quel fut le compte des profits de la guerre de Crimée?

Dès la fin du congrès de Paris, régna en Europe un sentiment très vif de l'instabilité de l'œuvre qui venait de s'accomplir. En Angleterre, lord Palmerston et lord John Russell jugeaient que le résultat dépasserait toutes leurs espérances si les conditions imposées à la Russie pouvaient être maintenues pendant dix ou douze ans. En Autriche, le vieux prince de Metternich écrivait : « Sébastopol ne vaut pas le prix qu'il a « coûté » ; et il ajoutait : « C'est la paix, mais ce n'est pas la « paix de l'ordre (1). » En France, les plus graves observateurs de la politique, Guizot, Tocqueville, Montalembert, avaient peine à cacher, au milieu de l'allégresse générale, leurs inquiétudes pour l'avenir. Avant même que Sébastopol tombât, Bosquet, le plus illustre des soldats de Crimée, exprimait, en une page prévoyante jusqu'à la prophétie, ses craintes que tant de travaux ne fussent vains. « De cette guerre, écri- « vait-il, la France ne recueillera qu'un peu de gloire ; elle « y peut perdre ses meilleurs soldats, et, par conséquent, ses « moyens de résistance à une invasion russo-allemande, quand « elle restera seule, abandonnée par l'Angleterre dont les inté- « rêts sont différents des nôtres, malgré l'alliance. Pauvre

(1) Lettre à lady Westmoreland, 24 mai 1856. (METTERNICH, *Mémoires*, t. VIII, p. 395.)

« France! toujours l'épée à la main, se battant pour Dieu et le « droit, et toujours seule à la fin des luttes, payant les progrès « du monde civilisé du plus pur de son sang et du dernier écu « de ses épargnes!... »

Malgré ces sombres pronostics, l'intelligence, faisant effort pour secouer l'obsédante préoccupation de ce qui suivit, peut se figurer le congrès de Paris comme le point de départ d'une ère, non pas confuse et troublée, mais paisible autant que glorieuse. Les traités de 1815 se trouvaient virtuellement abolis dans leurs stipulations humiliantes; en revanche, ils étaient maintenus, rajeunis dans leurs règles salutaires d'équilibre européen; et, par un singulier retour des choses, c'était à Paris, sous les auspices du neveu de l'Empereur, qu'ils recevaient leur nouvelle consécration. Par le fait de sa victoire, par le rayonnement un peu factice, mais très brillant, de son règne intérieur, par la consolidation de sa dynastie que la naissance d'un fils semblait assurer, par sa modération magnanime, Napoléon III devenait, naturellement, en vrai privilégié de la fortune, l'arbitre des nations. A cette heure unique de sa vie, il lui était permis d'avoir pour allié en Europe qui il voulait, ou plutôt il aurait eu pour allié l'Europe entière, à la seule condition de ne point l'inquiéter par ses échappées dangereuses, de ne point l'attirer dans les courants contraires de ses capricieuses volontés. A ne considérer que les résultats matériels, les avantages de l'expédition de Crimée étaient minces : au contraire, ils étaient immenses, inappréciables, si cette guerre marquait l'inauguration d'une politique vraiment pacifique, d'une dynastie vraiment nationale. On peut le dire sans crainte, si tel eût été l'avenir, les morts de Chersonèse n'auraient pas versé pour une cause indigne d'eux les flots de leur sang généreux.

Il y aurait quelque dérision cruelle à prolonger cette décevante hypothèse. Sur l'heure même, un incident survint qui la démentit.

En signant le 30 mars le traité de Paris, le congrès n'avait pas cru sa mission tout à fait épuisée. Autant la guerre avait été sanglante, autant la paix devait être humanitaire. Pour

compléter leur œuvre, les plénipotentiaires jugèrent bon de faire rentrer dans le droit international certains principes contestés ou méconnus. Ils déclarèrent donc la course abolie. Ils posèrent comme invariable règle : 1° que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ; 2° que la marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. Ils proclamèrent enfin que les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs. Jusque-là rien n'était plus louable ni plus correct. Voici qui le fut moins. — Pendant les conférences, M. de Cavour était demeuré silencieux. Une seule fois, il avait pris la parole à propos des Principautés danubiennes. Cette réserve voilait une activité et des démarches incessantes. Au nom des vingt-huit Sardes tués au combat de Traktir, le ministre piémontais jugeait naturel que les meilleurs profits de la guerre fussent attribués à son pays. Comme le congrès ne s'écartait pas assez vite de son programme, il avait consigné, dans une note du 27 mars aux représentants de France et d'Angleterre, les doléances de ses compatriotes. Il dénonçait les vues du gouvernement pontifical, s'élevait contre les occupations autrichiennes, critiquait surtout le régime des Légations et demandait qu'elles fussent pourvues d'institutions autonomes. En dépit de cette invitation directe, le traité fut signé sans que le nom de l'Italie eût été prononcé. Mais les amis de la Sardaigne reprirent courage quand, à la séance du 8 avril, M. Walewski engagea ses collègues *à échanger leurs idées sur divers sujets*. Le président du congrès commença par parler de la Grèce et finit en flétrissant les excès de la presse belge. Entre les deux et comme sous forme incidente, il signala la condition anormale des États romains, émit un vœu en faveur d'une prochaine évacuation par les troupes françaises et autrichiennes, se livra enfin à une assez longue critique du gouvernement napolitain. Ce que M. Walewski venait de dire sous une forme modérée et en revendiquant même pour l'Empereur le titre de *fils aîné de l'Église*, lord Clarendon le répéta sous forme de réquisitoire. Cette incursion dans un domaine si imprévu avait de quoi surprendre.

Que deviendrait l'indépendance des États si leur régime intérieur pouvait être débattu sans qu'ils fussent représentés? Ces sortes d'intervention, si elles se transformaient en coutume, ne seraient-elles pas fatales aux faibles toujours soumis aux remontrances comminatoires des forts réunis en congrès? Le comte Orlof se récusa, objectant l'absence d'instructions. Le comte Buol fit de même, se contint d'abord, puis éclata. M. de Manteuffel, voyant qu'il était permis de parler de tout, se mit à signaler l'état de la principauté de Neufchâtel qui tenait fort à cœur à son maître. Le Turc, à qui le Pape importait peu, garda le silence comme à l'ordinaire. Quant à M. de Cavour, il eût trompé l'attente générale s'il n'eût repris en les accentuant les griefs déjà développés. Il se garda bien d'y manquer, en sorte que l'acte d'accusation fut complet. Le 16 avril, un second *memorandum* du ministre sarde invita de nouveau les cabinets de Paris et de Londres à pourvoir à l'état de l'Italie.

Ce serait anticiper sur l'avenir que de raconter ce qui suivit; ce serait exagérer la portée de l'incident que de lui attribuer des conséquences décisives et surtout immédiates. Officiellement, rien ne fut changé dans la Péninsule; les notes sardes des 27 mars et 16 avril demeurèrent même sans réponse. En fait, la Sardaigne avait gagné de puissants protecteurs : c'étaient la plupart des hommes d'État anglais, amis des nouveautés par haine du papisme et goût du désordre chez les autres : c'était le prince Napoléon : c'était, avec plus de réserve, l'Empereur lui-même. La question italienne avait été solennellement posée, posée en dépit de l'Autriche, posée dans la plus grave des assemblées, posée sous les auspices de Napoléon III. Autour de lui et jusqu'aux Tuileries même, M. de Cavour avait entendu murmurer : *Il faut faire quelque chose pour l'Italie*. Que serait ce *quelque chose ?* Dans l'âme méditative de l'Empereur, cette pensée allait germer, grandir, se développer à travers toutes sortes d'influences contraires, devenir dominante au point d'absorber tout le reste, y compris le souci de la patrie française. Dès lors, adieu la prudence, adieu la modération des premiers jours, adieu le rêve de cette politique nationale qui aurait pu être le fruit, le fruit glorieux de la guerre de Crimée et le meil-

leur que la France pût cueillir. Une idée fixe obsédera l'âme du souverain et mêlera un élément de confusion même à ses plus honnêtes, à ses plus patriotiques desseins. Désormais, et sauf quelques éclaircies de bon sens, l'histoire extérieure du second Empire pourra se résumer en ces mots du chancelier Oxenstiern à son fils : « Mon fils, vous serez étonné de voir avec com- « bien peu de sagesse le monde est gouverné »

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIERES

LIVRE II

LE RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE

LIVRE III

LA QUESTION D'ORIENT

LIVRE IV

GALLIPOLI ET VARNA

LIVRE V

LA CRIMÉE

LIVRE VI

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE

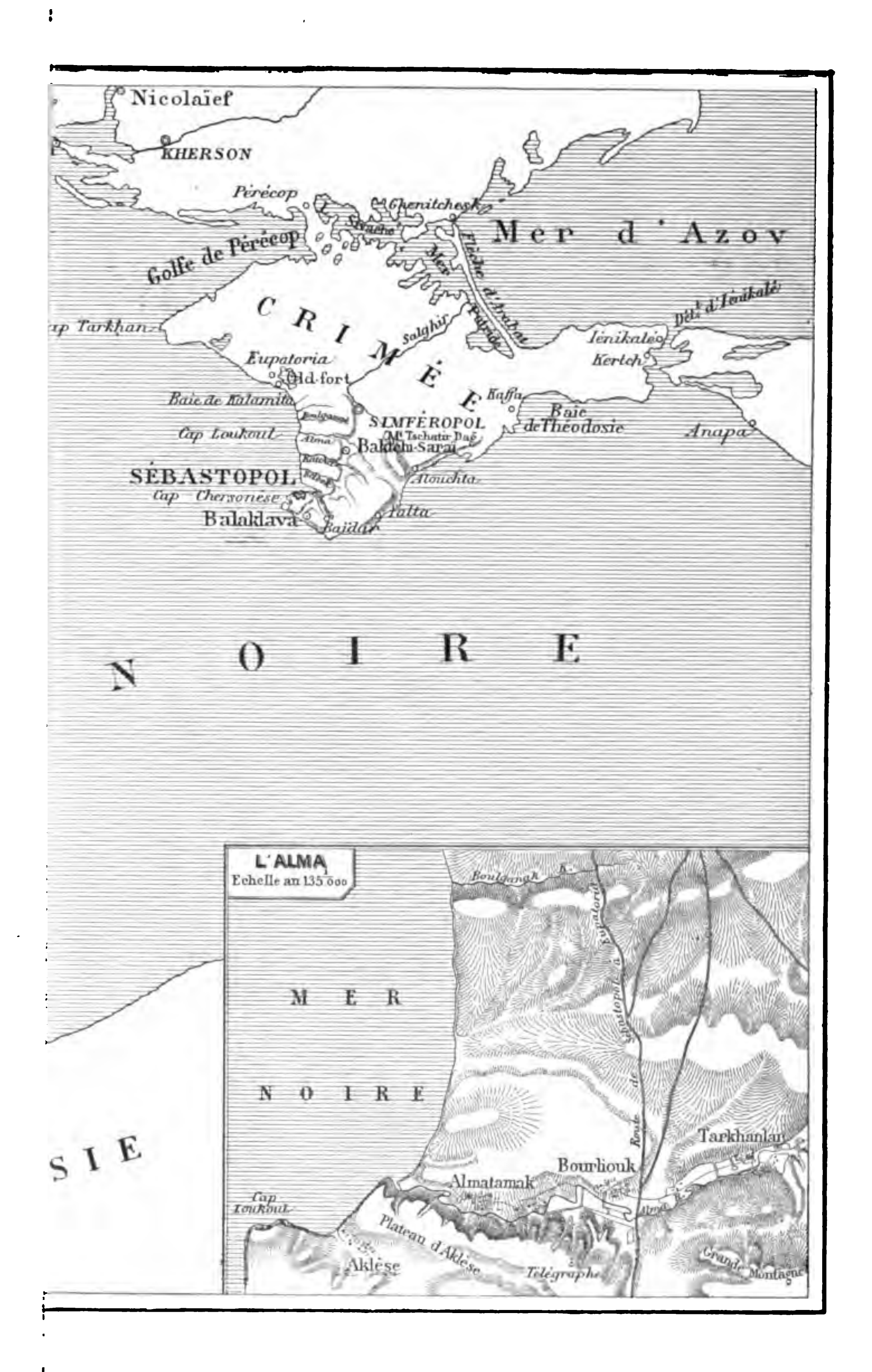
LIVRE VII

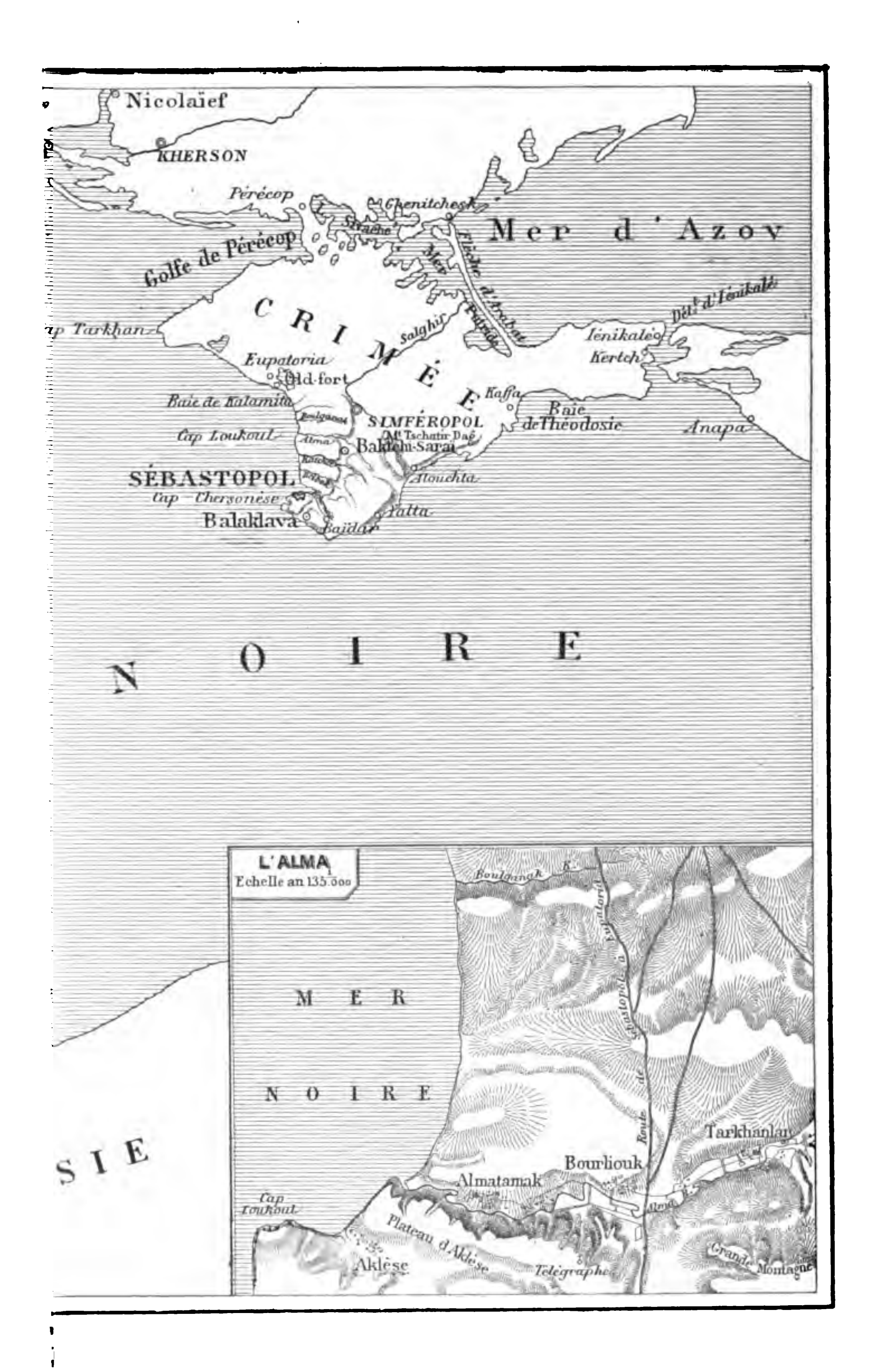
LA PRISE DE SÉBASTOPOL

LIVRE VIII

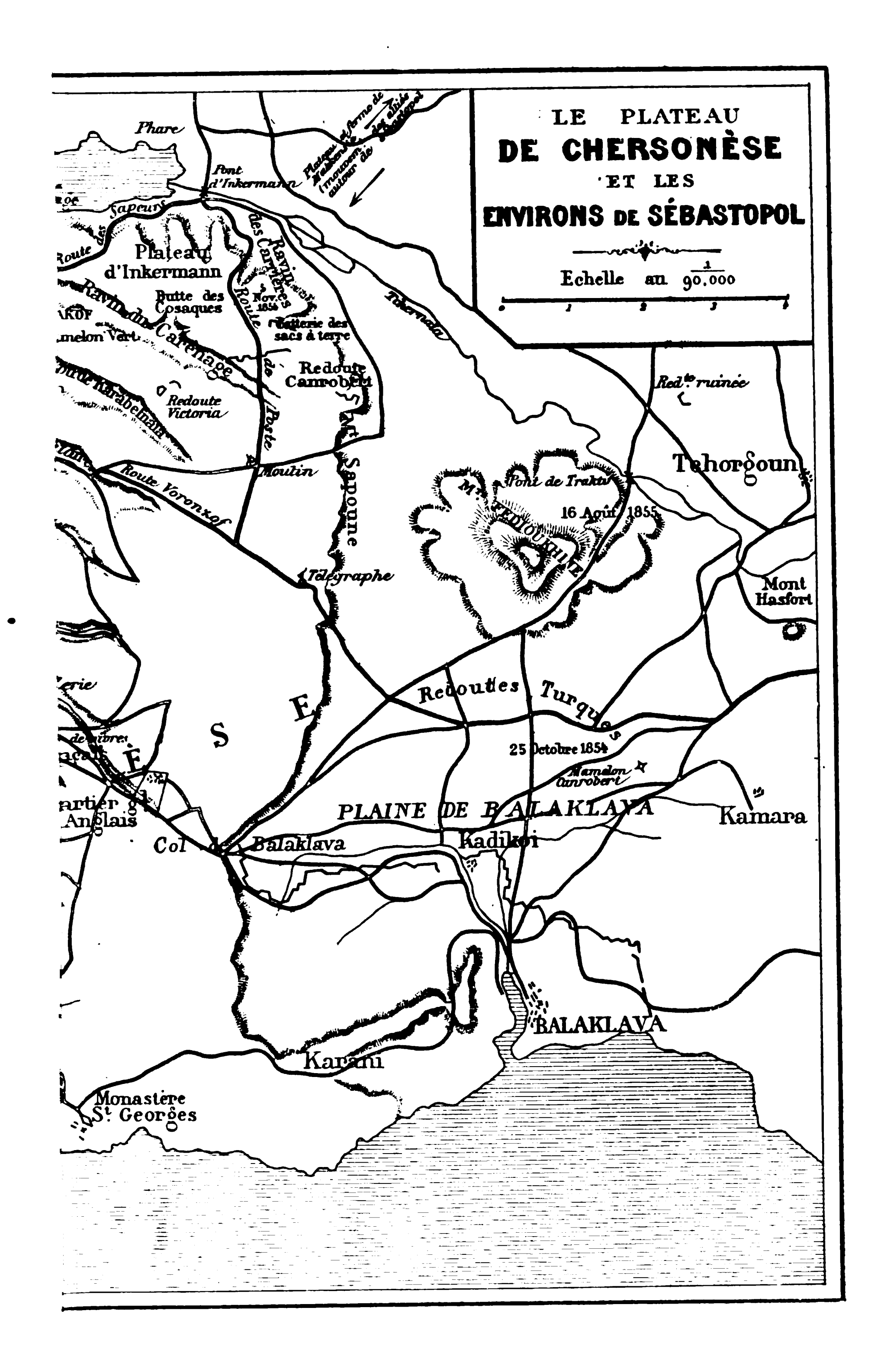
LE CONGRÈS DE PARIS

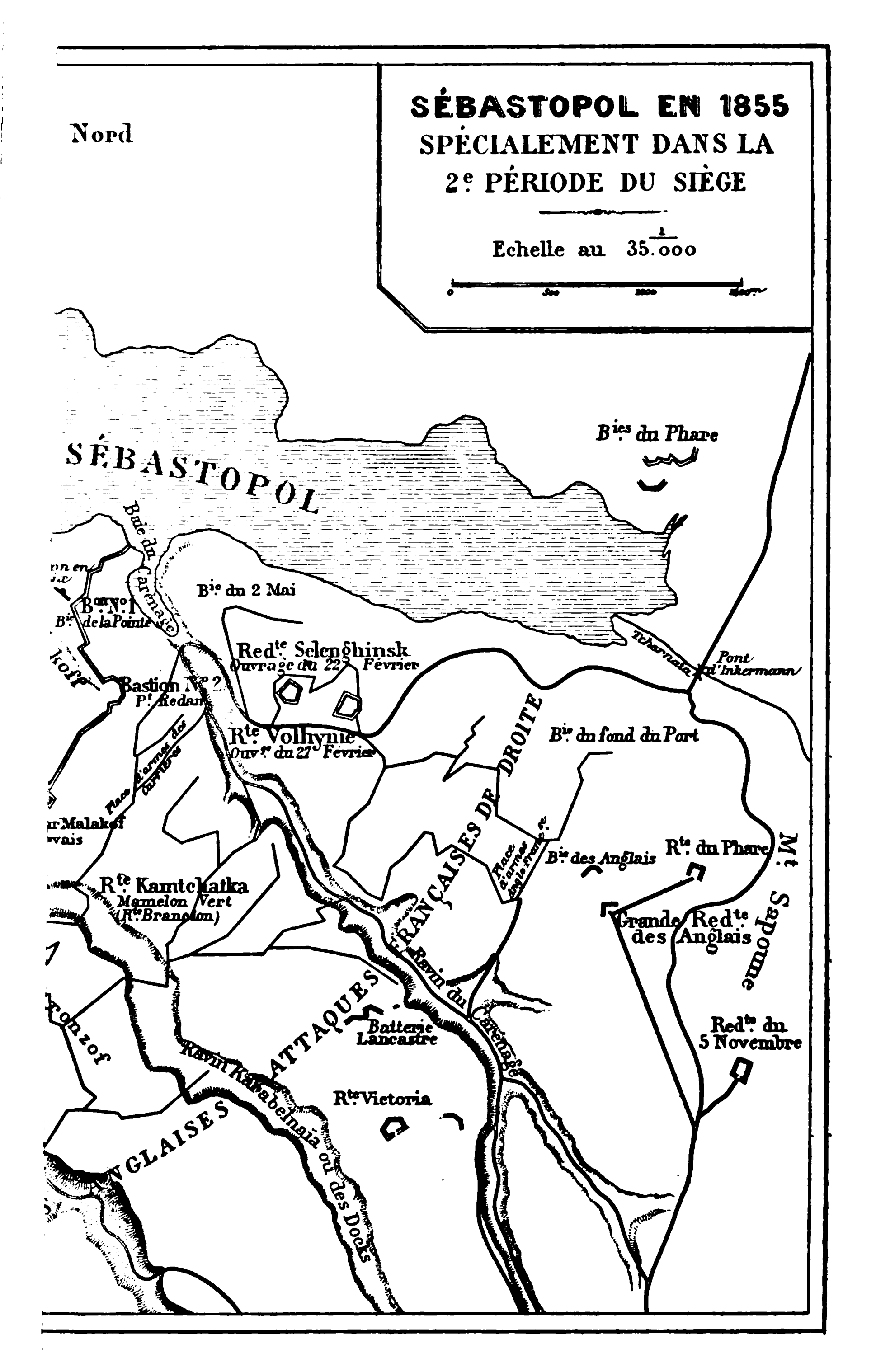
FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME PREMIER.


Nicolaïef
KHERSON
Pérécop
Golfe de Pérécop
Ghenitchesk
Mer d'Azov
CRIMÉE
Salghir
Cap Tarkhan
Eupatoria
Old-fort
Baie de Kalamita
Cap Loukoul
SÉBASTOPOL
Cap Chersonèse
Balaklava
SIMFÉROPOL
Baktchi-Saraï
Alouchta
Yalta
Kaffa
Baie de Théodosie
Iénikalé
Kertch
Anapa
N O I R E
SIE
L'ALMA
Echelle au 135 000
MER
NOIRE
Tarkhanlar
Bourliouk
Almatamak
Cap Loukoul
Plateau d'Aklèse
Aklèse
Télégraphe
Grande Montagne
Route de Sébastopol à Eupatoria



Nicolaïef
KHERSON
Pérécop
Ghenitchesk
Golfe de Pérécop
Mer d'Azov
Mer Putride
Flèche d'Arabat
CRIMÉE
Salghir
Tarkhan
Iénikalé
Kertch
Eupatoria
Old fort
Kaffa
Baie de Kalamita
SIMFÉROPOL
Baie de Théodosie
Anapa
Cap Loukoul
Alma
Bakchi-Saraï
SÉBASTOPOL
Alouchta
Cap Chersonèse
Balaklava
Yalta
Baïdar
NOIRE
SIE
L'ALMA
Echelle au 135.000
MER NOIRE
Boulganak
Tarkhanlar
Bourliouk
Almatamak
Cap Loukoul
Plateau d'Aklèse
Aklèse
Télégraphe
Grande Montagne


LE PLATEAU
DE CHERSONÈSE
ET LES
ENVIRONS DE SÉBASTOPOL
Echelle au 1/90.000
Phare
Pont d'Inkermann
Sapeurs
Plateau d'Inkermann
Butte des Cosaques
Ravin des Carrières
Nov. 1854
Batterie des sacs à terre
Redoute Canrobert
Redoute Victoria
Route de Poste
Moulin
Route Voronxof
Sapoune
Télégraphe
Tchernaïa
Red. ruinée
Tchorgoun
Pont de Traktir
16 Août 1855
Mont Hasfort
Redoutes Turques
25 Octobre 1854
Mamelon Canrobert
PLAINE DE BALAKLAVA
Kamara
Kadikoi
Col de Balaklava
Anglais
BALAKLAVA
Karani
Monastère St. Georges

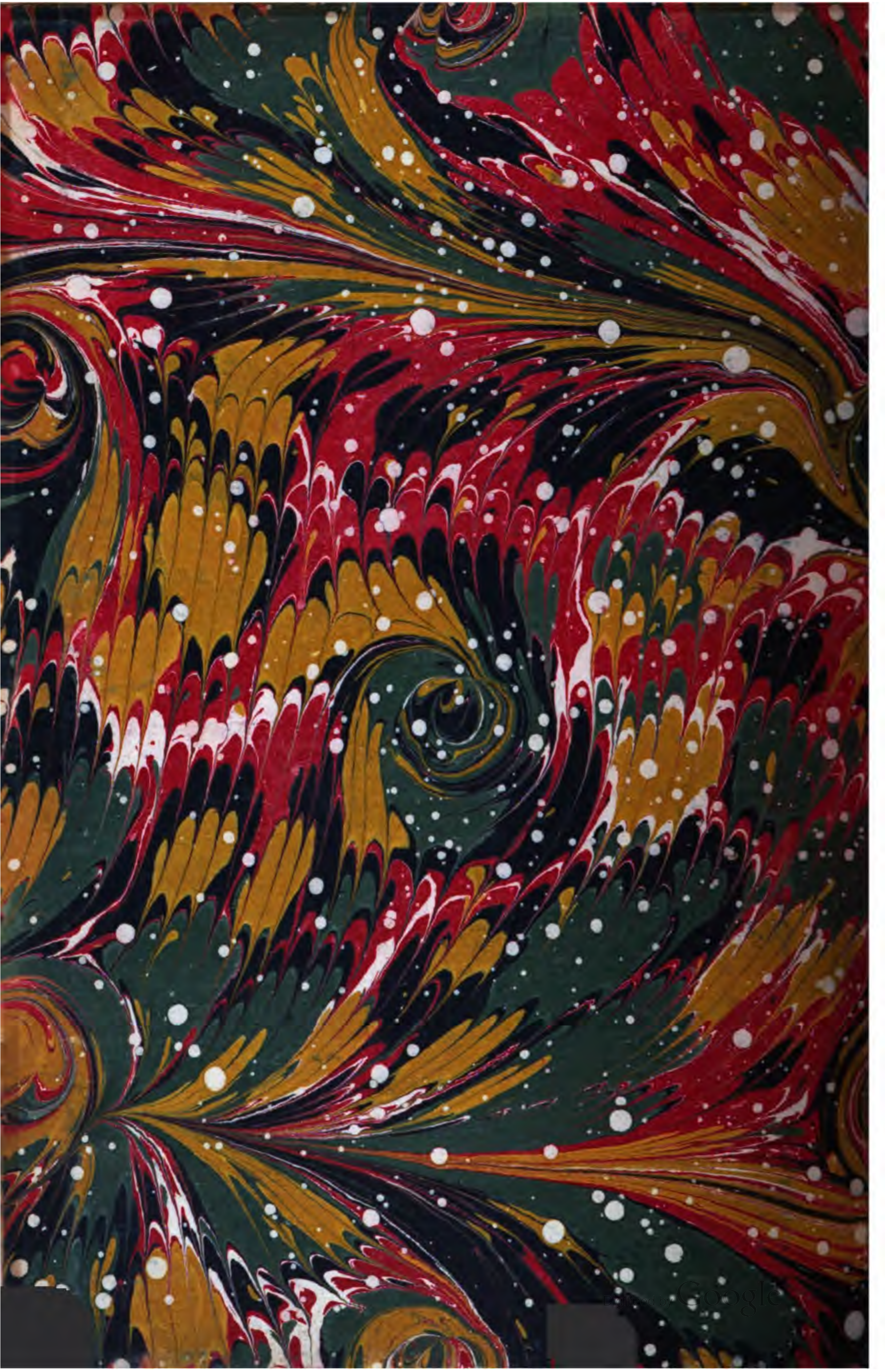


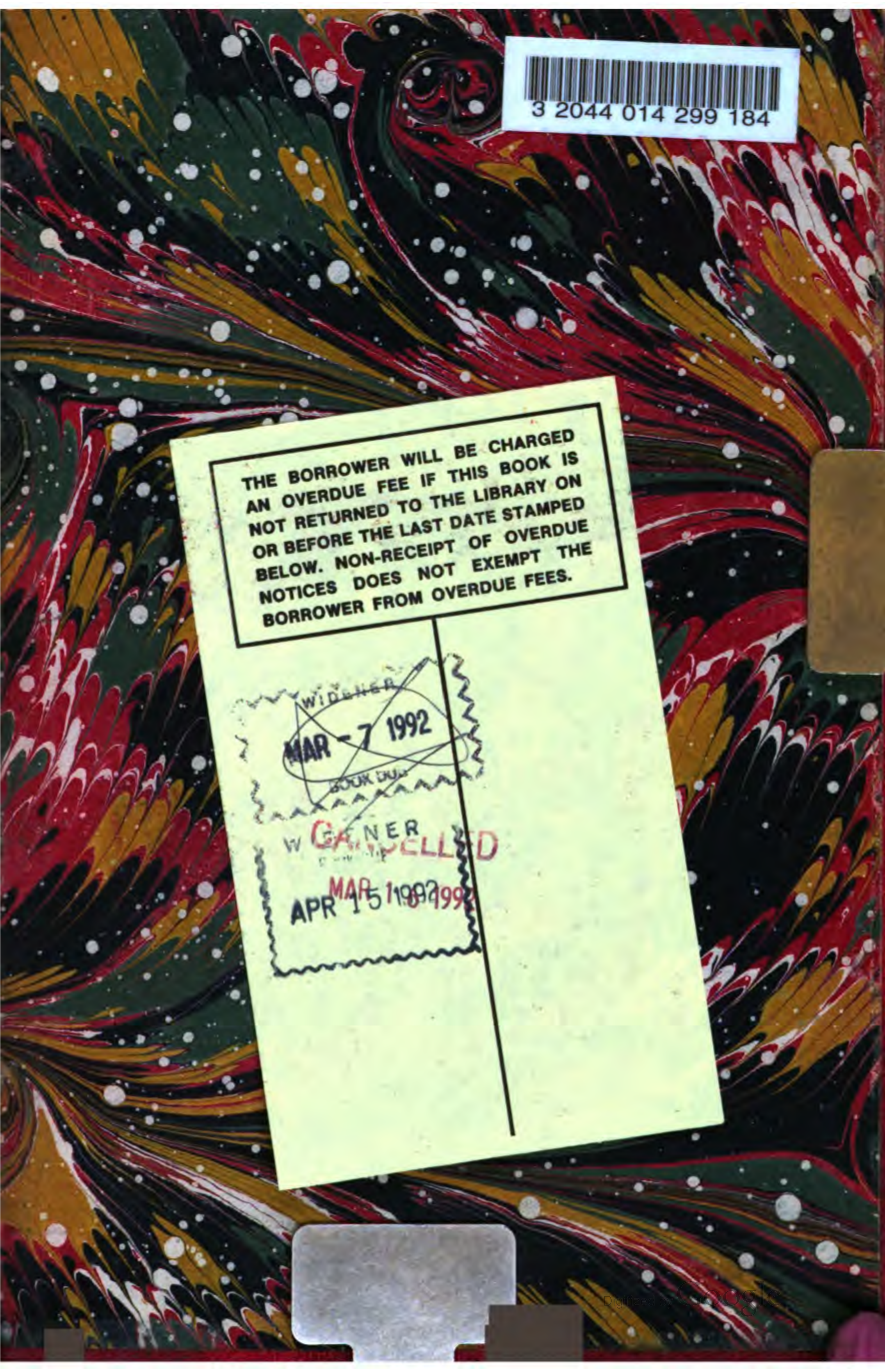
SÉBASTOPOL EN 1855
SPÉCIALEMENT DANS LA
2e PÉRIODE DU SIÈGE
Echelle au 1/35.000
Nord
SÉBASTOPOL
Baie du Carénage
Bie du 2 Mai
Bies du Phare
Redte Selenghinsk
Ouvrage du 22 Février
Bastion No 2
Pt Redan
Rte Volhynie
Ouvt du 27 Février
Tchernaïa
Pont d'Inkermann
Bie du fond du Port
Place d'armes des carrières
Rte Kamtchatka
Mamelon Vert
(Rt Brancion)
ATTAQUES FRANÇAISES DE DROITE
Place d'armes Anglo-Française
Bie des Anglais
Rte du Phare
Mt Sapoune
Grande Redte des Anglais
Ravin du Carénage
Batterie Lancastre
ATTAQUES ANGLAISES
Ravin Karabelnaïa ou des Docks
Rte Victoria
Redte du 5 Novembre

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière.




3 2044 014 299 184
THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.
WIDENER
MAR - 7 1992
BOOK DUE
CANCELLED
APR 15 1992

